



**HAL**  
open science

# Les transferts de technologies occidentales vers la Russie : le cas de la sidérurgie (1860-1989)

Irina Sheveleva

► **To cite this version:**

Irina Sheveleva. Les transferts de technologies occidentales vers la Russie : le cas de la sidérurgie (1860-1989). Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2023. Français. NNT : 2023PA01H014 . tel-04216843

**HAL Id: tel-04216843**

**<https://theses.hal.science/tel-04216843>**

Submitted on 25 Sep 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE**  
**ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE**  
UMR SIRICE 8138  
Centre de Recherche en Histoire des Slaves

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en Histoire contemporaine  
Présentée et soutenue publiquement  
le 30 JANVIER 2022 par

**Irina SHEVELEVA**

**Les transferts de technologies occidentales vers la Russie :  
le cas de la sidérurgie (1860-1989)**



Volume I

**Sous la direction de Madame Marie-Pierre REY**

Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Membres du Jury :**

Monsieur Dominique Barjot, Professeur émérite, Sorbonne

Monsieur Léonid Borodkine, Professeur, Université d'État de Moscou

Monsieur Grégory Dufaud, Maître de conférences (HDR), IEP de Lyon

Monsieur François-Xavier Nérard, Maître de conférences, Université Paris 1  
Panthéon-Sorbonne

L'image sur la page de titre est une peinture de Yuri Ivanovich Pimenov, « Donnez l'industrie lourde ! », Date de création : 1927. Localisation : Galerie d'état Tretyakov, Moscou

## Avertissement concernant la transcription

Les normes de translittération du russe vers le français et plus généralement vers les langues latines de système ISO 9 : 1995 sont utilisées dans cette thèse.

Cyr.	а	б	в	г	д	е	ё	ж	з	и	й	к	л	м	н	о	п	р	с	т	у	ф	х	ц	ч	ш	щ	ъ	ы	ь	э	ю	я
Tr.	a	b	v	g	d	e	ë	ž	z	i	j	k	l	m	n	o	p	r	s	t	u	f	h	c	č	š	š	'	y	"	è	û	â

## Liste des acronymes et des sigles utilisés

CPCUS (CK VKP(b))	Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique
CIK	Comité Exécutif Central
CSF	Compagnie Générale de Télégraphie Sans Fil
Glavkontsesskom (GKK)	Comité Principal pour les concessions étrangères
Narkomfin (NKF)	Narkomat des Finances
NEP	Nouvelle Politique Économique
NK RKI (Rabkrin)	Inspection des Ouvriers et des Paysans
NKID (Narkomindel)	Narkomat des Affaires Etrangères
NKT	Commissariat du Peuple au Travail
NKTP	Narkomat de l'Industrie Lourde
NKTorg	Narkomat du Commerce
OGPU (Guépéou)	Direction Politique d'État
NKVT	Narkomat du Commerce Extérieur
Potrebsojuz	Union des Sociétés de Consommation
SNK (Sovnarkom)	Conseil des Commissaires du Peuple
VCIK SSSR	Comité Exécutif Central Panrusse SSSR

VSNKh Conseil Suprême de l'Économie Nationale

STO Conseil du travail et de la défense

**Fonds d'archives :**

CAMO RF Archives centrales du Ministère de la défense de la Fédération de Russie

CGANTD Archives nationales russes de documentation scientifique et technique à Samara

CGANTD SPb Archives nationales russes de documentation scientifique et technique à Saint-Pétersbourg

CIAM Archives historiques centrales de Moscou

RGIA Archives historiques d'État russes

AC FSB RF Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie

TGA NTD SPb Archives centrales d'État de la documentation scientifique et technique de Saint-Pétersbourg

AP RF Archives du Président de la Fédération de Russie

GRASPI Archives d'État russes d'histoire socio-politique

CGA SPb Archives centrales d'État de Saint-Pétersbourg

RGVA Archives militaires d'État russes

AVP RF Archives de la politique extérieure de la Fédération de la Russie, anciennement Archives du ministère des Affaires étrangères

AE ER (RGAE) Archives Economiques d'Etat de Russie

AE FR (GARF) Archives d'Etat de la Fédération de Russie

AN Archives Nationale (France)

## Remerciements

Mes principales motivations pour écrire cette thèse ont évolué au cours de ce travail. Au début c'est le désir de l'accomplissement personnel qui prévalait ainsi que l'envie d'aboutir à la réalisation de cette thèse. Au fur et à mesure de l'avancement de mes travaux, je me suis rendu compte que ce travail, dans son contenu et sa longueur avait changé mon regard sur l'économie vue à travers le prisme de l'histoire, et de sa temporalité.

Je tiens à remercier ma professeure et directrice de thèse Marie-Pierre Rey qui a changé le parcours de ma vie universitaire à trois reprises au cours de ces dernières années. La première fois ce fut lorsqu'elle m'a poussée à faire un master 2 à l'Université Paris 1 ; la deuxième fois, – lorsqu'elle a accédé à ma demande de poursuivre mes recherches en tant que doctorante et enfin, lorsqu'elle m'a fourni la recommandation indispensable qui a permis la publication de la traduction que j'ai effectuée en russe de l'ouvrage de Jean Tirole *Economie du bien commun* suivie de deux autres publications de traductions. Je la remercie aussi pour son soutien permanent. Elle m'a guidée tout au long de ma thèse et m'a aidée jusqu'à la fin de mes travaux.

J'aimerais remercier le Collège universitaire français de Moscou. L'idée novatrice de l'académicien Andrei Sakharov et de Marek Halter a vu le jour grâce aux efforts de nombreux enseignants parmi lesquels je citerai ceux sous lesquels j'ai eu l'honneur d'étudier au sein du CUF : Marie-Pierre Rey, Dominique Barjot, François Xavier Nérard, Juliette Denis, Nadejda Buntman. Je les remercie sincèrement.

Je remercie également Marc Levin, Vincent Piron et Vincent Cabanne pour leur compétences et leur connaissance fine des mécanismes des entreprises françaises et russes. Leur érudition et leur profonde compréhension des réalités quotidiennes de ces deux pays m'ont énormément aidée.

Je veux aussi exprimer ma profonde gratitude à Victor Barbat et Christiane Chiabrando, ma famille à Paris ! Ils m'ont donné, sans s'en rendre compte, une bonne image des intellectuels parisiens : des livres sur les étagères, une grande filmothèque qui a été l'occasion de grandes discussions. La réalisation de la thèse de Victor Barbat sur le documentariste soviétique Roman Karmen et les échanges que nous avons eus ces dernières années ont largement contribué à mon enrichissement.

Je tiens à remercier mes enfants, qui n'ont cessé de m'encourager pour que cette thèse se réalise.

L'année dernière, j'ai passé la plupart de mon temps à la Bibliothèque François Mitterrand. Je remercie le personnel de la bibliothèque pour leur professionnalisme, les conditions de travail extrêmement favorables. Je remercie particulièrement Eva Kuczynska et Estéban Arias pour leur accueil chaleureux et leurs doux visages qui me souriaient en permanence.

Je tiens enfin à remercier plusieurs personnes de mon entourage proche, Inna Gazizova, Inna Ageeva, Irina Tetart, Olga Melnichenko, qui ont fait preuve d'une grande patience pour me permettre de travailler à mon rythme tout en acceptant que je sois moins disponible pour elles.

## Introduction

### *Le sujet et ses enjeux*

Les transferts de technologies contribuent de manière substantielle au développement et à la croissance économique des États. Certaines technologies semblent avoir joué un rôle plus décisif que d'autres dans l'histoire des sociétés. Ainsi de la sidérurgie qui en tant que telle, fut impliquée dans des changements profonds et radicaux de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle et en particulier de la Russie. Mais dans le cas russe, les transferts paraissent avoir joué un rôle particulièrement grand dans le développement sidérurgique, d'où l'intérêt d'en étudier les modalités.

Ma thèse, intitulée « Les transferts de technologies occidentales vers la Russie : le cas de la sidérurgie (1860-1989) » porte donc sur l'examen des modes, de la temporalité, de la régularité et des subtilités de ces transferts dans un temps long puisque la recherche couvre plus d'un siècle.

Ce sujet s'inscrit dans la continuité de mon Master dans lequel j'avais déjà traité des entreprises étrangères (appelées « concessions » d'après leur nature économique) qui se trouvaient en URSS dans les années 1920-1930. Ma formation initiale est une formation d'économiste, et c'est par mes objets d'études économiques que je suis venue à l'histoire. Oscillant toujours entre l'histoire et l'économie, et essayant toujours de « marier » ces deux champs disciplinaires, j'ai choisi de les imbriquer dans ma thèse et pour ce faire, de me consacrer aux apports technologiques étrangers à l'économie de la Russie.

En même temps, pour développer ce sujet et aller plus loin dans mes réflexions, j'ai eu besoin par rapport à mon mastère, d'élargir la temporalité du sujet. L'analyse des transferts de technologie sidérurgique occidentale sur une période chronologique assez large, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, permet en effet de repérer des tendances de long terme qu'une perspective historique plus courte n'aurait pas permis de dégager.

Chronologiquement, ma recherche englobe les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle tsariste et toute la période soviétique jusqu'à la chute de l'Union soviétique. Toutefois, je ne prêterai ici qu'une attention limitée aux grands événements des premières années du XX<sup>e</sup> siècle, marquées par les turbulences de la Première Guerre mondiale, et la révolution d'Octobre de 1917.



## *Définir l'objet de la recherche : les transferts de technologie*

On définit dans ce travail, en suivant Jacques Perrin, le transfert de technologie comme le transfert d'une entité à une autre de l'ensemble des « connaissances qui peuvent servir à la production de biens et à la création de biens nouveaux dans la forme d'actifs matériels ou immatériels »<sup>1</sup>. Ces dernières « peuvent être incorporées dans des usines, des machines, elles peuvent être transcrites dans des documents écrits (cahier des charges, plan technique, brevet) ou elles peuvent être détenues par des hommes (ingénieurs, techniciens et ouvriers) »<sup>2</sup>.

Globalement, l'intensité de l'usage du terme « transfert de technologie » dans les milieux scientifiques peut être détectée en utilisant l'application linguistique *Google Books Ngram Viewer*. Cette dernière permet d'observer l'évolution au fil du temps du nombre d'occurrences de cet ensemble de mots dans les textes publiés. Entre 1953 et 2019, les statistiques montrent que le maximum a été atteint en 1982 dans la variante française de ce vocable (« Transfert de technologie »), et en 1991 dans sa variante anglaise (« Technology transfert »). Ce qui revient à dire que de moins en moins de chercheurs s'intéressent aujourd'hui au transfert de technologie ; ce terme a perdu son charme et de son « utilité » pour eux. Est-ce à dire qu'en choisissant ce vocable comme un objet d'étude, on « navigue à contre-courant » historiographique ?

Il peut sembler à première vue qu'on doive répondre affirmativement, et ce d'autant plus que nous venons d'attester le fait d'une baisse substantielle de l'usage de ce terme. En outre, on observe une certaine suspicion, « un profond scepticisme » face au concept de « transfert ». Dans son ouvrage paru en 2009 et consacré aux nouvelles approches et enjeux méthodiques dans la circulation des savoirs techniques, l'historienne Liliane Hilaire-Pérez pose en effet une question majeure : « Ainsi, l'émergence de la notion de « circulation » technique est-elle issue d'un profond scepticisme face au concept diffusionniste de « transfert », marqué par les logiques de pouvoir économique des Occidentaux ? »<sup>3</sup>

L'intérêt des historiens pour la diffusion des techniques est né après la Seconde guerre mondiale et de rares historiens se sont opposés à l'approche simpliste qui dominait alors. Les solutions de l'école diffusionniste « formulées en termes de rattrapage d'un « retard »

---

<sup>1</sup> Jacques PERRIN, *Les transferts de technologie*, Paris, Maspero, 1983, p. 16 (117 p.).

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> Liliane HILAIRE-PÉREZ, Catherine VERNA, « La circulation des savoirs techniques du Moyen Âge à l'époque moderne. Nouvelles approches et enjeux méthodiques », *Tracés*, 2009, n°16, pp. 25-61. En ligne : <https://doi.org/10.4000/traces.2473> (consulté le 21.10.2022).

technique, reposaient sur un concept simpliste de « transfert », supposant [...] une linéarité de la diffusion dans le temps et dans l'espace »<sup>4</sup>.

La littérature abondante<sup>5</sup> de « l'école de la dépendance » formée d'intellectuels appartenant à des disciplines différentes et partageant une sensibilité commune, a popularisé une analyse pessimiste du vocable de « transfert de technologie ». Le discours des « dépendantistes » s'articule autour de la théorie de la modernisation qui soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud sont la conséquence de processus historiques mis en place par les pays du Nord. Selon ce paradigme de la modernisation, dans le « transfert de technologie » parmi de nombreux facteurs en jeu, le rôle principal est à attribuer aux différences culturelles entre partenaires.

Aujourd'hui, les historiens ont plutôt tendance à décloisonner ce terme, à le repenser dans sa globalité. Ainsi, dans son article fondateur<sup>6</sup> N. Rosenberg, un des rares historiens à s'être opposé à l'approche simpliste de la diffusion des techniques, indiquait que :

« Le problème prend une importance supplémentaire lorsque nous adoptons une conception plus réaliste de la nature du changement technique que celle que nous avons héritée de Schumpeter [qui considéra que] le changement technique impliqua des ruptures majeures, des discontinuités géantes ou des ruptures avec le passé [...] Mais le changement technologique est aussi (et peut-être plus important encore) un flux continu d'innombrables ajustements, modifications et adaptations mineurs par un personnel qualifié, et la vitalité technique d'une économie employant une technologie de machine est gravement affectée par la capacité à effectuer ces adaptations.<sup>7</sup> »

Quant à Pierre Judet<sup>8</sup>, spécialiste de l'histoire industrielle, il proposait dans son article *Transfert de technologie, expériences dans les PVD et succès asiatiques*<sup>9</sup> de prendre en compte

---

<sup>4</sup> *Idem.*

<sup>5</sup> Paul A. BARAN, Paul M. SWEEZY, *Le Capitalisme monopoliste. Un essai sur la société industrielle américaine*, Paris, F. Maspero, 1968, 344 p. ; Fernando Henrique CARDOSO, Enzo FALETTO, *Dépendance et développement en Amérique latine*, [Paris], PUF, 1978, 222 p. ; Fernando Henrique CARDOSO, *Les Idées à leur place. Le concept de développement en Amérique latine*, Paris, A.M. Métailié, 1984, 200 p. ; Samir AMIN, *L'Échange inégal et la loi de la valeur. La fin d'un débat*, Paris, Anthropos, 1981, 269 p. ; Samir AMIN, *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Anthropos : diffusion Économica, 1988, 585 p.

<sup>6</sup> Nathan ROSENBERG, « Economic development and the transfer of technology: some historical perspectives », *Technology and Culture*, 1970, vol. 11, p. 550-575. DOI : [10.2307/3102691](https://doi.org/10.2307/3102691) Consulté le 10/10/2022.

<sup>7</sup> *Idem.*

<sup>8</sup> Pierre JUDET, *La nébuleuse métallurgique alpine, Savoie-Dauphiné, fin XVIIIe-fin XIXe siècle : apogée, déclin et éclatement d'un territoire industriel*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, DL 2019, 368 p. - VIII p. de pl. Texte remanié de : Habilitation à diriger des recherches : Histoire : Lyon 2 : 2015 ; PIERRE Judet, *Une histoire sociale de l'industrie en France [Texte imprimé] : du choléra à la grande crise, années 1830 - années 1930*, Fontaine, PUG, DL 2020, 332 p.

Pierre JUDET a reçu, en 2016, le Prix d'Histoire « Techniques, entreprises et société industrielle » décerné par l'Académie François Bourdon et la Fondation Arts et Métiers.

<sup>9</sup> Pierre JUDET, « Transfert de technologie, expériences dans les PVD et succès asiatiques », *Tiers-Monde*, tome 30, n°120, 1989. pp. 779-796. En ligne : [www.persee.fr/doc/tiers](http://www.persee.fr/doc/tiers) (consulté le 11.10.2022).

« la dimension historique », laquelle s'impose à l'évidence aujourd'hui « pour éclaircir signification, succès et échecs des politiques mises en œuvre en matière de transfert de technologie »<sup>10</sup>.

Le modèle diffusionniste impliquant l'idée de transferts simples et immédiats ainsi que celui du retard et du rattrapage d'une partie du globe par rapport à l'autre est donc aujourd'hui remis en question « au profit de modèles de transmissions plus complexes, prenant en compte manières de concevoir, freins matériels ou culturels et phénomènes d'influence réciproque »<sup>11</sup>. Ces dernières années, l'histoire des techniques et de leurs transmissions a connu un regain d'intérêt dont un bon exemple est le 143<sup>e</sup> congrès du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) qui s'est tenu en 2018 (l'auteur de cette thèse a participé au Congrès avec une intervention publiée<sup>12</sup>).

Nous avons donc choisi de conjuguer dans ce travail de thèse le renouvellement des questionnements sur la notion de « transfert de technologie » avec des instruments de recherche et des interrogations, seules à même de contrer les récits téléologiques qui ont longtemps prévalu dans ce domaine<sup>13</sup>. Notre problématique est donc formulée comme suit :

Dans quelle mesure, avec quelle temporalité et quel rythme, la sidérurgie soviétique a-t-elle eu besoin de recourir aux technologies occidentales dans son développement ? Quels modes de transferts prévalurent-ils ? Quelles relations « hybrides » (indirectement liées au sujet) influencèrent-elles ces transferts technologiques ? Est-il possible de définir un paradigme de ce transfert à partir d'observations portant sur le temps long ?

A l'origine, nous voulions nous demander en quoi les transferts de technologies occidentales vers l'URSS avaient été un facteur déterminant du développement de la sidérurgie soviétique. Et si c'était le cas, dans quelle mesure l'industrie bénéficiaire avait pu être vulnérable au choc causé par la cessation de ce transfert et quels avaient été les « modes intrinsèques soviétiques » mis en œuvre pour récupérer les technologies occidentales. Mais au

---

<sup>10</sup> *Idem.*

<sup>11</sup> Christine LORRE (dir.), *Transferts techniques et transmission de savoir-faire*, Paris, l'Harmattan, 2019, p. 8. 209p.

<sup>12</sup> I. SHEVELEVA, « L'URSS et le CoCom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) : transferts de technologie et guerre froide économique », dans Dominique Barjot (dir.), *Transmission et circulation des savoirs scientifiques et techniques, Actes du 143<sup>ème</sup> Congrès du CTHS*, Paris, Editions du CTHS, 2020. En ligne : <https://books.openedition.org/cths/13553?lang=fr> Consulté le 10/10/2022.

<sup>13</sup> Résumé dans Liliane HILAIRE-PÉREZ, *Les sciences et les techniques, laboratoire de l'Histoire : Mélanges et l'honneur de Patrice Bret*, Paris, Presses Des Mines, 2014 (348 p.).

fur et à mesure de l'avancé de notre réflexion, nous avons rencontré d'autres questions, également importantes qui nous ont été soufflées par la lecture des travaux de Joseph Needham, auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire de la science et de la technologie dans l'aire culturelle chinoise et à son rôle primordial dans ces domaines par rapport à l'Occident jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>. Il cherchait en effet des réponses à la question suivante, « pourquoi, entre le I<sup>er</sup> siècle avant J. C. et le XV<sup>e</sup> siècle de notre ère, la civilisation chinoise se révéla-t-elle beaucoup plus efficace que la civilisation occidentale en ce qui concerne l'application de la connaissance de la nature aux besoins pratiques de l'homme ? »<sup>15</sup> La réponse à toutes ces questions J. Needham l'a finalement trouvée « d'abord dans les structures sociales, intellectuelles et économiques des différentes civilisations »<sup>16</sup>. Nous avons voulu tenir compte de cette approche dans notre propre étude.

### *Définir les directions principales de ce travail*

Notre thèse s'inscrit dans les courants historiographiques de l'histoire globale et de l'histoire connectée et s'inspire pour sa construction de la méthode dite de l'*accrochage*. C'est Philippe Artières, historien français, actuellement directeur de recherche au CNRS au sein de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux à l'EHESS, qui a analysé cette méthode dans son article *L'inscription dans un courant historiographique majeur*<sup>17</sup>. En prenant comme référence M. Foucault<sup>18</sup>, il considère que « chaque épistème produit des dispositifs de vision : il passe ainsi d'une histoire des représentations à une histoire du regard »<sup>19</sup>. Selon P. Artières, l'écriture de l'histoire ne doit pas passer par un discours linéaire, par ce que « grossièrement, on peut désigner comme la narration »<sup>20</sup>. La notion d'*accrochage* lui paraît plus stimulante. L'*accrochage* offre de nouvelles visions. L'*accrochage* permet de jouer sur des « profondeurs » et de matérialiser très facilement ce qui manque, ce qui échappe. On peut

---

<sup>14</sup> J. NEEDHAM, *The Development of iron and steel technology in China*, Cambridge, W. Heffer and sons, 1964. XII-76 p.; J. NEEDHAM, *Science and civilisation in China: Volume V. Chemistry and chemical technology: Part V: Spagyric discovery and invention: physiological alchemy*, Cambridge, Cambridge University press, 1983. 574 p. ; J. NEEDHAM, *La Science chinoise et l'Occident*, Paris, Éditions du Seuil, 1977 (252 p.).

<sup>15</sup> J. NEEDHAM, *ibidem*, p. 124.

<sup>16</sup> *Idem*.

<sup>17</sup> Philippe ARTIERES, « L'inscription dans un courant historiographique majeur », *Société & Représentation*, 2015, n°40, pp. 343-349. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2015-2-page-343.htm> (consulté le 15.10.2022).

<sup>18</sup> Michel FOUCAULT, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1994, 400p.

<sup>19</sup> Philippe ARTIERES, « L'inscription dans un courant historiographique majeur », *op. cit.*

<sup>20</sup> *Idem*.

regarder un objet et voir au second plan ou au troisième plan un autre objet. On peut donner une grande importance à la contextualisation en proposant non pas un contexte fermé mais un environnement ou un « arrière-plan ». En suivant ce modèle, nous proposerons dans chaque partie de notre travail d'abord la vision d'un arrière-plan ou d'une perspective générale pour ensuite passer au fond du sujet en lien avec le domaine de la sidérurgie.

L'analyse de ce travail se développera dans plusieurs directions principales :

1. Il s'agira d'abord de rappeler combien le leadership technologique étranger dans la métallurgie de la Russie des années 1870 à 1914 fut incontestable. Au début du XX siècle, le sud de la Russie formait une sorte d'enclave technologique de l'Occident et un « point de croissance » de la sidérurgie pré-soviétique. L'État russe a en effet tenté d'un côté de limiter l'influence des entreprises étrangères, tout en restant d'une manière ou d'une autre, un acquéreur de premier rang de technologies étrangères.

2. Ensuite, il s'est agi pour la Russie bolchevique d'attirer la technologie étrangère vers l'industrie sidérurgique dès les années 1930 quand les planificateurs soviétiques, dans le cadre de l'industrialisation à marche forcée, se lancèrent dans la construction d'installations industrielles à grande échelle. La mise en œuvre de cette tâche urgente et très ambitieuse n'a été possible qu'avec l'implication d'ingénieurs étrangers, des États-Unis par excellence. Dans ce contexte on s'interrogera sur les modes, les modalités et les acteurs principaux engagés dans les importations de technologies et on analysera aussi le contexte spécifique de l'époque.

3. L'analyse des démantèlements et de l'enlèvement ultérieur des équipements et des autres actifs matériels et humains depuis l'Allemagne occupée est destinée à découvrir les subtilités de cette étape marquante des transferts de technologies occidentales vers l'URSS, en mettant en avant l'évacuation massive des actifs à travers les frontières germano-soviétiques organisée dans les années 1945-1953.

4. Enfin il s'agira de distinguer, cerner et analyser la nature et l'ampleur des flux technologiques d'Ouest en Est dans le cadre d'une approche relativement classique de la Guerre froide. On s'intéressera ici au rôle des structures de réglementation des échanges dont l'origine relève de la Guerre froide, laquelle prônait l'idéologie de la séparation plutôt que celle de la convergence des deux mondes. On analysera ainsi le rôle du *CoCom* dont l'idée initiale revenait

aux autorités américaines et qui a été conçu pour bloquer l'exportation des technologies occidentales vers l'URSS et les pays du bloc communiste, et qui est devenu un « fardeau sur les épaules » de tous les membres associés du *CoCom*. Il s'agira aussi, en retour, d'essayer de mettre en évidence les instruments à disposition de l'URSS pour résister au blocus technologique des pays occidentaux après la guerre.

### *L'état des lieux historiographique*

L'histoire de la métallurgie en Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle a intéressé plusieurs historiens contemporains. Une monographie de M.V. Konotopov et S.I. Smetanin publiée en 2018 a été consacrée au développement de l'économie russe du XVI<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle et en particulier, à l'histoire de la sidérurgie jusqu'en 1917.<sup>21</sup> Une place distincte est donnée dans cet ouvrage à la « métallurgie de la Russie pendant la période de l'impérialisme (1900-1917) » (l'actionnarisation et les capitaux étrangers ; « Prodamet » et « Krovlya » ; la métallurgie dans les années de la nouvelle reprise économique pendant la guerre). Cet ouvrage présente un certain intérêt, principalement en tant que matériau résumant des études déjà publiées par des historiens.

Bien que les ouvrages de V.I. Bovykin soient consacrés au capital financier en Russie à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la nature du sujet, multipliée par l'érudition encyclopédique de l'auteur, donne une grande profondeur à ses analyses et une large couverture événementielle. C'est pourquoi, en tant qu'auteur intéressé par le sujet des importations des technologies étrangères dans l'industrie métallurgique en Russie, nous incluons les ouvrages de V.I. Bovykin dans nos références bibliographiques.<sup>22</sup>

Dans son ouvrage *Les banques françaises en Russie : Fin XIX<sup>ème</sup> - début XX<sup>ème</sup>*<sup>23</sup>, V.I. Bovykin ne se contente pas d'examiner les activités des banques françaises en Russie, mais il tente d'étudier le rôle des banques dans l'histoire de l'entrepreneuriat français en Russie. Il estime que l'industrie minière et métallurgique du sud de la Russie doit son origine

---

<sup>21</sup> M. V. KONOTOPOV, S. I. SMETANIN, *Le développement de l'économie russe aux XVI<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècle* (Razvitie ekonomiki Rossii v HVI–HH vekah), t. 4, p. 188, Saint-Pétersbourg, Aletejâ, 2018.

<sup>22</sup> V. I. BOVYKIN, *Les banques françaises en Russie : Fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et le début du XX<sup>ème</sup> siècle* (Francuzskie banki v Rossii. Konec XIX – načalo XX v.), Moscou, Rossijskaâ političeskaâ ènciklopediâ (ROSSPËN), 1999 ; V. I. BOVYKIN, *Le capital financier en Russie à la veille de la première guerre mondiale* (Finansovyj kapital v Rossii nakanune pervoj mirovoj vojny), Moscou, ROSSPËN, 2001. – 318 p.  
V. I. BOVYKIN, *A l'origine du capital financier en Russie* (Zaroždenie finansovogo kapitala v Rossii), Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo universiteta, 1967. – 295 p.

<sup>23</sup> V. I. BOVYKIN, *Les banques françaises en Russie : Fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et le début du XX<sup>ème</sup> siècle* (Francuzskie banki v Rossii. Konec XIX – načalo XX v.), Moscou, Rossijskaâ političeskaâ ènciklopediâ (ROSSPËN), 1999.

principalement aux banques étrangères et aux industriels étrangers. V. Bovykin est arrivé indirectement à ce constat car il ne disposait pas des documents réglementaires, notamment ceux relevant de la comptabilité financière de ces entreprises. V. Bovykin, d'après ses propres mots, a examiné pendant l'été 1958 les archives régionales des régions industrielles d'Ukraine - Kharkov, Dniepropetrovsk, Staline (Donetsk), Zaporizhzhya, Lugansk. Dans son ouvrage, *A l'origine du capital financier en Russie*, V. Bovykin écrit que ses tentatives pour retrouver les documents des sociétés métallurgiques et charbonnières dans les archives soviétiques ont échoué.

« Les archives des usines de l'Oural sont relativement bien conservées [...] Quant aux archives des entreprises métallurgiques du sud de la Russie, elles ont été perdues dans leur majorité. De grands dommages leur ont été causés pendant la Seconde Guerre mondiale. Les fonds des Archives à Dniepropetrovsk et à Krivoï-Rog de l'usine d'Aleksandrovsk, de la société Briansk, de l'usine d'Ekaterinoslavsk, de la société russe de fabrication de tuyaux (ancien Shoduar), de la société métallurgique de Dniepropetrovsk, de la fonderie et du haut fourneau de Gdansk, de la société Ore de Krivoï-Rog et de plusieurs entreprises de la société Donetsk-Youriev ont été perdus.<sup>24</sup> »

V. Bovykin poursuit :

« Seuls les fonds de la Société métallurgique de Taganrog et de la Société de Sulin, conservés dans les archives d'État de la région de Rostov n'ont pas été affectés. En outre, il convient de garder à l'esprit que certaines parties des anciennes archives de plusieurs entreprises métallurgiques du sud de la Russie se trouvent dans les Archives historiques de l'État (RGIA). Mais parmi elles, il y a très peu de documents de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.<sup>25</sup> »

Les lacunes dont parle Bovykin ont été comblées partiellement par des historiens occidentaux. Dans cette optique l'ouvrage de John P. McKay *Pioneers for profit : foreign entrepreneurship and Russian industrialization, 1885-1913*<sup>26</sup> occupe une place particulière. Il fait une analyse des formes revêtues par l'entrepreneuriat étranger en Russie dans les années 1885-1913.

Les sources auxquelles John P. McKay fait référence englobent les fonds des Archives historiques du Crédit Agricole SA et les Archives Nationales. Nous avons accédé à ces archives et les avons dépouillées pour compléter notre chapitre introductif. Notons aussi que les

---

<sup>24</sup> V. I. BOVYKIN, *La naissance du capital financier en Russie* (Zarozhdenie finansovogo kapitala v Rossii), Izdatel'stvo Moskovskogo universiteta, 1967, p. 45.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>26</sup> John P. McKAY, *Pioneers for profit: foreign entrepreneurship and Russian industrialization, 1885-1913*, Chicago, University of Chicago Press, 1970.

chercheurs tant russes qu'occidentaux font assez souvent référence à l'ouvrage pionnier de McKay. Le moteur de recherche de la bibliothèque de Lénine permet de les identifier<sup>27</sup>.

En ce qui concerne l'historiographie de ce sujet, elle est fournie, mais elle reste très descriptive. En effet, dans l'historiographie soviétique<sup>28</sup>, nous n'avons trouvé aucune monographie proposant l'analyse, dans un cadre conceptuel, du système de transfert des technologies de pointe vers l'URSS en provenance de l'Ouest.

Dans l'historiographie occidentale, l'apparition dans les années 1960 de l'ouvrage de Sutton<sup>29</sup> sur « les technologies occidentales dans l'économie soviétique » a fait date et est devenu un classique. Depuis, rien n'a été écrit jusqu'à la chute du mur de Berlin, date à partir de laquelle un regain d'intérêt pour ce sujet<sup>30</sup> est observé.

L'analyse de l'historiographie des transferts de technologies entre l'Ouest et l'Est permet de voir deux « vagues » d'intérêt concernant ce sujet. Jusqu'à la fin des années 1980 ce dernier se trouvait au croisement des intérêts des économistes (A. C. Sutton ; Morris Bornstein ; A. Tiano etc.)<sup>31</sup> et des historiens - experts en espionnage industriel (P. Schweizer ; M. Chalet, T. Wolton, Cf. Y. Regnard)<sup>32</sup>.

Les économistes ont abordé différents aspects de ces transferts, tels que les mécanismes de la prise de décision concernant l'acquisition de technologies occidentales et les contraintes

---

<sup>27</sup> V. ZOLOTAREVA, *Ressources d'investissement du modèle de modernisation de rattrapage de la Russie : une approche historique et économique* (Investicionnye resursy modeli dogonâušej modernizacii Rossii : istoriko-ekonomičeskij podhod), Moscou, MAKS Press, 2017 ; V. I. BOVYKIN, *L'entrepreneuriat et les investissements étrangers en Russie : Essais* (Inostrannoe predprinimatel'stvo i zagraničnye investicii v Rossii : Očerki), Moscou, ROSSPEN, 1997 ; E. V. ALEKSEEVA, *La diffusion des innovations européennes en Russie. XVIII<sup>ème</sup> - début XX<sup>ème</sup> siècle* (Diffuziâ evropejskih innovacij v Rossii. XVIII - načalo XX v.), Moscou, ROSSPEN, 2007. – 366 p.

<sup>28</sup> Sergei ŽURAVLEV, « Les petites gens » et « la grande histoire ». *Les étrangers de l'Electrozavod de Moscou dans la société soviétique des années 1920 - 1930* (« Malen'kie ljudi » i « bol'sšaja istorija ». Inostrancy moskovskogo Elektrozavoda v sovetskom obščestve 1920-1930), Moscou, ROSSPEN, 2000.

<sup>29</sup> Anthony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development*, vol. 1 et 2, Stanford, Hoover Institution, 1968, 1971.

<sup>30</sup> Larissa ZAKHAROVA, « Des techniques authentiquement socialistes ? Transferts et circulations dans les télécommunications entre l'URSS et l'Europe (années 1920 - années 1960) », *Critique internationale*, 2015/1 n°66, pp. 19-35 ; David M. KEMME, *Technology Markets and Export Controls in the 1990s*, New York University Press, 1991.

<sup>31</sup> Morris BORNSTEIN, *Le transfert de technologie occidentale à l'URSS*, OECD, Paris, 1985 ; A. C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development*. Vol. 1. Et. 2, Stanford, Hoover Institution, 1968, 1971 ; Helgard WIENERT et John SLATER, *Transfert de technologie entre l'Est et l'Ouest, les aspects commerciaux et économiques*, OCDE, 1986, 507 p. ; Eugène ZALESKI et Helgard WIENERT, *Transfert de techniques entre l'Est et l'Ouest*, Paris, OCDE, 1980, 463 p. ; A. TIANO, *Transfert de technologie industrielle : indépendance et développement*, Paris, Economica, 1981.

<sup>32</sup> P. SCHWEIZER, *Les nouveaux espions : le pillage technologique des USA par leurs allés*. Paris, Grasset, 1993 ; M. CHALET, T. WOLTON, *Les Visiteurs de l'ombre*. Paris, 1990 ; Cf. Y. REGNARD, « L'URSS et le renseignement scientifique, technique et technologique ». *Revue Défense Nationale*, décembre 1983 ; T. WOLTON, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.



qui s'exercent, les problèmes d'assimilation et de diffusion. Ils ont montré les modes de transfert de la technologie occidentale vers l'URSS (achats de licences, importations de produits, usines clés-en-main, coopération industrielle et autre). Plusieurs d'entre eux ont émis des hypothèses en s'appuyant sur les bases des données de l'OCDE pour apprécier l'impact des transferts de technologies occidentales en URSS.

Après l'effondrement de l'URSS, les économistes ont graduellement perdu tout intérêt pour le sujet alors que les historiens, inversement, y ont prêté attention, en particulier après l'ouverture de nombreuses archives en Russie post-soviétique.

L'historiographie de la période soviétique des années 1930-1950 sur la mobilisation des technologies occidentales était principalement de nature propagandiste ou médiatique. Les sujets préférés portaient soit sur les ingénieurs de l'ancien monde et leurs vues « réactionnaires », forcés de reconnaître la supériorité du système soviétique, soit sur des étrangers à la pointe de la construction du socialisme, imprégnés de son pathos. Cette logique soulignait le caractère auxiliaire du rôle de l'assistance technique étrangère<sup>33</sup>. À partir de la seconde moitié des années 1930, l'intérêt pour ce sujet s'est fortement réduit, ce qui s'explique par la « fermeture » de l'URSS à l'accueil de spécialistes occidentaux.

Une nouvelle étape de la médiatisation par l'historiographie soviétique de l'assistance technique étrangère au cours des premiers plans quinquennaux a commencé au milieu des années cinquante. Cette étape s'est poursuivie jusqu'aux années 1990. Pendant cette période, l'activité des étrangers dans les entreprises soviétiques a été prise en compte mais essentiellement dans le contexte du renforcement des liens internationaux et de la solidarité « prolétarienne », ou dans le cadre de la lutte de l'URSS pour surmonter la dépendance technique et économique aux pays capitalistes. Comme précédemment, le caractère auxiliaire de l'assistance technique étrangère était souligné et son rôle dans l'industrie soviétique réduit au minimum<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> VI. SIBIRĀK, *Sur les chantiers de la patrie socialiste (les ouvriers étrangers et spécialistes bâtissent nos géants)* (Na strojke socialističeskogo otečestva (inostrannye rabočie i specialisty na naših gigantah)), Moscou, 1933 ; F. RUBINER, *Le travail parmi les travailleurs étrangers* (Partijno-massovâ rabota sredi inostrannyh rabočih), Moscou, 1932 ; G. PRINCMIUŁ, *Les bolcheviks de Magnitogorsk dans les batailles pour l'équipement* (Magnitogorskije bol'ševiki v boâh za tehniku), Moscou, 1932 ; K. D. VALERIUS, S. L. LARIN, I. V. PUŠIN, *Vous aviez raison Mr Gerris (Vy byli pravy, mister Gerris)*, Sverdlovsk ; Magnitogorsk, 1932.

<sup>34</sup> V. I. KAS'ĀNENKO, *Comment l'indépendance technique et économique de l'URSS a été conquise* (Kak byla zavoevana tehniko-ekonomičeskaâ samostoâtel'nost' SSSR), Moscou, 1964 ; V. I. KAS'ĀNENKO, *La conquête de l'indépendance économique de l'URSS (1917-1940)* (Zavoevanie ekonomičeskoj nezavisimosti SSSR (1917–1940)), M., 1972 ; V. I. KAS'ĀNENKO, *La vérité et les mensonges sur le Pays des Soviets* (Pravda i lož' o Strane Sovetov), Moscou, 1987 ; V. I. KAS'ĀNENKO, *Le pays des Soviets et les États-Unis : expérience et leçons de la coopération dans les années 1920 et au début des années 1930* (Strana Sovetov i SŠA : opyt i uroki sotrudničestva

Dans l'historiographie soviétique, on ne compte pas d'études monographiques consacrées à *Gipromez* premier institut de projets et de recherches dans le domaine de la conception des entreprises productrices de métaux. On ne repère que quelques mentions dans diverses sources bibliographiques. Par contre, l'historiographie occidentale consacrée à la naissance de l'intelligentsia technique en URSS en général, *Gipromez* inclus, a proposé de nombreux ouvrages<sup>35</sup> et un nombre important d'articles<sup>36</sup>.

Dans un certain sens, l'historiographie récente assure la continuité par rapport à cette ligne. La coopération des entreprises soviétiques avec les firmes étrangères au cours des premiers plans quinquennaux, en particulier celle entre Magnitostroj et la firme américaine McKee, est étudiée du point de vue de la collision des cultures d'affaires<sup>37</sup>. B.M. Shpotov manifeste de l'intérêt principalement pour les aspects organisationnels et culturels dans les relations entre les Américains et les représentants des entreprises soviétiques de l'époque<sup>38</sup>.

---

v 20-h – načale 30-h godov), Moscou, 1989 ; A. E. IOFFE, *Les relations internationales, scientifiques et culturelles de l'Union soviétique 1928-1932* (Internacional'nye, naučnye i kul'turnye svâzi Sovetskogo Soûza 1928–1932), Moscou, 1969 ; Ū. A. L'VUNIN, *L'internationalisme en action* (Internacionalizm v dejstvii), Moscou, 1985 ; L. S. OZEROV, *La construction du socialisme en URSS et la solidarité prolétarienne internationale (1921-1937)* (Stroitel'stvo socializma v SSSR i meždunarodnaâ proletarskaâ solidarnost' (1921–1937)), Moscou, 1972 ; K. Ž. IRBE, *Les activités des organisations du parti destinée à rappeler des ouvriers et des spécialistes étrangers dans l'industrie de l'Oural et à renforcer les liens internationaux (1933-1937)* : Thèse de doctorat en sciences historiques (Deâtel'nost' partijnyh organizacij po privlečeniû inostrannyh rabočih i specialistov v promyšlennost' Urala i ukrepleniû internacional'nyh svâzej (1933–1937) : dissertaciâ kandidata istoričeskikh nauk), Sverdlovsk, 1978 ; N. P. ŠARAPOV, *La participation d'ouvriers étrangers et de spécialistes à la construction socialiste dans l'Oural* : Thèse de doctorat en sciences historiques (Ob učastii inostrannyh rabočih i specialistov v socialističeskom stroitel'stve na Urale : dissertaciâ kandidata istoričeskikh nauk), Sverdlovsk, 1971 ; V. B. TROICKIJ, *La participation des ouvriers étrangers à la lutte du peuple soviétique pour la création de la base économique du socialisme (1925-1932)* : Thèse de doctorat en sciences historiques (Učastie zarubežnyh trudâšihâ v bor'be sovetkogo naroda za sozdanie èkonomičeskogo fundamenta socializma (1925–1932): dissertaciâ kandidata istoričeskikh nauk), Moscou, 1973.

<sup>35</sup> Kendalle E. BAILES, *Technology and society under Lenin and Stalin: origins of the Soviet technical intelligentsia, 1917-1941*, Princeton, N.J., Princeton University Press, cop. 1978.

<sup>36</sup> J. SAPIR, « L'industrialisation en Union soviétique », *Communications*, Année 1985, 42, pp.79-86.

[https://www.persee.fr/doc/comm\\_0588-8018\\_1985\\_num\\_42\\_1\\_1627#comm\\_0588-8018\\_1985\\_num\\_42\\_1\\_T1\\_0083\\_0000](https://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1985_num_42_1_1627#comm_0588-8018_1985_num_42_1_T1_0083_0000)

Kendalle E. BAILES, « The American Connection: Ideology and the Transfer of American Technology to the Soviet Union, 1917-194 », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 23, No. 3, Jul., 1981, (pp. 421-448), En ligne: <http://www.jstor.org/janus.biu.sorbonne.fr/stable/pdf/178483.pdf>

<sup>37</sup> L. P. SPASOVA, « Magnitostroj et McKee: collision des cultures d'entreprise » («Magnitostroj i «Mak-Ki »: stolknovenie delovyh kul'tur »), *Vestnik Permskogo universiteta*, Édition 1(12), 2010, pp. 100-109.

<sup>38</sup> B. M. ŠPOTOV, « L'interaction des entreprises étrangères avec l'État soviétique dans les années 1920-1930 (aspects culturels et organisationnels) » (Vzaimodejstvie inostrannyh kompanij s sovetkim gosudarstvom v 1920–1930-h (kul'turnyj i organizacionnyj aspekty biznesa)), *Histoire de l'entrepreneuriat en Russie : XIX<sup>e</sup> - début du XX<sup>e</sup> siècle : Actes de la conférence scientifique internationale*, Édition 3, Saint-Petersbourg, 2007, pp. 125–151 ; B. M. ŠPOTOV, « Les perceptions mutuelles des Américains et des Russes pendant les années du premier plan quinquennal (sur la base de documents de presse et de correspondance commerciale), (Vzaimovospriâtie amerikancev i russkikh v gody pervoj pâtiletki (po materialam pressy i delovoj perepiski)), *Otečestvennaâ istoriâ*, 2007, № 4, p. 135–140 ; B. M. ŠPOTOV, « La politique d'utilisation des technologies occidentales comme facteur de création d'une grande industrie en URSS » (Politika ispol'zovaniâ zapadnyh tehnologij kak faktor sozdaniâ krupnoj industrii v SSSR), *Les problèmes de la théorie et de la pratique de la gestion*, 2003, № 4, pp. 119–122 ;

A.V. Golubev présente les étrangers comme un canal pour l'échange d'informations sur la vie en URSS et en Occident<sup>39</sup>. E.A. Osokina aborde l'un des aspects les moins explorés : l'approvisionnement des spécialistes étrangers en Union soviétique<sup>40</sup>. Les chercheurs montrent aussi un grand intérêt pour le sort des étrangers dans la période des répressions staliniennes. La monographie d'O. A. Del<sup>41</sup>, les articles de K. Tyshler<sup>42</sup>, sont consacrés à ce sujet. En liaison avec le développement de la micro-histoire, des études ont commencé à apparaître qui illustrent souvent la routine quotidienne des étrangers. S.V. Žuravlev considère les étrangers en URSS dans les années 1920-1930 comme une catégorie sociale distincte, en étudiant leur vie quotidienne à partir de l'exemple d'Electrozavod à Moscou<sup>43</sup>.

Notre travail s'inscrit dans le processus de renouvellement que connaît actuellement l'historiographie de l'industrialisation en URSS et qui met l'accent sur le rôle des individus. À cet égard on peut évoquer la personnalité d'A. Kahn, un concepteur américain de bâtiments industriels qui « a construit plus de 2000 projets au cours de sa vie, dont 521 usines en Russie entre 1929 et 1932 »<sup>44</sup>. L'historiographie occidentale des activités d'Albert Kahn est nourrie par des publications effectuées principalement dans les pays anglo-saxons.<sup>45</sup> Il convient de

---

B. M. ŠPOTOV, « L'application d'expérience des États-Unis à l'organisation et la gestion de la construction en URSS dans les années 1920 – 1930 » (Ispol'zovanie opyta SŠA pri organizacii i upravlenii stroitel'stvom v SSSR v 1920-e – 1930), *Journal russe sur la gestion*, 2005, t. 3, № 1, pp. 145–162.

<sup>39</sup> A. V. GOLUBEV, *Si le monde tombe sur notre république : la société soviétique et la menace extérieure en 1922-1941* (Esli mir obrušitsâ na našu respubliku : Sovetskoe obščestvo i vnešnáâ ugroza v 1922-1941 godah), Moscou, Izdatel'stvo « Direkt-Media », 2019.

<sup>40</sup> E. Osokina, *Derrière la façade de « l'abondance de Staline ». La distribution et le marché de l'approvisionnement de la population pendant les années d'industrialisation (1927-1941)* (Za fasadom « stalinskogo izobilija »). Raspredelenie i ryok v snabženii naseleniâ v gody industrializacii 1927–1941), Moscou, ROSSPÈN, 1998.

<sup>41</sup> O. DEL', *De l'illusion à la tragédie : Allemands émigrés en URSS dans les années 1930* (Ot illüzij k tragedii : Nem. èmigranty v SSSR v 30-e gody), Moscou, Noyes Leben, 1997.

<sup>42</sup> K. TYŠLER, « L'expulsion des Allemands de l'Union soviétique dans les années 1930 » (Vysylka nemcev iz Sovetskogo Soûza v 30-e gody), *Rossiâ i Germaniâ*, Moscou, 2001, pp. 198–213.

<sup>43</sup> S. V. ŽURAVLEV, *Des "Petits Gens" et une "Grande Histoire". Les étrangers de l'Electrozavod de Moscou dans la société soviétique des années 1920-1930* (« Malen'kie lûdi » i « Bol'shaâ istoriâ ». Inostrancy moskovskogo Èlektrozavoda v sovetskom obščestve 1920-h – 1930), Moscou, ROSSPÈN, 2000, 352 p.

<sup>44</sup> Les informations sur le site de la *Bentley Historical Library University of Michigan* où les documents de la famille d'Albert Kahn sont gardés : <https://quod.lib.umich.edu/b/bhlead/umich-bhl-0442?view=text>

<sup>45</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two "Unknowns": How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part I: Albert Kahn », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 36, No. 2 (2010), pp. 57-80; Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two "Unknowns": How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part II: Saul Bron », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 37, No. 1/2, pp. 5-28; Federico BUCCI, *Albert Kahn: Architect of Ford*, New York, Princeton Architectural Press, 2002; W. HAWKINS FERRY, *The Legacy of Albert Kahn*, Detroit, Michigan, Wayne State University Press, 1987; Grant HILDEBRAND, *Designing for Industry: The Architecture of Albert Kahn*, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press, 1974; George NELSON, *Industrial Architecture of Albert Kahn*, New York, Architectural Book Publishing Company, 1939; William R. BRASHEAR, *Albert Kahn and His Family in Peace and War*, Michigan, Bentley Historical Library, University of Michigan, 2008.

mettre en relief les plus significatives d'entre elles. En premier lieu il s'agit des deux articles de Sonia Melnikova-Raich<sup>46</sup> : celui consacré à Albert Kahn et celui consacré à Saul Bron. Ce dernier ayant été le président d'Amtorg, la représentation commerciale de l'URSS aux Etats-Unis a été en charge, pour la partie soviétique, des pourparlers avec Albert Kahn.

L'historiographie soviétique sur Albert Kahn se limite à l'article de l'enseignant d'architecture d'Irkoutsk M.G. Meerovich<sup>47</sup>. Tout ce qui est publié en russe sur Albert Kahn via internet représente la traduction, plus ou moins authentique, d'extraits des articles de Sonia Melnikova-Raich. L'étude de ces documents dans le cadre de notre recherche permettra de donner une image plus précise du rôle joué par Kahn dans la création de l'infrastructure industrielle de l'industrie sidérurgique en URSS. Les sources secondaires pertinentes à ce sujet englobent les médias soviétiques<sup>48</sup> et occidentaux<sup>49</sup> de l'époque.

En ce qui concerne l'historiographie des transferts scientifiques et techniques de l'Allemagne vers l'URSS en 1945-1953, jusqu'au début des années 1990, le problème du transfert de la science et de la technologie de l'Allemagne vaincue vers les pays vainqueurs (y compris ses objectifs, ses formes, ses méthodes de mise en œuvre et les résultats obtenus) étaient essentiellement abordés dans des ouvrages d'historiens occidentaux.

Cependant, alors que des dizaines d'ouvrages ont été écrits sur les missions américaines telles que *Alsos* ou l'opération *Paperclip*<sup>50</sup>, on n'a su peu de choses jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique sur les actions menées par les Soviétiques en matière de transferts scientifiques et techniques de l'Allemagne vers l'URSS. Le contexte réel de la percée soviétique dans un certain nombre de domaines stratégiques de la science et de la technologie dans l'après-guerre n'était connu que d'un cercle étroit de spécialistes.

---

<sup>46</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two “Unknowns”: How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part I: Albert Kahn », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 36, No. 2 (2010), pp. 57-80; Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two “Unknowns”: How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part II: Saul Bron », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 37, No. 1/2, pp. 5-28.

<sup>47</sup> M.G. MEEROVIČ, « Albert Kahn dans l'histoire de l'industrialisation soviétique » (Al'bert Kan v istorii sovetskoi industrializacii), *Proekt Bajkal*, 2009, № 20. En ligne : <https://archi.ru/elpub/91506/albert-kan-v-istorii-sovetskoi-industrializacii>

<sup>48</sup> Notamment, le journal *Za industrializaciju*.

<sup>49</sup> Les articles de Walter DURANTY dans le *The New York Times*, notamment: Walter DURANTY, « Russians Lose Aide of Kahn, Architect », *The New York Times*, March 26, 1932. <https://www.litmir.me/br/?b=107984&p=1>

<sup>50</sup> Clarence G. LASBY, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War*, New York, Atheneum, 1971; Boris T. PASH, *The Alsos Mission*, New York, 1969.

L'historiographie occidentale des transferts technologiques venus d'Allemagne s'est concentrée sur un certain nombre d'aspects : la mise en œuvre technique des transferts et l'évaluation de l'impact de « l'héritage scientifique et technologique allemand » sur le développement ultérieur de plusieurs secteurs industriels des pays occidentaux ainsi que sur l'étude du développement de la technologie allemande sous le national-socialisme<sup>51</sup>. Les évaluations des chercheurs sont mitigées. D'une part, les dommages infligés à la science allemande et à la physique nucléaire en particulier, par la doctrine de la « physique aryenne » étaient effrayants. D'autre part, les chercheurs soulignent un « paradoxe » apparent : le régime nazi a largement utilisé la science, laquelle a contribué à son développement<sup>52</sup>. Pourtant, apparemment personne ne s'attendait à ce que la science allemande survive sous le nazisme, sans parler de son épanouissement.

Pour expliquer ce phénomène, en 1942, Franz Leopold Neumann - juriste, philosophe et théoricien du droit et de la société, de l'État et de la politique, penseur critique de l'École de Francfort<sup>53</sup> - a proposé un modèle productif du national-socialisme en tant que cartel polycratique de blocs de pouvoir, comprenant l'armée, les grandes entreprises, les services d'État, le parti ouvrier national-socialiste allemand (NSDAP) : une sorte de « béhémote biblique »<sup>54</sup>. Au sein du modèle, ces blocs coopèrent parfois, parfois s'opposent, se font constamment concurrence, mais s'unissent sur la base du national-socialisme. Selon le modèle,

---

<sup>51</sup> Clarence G. LASBY, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War*. New York, Atheneum, 1971; Boris T. PASH. *The Alsos Mission*. New York, 1969; Robert K. MERTON, Norman W. STORER (dir.). *The Sociology of Science: Theoretical and Empirical Investigations*, University of Chicago Press, 1979; Mark WALKER, *Nazi Science*, Basic Books, 1995; Mark WALKER, *German National Socialism and the Quest for Nuclear Power, 1939-49*, Cambridge University Press, 1993; Mark WALKER, *Science and Ideology: A Comparative History*, Routledge, 2003; Franz NEUMANN, *Behemoth: The Structure and Practice of National Socialism, 1933-1944*, Ivan R. Dee, 2009; Franz NEUMANN; Herbert MARCUSE; Otto KIRCHHEIMER, *Secret Reports on Nazi Germany*, Princeton University Press, 2013; Blaine TAYLOR, *Hitler's Engineers: Fritz Todt and Albert Speer - Master Builders of the Third Reich*, Casemate Pub., 2010; Monika Renneberg (dir.); Mark Walker (dir.). *Science, Technology, and National Socialism*. Cambridge, Cambridge University Press, 1993; Carola SACHSE (dir.); Mark WALKER (dir.), *Politics and Science in Wartime: Comparative International Perspectives on Kaiser Wilhelm Institutes*, Chicago, University of Chicago Press, 2005; Susanne HEIM (dir.), Carola SACHSE (dir.), Mark WALKER (dir.), *The Kaiser Wilhelm Society during National Socialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009; Helmuth TRISCHLER (dir.); Mark WALKER (dir.), *Physics and Politics: Research and Research Support in Twentieth Century Germany in Comparative Perspective*, Stuttgart, Franz Steiner, 2010. Dieter HOFFMANN (dir.); Mark WALKER (dir.), *The German Physical Society in the Third Reich: Physicists between Autonomy and Accommodation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

<sup>52</sup> Franz NEUMANN, *Behemoth: The Structure and Practice of National Socialism, 1933-1944*, Ivan R. Dee, 2009.

<sup>53</sup> L'École de Francfort (en allemand *Frankfurter Schule*) est le nom donné, à partir des années 1950, à un groupe d'intellectuels allemands réunis autour de l'Institut de recherche sociale fondé à Francfort en 1923, et par extension à un courant de pensée issu de celui-ci, souvent considéré comme fondateur ou paradigmatique de la philosophie sociale ou de la théorie critique.

<sup>54</sup> Mark WALKER, *German National Socialism and the Quest for Nuclear Power, 1939-49*, Cambridge University Press, 1993.

leurs relations tendues était la source de l'énergie dynamique qui régissait l'État et la technologie.

Le caractère distinctif de la vision nationale-socialiste de la technologie est relevé par l'historien américain Jeffrey Herf dans son ouvrage *Reactionary Modernism : Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*<sup>55</sup>. Jeffrey Herf a introduit le concept de « modernisme réactionnaire » pour décrire une situation où l'optimisme à l'égard de la technologie moderne en Allemagne était associé à un rejet des valeurs des Lumières et à une critique de la démocratie libérale. Le concept de modernisme réactionnaire de Herf a ensuite été adopté par d'autres chercheurs. Herf identifie un large éventail de philosophes allemands comme des représentants du « modernisme réactionnaire », notamment Martin Heidegger, Ernst Jünger, Oswald Spengler, Carl Schmitt et Hans Freyer. L'intérêt pour l'œuvre de Herf était clairement prédéterminé non seulement par le talent de l'auteur, mais aussi par l'attitude particulière des élites envers la technologie en Allemagne.

En Allemagne les perceptions collectives sur la technologie dans la société furent souvent véhiculées par les philosophes. L'expression « philosophie de la technologie » en tant que telle a été utilisée pour la première fois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le philosophe et géographe d'origine allemande Ernst Kapp dans son livre intitulé *Grundlinien einer Philosophie der Technik*<sup>56</sup>.

En Russie pendant la dernière période du stalinisme tardif, ce furent des romans qui véhiculèrent des perceptions collectives sur la technologie. Nous ne pouvons que spéculer sur les raisons de cette sélectivité en faveur des littéraires en URSS. Peut-être pouvaient-ils être plus éloquents et « intelligibles » pour leurs lecteurs que les philosophes ? Peut-être pouvaient-ils parler dans une langue allusive, en utilisant des « jeux verbaux » pour évoquer, sans les nommer explicitement, des personnes, des événements, des faits ? Quelles que soient les raisons, la logique de notre analyse nous a conduit à intégrer dans les représentations de la sidérurgie soviétique à l'époque du stalinisme des ouvrages littéraires, parmi lesquels : *La nouvelle nomination*<sup>57</sup> d'Alexandre Beck, *l'Homme ne vit pas seulement de pain*<sup>58</sup> de Vladimir

---

<sup>55</sup> Jeffrey HERF, *Reactionary Modernism: Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

<sup>56</sup> Ernst KAPP, *Grundlinien einer Philosophie der Technik*, George Westermann, 1877; Ernst KAPP, *Grundlinien einer Philosophie der Technik zur Entstehungsgeschichte der Kultur aus neuen Gesichtspunkten*, Felix Meiner Verlag, 2015.

<sup>57</sup> A. BECK, *La nouvelle nomination* (Novoe naznačenie), Moscou, Knižnaâ palata, 1987.

<sup>58</sup> V. DOUDINTSEV, *L'Homme ne vit pas seulement de pain*, Saint-Petersbourg, Azbuka, 2017.

Doudintsev, *l'Ingénieur Bakhirev*<sup>59</sup> de Galina Nikolaïeva, *Le Dégel*<sup>60</sup>, *Le deuxième jour de la Création*<sup>61</sup> d'Ilya Ehrenbourg, *Vie et Destin*<sup>62</sup> (1952) de Vassili Grossman.

Les historiens russes qui s'intéressent à la question des transferts de technologie allemande, tout en reconnaissant la priorité évidente accordée à ce sujet par l'historiographie occidentale (et surtout allemande), ont relevé un défaut fondamental général de cette dernière, à savoir la nature unilatérale de la base archivistique utilisée. Ceci est principalement dû au fait que jusqu'à la fin des années 1990, les documents d'archives, notamment ceux relatifs aux activités de l'administration militaire soviétique (SVAG), n'étaient pas accessibles aux chercheurs.

En outre, « le simple fait de poser la question de l'étude des transferts scientifiques et techniques à grande échelle de l'Allemagne vers l'URSS et celle des « emprunts » scientifiques et techniques effectués par l'URSS en vertu du droit de la victoire... était impossible »<sup>63</sup> en URSS. Ce n'est qu'après la déclassification d'importants ensembles de documents d'archives de la période soviétique dans les années 1990 que des ouvrages sur la politique soviétique en Allemagne dans les années 1950 sont apparus. Ainsi, l'ouvrage de P. N. Knyševskij

---

<sup>59</sup> G. E. NIKOLAEVA, *Le combat en marche* (Bitva v puti), Gor'kij, Volgo-Vâtskoe knižnoe izdatel'stvo, 1970.

<sup>60</sup> I. EHRENBURG, *Le Dégel*, Paris, Éditions Défense de la paix, 1954.

<sup>61</sup> I. EHRENBURG, *Le deuxième jour de la Création*, Paris, impr. Ramlot et Cie, 52, avenue du Maine ; libr. Gallimard, 1933.

<sup>62</sup> V. GROSSMAN, *Vie et Destin* (Žizn' i sud'ba), Kujbyšev, knižnoe izd. - vo, 1990.

Vassili Grossman achève son roman *Vie et Destin* en 1962. En Union soviétique *Vie et Destin* est censuré et il est publié pour la première fois en 1980, en Occident. *Vie et Destin* constitue le magnum opus de son auteur. La critique radicale du stalinisme contenue dans *Vie et Destin* explique la réaction des censeurs soviétiques. Plus explicite encore, Grossman dans un dialogue entre un détenu soviétique (Mostovskoï, un vieux bolchevik) et un officier SS (Liss, un représentant d'Himmler dans le camp) place dans la bouche de ce dernier un parallèle entre régimes stalinien et hitlérien.

Vladimir Poutine a recommandé de préparer un projet de loi interdisant l'identification publique des rôles de l'URSS et de l'Allemagne nazie dans la Seconde Guerre mondiale. C'est un ordre que le président russe a donné après une réunion du Conseil de la culture et des arts, a déclaré le Kremlin. La date limite d'exécution de l'ordre était fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, a été chargé responsable « de recommander à la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie... de préparer, pour examen lors de la session de printemps 2021, un projet de loi fédérale sur l'introduction d'amendements à la loi fédérale « Sur la commémoration de la victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique de 1941-1945 » visant à établir une interdiction de l'identification publique du rôle de l'URSS et de l'Allemagne nazie dans la Seconde Guerre mondiale. » La question est à présent de savoir quand le roman de Vassili Grossman sera enlevé des bibliothèques.

<https://meduza.io/news/2021/01/25/putin-rekomendoval-vvesti-zapret-na-otozhdestvlenie-roley-sssr-i-germanii-vo-vtoroy-mirovoy-voynе>

<sup>63</sup> V.V. ZAHAROV (dir.), *Les activités du Bureau du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, 1945-1949* (Deâtel'nost' Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nemeckoj nauki i tehniky v Sovetskoj zone okkupacii Germanii, 1945-1949), Moscou, ROSSPÈN, 2007, p. 27.

*Enlèvement. Les secrets des réparations allemandes*<sup>64</sup> prend une position particulière sur la question des réparations. Knyševskij écrit :

« On a beau fouiller dans la littérature scientifique ou populaire nationale sur la Seconde Guerre mondiale, on ne trouve rien sur les réparations de l'Allemagne - réparations pour les dommages qu'elle a infligés à l'Union soviétique pendant la guerre et l'occupation - si ce n'est que des phrases générales et des simples constatations. C'est paradoxal, mais même le dictionnaire de référence et l'encyclopédie de la Grande Guerre patriotique ne contiennent aucune information sur les réparations. Pourquoi, alors, l'une des questions interétatiques les plus brûlantes a-t-elle échappé à notre couverture des événements de la guerre et des premières années d'après-guerre ? La réponse est à la fois simple et complexe. Un tabou gouvernemental a été imposé sur ce sujet dans l'historiographie soviétique. Mais d'où toute la complexité de l'explication qui s'ensuit, car là où les secrets d'État commencent, les sombres actions du pouvoir commencent aussi.<sup>65</sup> »

Le manque d'accessibilité des documents sur la zone d'occupation soviétique est relevé par l'historien français Richard Castillon qui a publié un ouvrage sur les réparations allemandes en 1953. Il écrit dans son ouvrage *Les réparations allemandes : deux expériences, 1919-1932, 1945-1952* :

« Le secret gardé par les autorités soviétiques sur tout ce qui concerne leur zone d'occupation ne permet pas de donner une image complète ni objective des résultats obtenus pendant ces premiers dix-huit mois. Les seuls renseignements officiels se trouvent dans la presse d'obédience soviétique (Tagliche Rundschau de Berlin).<sup>66</sup> »

Mais même dans la période la plus récente, l'accès aux archives soviétiques est resté compliqué du fait de la fermeture de certains fonds aux chercheurs. Ce n'est pas une coïncidence si l'historien américain de l'industrie et de la technologie Douglas M. O'Reagan, dans son ouvrage *Taking Nazi Technology: Allied Exploitation of German Science after the Second World War*<sup>67</sup> qui a vu le jour en 2019, admet avoir écrit un chapitre de son livre sur « Les réparations soviétiques et la saisie de la science et de la technologie allemandes » en se basant exclusivement sur des sources de seconde main.

---

<sup>64</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskijh reparacij), Moscou, Soratnik, 1994.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>66</sup> Richard CASTILLON, *Les réparations allemandes : deux expériences, 1919-1932, 1945-1952*, Paris, Presses Universitaires de France, 1953, p. 142.

<sup>67</sup> Douglas M. O'REAGAN, *Taking Nazi technology: Allied exploitation of German science after the Second World War*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2019.



La question des transferts de technologie allemande hors d'Allemagne est étroitement liée à un certain nombre de thèmes qu'il faut prendre en compte pour appréhender l'atmosphère qui régnait pendant les premières années de l'occupation allemande : le chaos et les contradictions d'une période marquée par les viols, les crimes et la répression, le pillage des usines, l'exploitation de la science allemande et la montée en puissance de la police est-allemande d'Etat, la terreur dans la zone occupée, la violence à l'encontre des femmes.<sup>68</sup> L'ouvrage de Norman M. Naimark<sup>69</sup> riche en détail et lucide, capte l'humeur et la réalité quotidienne de l'occupation. Jamais ces pratiques et leur place dans la stratégie soviétique globale, en particulier le développement politique de la zone, n'ont fait l'objet d'un traitement aussi approfondi. Ici, nous avons une vision claire de la façon dont les Soviétiques ont considéré le règlement d'après-guerre et la question allemande, comment ils ont élaboré leur politique sur des questions allant des réparations aux transferts de technologie en passant par l'acquisition d'uranium, comment ils ont justifié leurs objectifs, comment ils les ont atteints ou non.

En ce qui concerne l'historiographie soviétique sur les transferts de technologie allemande, il existe des ouvrages de nature très générale, y compris de la part de nombreuses personnalités militaires et politiques qui ont pris part à la formation et au développement de la politique d'occupation soviétique en Allemagne dans la seconde moitié des années 1940. Ces derniers ont écrit leurs mémoires qui ont donc constitué des sources notables<sup>70</sup> pour notre travail.

---

<sup>68</sup> Norman M. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, The Belknap Press, 1995; Cornelius RYAN, *Last Battle: The Classic History of the Battle for Berlin*, Simon & Schuster, 1995; Alfred-Maurice de ZAYAS, *A Terrible Revenge: The Ethnic Cleansing of the East European Germans, 1944 – 1950*, St. Martin's Press, 1994; Alfred-Maurice de ZAYAS, Robert MURPHY, *Nemesis at Potsdam: The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans - Background, Execution, Consequences*, Routledge & Kegan Paul Ltd., 1977.

<sup>69</sup> Norman M. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, The Belknap Press, 1995.

<sup>70</sup> I.S. DROVENIKOV, S.V. ROMANOV, « Sur l'histoire du voyage des physiciens soviétiques en Allemagne (mai-juin 1945) » (K istorii poezdki sovetskikh fizikov v Germaniû (maj-iûn' 1945)). Dans E.P. VELIHOV (dir.), *Science et société : l'histoire du projet atomique soviétique (des années 1940 - 1950). Actes du Colloque international ISAP-96* (Nauka i obščestvo : istoriâ sovetskogo atomnogo proekta (40-e – 50-e gody). Trudy mezhdunarodnogo simpoziuma ISAP-96), Moscou, Izdat, 1999, pp. 179-189 (528 p.). En ligne : [http://elib.biblioatom.ru/text/istoriya-sovetskogo-atomnogo-proekta\\_t2\\_1999/go,2/](http://elib.biblioatom.ru/text/istoriya-sovetskogo-atomnogo-proekta_t2_1999/go,2/) ; M. I. SEMIRÂGA, *Comment nous avons dirigé l'Allemagne* (Kak my upravljali Germaniej), Moscou, ROSSPËN, 1995. En ligne : <https://coollib.com/b/396127-mihail-ivanovich-semiryaga-kak-myi-upravlyali-germaniej>; D.N. FILIPPOVYH, *L'Administration militaire soviétique en Allemagne : l'aspect militaro-politique de l'activité (1945-1949)* (Sovetskaâ voennaâ administraciâ v Germanii : voenno-političeskij aspekt deâtel'nosti (1945-1949)), Moscou, Voennyj universitet, 1995 ; K.I. KOVAL', *Le dernier témoin. La « carte allemande » dans la guerre froide* (Poslednij svidetel'. « Germanskaâ karta » v hodnoj vojne), Moscou, ROSSPËN, 1997, 448 p. ; I.S. KOLESNIČENKO, *La bataille après la guerre. Les mémoires de guerre* (Bitva posle vojny. Voennyj memuary), Moscou, Voenizdat, 1987, 240 p. En ligne : [http://militera.lib.ru/memo/russian/kolesnichenko\\_is/index.html](http://militera.lib.ru/memo/russian/kolesnichenko_is/index.html); Â.K. GOLOVANOV, *Korolev. Les faits et des mythes* (Korolev. Fakty i mify), Moscou, Nauka, 800 p. En ligne :

Les recherches sur l'histoire de la politique d'occupation en Allemagne entre 1948 et 1949 ont été menées en Russie pré-Pérestroïka dans une approche internationale, telle l'histoire de la politique d'occupation alliée en Allemagne en 1945-1949.<sup>71</sup> En outre, une partie considérable de la science historique soviétique des années 1950 à 1980 était caractérisée par des stéréotypes et elle était empreinte d'une rhétorique idéologique qui décrivait la politique d'occupation des alliés occidentaux en Allemagne comme antisoviétique<sup>72</sup>, surtout dans le contexte de l'offensive « impérialiste américaine » sous la forme du « Plan Marshall »<sup>73</sup>.

Au cours des vingt années qui ont suivi la Perestroïka durant l'ouverture relative de la Russie au monde occidental, l'historiographie des transferts de la technologie allemande et de l'utilisation par les Soviétiques des réalisations scientifiques et technologiques allemandes s'est enrichie d'un certain nombre de publications de traductions d'auteurs étrangers en russe : en particulier, l'ouvrage de Mark Walker, professeur d'histoire à la chaire John Bigelow (John Bigelow Professor of History), intitulé *La science sous le national-socialisme*<sup>74</sup>, consacré à la structure institutionnelle de la science allemande.

Derrière l'organisation de la *Conférence économique de Moscou* (CEM) de 1952 se cachait l'aspiration à briser le blocus technologique occidental par rapport à l'URSS. Comme le véritable objectif de la *Conférence* était déguisé derrière des slogans de lutte pour la paix,

---

[http://militera.lib.ru/bio/golovanov\\_jk/index.html](http://militera.lib.ru/bio/golovanov_jk/index.html); D. A. GRANIN, *Le bison* (Zubr), Moscou, Èksmo, 2005, 735 p. ; Z.B. ŠOLKOVIČ, *Les activités des bureaux militaires soviétiques en Allemagne de l'Est en 1945-1949* (Deâtel'nost' sovetskikh voennyh komendatur na territorii Vostočnoj Germanii v 1945-1949), Thèse de doctorat en sciences historiques, Moscou, 1980 ; R.Û. BOLDYREV, *Politique d'occupation soviétique en Allemagne de l'Est (1945-1949) : son aspect économique* (Sovetskaâ okkupacionnaâ politika v Vostočnoj Germanii (1945-1949) : èkonomičeskij aspekt), Thèse de doctorat en sciences historiques, Arkhangelsk, 2004 ; O.G. IVANOVSKIJ, *Des fusées et l'espace en URSS. Notes d'un constructeur secret* (Rakety i kosmos v SSSR. Zapiski sekret'nogo konstruktora), Moscou, Molodaâ gvardiâ, 2005 ; V.A. GONČAROV, V.V. NEHOTIN, Â.G. ROKITÂNSKIJ (dir.), *Le bison déclassé. L'affaire à l'instruction préparatoire de N.V. Timofeev-Rosovsky : Documents* (Rassekrečennij zubr. Sledstvennoe delo N.V. Timofeeva-Rosovskogo: Dokumenty), Moscou, Academia, 2003, 576 p.

<sup>71</sup> N.N. INOZEMCEV, *L'impérialisme américain et la question allemande (1945-1954)* (Amerikanskij imperializm i germanskij vopros (1945-1954)), Moscou, 1956 ; P.A. NIKOLAEV, *La politique des États-Unis, de l'Angleterre et de la France dans la question allemande, 1945-1954* (Politika SŠA, Anglii i Francii v germanskom voprose, 1945-1954), Moscou, 1964 ; A.A. GALKIN, D.E. MEL'NIKOV, *L'URSS, les puissances occidentales et la question allemande, 1945-1965* (SSSR, zapadnye deržavy i germanskij vopros, 1945-1965), Moscou, 1966 ; S.I. VISKOV, V.D. KUL'BAKIN, *Les alliés et la « question allemande », 1945-1949* (Soûzniki i «germanskoj vopros», 1945-1949), Moscou, 1990.

<sup>72</sup> P.A. NIKOLAEV, *La politique des États-Unis, de l'Angleterre et de la France dans la question allemande, 1945-1954* (Politika SŠA, Anglii i Francii v germanskom voprose, 1945-1954), Moscou, 1964.

<sup>73</sup> N.N. INOZEMCEV, *L'impérialisme américain et la question allemande (1945-1954)* (Amerikanskij imperializm i germanskij vopros (1945-1954)), Moscou, 1956, pp. 140, 146.

<sup>74</sup> M. WALKER, « La science sous le national-socialisme » (Nauka pri nacional-socializme), *Voprosy istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 2001, №1, pp. 3-30 ; Monika RENNEBERG and Mark WALKER, *Science, Technology, and National Socialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

dans l'historiographie russe, la *Conférence* n'a attiré l'attention des chercheurs<sup>75</sup> que sporadiquement. Selon M.A. Lipkin, actuellement directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Russie, qui a publié plusieurs ouvrages consacrés au CEM<sup>76</sup>, il n'existe pas d'analyse détaillée de cet important événement international dans l'historiographie.

Dans l'historiographie occidentale aussi, l'une des rares publications sur le sujet a été rédigée par Thierry Robin<sup>77</sup> en 2007 sur la base de documents provenant des archives du ministère des Affaires étrangères français (AMAE). T. Robin constate également que le sujet de la *Conférence économique de Moscou* a été négligé et obstinément ignoré par la grande majorité des ouvrages d'histoire des relations internationales<sup>78</sup>. Quant à lui, T. Robin s'est surtout intéressé aux aspects franco-chinois de la CEM<sup>79</sup>.

Au cours des dix dernières années, l'historiographie occidentale a produit des ouvrages dans lesquels le thème de la *Conférence économique de Moscou* est organiquement imbriqué dans le sujet principal. A titre d'exemple, Laurence Badel a publié en 2020 un ouvrage *Diplomatie et grands contrats : l'état français et les marchés extérieurs au XX<sup>ème</sup> siècle*<sup>80</sup>. Sa monographie met en lumière la place, méconnue jusque-là, que l'État a tenue au XX<sup>e</sup> siècle dans l'expansion économique internationale de la France, et autour de ce sujet, l'histoire de la CEM trouve sa place bien que modeste. Toutefois, le fait que le sujet de la CEM continue d'intéresser les historiens occidentaux est attesté par la présentation faite par Giovanni Cadioli (Oxford University) lors du séminaire de Sabine Dullin *Mondes communistes/mondes soviétiques* (le 28 octobre 2018). Giovanni Cadioli a consacré son intervention au thème de *Planning and Ministries in the Foreign Economic Relations of the Soviet Union in the post-War* dont l'un des axes portait sur la CEM.

---

<sup>75</sup> Ů. N. ŽUKOV, *Des secrets du Kremlin. Staline, Molotov, Beria, Malenkov* (Tajny Kremlâ. Stalin, Molotov, Beriâ, Malenkov), Moscou, 2000, 556 p.

<sup>76</sup> Mikhail LIPKIN, « Avril 1952, la *Conférence économique de Moscou* : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne ? » *Relation Internationale*. 2011/3 (n°147), pp. 19-33; <https://www-cairn-info.janus.bis-sorbonne.fr/revue-relations-internationales-2011-3-page-19.htm#pa2>

M. A. LIPKIN, *L'Union soviétique et les processus d'intégration en Europe: le milieu des années 1940 - fin des années 1960* (Sovetskij Soûz i integracionnyye processy v Evrope: seredina 1940-h —konec 1960-h godov), Moscou, Russkij fond sodejstvîâ obrazovaniû i nauke, 2016, pp. 172-229.

<sup>77</sup> Thierry ROBIN, « Les relations commerciales de la France et de la Grande-Bretagne avec la République populaire de Chine, à la lumière de la Conférence économique Internationale de Moscou d'avril 1952 », *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 1, 2007, pp. 41–58.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>79</sup> Thierry ROBIN, « Les relations commerciales de la France et de la Grande-Bretagne avec la République populaire de Chine, à la lumière de la Conférence économique Internationale de Moscou d'avril 1952 », *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 1, 2007.

Thierry ROBIN, *Le Coq face au Dragon (1944-1964). Deux décennies de relations économiques franco-chinoises de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1960*. Genève, Droz, 2013.

<sup>80</sup> Laurence BADEL, *Diplomatie et grands contrats : l'État français et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020. <https://books.openedition.org/psorbonne/43006?lang=fr>

## *La présentation des sources*

Les sources primaires utilisées pour cette recherche sont constituées par des fonds venus d'archives russes et françaises.

Nous avons étudié les concessions établies pendant le communisme de guerre et la NEP en nous appuyant dans une grande partie sur les archives suivantes : les archives économiques de l'État russe, (RGAE f. 7297, f. 3429), les Archives nationales (GA RF f. P-8350, P-5446), les archives centrales d'État de Saint-Pétersbourg (f. 6237), les archives militaires de l'Etat russe (RGVA, f. 33988) et les archives d'État russes d'histoire socio-politique (RGASPI f. 17). De ces fonds nous avons récupéré des informations éloquentes sur les activités des concessions étrangères, la politique du Politburo du Comité central du PCR(b) à l'égard des concessions, des listes de principales entreprises concessionnaires de rang national et régional, l'épuration de l'appareil du *Glavkontsesskom* etc.

La société *Amtorg*, un des rouages principaux dans le système de l'acquisition de la technologie américaine durant les années de non-reconnaissance diplomatique de l'URSS (1918-1926) a été étudiée sur la base des Archives de la politique extérieure de la Fédération de la Russie (f. 507 ; f. 0129), du RGAE (f. 5240), du GA RF (f. A5449) et d'AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie). La correspondance entre le Conseil économique suprême de l'URSS et la société américaine *Amtorg* sur le recrutement des spécialistes américains pour les employer en URSS pendant les années de la crise économique (de 1929 à 1933), nous a proposé des éléments supplémentaires explicatifs de la politique et de la diplomatie du Kremlin à l'égard de l'engagement des spécialistes étrangers.

Des accords d'assistance technique (type de concessions) dans les années 1930 conclus entre les entreprises soviétiques et américaines ont été analysés sur la base des documents des archives AP RF (f. 3), RGAE (f. 413, f. 7297), AVP RF (f. 05). Pour les dirigeants soviétiques, la nécessité de diffuser des technologies américaines vers l'URSS se justifiait par les réussites de la métallurgie américaine dans la production d'acier laminé de qualité, dans la construction de machines et l'utilisation d'acier allié, d'acier façonné et de fonte brute allié.

En ce qui concerne A. Kahn, l'ingénieur d'études et l'architecte qui a conçu la quasi-totalité de l'infrastructure industrielle de l'URSS au cours des cinq premières années de

l'industrialisation, il n'existe à son sujet aucun document conservé dans les archives russes (intentionnellement ou non, nous n'en savons rien, mais des questions se posent). Dans les archives d'Etat de la Fédération de Russie, nous avons trouvé le « Projet de convention entre le Comité de construction du VSNKh de l'URSS et le cabinet américain d'Albert Kahn. Juillet - décembre 1930 » (GA RF, f. P5446). En nous s'adressant aussi aux archives centrales de l'État à Saint-Pétersbourg pour les documents du *Gosproektstroj*, filiale d'*Albert Kahn Inc.* de Detroit, nous avons découvert que dans le fonds consacré au *Gosproektstroj* (CGA SPb, f. 6659) dont l'inventaire contient 48 dossiers (qui n'étaient pas « volumineux », pour être honnête) pas un seul ne mentionne le nom de Kahn.

En ce qui concerne les fonds conservés en dehors des frontières de la Russie, ils se trouvent, en particulier, à la *Library of Congress* et au *Bentley Historical Library of University of Michigan* (Dossiers d'*Albert Kahn Inc.* : 1825-2014). Mais nous n'avons pas pu aller les consulter.

La société de Kahn occupait une place particulière mais n'était pas la seule compagnie étrangère impliquée dans la construction de l'industrie sidérurgique de la nouvelle Russie bolchevik. Pour retracer les activités de presque la totalité des firmes étrangères qui contribuèrent au développement de la sidérurgie soviétique au début de l'industrialisation à marche forcée, il nous a fallu recourir aux fonds du *Gipromez* conservés aux *Archives centrales de la documentation scientifique et technique de Saint-Pétersbourg* (CGANTD SPb, f. P-371). Le *Gipromez*, principal et premier bureau d'études de l'URSS intervenant dans le domaine de la métallurgie soviétique. C'est le *Gipromez* qui invitait les grands scientifiques et les instituts de recherche étrangers à participer à ses projets. Des entreprises américaines ont notamment été impliquées : *Henry Frayn & Co*, *McKee*, *Farquhar* ainsi que des métallurgistes allemands : le Dr. Puppé, les ingénieurs Digfoch, Seidel et autres. *Gipromez* est ainsi devenu le centre de regroupement des spécialistes étrangers dont les connaissances permettent de jeter les bases des nouvelles usines métallurgiques en URSS. Le fonds P-371 contient les documents des années 1926 - 1935 et la correspondance de l'institut, des données sur les voyages d'affaires des spécialistes, des informations concernant l'assistance technique étrangère.

Les documents d'archives que nous avons mobilisés pour retracer l'exportation de technologie de l'Allemagne vers l'URSS, sont d'abord issus des fonds de l'Administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG) conservés aux archives d'État de la Fédération de Russie (GA RF). La déclassification massive des documents du SVAG qui a débuté à la fin des

années 1990 a considérablement augmenté les possibilités d'étudier l'histoire de l'administration militaire soviétique en Allemagne, en général, et le transfert de la technologie allemande vers l'URSS en 1945-1949, en particulier.

Sur le plan thématique et en fonction de l'affiliation institutionnelle, on peut distinguer les sous-groupes suivants dans l'ensemble des documents du SVAG : ceux de nature directive et administrative (ordres et directives de l'autorité de contrôle alliée en Allemagne ; documents directifs d'organisations supérieures (par rapport au SVAG) ; ordres du commandant en chef du SVAG ; directives et instructions du bureau du SVAG pour la recherche scientifique et technologique en Allemagne ; ordres et instructions des bureaux de représentation des ministères et départements de l'URSS en Allemagne, etc.

Nous avons également analysé des documents provenant des fonds du Directeur adjoint économique du Commandant en chef du GVAG (fonds P-7317, inventaire 4), du Département de la recherche de la science et de la technologie allemandes du GVAG (fonds P-7317, inventaire 22, 23), des départements sectoriels du GVAG (fonds P-7317, inventaire 30), des fonds des réalisations militaires et techniques des concepteurs et scientifiques allemands qui ont travaillé sur les questions de défense (fonds P-7317, inventaire 12, 24, 25), les fonds de la zone d'occupation soviétique (fonds P-7130 de l'Administration militaire soviétique de Mecklembourg ; fonds P-7077 de l'Administration militaire soviétique de Brandebourg ; fonds P-7133 de l'Administration militaire soviétique de Saxe-Anhalt ; fonds P-7184 de l'Administration militaire soviétique de Thuringe ; fonds P-7212 de l'Administration militaire soviétique de Saxe).

Pour analyser la coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie d'après-guerre nous avons fait appel à des documents du Centre français des archives économiques et financières à Bercy (CAEF) qui conserve des fonds et collections très divers, issus des directions générales, directions et services autonomes des ministères économiques et financiers françaises ou des établissements publics et autorités administratives qui y sont rattachés. Nous avons aussi mobilisé des fonds des Archives du ministère des Affaires étrangères de France (AMAE) et des Archives nationales françaises (AN). Nous croyons avoir contribué à élargir la base de sources primaires sur l'historiographie de la Conférence économique de Moscou (CEM) en impliquant des documents, jamais édités, tirés des Archives Nationales<sup>81</sup> (cote 4AG/68). Une vérification dans l'inventaire montre que ces documents sont constitués de notes des

---

<sup>81</sup> Archives nationales. Papiers des chefs de l'État. IVe République (1947-1959). 4AG/68. Participants à la conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952, 1951-1953.

Renseignements généraux à l'attention des chefs de la IV<sup>ème</sup> République (1947-1959). Ces documents ne sont pas signés (principe des notes blanches) pour préserver l'anonymat des sources.

### *Les matériaux imprimés*

Dans les sources publiées en France sur le sujet de la *Conférence économique de Moscou*, nous avons réussi à découvrir un certain nombre de précieux documents. Parmi eux : brillamment écrits et publiés dans la vénérable *Revue des Deux Mondes* les articles de Claude-Joseph Gignoux<sup>82</sup>, homme politique, docteur en sciences économiques, journaliste. A noter également : les articles d'Alexis Schiray<sup>83</sup>, Pierre Beaulieu<sup>84</sup>, la brochure *Nous revenons de Moscou*<sup>85</sup>, rédigée par trois participants français à une conférence à Moscou (Bernard de Plas, Jacques Bounin, Jacques Fischbacher). Dans cette brochure est présenté le contenu du débat du Club Echo (qui existe toujours aujourd'hui, et qui réunit des cadres de grandes entreprises).

Le thème de la *Conférence de 1952* ainsi que celui des relations Est-Ouest furent constamment débattus dans les pages du *Bulletin d'études et d'informations politiques internationales* (le B.E.I.P.I.) qui se positionna comme « l'organe de documentation et de lutte contre le communisme »<sup>86</sup>. Cette publication dont le gérant en 1952 était Bernard de Brévédent avait pour objectif de faciliter l'étude des questions économiques, sociales, culturelles, politiques internationales et notamment d'apporter aux lecteurs des études inédites sur la politique des pays du bloc soviétique ainsi que sur le communisme lui-même. Dans notre analyse sont utilisés ces hebdomadaires B.E.I.P.I. et leurs suppléments bimensuels<sup>87</sup>.

---

<sup>82</sup> C.-J. GIGNOUX, « Conférence de Moscou ». *Revue des Deux Mondes*, 1952, pp. 552-559. En ligne : <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/6cf891b47119dbed69e69d279c2c7550.pdf>, consulté le 15/07/2021 ; C.-J. GIGNOUX, « Peut-on soulever le rideau de fer ? » *Revue des Deux Mondes* (1829-1971), (15 septembre 1951), pp. 366-374. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/44584767>, consulté le 16-07-2021.

<sup>83</sup> Alexis SCHIRAY, « La Conférence économique internationale de Moscou ». *Politique étrangère*, Vol. 17, No. 2 (Mai 1952), pp. 49-70. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/42709097>

<sup>84</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un S.O.S. : La Conférence économique de Moscou d'avril*, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, n° 64, 15 mars 1952.

<sup>85</sup> Bernard de PLAS, Jacques BOUNIN, Jacques FISCHBACHER, *Nous revenons de Moscou*, Paris, les Échos (Impr. la Moderne), 1952.

<sup>86</sup> « À Moscou : comment on écrit l'histoire », *Le Monde*. Publication du 30 décembre 1954. En ligne : [https://www.lemonde.fr/archives/article/1954/12/30/a-moscou-comment-on-ecrit-l-histoire\\_2030874\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1954/12/30/a-moscou-comment-on-ecrit-l-histoire_2030874_1819218.html)

<sup>87</sup> « Faut-il tirer sur les Américains ? » *Supplément au B.E.I.P.I., Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*. Association d'études et d'informations... Mai 1952. Préface (Editoriale) ; « Le Congrès des Peuples de Vienne ou L'Ultimatum soviétique ». *Supplément au B.E.I.P.I., Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*. Association d'études et d'informations... Décembre 1952 ; Pierre BEAULIEU, « L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952 », *Supplément au « B.E.I.P.I. », Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*, n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales.

L'attitude de l'historiographie soviétique à l'égard des concessions n'était pas sans équivoque. D'un côté, des nombreux ouvrages sur les concessions de la NEP furent de nature propagandiste. Très souvent les mêmes personnes qui se prenaient à mener cette propagande prosélyte à propos des concessions soulignaient leur caractère temporaire, exprimaient les sentiments de méfiance envers ces entreprises privées étrangères<sup>88</sup> ou même considéraient « les concessions comme une nouvelle forme de la lutte contre le capital »<sup>89</sup>.

D'un autre côté, l'apparition dans les années 1925-1927 d'une série d'articles et d'ouvrages<sup>90</sup> traitant des aspects juridiques et normatifs des concessions en URSS par des hauts fonctionnaires du GKK A. Ioffé, M. Ioël'son, V. Butkovskij, indiquait la volonté sincère des autorités soviétiques d'attirer des investissements occidentaux et des technologies étrangères.<sup>91</sup>

Les sentiments que « l'octroi aux étrangers de concessions situées sur le territoire soviétique est tout à fait possible »<sup>92</sup> n'étaient pas si rares et au-delà des frontières de l'URSS. A. Krimmer publia à Paris l'ouvrage *Sociétés de capitaux en Russie impériale et en Russie soviétique*<sup>93</sup> où il étudia le régime des concessions, les résultats de la politique concessionnaire des Soviétiques en 1928-1929, la campagne de presse en faveur des concessions étrangères puis les cas de liquidations, nombreuses, des entreprises concessionnaires.

Nous avons également en recours à de nombreux recueils publiés de documents d'archives. Cela s'explique en partie par le travail sous le confinement pendant la pandémie de COVID. Mais en grande partie cela est dû aussi à la qualité de ces recueils.

Ainsi, a été publié en 2007 un ouvrage intitulé *Les activités du Bureau de SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation*

---

<sup>88</sup> N. P. DERGAČEVA, *Concessions (Koncessii)*, Leningrad, Priboj, 1925 ; V. SARABIANOV, *Le capital privé dans l'industrie et le commerce dans l'URSS*, Paris, libr. de « l'Humanité », 1925 ; V. SARABIANOV, *Pourquoi la NEP ?* Paris, libr. de « l'Humanité », 1926 ; V. SARABIANOV, *Après dix ans*, Paris, 132, faubourg Saint-Denis, 1927.

<sup>89</sup> N. P. DERGAČEVA, *Concessions (Koncessii)*, Leningrad, Priboj, 1925, p.6.

<sup>90</sup> M. IOËL'SON, « Les résultats et les enjeux de notre politique concessionnaire » (Itogi i zadači našej koncessionnoj politiki), *Bol'shevik*, n°8, 1925 ; M. IOËL'SON, « Sur le plan concessionnaire à l'industrie » (O koncessionnom plane v promyšlennosti), *Puti industrializacii*, n°1, 1928 ; M. IOËL'SON, « Les routes de l'actinisation du travail concessionnaire » (Puti aktivizacii koncessionnoj raboty), *Ėkonomičeskoe obozrenie*, n°1, 1928 ; A. JOFFE, « La politique concessionnaire de l'URSS » (Koncessionnaâ politika SSSR), *Ėkonomičeskoe obozrenie*, n°1, 1927 ; A. JOFFE, « Les résultats et les perspectives de la politique et de la pratique en URSS » (Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki v SSSR), *Planovoe hozâjstvo*, n°1, 1927 ; A. JOFFE, « Les résultats et les perspectives des concessions de l'URSS » (Rezultaty i perspektivy koncessij v SSSR), *Ėkonomičeskaâ žizn'*, 7 février 1926 ; V. BUTKOVSKIJ, *Les concessions étrangères dans l'économie nationale de l'URSS (Inostrannye koncessii v narodnom hozâjstve SSSR)*, Moscou - Leningrad, 1928.

<sup>91</sup> N.P. BOGDANOV, *Les syndicats et les entreprises concessionnaires (Profsoûzy i koncessionnye predpriâtâ)*, Leningrad, 1928.

<sup>92</sup> A. JOFFE, « Les résultats et les perspectives de concessions de l'URSS » (Rezultaty i perspektivy koncessij v SSSR), *Ėkonomičeskaâ žizn'*, 7 février 1926.

<sup>93</sup> A. KRIMMER, *Sociétés de capitaux en Russie impériale et en Russie soviétique*, Paris, Recueil Sirey, 1934.



*soviétique de l'Allemagne, 1945-1949*<sup>94</sup>. Recueil de documents du SVAG, cet ouvrage a été préparé pour publication par des historiens russes, dont le docteur en histoire V.V. Zakharov en collaboration avec le *Centre d'étude en histoire contemporaine* (Potsdam, Allemagne) et l'Université de Caroline du Nord (Chapel Hill, États-Unis). Les auteurs ont noté qu'avant l'apparition de cet ouvrage la plupart des publications étrangères, à l'exception de certains ouvrages, « n'utilisent pratiquement pas les documents d'archives soviétiques concernant directement l'organisation, le contenu, les principales orientations et les caractéristiques du transfert scientifique et technique de l'Allemagne vers l'URSS organisé de la part des Soviétiques »<sup>95</sup>.

Nous avons mobilisé aussi une autre publication du même genre, née de la déclassification de nombreux massifs de documents d'archives russes au début des années 1990. Il s'agit du recueil de documents en trois tomes préparés par G.P. Kynin et J. Laufer *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie*<sup>96</sup> où se trouvent des documents des Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie dont certains nous ont été très utiles (AVP RF f. 0639, f. 06, f. 0428, f. 0431).

Dans le chapitre consacré à la « Germanisation » de la sidérurgie soviétique nous nous sommes penchés sur les documents d'archives publiés dans un recueil intitulé *Restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Les fournitures de réparation. 1945-1947*<sup>97</sup>. Des documents de la collection donnent une idée de l'ampleur et du rôle des fournitures livrées au titre de réparations pour la reconstruction de l'économie de la région de Stalingrad en 1945-1947 et, en particulier, du rôle des livraisons de matériel de réparation à l'usine sidérurgique de

---

<sup>94</sup> V.V. ZAHAROV (dir.), *Les activités du Bureau de SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, 1945-1949* (Deâtel'nost' Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nemeckoj nauki i tehnik v Sovetskoj zone okkupacii Germanii, 1945-1949), Moscou, ROSSPÈN, 2006.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>96</sup> G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 2000.

G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 3 : le 6 octobre 1946 – le 15 juin 1948, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 2003.

<sup>97</sup> M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie èkonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd, Izdatel', 2016.

Stalingrad *Krasnyj Oktjabr*'. La plupart des documents de ce recueil étaient ici publiés pour la première fois.

### *Annonce du plan*

Le plan se compose de trois parties, précédées par un chapitre introductif consacré à la période tsariste. Les trois parties qui le suivent portent sur la période soviétique et se déroulent chronologiquement à partir de 1917.

Dans le chapitre introductif *Les technologies occidentales sont-elles aux origines du développement de la sidérurgie russe (1860-1914) ?* nous aborderons le problème de la sidérurgie russe par rapport à ses emprunts de technologies étrangères. Cette analyse nous permettra par la suite de comparer les deux périodes dans l'histoire de la sidérurgie (pré-soviétique et soviétique), d'identifier des « modes intrinsèques russes » pour récupérer les technologies de pointe.

Dans la première partie *La naissance de l'État soviétique : comment attirer la technologie occidentale ?* nous traiterons des grands enjeux du problème et de ses principaux acteurs dans les années des premiers plans quinquennaux. Cette partie est destinée à répondre à la question : dans quelle mesure l'intervention technologique occidentale a-t-elle été favorable à la création de l'industrie sidérurgique en URSS dans les années 1918 -1938 ? Cette partie est très largement centrée sur les activités des spécialistes étrangers en URSS et sur les efforts faits par les acteurs soviétiques pour attirer les technologies occidentales dans l'industrie des métaux ferreux. Il faudrait noter que l'Ouest lui aussi, pour des raisons diverses sur lesquelles on reviendra, souhaitait s'investir dans l'industrialisation de l'URSS.

La deuxième partie *Sur des épaules des géants : la « germanisation » des industries soviétiques (1941-1953)* s'articule autour de la spécificité du transfert des technologies d'après-guerre canalisé et effectué sur la base des enlèvements des équipements et des matériaux de l'Allemagne vers l'URSS.

La troisième partie *L'affrontement Est-Ouest d'après-guerre et la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie (1947-1989)* est destinée à révéler le mode d'acquisition des technologies occidentales dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest d'après-guerre. Le contenu de la troisième partie permettra de croiser les visions historiographiques occidentale et soviétique sur le problème étudié.

## Chapitre introductif : Les technologies occidentales sont-elles aux origines du développement de la sidérurgie russe (1860-1914) ?

Les historiens des techniques mobilisent des notions telles que celle des « *centres initiateurs* »<sup>98</sup>, c'est à dire du lieu géographique d'où partent les innovations techniques pour se diffuser ensuite partout dans le monde. Mais ces centres ne sont pas « fixés » (géographiquement) une fois pour toutes, ils sont comme des lumières errantes qui s'allument puis s'éteignent, tandis que d'autres apparaissent dans d'autres coins du monde.

Au début de la première révolution industrielle, dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Europe a acquis un leadership technologique incontestable et est devenue un tel centre. Joel Mokyr, auteur des recherches sur la créativité technologique des pays, note qu'en « 1750 l'Europe a consolidé sa supériorité technologique sur le reste du monde. Du Bosphore à la baie de Tokyo, les empires orientaux prennent du retard en s'isolant de l'Occident et en connaissant un ralentissement de leurs propres progrès technologiques »<sup>99</sup>.

« Pourquoi exactement les sociétés d'Eurasie occidentale ont-elles atteint un pouvoir si disproportionné et sont-elles allées si loin dans l'innovation ? » - c'est la question qui pose un historien et géonome<sup>100</sup> américain souvent cité pour ses travaux sur la technologie dans la société, l'auteur du célèbre ouvrage *Guns, Germs, and Steel : The Fates of Human Societies*<sup>101</sup> Jared Diamond.

La réponse à cette question renvoie, du point de vue de J. Diamond, à des facteurs évidents, tels que l'essor du capitalisme, du mercantilisme, des sciences naturelles empiriques, du développement de la technologie, ainsi qu'aux microbes pathogènes qui ont détruit les peuples des autres continents lorsqu'ils sont entrés en contact avec les nouveaux venus

---

<sup>98</sup> Maurice DAUMAS (dir.), *Histoire générale des techniques*, vol. III : *L'expansion du machinisme : 1725-1860*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p.787.

<sup>99</sup> Joel MOKYR, *The lever of riches: Technological Creativity and Economic Progress*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 81.

«By 1750, Europe had consolidated its technological superiority over the rest of the world. From the Bosphorus to Tokyo Bay, the Oriental empires were falling behind by isolating themselves from the West and experiencing a slowdown in their own technological progress. »

<sup>100</sup> La géonomie est la science des rapports entre les sociétés humaines et leur environnement naturel. Aujourd'hui (XXI<sup>e</sup> siècle) on utilise plutôt, pour la partie générale, les locutions « approche systémique », « éco-citoyenneté », « éco-géographie », « ethnoécologie » et/ou « éco-anthropologie », et pour la partie appliquée les dénominations de « gestion intégrée », d'« économie écologique », de « bioéconomie » et de « développement durable », ou encore des acronymes comme « STI-2D » (« Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable » acronyme utilisé par l'Éducation nationale française). <https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9onomie>

<sup>101</sup> Jared DIAMOND, *Guns, Germs, and Steel: The Fates of Human Societies*, New York; London, W.W. Norton & Co, cop. 1997, 480 p.

d'Eurasie occidentale. Mais pourquoi tous ces facteurs de domination sont-ils apparus en Eurasie occidentale, alors que dans d'autres parties du monde, ils n'ont pas émergé du tout ou n'étaient présents que dans une faible mesure ? Pourquoi le capitalisme n'est-il pas apparu dans le Mexique précolombien, le mercantilisme en Afrique subsaharienne, la recherche scientifique en Chine et les microbes pathogènes dans l'Australie indigène ? Si la réponse est donnée, selon Jared Diamond, en termes de facteurs culturels locaux - par exemple, en Chine, la recherche scientifique a été supprimée sous l'influence du confucianisme, alors qu'en Eurasie occidentale elle a été stimulée par les traditions grecque et judéo-chrétienne, - nous ne comprenons toujours pas pourquoi la tradition confucéenne n'est pas née en Eurasie occidentale et ni pourquoi l'éthique judéo-chrétienne n'est pas née en Chine. Sans compter qu'une telle réponse laisse complètement inexplicé le fait de la supériorité technologique de la Chine confucéenne sur l'Europe occidentale dans la période allant jusqu'à 1400 environ.<sup>102</sup>

Bien que les différences dans le niveau de développement technologique des sociétés soient « le fait le plus fondamental de l'histoire du monde »<sup>103</sup>, les historiens n'ont toujours pas de réponse unanime à la question de savoir quelle est la raison de l'inégalité du développement technologique des pays.

« Le changement technologique est suffisamment hétérogène pour défier les simples généralisations »<sup>104</sup>. Pour D. Diamond, adhérent au déterminisme géographique, « l'histoire des différents peuples s'est développée différemment en raison des différences dans leurs conditions géographiques, et non en raison de la différence biologique entre eux ».<sup>105</sup>

Selon toute probabilité, la tentative la plus célèbre de répondre à la question qui détermine le potentiel technologique des nations et d'après cela, leur domination technologique est l'ouvrage d'Arnold J. Toynbee *A study of history*<sup>106</sup> en douze volumes. Toynbee s'est donné pour tâche de retracer la dynamique interne de 23 civilisations avancées. Depuis l'époque de Toynbee, le défi de présenter une synthèse globale des causes et des conséquences historiques a perdu de son intérêt aux yeux de la plupart des historiens, qui le jugeaient trop difficile à réaliser.

---

<sup>102</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>104</sup> Joel MOKYR, *Twenty-Five Centuries of Technological Change*, vol. 3 (Fundamentals of Pure and Applied Economics) (p. 102). Taylor and Francis. Edition du Kindle.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>106</sup> Arnold J. TOYNBEE, *A study of history*, New York: Oxford University Press, t. III (1934), t. VIII, t. IX (1954), t. V, t.VI (1940).

En l'absence d'une théorie canonique expliquant les causes du développement technologique inégal des sociétés, les historiens cherchent des réponses, en particulier dans les « parcours » des industries particulières. C'est cette démarche que nous allons suivre en répondant dans ce chapitre aux questions suivantes : La Russie était-elle un pays-imitateur ou un pays-innovateur dans l'industrie sidérurgique ? Quelles positions la Russie occupait-elle dans ce domaine par rapport aux pays de l'Europe occidentale ?

L'une de nos ambitions est de parvenir à répondre à ces questions, ce qui nous permettra de formuler des hypothèses sur la dépendance ou l'indépendance de la Russie à l'égard des technologies occidentales à l'époque pré-soviétique. Ces hypothèses, à leur tour, seront vérifiées lorsque nous analyserons les exportations dans la sidérurgie à l'époque soviétique. De tels parallèles nous permettront, peut-être, d'identifier des « modes intrinsèques russes » d'emprunt des technologies de pointe dans le domaine sidérurgique.

En résumé, il s'agira de savoir si l'industrie sidérurgique russe a été imitative plutôt qu'innovante et dans ce cas quel rôle a joué l'Europe occidentale comme centre initiateur pour la Russie. En même temps, tout en restant imitative, la Russie s'est révélée capable d'attirer et d'adapter les technologies occidentales. À la fin du règne de Pierre I<sup>er</sup>, la Russie disposait d'un grand nombre de hauts fourneaux alimentés au charbon de bois et elle avait réussi à conserver la première place mondiale dans la production de fonte brute jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cependant, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la « révolution du charbon et du fer » a commencé en Europe occidentale, notamment en raison de la construction de chemins de fer, la part de la Russie dans la production mondiale de fer a commencé à diminuer fortement, représentant 12 % en 1830 puis 4 % en 1860 alors que la part de la Russie dans la production mondiale totale de fer à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle était de 32 %<sup>107</sup>. Le recul du rôle de la Russie dans la production mondiale de métaux ferreux signifiait qu'elle était à la traîne du dynamisme par rapport aux pays occidentaux.

Quelles ont été les raisons de ce décalage et quelles en ont été les conséquences ?

---

<sup>107</sup> A. M. SOLOV'EVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p.88.

## A. Les facteurs prédéterminants de l'omniprésence technologique étrangère dans la sidérurgie russe au croisement des XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle: causes et conséquences

### *Les causes du retard de la Russie dans la sidérurgie vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

L'une des raisons de cette stagnation était le servage. Il est donc nécessaire de faire ici une digression historique pour clarifier un certain nombre de points relatifs à l'utilisation du travail des serfs dans les usines sidérurgiques russes.

L'historiographie russe réserve une attention particulière à l'abolition du servage, mais beaucoup moins à la période où le servage était légalement consacré. Le servage a été institutionnalisé juridiquement à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle avec l'introduction des « années de réserve » (à partir des années 1580, durant ces années il était interdit à tous les paysans - agriculteurs de se déplacer d'un endroit à l'autre, c'est-à-dire, de quitter un seigneur féodal pour un autre<sup>108</sup>) et l'introduction des « années de pénalité » (une période de cinq ans pendant laquelle le propriétaire pouvait légalement renvoyer ses paysans fugueurs).<sup>109</sup> Dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, les ventes des paysans sans terre ont été autorisées. Puis le code (l'*Oulojénié*) de 1649 a introduit l'attachement perpétuel et personnel de tous les paysans à la terre.

En raison d'un certain nombre de facteurs, le travail servile dans l'industrie du fer en Russie n'était pas pratiqué de manière partout identique dans la période initiale du servage. Lors de l'émergence des premières grandes entreprises industrielles telles que les usines sidérurgiques de Toula et de Kashira, par exemple, malgré l'absence d'importantes réserves de main-d'œuvre libre dans le pays, les *lettres patentes* du tsar aux propriétaires d'usines réitérent à plusieurs reprises l'interdiction directe de recourir au travail servile dans leurs usines. Les tsars russes, étant eux-mêmes les plus grands propriétaires terriens et entourés d'une puissante Douma de Boyard (l'Assemblée législative russe composée de grands propriétaires terriens), gardaient très jalousement leurs privilèges de classe - à ces égards monopolistiques.<sup>110</sup>

---

<sup>108</sup> *Soudiebnik* de 1497 a établi une période uniforme pour le passage des paysans d'un seigneur féodal à un autre - une semaine avant le 26 novembre (jour de la Saint-Georges) et une semaine après cette date. Selon le code des lois de 1649 (l'*Oulojénié de 1649*), des paysans étaient rattachés définitivement à leurs terres. Ils ne pouvaient plus changer de propriétaires.

<sup>109</sup> Le portail de *La grande encyclopédie russe*. La section *Le servage*. En ligne : [https://bigenc.ru/domestic\\_history/text/2109481](https://bigenc.ru/domestic_history/text/2109481)

<sup>110</sup> Stanislav Gustavovič STRUMILIN, *Histoire de la sidérurgie en URSS* (Istoriâ černoï metallurgii v SSSR), Moscou, Izd-vo Akademiâ nauk SSSR, t.1, 1954, p. 124.

Si, avant le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les manufactures basées sur le travail servile n'étaient donc pas très répandues dans l'industrie du fer, au début du XIX<sup>e</sup> siècle en revanche, elles étaient devenues la forme de production dominante. Ainsi, en 1825, le pourcentage total de travailleurs libres dans les usines sidérurgiques du pays n'était que de 22 %<sup>111</sup>. Les effets sociaux négatifs qui y étaient associés se faisaient de plus en plus sentir. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis que le salaire d'un travailleur libre représentait le double de celui d'un travailleur forcé (ce rapport a existé avec quelques fluctuations jusqu'à la chute du servage), les salaires dans la production de fer au bois avaient diminué de près de 30%. Or, cette baisse des salaires ne pouvait stimuler la croissance de la productivité.<sup>112</sup>

Figure 1. Rémunération du travail dans la fabrication de fer au bois<sup>113</sup>, kopecks / poud

	1663	1770
Contremaître	3,0	3,0
Assistant de contremaître	2,0	1,5
Ouvrier	1,0	0,75

À la fin de l'époque du servage, la Russie tsariste avait plus de 50 ans de retard sur les pays occidentaux en termes de développement économique.<sup>114</sup> L'abolition du servage par un décret du 19 février 1861 n'a pas entraîné de changements immédiats. Les évaluations des historiens sur l'effet de l'abolition du servage ne sont pas toujours sans équivoque. Ceux qui adoptent un point de vue à court-terme soulignent la lente transition vers le « travail libre » après l'abolition du servage en 1861, et le déclin à long terme du nombre de travailleurs dans les industries qui avaient auparavant largement recours au travail servile. Au début des années 1860, le déclin de la production s'étend en effet à presque tous les secteurs de l'industrie lourde, en particulier aux usines sidérurgiques.<sup>115</sup>

L'abolition du servage n'a pas résolu toutes les difficultés rencontrées par la paysannerie. La condition temporaire déterminée par la *Disposition générale sur les paysans*

<sup>111</sup> P.A. HROMOV, *Le développement économique de la Russie aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Èkonomičeskoe razvitie Rossii v XIX–XX vekah), M., 1950. p. 61.

<sup>112</sup> Stanislav Gustavovič STRUMILIN, *Histoire de la sidérurgie en URSS* (Istoriâ černoï metallurgii v SSSR), Moscou, Izd-vo Akademiâ nauk SSSR, t.1, 1954, p.124.

<sup>113</sup> *Idem* ; p.123.

<sup>114</sup> A. M. SOLOV'ÉVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p. 24.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 87.

*sortis du servage*<sup>116</sup>, selon laquelle les paysans n'étaient pas libres jusqu'au dernier remboursement du rachat de la terre à verser au propriétaire foncier, a créé des tensions sociales et politiques dans la société.<sup>117</sup>

Indépendamment des conséquences socio-politiques de l'abolition du servage, le mécontentement des paysans face à la réforme de 1861 ne s'est pas traduit par un large mouvement social. Ce sont les militants de la *Volonté du Peuple* (*Narodnaya Volya*) qui ont repris cette cause, après avoir commis un certain nombre de tentatives de meurtre contre des fonctionnaires d'État et Alexandre II lui-même.<sup>118</sup>

L'historien A. Markevič en collaboration avec l'économiste Ekaterina Žuravskaâ a réalisé une étude sur la base d'un large échantillon de données de 50 provinces européennes russes avant et après l'abolition du servage. Les résultats ont été publiés dans la revue *American Economic Review* en 2018 où les auteurs notent que :

« L'abolition du servage a eu un effet positif substantiel sur la productivité agricole, le développement industriel et la nutrition des paysans dans la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>119</sup>. Le PIB de la Russie a augmenté de 17,7% dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les preuves suggèrent qu'une des principales raisons de l'effet important de l'abolition du servage sur la productivité agricole était un changement radical dans la structure d'incitation de 43% de la population rurale de la Russie, qui a été transformée [par l'émancipation en 1861] de serfs sans aucun droit sur les biens produits par leur propre travail en petits agriculteurs libres. Ce changement a entraîné un effort accru, une meilleure utilisation des conditions locales et une meilleure utilisation des connaissances et des technologies agricoles disponibles. L'abolition du servage aurait

---

<sup>116</sup> « Sur les paysans libérés du servage : le Statut général du 19.02.1861, approuvé le 19.02.1861 » (« O krest'ânah, vyšedših iz krepostnoj zavisimosti : vysočajše utverždennoe Obšee Položenie ot 19.02.1861 »), dans les *Corps des lois de l'Empire russe : 2<sup>ème</sup> Collection* (*Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj imperii : Collection 2*), Saint-Pétersbourg, à l'imprimerie du deuxième département du bureau de Sa Majesté impériale, 1830-1885, t. 36, chapitre 1, Article 36657, 1861, p. 141.

<sup>117</sup> Selon N. ROŽKOV, la réforme « féodale » du 19 février 1861 est devenue le « point de départ de tout le processus de l'origine de la révolution » en Russie (N. A. ROŽKOV, *L'histoire russe dans une perspective comparative et historique : (Fondements de la dynamique sociale)*, (Russkaâ istoriâ v sravnitel'no-istoričeskom osvešeniî : (Osnovy social'noj dinamiki)), 2-e izd., Leningrad ; Moscou, Kniga, 1928, t. 11 : *Le capitalisme industriel et le mouvement révolutionnaire en Russie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle* (Proizvodstvennyj kapitalizm i revolūcionnoe dviženie v Rossii vtoroj poloviny XIX i nachala XX veka), p.392.

Selon la conclusion de L. G. ZAHAROVA, le « caractère de compromis et contradictoire » de la réforme « dans une perspective historique était chargé du dénouement révolutionnaire ». Dans L. G. ZAHAROVA, *Alexandre II et l'abolition du servage en Russie* (Aleksandr II i otmena krepostnogo prava v Rossii), Moscou, ROSSPÈN, 2011, p. 329.

<sup>118</sup> S.V. ŽIL'COV, *La peine capitale dans la transition vers la monarchie bourgeoise* (Vysšaâ mera nakazaniâ v usloviâh perehoda k buržuaznoj monarhii),

En ligne : <https://cyberleninka.ru/article/n/vysshaya-mera-nakazaniya-v-usloviyah-perehoda-k-buržuaznoj-monarhii>

<sup>119</sup> Selon Andrei MARKEVIČ, « la nutrition des paysans s'est améliorée de telle façon qu'on a constaté l'augmentation de la hauteur moyenne des nouvelles recrues d'environ 1 cm sur plusieurs années après la réforme ». Dans Andrej MARKEVIČ, « Nous ne pouvons pas dire que le pays était de plus en plus pauvre sous le servage. Mais quelle est l'alternative ? » (Nel'zâ skazat', čto pri krepostnom prave strana nišala. No kakova al'ternativa?), 20.06.2018, <https://republic.ru/posts/91197>, consulté le 22.05.2020.



contribué à un développement encore plus rapide si la réforme agraire avait transféré les droits de propriété foncière aux ménages paysans plutôt qu'à la commune...<sup>120</sup> »

L'abolition du servage a joué un rôle énorme dans l'histoire de la Russie. Cependant, les résultats des réformes n'ont pas été immédiat<sup>121</sup>.

Un autre facteur entravant le développement de la sidérurgie était la dégradation de la base de production de l'Oural, le principal centre de la métallurgie. L'équipement des usines de l'Oural était obsolète vers le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les roues à aubes médiévales étaient la principale source d'énergie de l'industrie sidérurgique dans l'Oural. Alors que dans les pays occidentaux les moteurs à vapeur occupaient une place importante dans les centrales électriques de métallurgie, dans la Russie tsariste cette place était encore négligeable. Au début des années 1860, dans l'Oural les moteurs à vapeur ne produisaient que 2600 des 36 900 chevaux-vapeur, soit environ 7%<sup>122</sup>.

En outre, des difficultés insolubles existaient pour transporter le métal ouralien du site de fabrication à Saint-Pétersbourg<sup>123</sup>. La communication de l'Oural avec le centre du pays se faisait encore, pendant toute la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle par le « rafting » médiéval primitif le long des rivières une fois par an (les longs hivers et les rivières gelées ont empêché cette méthode d'être utilisée plus souvent). L'absence de liaisons ferroviaires a aggravé le retard de l'Oural, empêchant le développement des forces productives de la région.

Le coût élevé du métal ouralien était également lié à la méthode de fusion du fer. Les usines Demidoff, les plus puissantes dans l'Oural, étaient dominées par la production de fer au charbon de bois, une technologie innovante à l'époque de Pierre le Grand mais considérée comme archaïque au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans l'Oural, la technologie des hauts fourneaux à froid ou

---

<sup>120</sup> Andrei MARKEVIČ and Ekaterina ŽURAVSKAĀ, «The Economic Effects of the Abolition of Serfdom: Evidence from the Russian Empire». *American Economic Review* 2018, 108(4-5) : 1074–1113.

<sup>121</sup> Les lois du 19 février 1861 obligeaient en effet les paysans à racheter leur terre ou à travailler de façon non rémunérée pour leurs anciens maîtres (*pomeshhiks*). Mais après la libération des paysans, la corvée n'a été conservée que temporairement et cela n'a pu être déterminé par accord volontaire entre les paysans et le propriétaire foncier que sous certaines conditions. En même temps, d'après les principales dispositions de la réforme paysanne (en particulier dans le cadre de la *Disposition générale sur les paysans sortis du servage*), les paysans pouvaient également renoncer au droit de rachat et recevoir gratuitement du propriétaire un lot équivalent au quart de la surface de terre qu'ils avaient le droit de racheter, un lot qui sera qualifié de « part du mendiant », mais cette part était souvent insuffisante pour faire vivre la famille.

<sup>122</sup> S. P. SIGOV, *Essais sur l'histoire de l'industrie minière dans l'Oural* (Ocherki po istorii gornozavodskoj promyshlennosti Urala), Sverdlovsk, 1936, p. 37.

<sup>123</sup> A. M. SOLOV'ÉVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p. 52.

faiblement chauffés était encore pratiquée, ce qui démontrait clairement le retard technique aigu de la métallurgie russe. Jusqu'à la fin des années 1870, le combustible en bois représentait presque la totalité du bilan énergétique de l'industrie métallurgique de l'Oural<sup>124</sup>.

Alors qu'en Angleterre, la réduction des forêts a conduit à la recherche de nouvelles technologies plus avancées pour produire le fer et la fonte à partir de charbon minéral, dans l'Oural, on s'est contenté de récolter du bois dans des zones forestières plus éloignées et encore vierges. La « malédiction des ressources naturelles »<sup>125</sup>, obstacle majeur au développement technologique ?

De surcroît, l'Oural, alors le plus gros producteur national de métaux en Russie jusqu'en 1880 ne pouvait concurrencer les fournisseurs étrangers tant à cause des coûts élevés qu'en raison des caractéristiques particulières du métal qui y était produit. Les rails fabriqués en fonte de charbon de bois étaient cassants et s'usaient rapidement, nécessitant un remplacement annuel<sup>126</sup>.

On pourra objecter que les armes produites à partir du fer et de la fonte des usines Demidoff étaient de bonne qualité et ont été utilisées avec succès dans la guerre de Crimée et c'est bien le cas ! L'Oural était depuis longtemps un lieu de métallurgie de qualité. Le phosphore et le soufre sont des impuretés nocives qui augmentent la fragilité de l'acier. Alors que dans d'autres centres de production, le fer phosphorique ou le fer « cassable à froid » ne convenait pas à la fonte des canons et au forgeage des canons et des sabres, le métal ouralien s'est révélé un excellent matériau en raison de l'absence d'impuretés nuisibles. En outre les minerais de l'Oural sont extrêmement riches en éléments « d'alliage » utiles - cuivre, chrome, vanadium, etc. « Le fer de Demidoff était initialement un alliage grâce à la composition naturelle des minerais de l'Oural, bien que les métallurgistes de l'époque ne le soupçonnassent pas »<sup>127</sup>. Le fer de Demidoff portant la marque *Sobol*<sup>128</sup> jouissait d'une grande réputation non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger.

---

<sup>124</sup> N. A. IOSSA, *La situation actuelle dans la production de la fonte en Russie : Présentation par N.A. Iossa à la Société technique impériale russe le 9 février 1880* (Nastoiščee položenie čugunoplavil'nogo proizvodstva v Rossii: Soobšč. N.A. Iossa v Imp. Rus. tehn. o-ve 9 fevr. 1880 g.), Saint-Petersbourg, tip. Ėkspediciâ zagot. gos. bumag, 1880, p. 7.

<sup>125</sup> Richard AUTY, *Resource-Based Industrialization: Sowing the Oil in Eight Developing Countries*, Clarendon Press, Oxford, 1990.

<sup>126</sup> A. M. SOLOV'ĖVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v)*, Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p.127.

<sup>127</sup> Stanislav Gustavovič STRUMILIN, *Histoire de la sidérurgie en URSS (Istoriâ černoï metallurgii v SSSR)*, Moscou, Izd-vo Akad. nauk SSSR, t.1, 1954, p. 144.

<sup>128</sup> *Sobol* est en russe une zibeline. La fourrure de zibeline était appréciée pour sa douceur et coûtait cher. Pendant longtemps en Russie, la fourrure de zibeline équivalait à de la monnaie. Un pot en fer valait exactement le nombre

Néanmoins, le fer des usines Demidoff n'était pas adapté à la production de rails de qualité. Au milieu des années 1860-70, la question de l'introduction des rails d'acier (et non de fer) en Russie s'est donc posée avec une extrême acuité. Sur ce point, l'ingénierie russe a fait preuve d'innovation dans le développement de la production d'acier au début des années 1860 en créant un « nouveau procédé d'acier russe basé sur le procédé Bessemer »<sup>129</sup>. En particulier, les premières expériences de production furent réalisées dans l'usine métallurgique d'État Kamsko-Votkinskiy en 1863<sup>130</sup>. Mais elles restèrent encore très limitées par rapport aux besoins.

### *Les conséquences du retard de la Russie dans la sidérurgie vers la fin du XIXe siècle*

Les problèmes de la sidérurgie en Russie sont devenus particulièrement aigus à l'époque de la construction des chemins de fer. Et ces problèmes sont bien illustrés par la *Figure* ci-dessous qui montre la proportion des importations de rails en Russie entre 1863 et 1880. Cette proportion monte à 95% et se maintient à 80-90% tout au long de cette période. Après 1880, la part des approvisionnements ferroviaires étrangers diminue de près de 20%. Dans les sous-chapitres suivants nous chercherons à expliquer cette baisse.

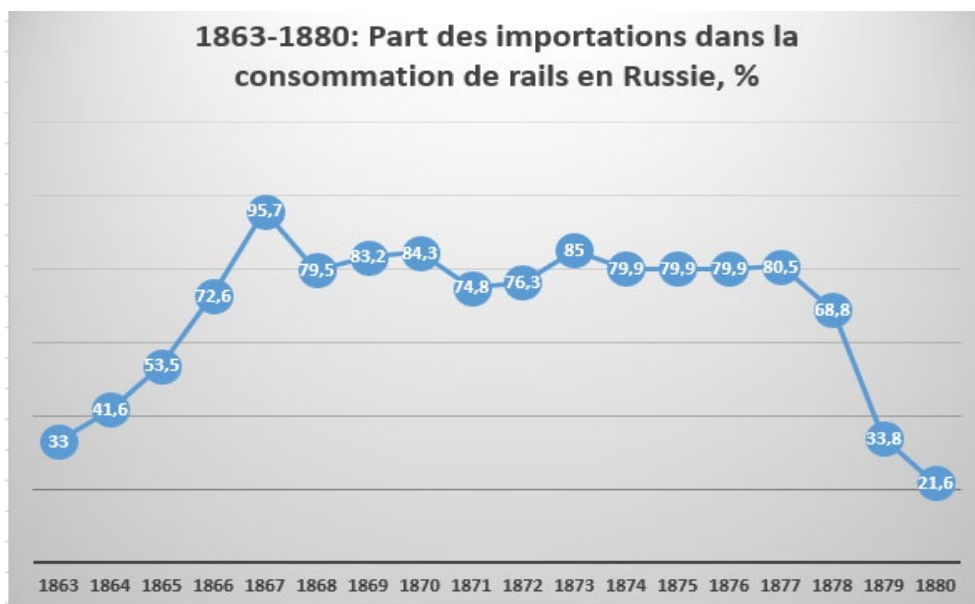
---

de peaux de zibeline qu'il contenait. Dans R. M. LOTARËVA, *Les villes-usines en Russie : du XVIII<sup>e</sup> siècle à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Goroda-zavody Rossii : XVIII — pervaja polovina XIX veka), Ekaterinbourg, Izdatel'stvo Sokrat, 2011, p. 179.

<sup>129</sup> Le procédé Bessemer est un procédé d'affinage de la fonte brute, aujourd'hui disparu, ayant servi à fabriquer de l'acier peu coûteux. Ce procédé porte le nom de son inventeur, Henry Bessemer, qui le breveta en 1855 et le perfectionna avec la *Henry Bessemer and Company*, société implantée à Sheffield, ville du Nord de l'Angleterre.

<sup>130</sup> Archives historiques d'État russe (GRIA, Rossiyskiy Gosudarstvennyy Istoricheskiy Arkhiv), f.40, inv.2, d. 62, l. 153-154. « Les rapports sur le commerce et l'industrie ; les documents sur les accords commerciaux avec les pays étrangers. Les rapports sur le département des mines faits par des ministres des finances, des biens et du commerce de l'État. 1801-1917 ».

Figure 2.<sup>131</sup>



Le premier chemin de fer reliant Saint-Petersbourg à Tsarskoïe Selo, qui a marqué le début de la construction des réseaux de chemin de fer en Russie, a été ouvert le 4 avril 1838<sup>132</sup>. Dans un premier temps, des tentatives ont été faites pour mener à bien une production nationale de rails afin d'alimenter les voies ferrées en cours de construction, mais elles se sont soldées par un échec. La plupart des fournisseurs, propriétaires de forges basées sur la main-d'œuvre en servitude, étaient opposés à l'introduction de nouveaux processus technologiques qui nécessitaient une augmentation des coûts de production et de la main-d'œuvre salariée qualifiée.

Pour la construction des premiers chemins de fer, Pétersbourg-Moscou (en 1843-1844), du chemin de fer de Vienne (achevé en 1848) et du chemin de fer Pétersbourg-Varsovie (1852), des rails et du matériel ferroviaire ont été fournis par l'Angleterre dans le cadre d'un contrat avec la société *I. Gest & Co.* de Liverpool.<sup>133</sup>

La dépendance de la construction des chemins de fer à l'égard des fournitures d'équipements étrangers était prégnante et comportait le risque d'une interruption des fournitures matérielles et techniques en cas de complications militaires et politiques. Cela a été

<sup>131</sup> A. M. SOLOV'EVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v)*, Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p.135.

<sup>132</sup> *Ibid.*, pp. 41-42.

<sup>133</sup> *Ibid.*, pp. 53-54.

particulièrement évident pendant la guerre de Crimée (octobre 1853 - mars 1856), lorsque la construction de la ligne principale Pétersbourg-Varsovie a été effectivement interrompue.<sup>134</sup>

Dans l'ensemble de la Russie, le taux de développement de la production métallurgique nationale était donc négligeable dans les années 1860-1870. La métallurgie russe accusait un retard désastreux par rapport aux principaux pays occidentaux. Les premiers réseaux ferroviaires russes ont été créés pratiquement exclusivement grâce au métal importé.

## **B. De l'abolition du servage à la montée industrielle : treize ans de « répit » après les réformes d'Alexandre III et les grandes lignes du développement économique durant le règne de Nicolas II**

Comment les autorités russes ont-elles réagi à la dégradation d'un secteur fondamental de l'économie, qui, compte tenu des causes et des conséquences exposées, relevait d'un problème systémique ?

Alexandre III est couronné en 1883 (bien qu'il ait formellement accédé au trône le 1<sup>er</sup> mars 1881). Son règne ne compta pas de conflit majeur. La politique d'Alexandre III ne toucha pas au changement fondamental survenu en Russie dans les années 1860 - 1870 : l'abolition du servage. Où Alexandre III et son successeur au trône Nicolas II ont-ils mené la Russie ? Quelles sont leurs résultats dans les domaines économiques en premier lieu ?

Bien qu'on parle d'Alexandre II comme du tsar libérateur, tandis que le règne d'Alexandre III est considéré comme un temps de réaction, on serait de fait plutôt d'accord avec le point de vue de certains (-es) chercheurs (-es) pour qui « le règne d'Alexandre III est un temps de réaction, au sens où la politique du nouvel empereur est une réplique à l'action d'Alexandre II »<sup>135</sup>.

Le processus de contre-réforme d'Alexandre III a commencé d'abord par la réorganisation de l'appareil policier. En août 1881, un *Règlement sur le maintien de l'ordre*

---

<sup>134</sup> A. A. KEPPEL, *Les documents sur l'histoire de la production ferroviaire en Russie* (Materialy dlâ istorii rel'sovogo proizvodstva v Rossii), Saint-Pétersbourg, Tipografiâ Ministerstva putej soobšeniâ, 1899, p. 34.

<sup>135</sup> Michel HELLER, *Histoire de la Russie et de son empire* (TEMPUS) (French Edition). Kindle Edition. p.1205.

*étatique et de la tranquillité publique*<sup>136</sup> paraît. Il est qualifié de mesure temporaire, mais restera en vigueur jusqu'en 1917.

La chercheuse N. Biûškina, spécialiste de droit, auteur de l'article *Les sources de la résolution et le « Règlement sur le maintien de l'ordre étatique et de la tranquillité publique »*<sup>137</sup>, a analysé le corps des lois de l'Empire Russe qui précédaient l'apparition de cet acte. Elle est arrivée à la conclusion « qu'au début des contre-réformes, il est devenu clair que les méthodes de régulation juridique encadrées du droit impératif prévalent clairement sur les méthodes du droit dispositif »<sup>138</sup>.

La nature du resserrement de la politique en matière de droit pénal était liée aux activités des organisations des *Narodniki* (les « Populistes »). L'une des branches des *Narodniki* recourait à la terreur comme méthode de lutte contre l'autocratie et les hauts fonctionnaires. Les *Narodniki* s'appuyaient sur l'insatisfaction des larges couches d'intellectuels n'appartenant pas à la noblesse (les « raznochinsky ») à l'égard de la réforme sur l'abolition du servage (proclamée par le manifeste du 19 février 1861<sup>139</sup> et par toute une série de documents normatifs élaborés sur sa base). Deux décennies après la proclamation du Manifeste, des descendants des anciens serfs ont assassiné Alexandre II. « La Révolution, comme Saturne, dévore ses propres enfants »<sup>140</sup>.

Monté sur le trône, Alexandre III put s'appuyer sur une soi-disant « Troïka » des fonctionnaires d'État les plus actifs : Constantin Pobiedonostsev, Dmitri Tolstoï, Mikhaïl Katkov (tous les trois sont des réactionnaires notoires) et Sergueï Witte. Tolstoï se fit connaître un nom « comme l'un des réactionnaires les plus tartuffes et les plus influents du XIXe siècle. Libéraux ou radicaux, tous les Russes le haïssaient (on le considérait comme un « habile

---

<sup>136</sup> *Corps des lois de l'Empire russe, 3<sup>ème</sup> collection (1881-1913)* (Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii. Sobranie 3-e (1881-1913)), t. I, Article 350, Saint-Pétersbourg, 1885, pp. 261-266.

<sup>137</sup> N.I. BIÛŠKINA, « Les sources du règlement "Sur les mesures visant à protéger l'ordre public et la tranquillité publique" » du 14 août 1881 (« Istočniki položenâ "O merah k ohraniû gosudarstvennogo porâdka i obšestvennogo spokojstviâ " » ot 14 avgusta 1881), *Vestnik Nižegorodskogo universiteta im. N.I. Lobačevskogo*, 2010, № 5 (1), p. 288-293.

<sup>138</sup> N.I. BIÛŠKINA, *ibid.*, pp. 289-290.

<sup>139</sup> « Manifeste du 19 février 1861. Sur l'octroi aux serfs des droits des villageois libres et sur l'aménagement de leur vie quotidienne » (« Manifest 19 fevralâ 1861. O Vsemilostivejšem darovanii krepostnym lûdâm prav sostoâniâ svobodnyh sel'skih obyvatel'ej, i ob ustrojstve ih byta »), *Corps des lois de l'Empire russe, 2<sup>ème</sup> collection* (1825 - 1881) [Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii. Sobranie 2 (1825 - 1881)], t. 36 (1861), Partie 1, Article 36650, Saint-Pétersbourg, 1881, pp. 128 - 134.

<sup>140</sup> Cette célèbre citation sur la Révolution française fut reprise de nombreuses fois. Elle appartient à un homme politique de l'époque, un Girondin, Pierre Victurnien Vergniaud. Il l'a prononcée durant son procès à l'issue duquel il fut guillotiné le 31 octobre 1793. La période 1793-1794 voit, sous l'égide du comité de salut public dirigé par Robespierre, se développer la Terreur. Cette politique visait à traquer les ennemis à l'intérieur du pays, les juger sommairement et les exécuter. La guillotine battait son plein.

courtisan ») en chœur ». <sup>141</sup> Sergueï Witte nommé en 1892 ministre des Voies de Communication et, quelques mois plus tard, ministre des Finances était à l'autre côté du spectre politique, plus libéral.

La politique intérieure d'Alexandre III, d'un côté, se caractérise par la propagation de tendances conservatrices et une pression administrative croissante. En même temps, son règne se caractérisa par de grands succès remportés dans le développement de l'industrie, grâce, en grande partie, à des fonctionnaires et responsables compétents, nommés par l'empereur à des postes ministériels. Des politiques efficaces, notamment dans le domaine des tarifs douaniers, ont entraîné une stabilisation financière et une croissance rapide de l'économie.

### *Les politiques protectionnistes d'Alexandre III et de Nicolas II*

« L'industrie métallurgique n'est née en Russie et ne peut y vivre que sous la protection des droits de douane » <sup>142</sup>

Quelques jours après la mort d'Alexandre III (le 20 octobre 1894), Nicolas II monte sur le trône (le manifeste a été publié le 21 octobre 1894). Il se voit confier le contrôle d'un pays où la véritable révolution technique a commencé dans la métallurgie. La production de fonte, d'acier, de pétrole et de charbon à partir du milieu des années 1880 jusqu'à la fin des années 1890 a augmenté à un rythme record. Pendant 13 ans - de 1887 à 1900 - la production de fonte en Russie a quasiment été multipliée par cinq, tout comme l'acier. En grande partie - c'était là le résultat de la politique protectionniste du gouvernement d'Alexandre III <sup>143</sup>.

Le tournant vers l'un des plus grands protectionnismes douaniers est apparu dans la politique industrielle du gouvernement tsariste en 1877. Le principal déclencheur a été la politique allemande qui en 1877 augmenta considérablement les droits sur les marchandises

---

<sup>141</sup> Michel HELLER, *Histoire de la Russie et de son empire* (TEMPUS) (French Edition) (p.120). Place des éditeurs. Kindle Edition.

<sup>142</sup> Les Archives historiques du Crédit Agricole SA, Cote : DEEF 11849, Etudes industrielles de la DEEF, Rapport de mission sur la situation de l'industrie métallurgique en Russie, 1895, p. 26.

<sup>143</sup> P. A. ZAJONČKOVSKIJ, *L'autocratie russe à la fin du XIXe siècle (la réaction politique des années 80 - début des années 90)* (Rossijskoe samoderžavie v konce XIX stoletia (političeskaâ reakciâ 80-h — načala 90-h godov)), Moscou, 1970, p. 141.

M. M. KOVALEVSKIJ, *Le système économique de la Russie* (Èkonomičeskij stroj Rossii), Saint-Petersbourg, Tipografiâ P. P. Sojkina, 1899, 146 p.

russes (malgré la parenté entre les empereurs des deux pays). En l'absence d'accord de négoce entre deux pays, l'Allemagne appliquait le tarif douanier maximal<sup>144</sup>.

A son tour, en réponse à ces démarches, la Russie augmente les droits de douane de 40 à 50%. En 1877, l'importation de rails, l'un des principaux produits d'importation de la Russie, en franchise de droits est sévèrement limitée (*Figure 3*). Pour stimuler la production de rails en acier à l'intérieur du pays, une prime élevée a été fixée sur les commandes des chemins de fer nationaux. Le coût de production des installations ferroviaires et de l'ingénierie des transports russes, protégées par les barrières douanières, augmenta alors de 32 % par rapport aux importations.<sup>145</sup>

Le tableau ci-dessous montre la production et les importations de fonte, de fer et d'acier de la Russie entre 1860 et 1913. Le tableau permet de voir plus clairement le moment du changement brutal de tendance qui s'est produit en 1877 : les importations de fonte, de fer et d'acier diminuent tandis que leur production à l'intérieur du pays augmente.

*Figure 3. Importations et productions des métaux (milliers de pouds)*<sup>146</sup>

Années	Fonte			Fer et acier			Commentaires
	Importations	Production	Taux des importations par rapport à la production, %	Importations	Production	Taux des importations par rapport à la production, %	
1860	542	20467	2,6%	211	12465	1,7	<b>1861</b> : l'importation de rails en franchise de droits est autorisée
1865	611	17397	3,5%	1938	10230	18,9	
1870	1590	20755	7,7%	17956	14854	120,9	
1875	3619	24880	14,5%	17649	18425	95,8	
1880	15081	26090	57,8%	7567	29184	25,9	<b>1876 - 77</b> : augmentation des droits d'importation de l'acier et la fonte <sup>147</sup>
1885	13789	30807	44,8%	5369	28289	19,0	Les droits d'importation de la fonte sont de 15 kopecks par le poud
1890	8133	55212	14,7%	6430	41476	15,5	
1895	7583	87272	8,7%	16236	65237	24,9	

<sup>144</sup> Michel HELLER, *Histoire de la Russie et de son empire* (TEMPUS) (French Edition) (p.1230). Place des éditeurs. Kindle Edition.

<sup>145</sup> A. M. SOLOV'ÉVA, *Le transport ferroviaire russe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Železnodorožnyj transport Rossii vo vtoroj polovine XIX v), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1975, p. 135.

<sup>146</sup> M. V. KONOTOPOV, S. I. SMETANIN, *Le développement économique de la Russie aux XVI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Razvitie ekonomiki Rossii v XVI et XX vekah), t. 4 : Histoire de l'industrie sidérurgique (Istoriâ černoï metallurgii), Saint-Petersbourg, Aletejâ, 2018, p. 123.

<sup>147</sup> L'importation des métaux en franchise de droits est interdite. Les droits d'importation sur la fonte sont de 5-6 kopecks par poud.



1900	3139	177217	1,8%	6826	134151	5,1	Augmentation des droits d'importation des métaux et de la fonte <sup>148</sup>
1905	756	165468	0,5%	2671	123399	2,2	
1910	266	185354	0,1%	1771	177141	1,1	Augmentation des droits d'importation de la fonte <sup>149</sup>
1913	1911	283000	0,7%	3264	294300	1,1	

Dans les années 1870, les importations de fer et d'acier ont dépassé leur production en Russie de 1,2 fois (le taux des importations par rapport à la production était de 120%, voir *Figure 3*). L'année 1877 visant à encourager le développement de la métallurgie nationale est marquée par une inversion de cette tendance. Par conséquent en 1880 les importations ont été fortement réduites – jusqu'à 20% de la production de métaux ferreux dans le pays.

Cette politique a été suivie par le ministre des Finances Vychnegradski qui en 1891 institua un tarif douanier rigoureusement protectionniste. Pour la plupart des produits, les droits d'importation étaient fixés à environ 25-30%, et pour certains groupes de produits allaient jusqu'à 70% ou plus<sup>150</sup>.

Or, ce protectionnisme accru dans le commerce extérieur russe a paradoxalement provoqué un afflux de capitaux étrangers.

En effet, les plus gros consommateurs des métaux ferreux sur le marché russe ont été obligés de se tourner vers le marché intérieur, où les producteurs nationaux étaient incapables de répondre à la demande. L'interdiction d'importer du métal en franchise de droits dans les années 1880, puis, en 1891, une forte augmentation des droits sur les métaux, qui a doublé le prix du « métal étranger », ont rendu non rentable l'exportation de métaux vers la Russie. Mais en revanche, il était possible d'importer des capitaux en Russie afin de construire une usine sur place et d'en vendre les produits, bien sûr, sans droits. Des droits d'importation élevés ont entraîné une réorientation des préférences des investisseurs étrangers. En choisissant le moindre mal, en France, en Belgique un certain nombre de sociétés par actions ont été créées, dont le début de l'activité de production était associé à l'érection de barrières tarifaires et dont les tâches comprenaient le rééquipement et la construction d'usines en Russie, c'est-à-dire « sur place ».

<sup>148</sup> 1891 : les droits d'importation de la fonte sont de 30-35 kopecks par poud. L'augmentation des droits d'importation sur des métaux jusqu'aux 90– 150 kopecks par poud.

<sup>149</sup> 1908 : les droits d'importation de la fonte sont de 45 kopecks par poud.

<sup>150</sup> M. W. de KOVALEVSKY (dir.), *La Russie à la fin du XIXe siècle. Commission impériale de Russie à l'Exposition universelle de Paris*, Paris. Dupont, Guillaumin, 1900, pp. 549-553.

Dans ce processus de transfert des activités en Russie, les banques occidentales sont devenues des « compagnons de route » des affaires industrielles russes. Ayant des ressources financières et humaines, souhaitant prendre place à prendre en Russie, elles jouèrent donc leur rôle de précurseurs d'afflux de technologies.

En parallèle, les années 1870, avec la crise bancaire de 1873 marquent le début d'une période de ralentissement de longue durée de la croissance économique (la Grande Dépression) et de stagnation économique en Europe (et en France, en particulier) qui voient les Banques françaises se lancer dans des activités internationales à la recherche de nouveaux types d'expansion bancaire.

Cette osmose avec le monde des affaires russes est confirmée par des initiatives de différentes banques au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, quand le Crédit Lyonnais, notamment, se révèle pionnier par rapport aux autres banques françaises par la place qu'il donne aux ingénieurs. Nicolas Gueugneau dans son mémoire de Master II, intitulé *Les ingénieurs des études financières du Crédit Lyonnais : 1871-1914*<sup>151</sup>, analyse en détail ce phénomène inhabituel pour une structure bancaire. Il montre que, face aux nouveaux enjeux, le Crédit Lyonnais, occupant à l'époque un des premiers rangs des banques mondiales, s'est doté dès 1871 d'une Direction des études économiques et financières (DEEF) dans laquelle un corps d'ingénieurs avec une formation et des compétences très « techniques » était intégré.

La DEEF est composée d'ingénieurs, de diplômés d'HEC ou de Sciences Politiques, rédigeant des études sur les finances des États ou des collectivités locales, sur les banques, les secteurs industriels et les sociétés. La moralité est un élément déterminant dans le choix des candidats. La notion de prudence est présente : on recommande d'éviter de prendre des hommes trop mêlés aux affaires de Bourse et dont les avis se ressentiraient de leur position de spéculateurs. Bien que très jeunes les ingénieurs se caractérisent par la fermeté de leur caractère. Le bureau pouvait compter sur leur dévouement.

Pour assurer sa pérennité le système de recrutement s'appuie sur des recommandations dont la pratique existe depuis l'origine du service. Conformément aux souhaits du fondateur du Crédit Lyonnais, Henri Germain, il est demandé « d'avoir dans chaque dossier une feuille sur laquelle sera inscrit le nom des personnes qui peuvent fournir des renseignements spéciaux, afin qu'on puisse savoir rapidement à qui il convient de s'adresser ».<sup>152</sup> Ainsi, rien n'est possible si le candidat ne dispose pas de recommandations et donc d'un solide réseau de connaissances

---

<sup>151</sup> Nicolas GUEUGNEAU, *Les ingénieurs des études financières du crédit Lyonnais : 1871-1914*. Mémoire de Master 2, soutenu à la Sorbonne Université Lettres, le 5 septembre 2019.

<sup>152</sup> Nicolas GUEUGNEAU, *ibid.*, p.66.

pour pouvoir prétendre au poste convoité. Les ingénieurs devaient disposer de recommandations, d'une méthode rigoureuse - des qualités nécessaires pour effectuer leurs missions et être envoyés partout dans le monde, tant sur les territoires français qu'à l'étranger, dans les régions lointaines où se trouvaient les ressources naturelles et de potentielles affaires pour le Crédit Lyonnais.

Des ingénieurs du Crédit Lyonnais, des gens jeunes, talentueux, bien éduqués, en bonne santé - en un mot, les meilleurs, - furent précisément envoyés en mission d'affaires en Russie pour collecter les informations sur les industries<sup>153</sup>. Parmi eux : Léon Bartholin<sup>154</sup>, Geibel<sup>155</sup>, Alexandre de Ridet<sup>156</sup>, Voullermier<sup>157</sup>, le baron Emile du Marais<sup>158</sup>. Ce dernier, né en 1869 est entré à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines en 1890. Il en est sorti en 1894, le deuxième de sa promotion et entre au Crédit Lyonnais à Paris, comme ingénieur attaché aux Etudes financières de cet établissement, auquel il devait désormais consacrer toute son activité. Son séjour en Russie (juin-octobre 1895) lui a permis de pénétrer les mentalités locales et de connaître la manière de raisonner des industriels sur place.

Les « missionnaires » du Crédit Lyonnais n'étaient pas les pionniers parmi les précurseurs et porteurs de technologies occidentales vers la Russie. Il existait en effet des dynasties d'entrepreneurs d'origine française dont les ancêtres s'étaient installés en Russie. Ainsi, dans les Archives russes est conservé un document intitulé *Le droit de douane et ses résultats pour la Russie*<sup>159</sup> (daté de 1909) dont l'auteur, le français naturalisé russe Jules Goujon, propriétaire de manufactures en Russie, propose ses réflexions sur les mesures douanières formulées en termes positifs.

La construction des chemins de fer progresse, en effet, à un rythme sans précédent. À la fin des années 1890 environ 5 000 kilomètres de voies ferrées étaient mis en service chaque année. Des tarifs ferroviaires unifiés ont été introduits (développés par S. Witte), qui ont remplacé l'anarchie tarifaire préexistante. On a abandonné la pratique des concessions privées pour l'exploitation des chemins de fer, qui s'était répandue au cours du règne précédent.

---

<sup>153</sup> Nicolas GUEUGNEAU dans son Master a effectué une étude prosopographique sur les ingénieurs du Crédit Lyonnais en mission en Russie dans ces années-là.

<sup>154</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, cotes : DEEF 11826-2 ; DEEF 13495 ; DEEF 13541 ; DEEF 13543; DEEF 19683.

<sup>155</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, cotes : DEEF 13541 ; DEEF 13603.

<sup>156</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, cote : DEEF 13495.

<sup>157</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, cotes : DEEF 11827 ; DEEF 13493 ; DEEF 13495 ; DEEF 13542; DEEF 19683.

<sup>158</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, cotes : DEEF 13484 ; DEEF 13541.

<sup>159</sup> GA RF f.1838, inv.1, d.2322. « Note de Goujon J. ' Le droit de douane et ses résultats pour la Russie (annexe: tableau des prix du fer et des produits qui en sont issus)' ». Janvier 1909.

La construction des nouvelles voies ferrées est désormais principalement réalisée par l'État, afin d'éviter les abus<sup>160</sup>. Une nationalisation partielle de l'industrie ferroviaire a été réalisée, à la suite de laquelle le nombre de sociétés privées est passé de 44 à seulement 6 à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et la part de l'État dans les chemins de fer est passée à 23,5% en 1889 et à 60,5% en 1900<sup>161</sup>. À la suite de ces mesures, les chemins de fer ont cessé de perdre de la trésorerie et ont commencé à générer des bénéfices.<sup>162</sup>

En même temps, les barrières douanières qui ont provoqué une réduction des importations de métaux et une hausse des prix n'ont pas entraîné une augmentation immédiate de la production en sidérurgie. L'Oural, qui fournissait toujours l'essentiel du métal, était inerte.

### *La sidérurgie russe à la veille de la guerre*

La fin du XIX – le début du XX siècle furent marqués, plus que jamais, par le contexte politico-militaire qui joua un rôle crucial. Au début des années 1890 l'équilibre européen pouvait être menacé sérieusement par les conditions dans lesquelles la Triple Alliance<sup>163</sup> venait d'être renouvelée. En présence d'une telle situation, la communauté d'intérêts et des sympathies traditionnelles furent la cause déterminante du rapprochement de la France et de la Russie, conduisant les deux pays sur le chemin d'une alliance dès le règne d'Alexandre III.

L'initiative de la négociation sur l'entente venait en effet de Giers, ministre des Affaires étrangères de la Russie<sup>164</sup>. Pour la France aussi « l'entente avec la Russie couronnait les efforts de toute une génération. Vingt ans s'étaient à peine écoulés depuis le moment où, complètement isolée en Europe, la France avait subi l'épreuve du traité de Francfort »<sup>165</sup>. Dix années plus tard, le pays se sentait en mesure de reprendre son action internationale.

---

<sup>160</sup> N. A. ROŽKOV, *L'histoire russe dans l'éclairage historique comparé (Les fondamentaux de la dynamique sociale)* (Russkaâ istoriâ v sravnitel'no-istoričeskom osvešeniî (osnovy social'noj dinamiki)), Leningrad - Moscou, 1926—1928, t. 11, pp. 256, 305.

<sup>161</sup> M. MILLER, *The Economic Development of Russia, 1905—1914. With special reference to Trade, Industry and Finance*, Leningrad, 1967, p. 184.

<sup>162</sup> P. A. ZAJONČKOVSKIJ, *L'autocratie russe à la fin du XIXe siècle (la réaction politique des années 80 - début des années 90)* (Rossijskoe samoderžavie v konce XIX stoletîâ (političeskaâ reakciâ 80-h — načala 90-h godov)), Moscou, 1970, p. 145.

<sup>163</sup> La Triplice également appelée Triple-Alliance, est le nom donné à une alliance conclue entre l'Empire allemand, la Double monarchie austro-hongroise et le royaume d'Italie de 1882 à 1914. Ces alliés s'opposent à ceux de la Triple-Entente (France, le Royaume-Uni et la Russie).

<sup>164</sup> Boris NOLDE, *L'alliance franco-russe : les origines du système diplomatique d'avant-guerre*, Paris (25, rue de Tournon), Droz, 1936, p.623.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 637.

Le traité de Francfort est un traité mettant fin à la guerre franco-allemande de 1870-1871, signé entre la France et l'Empire allemand à Francfort-sur-le-Main le 10 mai 1871 à l'initiative du chancelier allemand Otto von Bismarck, à la suite de l'armistice franco-allemand demandé par le gouvernement de la Défense

Les négociations sur l'Entente ont été excellemment orchestrées et ont démontré la bonne volonté des deux côtés. En signant l'acte de l'Entente franco-russe du 27 août 1891, le ministre des Affaires étrangères français Alexandre Ribot restituait à la France son rang de grande Puissance européenne. Il a fallu presque deux ans de plus pour qu'au début de 1894 ait lieu l'homologation de la convention militaire dans le cadre de l'Entente franco-russe. L'attaque d'une seule des Puissances de la Triplice contre la France ou la Russie « devrait constituer un *casus foederis* pour l'autre allié »<sup>166</sup>. Cet accord servit de contre-poids puissant à la Triple Alliance et garantit la Russie contre le danger de rester isolée en cas de guerre.

En parallèle, l'approche de la guerre se faisait de plus en plus sentir même dans les mesures prises par les autorités russes.

Les mesures de sécurité accrues comprenaient aussi le contrôle de la dépendance technologique à l'égard de « voisins occidentaux ». Sous le règne de Nicolas II, la procédure de supervision des importations et de passation des commandes des importations auprès de sociétés étrangères fut initiée par des dispositions spéciales de l'État. Dans le domaine de la production métallurgique, l'analyse de cette procédure est facilitée par le fait que, contrairement aux pays occidentaux, en Russie, la présence étatique dans la métallurgie était très prononcée alors qu'aux États-Unis, par exemple, il n'existait pas d'entreprises métallurgiques appartenant à l'État. Dans ce contexte, une analyse des documents produits par les autorités offre une image très complète de la situation sur la dépendance technologique russe à l'égard des pays occidentaux, y compris en premier lieu dans le domaine de la métallurgie.

L'illustrent essentiellement deux documents : la *Lettre du Président du Conseil des Ministres S. Witte au Ministre de la Cour Impériale V.B. Fredericks concernant la réduction des commandes étrangères*<sup>167</sup> datée du 2 février 1906 et *l'Ordonnance sur une liste des commandes de l'étranger pour la partie métallurgique*<sup>168</sup> du ministre de la guerre de

---

nationale le 28 janvier 1871. Le traité prend acte de la défaite française et prévoit la cession de l'Alsace-Moselle, qui devient un territoire du Reich allemand, ainsi que le versement d'une indemnité de guerre de cinq milliards de francs-or garantie par l'occupation d'une partie du territoire. Il va peser de façon durable sur les relations entre la France et l'Allemagne.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p.658.

<sup>167</sup> RGIA, f. 1276, inv. 2, d. 204, l. 1–2. *La lettre du Président du Conseil des Ministres S. Witte au Ministre de la Cour Impériale V.B. Fredericks sur la réduction des commandes étrangères* du 2 février 1906. Dans I. I. KLEBANOV (dir.), *Histoire de la création et du développement du complexe industriel de la défense en Russie et en URSS. 1900-1963 : Documents et matériels* (Istoriâ sozdaniâ i razvitiâ oboronno-promyšlennogo kompleksa Rossii i SSSR. 1900-1963 : dokumenty i materialy), Moscou, Novyj hronograf, 2004 ; t. 1 : *L'industrie militaire russe au début du vingtième siècle (1900-1917)* (Voennaâ promyšlennost' Rossii v načale XX veka (1900-1917)), 2004, pp. 268–269, <http://istmat.info/node/25472> Consulté le 12 décembre 2021.

<sup>168</sup> Archives historiques militaires d'État russes (RGVIA), f. 504, inv. 8, d. 2340, l. 1 recto-verso, copie certifiée. *Ordonnance sur une liste des commandes de l'étranger pour la partie métallurgique du Ministre de la guerre de*

l'infanterie, le général A.N. Kouropatkine au chef du cabinet du ministre de la guerre, le lieutenant-général A.F. Rediguer datée du 14 février 1901.

Dans la *Lettre du Président du Conseil des Ministres S. Witte au Ministre de la Cour Impériale V.B. Fredericks sur la réduction des commandes étrangères*, Witte insiste sur la nécessité « d'accorder une attention particulière à la question des commandes publiques aux entreprises étrangères et de trouver les mesures efficaces pour réduire ces commandes » car les sommes versées « s'élevaient encore à des dizaines de millions de roubles ». Les objectifs poursuivis par la réduction des commandes à l'étranger sont évidents d'après ce document: réduire les coûts de la trésorerie, relancer le travail de l'industrie nationale en lui transférant des commandes « compte tenu de la situation difficile dans laquelle se trouve [...] le Trésor public et de la stagnation de l'industrie nationale ».<sup>169</sup>

Les mesures de contrôle des commandes étrangères décrites dans ce document ne laissent aucun doute sur la gravité de la situation. Il était prescrit que lors des passations des commandes pour les fournisseurs étrangers, les contrats devaient inclure les conditions sur leurs réalisations dans les usines russes et à partir de matériaux d'origine russe. Une dérogation n'était autorisée que pour les matériaux indisponibles en Russie.<sup>170</sup>

La liste de distribution ciblée de ce document est également assez éloquente. Les destinataires sont les personnes clés du gouvernement<sup>171</sup>. Cela semble indiquer la nature systémique du problème de l'attraction de la technologie de l'étranger.

---

*l'infanterie, le général A.N. Kouropatkine au chef du cabinet du Ministre de la guerre, le lieutenant-général A.F. Rediguer* datée du 14 février 1901. Dans I. I. KLEBANOV (dir.), *Histoire de la création et du développement du complexe industriel de la défense en Russie et en URSS. 1900-1963 : Documents et matériels* (Istoriâ sozdaniâ i razvitiâ oboronno-promyšlennogo kompleksa Rossii i SSSR. 1900-1963 : dokumenty i materialy), Moscou, Novyj hronograf, 2004 ; t. 1 : *L'industrie militaire russe au début du vingtième siècle (1900-1917)* (Voennaâ promyšlennost' Rossii v načale XX veka (1900-1917)), 2004, pp. 63-64, <http://istmat.info/node/24959> Consulté le 12 décembre 2021.

<sup>169</sup> RGIA, f. 1276, inv. 2, d. 204, l. 1-2. *Lettre du Président du Conseil des Ministres S. Witte au Ministre de la Cour Impériale V.B. Fredericks sur la réduction des commandes étrangères* du 2 février 1906. Dans I. I. KLEBANOV (dir.), *Histoire de la création et du développement du complexe industriel de la défense en Russie et en URSS. 1900-1963 : Documents et matériels* (Istoriâ sozdaniâ i razvitiâ oboronno-promyšlennogo kompleksa Rossii i SSSR. 1900-1963 : dokumenty i materialy), Moscou, Novyj hronograf, 2004 ; t. 1 : *L'industrie militaire russe au début du vingtième siècle (1900-1917)* (Voennaâ promyšlennost' Rossii v načale XX veka (1900-1917)), 2004, pp. 268-269, <http://istmat.org/node/25472> Consulté le 12 décembre 2021.

<sup>170</sup> *Idem*.

<sup>171</sup> Ministre de l'Intérieur P.N. Durnovo, ministre de la Guerre A.F. Rediguer, ministre de la Mer A.A. Birilev, ministre du Commerce et de l'Industrie V.I. Timiryazev, ministre des Finances I.P. Shipov, ministre des Chemins de fer K. S. Nemeshaev, le directeur général du Département de l'agriculture et de l'aménagement du territoire H. N. Kutler.

Un autre document, l'*Ordonnance sur une liste des commandes de l'étranger pour la partie métallurgique du ministre de la guerre de l'infanterie, le général A.N. Kouropatkine au chef du cabinet du Ministre de la guerre, le lieutenant-général A.F. Rediguer*, donne une idée précise de la place des technologies étrangères plus précisément dans le domaine de la sidérurgie.

Se référant dans ce document à S. Witte, Kouropatkine souligne que « les informations sur les commandes étrangères sont complètement incorrectes, qu'en réalité nous commandons bien plus de fer et de fonte *sous une forme cachée*. En outre, Witte a déclaré qu'il s'était engagé, après être entré dans n'importe quel entrepôt, à prouver que le fer et la fonte qui y étaient stockés en tant que *russes* sont en réalité d'origine étrangère »<sup>172</sup>.

Dans son raisonnement S. Witte s'appuie, selon toute vraisemblance, sur les résultats de la Commission Skalkovsky qui « est arrivée à l'étrange conclusion que nous [en Russie] n'avons que 30% de production russe dans les commandes pour la partie métallurgique, le reste est de la production étrangère »<sup>173</sup>.

Ni Witte, ni Kouropatkine ne semblent avoir de doutes sur les conclusions de la commission Skalkovsky. Ce dernier a la réputation de faire l'apologie de la position protectionniste de l'État. En 1866, il publie une brochure intitulée *Notre industrie doit-elle être encouragée ?*<sup>174</sup> C'était une vive protestation contre les idées dominantes des partisans du libre-échange. En 1867, Skalkovsky a été élu secrétaire de la nouvelle *Société pour la promotion de l'industrie et du commerce russes* et il occupera ce poste pendant 10 ans. Il fait partie de la commission chargée d'élaborer un tarif douanier de 1891. De 1891 à 1896, Skalkovsky est le directeur du Département des mines.<sup>175</sup>

---

<sup>172</sup> Archives historiques militaires d'État russes (RGVIA), f. 504, inv. 8, d. 2340, l. 1 recto-verso, copie certifiée. *Ordonnance sur une liste des commandes de l'étranger pour la partie métallurgique du Ministre de la guerre de l'infanterie, le général A.N. Kouropatkine au chef du cabinet du Ministre de la guerre, le lieutenant-général A.F. Rediguer* datée du 14 février 1901. Dans I. I. KLEBANOV (dir.), *Histoire de la création et du développement du complexe industriel de la défense en Russie et en URSS. 1900-1963 : Documents et matériels* (Istoriâ sozdaniâ i razvitiâ oboronno-promyšlennogo kompleksa Rossii i SSSR. 1900-1963 : dokumenty i materialy), Moscou, Novyj hronograf, 2004 ; t. 1 : *L'industrie militaire russe au début du vingtième siècle (1900-1917)* (Voennaâ promyšlennost' Rossii v načale XX veka (1900-1917)), 2004, pp. 63-64, <http://istmat.org/node/24959> Consulté le 12/12/2021.

<sup>173</sup> *Idem*.

<sup>174</sup> K. A. SKAL'KOVSKIJ, « Vaut-il la peine d'encourager l'industrie russe ? » Le recueil de A. Skal'kovskij et D. M. Kraevskij, Saint-Petersbourg, S.F. Solov'ev, 1866. 91 p.

<sup>175</sup> Konstantin Apollonovič SKAL'KOVSKIJ. <https://bse.slovaronline.com/41296-SKALKOVSKIY> Consulté le 12/12/2021.

Quoi qu'il en soit, le plafond supérieur des « emprunts étrangers » dans la métallurgie russe s'établit à 70 %. Chiffre impressionnant s'il en est ! De surcroît, les documents<sup>176</sup> montrent que ce sujet ne perdait pas de sa pertinence et qu'il fut même par la suite, aggravé par la guerre avec le Japon (février 1904 - août 1905) et la révolution de 1905-1907, ainsi que par les signes de la guerre mondiale en vue.

Pour être plus convaincant quant à la part de la présence technologique étrangère dans l'économie russe, en général, et en sidérurgie, en particulier, il faudrait vérifier la véracité de la conclusion « étrange » de la Commission Skalkovsky. Ce que nous avons fait en créant un tableau d'équipements d'origine étrangère et d'origine russe sur la base de deux recensements industriels ayant eu lieu en Russie tsariste (*Figure 4*).

*Figure 4. Usinage des métaux. Équipements d'origine étrangère et d'origine russe*<sup>177</sup>

	Coûts des équipements d'origine russe, Milliers de roubles	Coûts des équipements d'origine étrangère, Milliers de roubles	Equipements d'origine étrangère, %
<b>Fonte</b>			
Moyenne	1259,5	687,2	<b>35,3%</b>
Est (Viatka, Perm, Samara)	22,7	2,1	8,5%
Prov. Baltiques (St.-Petersbourg, Livonie)	490,0	403,7	45,2%
Centre industriel (Moscou, Nijni-Novgorod, Vladimir, Kostroma)	134,7	130,3	49,2%
Sud (Iékaterinoslav, Ter. du Don, Territ. de Kouban, Kherson)	247	56,1	18,5%
<b>Fer sidérurgique</b>			
Moyenne	5238,5	11760,6	<b>69,2%</b>
Est	374,2	10,4	2,7%
Prov. Baltiques	1336,3	1534,3	53,4%
Centre industriel	1274,9	1495,3	54,0%
Sud	1474,6	5094,4	77,6%
<b>Laminage de tubes</b>			
Moyenne	2742,4	2347,5	<b>46,1%</b>
Prov. Baltiques	140,2	22,0	13,6%
Sud	1927,7	1411,6	42,3%
<b>Etirage des fils et traitement mécanique du fer</b>			

<sup>176</sup> RGIA, f. 1276, inv. 6, d. 469, l. 1-3 verso, original. *Lettre du ministre de la Marine, le vice-amiral S.A. Voyevodsky au président du Conseil des ministres P.A. Stolypine sur le changement du système de distribution des commandes d'artillerie* du 20 août 1910. Dans I. I. KLEBANOV (dir.), *Histoire de la création et du développement du complexe industriel de la défense en Russie et en URSS. 1900-1963 : Documents et matériels* (Istoriâ sozdaniâ i razvitiâ oboronno-promyšlennogo kompleksa Rossii i SSSR. 1900-1963 : dokumenty i materialy), Moscou, Novyj hronograf, 2004 ; t. 1 : *L'industrie militaire russe au début du vingtième siècle (1900-1917)* (Voennaâ promyšlennost' Rossii v načale XX veka (1900-1917)), 2004, pp. 372-374, <http://istmat.info/node/25779> Mise à jour le 12 décembre 2021.

<sup>177</sup> V.E. VARZAR (dir.), *Les résultats statistiques du recensement des industries de transformation sans droits d'accise : 1900* (Statističeskie svedeniâ o fabrikah i zavodah po proizvodstvam neobložennym akcizom za 1900 god), Saint-Petersbourg, Tip. V.F. Kirshbauma, 1903, 629 p.

En ligne : <http://elib.shpl.ru/ru/nodes/34386#mode/inspect/page/249/zoom/8> Consulté le 12/12/2021.

V.E. VARZAR (dir.), *Les résultats statistiques du recensement des industries de transformation de l'Empire Russe: 1908* (Statističeskie svedeniâ po obrabatyvajushhej fabrichno-zavodskoj promyšlennosti Rossijskoj imperii za 1908 god), Saint-Petersbourg, Tip. V.F. Kirshbauma, 1912, 494 p.

[https://rusneb.ru/catalog/000199\\_000009\\_003799316/viewer/?page=14](https://rusneb.ru/catalog/000199_000009_003799316/viewer/?page=14)

[https://viewer.rusneb.ru/ru/000199\\_000009\\_003799316?page=14&rotate=0&theme=white](https://viewer.rusneb.ru/ru/000199_000009_003799316?page=14&rotate=0&theme=white)



Moyenne	4919,2	4422,4	<b>47,3%</b>
Est (Perm)	16,5	2,8	14,5%
Prov. Baltiques	2463,3	1979,6	44,6%
Centre industriel (Moscou, Nigni-Novgorod)	113,6	175,7	60,7%
Nord-Ouest (Vilno, Mohilef, Kovno)	623,8	314,3	33,5%
Sud	533,0	799,7	60,0%
<b>Entreprises de construction mécanique liées à la transformation des métaux</b>			
Moyenne	13651,3	18254,3	<b>57,2%</b>
Est (Perm, Vâtka, Kazan, Samara, Oufa)	269,6	138,2	33,9%
Centre industriel (Moscou, Nijni-Novgorod, Iaroslav, Vladimir, Kostroma)	3631,3	2554,3	41,3%
Nourd-Ouest (Vilna, Mohilef, Kovno)	108,5	156,0	59,0%
Sud	707,5	2387,8	77,1%
<b>Entreprises de construction de wagons et de locomotives à vapeur</b>			
Moyenne	12337,5	18527,6	<b>60,0%</b>
Prov. Baltiques	9399,6	11760,4	55,6%
Centre industriel	1916,8	3563,5	65,0%
Centre agricole (Orel, Kharkov)	637,2	2349,1	78,7%
Sud (Lékaterinoslav)	11,8	459,3	97,5%

Le tableau (*Figure 4*) montre que dans la production de fer, la part des équipements étrangers est d'environ 70%, et que dans la production de fonte, elle est de 30%. Il est évident que les usines de fer sont concentrées au maximum dans le sud. Quant aux industries dans lesquelles les produits en fer et en acier sont demandés, telles que : laminage de tubes, étirage des fils et traitement mécanique du fer, la transformation des métaux, la construction de wagons et de locomotives à vapeur, - ces secteurs recourent aux équipements étrangers à hauteur de 50-60% en moyenne. Dans la construction de wagons et de locomotives à vapeur, le procédé le plus innovant, la participation étrangère dans le sud de la Russie est de 98%.

Les règnes d'Alexandre III et de Nicolas II ont donc été marqués par le développement économique progressif de la Russie, en dépit des problèmes apparus au début du XX siècle. A la veille de la révolution de 1917, le revenu national du pays s'élevait à 16,4 milliards de roubles (7,4% du total mondial). Selon cet indicateur, l'Empire russe se classait quatrième après les États-Unis, l'Allemagne et l'Empire britannique. En termes de taux de croissance du revenu national, la Russie dépassait de nombreux pays (les dernières estimations du taux de croissance du revenu national russe sont plus modestes, le chercheur américain P. Gregory estime la croissance moyenne pour la période 1885-1913 à 3,25% par an (avec une augmentation à 4,7% par an pendant la période de plus forte croissance (1889-1904)<sup>178</sup>).

En même temps la croissance des contradictions socio-politiques à l'intérieur du pays, ainsi que les facteurs politico-militaires empêchaient de se concentrer sur les problèmes systémiques dont celui de la dépendance à l'égard des technologies occidentales incarnée en

<sup>178</sup> P. GREGORI, *La croissance économique de l'Empire russe (fin XIX - début XX siècles). Nouveaux calculs et estimations* (Èkonomičeskij rost Rossijskoj imperii (konec XIX — načalo XX vv.). Novye podsčety i ocenki), Moscou, ROSSPÈN, 2003, 254 p.

particulier par l'énorme enclave technologique d'entreprises occidentales présentes dans l'industrie sidérurgique au sud de la Russie.

### **C. Le sud de la Russie vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : une enclave technologique de l'Occident et un « point de croissance » de la métallurgie pré-soviétique**

Dans le domaine de la métallurgie la fin du XIX - début du XX siècle voit en effet l'émergence rapide d'entreprises étrangères sur le sol russe, leur arrivée étant accompagnée, de toute évidence, d'exportations de leurs technologies. Comment ces exportations se sont-elles déroulées ? Quelles formes ont-elles prises dans la métallurgie russe au début du XX siècle ? Quels facteurs ont-ils déterminé l'omniprésence de la technologie étrangère ?

#### *Les nationalités des capitaux dans la sidérurgie du sud de la Russie*

Vers la fin du XX siècle en Russie il y avait deux principaux centres métallurgiques localisés géographiquement au Sud et dans l'Oural (dans le contexte de la sidérurgie de fin du XIX siècle il est également d'usage de parler de la région de Moscou et de la Pologne, mais leurs parts dans la production n'étaient pas primordiales). Au Sud, il s'agissait de capitaux étrangers principalement investis dans les usines vers la fin du XIX siècle tandis que dans l'Oural les capitaux nationaux dominaient la métallurgie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Par conséquent, la plupart des usines du Sud étaient équipées de technologies plus modernes.

La prédominance du capital étranger dans la métallurgie du sud de la Russie était déterminée par plusieurs facteurs dont les plus significatifs étaient : le déploiement de la construction ferroviaire dans le contexte de l'interdiction d'importer des rails en franchise de droits et la découverte du minerai de Krivoï-Rog.<sup>179</sup>

La croissance explosive de la construction ferroviaire y a joué son rôle. Si en 1861 en Russie ont été posées 1 500 verstes de chemins de fer, alors au cours des années 1860, la

---

<sup>179</sup> M. V. KONOTOPOV, S. I. SMETANIN, *Le développement économique de la Russie aux XVI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Razvitie èkonomiki Rossii v XVI et XX vekah), t. 4 : Histoire de l'industrie sidérurgique (Istoriâ černoï metallurgii), Saint-Petersbourg, Aletejâ, 2018, p. 73.

longueur de la voie ferrée a augmenté de 8600 verstes, au cours des années 1870 - de 11 100, pour les années 1880 - de 7 400, pour les années 1890 – de 24 700 verstes.<sup>180</sup>

Dans d'autres pays (aux États-Unis, en Allemagne) la construction de chemins de fer est devenue une puissante incitation au développement de la métallurgie domestique. En Russie jusqu'en 1880 dans une situation de demande non satisfaite pour les produits sidérurgiques (rails, équipements ferroviaires, etc.) sur le marché intérieur, cette construction n'a contribué qu'à l'augmentation des importations ! Le fait est que la construction des chemins de fer a été effectuée exclusivement avec du métal importé, comme nous l'avons déjà mentionné, au moins jusqu'en 1877.

Bien que les données sur la production de fonte, de fer et d'acier dans le sud de la Russie puissent différer quelque peu, il est indéniable que le Midi a fermement pris la tête de la production totale à la fin du XIXe siècle. Selon les rapports des ingénieurs du Crédit Lyonnais du début, « les usines du Midi fabriquent presque la moitié des produits finis en fer et acier de l'Empire russe »<sup>181</sup>.

*Figure 5.* La production de la fonte du Midi par rapports aux autres districts (en mille tonnes, sauf 1881, 1885 où les chiffres montrent le pourcentage de la production par rapport au total de la Russie)<sup>182</sup>

Années	Midi	Oural	Pologne	Région de Moscou et divers	Total	Rapport de la production du Midi à la production totale, %
<b>Fonte</b>						
1881	5,5%	68%	9%			
1885	39%	39%	12%			
1900	1543	837	304	275	2959	52
1901	1563	817	329	171	2880	55
1902	1404	733	287	184	2608	54
1903	1390	660	311	185	2486	56
1904	1833	658	360	249	3000	61
<b>Produits finis en fer et acier</b>						
1900	919				2230	41
Premier semestre de 1904	651	284	192	237	1364	47

En 1895, le Sud a dépassé l'Oural dans la production de fonte, en 1896 il le dépassait dans la production de métal laminé. En 1900 le Sud produisait 52% de la fonte russe et 45% du

<sup>180</sup> G. D. BAKULEV, *L'industrie sidérurgique dans le sud de la Russie* (Černaâ metallurgiâ ŭga Rossii), Moscou, 1953, p.73 ; Lev KAFENHAUS, *Les syndicats dans l'industrie sidérurgique russe* (Sindikaty v russkoj železnoj promyšlennosti), Moscou, 1910, p. 65.

<sup>181</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, Cote : DEEF 25271, La métallurgie dans le Midi de la Russie, études générales de 1905.

<sup>182</sup> *Idem.*

métal laminé, et en 1913, 67% et 57%, respectivement. Et si l'on exclut les usines de Pologne de la composition de la métallurgie russe, il s'avère qu'en 1913, le Sud fournissait 73,7% de la fonte russe et 62,8% du métal laminé.<sup>183</sup>

Comment expliquer l'omniprésence des étrangers dans la sidérurgie du sud de la Russie à la fin du XIXe siècle ?

L'intérêt des capitaux étrangers pour le Midi n'est pas apparu du jour au lendemain. L'élan du développement de l'industrie sidérurgique dans le Sud est venu de la découverte de gisements de charbon, puis de gisements de minerai de fer. Il n'est pas possible de dire exactement à quelle époque remonte la découverte de houille dans le bassin de Donetz. Certaines données portent à croire qu'à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle le charbon était déjà exploité sur les affleurements ; mais l'extraction ne pouvait être que très faible, en particulier en raison de l'absence de moyens de transport.

Les premiers oukases « charbonniers » remontent à Catherine II dont l'intérêt pour l'étude des ressources naturelles de son empire est bien connu. A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle l'impératrice signait les oukases : *Sur la recherche de charbon et de minerais sur le Don et dans la province de Voronej*<sup>184</sup> (1772) et *Sur la recherche de minerai de soufre et de charbon dans les environs du Dniepr*<sup>185</sup> (1773). Quoiqu'il en soit, au moment de l'apparition des premiers oukases « charbonniers », l'économie féodale de l'Empire russe n'avait pratiquement pas besoin de charbon fossile. Dans les régions de métallurgie de l'époque (principalement dans l'Oural), les usines étaient approvisionnées en charbon de bois, et la steppe du sud de la Russie, qui manquait de forêts, était encore délaissée par les industriels.

Le début de la description géologique systématique des gisements de charbon fossile et de minerai de fer dans les régions de la crête de Donetsk est associé au nom de Peter Simon

---

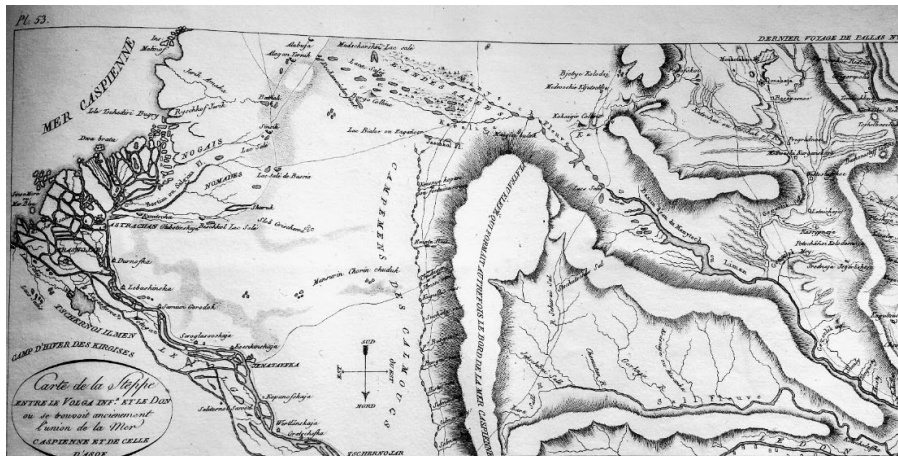
<sup>183</sup> M. V. KONOTOPOV, S. I. SMETANIN, *Le développement économique de la Russie aux XVI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Razvitie èkonomiki Rossii v XVI et XX vekah), t. 4 : Histoire de l'industrie sidérurgique (Istoriâ černoj metallurgii), Saint-Pétersbourg, Aletejâ, 2018, p. 125.

<sup>184</sup> Oukase *Sur la recherche de charbon et de minerais sur le Don et dans la province de Voronej* (« O priiskanii na Donu i v Voronežskoj gubernii kamennogo uglâ i rud ») (*Corps des lois de l'Empire russe, 1<sup>ème</sup> collection* (1649 - 1825) [Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii. Sobranie 1 (1649 - 1825)], t. 6 (1720-1722), Article 4129 (le 7 décembre 1772), Saint-Pétersbourg, Tipografiâ II otdeleniâ sobstvennoj ego Imperatorskogo Veličestva Kancelârii, 1830, p. 796.

<sup>185</sup> Oukase *Sur la recherche de minerai de soufre et de charbon dans les environs du Dniepr* (« Ob učinenii poiska sernoj rudy i kamennogo ugolâ v okrestnostâh Dnepra »), *Corps des lois de l'Empire russe, 1<sup>ème</sup> collection* (1649 - 1825) [Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii. Sobranie 1 (1649 - 1825)], t. 7 (1723-1727), Article 4297 (le 11 septembre 1723), Saint-Pétersbourg, Tipografiâ II otdeleniâ sobstvennoj ego Imperatorskogo Veličestva Kancelârii, 1830, p. 110.

Pallas (1741–1811), un zoologiste et botaniste allemand, membre titulaire de la *Royal Society of London for the Improvement of Natural Knowledge*, l'*Académie impériale des sciences de Saint-Petersbourg*, l'*Académie royale des sciences* qui se mit au service de l'Empire russe. Il devient l'ami de l'impératrice Catherine II sans doute du fait de leurs origines germaniques communes (ce qui lui permit, par exemple, de faire paraître sa *Flora Rossica*<sup>186</sup> qui décrit plus de trois cents espèces de plantes). Pallas a entrepris deux expéditions à travers la Russie : celle de 1768-1774 dans les provinces centrales et la Sibérie et l'autre - entre 1793 et 1794 - dans le sud de la Russie (visitant la Volga, Astrakhan, la Caspienne, le nord du Caucase, l'actuelle Crimée et la mer Noire) en publiant les résultats dans plusieurs ouvrages<sup>187</sup>.

Figure 6. L'une des cartes du sud de la Russie faite pendant la dernière expédition de Peter Simon Pallas<sup>188</sup>. À gauche en bas on peut lire : *Carte de la Steppe entre le Volga et le Don où se trouvait anciennement l'union de la Mer caspienne et de celle d'Azov*.



Il existe un point de vue selon lequel la publication en 1827 d'un article du diplômé du Corps des ingénieurs miniers de Saint-Petersbourg E.P. Kovalevskij *L'expérience de la recherche géognostique dans la chaîne de montagnes de Donetsk*<sup>189</sup> a ouvert une première page dans l'exploration géologique du sud de la Russie. Apparemment, E.P. Kovalevskij dans le cadre de sa nomination en 1826 à la tête de la fonderie de Lugansk (construite en 1795),

<sup>186</sup> Peter Simon PALLAS, *Flora Rossica, seu Stirpium Imperii Rossici per Europam et Asiam indigenarum descriptiones et icones*, Saint - Peterburg, E Typographia Imperiali J.J. Weitbrecht, 1784-1788, 114 p.

<sup>187</sup> Peter Simon PALLAS, *Voyages du professeur Pallas dans plusieurs provinces de l'empire de Russie et dans l'Asie septentrionale*, en 8 vol, Paris, Maradan, 1794.

<sup>188</sup> Peter Simon PALLAS, *Voyages entrepris dans les gouvernements méridionaux de l'Empire de Russie dans les années 1793 et 1794, par M. le professeur PALLAS* (Planches), l'imprimerie de J. P. Jacob, Paris, Deterville, 1805, planche 53.

<sup>189</sup> E.P. KOVALEVSKIJ, « L'expérience de la recherche géognostique dans la chaîne de montagnes de Donetsk » (« Opyt geognostičeskikh issledovanij v Doneckom gornom krāže »), *Gornyj žurnal*, kniga 2 (fevral'), Saint-Petersbourg, Tipografija Ėkspedicii zagotovlenija Gosudarstvennyh bumag, 1827, c. 27-56 (166 c.).

En ligne : [http://elib.uraic.ru/bitstream/123456789/6400/1/gorn\\_mag\\_1827\\_2.pdf](http://elib.uraic.ru/bitstream/123456789/6400/1/gorn_mag_1827_2.pdf)

approvisionnée par le charbon et le minerai de fer locaux, avait une curiosité professionnelle pour ledit sujet (d'autant plus que la fonderie de Lugansk était la première tentative d'utiliser le charbon de Donetsk à des fins industrielles). Cependant, il est difficile de convenir que le premier chercheur du potentiel géologique du sud de la Russie était Kovalevskij. Aussi bon que soit l'article de 30 pages de Kovalevskij, il est incomparable avec le rapport de la longue expédition scientifique de Peter Simon Pallas.

Si on prête un peu d'attention à ce que l'on a appelé le sud de la Russie au cours de la période historique considérée, on trouve nécessaire de se référer aux recueils des premiers recensements de l'industrie russe. La classification des fabriques dans les recueils des *Résultats statistiques du recensement des industries de transformation de l'Empire Russe : 1908*<sup>190</sup> est effectuée par régions où le Sud englobe les territoires d'Astrakhan, du Don, Iékaterinoslav, du Terek et Kherson.

Pour compléter ces premiers éléments à l'aide d'une autre mention relative au « sud de la Russie » nous disposons du rapport d'une autre expédition scientifique réalisée quatre décennies après celle de Pallas. Il s'agit de l'expédition de Demidoff et de l'ouvrage publié plus tard à savoir *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, exécuté en 1837 par MM. de Sainson, Le Play, Huot, Léveillé, Raffet, Rousseau, de Nordmann et Du Ponceau*<sup>191</sup>.

« Aucune autre partie de l'Europe ne présente une constitution topographique aussi singulière, une uniformité aussi remarquable que la contrée qui s'étend de l'ouest à l'est, sur une longueur de 1,000 kilomètres environ, entre le Pruth et le Donetz. Vers le nord, cette contrée se rattache, sans transition distincte, aux vastes plateaux de la Russie européenne, et elle n'a de limites bien tranchées que vers le sud. Ces limites sont tracées de la manière la plus naturelle par les rivages septentrionaux de la mer Noire et de la mer d'Azov, puis par les cours inférieurs du Danube et du Don, qui, ainsi qu'on le démontrera plus loin, peuvent être considérés, au point de vue géologique, comme formant en quelque sorte le prolongement de ces rivages...<sup>192</sup> »

---

<sup>190</sup> V.E. VARZAR (dir.), *Les Résultats statistiques du recensement des industries de transformation de l'Empire Russe : 1908* (Statisticheskie svedenija po obrabatyvajushhej fabrično-zavodskoj promyshlennosti Rossijskoj imperii za 1908 god), Saint-Pétersbourg, Tip. V.F. Kirshbauma, 1912, 494 p.

En ligne : [https://rusneb.ru/catalog/000199\\_000009\\_003799316/viewer/?page=14](https://rusneb.ru/catalog/000199_000009_003799316/viewer/?page=14)  
[https://viewer.rusneb.ru/ru/000199\\_000009\\_003799316?page=14&rotate=0&theme=white](https://viewer.rusneb.ru/ru/000199_000009_003799316?page=14&rotate=0&theme=white)

Le portail de la *Bibliothèque numérique nationale* (russe) (« Nacional'naja jelektronnaja biblioteka »). Consulté le 16/12/2021.

<sup>191</sup> Anatole de DÉMIDOFF (dir.), *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, exécuté en 1837 par MM. de Sainson, Le Play, Huot, Léveillé, Raffet, Rousseau, de Nordmann et Du Ponceau*, Paris, E. Bourdin, 1842, t.4.

<sup>192</sup> Anatole de DÉMIDOFF (dir.), *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, op.cit.*, t.4, p. 4-5.

Quelques mots sur l'organisation de cette expédition scientifique telle que présentée par Demidov lui-même. « En 1837, au printemps, une nombreuse compagnie de voyageurs amis de la science, plus amis encore des voyages, s'était donnée rendez-vous dans les plaines méridionales de la Russie ». Les premiers débarqués à Pétersbourg traversèrent le pays, traînant après eux un matériel énorme : « ceux-là avaient pour mission d'explorer, avec la sonde, les gîtes houillers signalés depuis peu dans le pays des Cosaques du Don ». D'autres voyageurs entrés par la Galicie, « les ingénieurs Lalanne et Malinvaud, s'étaient portés rapidement et en droite ligne sur le lieu des recherches ». Les derniers réunis à Vienne « voulaient gagner au plus vite les contrées orientales », ils s'embarquèrent sur l'un des bateaux à vapeur le *François 1<sup>er</sup>*.<sup>193</sup>

Pourquoi Anatole Demidov s'intéressait-il à cette partie de l'empire ? Apparemment, en raison de plusieurs paramètres, parmi lesquelles le commencement du commerce de la mer Noire et l'importance pour ainsi dire désormais acquise par le charbon de terre par suite des applications de la machine à vapeur. De surcroît, au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle un riche vignoble avait été installé sur la côte de Crimée devant de Castropoulo par M. Nicolas Nikitič Démidoff, le père d'Anatole Demidov et lorsque « M. Démidoff fonda l'établissement vinicole de Castropoulo, il y appela des vigneron français... »<sup>194</sup>.

« La culture de la vigne y réussissant rapidement, se trouva bientôt répandue sur toute la côte. Des plants choisis furent apportés de tous les pays renommés par leurs produits, et les vins de la Crimée acquirent, dans le commerce de ces régions méridionales, une certaine importance. On consomme à Odessa, à Nicolaieff, et dans toutes les principales villes du midi de l'empire, une grande quantité de Bordeaux-Laffitte et de champagne mousseux, éclos sur les bords de la mer Noire.<sup>195</sup> »

Autrement dit, cette région n'était pas nouvelle pour « l'entreprise familiale » de Demidov.

---

<sup>193</sup> Anatolij Nicolaevič DEMIDOV (dir.), *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, exécuté en 1837* (édition illustrée de 64 dessins par Raffet), Planche 1 : Frontispice, Paris, Bourdin et Cie, 1840.

<sup>194</sup> *Idem.*

<sup>195</sup> *Idem.*

Le bassin houiller du Midi de la Russie fut étudié par des ingénieurs français, chargés de cette mission par Demidoff, qui pour cette expédition constitue une équipe expérimentée (voir en Annexe).

« L'expédition, pilotée par Demidoff en personne, dure six mois au cours desquels ses membres accumulent les observations scientifiques sur le sol et le sous-sol, la faune et la flore, les populations et leurs mœurs ... Au sein de cette expédition, le trio d'ingénieurs dirigé par Le Play paraît scientifiquement le plus solide. Il comprend outre Le Play (déjà rompu aux voyages d'étude par ses expériences antérieures), Léon Lalanne..., ingénieur des Ponts et Chaussées (plus spécialement chargé des études géodésiques et météorologiques) et Henri Malinvaud (ancien élève l'Ecole des mines de Saint-Etienne, nommé sous-directeur des travaux).<sup>196</sup> »

Le Play était ingénieur des mines, professeur à l'Ecole Royale des mines de Paris et c'est lui « qu'était échu l'honneur de la plus laborieuse entreprise »<sup>197</sup>. Malinvaud, ancien élève de l'école des mines de Saint-Etienne, était sous-directeur des travaux de recherche menées par l'expédition pendant les années 1837, 1838 et 1839. Lalanne, ingénieur des ponts et chaussées, était chargé des études géologiques et météorologiques ; Ayraud, ancien élève de l'école d'Angers, était chef des travaux de sondage. En caractérisant les participants de cette « longue pérégrination », Demidov n'utilise que des superlatifs. Huot, « ardente et studieuse nature, savant modeste ». Au cours de ce voyage, une heureuse fortune « nous adjoignit bientôt une des gloires de la science zoologique européenne, M. Alexandre de Nordmann »<sup>198</sup>.

Le jeune ingénieur qu'engage Demidoff pour son expédition dans la Russie méridionale n'est pas seulement un savant de laboratoire ou de cabinet. Le Play avait été un étudiant brillant, sorti de l'Ecole des mines en 1827 au quatrième rang sur 113 élèves.<sup>199</sup> Au début de sa carrière fulgurante, attaché au Laboratoire de l'Ecole avec le statut de directeur-adjoint des travaux, il fait des recherches physico-chimiques liées à la métallurgie. Parallèlement, il réalise sa première étude économique et commerciale *Observations sur le mouvement commercial des principales substances minérales entre la France et les puissances étrangères pendant les*

---

<sup>196</sup> Antoine SAVOYE, « Frédéric Le Play à la découverte de la société russe. L'expédition en Russie méridionale (1837) », dans Jean Leroy (dir.), *Genèses*, numéro thématique : Femme, famille, individu (N° 31), 1998, p. 123-124. En ligne : [www.persee.fr/doc/genès\\_1155-3219\\_1998\\_num\\_31\\_1\\_1514](http://www.persee.fr/doc/genès_1155-3219_1998_num_31_1_1514)

<sup>197</sup> Anatolij Nicolaevič DEMIDOV (dir.), *Ibid.*, Planche 1: Frontispice.

<sup>198</sup> *Idem.*

<sup>199</sup> Antoine SAVOYE, « Frédéric Le Play à la découverte de la société russe. L'expédition en Russie méridionale (1837) », dans Jean Leroy (dir.), *Genèses*, numéro thématique : Femme, famille, individu (N° 31), 1998, p. 124. [www.persee.fr/doc/genès\\_1155-3219\\_1998\\_num\\_31\\_1\\_1514](http://www.persee.fr/doc/genès_1155-3219_1998_num_31_1_1514)



douze dernières années et particulièrement pendant les années 1829, 1830 et 1831<sup>200</sup>. En janvier 1834 Le Play est nommé secrétaire de la Commission de statistiques de l'industrie minière. Il a déjà fait une série de voyages d'études à l'étranger.

En 1840 les publications des quatre gros volumes de résultats parurent<sup>201</sup>. Le tome IV, intitulé *Exploration des terrains carbonifères du Donetz, exécutée de 1837 à 1839 ou Recherches sur l'état actuel et sur l'avenir de l'industrie minière dans cette contrée* est l'œuvre de F. Le Play et ses collaborateurs<sup>202</sup>.

La trace principale de l'activité scientifique de Le Play durant son séjour en Russie sont ses écrits sur les ressources minérales régionales. Il répond à l'objectif central de l'expédition : évaluer les richesses carbonifères du bassin du Donetz et celles des gîtes ferrifères de Kertch, en Crimée. Méthodiquement construit, le livre de Le Play s'ouvre sur la reconstruction de l'histoire géologique de la chaîne du Donetz, suivie de la description de sa constitution actuelle, à laquelle est jointe une carte qui en synthétise les résultats. Le Play fournit ainsi l'instrument de base d'une future mise en valeur rationnelle des gisements charbonniers.<sup>203</sup>

Les travaux de Le Play ont donné naissance à une série d'efforts ultérieurs faits par les ingénieurs russes si bien qu'on arrive en 1869 à posséder une carte détaillée du bassin. A partir de 1870 avec la construction du chemin de fer Kursk – Kharkov – Azov qui traversait le bassin du Donetz, l'industrie houillère de la Russie méridionale pourvue d'une base solide se développa régulièrement et progressivement.

Vers 1870 deux entreprises sidérurgiques fonctionnaient dans le Midi de la Russie ; elles traitaient les minerais de fer du bassin du Donetz et ses limonites - les roches sédimentaires contenant des quantités mineures de minéraux de fer. Ces deux entreprises étaient gérées par l'anglais Hughes et par le Russe Pastoukhov. En décrivant la société de Pastoukhov, John P.

---

<sup>200</sup> F. LE PLAY, « Observations sur le mouvement commercial des principales substances minérales entre la France et les puissances étrangères pendant les douze dernières années et particulièrement pendant les années 1829, 1830 et 1831 », *Annales des Mines*, 1832, t. II, pp. 501-545.

<sup>201</sup> Anatole DEMIDOFF (dir.), *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, exécuté en 1837*, Paris, E. Bourdin, 1840, t. I, VII, 621 p., t. II, 851 p., t. III, 756 p., t. IV, 1842, X-516p. Dans Anatoli DEMIDOV, *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie. Exécuté en 1837 par Mr. Anatole de Demidoff. Edition illustrée de soixante-quatre dessins par Raffet. Dédié à S. M. Nicolas Ier, Empereur de toutes les Russies*, Bibliothèque Numérique de la Sorbonne, consulté le 6 janvier 2022, <https://nubis.univ-paris1.fr/ark:/15733/1j0p>

<sup>202</sup> Anatole Demidoff (dir.), *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie, exécuté en 1837*, t. IV : *Exploration des terrains carbonifères du Donetz, exécutée de 1837 à 1839 ou Recherches sur l'état actuel et sur l'avenir de l'industrie minière dans cette contrée*, Paris, E. Bourdin, 1842, 516p.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p. 127.

McKay, auteur de l'ouvrage *Pioneers for profit. Foreign Entrepreneurship and Russian Industrialisation, 1885-1913* écrit :

« [...] il n'y avait qu'une seule entreprise métallurgique purement russe dans le Sud - la société Sulin (ou Pastoukhov), qui se distinguait par deux caractéristiques : c'était la plus ancienne et la moins significative dans le sud de la Russie. Mais même dans cette entreprise métallurgique le directeur technique était un Français.<sup>204</sup> »

Pour développer la métallurgie dans le Sud, on avait besoin de la présence simultanée de charbon et des gisements riches de minerai de fer. Or, Le Play qui a beaucoup fait pour la recherche de minéraux en Russie a pensé que bien que le charbon dans cette partie de la Russie fût excellent, il n'y avait pas de gisements de minerai de fer. Et cette opinion ne fut pas remise en question pendant plusieurs décennies.

La présence à Krivoï-Rog de schistes ferrugineux a été signalée pour la première fois d'une façon précise, en 1787, par l'académicien Basile Zouev. Mais l'intérêt pratique de l'existence du minerai de fer à Krivoï-Rog ne fut reconnu que par l'ingénieur Alexandre Pohl.

Alexandre Pohl, diplômé de la faculté de droit de l'université impériale de Dorpat (aujourd'hui Tartu), découvre des gisements de minerai de fer près de Krivoï-Rog en 1866. En 1873, Pohl a invité le célèbre ingénieur minier allemand Streppelmann à étudier le gisement. À la suite de ses recherches, aux frais de Pohl à Leipzig et à Saint-Pétersbourg en 1873 a été publiée une brochure intitulée *Les gisements sud-russes de minéraux de fer magnétiques et de brillance de fer dans les provinces de Yekaterinoslavskaya (Verkhnedniprovskaya uyezd) et Khersonskaya : Études de l'ingénieur des mines L. Streppelman*<sup>205</sup>.

En 1873-1875, Pohl a loué les terres riches en minerai de fer de Krivoï-Rog pour une utilisation industrielle ultérieure. À plusieurs reprises, il a demandé au ministre des biens de l'État (1876, 1877) de l'aider à créer une Société par actions pour exploiter les richesses minérales de Krivoï-Rog. Cependant, Pohl, n'ayant reçu aucune aide du gouvernement, ne put seul, sans aide financière, commencer l'exploitation industrielle du minerai à Krivoï-Rog et, en 1880, il céda les droits de location à la *Société Anonyme des Minerais de Fer De Krivoï-Rog*

---

<sup>204</sup> John MACKAY, *Pioneers for profit. Foreign Entrepreneurship and Russian Industrialization, 1885-1913*, Chicago, University of Chicago Press, 1970, p. 118.

<sup>205</sup> Leo STREPPELMAN, *Les gisements sud-russes de minéraux de fer magnétiques et de brillance de fer dans les provinces de Yekaterinoslavskaya (Verkhnedniprovskaya uyezd) et Khersonskaya: Études de l'ingénieur des mines L. Streppelman* (Juzhnorusskie mestorozhdenija magnitnyh zheleznyh rud i zheznogo bleska v Ekaterinoslavskoj (Verhnedneprovskogo uezda) i Hersonskoj gubernijah: Issled. gorn. inzh. L. Shtrippel'mana), la préface de Bernhard von Kott ; l'édition et la traduction de l'allemand par A. Pohl, membre à part entière de la Société d'histoire et d'antiquités de la ville Odessa et de l'agriculture de la Russie du Sud, Saint-Pétersbourg, 1873, 51 p.

nouvellement fondée. Pohl lui-même resta un actionnaire important de l'entreprise qui se développa sans encombre pendant de nombreuses années.<sup>206</sup>

On a ci-dessous (*Figure 7*) une image d'une action au porteur de la *Société Anonyme des Minerais de Fer De Krivoï-Rog*, émise en 1921, c'est-à-dire quarante ans après son début (et le début est bien marqué sur ce document financier, nous citons : « Statuts contenus en un acte reçu par M<sup>e</sup> DUFOUR, notaire à Paris, les 22 et 29 Décembre 1880... »). Pendant la période de l'existence de la Société, il y a eu plusieurs émissions supplémentaires d'actions pour lever des capitaux sur les marchés financiers, à savoir : au 26 Mars 1901, 14 Novembre 1905, 6 Février 1906, 7 Mai et 25 Juin 1912, 13 Janvier et 30 Mars 1920. Ces dates, en elles-mêmes, sont une sorte des repères associés aux moments de plus grande tension dans les opérations de l'entreprise (il est clair que ce sont les moments où des capitaux supplémentaires étaient le plus demandés) : la crise économique de 1900-1903, la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Le siège social de la *Société Anonyme des Minerais de Fer De Krivoï-Rog* se trouvait à Paris.

*Figure 7.* Une action de cinq cents francs au porteur de la *Société anonyme des Minerais de Fer De Krivoï-Rog*, émise à Paris en 1921. Numéro de l'action est 27 356 (le capital social de vingt millions de francs était divisé en 40 000 actions de 500 francs chacune. Donc celle-ci montrée ci-dessous portait le numéro 27 356 sur 40 000).<sup>207</sup>



L'utilisation du minerai de Krivoï-Rog a eu une importance prépondérante dans les origines de la métallurgie méridionale. En outre, en 1884 fut mis en exploitation le chemin de fer de Iékaterinoslav reliant les bassins ferrifère et houiller du Donetz, distants de 475 km environ. L'approvisionnement des entreprises métallurgiques pouvait ainsi être assuré. Cette période correspond à la création d'un grand nombre d'entreprises. Elles devaient donner à la

<sup>206</sup> E. A. KOZLOVSKIJ (dir.), « Pol' Aleksander Nikolaevich », *L'encyclopédie de mines*, Moscou, Sovetskaja jenciklopedija, 1989, t. 4, p. 192.

<sup>207</sup> Le portail de la scripophilie : <http://www.scripophily.ru/details.php?sid=1047>

Russie une production métallurgique bien supérieure à sa consommation. Jusqu'en 1913 au moins 18 grandes entreprises sidérurgiques opéraient dans le sud de la Russie (voir *Figure 8*).

*Figure 8.* La liste des principales sociétés du Midi de la Russie produisant de la fonte, de l'acier, des produits laminés divers (les nationalités des sociétés sont fixées vers 1905)<sup>208</sup>

Sociétés	Forme (juridique)	Capitaux	Direction (Mode de gestion, technologies)
Hughes	Anglaise	Anglais	Anglaise
Usine Pastoukhov à Souline	Russe	Russes	Russe
Société minière de Krivoï-Rog	Française	Français	Française
Société des usines de Briansk	Russe	Russes et Français	Russe
Société métallurgique Dniéproviennne du Midi de la Russie	Russe	Belges, Français, Polonais	Polonaise
Société des forges et aciéries du Donetz (fondée en 1891 avec son siège social à Varsovie et appelée aussi <i>Droujkovka</i> )	Russe	Français	Française
Société métallurgique Russo-Belge	Russe	Belges, Français	Belge
Société métallurgique Donetz-Jouriefka	Russe	Russes, Allemands, Français	Russe
Société métallurgique Taganrog	Russe	Belges, Français	Belge
Société Générale des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries en Russie (Aciéries de Makeevka)	Française	Français	Française
Société minière et métallurgique de Nikopol – Marioupol	Russe	Russes et Français	Polonaise
Olchovaia	Belge	Belges	Russe
Verchny-Dniéprovsk	Belge	Belges, Français, Russes	Russe
Oural-Volga	Française	Français	Française
Tôleries de Constantinovka (Donetz), hauts – fourneaux, aciéries, laminoirs	Belge	Belges	Belge
Providence-Russe à Marioupol	Belge	Belges, Français	Luxembourgeoise
Kertch	Russe	Français	Russe
Usines métallurgiques de Kramatorskaia	Russe	Russes, Allemands	Allemande

La liste du Crédit Lyonnais ci-dessus peut être considérée comme complète car elle compte les principales entreprises métallurgiques du Sud. Selon des publications des autorités officielles russes, à savoir, la *Liste des usines et des fabriques de l'Empire russe*<sup>209</sup> la région d'Iékaterinoslav comptait à elle seule 43 entreprises métallurgiques dont les dix plus grands figuraient dans la liste du Crédit Lyonnais.

<sup>208</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, Cote : DEEF 25271. Les fonds du Crédit Lyonnais. La métallurgie dans le Midi de la Russie, études générales de 1905. NB : Cette liste est compilée par les ingénieurs du Crédit Lyonnais. Nous ne contesterons pas leur choix et la considérerons comme quasi exhaustive.

<sup>209</sup> V. E. VARZAR (dir.), *La liste des fabriques et des usines de l'Empire russe* (Spisok fabrik i zavodov Rossijskoj Imperii), Saint-Petersbourg, tipografija V.F. Kirshbauma, 1912, 720 p. <http://istmat.info/node/26498> Mise à jour le 5/01/2022 ;

Le ministère des Finances et le ministère du Commerce et de l'industrie (dir.), *La liste des fabriques et des usines de la Russie en 1910 : selon les données officielles des inspections des usines, des impôts et des mines*, Moscou; Saint-Petersbourg; Varsovie, 1910, 1034 p. <https://www.donmining.info/2019/07/spisok-fabrik-i-zavodov-1910.html> Mise à jour le 5/01/2022 ;

Le ministère des Finances (dir.), *La liste des fabriques et des usines en Russie européenne*, Saint-Petersbourg, Tipografija V. Kirshbauma, 1903, 838 p. <https://www.prlib.ru/item/371005> Mise à jour le 5/01/2022.

En 1905, les ingénieurs du Crédit Lyonnais évaluaient le capital global engagé dans chaque entreprise en s'appuyant sur les chiffres d'affaires, les primes d'émission des actions, les obligations et les dettes envers les banques. Les résultats (*Figure 9*) révèlent le leadership technologique incontestable des pays occidentaux (les capitaux sont principalement français (40 %) ou belges (31 %)). Les capitaux russes représentaient 22% du total. Ces chiffres nous rappellent-ils bien les conclusions de la Commission de Skalkovsky ? La réponse qui s'impose : « Bien évidemment ! »

*Figure 9. Nationalités des capitaux des entreprises du Midi de la Russie, 1905<sup>210</sup>*

Nationalité	Capitaux (millions de francs)	% du total
Française	275	40
Belge	210	31
Russe	150	22
Allemande	35	5
Anglaise	15	2
Total	685	100

En résumé, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, déterminée par un certain nombre de facteurs (historiques, économiques et géographiques) un nouveau pôle technologique innovant, réunissant les usines sidérurgiques, a vu le jour dans le sud de la Russie, capable de compenser la pénurie de métaux ferreux sur le marché russe. La formation de cette enclave a été rapide - il a fallu un peu plus d'une décennie, pendant laquelle plusieurs dizaines de grandes usines métallurgiques ont été construites sur des fonds levés sur les marchés occidentaux - principalement français et belges.

## Conclusion

Les souverains, Pierre I<sup>er</sup> et Catherine II, pratiquèrent à grande échelle les invitations en Russie de scientifiques et d'industriels occidentaux compétents. Le début de la description géologique systématique des gisements de charbon fossile et de minerais de fer dans les régions du Midi de la Russie est associé au nom du grand scientifique allemand Peter Simon Pallas, devenu proche de l'impératrice Catherine II, ainsi qu'à l'expédition de Demidov qui a invité dans les années 1840 les savants français à venir étudier cette région.

Dans le même temps, lorsque la présence de producteurs étrangers a pris un « caractère d'omniprésence » (par exemple, les « emprunts étrangers » dans la métallurgie russe ont atteint au chiffre impressionnant de 70% vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle !), les autorités ont pris des

<sup>210</sup> Archives historiques du Crédit Agricole SA, Cote : DEEF 25271. Les fonds du Crédit Lyonnais. La métallurgie dans le Midi de la Russie, études générales de 1905.

mesures pour réduire la dépendance technologique à l'égard de l'Occident. Une restriction efficace dans ce sens fut la politique tarifaire sous le règne d'Alexandre III et Nicolas II. D'une part elle contribua à accroître la compétitivité des producteurs russes de fer et d'acier, d'autre part, l'une des conséquences de l'introduction de restrictions tarifaires strictes fut l'apparition d'un groupe innovant d'entreprises sidérurgiques dans le sud de la Russie, mais toujours construit avec l'aide de capitaux étrangers, de technologies et des personnels d'ingénierie étrangers.

Dans ce contexte, la participation étrangère active au développement de l'industrie sidérurgique de la Russie tsariste peut être considérée comme un fait établi. Il convient, ces bases retracées, de voir si la Russie soviétique parvint, elle, à surmonter sa dépendance technologique à l'égard de l'Occident.

## Partie I. La naissance de l'État soviétique : comment attirer la technologie occidentale ?

### Chapitre I. Les transferts des technologies occidentales vers la *Russie nouvelle* : les concessions étrangères (1918-1937)

Au début de l'année 1927, la revue soviétique *Economie planifiée* publie un article de A.A. Joffé intitulé *Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS*<sup>211</sup>, qui fournit une analyse de cette politique après les premières années de sa mise en œuvre. Dès le premier jour de l'émergence du pouvoir soviétique il était clair, selon A.A. Joffé, homme politique soviétique, diplomate, vice-président du *Glavkontsesskom*<sup>212</sup> de l'URSS et proche de Trotski<sup>213</sup>, qu'« il serait extrêmement difficile de se passer de l'aide de la technologie et des capitaux étrangers » pour la reconstruction de l'économie et que leurs importations « ont vraiment joué un rôle énorme »<sup>214</sup>.

Ce point de vue est partagé, *ex post*, par les historiens occidentaux. Selon Antony C. Sutton, des preuves évidentes ont démontré la dépendance totale de la Russie soviétique aux technologies occidentales dans les années 1920.<sup>215</sup> L'acquisition des technologies spécifiques a été obtenue grâce aux concessions, qui ont servi de modèles pour la construction de nouvelles usines.

Ce chapitre est consacré au développement des concessions étrangères, le seul moyen d'interaction économique entre la Russie et l'Occident, de leur « naissance » à leur dégradation. Cette analyse nous permettra de comprendre la logique du transfert de technologies occidentales

---

<sup>211</sup> A.A. JOFFÉ, «Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS» («Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki SSSR»), *Planovoe hozâjstvo*, № 1, 1927, pp. 85-87. En ligne: <http://istmat.info/node/44291> Mise à jour le 26/04/2021.

<sup>212</sup> Organe étatique central chargé de diriger les concessions.

<sup>213</sup> Le Plénum du Comité central de janvier 1925 nomme Trotski à un certain nombre de postes secondaires parmi lesquels celui de président du Comité Principal pour les concessions étrangères (*Glavkontsesskom*).

<sup>214</sup> A.A. JOFFÉ, «Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS» («Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki SSSR»), *Planovoe hozâjstvo*, № 1, 1927, pp. 85-87. En ligne: <http://istmat.info/node/44291> Mise à jour le 26/04/2021.

<sup>215</sup> Antony C. SUTTON. *Western Technology and Soviet Economic Development. 1917-1930*. Hoover Institute. 1970. P.7-9.

dans la sidérurgie soviétique à travers le prisme de l'évolution de la politique de gestion des concessions.

### **A. La Russie soviétique lors de sa première décennie : l'émergence des concessions étrangères**

Les quinze premières années de la Russie soviétique ont connu trois étapes historiques distinctes : le communisme de guerre, la NEP et l'industrialisation à marche forcée. Chacune de ces étapes a ses propres particularités. Dans ce chapitre nous nous pencherons sur les méthodes mises en place par la Russie pour canaliser les importations.

#### *Les concessions du communisme de guerre (mars 1918 - mars 1921)*

La nécessité d'attirer l'aide étrangère est apparue presque immédiatement après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en octobre 1917. La question des concessions a été soulevée pour la première fois en 1918 lors des négociations dont le point culminant fut la signature du Traité de Brest-Litovsk<sup>216</sup>. D'après S.L. Danil'čenko, « les concessions étaient considérées comme une sorte de compromis dans la situation de sortie de guerre par un accord séparé »<sup>217</sup> (conclu par la Russie, membre de la coalition en guerre, sans le consentement des alliés).

Afin de définir les conditions de la reprise des relations commerciales, une commission mixte russo-allemande a été formée et la première réunion a eu lieu à Moscou le 15 mai 1918. Du côté soviétique, le vice-commissaire du peuple au commerce et à l'industrie, M.G. Bronskij, a fait un rapport sur les conditions de la reprise du commerce russo-allemand. Les points principaux de son rapport ont été examinés et approuvés par V.I. Lénine. Dans son discours du 15 mai 1918, M.G. Bronskij proposait afin de remplir « les obligations envers les puissances centrales en vertu du traité de Brest » et « de payer les achats en Allemagne des produits les plus importants pour la restauration de l'économie russe », « d'accorder certaines concessions

---

<sup>216</sup> Le traité de Brest-Litovsk est signé le 3 mars 1918 entre les gouvernements des Empires centraux menés par l'Empire allemand et la jeune république russe bolchevique, issue de la révolution russe, dans la ville de Brest-Litovsk et met fin aux combats sur le front de l'Est.

<sup>217</sup> S.L. DANIL'ČENKO, « La politique de concession de l'Etat soviétique sous la NEP » (« Koncessionnaâ politika sovetskogo gosudarstva v usloviâh NĖPa »), *Ėkonomičeskij žurnal*, № 2, 2002. En ligne : [http://economicarggu.ru/2002\\_5/02.shtml#\\_edn10](http://economicarggu.ru/2002_5/02.shtml#_edn10) Mise à jour le 4 février 2022.



pour exploiter les ressources naturelles russes » (pour l'extraction du pétrole, la construction de chemins de fer, les places d'or, etc.)<sup>218</sup>

De cette façon, la politique de concession est devenue un instrument pour dissuader les cercles occidentaux de toute intervention militaire directe.

La rhétorique même sur l'octroi des concessions soviétiques a provoqué des sentiments de discorde et de concurrence entre les pays occidentaux. En jouant sur les divergences entre les pays intéressés par les énormes marchés russes, les dirigeants soviétiques ont tenté d'obtenir des avantages politiques et économiques.

Trois jours avant le discours de Bronskij sur les *Conditions de la reprise des relations économiques entre la Russie et l'Allemagne*, le 12 mai 1918, la Commission du commerce extérieur du *Conseil suprême de l'économie nationale* publie son *Plan pour le développement des relations économiques entre la Russie soviétique et les États-Unis d'Amérique*<sup>219</sup>. V.I. Lénine a élaboré ce document avec la participation de G.I. Lomov, V.P. Milûtin, M.G. Bronskij en tant qu'experts. Le plan prévoyait la possibilité d'accorder aux États-Unis, sur la base d'une concession, le droit de participer à l'exploitation des ressources naturelles de la Russie :

« Afin d'assurer le paiement pour les produits importés, la Russie pourrait permettre à l'Amérique, sur un pied d'égalité avec les autres pays et sur des principes généraux de concession, de participer à l'exploitation des richesses et à l'utilisation d'une partie des revenus, tout en laissant le contrôle à l'Etat [...] L'économie nationale de l'Allemagne s'est tellement épuisée pendant la guerre qu'elle ne pourra guère exporter de produits vers la Russie dans un avenir proche. Ainsi, [...] l'Allemagne devra en fait céder sa place en tant que principal fournisseur de la Russie aux pays plus développés et moins dévastés par la guerre. Seule l'Amérique peut occuper une telle place.<sup>220</sup> »

Peu après la promulgation du *Plan pour le développement des relations économiques entre la Russie soviétique et les États-Unis d'Amérique*, le 14 mai 1918, Lénine a envoyé une lettre au chef de la mission de la Croix-Rouge américaine en Russie, Raymond Robbins. Dans

---

<sup>218</sup> « Les conditions de la reprise des relations économiques entre la Russie et l'Allemagne » (« Usloviâ vozobnovleniâ èkonomičeskikh otnošenij meždû Rossiej i Germaniej »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, p. 673.

<sup>219</sup> « Le plan pour le développement des relations économiques entre la Russie soviétique et les États-Unis d'Amérique, élaboré par la Commission du commerce extérieur relevant du Conseil économique suprême. 12 mai 1918 » (« Plan razvitiâ èkonomičeskikh otnošenij meždû Sovetskoj Rossiej i Soedinennymi Štatami Ameriki, razrabotannyj Komissiej po vnešnej trgovle pri VSNH. 12 maâ 1918 »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, pp. 286-294.

<sup>220</sup> *Ibid.*, pp. 290, 292, 294.

cette dernière « il invite en fait les investisseurs américains et étrangers à participer aux concessions »<sup>221</sup>.

Se questionner sur les raisons pour lesquelles des propositions concessionnaires sont adressées par Lénine au représentant de la Croix-Rouge américaine n'est pas anodin. L'arrivée au pouvoir des bolcheviks en Russie entraîne une profonde déstabilisation du système international à laquelle les puissances répondent par le boycott diplomatique et des interventions militaires. Jean-François Fayet dans son article *En l'absence de relations diplomatiques et de puissance protectrice : la protection des intérêts soviétiques durant la période dite de transition*<sup>222</sup> note que « la remise en cause du paradigme étatique, qui procède de l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en octobre 1917 » a privé la Russie soviétique de relations internationales directes et indirectes.

« Convaincu d'incarner, par-delà les frontières, le siège du prolétariat international, le gouvernement soviétique (le Conseil des Commissaires du peuple, Sovnarkom) va s'adresser directement aux masses prolétariennes de tous les pays. Il va le faire sans tenir compte de leurs gouvernements et en n'accordant que peu d'importance à une reconnaissance diplomatique qui pourrait être interprétée comme une normalisation de sa situation sur la scène internationale. Dans la pratique, cette conception se manifeste par un profond mépris pour les formes traditionnelles (entendons par là interétatiques) de la politique étrangère.<sup>223</sup> »

Mais la révolution prolétarienne échoue partout hors de Russie et à l'automne 1919 la Russie soviétique cherche à entrer en contact avec les représentants étrangers par l'intermédiaire de la Croix-Rouge utilisée comme vecteur de communication.

La question de l'arrivée d'une mission économique britannique à Moscou en juillet 1918 dans le but d'établir des relations entre la Grande-Bretagne et la Russie est tranchée par l'intermédiaire du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. Le responsable du ministère à Vologda négocie avec le représentant diplomatique britannique Francis Oswald

---

<sup>221</sup> V.V. BULATOV, « Les offres de concessions résonnantes de la période du communisme de guerre (1919-1920) » (« Rezonansnye koncessionnye predloženiâ perioda voennogo kommunizma (1919-1920) »), *Izvestiâ Saratovskogo universiteta*, 2012, t. 12, seriâ Istorîâ. Meždunarodnye otnošeníâ, part 2, p.105.

Voir aussi : « La lettre de Lénine, président du Conseil des commissaires du peuple, à Robins, chef de la mission de la Croix-Rouge américaine. Le 14 mai 1918 » (« Pis'mo Predsedatelâ Soveta Narodnyh Komissarov I. I. Lenina rukovoditelû Amerikanskoi Missii Krasnogo Kresta Robinsu 14 maâ 1918 »), Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Documents de politique étrangère soviétique* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, pp. 299-300.

<sup>222</sup> Jean-François FAYET, « En l'absence de relations diplomatiques et de puissance protectrice : la protection des intérêts soviétiques durant la période dite de transition », *Relations Internationales*, 2010/3 (n° 143), pp. 75 - 88.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 75.

Lindley.<sup>224</sup> À l'été 1918, afin de développer le commerce extérieur et intérieur, le gouvernement soviétique tente d'organiser une exposition de marchandises à Nijni Novgorod (en utilisant l'emplacement de l'ancienne foire de la période tsariste) avec la participation du ministère du Commerce extérieur et des entreprises industrielles. L'exposition se veut permanente. Elle comprend un département pour les marchandises étrangères.

« Le Département du commerce extérieur [du Commissariat du peuple au commerce et à l'industrie] lance un appel à toutes les entreprises commerciales et industrielles étrangères, gouvernementales, publiques et privées, en leur proposant, si elles souhaitent vendre sur le marché russe, d'envoyer des échantillons de marchandises. Ces échantillons seront bien sûr exposés en tant qu'objets à l'Exposition susmentionnée.<sup>225</sup> »

Les organisateurs de l'exposition, dans leurs appels aux fabricants étrangers intéressés, énumèrent les biens dont « le marché russe a le plus besoin à l'heure actuelle [...] : des machines (textile, agricole, pour le travail du bois, des minoteries, des turbines, des machines et outils pour l'industrie de la conserve, de petits moteurs, des voitures et des tracteurs »<sup>226</sup>.

L'extrême intérêt pour les échanges commerciaux avec les pays occidentaux est démontré non seulement par les tentatives d'attirer des diplomates pour résoudre les problèmes économiques, mais aussi par la volonté de traiter les pièces à exposer en franchise de droits. Le gouvernement russe a également assumé l'obligation de « faciliter le transport des artefacts à Petrograd et Arkhangelsk »<sup>227</sup>.

Contrairement aux puissances de l'Entente, qui ont organisé le blocus économique de la Russie (19 octobre 1919 – 16 janvier 1920), un certain nombre de pays européens neutres (en particulier la Suède) acceptaient de mener des échanges économiques avec la Russie. De surcroît, dans ce commerce, la Russie soviétique profitait bien du principe des transactions

---

<sup>224</sup> « La lettre du représentant du Commissariat du peuple aux Affaires Étrangères à Vologda au représentant anglais Lindley. 14 juillet 1918 » (« Pis'mo predstavitelâ Narodnogo Komissariata Inostrannyh Del v Vologde anglijskomu predstavitelû Lindleû. 14 iûlâ 1918 »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, p. 396.

<sup>225</sup> « Circulaire du Département du commerce extérieur du Commissariat du peuple au Commerce et à l'Industrie à tous les représentants de la RSFSR à l'étranger en vue de la distribution parmi les institutions soviétiques chargées du commerce extérieur. 12 juillet 1918 » (« Cirkulâr Otdela Vnešnej Torgovli Narodnogo Komissariata Torgovli i Promyšlennosti vsem zagraničnym predstavitelâm RSFSR dlâ soobšeniâ učreždeniâm, vedaûšim vnešnej torgovlej v inostrannyh gosudarstvah. 12 iûlâ 1918 »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, pp. 386-387.

<sup>226</sup> *Idem.*

<sup>227</sup> *Idem.*

compensatoires qui, face à son manque de ressources financières, étaient bénéfiques pour la Russie. De manière caractéristique, il s'agissait « d'attirer des technologies occidentales sous forme de marchandises, puisque la possibilité de placer des emprunts soviétiques à l'étranger était exclue dès le départ »<sup>228</sup>.

Des accords sur l'approvisionnement en semences provenant de jardins danois ont été conclus<sup>229</sup> et tout au long de 1918, un certain nombre d'accords ont été mis en vigueur entre la Russie et diverses entreprises suédoises. Parmi eux l'accord du 28 octobre 1918 sur l'échange de marchandises<sup>230</sup> entre la République soviétique et la Suède, basé sur le principe du commerce compensatoire, et le 31 octobre, un addendum à l'accord conclu trois jours plus tôt. Dans ce dernier le principe de base des transactions compensatoires est bien envisagé :

« Pour toutes les marchandises achetées par la Suède, le paiement est effectué en monnaie suédoise, qui est versé sur le compte courant du Commissariat du peuple au commerce et à l'industrie au moment où les représentants de la Suède acceptent les marchandises achetées. Cette monnaie sert à payer les marchandises achetées par le Commissariat du peuple au commerce et à l'industrie sur la base de cet accord avec la Suède et, sans le consentement de la Russie, ne peut être utilisé pour régler des règlements mutuels entre la Russie et la Suède sur toute autre base.<sup>231</sup> »

Au début de 1919, les gouvernements des pays scandinaves, sous la pression des puissances de l'Entente, rejoignirent le blocus de la Russie soviétique et, dans ce contexte, les relations commerciales établies par la Russie avec la Suède et le Danemark cessèrent. En outre, les projets de développement des liens économiques tels que définis par le gouvernement soviétique furent loin d'être réalisés du fait que les puissances de l'Entente et les États-Unis se sont engagés sur la voie de l'intervention armée et du blocus de la Russie soviétique. En

---

<sup>228</sup> A.A. JOFFÉ, « Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS » (« Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki SSSR »), *Planovoe hozjstvo*, № 1, 1927, pp. 85-87. En ligne: <http://istmat.info/node/44291> Mise à jour le 26/04/2021.

<sup>229</sup> « L'accord entre le Gouvernement de la République socialiste fédérative soviétique de Russie et la Mission royale danoise à Petrograd. 21 septembre 1918 » (« Soglašenje meždu Pravitel'stvom Rossijskoj Socialističeskoj Federativnoj Sovetskoj Respubliki i Korolevskoj Datskoj Missiej v Petrograde. 21 sentâbrâ 1918 »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, pp. 493-494.

<sup>230</sup> « L'accord produit par produit entre la République soviétique représentée par le Commissariat du peuple au Commerce et à l'Industrie et la délégation commerciale suédoise à Petrograd. 28 octobre 1918 » (« Dogovor o tovaroobmene meždu Sovetskoj Respublikoj v lice Narodnogo Komissariata Torgovli i Promyšlennosti i Švedskoj Torgovoj Delegacij v Petrograde. 28 oktâbrâ 1918 »). Dans I. H. ZEMSKOV (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. I (7 novembre 1917 - 31 décembre 1918), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1959, pp.704-705.

<sup>231</sup> *Idem*.

décembre 1917, les États-Unis mettent fin à leurs relations commerciales avec la Russie soviétique et, en 1918, l'Angleterre et la France les rejoignent. Après la fin de la Première guerre mondiale et la conclusion du traité de Versailles (28 juin 1919), le Conseil suprême de l'Entente annonce l'interdiction complète de toute forme de liens économiques avec la Russie soviétique. Quant au blocus économique, il s'est poursuivi jusqu'au 16 janvier 1920. Les sanctions de l'Entente ont donc eu un impact sérieux sur le commerce extérieur de la RSFSR : si en 1918 son chiffre d'affaires était de 88,9 millions de roubles, en 1919 il tombe à 2,6 millions de roubles. Sans tenir compte de l'inflation et de la baisse du pouvoir d'achat du rouble, la dynamique de la chute du chiffre d'affaires parle d'elle-même.

La politique des concessions soviétiques durant le communisme de guerre était opportuniste, elle a donc fluctué selon les circonstances et les avantages à en tirer. Et parfois, son ambivalence voire son incohérence a empêché de finaliser des offres de concessions négociées au cours de cette période.

Le 25 mars 1920 Lénine signe les *Thèses sur les concessions*<sup>232</sup>. Cette déclaration, le premier document de ce genre, jette des bases pour codifier le droit des concessions en Russie soviétique. Les activités pratiquées dans le domaine des concessions ont été fixées par le 23 novembre 1920 *Sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions*<sup>233</sup> qui est devenu la base juridique pour attirer technologies et capitaux étrangers.

Les six mois séparant l'adoption de ces deux documents (du 25 mars au 23 novembre 1920) ont été caractérisés par un intense travail et une activité fébrile à tous les niveaux hiérarchiques du pouvoir soviétique. Ceci démontrait, d'une part, le grand intérêt porté aux concessions et, d'autre part, a permis sur la base des discussions de préciser les dispositions de la politique soviétique en matière de concession.

L'un des premiers accords de concession qui a été largement débattu et qui a été mené quasiment jusqu'au stade de la signature fut mené avec W. Vanderlip, un ingénieur issu des milieux industriels américains. En 1920 il était venu en Russie avec une proposition de contrat pour l'exploitation du Primorié et du Kamchatka. Selon le projet de contrat, W. Vanderlip aurait obtenu le kraï de Kamchatka (un territoire immense de l'Extrême-Orient et du Nord-Est de la

---

<sup>232</sup> « Le 25 mars. Les points essentiels du Conseil des commissaires du peuple sur les concessions ». Dans S.N. VALK (dir.), *Les décrets du pouvoir soviétique*, t. VII (le 10 décembre 1919 - 31 mars 1920), Moscou, Politizdat, 1975, pp. 595-600.

<sup>233</sup> « Le décret sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions. 23 novembre 1920 » («23 noâbrâ Postanovlenie SNK ob obših èkonomičeskikh i ùridičeskikh usloviâh koncessij »). Dans S.N. VALK (dir.), *Les décrets du pouvoir soviétique*, t. XI (octobre – novembre 1920), Moscou, Politizdat, 1983, pp. 251-253.

Sibérie) au titre de contrat de bail de 60 ans. Il aurait eu le droit d'y installer « un port militaire libre de glace à l'année et disposant de pétrole et de charbon »<sup>234</sup>. Les Américains qu'il représentait demandaient des droits exclusifs pour exploiter le charbon, le pétrole et développer la pêche à l'est du 160<sup>e</sup> méridien sur une zone de plus de 400 000 kilomètres carrés<sup>235</sup>.

Dans son rapport sur les concessions lors d'une réunion des militants de l'organisation moscovite du parti bolchéviques le 6 décembre 1920, Lénine note « l'extrême franchise, le cynisme et la grossièreté » de la proposition de Vanderlip, qui dans une lettre au Conseil des commissaires du peuple écrit : « Si vous nous vendez le Kamtchatka, alors je vous garantis que l'enthousiasme du peuple américain sera si grand que nous vous reconnâtrons [il s'agit de la reconnaissance diplomatique]. Si vous louez le Kamtchatka, alors [...] il n'y aura pas un tel enthousiasme »<sup>236</sup>.

Mais Lénine n'est pas moins cynique lorsqu'il appelle à jouer sur « les oppositions fondamentales du monde capitaliste moderne » et lorsqu'il cite, comme l'un des avantages du contrat avec Vanderlip, l'escalade de la tension entre le Japon et l'Amérique, qui « ne peuvent pas s'entendre sur la côte Pacifique »<sup>237</sup>. Selon Lénine :

« Nous avons déjà opposé le Japon à l'Amérique, pour dire les choses crûment, et cela a eu un effet bénéfique. Nous avons gagné par rapport aux Américains. [...] Le Kamtchatka appartenait à l'ancien Empire russe [...]. On ne sait pas qui le possède aujourd'hui. C'est comme s'il était la propriété d'un État appelé République d'Extrême-Orient, mais les frontières de cet État ne sont pas précisément définies. [...] Le Japon domine l'Extrême-Orient et peut y faire ce qu'il veut. Si nous donnons le Kamchatka, qui nous appartient juridiquement mais qui a en fait été saisi par le Japon, à l'Amérique, il est clair que nous gagnerons. C'est la base de mon raisonnement politique, et sur cette base nous avons immédiatement décidé de conclure un traité avec l'Amérique [avec W. Vanderlip] ». <sup>238</sup>

En effet, la question des concessions provoqua la concurrence et la discorde entre les pays occidentaux. Les négociations entre la Russie et W. Vanderlip dont le sujet était les vastes

---

<sup>234</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik), PCR(b), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrá 1920 g. Doklad o koncessiâh »). Dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, p. 63.

<sup>235</sup> L.N. GARUSOVA, *Les relations russo-américaines en Extrême-Orient (fin XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup>)*. *L'expérience historique* (Rossijsko-amerikanskie otnošeníâ na Dal'nem Vostoke (konec XVIII - XX). Istoričeskij opyt: monografiâ), Vladivostok, Izdatel'stvo Dal'nevostočnogo universiteta, 2001, p. 103.

<sup>236</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik), PCR(b), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrá 1920 g. Doklad o koncessiâh »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, pp. 62-63.

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 63-64.

concessions en Extrême-Orient et la « vente » du Kamtchatka aggravèrent les relations entre les États-Unis et le Japon. Ce dernier déclara que le traité « violait ses intérêts »<sup>239</sup> et qu'il ne le tolérerait pas. Dans son rapport sur les concessions le 6 décembre 1920 Lénine rappelle aux participants de la réunion :

« Lorsque le Japon s'est embourbé dans l'aventure coréenne, les Japonais ont dit aux Américains : « Bien sûr que nous pouvons vaincre les bolcheviks, mais qu'est-ce que vous nous proposerez en échange ? ». La Chine ? Nous l'envahirons quand même. Et pour quelle raison partons-nous à dix mille verstes pour battre les bolcheviks, alors que les Américains sont derrière nous ? Non, ce n'est pas comme ça que la politique fonctionne. Même à ce moment-là, les Japonais nous auraient battus en quelques semaines, s'ils avaient eu une aide américaine en matière de transport et le chemin de fer à double voie. Nous avons été sauvés par le fait que le Japon, engloutissant la Chine, ne pouvait pas se déplacer vers l'ouest, à travers toute la Sibérie, ayant l'Amérique à l'arrière. Le Japon ne voulait pas tirer les marrons du feu. »<sup>240</sup>

Lénine considérait qu'un projet de concession pouvait apporter un bénéfice politique, même s'il n'aboutissait pas sur le plan économique. De son point de vue, il existait plusieurs contradictions entre les pays capitalistes que les bolcheviks « étaient *obligés* d'exploiter » : entre le Japon et l'Amérique, l'Amérique et le reste du monde capitaliste, l'Entente et l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Par conséquent, toutes les questions de concessions devaient être considérées « sous cet angle : la moindre occasion d'accroître la discorde [...] dans le monde capitaliste - saisissez-la à deux mains »<sup>241</sup>.

Les traces de ce message, qui est donc pertinent dans la mesure où il montre précisément quelles concessions, et à quelles conditions voulaient s'engager les bolcheviks, se trouvent partout dans les discours de Lénine. En même temps, il met en garde contre la propagation de ces informations en tant que telles dans la presse. « On ne peut le dire que lors d'une réunion du parti : dans la presse, nous ne devons pas [...] dire un seul mot qui empêcherait la conclusion »<sup>242</sup> des accords de concession.

« L'Amérique est forte, tout le monde lui est redevable, tout le monde dépend d'elle, tout le monde la déteste, elle vole tout le monde [...] Toute la littérature bourgeoise témoigne de la haine croissante contre l'Amérique [...] Personne n'a décrit le traité de

---

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>241</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>242</sup> *Ibid.*, p. 66.

Versailles aussi bien que Keynes<sup>243</sup>, le représentant de l'Angleterre à Versailles, dans son livre. [Il] ridiculisait Wilson<sup>244</sup> et le rôle que ce dernier a joué dans le Traité de Versailles. Wilson s'est avéré être un vrai con, que Clemenceau et Lloyd George ont fait tourner comme un homme de paille<sup>245</sup>. Ainsi, tout porte à croire que l'Amérique ne peut pas faire la paix avec les autres pays parce qu'il existe entre eux la plus profonde discorde économique.<sup>246</sup>

[...] L'Allemagne est vaincue, écrasée par le traité de Versailles, mais elle possède un potentiel économique gigantesque. L'Allemagne la deuxième économie la plus développée au monde, si l'on compte l'Amérique en premier. En étant écrasée l'Allemagne doit chercher un allié. [...] Tout ce qui accroît l'antagonisme entre l'Amérique et le reste de l'Entente, entre toute l'Entente et l'Allemagne, nous devons l'utiliser en termes de concession.<sup>247</sup>

D'une part, l'Angleterre et la France font partie de la *Société des Nations Unies* et sont obligées d'agir ensemble. D'autre part, lors que la situation s'aggrave, elles n'agissent pas ensemble. [...] La France était favorable au soutien de la Pologne et de Wrangel, mais le gouvernement anglais a déclaré : « Nous ne sommes pas avec la France ». Les concessions sont plus acceptables pour l'Angleterre que pour la France qui rêve encore d'obtenir le remboursement d'une dette tandis qu'en Angleterre les hommes d'affaires ont cessé d'y penser. Et de ce côté, il est à notre avantage d'exploiter la discorde entre l'Angleterre et la France. Et nous devons donc insister sur une offre politique de concessions à l'Angleterre. Nous avons maintenant un projet de traité concernant les concessions forestières dans le Grand Nord. [...] Un des moyens de s'opposer à l'alliance de ces deux pays est de négocier des concessions avec l'Angleterre. »<sup>248</sup>

Face à la concurrence marché russe, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ainsi que certains autres pays ont cherché aussi à s'entendre sur l'exploitation conjointe des richesses de la Sibérie. Ainsi, en août 1919, une réunion a eu lieu au ministère japonais des Affaires étrangères « pour discuter de la création d'une société anglo-américano-japonaise qui sera

---

<sup>243</sup> John Maynard KEYNES, *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002, LXVIII-501 p. Cet ouvrage de Keynes est publié en 1919 où il fait des parallèles entre le traité de Versailles et une « paix carthaginoise », par référence à la rigueur du traité de paix à la fin de la Deuxième guerre punique. Refusant les propositions de son éditeur Daniel MacMillan (frère du premier ministre Harold Macmillan), il le publie à compte d'auteur et obtient un immense succès.

<sup>244</sup> Thomas Woodrow Wilson, est le vingt-huitième président des États-Unis. Il est élu pour deux mandats consécutifs de 1913 à 1921. Sa présidence marque un tournant majeur dans la diplomatie américaine en mettant fin à presque un siècle d'isolationnisme pour s'ouvrir à une politique interventionniste toujours en cours un siècle plus tard. Il lance l'idée d'une instance de coopération internationale, la Société des Nations, que les États-Unis n'intégreront jamais. Le prix Nobel de la paix lui est décerné en 1919. Wilson a une vision idéaliste des relations entre les nations (Bruno CABANES, « Le vrai échec du traité de Versailles », *L'Histoire*, n° 343, juin 2009, p. 86).

<sup>245</sup> « Un homme de paille » littéralement en russe *peška*, « pion ».

<sup>246</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik) (PCR(b)), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrá 1920 g. Doklad o koncessiâh »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, pp. 67-68.

<sup>247</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>248</sup> « 21 décembre. Le rapport sur les concessions lors de la réunion de la faction du Parti communiste de Russie (bolchevik) (PCR(b)) », (« 21 dekabrá. Doklad o koncessiâh na frakcii RKP (b) VIII s"ezda sovetov »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, pp. 103-104.



engagée dans l'exploitation industrielle de la Sibérie »<sup>249</sup>. Des entreprises partenaires s'intéressaient à l'exploitation minière et aux communications ferroviaires dans la région. Bien qu'il ait été prévu d'enregistrer la nouvelle société (un syndicat) en tant que société japonaise, cette dernière devait inclure des entreprises-partenaires anglaises et américaines comme l'*American International Corporation*, *US Steel Corporation* et *Guggenheim*.<sup>250</sup> L'objectif principal du syndicat était d'empêcher la confiscation du marché de l'Extrême-Orient par un seul pays.<sup>251</sup>

La concession de W. Vanderlip n'a jamais été signée. Vanderlip prétendait représenter un consortium d'hommes d'affaires et de politiciens américains de la côte ouest des États-Unis, ainsi que le sénateur Warren G. Harding<sup>252</sup>, candidat à la présidence des États-Unis du Parti républicain. Le fait que Vanderlip affirmait avoir des liens étroits avec les principaux milieux d'affaires américains, y compris son homonyme Frank A. Vanderlip, l'ancien président de la *National City Bank de New York*, persuada le gouvernement soviétique d'accueillir W. Vanderlip à Moscou dès l'automne 1920.<sup>253</sup>

Mais il s'avéra vite que W. Vanderlip ne pouvait pas donner de garanties. Lorsque la nouvelle sur les concessions de Vanderlip a fait surface, Harding a rendu public un démenti officiel : « Je ne sais rien, je n'ai aucune relation avec les bolcheviks, je n'ai entendu parler d'aucune concession »<sup>254</sup>. C'était la période des élections, et « admettre au moment des élections que vous aviez des relations avec les bolcheviks était susceptible de vous faire perdre des voix. Il l'a donc officiellement rejeté. »<sup>255</sup> Par conséquent le gouvernement américain n'a pas soutenu les plans de W. Vanderlip et a jugé bon de déclarer qu'en raison de la non-reconnaissance du gouvernement soviétique, tout contrat conclu avec ce dernier n'était pas contraignant et que W. Vanderlip ne pouvait donc pas compter sur le soutien des autorités américaines.

---

<sup>249</sup> L.N. GARUSOVA, *Les relations russo-américaines en Extrême-Orient (fin XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup>)*. *L'expérience historique* (Rossijsko-amerikanskije otnošenija na Dal'nem Vostoke (konec XVIII - XX). Istoričeskij opyt : monografiâ), Vladivostok, Izdatel'stvo Dal'nevostočnogo universiteta, 2001, p. 102.

<sup>250</sup> *Idem.*

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>252</sup> Warren G. Harding a été élu le 29<sup>ème</sup> président des États-Unis et a pris son poste en mars 2021.

<sup>253</sup> L.N. GARUSOVA, *Les relations russo-américaines en Extrême-Orient (fin XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup>)*. *L'expérience historique op.cit.*, p. 103.

<sup>254</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik) (PCR(b)), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrà 1920 g. Doklad o koncessiâh »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, p. 65.

<sup>255</sup> *Idem.*

Le Décret sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions<sup>256</sup> du 23 novembre 1920 a été adopté lors du « communisme de guerre », ce qui lui donna une certaine tonalité. Dans les décrets du pouvoir soviétique de 1918, le concessionnaire pouvait disposer librement de ses propres produits, et l'État soviétique se réservait le droit de n'acheter qu'une partie de ce produit. Conformément au décret du 23 novembre 1920, tous les produits de l'entreprise concessionnaire appartenaient à l'État et seule une partie de ceux-ci pouvait être fournie au concessionnaire à titre de récompense (« Le concessionnaire sera récompensé par des parts du produit »<sup>257</sup>). Cela témoignait de la volonté de l'État de monopoliser les résultats de l'activité économique des concessionnaires.

D'autre part, le décret garantissait que « les biens du concessionnaire investis dans l'entreprise ne feraient l'objet d'aucune nationalisation, confiscation ou réquisition » et il garantissait également « l'inadmissibilité de modifications unilatérales des termes du contrat de concession par tout ordre ou décret du gouvernement »<sup>258</sup>. Le gouvernement refusait donc volontairement l'utilisation des mesures économiques punitives et restrictives à l'égard du capital privé. Cette « révérence » aux capitaux privés (cette « concession » au sens littéral de ce mot) était le signal de la reconnaissance, premièrement, de l'état de crise de l'économie nationale, et deuxièmement, de la bonne volonté d'être intégré à l'économie mondiale.

Les concessions, selon les auteurs du décret du 23 novembre, ont un rôle presque messianique. En interprétant certaines dispositions du décret, Lénine attire l'attention sur la mention portant sur l'utilisation de matières premières russes pour la restauration de l'économie internationale. C'est, selon lui, d'une grande importance pour la propagande.

« Même si une concession ne nous est pas donnée (je pense que c'est possible) même si de tout le bruit sur les concessions [...] il ne sort pas de concession, après tout, nous avons gagné quelque chose. [Parce que] l'existence de concessions est un argument économique et politique contre la guerre. Les États qui pourraient nous combattre, ayant des entreprises concessionnaires, préféreront de ne pas le faire. »<sup>259</sup>

---

<sup>256</sup> « Le décret sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions. 23 novembre 1920 » («23 noâbrâ Postanovlenie SNK ob obših èkonomičeskikh i ũridičeskikh usloviâh koncessij »). Dans S.N. VALK (dir.), *Les décrets du pouvoir soviétique*, t. XI (octobre – novembre 1920), Moscou, Politizdat, 1983, pp. 251-253.

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 253.

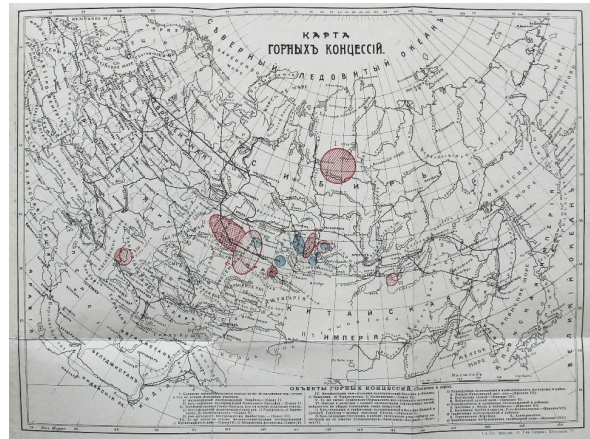
<sup>259</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik), PCR(b), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrà 1920 g. Doklad o koncessiâh »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, *op. cit.*, 1970, pp. 69-71, 76.

Afin d'attirer les parties-prenantes potentielles intéressées par les contrats de concession, le décret a été publié sous la forme d'une brochure (*Figure 4*) avec des cartes jointes et une liste des concessions.<sup>260</sup> La brochure a été traduite en langues étrangères. En particulier, le décret sur les concessions, les cartes des concessions forestières, minières, ainsi qu'un certain nombre d'articles de cadres soviétiques ont été publiés en 1921 en allemand dans la revue *Russische Korrespondenz*<sup>261</sup>.

La carte jointe à la brochure montre que les concessions ont été accordées principalement en périphérie. En Russie européenne, sur 70 millions de dîmes<sup>262</sup> de forêt du nord, 17 millions de dîmes<sup>263</sup> ont été concédés aux concessions (25%, voir *Figure 1*)<sup>264</sup>. Sur la *Carte des concessions minières* (*Figure 2*) sont hachurées les mines de cuivres<sup>265</sup>, les chaînes de montagnes sibériennes riches en minéraux (le bassin charbonnier de Kouznetsk, Telbessk, Irby, les gisements de minerai de fer d'Abakan, le gisement de charbon d'Ekibastouz).



*Figure 1.* La carte des concessions forestières en Sibérie occidentale<sup>266</sup>. Le réseau ferroviaire est aussi montré sur la carte.



*Figure 2.* La carte des concessions minières<sup>267</sup>.

<sup>260</sup> *Ibid.*, p. 69.

V. I. Lénine parle de la brochure *Sur les concessions* [*Sur les concessions. Le décret du Conseil des commissaires du peuple du 23 novembre 1920. Les objets des concessions. Les cartes* (O koncessiâh. Dekret Soveta narodnyh komissarov ot 23 noâbrâ 1920. Ob"ekty koncessij. Karty), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1920, 23 p. ; 3 p. des cartes.]

<sup>261</sup> *Russische Korrespondenz*, № 1-2, 1921.

<sup>262</sup> La dîme est la mesure de la surface en Russie jusqu'en 1918, égale à 1,095 hectares. Ainsi, 70 millions de dîmes font 76,5 millions d'hectares.

<sup>263</sup> 17 millions de dîmes font 18.6 millions d'hectares.

<sup>264</sup> « La réunion des militants de l'organisation moscovite du Parti communiste de Russie (bolchevik), PCR(b), 6 décembre 1920. Le rapport sur les concessions » (« Sobranie aktiva Moskovskoj organizacii RKP (b), 6 dekabrá 1920 g. Doklad o koncessiâh »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42, *op. cit.*, 1970, p. 77.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>266</sup> « Sur les concessions. Le décret du Conseil des commissaires du peuple du 23 novembre 1920. Les objets des concessions. Les cartes » (« O koncessiâh. Dekret Soveta narodnyh komissarov ot 23 noâbrâ 1920. Ob"ekty koncessij. Karty »), M. : Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1920, 23 p. ; 3 p. des cartes.

<sup>267</sup> *Idem.*



Figure 3. La carte des concessions alimentaires et forestières de la Russie européenne<sup>268</sup>

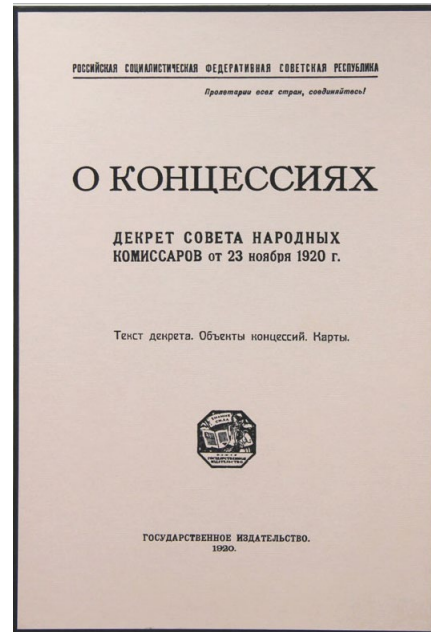


Figure 4. La page de titre de la brochure sur les concessions<sup>269</sup>

L'ambiguïté de la position des autorités soviétiques en matière de concessions s'exprimait par l'intention de poursuivre deux objectifs en même temps : d'un côté, obtenir des bénéfices politiques et d'un autre côté avoir des gains économiques. Cette ambiguïté a conduit à des propositions de concessions avec des éléments de restitution fournissant le retour des avoirs à leurs anciens propriétaires.

### *Les éléments de restitution dans la politique concessionnaire soviétique dans les années 1920*

« En offrant des concessions aux étrangers, le gouvernement soviétique a créé l'illusion de la possibilité d'une compensation, au moins partielle, voire d'une restitution des biens nationalisés »<sup>270</sup>. L'illusion ressemblait tellement à la vérité que certains camarades de Lénine au parti qui n'étaient pas d'accord pour accorder des concessions à la bourgeoisie, « se sont livrés à une agitation démagogique contre les concessions »<sup>271</sup>.

<sup>268</sup> *Idem.*

<sup>269</sup> *Idem.*

<sup>270</sup> V.V. BULATOV, « Les propositions de concession résonnantes de la période du communisme de guerre (1919-1920) » (« Резонансные концессионные предложения периода военного коммунизма (1919-1920) »), *Izvestiâ Saratovskogo universiteta*, 2012, t. 12, une série *Histoire. Les relations internationales*, l'édition 2, p. 105.

<sup>271</sup> Les annotations au texte du discours lors d'une réunion de la faction communiste du Conseil central des syndicats de l'URSS le 11 avril 1921, dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 43, Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1974, p. 446.

La *Danish Great Northern Telegraph Company* avait le monopole dans le domaine des communications. Son câble télégraphique, qui traversait la Russie, reliait l'Asie du Sud-Est à l'Europe occidentale. La société opérait en Russie depuis 1869. La Russie tsariste recevait d'importantes redevances payées par la *Danish Great Northern Telegraph Company* pour la transmission des messages télégraphiques à travers son territoire. En juillet 1921, un accord de concession fut conclu avec la société dans le cadre duquel le gouvernement soviétique s'engageait à couvrir 6 millions de francs<sup>272</sup>. Cela constituait la dette prérévolutionnaire des gouvernements russes envers la compagnie. La concession était, bien évidemment, de nature réparatrice.

Le traité avec Leslie Urquhart était aussi de nature réparatrice. Avant la révolution de 1917, sa société *Russo-Asian Consolidated Limited* contrôlait des gisements de cuivre, de zinc et de minerai de fer dans l'Oural, au Kazakhstan et en Sibérie orientale et produisait jusqu'à 60% de l'argent et du plomb sur le marché russe. Après la Révolution, ses mines et ses usines furent nationalisées. Les créances du groupe Urquhart par rapport au gouvernement soviétique s'élevaient à 56 millions de livres, soit près d'un tiers de toutes les créances britanniques. Les demandes d'indemnisation furent rejetées<sup>273</sup>. En 1921, Urquhart essaya de prendre ses quatre usines en concession, mais les parties prenantes ne parvinrent pas à se mettre d'accord. Les pourparlers reprirent au cours de l'été 1922. Le 9 septembre 1922, un contrat de concession provisoire de 99 ans fut signé et le gouvernement soviétique se tint prêt à verser plus de 3 millions de livres sterling pour faciliter le début des travaux<sup>274</sup>. Il s'agissait en fait d'une concession de restitution.

Mais la concession d'Urquhart n'a jamais été signée. Les chercheurs évoquent de manière ambiguë les raisons de son refus. E.S. Kosyh considère que c'est sur l'insistance de Lénine qu'en octobre 1922 le Plénum du Comité central du parti dans le premier temps, puis le *Sovnarkom*, refusa d'approuver le contrat. Selon elle, Lénine souhaitait une reconnaissance

---

<sup>272</sup> RGAE, f.3429, inv.6, d.700, l.132 verso. « Le rapport du *Glavkontsesskom* du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur les activités en 1925/26 et sur la politique de concession en 1918-1925 » (« Otčet Glavkoncesskoma pri SNK SSSR o rabote za 1925/26 i koncessionnoj politike v 1918-1925 »).

<sup>273</sup> E.S. KOSYH, « Urquhart et Vanderlip : le sort de deux concessions ratées », *L'histoire, la philosophie, la politique, la jurisprudence, les études culturelles et de l'histoire de l'art. Les questions de théorie et de pratique* (Istoričeskie, filosofskie, političeskie i ūridičeskie nauki, kul'turologiâ i iskusstvovedenie. Voprosy teorii i praktiki), 2016, №7-2 (69), p. 88.

<sup>274</sup> V.A. ŠIŠKIN, *L'État soviétique et les pays de l'Ouest en 1917-1923*, Leningrad, Nauka, 1969, p. 335.

diplomatique de la RSFSR par l'Angleterre en échange de la concession Urquhart, mais il ne l'obtint pas<sup>275</sup>.

« La reconnaissance de la Russie, conformément aux principes généralement admis du droit international, a automatiquement donné effet à tous les traités conclus entre les deux pays avant la révolution russe »<sup>276</sup>. Mais la reconnaissance de l'État soviétique par l'Angleterre a eu lieu plus tard, le 2 février 1924<sup>277</sup>. Pour être juste, il existait l'*Accord commercial entre la RSFSR et la Grande-Bretagne*<sup>278</sup>, conclu à Londres le 16 mars 1921. Il permettait de poursuivre les contacts entre les pays sur « les problèmes de règlement des revendications [...] sans rapport avec la reconnaissance »<sup>279</sup>.

M. Nemceev estime que la raison pour laquelle le contrat avec Urquhart n'a pas été signé était la non-reprise constante des négociations exacerbant les coûts pour Urquhart (les coûts de toute sorte : financiers, de santé, de réputation). Lénine adopte une position ambivalente. Il initie certaines publications dans la revue *Pravda* (du 31 octobre, 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> novembre 1922) dont deux d'entre-elles étaient « pour » la concession et les deux autres - « contre »<sup>280</sup>.

---

<sup>275</sup> E.S. KOSYH, « Urquhart et Vanderlip : le sort de deux concessions ratées », *L'histoire, la philosophie, la politique, la jurisprudence, les études culturelles et de l'histoire de l'art. Les questions de théorie et de pratique* (Istoričeskie, filosofskie, političeskie i ūridičeskie nauki, kul'turologiâ i iskusstvovedenie. Voprosy teorii i praktiki), 2016, №7-2 (69), p. 88.

<sup>276</sup> « L'établissement de relations diplomatiques entre l'URSS et la Grande-Bretagne. La Note de l'agent officiel britannique à Moscou Hodgson adressée au commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS Tchitchérine datée du 2 février 1924 » (« Ustanovlenie diplomatičeskih otnošenij meždū SSSR i Velikobritanij. Nota britanskogo oficial'nogo agenta v Moskve Hodžsona na imâ narodnogo komissara po inostrannym delam Soūza SSR Čičerina ot 2 fevralâ 1924 »), dans A.V. MAL'GIN (dir.), *L'entre-deux-guerres : les documents choisis sur l'histoire des relations internationales, 1910 - 1940* (Mir meždū vojnyami: Izbrannye dokumenty po istorii meždunarodnyh otnošenij 1910-1940), Institut d'État des relations internationales de Moscou (université), ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (MAE RF), 1997, p. 121.

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 121-122.

<sup>278</sup> « L'accord commercial entre la RSFSR et la Grande-Bretagne conclu à Londres le 16 mars 1921 » (« Torgovoe soglašenje meždū RSFSR i Velikobritanij, zaključennoe v Londone 16 marta 1921 »), *Le recueil des traités, des accords et des conventions conclus avec des États étrangers, entrés en vigueur jusqu'au 1er janvier 1924. Vol. I.* (Sbornik dejstvuūših dogovorov, soglašenij i konvencij, zaključennyh s inostrannymi gosudarstvami. Vyp. I. Dejstvuūšie dogovory, soglašenîa i konvencii, vstupivšie v silu do 1-go ânvarâ 1924). Dans A.V. SABANIN (dir.), *Commissariat du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS*, Moscou, 1924, pp. 47-51.

<sup>279</sup> « L'établissement des relations diplomatiques entre l'URSS et la Grande-Bretagne. La Note de l'agent officiel britannique à Moscou Hodgson adressée au commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS Tchitchérine datée du 2 février 1924 » (« Ustanovlenie diplomatičeskih otnošenij meždū SSSR i Velikobritanij. Nota britanskogo oficial'nogo agenta v Moskve Hodžsona na imâ narodnogo komissara po inostrannym delam Soūza SSR Čičerina ot 2 fevralâ 1924 »), *L'entre-deux guerres : documents choisis sur l'histoire des relations internationales, 1910-1940* (Mir meždū vojnyami: Izbrannye dokumenty po istorii meždunarodnyh otnošenij 1910-1940), (dir. A.V. MAL'GIN), L'Institut d'État des relations internationales de Moscou (université), Le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (MAE RF), 1997, p. 121.

<sup>280</sup> Mihail NEMCEV, « La concession de Leslie Urquhart (« Ridderskaâ koncessiâ Lesli Urkvarta »), 2007, en ligne : <https://web.archive.org/web/20131024105938/http://nikolai-efremow.narod.ru/ridder2.html> Mise à jour le 20.02.2022.

Les anciens propriétaires suivaient de près le sort de leurs biens en Russie. En novembre 1920, des négociations s'engagent avec deux groupes pétroliers britanniques sur la livraison des champs pétrolifères de Bakou et de Grozny en concession. Les anciens propriétaires des gisements exigent en compensation la restitution des biens de l'entreprise et le paiement de tout le pétrole extrait des réservoirs. Le gouvernement britannique fait une demande à ce sujet le 18 novembre 1920. Le gouvernement soviétique répondit que l'Azerbaïdjan (sur le territoire duquel se trouvaient les gisements) était un État souverain et que la Russie n'y était pour rien. En ce qui concerne les concessions, les anciens propriétaires adoptèrent également une position intransigeante : « Les concessions proposées rejettent les droits des propriétaires. Cette proposition stipulait que les cercles pétroliers britanniques achètent les biens, ayant appartenu aux Russes, mais principalement aux Britanniques »<sup>281</sup>.

Lors des négociations avec des entreprises étrangères à propos des champs pétrolifères il est devenu clair qu'elles voulaient obtenir soit les champs pétrolifères qu'elles possédaient auparavant, soit des parcelles entièrement « clean » juridiquement (c'est-à-dire qui n'appartenaient à aucune entreprise). Et de fait, les entreprises étrangères ne se rendirent pas sur les terrains qui appartenaient à une autre entreprise avant la nationalisation<sup>282</sup>.

La tactique du boycott des concessions de la part des étrangers fut formulée dans la résolution de la Conférence de La Haye du 20 juillet 1922 : « La Conférence attire l'attention de tous les gouvernements représentés sur le fait qu'il est souhaitable de ne pas soutenir leurs tentatives d'acquérir des biens en Russie ayant appartenu à des étrangers et confisqués après le 1<sup>er</sup> novembre 1917 »<sup>283</sup>. Dans les principaux pays investisseurs (Angleterre, Belgique, France) des associations d'anciens propriétaires de biens en Russie ont été créées, qui ont suivi la mise en œuvre de la résolution de la Conférence de La Haye.

Sous une forme cachée, les clauses réparatrices faisaient partie de plusieurs accords de concessions, y compris les plus importants avec *Lena Goldfields* et *Harriman*. Lors du calcul des paiements exigés par *Glavkontsesskom* de la société *Harriman*, il fut entendu que cette

---

<sup>281</sup> « Correspondance télégraphique avec L.B. Krassine sur l'avancement des négociations commerciales et des opérations d'exportation avec l'Angleterre, la France et l'octroi de concessions aux entrepreneurs étrangers » (« Telegrafnaâ perepiska s Krasinym L.B. o hode torgovyh peregovorov i èksportnyh operaciâh s Angliej, Franciej, predostavlenii koncessij inostrannym predprinimatelâm »), RGAE, f. 413, inv. 2, d. 1428, l. 25.

<sup>282</sup> « Les copies des procès-verbaux des réunions du comité de concession sur la question de l'octroi des concessions pétrolières, les rapports sur la concession des terres pétrolifères » (« Kopii protokolov zasedanij koncessionnogo komiteta po voprosu o predostavlenii nefânnyh koncessij, doklady o sdače v koncessiû neftenosnyh zemel' »), RGAE, f. 3429, inv. 6, d. 388b, l. 89.

<sup>283</sup> A. E. BOGOMOLOV, B. G. GAFUROV, P. I. ERŠOV, A. I. LAVRENT'EV, V. V. LEZIN (dir.), *Les documents de la politique extérieure de l'URSS* (Dokumenty vnešnej politiki SSSR), t. V (7 janvier 1922 – 19 novembre 1922), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Političeskoj literatury, 1961, p. 752.

société devrait également effectuer des paiements aux anciens propriétaires, et que la concession *Lena Goldfields* ne prévoyait pas de loyers pour la propriété transférée au concessionnaire.<sup>284</sup>

En général, en 1918-1920 les pays occidentaux n'acceptèrent pas les propositions soviétiques de concessions. Les conditions appropriées ne sont apparues qu'après la fin de la guerre civile et de la décision du Soviet suprême de l'Entente en janvier 1920 d'éliminer le blocus économique de la RSFSR. Le 21 décembre 1920, Lénine note dans son *Rapport sur les concessions* que « pas une seule concession n'a été obtenue »<sup>285</sup>.

### *Les concessions de la NEP (mars 1921 - 1928)*

La nouvelle politique économique (NEP) mise en œuvre en Russie bolchévique après son adoption le 14 mars 1921 par le X<sup>ème</sup> Congrès du VKP(b) introduisit une libéralisation économique. En substance, dès le début de la NEP, les autorités soviétiques ont cherché à trouver la possibilité de signer des accords dans le cadre desquels elles se sont efforcées d'établir « au moins une sorte de compromis vital entre [...] les deux mondes [capitaliste et socialiste] »<sup>286</sup>. Mais ce n'est qu'avec le passage à la NEP que ce compromis est devenu possible. Les premiers contrats de concession datent donc de la fin de l'année 1921. Durant cette année, on assiste à l'émergence d'un système d'institutions étatiques prêtes à accepter, à examiner et à mettre en œuvre des propositions de coopération technique et économique en provenance de l'étranger.

La structure institutionnelle pour les concessions étrangères en URSS a commencé à voir le jour après que le décret *Sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions*<sup>287</sup> ait été publié, le 20 novembre 1920, par le Conseil des Commissaires du peuple. En août 1923, le *Comité principal pour les concessions (Glavkontsesskom, GKK)* sous l'égide

---

<sup>284</sup> « La résolution générale du Politburo du Comité central du PCR(b) sur la politique de concession du 10 juin 1925 » (« Obšaã rezolûciã Politbûro CK RKP(b) po koncessionnoj politike ot 10 iûnã 1925 »), GA RF, f. 8350, inv. 4, d. 310, l. 10.

<sup>285</sup> « 21 décembre 1920. Rapport sur les concessions pour la faction du RCP(b) du VIII Congrès des Soviets » («21 dekabrà, Doklad o koncessiãh na frakcii RKP (b) VIII s"ezda sovetov »), dans V. I. LENIN, *Œuvres complètes*, t. 42 (novembre 1920 – mars 1921), Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1970, p.126.

<sup>286</sup> A.A. JOFFÉ, «Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS» («Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki SSSR»), *Planovoe hozãjstvo*, № 1, 1927, pp. 85-87. En ligne: <http://istmat.info/node/44291> Mise à jour le 26/04/2021.

<sup>287</sup> « Le décret sur les conditions économiques et juridiques générales des concessions. 23 novembre 1920 » («23 noãbrã Postanovlenie SNK ob obãih èkonomičeskikh i ùridičeskikh usloviãh koncessij »), *Les décrets du pouvoir soviétique* (dir. S.N. VALK), t. XI (octobre – novembre 1920), Moscou, Politizdat, 1983, pp. 251-253.

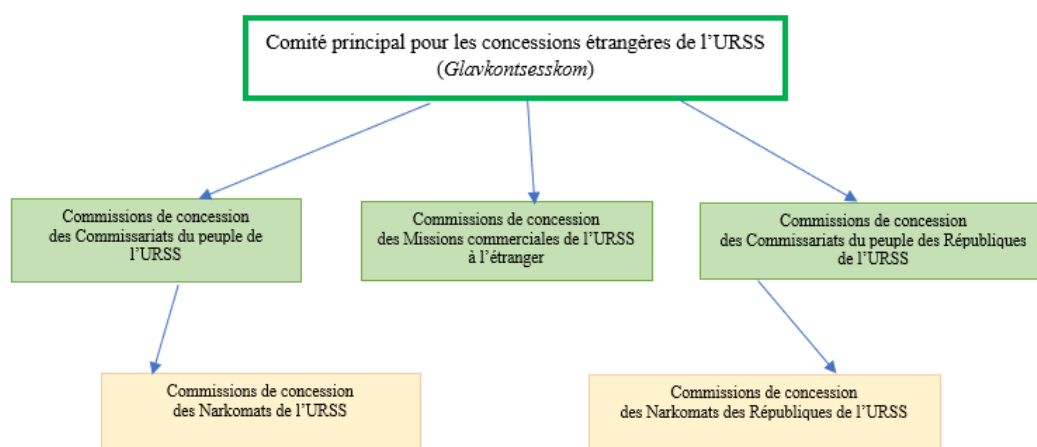


de *Sovnarkom* de l'URSS, a été créé. Il était doté de plusieurs droits relatifs à l'admission des firmes étrangères dans des opérations en URSS<sup>288</sup>.

La structure institutionnelle de la gestion des concessions se situait à plusieurs niveaux (*Figure 5*). Elle comprenait, au-delà du *Glavkontsesskom*, un certain nombre d'organes étatiques de différents niveaux tant de représentation fédérale que républicaine : les *Commissions pour les concessions des Commissariats du peuple de l'URSS*, les *Commissions pour les concessions des Commissariats du peuple des républiques de l'URSS*, les *Commissions pour les concessions des Narkomats de l'URSS et des républiques*.

Le *Glavkontsesskom* « se voit [aussi] accorder le droit de créer des commissions de concessions au sein des missions commerciales de l'URSS à l'étranger en tant qu'organes lui étant directement subordonnés » pour « des négociations directes à l'étranger avec les candidats aux concessions et pour l'élaboration préliminaire de projets d'accords de concession, ainsi que pour l'exécution des missions à l'étranger du GKK dans les affaires de concession ».<sup>289</sup>

*Figure 5.* Structure institutionnelle de la gestion des concessions étrangères en URSS avant 1930  
(Image est élaborée par l'auteur de cet ouvrage)



Ainsi, lors de la NEP, la structure d'institutions dotées de pouvoirs suffisants pour mettre en œuvre la politique de concession intégrait des organismes étatiques de niveaux fédéral, républicain, ministériel et départemental. Cette large représentativité des organes de la

<sup>288</sup> « Le décret du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur la création du Comité principal des concessions relevant du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. 21 août 1923 », (« Dekret SNK SSSR ob učreždenii Glavnogo koncessionnogo komiteta pri SNK SSSR. 21 avgusta 1923 »), *Le corps des lois de la RSFSR*, 1923, № 96, article 952. Dans G. N. SEVOST'ĀNOV (dir.), *Russie et États-Unis. Relations économiques. 1917-1933 : Le recueil de documents*, Moscou, Nauka, 1997, p. 90.

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 91.

gestion des concessions dans la machinerie étatique démontrait un grand intérêt pour les concessions étrangères.

Typologiquement, des concessions effectuées lors de la NEP étaient représentées par celles de rang national (61 entreprises figuraient dans la liste des concessions au début de 1928), de rang régional (114 entreprises) et de rang local (53 entreprises).

Avant de commenter les informations mentionnées dans le tableau, il convient de noter que dans le « système des coordonnées économiques » des années 1920-1930 les termes « d'accord d'assistance technique » en tant que tels sont limités aux concessions – c'est-à-dire aux entreprises étrangères. Les concessions étrangères en URSS furent représentées par trois types : celles pures (type I), mixtes (type II) et les accords d'assistance technique (type III). Les Types I, II désignent les investissements étrangers directs, tandis que le Type III implique les transferts de technologies impliquant des savoirs, de know-how, des dessins de fabrication, plutôt dématérialisés, c'est-à-dire en particulier, ne nécessitant pas des coûts énormes pour les déplacer à travers les frontières des pays. Les accords d'assistance technique a priori sous-entendaient des technologies de pointe.

Pour résumer, les statistiques du tableau des concessions du 4 février 1928 (voir *Annexe*) montrent que sur 61 concessions de rang national, seulement 7 étaient des accords d'assistance technique et que 54 concessions fonctionnaient soit dans le domaine de l'exportation de matières premières, soit dans le domaine du commerce. Un an après, au 1<sup>er</sup> février 1929 les statistiques montrent des résultats complètement différents : 30 accords d'assistance technique contre 69 concessions de types I et II répertoriées comme actives<sup>290</sup>. Parmi ces 30 accords d'assistance technique, 4 étaient dans l'industrie minière, 12 dans la métallurgie et la construction mécanique, 6 dans l'industrie électrique et 4 dans l'industrie chimique. Parmi les 69 concessions de types I et II on trouve : 14 entreprises minières, 23 entreprises manufacturières, 6 entreprises forestières, 11 entreprises agricoles, 6 entreprises de construction et de transport, 7 entreprises commerciales et 2 entreprises de communication. Ainsi, bien qu'il y ait une certaine incohérence dans le nombre de concessions d'un document à l'autre, à la fin

---

<sup>290</sup> GA RF, f. P - 5446, inv. 55, d. 1858, l. 10, « Les informations sur les concessions existantes et liquidées, les accords d'assistance technique et les investissements étrangers dans les entreprises concessionnaires au 1<sup>er</sup> octobre 1928. 4 février 1929 » (« Svedeniâ o dejstvuûših i likvidirovannyh koncessiâh, dogovorah o tehničeskoj pomoši i inostrannyh investiciâh v koncessionnye predpriâtiâ na 1 oktâbrâ 1928. 4 fevralâ 1929 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), Moscou, Sovremennââ èkonomika i pravo, 2005, p. 706.

de 1920, le nombre de concessions de type I et II est en baisse, ce qui n'est pas le cas pour les accords d'assistance technique.

Ces résultats sont en accord avec les conclusions obtenues par A. Sutton (*Figure 6*), selon lesquelles le nombre des concessions de type III augmente progressivement jusqu'à une valeur maximale dans les années 1929-30, tandis que le dynamisme des investissements directs (les concessions de type I et II) diminue en valeur à partir de 1926-1927 approchant son minimum à la fin de la période 1921 - 1930.

En ce qui concerne les concessions de rang régional ou local, l'analyse de la *Commission de l'épuration* du *Glavkontsesskom* tenue en été 1930, montrait qu'au 1<sup>er</sup> août 1930, 40 conventions de concession étaient en vigueur, dont six étaient en liquidation. Aucun nouveau contrat n'avait été conclu en 1929/1930. Parmi les 34 restant en vigueur, au moins 25 % étaient inconditionnellement négatives. (*Borunskij, Štok, Al'ftan, Čenstohovskaâ, Leo Drezden, Druzag, Skou-Kel'dsen*). Leur analyse révèle les principales lacunes suivantes : les personnes avec lesquelles les contrats ont été conclus ne peuvent, pour la plupart des cas, être considérées comme « fiables », que ce soit sur le plan financier (le propriétaire de *Rejser* est sans moyens suffisants), technique ou politique (Ginzburg, un des membres de *Cellugal*, est l'ancien propriétaire de l'usine ainsi que le propriétaire de *Raabe*. E ce qui concerne les entreprises *Novik, Skou-Kel'dsen, Chenstohovskaja* les négociations avec le GKK étaient menées par des hommes de paille).

D'après la *Commission de l'épuration* qui a inspecté le *Glavkontsesskom* en été 1930, le GKK avait non seulement omis de vérifier la qualité des offres de concession mais il n'avait même pas réussi à identifier suffisamment la situation des branches pertinentes de l'industrie soviétique et avait « souvent accordé des concessions qui n'ont conduit qu'à la création d'un concurrent inutile pour les entreprises existantes », tout en plaçant les concessions dans de meilleures conditions en termes d'approvisionnement en matières premières que les entreprises soviétiques similaires (ce sont le cas des usines de tissus de *Trilling, Tifenbaher Knopffabrik*)<sup>291</sup>.

Quant aux concessions de rang national, l'analyse de plus près de deux d'entre-elles (l'entreprise suédoise *SKF* et l'accord d'assistance technique du *Trust des usines à faible*

---

<sup>291</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 77 - 82 verso. « Le rapport sur les activités de la Commission du travail du Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne sur l'épuration de l'appareil du *Glavkontsesskom* auprès du *Sovnarkom* de l'URSS. 10 août 1930 » (« Otčet o deâtel'nosti rabočeij komissii Narodnogo Komissariata raboče-krest'ânskoj inspekicii SSSR po čistke apparata GKK pri SNK SSSR. 10 avgusta 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op.cit.*, p. 154.

*courant* avec les entreprises occidentales) permet de donner des précisions concernant leur évolution ainsi que leurs points forts et leurs points faibles.

Le 29 novembre 1930 le *Glavkontsesskom* de l'URSS par son rapport sur les activités des principales entreprises concessionnaires de plus haute importance informe sur la société *SKF* :

« Le contrat concessionnaire entre le gouvernement soviétique et la société suédoise *SKF* a été conclu en 1923 pour une durée de 40 ans. Selon le contrat, la concession avait un caractère plus commercial qu'industriel : le concessionnaire était tenu de fabriquer 8 000 roulements à billes en 1923, 40 000 en 1924, 50 000 en 1925 et les années suivantes. Ses engagements n'allaient pas plus loin. La demande dépassant ce maximum devait être couverte par l'importation des produits finis de l'étranger. La production en Russie était limitée au fait que la seule chose qu'il produisait ici était des bagues [intérieures, extérieures] tandis que les cages et les billes étaient livrées de l'étranger et ensuite assemblées. Les accords complémentaires de 1926 et 1928 ont partiellement réussi à transférer la concession vers la production et, en tout état de cause, ont lié le commerce et la production de sorte que le nombre de roulements vendus était égal au nombre de roulements produits. En conséquence, avec une cadence maximale au titre du contrat de 1923 de 50 000 roulements, nous avons la production de roulements : en 1926 – 60 000 unités, 1927 – 153 000 unités, 1928 – 230 000, 1929 – 550 000, et en 1930 nous aurons probablement 1 million d'unités de roulements.<sup>292</sup> »

Les chiffres du rapport montrent clairement que l'entreprise suédoise était présente en Russie depuis plus de 7 ans et qu'elle y développait ses activités dans le domaine de la construction mécanique et des métaux. On observe qu'en 1930 sa production a été multipliée par 200 par rapport à 1923.

Quant à l'équipement technique de l'usine, la plupart des machines-outils sont livrées par la Suède à la Russie où elles sont modifiées pour s'adapter aux particularités de la production. En outre, certaines machines sont brevetées par l'entreprise et sont utilisées exclusivement pour la production de roulements à billes. L'acier pour les roulements est importé de Suède. Le problème de la production d'acier propre, de qualité indispensable, en Russie n'a pas été résolu et *Glavchermet* (le ministère de la sidérurgie) a demandé à *SKF* d'organiser la production d'acier dans l'une des usines de l'Oural (à Zlatoust). Les prix des produits de *SKF* restent encore très élevés (en monnaie forte de 50 à 60 % au-dessus des prix

---

<sup>292</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 148 - 156. « Les informations du Comité des concessions du Conseil économique suprême de l'URSS sur les principales entreprises concessionnaires de rang national. 29 novembre 1930 » (« Svedeniâ Koncessionnogo komiteta VSNH SSSR o glavnejših koncessionnyh predpriâtiâh soûznogo značeniâ. 29 noâbrâ 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, p. 712.

moyens du marché mondial). Les bénéficiaires de *SKF* augmentent en même temps que la croissance de la production : 1923 – 51000 roubles, 1924 - 99 000 roubles, 1925 - 490 000 roubles, 1926 – 1 488 000 roubles, 1927 – 1 930 000 roubles, 1928 - 717 000 roubles. Le nombre d'employés et d'ouvriers dans les usines de *SKF* est de 800 personnes, dont 20 sont étrangères. Le concessionnaire a gagné plus de 11 millions de roubles (de 1923 jusqu'en 1930), dont 4303000 de roubles de bénéfice et de 7334000 de roubles sous forme de produits finis et de matières premières.

Selon le rapport du *Glavkontsesskom*, l'entreprise suédoise est une compagnie dynamique, financièrement stable, démontrant pendant toutes les années de son activité des chiffres d'affaires qui augmentent progressivement. En revanche, pour une raison ou pour une autre, le *Glavkontsesskom* se termine par un résultat financier global défavorable à la prolongation de la coopération avec la société suédoise. L'absence de production propre, en particulier l'acier de qualité, oblige le *Glavkontsesskom* à abandonner la recherche d'alternatives à cette coopération sur le marché national.<sup>293</sup>

Le *Trust des usines à faible courant* (ci-après, dans cet ouvrage, dénommé le *Trust*) est créé par la décision du Présidium de VSNKh le 9 mars 1922 sur la base du *Trust du téléphone et du télégraphe*. En étant le pilier dans l'industrie soviétique d'ingénierie électrique pour les installations à faible courant, le 1<sup>er</sup> janvier 1930, le *Trust* a été transformé structurellement en une *Association électrotechnique pansoviétique (VÈO)*<sup>294</sup>, qui comprenait tous les Trusts électrotechniques existants en Russie soviétique.<sup>295</sup>

Quasiment dès le début de son fonctionnement le *Trust* signe des accords d'assistance technique avec un certain nombre d'entreprises occidentales de haute technologie. Un contrat de 5 ans fut signé en 1923 avec l'entreprise française *La société générale de la télégraphie sans*

---

<sup>293</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 148 – 156, « Les informations du Comité des concessions du Conseil suprême de l'économie nationale de l'URSS sur les principales entreprises concessionnaires de grande importance. 29 novembre 1930 » (« Svedeniâ Koncessionnogo komiteta VSNH SSSR o glavnejših koncessionnyh predpriâtiâh soûznogo značeniâ. 29 noâbrâ 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, pp. 713-714.

<sup>294</sup> Cependant, en juillet 1931, l'*Association électrotechnique pansoviétique (VÈO)* est dissociée et l'industrie de la radio et des courants faibles et est à nouveau séparée en une association indépendante, la *VÈO* (dans A.I. ŠOHIN, *Le portrait à travers le temps passé* (Portret na fone èpohi), Moscou, Tehnosfera, 2014).

<sup>295</sup> T. V. ALEKSEEV, Développement et production par l'industrie de Petrograda-Leningrada d'équipements de communication pour l'Armée rouge dans les années 1920-30. Thèse (Razrabotka i proizvodstvo promyšlennost'û Petrograda-Leningrada sredstv svâzi dlâ RKKA v 20-30-e gody XX veka. Dissertaciâ na soiskanie učenoi stepeni kandidata istoričeskikh nauk), Saint-Petersbourg, Voenno-kosmičeskâ akademiâ imeni A. F. Možajskogo, 2007, 213 p.

*fil*. Ce contrat prévoyait l'échange de dessins et de données et l'échange de savoir-faire par le biais de visites de spécialistes. De février à novembre 1924 dans le *Trust* travaille l'ingénieur français L. Laboureur, de novembre 1923 à mars 1925 J. Van Poorten. L'ingénieur A. Courtois pour une année entière - de novembre 1923 à novembre 1924 - installe des machines pour la production de tubes à vide électrique à l'usine de Leningrad.<sup>296</sup>

Les voyages d'affaires des spécialistes russes dans le laboratoire de la *Société générale de télégraphie sans fil* ont donné aux délégués l'occasion de se familiariser avec les dernières réalisations des partenaires français et de les intégrer rapidement dans leurs travaux en URSS. En février-mars 1925, l'un des ingénieurs du *Trust*, A.T. Uglov<sup>297</sup>, effectue un voyage d'affaires en France et en Allemagne. À Berlin, Uglov inspecte les usines et les laboratoires de *Lorenz*, *Telefunken*, *Huth* et *AEG*<sup>298</sup>. Plus fructueux fut son voyage à Paris et sa visite des entreprises de *La société générale de télégraphie sans fil* où il reçut des machines à dynamo et des convertisseurs continus pour de petites stations radio militaires, plusieurs types de tubes radio, ainsi que les dessins de certains récepteurs et goniomètres.<sup>299</sup> S.A. Vekshinskiy<sup>300</sup> a réussi à étudier la technologie française de la fabrication des lampes amplificatrices à cathode de baryum et à l'introduire dans l'usine *Svetlana*<sup>301</sup>. La célèbre société *Phillips* demandait environ

---

<sup>296</sup> T. V. ALEKSEEV, *L'importance de l'assistance technique à la modernisation de l'industrie nationale des moyens de transmission dans les années 20-30, de XX siècle*. (Značenie inostranoj tehničeskoj pomoši dlâ modernizacii otečestvennoj promyšlennosti sredstv svâzi v 20-30-e gody XX veka), Tambov, Gramota, 2011, № 5 (11) : en 4 parties. Part II, p. 16.

<sup>297</sup> Alexandre T. Uglov est diplômé en 1911 de la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Kazan. En 1914, il est mobilisé et l'été 1915 il est envoyé à Petrograd, à l'école d'officiers d'électrotechnique, qui a produit de nombreuses personnalités exceptionnelles dans le domaine de la radiotechnique. Une salle de radio bien équipée a permis à A. T. Uglov de réaliser de nombreuses expériences avec le radiotéléphone, qu'il avait créé. Son radiotéléphone a été fabriqué à l'usine de radiotélégraphie au début d'octobre 1917, et ensuite il a été testé sur les navires de la flotte baltique. La portée de communication atteinte était de 25 verstes. Le 1<sup>er</sup> décembre 1917, Uglov fait un rapport *L'avenir de la radiotéléphonie et de la radiotélégraphie*. La même année, son premier livre intitulé *Lampes amplificatrices en téléphonie et télégraphie sans fil* est publié.

<sup>298</sup> Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (AEG, soit « entreprise d'électricité générale ») était une compagnie allemande, fabricante d'équipements électroniques et électriques (articles ménagers), de matériel roulant ferroviaire ainsi que de matériels spécialisés pour l'industrie et l'armée. Elle fut fondée en 1883.

<sup>299</sup> T. V. ALEKSEEV, *L'industrie des communications de Pétersbourg - Leningrad pour l'armée et la marine à une époque de bouleversements et de modernisation. 1900 - 1945 : Monographie* (Industriâ sredstv svâzi Peterburga-Leningrada dlâ armii i flota v èpohu potràsenij i modernizacii 1900-1945 : Monografiâ), Saint-Pétersbourg, SPbGPU, 2010, p. 234.

Archives centrales d'État de Saint-Pétersbourg, f. 2205, inv. 3, d. 5, l. 13.

<sup>300</sup> S. Vekshinskiy, membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS depuis 1946, académicien depuis 1953. De juillet 1943 à avril 1944, Vekshinskiy a été le premier directeur du premier institut de recherche de l'URSS sur la technologie de tube à vide, aujourd'hui groupement de recherche et production *Istok* (Frâzino, région de Moscou). En 1941 - 1944 à Novosibirsk Vekshinskiy a développé une nouvelle méthode de production et de recherche d'alliages de composition variable sous vide.

<sup>301</sup> Le groupement de recherche et production *Svetlana* est une holding soviétique et russe engagée dans le développement et la production de dispositifs d'électro-vacuum à haute puissance et de produits microélectroniques.

1 million de dollars à la partie soviétique pour ce type de technologies<sup>302</sup>. Toutefois, l'expérience des négociations que le *Trust* avait acquise avec les représentants des entreprises étrangères n'a pas toujours été couronnée de succès. Dans ce contexte, l'entreprise *Marconi*<sup>303</sup> du Royaume-Uni a accepté de fournir une assistance technique à l'Union soviétique, tout en demandant un prix très élevé pour compenser les risques de nationalisation<sup>304</sup>.

L'assistance technique étrangère est devenue l'objet d'un débat très animé entre les différents groupes d'experts nationaux, afin d'évaluer les perspectives et les moyens de développement de l'industrie de radio soviétique.

Les experts militaires s'inquiétaient de la dépendance technologique à l'égard de l'Occident. Dans son rapport adressé au vice-président du *Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS* (l'organe collégial suprême pour la gestion et la gouvernance politique des forces armées) l'inspecteur en chef adjoint des communications de l'Armée Rouge, Lâjmborg, déclarait en novembre 1926 qu'en « URSS, il n'existe pas de production établie de moteurs à essence, [...] de filaments de tungstène et d'autres détails qui sont si nécessaires à l'industrie de la radio ». La dépendance à l'égard du marché étranger dans le domaine de la radio conduit, selon lui, au fait que « le concepteur, utilisant tel ou tel appareil, n'est pas guidé par une norme donnée [...], mais il la dépasse, c'est-à-dire que [le *Trust*] devient « prisonnier » de l'appareil »<sup>305</sup>.

Les responsables du département militaire s'inquiétaient de la dépendance technologique excessive vis-à-vis de l'étranger, tandis que les dirigeants, en particulier, du

---

<sup>302</sup> Archives centrales d'État de Saint-Petersbourg, f. 6237, inv. 1, d. 1, l. 61. Dans T. V. ALEKSEEV, *L'industrie des communications de Pétersbourg - Leningrad pour l'armée et la marine à une époque de bouleversements et de modernisation. 1900 - 1945 : Monographie* (Industriâ sredstv svâzi Peterburga-Leningrada dlâ armii i flota v èpohu potràsenij i modernizacii 1900-1945 : Monografiâ), Saint-Petersbourg, SPbGPU, 2010, p. 299.

<sup>303</sup> *Marconi* compagnie est une entreprise britannique fondée en 1897 par Guglielmo Marconi sous le nom de *The Wireless Telegraph & Signal Company* (quelquefois également *Wireless Telegraph Trading Signal Company*) pour exploiter ses inventions dans le domaine de la télégraphie sans fil. Elle fut renommée *Marconi's Wireless Telegraph Company* en 1900 et *The Marconi Company* en 1963. Elle fut à l'origine de nombreux développements dans le domaine de la radio et de la télévision, des radars, de l'aviation et de l'électronique.

<sup>304</sup> G. I. GOLOVIN, *Le pionnier de la technique de haute fréquence. La vie et l'activité de V. P. Vologdin* (Pioner vysokočastotnoj tehniki. Žizn' i deâtel'nost' Valentina Petroviča Vologdina.), Moscou, Svâz', 1970, p.73.

<sup>305</sup> Archives militaires d'État russes (RGVA), f. 33988, inv. 1, d. 606, l. 226 - 227 verso. « Le rapport sur la mobilisation de l'industrie de la radio de l'URSS, rédigé par le chef adjoint des communications de l'Armée Rouge Lâjmborg au vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS Józef Unszlicht. 30 novembre 1926 (Doklad staršego pomošnika inspektora svâzi RKKK Lâjmborga zam predsedatelâ Revvoensoveta SSSR I. S. Uišlihtu o sostoânii mobilizacionnoj gotovnosti radiopromyšlennosti SSSR. 30/11/1926), dans V.A. ZOLOTAREV (dir.), *La production militaro-industrielle soviétique (1918-1926) : une collection de documents* (Sovetskoe voenno-promyšlennoe proizvodstvo (1918-1926) : Sbornik dokumentov), Moscou, Novyj hronograf, 2005, p. 608.

secteur de l'industrie électrotechnique, estimaient que la politique d'auto-isolement, jugée préférable par les premiers, était néfaste. À ce sujet, dans son mémo au secteur étranger du *Commissariat du peuple à l'industrie lourde*, le directeur du *Trust* V.I. Romanovskij notait que « tant la production que le réseau déployé de travaux de recherche nécessitent des ajustements en fonction des meilleurs résultats des développements scientifiques et techniques étrangers, ce qui accélère considérablement notre mode de travail indépendant »<sup>306</sup>.

Cette discussion était aussi menée dans la presse.<sup>307</sup> Ainsi, les plus grands spécialistes du laboratoire de radio de Nijni-Novgorod accusent le *Trust* de signer un contrat « de servitude »<sup>308</sup>. En mars 1925, à l'initiative de l'ingénieur de radio de Nijni-Novgorod P.A. Ostrâkov, le *Journal de l'ouvrier*<sup>309</sup> se prononce à nouveau contre le contrat. De surcroît, dans le feuilleton du journaliste L. Sosnovskij les dirigeants du *Trust* I.P. Joukov et V.P. Vologdin sont accusés de crimes contre l'État. Une proposition de résilier le contrat avec la société française est même formulée. Le 14 juin 1925, le journal *Izvestia* publie un article écrit par le président du *Conseil économique suprême* Félix Dzerjinski et le commissaire des Postes et Télégraphes N. Smirnov, qui résume l'initiative du *Trust* et l'approuve pleinement<sup>310</sup>.

Ainsi, au niveau officiel la contribution de ce contrat à l'assistance technique est saluée. Gueorgui Piatakov, vice-commissaire du peuple à l'Industrie lourde, dans son mémorandum notait que pour la durée du contrat, l'entreprise bénéficiait d'une assistance technique complète, de sorte que l'industrie de la radio en Russie maîtrisait entièrement les méthodes de l'entreprise. Dans le rapport sur les travaux du *Sovnarkom* de l'URSS de 1927/1928, était désignée, parmi les contrats effectués de manière satisfaisante, *La société de la télégraphie sans fil*<sup>311</sup>.

---

<sup>306</sup> Archives centrales d'État de Saint-Pétersbourg (CGA SPb), f. 6237, inv. 1, d. 1, l. 42.

<sup>307</sup> L. I. ZOLOTINKINA, V. A. URVALOV, « V. P. Vologdin est le premier lauréat de la médaille d'Or et portait le nom de A.S. Popov » (« V. P. Vologdin – pervyj laureat Zolotoj medali im. A. S. Popova »), *Izvestiâ SPbGËTU LËTI*, №1, 2005, pp. 25-38.

L. SOSNOVSKIJ, « Comment « les nôtres » à l'étranger ont acheté les yeux fermés » (« Kak naši za granicej kota v meške pokupali »), *Rabočaâ gazeta*, 1924, le 29 mars, № 71.

<sup>308</sup> L. I. ZOLOTINKINA, V. A. URVALOV, « V. P. Vologdin est le premier lauréat de la médaille d'Or portait le nom de A.S. Popov » (« V. P. Vologdin – pervyj laureat Zolotoj medali im. A. S. Popova »), *Izvestiâ SPbGËTU LËTI*, №1, 2005, pp. 25-38.

<sup>309</sup> L. SOSNOVSKIJ, « Comment « les nôtres » à l'étranger ont acheté les yeux fermés » (« Kak naši za granicej kota v meške pokupali »), *Rabočaâ gazeta*, 1924, le 29 mars, № 71.

<sup>310</sup> Bulletin du Comité exécutif central de l'URSS, 1925, 17 Juin, n° 135 (2468), p. 2.

<sup>311</sup> GA RF, f. P-5446, inv. 55, d.1859, l. 2-63 verso. Le rapport sur les activités du *Glavkontsesskom* en 1927/1928. 23 août 1929. Dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, pp. 415-519.



En juillet 1928, l'accord de coopération du *Trust* avec *La société générale de télégraphie sans fil/ Tesafi* de 1923 a expiré. En vertu du contrat, en cas de cessation de la relation contractuelle, tous les brevets devaient être déclarés nuls et non avenus en URSS. En même temps, beaucoup d'entre eux étaient largement utilisés dans les entreprises du *Trust*. Cela a créé une situation d'extrême vulnérabilité pour l'ensemble de la Radio de l'URSS. Par conséquent en juin 1929, le *Trust* a conclu un nouveau contrat<sup>312</sup> d'assistance technique avec *La société générale de télégraphie sans fil/ Tesafi*<sup>313</sup> qui fut interrompu prématurément en novembre 1931.

Contrairement à la période du communisme de guerre, lors de la NEP un total de 170 contrats avec des entreprises étrangères ont été mis en œuvre (dont 17 dans la sidérurgie)<sup>314</sup>. En revanche, à la fin de la NEP, l'URSS avait trouvé un outil plus efficace pour transférer les technologies occidentales que les concessions pures et les concessions mixtes (type I et II) occupant au début de la NEP la place prioritaire. À la fin des années 1920, la revalorisation des priorités des pouvoirs soviétiques dans le domaine des concessions a donné lieu à la résiliation de 130 contrats (principalement de types I et II) sur 170<sup>315</sup>. « L'accord d'assistance technique et les contrats individuels avec des entreprises étrangères, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés et des consultants ont remplacé les *concessions pures et mixtes* »<sup>316</sup>.

Mais que reflète ce phénomène de forte réduction des concessions ? N'y a-t-il pas une contradiction dans le fait que parallèlement à ce phénomène on observe une amélioration de la qualité des concessions (de type III uniquement !) en provenance des États-Unis d'Amérique du Nord ?

---

<sup>312</sup> T. V. ALEKSEEV, *L'importance de l'assistance technique à la modernisation de l'industrie nationale des moyens de transmission dans les années 20-30, de XX siècle*. (Značenie inostrannoj tehničeskoj pomoši dlá modernizacii otečestvennoj promyšlennosti sredstv svázi v 20-30-e gody XX veka), Tambov, Gramota, 2011, № 5 (11) : en 4 parties. Part II, p. 16.

<sup>313</sup> *La société de la télégraphie sans fil* change son nom et devient *Tesafi*.

<sup>314</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74. Les matériaux sur assistance technique étrangère dans l'industrie lourde (Materialy o privlečenii inostrannoj tehnpomoši v táželuú promyšlennost').

<sup>315</sup> *Idem*.

<sup>316</sup> Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development. 1930-1945*, Hoover Institute, 1971, p. 16.

## **B. Au tournant des décennies 1920-1930 : la dégradation du système institutionnel de concessions en URSS**

Les résiliations des contrats avec les entrepreneurs étrangers ont été accompagnées, et c'est tout à fait évident, par la dégradation du système institutionnel de la gestion des concessions étrangères en URSS. La première « victime » d'un tel changement dans les systèmes de valeur a été le *Glavkontsesskom*.

### *Le Glavkontsesskom est brisé*

Un peu plus de 8 ans après les premières concessions, pendant deux longs mois (du 12 juin 1930 au 10 août 1930), la commission du *Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne de l'URSS* portant le titre significatif de la *Commission de l'épuration* a inspecté le *Glavkontsesskom*. Les résultats des travaux de la commission ont laissé peu de doutes sur le fait que les autorités soviétiques avaient décidé d'un retour en arrière dans le processus de concession tel qu'il existait jusqu'alors.

L'activité du *Glavkontsesskom* (GKK) de l'URSS, la principale institution concessionnaire, est alors jugée insatisfaisante. Le GKK de l'URSS, nominalement préservé, est privé d'un grand nombre de ses fonctions et de ses droits. Il conserve principalement ses fonctions d'information ; son effectif est réduit de 66 à 9 personnes (représentées par le directeur, un économiste, un juriste et plusieurs techniciens) ; on prescrit au GKK de quitter les lieux (« parce que le bâtiment est spacieux et fait référence au patrimoine culturel »<sup>317</sup>) et de les redonner au musée. 19 employés du GKK sont réprimandés de diverses manières, 9 personnes sont licenciées, les cas de 6 personnes sont transmis à la *Commission centrale de contrôle* de VKP(b) pour examen.<sup>318</sup>

---

<sup>317</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 82 verso. Les résolutions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur la réorganisation de *Glavkontsesskom* sous l'égide du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur l'obtention d'une assistance technique. La correspondance avec le Soviet suprême de l'économie nationale et les autres structures sur l'utilisation par les concessionnaires de leurs droits d'engager des ouvriers et employés étrangers (Postanovleniâ Sovnarkoma SSSR o reorganizacii Glavkoncesskoma pri SNK SSSR, privlečenii tehničeskoi pomošii i perepiska s VSNH i drugimi ob ispol'zovanii koncessionerami svoih prav po najmu inostrannyh rabočih i služuših).

<sup>318</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 77 - 82 verso. « Le rapport sur les activités de la Commission de travail du Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne sur l'épuration de l'appareil du *Glavkontsesskom* sous le *Sovnarkom* de l'URSS. 10 août 1930 » (« Otčet o deâtel'nosti rabočej komissii Narodnogo Komissariata rabočekrest'ânskoj inspekcii SSSR po čistke apparata GKK pri SNK SSSR. 10 avgusta 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, pp. 149 - 150.

Après la purge de *Glavkontsesskom* le système de gestion des concessions étrangères en URSS qui avait été mis en place vers le début des années 1920, a été pratiquement détruit. Les commissions de concessions à l'étranger attachées aux missions commerciales dans les 6 pays ont été supprimées (la résolution de la *Commission d'épuration* stipulait : « Il [le personnel] doit être immédiatement et complètement dissous, et l'exécution des travaux précis liés aux concessions doit être confiée à l'appareil des missions commerciales et à leurs dirigeants »<sup>319</sup>). Il a été considéré aussi que les commissions de concession à l'étranger n'ont rien fait dans le domaine des concessions au cours des deux dernières années, et après le transfert du droit de signer des contrats d'assistance technique aux commissariats économiques, elles se sont retrouvées sans travail du tout. De plus on a trouvé que l'entretien de ces commissions coûtait trop cher (35 794 roubles en or par an).<sup>320</sup>

Au cours de l'épuration du GKK, il a été décidé que le principal inconvénient de ces commissions était leur séparation d'avec les organes opérationnels de l'administration industrielle, qui étaient chargés des branches de l'économie en contact avec les concessions. Par conséquent, les commissions [de concession] elles-mêmes étaient perçues comme généralement incompétentes et inopérantes. Par décision de la *Commission d'épuration*, les structures de concession de tous les niveaux furent supprimées à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1930. La motivation de cette décision a été formulée comme suit : « Dans ces conditions, le système complexe existant d'organismes concessionnaires devient particulièrement intolérable et nécessite une simplification et un allègement décisifs »<sup>321</sup>.

Ainsi, après 1930, de tout le système de concessions, seul le *Glavkontsesskom* de *Sovnarkom* de l'URSS (la structure du niveau fédéral) fut conservé ; « mutilé » par les purges, il s'est vu privé de tous ses services mais il était nominalement conservé. En six ans, au 15 février 1936 la liste des concessions actives fut réduite à dix entreprises<sup>322</sup>. Et après cette date, en 1937 la suppression définitive de GKK eut lieu<sup>323</sup>. Pourquoi la « régularisation » du système

---

<sup>319</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 157.

<sup>321</sup> *Ibid.*, pp. 158-159.

<sup>322</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 4, d. 243, l. 1 - 2. « La liste des concessions en vigueur au 15 février 1936 et des institutions qui les contrôlent. 19 février 1936 » (« Spisok koncessij, dejstvujûših na 15 fevralâ 1936 g., i učeždenij, nablûdaûših za nimi. 19 fevralâ 1936 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, pp. 730 - 731.

<sup>323</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 4, d. 38, l. 8. « La résolution n° 2143 du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS 'Sur l'abolition du GKK sous le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS'. 14 décembre 1937 » (« Postanovlenie SNK SSSR № 2143 'Ob uprazhnenii GKK pri SNK SSSR ». 14 dekabrà 1937').

de concession s'est-elle déroulée de manière évolutive, si peu caractéristique de l'esprit du temps ?

Il est intéressant de noter que les autorités soviétiques ont préféré donner l'impression d'une liquidation des concessions progressive et évolutive et d'étirer ce processus sur une durée de 7 ans. Du leur point de vue, la liquidation massive des concessions aurait pu donner une impression défavorable sur la communauté internationale et affecter son attitude à l'égard de l'URSS ; c'est pourquoi le 25 février 1930, le Politburo a estimé « qu'il était possible d'établir un régime spécial temporaire pour les concessions, ce qui protégerait [...] des collusions inutiles et superflues avec les pays étrangers »<sup>324</sup>.

Dans le cadre de ce « régime spécial temporaire », dans certains cas, les autorités, évitant consciemment de porter atteinte à leur réputation lors de la liquidation des concessions, ont estimé qu'il était possible de soutenir le concessionnaire. Ainsi, le 23 novembre 1929, le conseil d'administration du *Narkomat des Affaires Etrangères*, réuni *Sur la question de la liquidation de la concession de l'homme d'affaires américain A.Y. Hammer en URSS*, décida de la maintenir en créant une entreprise mixte en coopération avec les autorités de Moscou. La lettre du 30 novembre 1929 du Commissaire du peuple par intérim aux affaires étrangères de l'URSS M.M. Litvinov au *Sovnarkom* de l'URSS concernant la liquidation de cette concession déclare que « la concession *Hammer* est la seule concession américaine en URSS. Le monde des affaires américain a suivi de près son fonctionnement ». Naturellement, un rapport sur sa liquidation de la concession *Hammer* aurait été perçu comme la preuve la plus convaincante de l'impossibilité du travail en concession en URSS et aurait fait une impression négative sur les milieux d'affaires américains. Par conséquent, le Conseil estima préférable de sortir de cette situation en organisant, avec *Hammer*, une société mixte.<sup>325</sup>

---

<sup>324</sup> RGASPI, f. 17, inv. 162, d. 8, l. 92-93. « Sur les relations avec les concessionnaires. (Adopté par le Politburo du Comité central du Parti communiste pansoviétique (bolchevik), le 25 février 1930) » (« Ob otnošenii s koncessionerami. (Prinâto v osnovnom Politbûro CK VKP(b) 25.II.1930) »).

<sup>325</sup> Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (anciennement les Archives du ministère des Affaires étrangères), f. 0129, inv. 12, carton 125, d. 309, l. 3. « La lettre du commissaire du peuple par intérim aux affaires étrangères de l'URSS M.M. Litvinov au Conseil des commissaires du peuple de l'URSS concernant l'abolition de la concession de l'homme d'affaires américain A.Û. Hammer. 30 novembre 1929 » (« Pis'mo vremenno ispolnâûsego obâzannosti narodnogo komissara inostrannyh del SSSR M.M. Litvinova v Sovet narodnyh komissarov SSSR otnositel'no likvidacii koncessii amerikanskogo predprinimatelâ A.Û. Hammera. 30 noâbrâ 1929 »). Dans Û.V. IVANOV (dir.), *Les relations soviéto-américaines. Les années de non-reconnaissance. 1927 - 1933* (Sovetsko-amerikanskie otnošenâ. Gody nepriznaniâ. 1927 - 1933), Moscou, MFD, 2002, pp. 213 - 214.

Mais ces rares exceptions ne faisaient que confirmer la volonté d'en finir avec les concessions.

La Commission de l'épuration déplorait « un personnel extrêmement léthargique » et constatait que « le personnel est en sureffectif » ; « la discipline de travail est faible » ; le service juridique ne donnait pas d'évaluations de fond des projets, mais « était préoccupée par les rédactions des contrats déjà faits par des agents opérationnels » ; « les archives étaient inadéquates » ; « le travail se faisait avec lourdeur » ; on constatait « une distorsion entre la politique et la pratique »<sup>326</sup>.

La Commission de l'épuration se plaignait aussi au sujet de la direction du GKK (Trotski, Joffé, Piatakov) considérant que cette dernière était « en opposition avec la ligne générale du Parti »<sup>327</sup>. Mais les principales revendications concernaient la question de l'insolvabilité des concessions.<sup>328</sup>

Des erreurs, du point de vue de la Commission d'épuration, furent commises dans toutes les directions lors de la rédaction des contrats de concession : en assurant l'importation de devises étrangères et d'équipements de pointe en URSS par le biais d'investissements, en transférant aux concessionnaires l'utilisation de matières premières soviétiques, en évitant de créer des garanties juridiques suffisantes pour l'exécution précise par les concessionnaires de leurs obligations envers le gouvernement soviétique.

En conséquence, la pratique des concessions laissait à désirer. En raison de l'absence de clause concernant la qualité des équipements importés dans les contrats, un certain nombre de concessionnaires (*Novik, Trilling, Chenstohovskaja, Leo Drezden, Cellugal, Tifenbaher Knopffabrik*) ont pu importer non seulement des équipements qui n'étaient pas les modèles les plus récents, mais aussi des équipements largement usés (jusqu'à 50-60%), retirés de leurs usines à l'étranger et ainsi, améliorer leurs chiffres d'affaires au sein de leurs sociétés mères à l'étranger. Le principe de la libre fixation des prix de vente par les concessionnaires dans tous les contrats et l'absence de limites maximales pour l'expansion de la production sans le consentement du gouvernement, avec le droit simultané de recevoir des devises pour l'importation de matières premières de l'étranger, ont permis aux concessionnaires d'utiliser

---

<sup>326</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 77 - 82 verso. « Le rapport sur les activités de la Commission du travail du Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne sur l'épuration de l'appareil du *Glavkontsesskom* sous le *Sovnarkom* de l'URSS. 10 août 1930 » (« Otčet o deâtel'nosti rabočeï komissii Narodnogo Komissariata rabočekrest'ânskoï inspekcii SSSR po čistke apparata GKK pri SNK SSSR. 10 avgusta 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, p. 151.

<sup>327</sup> *Idem.*

<sup>328</sup> *Ibid.*, p. 152.

très largement les conditions du marché qui leur étaient favorables, d'introduire des équipes doubles et triples et de recevoir d'énormes bénéfices, puis des devises. Au cours de certaines années, l'ampleur des bénéfices réalisés a été de 20,4 à 460% (en moyenne 85,4%) du capital investi et, par rapport aux fonds importés de l'étranger, de 30,6% à 460% (en moyenne 146%). Les délais impartis au concessionnaire pour remédier aux violations étaient tels qu'ils donnaient en fait au concessionnaire une période de 4 mois pour une violation « légale » du contrat, un délai pendant lequel le gouvernement ne pouvait pas imposer de représailles. Les concessionnaires ont fait un usage intensif de ce droit pour le non-paiement à temps des redevances et des frais de participation et ont ainsi reçu un crédit supplémentaire du gouvernement soviétique.<sup>329</sup>

En évaluant la rentabilité des concessions, la Commission nota aussi la question du déficit de la balance (en devises) avec les concessionnaires.<sup>330</sup> Ainsi, après dix ans d'existence des concessions étrangères, les autorités soviétiques se disaient très mécontentes des résultats de leurs activités. Au début de 1930, 130 des 170 contrats de concession conclus depuis 1923 furent résiliés<sup>331</sup>.

Ainsi, le système d'institutions par lequel l'interaction avec les entreprises étrangères à l'intérieur de l'URSS était réalisée s'est dégradé à la fin de la période de la NEP. En parallèle, on constate une nette augmentation de l'intérêt du côté soviétique pour les entreprises étrangères de technologie de pointe (a priori par l'intermédiaire d'accords d'assistance technique qui pourraient être effectués soit dans une forme dématérialisée, soit sur la base d'échanges de spécialistes bilatéraux). Cela signifie-t-il qu'au début des années 1930, il fallait s'attendre à un « déplacement » de l'intérêt des autorités soviétiques en dehors des frontières nationales ? Pour chercher et engager ponctuellement, au cas par cas, les entreprises de leurs intérêts sur les marchés étrangers ? L'étude du fonctionnement d'Amtorg donne d'intéressantes réponses.

---

<sup>329</sup> GA RF, f. P – 8350, inv. 1, d. 38, l. 77 - 82 verso. « Le rapport sur les activités de la Commission de travail du Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne sur l'épuration de l'appareil du *Glavkontsesskom* sous le *Sovnarkom* de l'URSS. 10 août 1930 » (« Otčet o deatel'nosti rabočeij komissii Narodnogo Komissariata rabočekrest'ânskoj inspekcii SSSR po čistke apparata GKK pri SNK SSSR. 10 avgusta 1930 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les concessions étrangères en URSS (1920 - 1930) : les documents et les matériaux* (Inostrannye koncessii v SSSR (1920—1930) : Dokumenty i materialy), *op. cit.*, p. 155.

<sup>330</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>331</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74. Les matériaux sur assistance technique étrangère dans l'industrie lourde (Materialy o privlečenii inostrannoij tehpomôši v tâželuû promyšlennost').

*Amtorg – un des éléments principaux dans le système de l’acquisition de la technologie américaine*

La saturation du marché intérieur des États-Unis même avant la crise économique de 1929 poussait les pays de l’Occident vers l’URSS avec « ses réserves inépuisables de matières premières, gagnant de plus en plus en importance et en valeur »<sup>332</sup>. L’Allemagne, les États-Unis et la France furent les principaux fournisseurs de technologies à l’URSS.

Au départ, les intérêts des principaux trusts, syndicats, agences commerciales et les autres organisations économiques de l’URSS sur le marché américain étaient représentés par *Amtorg*, par l’intermédiaire de laquelle étaient effectuées pratiquement toutes les transactions commerciales soviétiques (les achats aux États-Unis d’équipements industriels, de machines agricoles, de métaux etc. pour les expéditions en Union soviétique). *Amtorg* n’était pas une mission commerciale soviétique. Cet organisme fut enregistré aux États-Unis en 1924 (165 Broadway, New York)<sup>333</sup> alors que les relations entre les deux pays traversaient une période difficile. Les dirigeants soviétiques refusaient alors de reconnaître les dettes tsaristes et n’avaient pas l’intention de payer les entreprises et les particuliers américains pour les biens qui leur avaient été confisqués après la révolution de 1917. L’administration américaine réagit en ne reconnaissant pas l’URSS et en empêchant le commerce entre les deux États. Or, une fois remise de la guerre civile et de ses ravages, l’industrie soviétique avait un besoin urgent d’équipements et de technologies en provenance des États-Unis, en particulier. Et les hommes d’affaires américains, à leur tour, étaient intéressés par les commandes de la Russie (comme le démontre dans une certaine mesure leur participation aux concessions soviétiques).

Avant l’apparition d’*Amtorg*, la société américaine *Products Exchange Corporation* (*Prodesco*) était déjà engagée dans des opérations commerciales soviéto-américaines en vertu d’un mandat du *Narkomat au Commerce extérieur* de la RSFSR délivré le 10 août 1920 au chef de *Prodesco*, L.K. Martens<sup>334</sup>.

---

<sup>332</sup> A.A. JOFFÉ, «Résultats et perspectives de la politique et de la pratique des concessions en URSS» («Itogi i perspektivy koncessionnoj politiki i praktiki SSSR»), *Planovoe hozâjstvo*, № 1, 1927, pp. 85-87. En ligne: <http://istmat.info/node/44291> Mise à jour le 26/04/2021.

<sup>333</sup> James Farol METCALF, « Soviet Amtorg Trading Corp ». En ligne : <http://www.electric-history.com/>. Mise à jour le 29 avril 2021.

<sup>334</sup> Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie, f. 507, inv. 56, carton 36, d. 15, l. 30-31. « Le mandat confié à L.K. Martens par le Commissariat du peuple au commerce extérieur de la RSFSR lors de sa nomination en tant que représentant autorisé du Commissariat aux États-Unis. 10 août 1920 » (Mandat, vydannyj L.K. Martensu Narodnym komissariatom vnešnej torgovli RSFSR o naznačeenii ego upolnomočennym NKVT v

Cependant, en 1922, le monopole de la compagnie *Prodesco* fut brisé lorsque *Arcos*, créée deux ans plus tôt en Grande-Bretagne avec les mêmes objectifs que *Prodesco* aux États-Unis, commença à négocier sur le marché américain, après avoir ouvert sa succursale à New York en 1923. En conséquence, *Prodesco* et *Arcos-America* commencèrent à se faire concurrence, faisant baisser les prix des matières premières (le principal produit d'exportation de la Russie) et augmentant les prix des équipements (le principal produit d'importation en Russie). Le *Narkomat au commerce extérieur* de l'URSS a dû intervenir et former une seule société commerciale aux États-Unis pour remplacer la dualité d'*Arcos - Prodesco*.

L'idée d'un bureau de représentation unique était d'éliminer la concurrence qui affectait négativement les prix. La politique d'*Amtorg Trading Corporation*, issue de la fusion, était de refuser les services d'intermédiaires dans les négociations commerciales. La société occupait une position de monopole sur le marché américain ; rares étaient les entreprises américaines qui pouvaient acheter ou vendre quoi que ce soit en URSS sans sa participation. La position monopolistique d'*Amtorg Trading Corporation* est restée inchangée pendant les décennies qui suivirent.

Le 31 janvier 1924, dans une lettre du vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS, Maxime Litvinov au commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS, Leonid Krassine, sur la formation d'une société commerciale unique aux États-Unis, il est noté :

« Sans entrer dans une évaluation commerciale de la proposition et ne disposant d'aucune donnée permettant de juger si la nouvelle société fonctionnerait de manière plus satisfaisante que les sociétés existantes [*Arcos - Prodesco*], le *Narkomat aux affaires extérieures* n'a aucune objection d'un point de vue politique sur les mérites de la proposition. Le *Narkomat aux affaires extérieures* insistera cependant pour que la nouvelle société ait le caractère d'une institution entièrement privée, sans fonctions administratives d'aucune sorte, telles que la délivrance de licences aux individus ou aux entreprises, etc. Le *Narkomat aux affaires extérieures* considère qu'il n'est pas souhaitable de répéter l'expérience de Paris, qui a transformé une société commerciale en une mission commerciale *de facto*, bien qu'illégale. Les personnes qui seront nommées à la tête de la société doivent être fortement conseillées de ne pas agir comme des agents du gouvernement soviétique aux États-Unis.<sup>335</sup> »

---

SŠA. 10 avgusta 1920), dans Ū.V. IVANOV (dir.), *Les relations soviéto-américaines. Les années de non-reconnaissance. 1918-1926* (Sovetsko-amerikanskie otnošenîâ. Gody nepriznaniâ. 1918-1926), Moscou, MFD, 2002. pp. 141 - 142.

<sup>335</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0129, inv. 6, carton 121, d. 110, l. 1. « La lettre du vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS M.M. Litvinov au commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS L.B. Krassine sur la formation d'une société commerciale unique aux États-Unis. 31 janvier 1924 (Pis'mo zamestitelâ narodnogo komissara inostrannyh del SSSR M.M. Litvinova narodnomu komissaru vnešnej torgovli SSSR L.B. Krasinu ob obrazovanii v SŠA edinogo torgovogo obšestva. 31



La création et les activités ultérieures d'*Amtorg* sont devenues possibles en raison de la position officielle adoptée par le gouvernement américain - ne pas reconnaître diplomatiquement la Russie soviétique et ne pas développer de relations commerciales et économiques avec elle à un niveau officiel, mais ne pas empêcher en même temps les entreprises privées américaines d'établir des relations commerciales et économiques avec les organisations et agences commerciales et industrielles soviétiques.<sup>336</sup>

En parallèle, pour les autorités compétentes américaines, ce n'était pas un secret qu'*Amtorg* était aussi la principale base de l'activité clandestine du *Komintern* et de l'OGPU.<sup>337</sup> Cette information était connue en Occident, car dès 1924, l'ingénieur en chef du bureau new-yorkais d'*Amtorg* Vladimir Kamerov avait demandé l'asile politique aux autorités américaines et dénoncé ses collègues qui étaient également des agents de renseignement soviétique, révélant en fait tout leur réseau.<sup>338</sup>

Mais ce ne sont pas les activités de renseignement sous couverture qui ont été les plus efficaces mais des actions entièrement légales visant à vérifier la solvabilité de certaines entreprises américaines en soumettant des demandes formelles aux agences de contrôle financier fédérales et locales. Sous le prétexte de conclure une transaction, *Amtorg* obtenait l'accès à des informations sur toute société enregistrée aux États-Unis. Il était impossible de l'empêcher de le faire, car en soumettant des demandes officielles, elle ne sortait pas du cadre légal, étant une entité constituée en société aux États-Unis. À cet égard, les fonctionnaires fédéraux ont qualifié *Amtorg* de « tremplin pour l'espionnage soviétique »<sup>339</sup> et de plus ancienne agence de renseignements soviétique aux États-Unis.

Pendant les années de crise économique, de 1929 à 1933, *Amtorg* a annoncé le recrutement<sup>340</sup> et la création d'environ 12 000 emplois vacants dans diverses industries en

---

ânvarâ 1924), dans Ū.V. IVANOV (dir.), *Les relations soviéto-américaines. Les années de non-reconnaissance. 1918-1926* (Sovetsko-amerikanskie otnošenîa. Gody nepriznaniâ. 1918-1926), Moscou, MFD, 2002, pp. 366-367.

<sup>336</sup> È. A. IVANÂN, *L'Encyclopédie des relations russo-américaines. XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècles* (Ënciklopediâ rossijsko-amerikanskikh otnošenij. XVIII-XX veka), Moscou, Meždunarodnye otnošenîa, 2001, p. 50.

<sup>337</sup> F. D. BOBKOV, *KGB et le pouvoir* (KGB i vlast'), Moscou, Izdatel'stvo Veteran MP, 1995, pp. 107 - 124.

<sup>338</sup> Vladimir Y. KAMEROV, « Ingénieur en chef d'*Amtorg* qui a fait défection aux États-Unis », *New York Times*, le 16 août, 1985, pp. 1, 11.

<sup>339</sup> Jeff GERTH, « Limits Sought on Soviet Business Agencies in U.S. », *New York Times*, August 16, 1985, p. 1.

<sup>340</sup> RGAE, f. 5240, inv. 18, d. 243, l. 218, « Le bilan sur l'invitation de spécialistes étrangers en URSS, adoptées lors d'une réunion du comité exécutif d'*Amtorg*. 23 avril 1929 » (« Tezisy o priglašenii inostrannyh specialistov v SSSR, prinâtye na zasedanii pravleniâ Amtorga. 23 aprilâ 1929 »), SEVOST'ANOV G. N. (dir.), *La Russie et les États-Unis. Les relations économiques. 1917-1933 : Le recueil de documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošenîa. 1917-1933 : Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 1997, pp. 286-287.

URSS.<sup>341</sup> Dans le même temps, un certain nombre de périodiques de gauche aux États-Unis publient des annonces comme celle qui est parue dans le magazine *The Nation* le 16 janvier 1929 : « Les intellectuels, les travailleurs [...] ayant une spécialité, sont invités [...] en Russie [...] le pays dans lequel la plus grande expérience du monde est menée »<sup>342</sup>. La propagande et la crise économique se sont avérées de vraies motivations, suscitant une réaction immédiate de centaines de milliers de chômeurs américains. En 1931, 2000 spécialistes qualifiés sont partis en URSS, 6000 se sont préparés à partir et au moins 100 000 autres candidats ont postulé pour les 4000 postes vacants restants<sup>343</sup>.

En 1930, lors d'une réunion du Politburo du Comité central du VKP(b) consacrée à la réorganisation d'*Amtorg*, il fut proposé de « revoir la répartition des commandes de matériel par pays, en laissant en Amérique des commandes de matériel spécifique correspondant à la dernière technologie américaine ». L'élément déclencheur de l'attention particulière portée à *Amtorg* en 1930 était « d'importants trop-perçus sur des commandes de pétrole [...] et sur un certain nombre d'autres commandes ». L'ampleur des commandes d'équipements sur le marché américain a été multiplié avec le début de l'industrialisation ce qui a posé le problème du déficit en devises. Le Politburo a déclaré que « les principales raisons des paiements excessifs étaient [...] l'absence presque totale de personnel techniquement compétent et la qualification insuffisante des employés » d'*Amtorg* et leur « incapacité à passer de grosses commandes ».<sup>344</sup>

En 1930, l'activité d'*Amtorg*, qui représentait de manière monopolistique les intérêts des départements soviétiques du commerce extérieur dans la négociation des commandes d'équipements et l'achat de technologies sur le marché américain, était en cours de réorganisation. Les mesures prises indiquent l'importance du marché américain aux yeux des autorités soviétiques. Le décret du Politburo du 20 août 1930 exige que les négociations soient

---

Voir aussi : GA RF, f. A5449, inv.1, d. 1365, La correspondance du Conseil économique suprême de l'URSS et la société américaine *Amtorg* sur le recrutement des spécialistes américains pour les employer en URSS. 11 octobre 1931 – 26 mars 1932 (Perepiska s VSNH SSSR, Amerikanskim akcionernym obšestvom *Amtorg* o nabore amerikanskikh rabočih-specialistov dlâ raboty v SSSR. 11/10/1931-26/03/1932).

<sup>341</sup> È. A. IVANÂN, *L'Encyclopédie des relations russo-américaines. XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècles* (Ënciklopediâ rossijsko-amerikanskikh otnošenij. XVIII-XX veka), Moscou, Meždunarodnye otnošenîa, 2001, p. 49.

<sup>342</sup> *Ibid.*, pp. 49-50.

<sup>343</sup> *Idem.*

<sup>344</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 276, l. 93-94. « Annexe à la résolution du Politburo du Comité central du Parti communiste pansoviétique (bolchevik) *Sur l'Amtorg*. (Approuvé par le Politburo le 20 août 1930 » (« Priloženie k Postanovleniû Politbûro CK VKP(b) « Ob Amtorge ». (Utverždено Politbûro CK VKP(b) 20.08.30) »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 2, 1929-1933, Moscou, Nauka, 2009, p. 291.

menées par des « personnes strictement définies et spécialement autorisées » ; la conduite, en dehors d'Amtorg, de toute négociation commerciale avec des entreprises en Amérique « est strictement interdite » dorénavant; toutes les organisations commerciales ont reçu l'instruction de garder « secrètes pour les entreprises étrangères les décisions prises concernant des commandes »; le conseil d'administration d'*Amtorg* a reçu l'instruction de contrôler soigneusement « l'accueil des employés, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de pénétration dans le bureau [...] d'éléments non qualifiés ». Les personnes coupables d'avoir violé cette directive devraient être poursuivies.<sup>345</sup>

#### *Les accords d'assistance technique sur le marché américain*

Au tournant des décennies 1920-1930, il n'était pas question d'une réduction de l'implication des technologies occidentales en URSS. Ce phénomène s'est élargi, au moins jusqu'au début de la Grande Guerre Patriotique de 1941. Nous aimerions montrer son évolution en nous appuyant sur le marché américain, selon les démarches du côté soviétique montrées dans la subdivision précédente, prioritaire à l'égard des exportations des produits technologiques en Russie.

À la fin de 1929, Petr A. Bogdanov, homme d'État soviétique, brillant ingénieur en mécanique, diplômé en 1899 de l'Ecole de commerce d'Alexandrov avec une médaille d'or et issu en 1909 de l'Ecole technique supérieure impériale de Moscou, est nommé à la tête d'*Amtorg*. Bogdanov parle couramment l'anglais, l'allemand et le français. Il a dirigé *Amtorg* jusqu'en 1934. Les rapports de Bogdanov, même sans recourir à l'analyse lexicographique, tant dans leur forme que dans leur contenu, relèvent davantage de la catégorie des ouvrages scientifiques hautement qualifiés que de la correspondance diplomatique.

Le 6 janvier 1934, dans la lettre de P.A. Bogdanov au commissaire du peuple de l'industrie lourde de l'URSS G.K. Ordzhonikidze, concernant l'utilisation de l'expérience technique américaine en URSS (la copie du document a été envoyée au secrétariat de Staline) il est dit que « l'expérience dans la réception de l'assistance technique des pays européens et des États-Unis au cours du premier plan quinquennal », a montré qu' « il était nécessaire pour de nombreuses branches de l'industrie et des domaines technologiques de chercher de l'aide

---

<sup>345</sup> *Ibid.*, p. 293.

plutôt aux États-Unis qu'en Europe »<sup>346</sup>. Bogdanov argumente sa position en considérant la disponibilité de technologies de meilleure qualité aux États-Unis et l'inaccessibilité d'un certain nombre de technologies sur le marché européen.

« Le matériel acheté en Europe (surtout en Italie) ne s'est pas toujours avéré fonctionner correctement, et un certain nombre de machines n'ont pas pu être mises en route pendant longtemps. Ainsi, la qualité des équipements n'était pas toujours au niveau requis, contrairement à la qualité des équipements américains, pour lesquels nous n'avons pas reçu de plaintes sérieuses.

Toute une série de machines et d'équipements spéciaux ainsi que des processus technologiques entiers (par exemple, le processus de laminage continu des tôles d'acier) n'ont pas pu être fournis par l'Europe et ces équipements ne peuvent être trouvés qu'aux États-Unis.<sup>347</sup> Le procédé de laminage continu du système *Armco* n'existe nulle part ailleurs en Europe, et la production de masse d'automobiles ne peut être déployée sans la maîtrise de ce procédé [...] la production automatisée des châssis de camion du système *Smith* ou la soudure des carrosseries n'ont rien de comparable en Europe.<sup>348</sup> »

Bogdanov cite de nombreux exemples d'emprunts technologiques réussis et déjà faits sur le marché américain : « Serebrovsky<sup>349</sup> a apporté des États-Unis il y a sept ou huit ans les méthodes améliorées d'extraction de pétrole » ; la commission Agaverdiev<sup>350</sup> a été « complètement stupéfaite et déprimée » par le fait que des « puits profonds (jusqu'à deux kilomètres) » ont été forés aux États-Unis en quelques semaines alors que des « puits moins profonds » ont été forés en URSS en quelques mois ; la commission chargée d'étudier la fabrication de forages hélicoïdaux et d'autres outils à coupe rapide a constaté que ce n'est qu'ici, aux États-Unis, qu'il existait des méthodes permettant d'assurer « une production de masse d'outils correspondant aux exigences de l'industrie [de l'URSS] en expansion » ; la commission Solov'ev a étudié la cokéfaction et l'utilisation des gaz résiduels ; une commission sur les

---

<sup>346</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 362, l. 123-127. « La lettre de P.A. Bogdanov à G.K. G.K. Ordzhonikidze avec un programme d'utilisation de l'expérience technique américaine en URSS. 6 janvier 1934 » (« Pis'mo P.A. Bogdanova G.K. Ordžonikidze s programmoj ispol'zovaniâ v SSSR amerikanskogo tehničeskogo opyta. 6 ânvarâ 1934 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 87.

<sup>347</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>348</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>349</sup> Alexander Pavlovitch Serebrovsky était un révolutionnaire russe et un ingénieur soviétique du pétrole et des mines.

<sup>350</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 362, l. 127. Hussein Agaverdiev était un chef adjoint d'*Azneft'*.

minerais spéciaux et un certain nombre d'ingénieurs, comme Pritula<sup>351</sup>, ont travaillé aux États-Unis sur l'isolation des tuyaux en acier.<sup>352</sup>

Les dirigeants d'*Amtorg* ont également souligné qu'aux États-Unis « dans un certain nombre d'industries, il y a relativement moins de secret de production qu'en Europe et une psychologie différente de l'Europe » parmi les ingénieurs et les ouvriers. Il est « incommensurablement plus facile aux États-Unis qu'en Europe d'obtenir des dessins, des informations tant auprès des entreprises elles-mêmes que des ingénieurs individuels ». Le droit des brevets et de l'invention sont « traités beaucoup plus facilement aux États-Unis qu'en Europe ». Le rythme d'adoption des technologies industrielles est si rapide ici que le fait de conserver un brevet et un secret perd [rapidement] toute signification ». Il ne s'agit pas de maintenir le secret, mais d'exploiter plus rapidement l'invention sur le marché.<sup>353</sup>

Le ton de certains des rapports de Bogdanov est absolument extatique. Il admire « l'énorme culture technique créée par les Américains, plus que dans tout autre pays », dont la Russie « est encore totalement dépourvue dans un certain nombre de branches ». Il mentionne la richesse de la littérature technique, « l'énorme quantité d'expérience accumulée dans les archives des entreprises et des bureaux techniques » ; « le travail de recherche largement développé dans les entreprises (*General Electric, General Motors*), les instituts de recherche de l'industrie (Carnegie Technology Institute, Mellon Research Institute à Pittsburgh, Stephen Institute of Technology etc.).<sup>354</sup>

La position de Bogdanov en tant qu'apologiste du marché (au sens général et économique du terme) est absolument frappante. Il affirme que « la psychologie américaine, sous la pression de l'économie et des salaires élevés, a développé des méthodes pour résoudre tout problème technique et de production de la manière la plus simple, la plus efficace et la moins chère ». Les salaires élevés ont exigé le remplacement du travail humain par la technique, la concurrence sur le marché a rendu ces mécanismes les plus productifs, d'où la naissance du système de production de masse. « Les exigences du marché ont donné une mobilité

---

<sup>351</sup> A.F. Pritula était un pétrolier.

<sup>352</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 362, l. 123-127. « La lettre de P.A. Bogdanov à G.K. Ordzhonikidze avec un programme d'utilisation de l'expérience technique américaine en URSS. 6 janvier 1934 » (« Pis'mo P.A. Bogdanova G.K. Ordžonikidze s programmoj ispol'zovaniâ v SSSR amerikanskogo tehničeskogo opyta. 6 âнварâ 1934 »), dans G.N. SEVOST'ANOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes, op. cit.*, pp. 88-89.

<sup>353</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>354</sup> *Ibid.*, pp. 90-91.

exceptionnelle à la pensée technique américaine et l'ont habituée à trouver dans chaque cas les solutions les plus rentables aux problèmes ». <sup>355</sup>

Pour Bogdanov, l'un des auteurs du concept de la nouvelle politique économique (NEP), qui a dirigé sa mise en œuvre dans l'industrie en tant que président du Conseil économique suprême (1921-1925), telle « indiscretion » dans les expressions de son admiration sans borne par rapport aux technologies américaines était compréhensible. Et la démonstration d'une attitude loyale envers le système capitaliste de marché par les hauts dirigeants soviétiques au début des années 1930 était apparemment encore acceptable (ce qu'on ne peut pas dire de 1937, quand Bogdanov a été arrêté, condamné et exécuté un an plus tard).

Les documents d'archives montrent à quel point les entreprises américaines étaient impliquées dans la question de l'industrialisation soviétique. Au cours de la seule année 1936, des commandes soviétiques ont été passées auprès de 1023 entreprises américaines, en 1935 - parmi 960 entreprises. <sup>356</sup> En 1936, *Amtorg* achète des licences pour une valeur de 176,83 millions de roubles (toutes ces licences sont destinées à l'achat d'équipements), passe des commandes pour une valeur de 31,73 millions de dollars (en 1935 ce chiffre était de 33,78 millions de dollars). <sup>357</sup>

Parmi les entreprises américaines qui ont reçu des commandes soviétiques en 1936 pour une valeur supérieure à 0,5 millions de dollars, on trouve les suivantes <sup>358</sup> :

	Mille dollars
<i>Acheson Oildag</i> <sup>359</sup>	1871.4
<i>Universal Oil Products</i>	1650.0
<i>United Steel</i> (la sidérurgie)	1506.8
<i>Lummus</i>	1443.8
<i>Climax Molybdenum Company</i> <sup>360</sup>	1375.0
<i>Max B. Miller</i>	1318.1

<sup>355</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>356</sup> RGAE, f. 413, inv. 13, d. 1325, l. 5-16. « Un extrait du rapport sur les activités du service d'exportation d'*Amtorg* en 1936. 19 janvier 1937 » (« Iz otčeta o rabote èksportnogo upravleniâ Amtorga za 1936 g. 19 ânvarâ 1937 »), dans G. N. SEVOST'ÂNOV, *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1933-1941 : Le recueil de documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošeníâ. 1933-1941: Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 2001, pp. 166,168.

<sup>357</sup> *Ibid.*, pp. 163-164.

<sup>358</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>359</sup> *Acheson Oildag*. L'inventeur de Port Huron, le Dr Edward G. Acheson (1856-1931), est reconnu comme étant un génie de la chimie. En 1908, il a fondé l'entreprise mondiale, *Acheson Colloids Co*. Protégé de Thomas Edison, il détient plus de 150 brevets américains et étrangers pour des procédés techniques et chimiques. Il était membre fondateur et ancien président de l'*Electrochemical Society*. Parmi ses inventions les plus importantes figure le Carborundum, un abrasif suffisamment dur pour couper les diamants. Il a également déposé des brevets pour la fabrication de graphite artificiel et la purification du carbone, une foreuse utilisée pour l'extraction du charbon et du minerai de fer et des fils téléphoniques qu'il a ensuite vendus à George Westinghouse.

<sup>360</sup> Un des leaders parmi les producteurs et fournisseurs de molybdène au monde.

	Mille dollars
<i>PCA</i>	1286.9
<i>The Bethlehem Steel Corporation</i> (la sidérurgie)	1121.5
<i>Glenn L. Martin Company</i> <sup>361</sup>	1054.6
<i>Republic Steel Corporation</i> <sup>362</sup> (la sidérurgie)	1054.3
<i>American Rolling Mill Company</i> <sup>363</sup>	948.2
<i>Norton</i>	935.0
<i>Douglas</i>	740.6
<i>Morgan</i>	638.6

Parmi les grandes entreprises américaines – fournisseurs de l'URSS en 1936, on trouve notamment un certain nombre de sociétés sidérurgiques : *United Steel, Bethlehem Steel Corporation, Republic Steel Corporation*. La nomenclature des équipements et autres biens commandés par les compagnies en 1936 comprend de la tôle automobile, des laminoirs, des bandes d'acier, des aciers divers et de l'acier étiré à froid (ce qui représente environ 25 % de tous les équipements commandés aux États-Unis en 1936, en valeur).

Il convient de noter que les questions relatives à l'étude des conditions du marché américain ou du niveau technique de développement de tel ou tel secteur industriel aux États-Unis relevaient de la compétence non seulement des dirigeants économiques, mais aussi de celles du Parti. M.L. Sorokine, membre du Comité de contrôle du Comité central du VKP(b), envoya le 2 novembre 1935 une note<sup>364</sup> à I.V. Staline caractérisant l'industrie américaine et la nécessité d'emprunter ses réalisations en URSS. En particulier, Sorokine attirait l'attention sur la croissance de la métallurgie américaine dans la production « d'acier laminé de qualité, et dans la construction de machines et l'utilisation d'acier allié, d'acier façonné (sans l'usinage des métaux) et de fonte brute allié ». Sorokine précisait :

« Les aciers au carbone sont remplacés par des aciers cuivreux, au silicium et au manganèse. Ils se distinguent des aciers au carbone par une résistance beaucoup plus élevée, une plus grande résistance à la corrosion, à l'usure et à l'abrasion, etc. Les aciers inoxydables se répandent. Le contrôle de la production de la fusion et du laminage des aciers au carbone est renforcé. On peut constater que la métallurgie évolue et cherche

<sup>361</sup> La *Glenn L. Martin Company* est un constructeur aéronautique américain créé par le pionnier de l'aviation Glenn Luther Martin (1886-1955). La société est passée au travers de nombreuses fusions et existe aujourd'hui en tant que *Lockheed Martin*.

<sup>362</sup> Une entreprise sidérurgique américaine. Fondée à Youngstown en 1899 par Cyrus Eaton, l'entreprise cesse son activité en 1984. À son apogée, l'entreprise était la 3<sup>e</sup> productrice d'acier aux États-Unis.

<sup>363</sup> *Armco Inc.*, formerly (1948–78) *Armco Steel Corporation*, or (1899–1948) *American Rolling Mill Company*.

<sup>364</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 423, l. 50-91. La note d'un membre du Comité de contrôle du Parti M.L. Sorokine à Staline avec une description de l'industrie américaine et la nécessité de canaliser ses technologies vers l'URSS. 2 novembre 1935 (Zapiska člana Komiteta partijnogo kontrolâ pri CK VKP(b) M.L. Sorokina I.V. Stalinu s karakteristikoj promyšlennosti SŠA i neobhodimosti zaimstvovaniâ ee dostiženij dlâ SSSR. 2 noâbrâ 1935). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 250.

des moyens plus intensifs pour entrer dans la catégorie des aciers de qualité... Ce que nous appelons « aciers spéciaux » et que nous produisons dans les usines de *Specstal*, [est] la nomenclature habituelle des usines d'acier au carbone. Les aciers de haute qualité ne sont plus un luxe, mais une nécessité pour la construction mécanique.<sup>365</sup> »

Le contenu de la note ci-dessus, tiré du rapport de Sorokine à Staline, n'est pas classifié, les rapports sur les diverses innovations techniques dans les différents domaines étaient nombreux, et les premiers dirigeants de l'État n'étaient sûrement pas des experts techniques spécialisés. Mais ce flux d'informations s'adressait tout d'abord à eux. La participation directe des dirigeants politiques du pays au processus de transfert des technologies occidentales, en particulier américaines, vers l'URSS en 1930 constitue une particularité remarquable. Les études des documents d'archives montrent que les rapports analytiques sur la conjoncture de tel ou tel marché, les propositions d'achat de certaines technologies ou de conclusion d'accords d'assistance technique - presque tous ces matériaux, sans exceptions, étaient adressés aux premières personnes de l'État : Staline, Molotov, Kaganovitch, etc. Si avant la « purge » du *Glavkontsesskom*, les décisions concernant telle ou telle concession ou tel ou tel accord d'assistance technique étaient pris par les responsables économiques au niveau départemental, à partir du début des années 1930, les décisions furent prises au plus haut niveau politique de l'État. Cela peut démontrer rien de moins que l'intérêt extrême porté aux transferts des technologies occidentales et l'impossibilité de s'en passer.

La note de I.V. Boev, le président d'*Amtorg* (le successeur de A.P. Bogdanov) *Sur l'opportunité de passer des commandes industrielles des Etats-Unis vers l'URSS* est envoyée à tous les membres et candidats du Politburo du Comité central du VKP(b) : A.A. Andreev, K.E. Vorochilov, L.M. Kaganovitch, M.I. Kalinine, S.M. Kirov, S.V. Kossior, V.V. Kouïbychev, A. I. Mikoïan, V. M. Molotov, G. K. Ordjonikidze, G. I. Petrovski, P. P. Postyshev, Y. E. Roudzoutak, I. V. Staline.<sup>366</sup>

Le début des années 1930 est, on l'a dit, marqué par une restructuration des institutions impliquées dans le transfert de la technologie occidentale. Le *Glavkontsesskom* de l'URSS a

---

<sup>365</sup> *Idem.*

<sup>366</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 293, l. 37-40. La remarque de I.V. Boev envoyée à L.M. Kaganovich sur l'opportunité de passer des commandes industrielles destinées de la Russie aux États-Unis. 21 août 1934 (Zapiska I.V. Boeva L.M. Kaganoviču o celesoobraznosti razmešeniâ v SŠA promyšlennyh zakazov dlâ SSSR. 21 avgusta 1934). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 179.



finalement été supprimé le 14 décembre 1937. Le décret *Sur l'abolition du Glavkontsesskom* a confié le contrôle des concessions peu nombreuses qui restaient, au *Narkomat au commerce extérieur* où un département correspondant a été créé en son sein. Sous l'égide de *Narkomat au commerce extérieur* un système d'associations de commerce extérieur spécialisées dans les opérations d'importation a été créé : *Maschinoimport, Stankoimport, Technopromimport, Soyuzmetimport et Uchetimport*.<sup>367</sup>

Paradoxalement, l'élimination des institutions de concession en URSS n'a pas signifié la diminution de la coopération avec les entreprises occidentales. Derrière la façade extérieurement modeste de ce qui restait de l'ancien *Glavkontsesskom* (après sa « purge » en 1930 et son abolition définitive en 1937), se cachait (désormais dans le cadre du *Narkomat au commerce extérieur*) une haute activité très prononcée dans l'emprunt de technologies occidentales, désormais passée sous silence.

L'analyse des accords d'assistance technique conclus en 1934 (*Figure*) montre que les principaux fournisseurs de technologies étaient des entreprises américaines, allemandes, italiennes, françaises et suisses avec qui des accords furent conclus dans les secteurs de haute technologie de pointe et dans le secteur de la défense (la construction aéronautique, l'optique spéciale, l'industrie chimique, les usines hydrauliques, la construction de turbines et l'industrie de l'énergie électrique, les laminoirs, l'acier de qualité, les moteurs diesel, les compresseurs). Cette liste ne comprend pas les concessions pour la production des règles, crayons, boutons, peignes et de pellicule cinématographique, c'est à dire les concessions de l'industrie manufacturière.

*Figure 7.* Partie et contrepartie aux contrats d'assistance technique en cours au 2 juillet 1934 (dans le système de l'industrie lourde de l'URSS) étaient les suivants<sup>368</sup> :

1. *RIV* (Italie) - 1ère usine de roulements d'État (roulements)
2. *Ford* (États-Unis) – Usine automobile Molotov à Gorky
3. *BSA* (Angleterre) – Usine de bicyclettes de Moscou
4. *Demag* (Allemagne) – Bureau central d'ingénierie lourde (les grues et les appareils de levage)
5. *Demag* (Allemagne) - *CBTM* (laminoirs)
6. *Sulzer* (Suisse) – *Sojuzdizel'* (moteurs diesel)

<sup>367</sup> RGAE, f. 413, inv. 13, d. 1325, l. 5-16. Du rapport sur les travaux du département d'exportations d'*Amtorg* en 1936 de président d'*Amtorg* I.V. Boev au chef du Département d'exportation V.K. Bogdan. 19 janvier 1937 (Iz otčeta o rabote èksportnogo upravleniâ Amtorga za 1936 Predsedatelâ Amtorga I.V. Boeva načal'niku Èksportnogo upravleniâ V.K. Bogdanu. 19 ânvarâ 1937), dans G. N. SEVOST'ÂNOV, *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1933-1941 : Le recueil de documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošení. 1933-1941 : Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 2001, p. 168.

<sup>368</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 61, l. 6,7,7 verso. « La liste des accords d'assistance technique en vigueur au sein du Commissariat du peuple à l'industrie lourde de l'URSS. 2 juillet 1934 » (« Spisok dejstvuuših dogovorov inotehpomoši po Narkomtâžpromu SSSR. 2 iûlâ 1934 »). Dans S.S. HROMOV (dir.), *L'industrialisation de l'Union soviétique. Les faits nouveaux et les approches nouvelles* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody), Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1999, vol. II, p. 298-299.

7. *Man* (Allemagne) – Usine de Kolomna (diesels)
8. *Erhard & Semmer* (Allemagne) - *Voshim* (compresseurs)
9. *Stock* (Allemagne) – Usine de Kalinin (foreuses à spirale)
10. *Krupp* (Allemagne) – Aciers spéciaux (aciers alliés)
11. *Taylor* (Angleterre) – Trubostal' (roues monobloc)
12. *Coppers* (USA) - Giprocok (fours à coke)
13. *Demag* (Allemagne) - *Magnitostroy* (atelier de laminage)
14. Société française d'aluminium (France) - Glavaljuminij, Volkhov et Fonderie d'aluminium Dneprovskij
15. *Miguet* (France) - Zaporozhstal (fours électriques Miguet)
16. *Mietke* (Allemagne) - *Gincvetmet* (zinc)
17. *Metro -Vickers* (Angleterre) - VÈT (industrie électrique des turbines et des courants forts)
18. *Scintilla* (Suisse) - *Elektrokombinat* (magnétos)
19. *Avtolight* (USA) – *Elektrokombinat* (équipements électriques pour les véhicules à moteur)
20. *Omodeo* (Italie) - *Gmdroèlektroproekt* (centrales hydroélectriques)
21. *Lubeck* (Suède) - *Battery Trust* (Trust de la batterie)
22. *Nitrogen* (USA) - Sojuzazot (usines d'ammoniac)
23. (acide nitrique)
24. *Uhde* (Allemagne) - *Soûzazot* (salpêtre)
25. *Uhde* (Allemagne) - *Soûzazot* (méthanol)
26. *Uhde* (Allemagne) - *Soûzazot* (nitrate d'ammonium)
27. *Electrokemiska* (Norvège) - *Spektral'* (électrodes)
28. *Eternit* (Italie) - *Soûzasbest* (tuyaux en amiante-ciment)
29. *Schlumberger* (France) - *IGRI* (prospection géoélectrique)
30. *Curtisright* (USA) - *Aircraft Trust* (moteurs d'avion)
31. *Fiat* (Italie) – Usine n°120 (fonderie)
32. *Ansaldo* (Italie) – Usine *Bol'shevik* (autofrettage et chemisage de canon)
33. *Sperry* (USA) - *Elektrokombinat* (optique spéciale)
34. *Deshimag* (Allemagne) – Bureau central de conception de la construction navale
35. *Ansaldo* (Italie) - *CKBS* (construction navale spéciale)
36. *Bauer* (Allemagne) - *CKBS* (construction navale)

Une interprétation extensive de la notion de « transfert de technologie occidentale » des années 1930-1940 implique une série d'actions. Tout d'abord, le séjour permanent dans le pays du fournisseur de technologie d'un petit groupe constitué de spécialistes chargés de rechercher des « cibles potentielles » - des scientifiques et des experts qui pourraient être invités à travailler en URSS et qui, si des contrats individuels étaient conclus avec eux, seraient moins coûteux pour la partie prenante que l'obtention de brevets ou la signature de contrats avec telle ou telle entreprise.

Le directeur d'*Amtorg*, P.A. Bogdanov, qualifie cette approche de « connexion organisationnelle permanente entre les branches concernées [de l'industrie soviétique] et la technologie américaine »<sup>369</sup> et suggère d'envoyer aux États-Unis « un cadre de l'industrie majeure qui serait capable d'établir des connexions majeures »<sup>370</sup>. Selon lui, « il devrait y avoir un bureau technique composé de 7 à 12 grands spécialistes dans certaines branches de la

<sup>369</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 05, inv. 14, carton 100, d. 79, l. 9 - 14. « Sur le développement des contacts techniques avec les États-Unis, dans une lettre adressée à Staline en date du 7 avril 1933 et dans une lettre adressée à Ordjonikidze du 6 janvier 1934 » (« O razvertyvanii tehničeskikh svâzej s SŠA » na imâ tov. Stalina ot 7/IV/33 i v pis'me na imâ Ordžonikidze ot 6/I/34 г. »).

<sup>370</sup> *Idem.*

technologie » pour obtenir « à moindre frais, les données d'ordre technique les plus intéressantes et parfois secrètes »<sup>371</sup>.

I.V. Boev, qui a remplacé Bogdanov comme directeur de l'*Amtorg*, dans sa note à Staline (le 18 janvier 1937) sur l'opportunité d'inviter des chimistes des États-Unis à venir travailler en URSS, a également proposé d'organiser un bureau de l'industrie chimique en Amérique composé de plusieurs ingénieurs pour les raisons suivantes : « la chimie, en fait, est principalement concentrée entre les mains de trois entreprises : *I.G. Farben* - en Allemagne, *Monde* - en Angleterre et *Dupont* - en Amérique »<sup>372</sup>, en invitant (en attirant pour un salaire plus élevé) de grands chimistes américains, on pourrait « résoudre dans une large mesure les goulets d'étranglement pratiques »<sup>373</sup> de l'industrie chimique de défense en URSS.

Parmi les actions qui impliquaient des « transferts de technologie occidentale » des années 1930-1940 se trouvaient des achats d'échantillons d'équipements pour étudier leur conception et leurs propriétés (souvent, l'équipement était étudié en profondeur, décomposé jusqu'à la « vis » et toutes les pièces étaient reproduites sur la base des échantillons reçus). En décembre 1939 le chef de la Direction principale des forces aériennes de l'Armée rouge, Knâzev, dans sa lettre au Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS, note qu'il est nécessaire d'acheter des avions militaires : 1 ou 2 exemplaires du chasseur « Vultee R-48A » et 1 exemplaire du bombardier-attaquant *Douglas DV* « pour en examiner la conception et les propriétés tactiques » (« L'avion représente une nouvelle classe de machines de combat et est commandé en grande quantité pour l'*US Air Force*, qui est tout à fait moderne du point de vue technique et tactique »).<sup>374</sup>

En règle générale, conformément aux termes des accords d'assistance technique, la partie prenante de la technologie profitant du contrat envoyait ses ingénieurs en voyage

---

<sup>371</sup> *Idem.*

<sup>372</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 363, l. 65-67. Un mémo de I. V. Boev à I.V. Staline sur l'opportunité d'inviter des spécialistes de la chimie des États-Unis à travailler en URSS. 18 janvier 1937 (Zapiska I.V. Boeva I.V. Stalinu o celesoobraznosti priglašeniâ na rabotu v SSSR specialistov-himikov iz SŠA. 18 ânvarâ 1937). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 398.

<sup>373</sup> *Idem.*

<sup>374</sup> RGAE, f. 413, inv. 9, d. 16, l. 117. « La lettre du chef de la direction principale de l'armée de l'air de l'Armée rouge Knâzev au Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS concernant l'achat d'avions militaires aux États-Unis. 9 décembre 1939 (Pis'mo načal'nika Glavnogo upravleniâ voenno-vozdušnyh sil RKKK Knâzeva v Narkomvneštorg SSSR o zakupke voennyh samoletov v SŠA. 9 dekabrà 1939). Dans G. N. SEVOST'ÂNOV, *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1933-1941 : Le recueil de documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošeniâ. 1933-1941 : Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 2001.

d'affaires dans les entreprises du fournisseur de technologies. Ainsi, en juin 1938, le *Commissariat du peuple au commerce extérieur* de l'URSS a envoyé à M.M. Kaganovitch un rapport sur l'application des accords d'assistance technique dans les usines d'aviation américaines de *Douglas Aircraft Company, Vultee Aircraft Corporation, Consolidated Aircraft Corporation, Wright, Seversky Aircraft Company*<sup>375</sup>, qui contenait des détails sur le travail des ingénieurs soviétiques dans les entreprises de ces sociétés. Les ingénieurs soviétiques étaient également présents dans les usines de *RCA (Radio Corporation of America)*<sup>376</sup>.

L'envoi de spécialistes en voyage d'affaires résolut ainsi le problème du savoir-faire (de *know-how*) - car il était souvent important non seulement d'obtenir un brevet ou des dessins des machineries, mais aussi de voir « sur place » comment les productions se déroulaient en réalité. Les experts soviétiques rapportaient que « lors de l'application des tubes et récepteurs radio de *RCA* » dans la production en URSS, ils rencontrèrent de nombreux goulots d'étranglement qui auraient pu être contournés soit par les voyages d'affaires, soit par l'envoi d'équipements clés en main.<sup>377</sup>

La géographie des voyages d'affaires des cadres soviétiques s'étend généralement aux pays européens et aux États-Unis. Les « cibles potentielles » de ces voyages d'affaires sont des fabricants et des fournisseurs de premier plan. Ainsi, en août 1935, Sinâvskij, chef des communications de l'Armée rouge, se rend en Amérique et en France. Le but de son voyage est de conclure un contrat avec *Tesla*, d'acquérir les derniers exemples d'équipements de communication en Amérique, d'acquérir « des équipements télémechaniques et secrets en France », et de clarifier le coût de l'assistance technique de *Radio Corporation* et de *Sperry*.<sup>378</sup>

Sinâvskij conclut un accord avec *Tesla*, aux termes duquel ce dernier s'engage à : élaborer un projet pour son installation complète et à mener une consultation et une assistance

---

<sup>375</sup> RGAE, f. 413, inv. 13, d. 2331, l. 14-15. Le rapport des employés du Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS au Commissaire du peuple à l'industrie de la défense M.M. Kaganovitch sur la mise en œuvre des accords d'assistance technique entre l'URSS et les États-Unis. 28 juin 1938 (Otčet sotrudnikov Narkomvneštorga SSSR narkomu oboronnoj promyšlennosti M.M. Kaganoviču o hode vypolneniâ dogovorov o tehničeskoj pomoši meždu SSSR i SŠA. 28 iûnâ 1938). Dans G. N. SEVOST'ÂNOV, *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1933-1941 : Le recueil de documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošeníâ. 1933-1941 : Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 2001, p. 289.

<sup>376</sup> *Ibid.*, p. 290.

<sup>377</sup> *Idem.*

<sup>378</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 348, l. 87-93. Le rapport de N.M. Sinâvskij et K.E. Vorochilov à propos d'un voyage aux États-Unis et en France. 26 juillet 1935 (Doklad N.M. Sinâvskogo K.E. Vorošilovu o poezdke v SŠA i Franciû. 26 iûlâ 1935). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, pp. 232-233.

systematiques pour la mise en œuvre de cette construction en URSS. *Tesla* est payé 25 000 dollars pour ce travail.<sup>379</sup>

Les négociations avec la société américaine *Bendix Aviation Corporation*<sup>380</sup> concernant l'obtention d'une assistance technique sont menées par L.M. Kaganovitch en janvier 1938 sur la conception et la fabrication de dispositifs et d'unités pour l'équipement des avions et des moteurs (jusqu'à 400 articles et couvrant plusieurs domaines technologiques : dispositifs et mécanismes pour la climatisation ; dispositifs et équipements pour les avions et les moteurs d'avion ; équipements pour les aéroports ; produits automobiles et équipements pour l'entretien des véhicules ; freins ; carburateurs ; équipements électriques ; équipements radio ; équipements marins ; instruments météorologiques, etc.) Valeur du contrat « 1 000 000 de dollars en un seul paiement et 50 000 de dollars par mois pour la durée du contrat »<sup>381</sup>.

La circonstance suivante mérite d'être évoquée. De nombreux spécialistes et fonctionnaires soviétiques impliqués dans des contacts concernant l'emprunt de technologies occidentales dans les années 1920-1940 ont été réprimés et liquidés. Parmi ceux dont les noms sont mentionnés dans ce chapitre, ont ainsi été éliminés : les chefs d'*Amtorg* S. Bron (fusillé le 21 avril 1938, réhabilité le 25 avril 1956 par le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS) et P.A. Bogdanov (fusillé le 15 mars 1938, réhabilité en mars 1956), les cadres du *Trust Uglov* (arrêtés le 17 octobre 1937, fusillés le 21 février 1938) et S.A. Vekšinskij (réprimé et emprisonné du début de 1938 à la seconde moitié de 1939), le chef du trust pétrolier, candidat au Comité central de VKP(b), Serebrovskij (arrêté le 23 septembre 1937, exécuté le 10 février 1938, réhabilité à titre posthume le 19 mai 1956), le commissaire adjoint du peuple au commerce de l'URSS D.A. Rozov (en mars 1940, il a été arrêté pour la participation à une

---

<sup>379</sup> *Ibid.*, pp. 233-234.

<sup>380</sup> La *Bendix Corporation of Chicago*, l'ancienne société américaine fondée en 1924 pour fabriquer des systèmes de freinage automobile. Pendant une grande partie du 20e siècle, *Bendix* était un fabricant et fournisseur de premier plan de composants automobiles, de matériaux de construction et d'autres équipements. Le fondateur de la société, Vincent Bendix, l'inventeur et industriel américain qui s'est associé à l'inventeur français Henri Perrot pour fabriquer des systèmes de freinage à South Bend en 1924 ; en 1928, la *Bendix Corporation* produisait 3 600 000 freins par an, principalement pour la *General Motors Corporation*. En 1928, la *Bendix Corporation* prend le contrôle de l'*Eclipse Machine Company*. En 1929, la société se tourne vers les produits d'aviation et change de nom pour devenir la *Bendix Aviation Corporation* en 1960. De 1928 à 1948, *General Motors* est l'un des principaux actionnaires de la société. En ligne : <https://www.britannica.com/>

<sup>381</sup> AP RF (Archives du président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 66, d. 345, l. 155-156. « La note de L.M. Kaganovitch à I.V. Staline sur les négociations avec la société américaine *Bendix* concernant l'accord d'assistance technique. 5 janvier 1938 » (« Dokladnaâ zapiska L.M. Kaganoviča I.V. Stalinu o hode peregovorov s amerikanskoi firmoj « Bendiks » otnositel'no polučeniiâ tehničeskoi pomoši. 5 janvarâ 1938 »). Dans G.N. SEVOST'ANOVA, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 533.

organisation antisoviétique, en octobre 1941 il a été abattu. La même année, sa femme Zinaïda Rozova-Egorova est exécutée. Le 15 octobre 1955, Rozov a été réhabilité à titre posthume) et le commissaire du peuple à l'industrie de la défense de l'URSS (de 1936 à 1938) M.L. Ruhimovich (démission de ses fonctions le 15 octobre 1937, arrêté avant d'être le 28 juillet 1938 condamné à mort par le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS et fusillé le jour suivant). Cette martyrologie pourrait continuer encore.

Une telle similitude dans le parcours de ces personnes lors d'un échantillonnage aléatoire (nous n'avons pas rédigé ce sous-chapitre, en nous basant sur les noms des personnes réprimées), ainsi que le fait que toutes ces personnes ont ensuite, en règle générale à titre posthume, été réhabilitées, peuvent suggérer que certains « planificateurs soviétiques de premier plan » ont dû cacher le recours à des emprunts à grande échelle aux technologies occidentales pendant la période d'industrialisation forcée, ainsi que les formes et les méthodes par lesquelles ces emprunts ont été faits. Mais y avait-il beaucoup à cacher ?

Nous nous proposons de traiter cette question plus en détail dans le sous-chapitre qui va suivre.

### **C. Samuel Carpe vs Amtorg ? L'« aquaculture » pour les espèces telle que la carpe qui est « un très gros poisson »**

L'histoire des emprunts de la technologie de pointe américaine pour la marine de l'URSS dans les années 1930 pourrait servir à caractériser de la politique des dirigeants soviétiques dans ce domaine. On peut les définir de toute évidence comme suit : obtenir les technologies étrangères les plus avancées et à tout prix.

*Une flotte océanique digne de la grande cause de l'URSS mais ... fabriquée avec la technologie américaine*

À la suite de la démission de William Bullitt, le premier ambassadeur des États-Unis en Union soviétique après la reconnaissance diplomatique de l'URSS en 1933, J. F. Davies a

occupé ce poste<sup>382</sup>. Davies a été nommé le 16 novembre 1936, a présenté ses lettres de créance à Moscou le 25 janvier 1937 et occupa ce poste jusqu'au 11 juin 1938.

Dans l'extrait de la transcription d'une conversation entre A.F. Nejman, le chef du 3<sup>e</sup> département occidental du Narkomat aux affaires extérieures de l'URSS, et l'ambassadeur américain J. F. Davies le 1<sup>er</sup> février 1937 sur les plans initiaux pour le nouveau poste, il est clair de voir comment Davies lui-même a défini les tâches qui lui étaient assignées. D'après A.F. Nejman, Davies n'était pas un diplomate et « personne ne s'attend donc à ce qu'il fasse beaucoup de travail diplomatique »<sup>383</sup>.

La nomination d'un non-diplomate au poste d'ambassadeur à Moscou est perçue dans les cercles de Washington comme l'intention de Roosevelt de suivre une voie nouvelle envers l'URSS. Le but a apparemment réussi, car par le décret du Présidium du Soviet suprême de l'URSS du 18 mai 1945, Joseph Davies, est le seul diplomate occidental de l'histoire de l'URSS, à avoir été décoré de l'Ordre de Lénine. Dans la rubrique « la raison d'honorer » du document accompagnant cet ordre il est dit : « Pour les activités réussies qui ont contribué au renforcement des relations amicales soviéto-américaines et contribué à la croissance de la compréhension et de la confiance mutuelles entre les peuples des deux pays » (voir *Annexe*).

J. Davies a contribué à l'aboutissement des négociations en vue d'un accord commercial entre les deux pays<sup>384</sup>. Dans son livre *Mission to Moscow*<sup>385</sup>, J. Davies défend le régime stalinien, Staline et sa politique. Comme il l'a écrit plus tard, en 1941, grâce à une purge opportune, qui a ramené « l'ordre dans le pays » et l'a « libéré de la trahison », il n'y avait plus de « cinquième colonne » en URSS<sup>386</sup>. George F. Kennan, alors interprète à l'ambassade américaine de Moscou, était convaincu que J. Davies n'avait aucune idée de ce qui se passait réellement. Kennan était extrêmement négatif à propos de Davies, sans mentionner son nom il

---

<sup>382</sup> Dennis J. DUNN, *Caught Between Roosevelt and Stalin. America's Ambassadors to Moscow*, part 2: Joseph Davies: 1936 - 1938, Moscou, Tri kvadrata, 2004, pp. 103 - 150.

<sup>383</sup> AVP RF, f. 05, inv. 17, carton 134, d. 92, l. 1-3. « Enregistrement de la conversation du chef du 3<sup>e</sup> département occidental du Narkomindel de l'URSS A.F. Neumann avec l'ambassadeur américain en URSS J. Davies au sujet des plans initiaux de l'ambassadeur pour son nouveau poste, le 1<sup>er</sup> février 1937 (« Zapis' besedy zaveduûsego 3-m Zapadnym otdelom NKID SSSR A.F. Nejmana s poslom SŠA v SSSR Dž. Dèvisom o pervonačal'nyh planah posla na ego novom postu, 1 fevralâ 1937). Dans B.I. ŽILÂEV, *Les relations soviéto-américaines. 1934-1939* (Sovetsko-amerikanskie otnošeníâ. 1934-1939), Moscou, MFD, 2003. p. 532.

<sup>384</sup> È. A. IVANÂN, L'Encyclopédie des relations russo-américaines. XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècles (Ènciklopediâ rossijsko-amerikanskih otnošeníj. XVIII-XX veka), Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 2001, p. 202.

<sup>385</sup> Joseph E. DAVIES, *Mission to Moscow*, New York, Simon & Schuster, 1941.

<sup>386</sup> È. A. IVANÂN, L'Encyclopédie des relations russo-américaines. XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècles (Ènciklopediâ rossijsko-amerikanskih otnošeníj. XVIII-XX veka), *op. cit.*, p. 202.

écrivait sur lui en 1985 : « un homme vide et politiquement vaniteux qui ne connaît rien de la Russie et ne s'y intéresse pas sérieusement »<sup>387</sup>.

Joseph E. Davies fut « parfaitement étonné et frappé de surprise » quand, après sa démission et son départ de Moscou le 5 juin 1938 « Staline a jugé bon de passer à l'appartement de Molotov au Kremlin, où l'envoyé faisait ses adieux au premier ministre soviétique ». D'un côté, « c'était le signe que Staline appréciait l'opinion de Davies sur le gouvernement soviétique et qu'il espérait que son « isolement » et son manque d'amabilité à l'égard de la mission américaine n'avaient pas aliéné Roosevelt au point que les Américains cessent de lui faire des courbettes ». En revanche, Staline, dans une conversation qui dure environ deux heures, soulève des questions qui l'intéressent vivement : « sur les crises croissantes en Europe et en Asie, l'économie et le développement industriel de l'Union soviétique [...] et le désir soviétique d'acheter un nouveau cuirassé et la technologie des cuirassés aux États-Unis ».<sup>388</sup>

« Staline s'est plaint à Davies que l'Union soviétique rencontrait des retards en essayant de contracter un chantier naval américain pour construire un cuirassé pour lequel les Soviétiques étaient prêts à « payer comptant ». Davies a répondu qu'il connaissait bien le problème d'une manière générale et que lui aussi avait du mal à comprendre le retard, mais qu'il pensait qu'il serait bientôt résolu. Staline a répondu que « si le président des États-Unis voulait que cela soit fait, il était sûr que les techniciens de l'armée et de la marine ne pourraient pas l'empêcher. » Davies rétorqua que Roosevelt n'est probablement même pas au courant du problème, car il est préoccupé par des questions intérieures.<sup>389</sup> »

L'URSS adopte en 1936 un programme de construction d'une grande flotte. La principale force de frappe de cette grande flotte devrait être constituée de cuirassés de première classe équipés de canons de 16 pouces. Au milieu des années 1930, les dirigeants de l'URSS veulent faire du pays une grande puissance navale en à peine dix ans. Dans le même temps, l'initiative de créer une « grande flotte » ne venait pas de la marine de l'Armée rouge, mais uniquement de Staline lui-même. En outre, cette initiative était même inattendue pour les commandants du Département de la marine, qui se concentraient sur des actions utilisant principalement des forces de surface légères, l'aviation et les sous-marins. La décision de construire de nombreux cuirassés et croiseurs lourds n'était donc pas tant motivée

---

<sup>387</sup> *Idem.*

<sup>388</sup> Dennis J. DUNN, *Caught between Roosevelt and Stalin: America's ambassadors to Moscow*, The University Press of Kentucky, 1998, p. 61.

<sup>389</sup> *Ibid.*, p. 62.



par les besoins de la défense nationale contre des agresseurs potentiels que par des considérations de nature politique générales. « La grande puissance soviétique doit disposer d'une flotte maritime et océanique correspondant à ses intérêts et digne de notre grande cause », a proclamé V.M. Molotov, président du SNK de l'URSS lors du 18<sup>e</sup> congrès du VKP(b) en mars 1939.<sup>390</sup>

### *Qui est Samuel Carp, concurrent de la société Amtorg Trading Corporation ?*

Des mesures extraordinaires étaient nécessaires pour satisfaire les *ambitions impériales*<sup>391</sup> du chef de l'État. La position monopolistique de la société *Amtorg Trading Corporation*, qui était restée inchangée pendant plus de dix ans (1924 -1936), fut alors brisée. Le Politburo décida de créer un concurrent à celle-ci. Au milieu de l'année 1936, avec *l'Amtorg Trading Corporation*, la société intermédiaire de Samuel Carp, *Carp Export and Import Co.* émerge pour répondre aux besoins des entreprises en matière d'acquisition de technologie de pointe sur le marché américain.

Pour le grand public, des facettes de l'histoire de Samuel Carp ont été révélées plus tard dans le cadre des investigations du Comité des activités anti-américaines (la commission Dies<sup>392</sup>) en 1939 et la publication en 1952 des documents portant sur les relations troublées de ce pays et de la Russie dans les années 1933-1939.

Selon les journaux américains :

« Sam Carp, de 31 ans, citoyen américain d'origine russe, est devenu riche ici [aux Etats-Unis] en tant que propriétaire d'une chaîne de stations-service. Il y a plus d'un an, il s'est débarrassé de ces stations pour un montant qui dépasserait largement les cent mille dollars, mais lui et sa famille ont conservé leur maison au 1802 Park Avenue dans cette ville [Bridgeport]. Peu de détails de la vie de Carp étaient connus ici avant qu'il ne crée la *Carp Import and Export Co.* à New York et lors de voyages en Russie. Il est arrivé dans ce pays en 1910, commençant comme ouvrier à Philadelphie. Il a été naturalisé en 1917.<sup>393</sup>

Carp, qui vient de vendre sa maison sur Eames Boulevard Bridgeport, et en construit une nouvelle sur Skytop Dr., Fairfield, a été une figure fabuleuse à Bridgeport pendant

---

<sup>390</sup> A. VASIL'EV, A. MORIN, *Les super-cuirassés de Staline*, Moscou, Âuza, Kolleksiâ, Èksmo, 2008, p. 105.

<sup>391</sup> Le calque du russe, traduction mot à mot. Il n'a pas d'équivalent authentique en français.

<sup>392</sup> La commission Dies ou the *House Committee on Un-American Activities* (HCUA) est le nom officiel du comité créé en mai 1938. Celui-ci avait le statut de commission d'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis, ce qui était une nouveauté par rapport à la commission McCormack-Dickstein. (Les investigations anticommunistes du comité sont souvent confondues aussi avec celles du sénateur Joseph McCarthy. Ce dernier, en tant que sénateur, n'avait pas de lien direct avec cette commission de la Chambre des représentants). La commission Dies est présidée par Martin Dies Jr. et coprésidée par Samuel Dickstein. Dickstein qui est lui-même cité dans des documents du NKVD comme agent soviétique.

<sup>393</sup> «Carp Made Rich by Gas Stations at Bridgeport», *The Day*, 20/09/1939, p. 6.

de nombreuses années. Arrivé dans ce pays en tant qu'immigrant analphabète, Carp [d'après sa naissance, Samuel Karpovskij] a fait fortune en achetant une chaîne de stations d'essence à Standard Oil pour 250 000 et s'est immédiatement mis à construire une autre chaîne. En 1933, après la reconnaissance officielle de la Russie soviétique, Carp a créé la société *Carp Export and Import Corp*, dont la raison d'être était de servir d'agent d'achat pour la Russie soviétique aux États-Unis.<sup>394</sup> »

« Bien habillé et d'apparence basanée, Carp a déclaré que sa sœur, Pauline, était mariée à « Vyacheslaff Molotov, premier ministre soviétique, et qu'elle avait aidé à obtenir la commission d'achat de 100 000 000 de marchandises ». Il a souri en le disant. Les fonds provenaient directement de Russie et d'Amorg, l'agence commerciale soviétique. Il a acheté des avions, des moteurs, des meules d'émeri, etc.<sup>395</sup> »

Des informations provenant de documents d'archives soviétiques suggèrent en réalité que les tâches assignées à Carp étaient principalement liées à l'achat d'armes. Ainsi, dans une lettre du vice-commissaire du peuple au commerce de l'URSS D.A. Rozov à Mikoyan « sur les activités de Carp pour acheter des armes pour l'Union soviétique », le 23 août 1939, il est dit que « Carp a commencé ses activités à la mi-1936 après sa visite à Moscou »<sup>396</sup>, ayant reçu des commandes pour l'acquisition d'installations de défense aux États-Unis, principalement la conception d'un cuirassé, d'une tour d'artillerie, d'une conduite de tir d'artillerie, ainsi que des matériaux pour la production d'installations de défense dans le domaine de la chimie<sup>397</sup>.

L'attention se porte sur les activités de Carp à partir de 1936. Entre octobre 1936 et décembre 1937, des achats d'une valeur de 427 000 dollars ont été effectués par l'intermédiaire de Carp, notamment : 500 tonnes d'électrodes ; 237 tonnes de meules ; 25 tonnes de bronze ; 10 indicateurs de *Fairchild* ; 2 avions Vultee armés et équipés ; 2 diesels marins de *Buda* ; 2 camions à transmission intégrale de *Marmon-Herrington* avec des pièces détachées ; schémas et diagrammes mathématiques de conduite de tir de *Maxon*. Au cours des années 1937 et 1938, Carp négocie avec des sociétés : *Newport News*, *New York shipbuilding*, *Bethlehem Steel*, et principalement avec *Gibbs & Cox* (le bureau d'études). Dans le même temps, Carp a demandé au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Marine des États-Unis l'autorisation

---

<sup>394</sup> Frances M'KUSICK, «Bridgeporter's Part in Super-Battleship Deal for Russia Told. 60 000-Top Secret made Public», *Sunday Herald*, le 1 juin 1952, pp.1, 6.

<sup>395</sup> «Carp Made Rich by Gas Stations at Bridgeport», *The Day*, le 20/09/1939, p. 6.

<sup>396</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 346, l. 209-211. « Annexe n° 1. La lettre de D.A. Rozov à A.I. Mikoyan sur les activités de la société *Carp* d'achat d'armes pour l'URSS. 23 août 1939 » (« Priloženie № 1. Pis'mo D.A. Rozova A.I. Mikoânu o deâtel'nosti firmy *Karp* po zakupke vooruženiâ dlâ SSSR. 23 avgusta 1939 »). Dans G.N. SEVOST'ANOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 661.

<sup>397</sup> *Idem*.

de vendre à l'Union soviétique le projet d'un cuirassé d'un déplacement de 35 à 45 mille tonnes.<sup>398</sup>

### *Pourquoi S. Carp ?*

Les contacts avec la société de S. Carp, qui n'est pas formellement liée à l'Union soviétique, étaient nettement plus pratiques que ceux avec l'*Amtorg*. Carp engageait des personnes dans son entreprise, sans prendre le risque qu'elles soient soupçonnées d'être associées aux communistes. À cette époque, la société *Carp Export and Import Corp.* était représentée par Morris Wolf, qui était enregistré auprès du ministère en tant qu'expert en armes, ainsi que par M. H. Thompson et J. B. Rhodes. Thompson était un officier de l'armée de Terre à la retraite et Rhodes était un retraité de la marine.<sup>399</sup>

Carp était extrêmement dynamique, il transmit un grand nombre d'offres différentes à envoyer à Moscou, qui n'ont pas toutes été mises en œuvre. Il s'agissait souvent d'offres portant sur des articles dans la gamme des achats courants d'*Amtorg*. Au début de 1938, Carp se consacra entièrement aux questions relatives à l'achat d'un cuirassé.<sup>400</sup>

L'histoire de la façon dont Samuel Carp, en tant qu'agent d'achat officieux de la Russie soviétique, a tenté de vendre à Moscou les plans d'un cuirassé de 60 000 tonnes – le plus grand des navires alors en service - a été révélée dans des documents secrets du département d'État 10 ans plus tard en 1952. À la fin de 1936, selon les documents du département d'État, M. H. Thompson et J. B. Rhodes (les personnes engagées par Carp) ont fait appel à Joseph C. Green, chef du bureau du département d'État chargé du contrôle des armes et des munitions, avec ce que M. Green a décrit comme un « plan ingénieux ». Le dernier consistait à faire construire un cuirassé aux États-Unis et à l'envoyer en Russie « en plusieurs parties ». M. Green a déclaré que M. Wolf a dit qu'il avait soigneusement étudié le Neutrality Act<sup>401</sup> et que, pour éviter que

---

<sup>398</sup> *Ibid.*, p. 662.

<sup>399</sup> Frances M'KUSICK, «Bridgeporter's Part in Super-Battleship Deal for Russia Told. 60 000-Top Secret made Public», *Sunday Herald*, le 1 juin 1952, pp.1, 6.

<sup>400</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 346, l. 209-211. « Annexe n° 1. La lettre de D.A. Rozov à A.I. Mikoyan sur les activités de la société *Carp* d'achat d'armes pour l'URSS. 23 août 1939 » (« Priloženie № 1. Pis'mo D.A. Rozova A.I. Mikoânu o deâtel'nosti firmy *Karp* po zakupke voooruženiâ dlâ SSSR. 23 avgusta 1939 »), Dans G.N. SEVOST'ANOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, *op.cit.*, p. 662.

<sup>401</sup> In January 1937 the Congress passed the Neutrality Act of 1937 at the request of President Roosevelt. The act banned weapons sales to Spain. It did however allow countries to purchase weapons for cash if they could carry them on their own ships.

la *Carp Export and Import Corp.* ne soit empêchée de livrer les navires qu'elle a l'intention de vendre à l'URSS, la société envisageait de les exporter non pas en tant que cuirassés mais en pièces détachées qui seraient assemblées à leur arrivée en URSS. La réponse de Green à cette proposition fut que le Président Roosevelt pouvait à tout moment proclamer que l'exportation vers des belligérants de navires de guerre non assemblés était une violation de l'acte de neutralité (Neutrality Act). Wolf promit alors qu'il ne ferait rien en violation de la loi sur la neutralité, mais que si des négociations pouvaient être menées avec la société *Carp*, elles « porteraient sur plusieurs centaines de millions de dollars ». <sup>402</sup>

Un peu plus d'un mois plus tard, *Carp* demanda à Green des plans et des schémas non confidentiels des US *Lexington*<sup>403</sup>, *Colorado*<sup>404</sup> et *Mississippi*<sup>405</sup> afin qu'ils soient utilisés pour la construction et l'armement des navires de guerre soviétiques. Green répondit que le Secrétaire à la Marine ne pouvait pas prendre le temps de préparer de tels plans. Il déclara cependant qu'aucun traité ne pouvait empêcher la *Carp Corporation* d'obtenir des architectes navals américains des plans de navires destinés à être exportés vers l'Union soviétique. C'était *Carp* qui a engagé *Gibbs & Cox*, architectes navals de New York, bien que William Francis Gibbs ait déclaré à Green qu'il était « réticent » à conclure un contrat avec *Carp* (parce qu'il y avait de risque de ne pas obtenir l'approbation complète du gouvernement). Gibbs avait dessiné les plans d'un cuirassé de 60 000 tonnes qui avait « impressionné » l'amiral William Leahy, et les avait proposés à la vente à la marine américaine, mais cette proposition avait été rejetée par la suite. <sup>406</sup>

Le 14 mai 1937, Bogdan, chef du département des exportations d'*Amtorg*, écrit à Rozenegol'c, le commissaire du peuple pour le commerce extérieur :

« *Carp* a rapporté aujourd'hui que l'autorisation du gouvernement américain de nous vendre la conception d'un cuirassé avec des canons de 16 pouces et un centre de

---

<sup>402</sup> Frances M'KUSICK, «Bridgeporter's Part in Super-Battleship Deal for Russia Told. 60 000-Top Secret made Public», *Sunday Herald*, le 1 juin 1952, pp. 1, 6.

<sup>403</sup> US *Lexington* est un des premiers « vrais » porte-avions de la marine américaine.

<sup>404</sup> La classe *Colorado* est une classe de quatre cuirassés construits pour l'*US Navy* peu après la fin de la Première Guerre mondiale.

<sup>405</sup> Un cuirassé de la classe New Mexico La classe New Mexico est une classe de trois cuirassés construits pour l'*US Navy* durant la Première Guerre mondiale ; les trois navires participent à la Seconde Guerre mondiale avant d'être rayés des listes à la fin du conflit. Mis en service en 1917, trop tard pour servir pendant la Première Guerre mondiale, il a été largement déployé dans le Pacifique au cours de la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle il a remporté huit étoiles de bataille.

<sup>406</sup> Frances M'KUSICK, «Bridgeporter's Part in Super-Battleship Deal for Russia Told. 60 000-Top Secret made Public», *Sunday Herald*, le 1 juin 1952, pp. 1, 6.

contrôle des tirs d'artillerie est déjà en place. Pour obtenir cette autorisation, il doit dépenser 500 000 dollars pour indemniser les personnes concernées.<sup>407</sup> »

A qui est allé l'argent ? Qui sont les personnes concernées ? Dans le télégramme de D.A. Rozov (envoyé le 21 mai 1937) à A.P. Rozenegol'c sur l'état des affaires concernant la préparation du projet d'un cuirassé par la firme de Carp, il est dit :

« Il vient d'un employé non dirigeant d'un département concerné et l'un des dirigeants d'une société d'aide mutuelle (d'une amicale, de zemljachestvo). Cependant, M. Carp ne peut pas dire par qui cela sera fait et qui en a personnellement besoin, déclarant qu'il ne le sait pas encore...<sup>408</sup> »

Dans le jargon des conspirateurs, *zemljachestvo* et *sociétés d'aide mutuelle* désignaient les cellules du parti. Dans ce cas, il est probable qu'il s'agissait très probablement du Parti démocratique des États-Unis. Dans une note sur la firme de Carp datée du 23 août 1939, le vice-commissaire du peuple au commerce Rozov écrit que Carp dans son travail a fait appel à l'avocat Mcgoodwin, « un homme proche du secrétaire d'État américain Cordell Hull et en particulier du fils du président Roosevelt »<sup>409</sup>. D.A. Rozov a affirmé que Carp lui avait montré « une lettre du fils de Roosevelt dans laquelle ce dernier l'informait de l'autorisation proposée par le département d'État des États-Unis de construire ... un cuirassé » pour l'URSS.<sup>410</sup>

Dans le même télégramme, Rozov continue :

---

<sup>407</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 51. « Le télégramme de V.K. Bogdan à A.P. Rozengol'c sur le consentement du gouvernement américain à la vente du projet de cuirassé à l'URSS. 14 mai 1937 » (« Telegramma V.K. Bogdana A.P. Rozengol'cu o soglasii pravitel'stva SŠA na prodazu SSSR proekta linkora. 14 maâ 1937 »). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : le recueil de documents en 3 volumes* (Moskva - Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 449.

<sup>408</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 58-59. « Le télégramme de D.A. Rozov à A.P. Rozengol'c sur l'avancement de la préparation du projet du cuirassé par Carp. 21 mai 1937 » (« Telegramma D.A. Rozova A.P. Rozengol'cu o sostoânii del s podgotovkoj proekta linkora firmoj Karp ». 21 maâ 1937 »). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva - Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 451.

<sup>409</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 346, l. 209-211. « Annexe n°1. La lettre de D.A. Rozov à A.I. Mikoyan sur les activités de la société *Carp* d'achat d'armes pour l'URSS. 23 août 1939 » (« Priloženie № 1. Pis'mo D.A. Rozova A.I. Mikoânu o deâtel'nosti firmy Karp po zakupke vooruženîâ dlâ SSSR. 23 avgusta 1939 »). Dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 662.

<sup>410</sup> *Idem.*

« Il faut garder à l'esprit que l'obtention de l'approbation ne garantit pas encore que nous parvenions à un accord avec Bethlehem ou une autre entreprise dans ces conditions, un calendrier et un prix qui soient acceptables pour nous. Compte tenu de ces circonstances..., j'estime qu'il convient de s'abstenir pour l'instant de prendre une décision définitive, en suggérant à Carp de nous fournir des données plus précises. Dans le même temps, j'estime qu'il serait souhaitable de charger Trojanovskij ou moi-même de nous rendre au ministère des Affaires étrangères et au département maritime pour vérifier l'état de la question, d'autant plus que le chef du département de l'Europe de l'Est, Kelly, a déclaré dans sa conversation avec Trojanovskij que, pour autant qu'il le sache, la question de la limite du calibre est prétendument abandonnée. Carp demande de lui donner 20 000 dollars de commissions, ce que je vous ai télégraphié début mai, veuillez accélérer la décision.<sup>411</sup> »

Deux semaines plus tard, le 27 mai 1937, le Politburo du Comité central du VKP(b)

*Sur les ordres en Amérique* décrète :

« En ce qui concerne les négociations sur l'achat du projet de cuirassé aux USA, informez Rozov que pour l'instant... ni lui ni Trojanovskij ne s'adresseront aux ministères concernés à ce sujet. Agir par l'intermédiaire de Carp. Libérer pour le moment 300 mille dollars à Carp sur des dépenses à sa discrétion afin qu'il ait obtenu le consentement à la vente à l'URSS du projet de navire linéaire avec l'artillerie de 16 pouces correspondant à nos exigences techniques.<sup>412</sup> »

Le 26 juin 1937 le commissaire du peuple de l'industrie de la défense de l'URSS M.L. Ruhimovich et le commissaire adjoint au commerce extérieur de l'URSS S.K. Sud'in envoient une lettre à Staline et Molotov concernant l'acquisition du projet de cuirassé :

« Selon le rapport de Carp, reçu par l'intermédiaire de Rozov, les autorités gouvernementales donnent l'autorisation aux firmes américaines de fabriquer pour nous le projet de cuirassé, à propos duquel Carp demande en plus des 300 mille dollars transférés, mais non encore remis, de transférer 200 mille autres, soit un total de 500 mille dollars pour les frais d'organisation (en les transférant à Rozov selon sa demande depuis Moscou par courrier diplomatique en billets de milliers de dollars).<sup>413</sup> »

---

<sup>411</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 58-59. « Le télégramme de D.A. Rozov à A.P. Rozengol'c sur l'avancement de la préparation du projet du cuirassé par Carp. 21 mai 1937 » (« Telegramma D.A. Rozova A.P. Rozengol'cu o sostoânii del s podgotovkoj proekta linkora firmoj Karp. 21 maâ 1937 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3 : 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 452.

<sup>412</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 65. « Le décret du Politburo du Comité central du Parti communiste *Sur les commandes en Amérique*. 27 mai 1937 » (« Postanovlenie Politbûro CK VKP(b) « O zakazah v Amerike ». 27 maâ 1937 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes op.cit.*, p. 158.

<sup>413</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 84-85. « Les remarques de M.L. Rukhimovich et de S.K. Sud'in, vice-commissaire du Commissariat au commerce extérieur de l'URSS à I.V. Staline et V.M. Molotov sur l'acquisition du projet de

Apparemment, l'argent a été reçu, car le 6 octobre 1937, Rozov informe Ruhimovich et Sud'in que la permission d'exporter a été reçue du Département d'État :

« Carp a reçu la permission du ministère des Affaires étrangères, signée par Green<sup>414</sup>, chef du contrôle des exportations d'armes, d'exporter 393 tonnes de blindage, 9 canons de seize pouces, 3 tourelles triples et 900 obus de seize pouces vers l'URSS. Cette autorisation permet à Carp d'acheter ces articles en Amérique et de les emmener en URSS. Le permis stipule que Carp ne peut pas exporter d'objets qui sont des secrets militaires américains, et il est donc tenu de soumettre une spécification détaillée au département désigné du ministère des affaires étrangères pour examen avant l'exportation. Carp considère cette autorisation comme la preuve que le ministère est favorable à la question de nous aider à construire un cuirassé, même si, bien sûr, cela ne garantit pas que nous pourrions obtenir des entreprises ce qui nous intéresse.<sup>415</sup> »

Le Secrétaire d'Etat Cordell Hull, le 17 juin 1938, a écrit à l'Ambassadeur d'Union Soviétique Troyanovsky que le gouvernement américain ne pouvait pas autoriser la construction d'un cuirassé de 60000 tonnes pour la Russie. Toutefois, il déclarait aussi qu'il n'y avait aucune objection à la construction d'un cuirassé de 45 000 tonnes pour l'Union soviétique, à condition qu'il ne contienne aucun secret militaire intéressant la défense nationale. Hull a déclaré à l'ambassadeur russe que « le ministère de la Marine serait prêt, au cas où la construction d'un tel cuirassé serait entreprise par des constructeurs navals américains, à examiner ces plans pour vérifier s'ils comportent des secrets militaires, ou l'utilisation de tout élément secret ou confidentiel ou de tout plan secret ou confidentiel actuellement utilisé par la marine américaine (*United States Navy*) ». En novembre 1938, *Gibbs & Cox* a envoyé le capitaine C. S. Joyce, un officier de la marine à la retraite, à Moscou pour s'entretenir avec les responsables soviétiques sur leur acceptation des plans d'un cuirassé de 45 000 tonnes qui avait été conçu par *Gibbs & Cox*. Carp a précédé le capitaine Joyce à Moscou. Le résultat de la

---

cuirassé. 26 juin 1937 » (« Zapiska M.L. Ruhimoviča i zamestitelâ narkoma vnešnej trgovli SSSR S.K. Sud'ina I.V. Stalinu i V.M. Molotovu po voprosam priobreteniâ proekta linkora. 26 iûnâ 1937 »), dans G.N. SEVOST'ĀNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3 : 1933-1941, *op. cit.*, p. 467.

<sup>414</sup> Greene Joseph (1887-1978) est un fonctionnaire du département d'État des États-Unis.

<sup>415</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 345, l. 134. « Le télégramme de D.A. Rozov à S.K. Sud'in et M.L. Rukhimovich sur l'autorisation du département d'État américain d'exporter des armures, des fusils et des obus pour le cuirassé vers l'URSS. 6 octobre 1937 » (« Telegramma D.A. Rozova S.K. Sud'inu i M.L. Ruhimoviču o razrešenii Gosudarstvennym departamentom SŠA vyvoza v SSSR broni, pušek i snarâdov dlâ linkora. 6 oktâbrâ 1937 »), dans G.N. SEVOST'ĀNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3 : 1933-1941, *op. cit.*, pp. 501-502.

conférence a été que les commissaires soviétiques ont refusé le navire de 45 000 tonnes, disant qu'ils voulaient plutôt un cuirassé de type conventionnel, fortement blindé et équipé de canons de 16 pouces. Les résultats du voyage de capitaine Joyce « ont été décevants... et le projet qu'il a ramené était totalement inacceptable pour l'URSS. »<sup>416</sup>

Le capitaine Joyce aurait déclaré à l'ambassade américaine à Moscou que « le principal intérêt du gouvernement soviétique est l'acquisition de canons de 16 pouces avec tourelles et appareils de contrôle de tir, nécessaires aux armements soviétiques en cours de construction ou à construire, mais que les fabricants soviétiques n'étaient pas en mesure de les produire ». Le gouvernement soviétique, selon le capitaine Joyce, « est prêt à acheter un cuirassé afin d'obtenir le modèle de canons de ce calibre.

Malgré le fait que Carp ait tenté d'acheter deux super-bateliers aux États-Unis pour la marine soviétique, il l'a vivement nié devant la *Commission Dies*<sup>417</sup>. Les activités de Carp ont suscité l'intérêt de la commission d'enquête sur les activités anti-américaines. Il a témoigné devant la commission à trois reprises : en 1939<sup>418</sup>, 1945 et 1953, affirmant qu'il était un « agent soviétique »<sup>419</sup> et précisant : « Je suis en affaires pour moi-même et j'espère devenir riche ». Le témoin a déclaré à la commission qu'il espérait gagner 2 000 000 de dollars en commissions, si les contrats de cuirassés étaient conclus.<sup>420</sup>

Que nous apprend l'histoire de l'intermédiation sur le marché américain du Carp ? S. Carp a été naturalisé aux États-Unis, il était assez entreprenant, ce qui est démontré de manière éloquente par son parcours lorsque lui, un immigrant analphabète qui a commencé sa carrière aux États-Unis comme ouvrier, gagne assez rapidement de capital et acquiert une chaîne de stations-service. Mais ce qui n'est pas moins important, c'est que Carp était lié au deuxième homme dans la hiérarchie du pouvoir soviétique - il était le beau-frère de Molotov. Ce dernier point offrait certaines garanties de loyauté envers le régime soviétique, d'une part, et de

---

<sup>416</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 346, l. 209-211. « Annexe n° 1. La lettre de D.A. Rozov à A.I. Mikoyan sur les activités de la société *Carp* d'achat d'armes pour l'URSS. 23 août 1939 » (« Priloženie № 1. Pis'mo D.A. Rozova A.I. Mikoânu o deâtelnosti firmy *Karp* po zakupke vooruženiâ dlâ SSSR. 23 avgusta 1939 »). Dans G.N. SEVOST'ANOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : un recueil de documents en 3 volumes* (Moskva-Vashington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumentov v 3 t.), t. 3, 1933-1941, *op. cit.*, p. 663.

<sup>417</sup> Voir la référence 183.

<sup>418</sup> Statement to the U.S. House of Representatives Special Committee to Investigate Un-American Activities, Sept 18, 1939, Washington, D.C.; Hearings, Volume 8.

En ligne : <http://www.archive.org/details/investigationofu193908unit> Mise à jour le 25.02.2022.

<sup>419</sup> On ne sait rien du sort de Carp. Tout ce que nous avons à dire est qu'il est décédé le 21 février 1963 à New York, à l'âge de 66 ans.

<sup>420</sup> «Carp Made Rich by Gas Stations at Bridgeport». *The Day*. 20/09/1939. P.6.



responsabilité collective au sein de la famille Molotov - Karpovskij, d'autre part. C'est la diplomatie byzantine préférée de Staline, sur laquelle Trotski a notamment écrit, dans son article « Staline après l'expérience finlandaise », à propos de l'environnement de Staline et de « l'atmosphère de servilité byzantine »<sup>421</sup>.

Pour répondre à la question de savoir pourquoi Carp était nécessaire, il faut se souvenir des tâches qui lui ont été confiées. L'acquisition de technologies dans l'industrie chimique et de la défense. Cette formulation du problème répond en elle-même à la question de savoir pourquoi il fallait « des espèces comme Carp » - un homme, proche du premier cercle et associé à eux par des liens informels et claniques.

Les autorités soviétiques, dans leur tentative d'acquérir la technologie occidentale la plus avancée, et pour cette raison, la plus protégée, ont utilisé des méthodes telles que la centralisation stricte et le secret dans la prise de décision, la responsabilité clanique et collective du résultat, dont le prix pouvait être la vie et le bien-être de tout le clan, et pas seulement de la personne responsable.

---

<sup>421</sup> Léon TROTSKI, « Staline après l'expérience finlandaise », *Bulletin de l'opposition (des bolcheviks-léninistes)* (Bülleten' oppozicii (bol'shevikov-lenincev)), n°82-83, *Coyoacán*, 13 mars 1940. En ligne : <https://www.marxists.org/>

## Conclusion

Au début du pouvoir soviétique les relations diplomatiques avec les pays occidentaux ont été rompues, ou plutôt elles n'ont pas été rétablies. Les accords commerciaux signés sous le régime tsariste ne pouvaient se poursuivre en l'absence de toute reconnaissance diplomatique de la nouvelle Russie. L'achat de biens et de technologies à l'étranger en situation de précarité financière n'était possible que sur la base d'accords de compensation auxquels peu de pays adhéraient. Dans ces circonstances, le seul instrument de communication avec le monde occidental (plus précisément avec les pays capitalistes, car il n'y avait que des pays occidentaux parmi eux) était le régime des concessions étrangères.

Dans cette optique, les concessions remplissaient un certain nombre de fonctions qui évoluaient parallèlement au rythme des changements économiques et politiques à l'intérieur de la Russie. Pendant la période du communisme de guerre, le gouvernement soviétique préféra obtenir des avantages politiques en échange d'offres de concessions. Ainsi, l'affaire d'Urquhart impliquait la reconnaissance diplomatique de la Russie par l'Angleterre, tandis que la location du Kamtchatka - la reconnaissance diplomatique de la Russie par les Etats-Unis. Bien qu'aucun des accords de concession n'ait été finalisé pendant la période du communisme de guerre, le processus de négociation en lui-même était bénéfique. Ces négociations ont en effet permis d'élaborer des principes en matière de politique des concessions, de les intégrer dans le corps des lois ainsi que de créer une structure institutionnelle pour la gestion des concessions.

En outre, aussi cynique que cela puisse paraître, le fait de négocier des concessions avec les Bolcheviks a provoqué la concurrence entre les pays occidentaux pour les ressources du marché de la Russie. Cette absence de consentement dans le camp des pays capitalistes les a empêchés d'« étrangler » la nouvelle Russie dans sa période la plus difficile.

La politique de la NEP, qui a remplacé le communisme de guerre en mars 1921, a favorisé l'émergence d'une réelle coopération économique et technique entre la Russie et les pays occidentaux. À la fin des années 1920, selon les statistiques du comité des concessions, il y avait environ 200 concessions actives répertoriées.

Mais l'abandon de la politique de la NEP et la réorientation vers la politique d'industrialisation planifiée a sérieusement modifié le paysage autour des concessions. Le nombre d'accords d'assistance technique (concessions de type III) a fortement augmenté au détriment des concessions dans les domaines de la production et du commerce. Cette revalorisation a été accompagnée par l'érosion de la structure institutionnelle de gestion des concessions (elle a été pratiquement détruite par les « purges » du *Glavkontsesskom* en 1929).

Bien que l'abolition définitive des instituts concessionnaires en tant qu'instruments légitimes ait eu lieu en 1937, le nombre des accords d'assistance technique a augmenté progressivement. De surcroît, à partir du début 1930 les accords d'assistance technique ne sont plus supervisés par le *Glavkontsesskom*, mais par les dirigeants d'État en personne (y compris I. Staline). Derrière l'apparent abandon des concessions étrangères, on constate une intensification des importations de technologies de pointe venues d'Occident qui pose la question de savoir si les concessions étrangères pouvaient être encore considérées comme vitales pour la Russie sur la voie de l'industrialisation.

## Chapitre II. L'industrialisation soviétique à marche forcée, mirage ou vrai virage ?

En 1927, la production industrielle de l'URSS représentait 100,9 % du niveau d'avant-guerre (1913). Les chiffres cibles du *Gosplan* pour 1927-1928 suggèrent une nouvelle augmentation de la production industrielle de 114,4%<sup>422</sup>. En d'autres termes, pendant les dix années qui suivirent 1917, il a été à peine possible d'atteindre le niveau de développement industriel d'avant-guerre. En 1913, le produit industriel brut de la Russie était évalué à 16 200 millions de roubles. L'Union soviétique a donc mis onze ans pour atteindre ce chiffre, d'ailleurs très faible par rapport aux normes mondiales, et n'a pu l'augmenter que légèrement, à 18 300 millions en 1928<sup>423</sup>. Mais même cela n'a été possible que grâce à la coopération avec d'importantes entreprises étrangères pendant la période de la NEP.

Afin de réduire l'écart entre l'économie soviétique et celle des pays occidentaux développés, le gouvernement a initié l'industrialisation à marche forcée. Elle fut un processus d'augmentation du potentiel industriel, mené de mai 1929 à juin 1941. La voie vers l'industrialisation a été tracée par le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (VKPb) le 18 décembre 1925, qui a donné l'impulsion politique à l'élaboration du premier plan quinquennal. Quatre années plus tard, en avril 1929 la XVI<sup>e</sup> Conférence du VKPb a déclaré que le premier plan quinquennal (du 1<sup>er</sup> octobre 1928 au 1<sup>er</sup> octobre 1932) devrait être un ensemble de tâches réelles et soigneusement conçues à travers l'industrialisation.

Il n'a fallu que quatre ans à la notion « d'industrialisation » pour être bien ancrée dans le vocabulaire de l'élite du parti. L'analyse lexicographique que nous avons effectuée<sup>424</sup> montre, que le nombre total d'utilisation du terme « industrialisation » dans les documents du XIV<sup>e</sup> Congrès du VKP(b) est limité à 6 - 7 répétitions (dont la moitié est incorporée dans le rapport politique du VKP(b) présenté par Staline : « l'industrialisation la plus rapide du pays

---

<sup>422</sup> I. V. STALINE, « Rapport politique du Comité central au XV<sup>e</sup> Congrès du VKP(b). 3 décembre 1927 » (« Političeskij otčet Central'nogo Komiteta XV s"ezdu VKP(b). 3 dekabrà 1927 »). Dans I. V. STALINE, *Œuvres complètes*, t. 10, Moscou, OGIZ ; Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1949. p. 292.

<sup>423</sup> Werner KELLER, *East Minus West = Zero. Russia 's Debt to the Western World*, New York, Putnam's Sons, 1962, p. 209.

<sup>424</sup> Compte du nombre de chaque unité linguistique dans le corpus, étudier sa fréquence et son occurrence et définir le chiffre total de répétitions.

»<sup>425</sup>, « la transformation de notre pays agricole en pays industriel »<sup>426</sup> etc.). En même temps, durant la XVI<sup>e</sup> Conférence du VKPb « l'industrialisation » a été évoquée une centaine de fois (plus précisément 97 fois) et par presque tous les intervenants.

Immédiatement après son approbation par le V<sup>ème</sup> Congrès des Soviets de l'URSS en mai 1929, le premier plan quinquennal a servi de base à un certain nombre de mesures de nature économique, politique, organisationnelle et idéologique prises par l'État, élevant l'industrialisation au rang de concept du « grand tournant »<sup>427</sup>. L'enrichissement du vocabulaire autour de la notion de « l'industrialisation » est de plus en plus marquant comme le montrent les rapports de la XVI<sup>e</sup> Conférence du VKPb dont nous pouvons citer quelques exemples : le chef du gouvernement Alexeï Rykov<sup>428</sup> : « Alors que nous arrivons à ce point du tournant... »<sup>429</sup>, le premier président du « Gosplan » (organisme chargé de la planification) Gleb Krjijanovski : « La période quinquennale à venir diffère fortement de la précédente. C'est un nouveau tournant décisif dans la vie de notre Union »<sup>430</sup>; le vice-président du VSNKh Serebrovskij : « Le rythme imposé de l'industrie de l'or et du platine est faible, il doit être renforcé dans le plan quinquennal, surtout en cette année de tournant »<sup>431</sup>.

Dès que « l'industrialisation » fut assimilée au « grand tournant », une troisième composante s'est révélée nécessaire pour rendre les deux autres réalisables. Il fallait comprendre au prix de quelles ressources (y compris technologiques) ce grand tournant serait effectué. Un nouvel idéologème émerge dont les composantes sont les suivantes. Premièrement : on a « hérité du capitalisme » un certain nombre de « disproportions et contradictions » dans la structure de l'économie et « une faible base technique »<sup>432</sup>. En particulier, dans le domaine de la métallurgie, la Russie d'avant-guerre « constituait un pays particulièrement arriéré » car « elle était aux mains de capitaux étrangers »<sup>433</sup>. Et la

---

<sup>425</sup> *Le procès-verbal du XIV<sup>e</sup> Congrès du VKPb, le 18-31 décembre 1925* (Stenografičeskij otčet XIV s"ezda vsesoûznoj kommunističeskoj partii (b), 18-31 dekabrà 1925), Moscou – Leningrad, Gosizdat, 1926, p. 37.

<sup>426</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>427</sup> *Procès-verbal du XVI<sup>e</sup> Conférence du VKPb, avril 1929* (Stenografičeskij otčet XVI Konferenciâ vsesoûznoj kommunističeskoj partii (b), aprèl' 1929), Moscou – Leningrad, Gosizdat, 1929, 336 p.

La phrase « grand tournant » était prononcée à peu près 30 fois.

<sup>428</sup> Le chef du gouvernement portait le titre de Président du Conseil des commissaires du peuple.

<sup>429</sup> *Procès-verbal du XVI<sup>e</sup> Conférence du VKPb, avril 1929* (Stenografičeskij otčet XVI Konferenciâ vsesoûznoj kommunističeskoj partii (b), aprèl' 1929), *op. cit.*, 1929, p. 7.

<sup>430</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>431</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>432</sup> *Ibid.*, p. 37.

Un extrait du rapport du président de VSNKh Valerian Kouïbychev sur le plan quinquennal.

<sup>433</sup> *Ibid.*, p. 14.

reconstruction du pays était impossible « sans technologie étrangère, sans acheter [« aux maudits capitalistes » – référence ironique de l’auteur] à la fois des équipements et des matières premières pour toute une gamme d’industries »<sup>434</sup>.

Le grand tournant a-t-il été réellement effectué en Russie soviétique, et si oui, à quel prix et grâce à quelles ressources ? L’État soviétique est-il parvenu à ses fins dans la sidérurgie ? - telles sont les questions, auxquelles nous tenterons de répondre dans ce chapitre.

### **A. Le premier plan quinquennal : se consacrer à l’industrie lourde**

Les priorités des plans quinquennaux d’avant la Seconde Guerre mondiale mettaient l’accent sur la croissance rapide de l’industrie minière, de la métallurgie et de la construction de machines. La chute du régime tsariste, qui avait regardé l’Allemagne comme un modèle et la défaite de l’Allemagne impériale elle-même, délégitimaient le modèle allemand aux yeux des décideurs soviétiques.<sup>435</sup> Au cours des années 1920, il y eut un débat sur la question de savoir si le secteur des mines, des métaux et des machines ou celui de l’énergie et de la chimie devaient être prioritaires dans le développement. Les soi-disant « mangeurs de métaux » pouvaient être considérés comme des adeptes du modèle américain d’industrialisation, tandis que ceux qui préconisaient la priorité absolue aux secteurs chimique et électrique préféraient les industries de pointe plus intensives dans lesquelles l’Allemagne avait pris de l’avance avant la Première Guerre mondiale. La question fut résolue en faveur des premiers cités, suivi par ordre de priorité par l’électrification et l’industrie chimique. La production d’énergie électrique et l’industrie chimique, sans être ignorées, furent moins favorisées, malgré les efforts des scientifiques et des ingénieurs soviétiques qui tentèrent d’attirer l’attention sur ces domaines.<sup>436</sup>

Le premier plan quinquennal prévoyait une concentration maximale des ressources sur le développement de l’industrie lourde afin de reconstruire techniquement l’économie nationale et de parvenir à l’indépendance technique et économique de l’URSS. Ce plan était largement fondé sur la volonté de construction de la défense du pays. Il convient de noter à cet égard les paroles de K.E. Vorochilov, commissaire à la défense, prononcées au XVe congrès du Parti communiste (VKPb) en décembre 1927 : « Le plan quinquennal de l’économie nationale doit

---

Un extrait du rapport du premier président du Gosplan Gleb Krjijanovski.

<sup>434</sup> *Ibid.*, p. 37.

Un extrait du rapport du président de VSNKh Valerian Kouïbychev.

<sup>435</sup> Kendalle E. BAILES, « The American Connection: Ideology and the Transfer of American Technology to the Soviet Union, 1917-1941 », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 23, No. 3, Juillet 1981, p.429, <http://www.jstor.org/janus.biu.sorbonne.fr/stable/pdf/178483.pdf>

<sup>436</sup> *Ibid.*, p. 430.

partir du caractère inévitable d'une attaque militaire contre l'URSS... »<sup>437</sup> Des usines de tracteurs se sont mises à produire non seulement des tracteurs mais aussi des chars. La construction d'avions et la production d'armes légères conventionnelles ont été sérieusement développées<sup>438</sup>.

Les besoins en ressources financières ont été articulés dans une série de documents gouvernementaux avant la proclamation de l'industrialisation. En particulier, en 1926, lors de la XV<sup>e</sup> conférence du VKPb, dans la résolution *Sur la situation économique du pays et les objectifs du Parti*<sup>439</sup>, des instructions ont été formulées pour diriger les recettes en devises étrangères principalement vers les achats d'équipements pour l'industrie lourde. Selon cette résolution, « la mise en œuvre de l'industrialisation à ce stade de développement est limitée par la nécessité de maximiser l'importation d'équipements... »<sup>440</sup>.

« De 1921 à 1932, c'est-à-dire jusqu'au début du deuxième plan quinquennal, l'URSS a exporté à l'étranger pour 30 milliards de roubles de marchandises. Il n'est pas exagéré de dire que ces 30 milliards de roubles ont été principalement dépensés pour la création d'une industrie lourde. Pendant une décennie, le commerce extérieur, accumulant des fonds provenant des exportations, a injecté dans l'économie nationale un flux toujours croissant de machines, d'équipements, de métaux étrangers.<sup>441</sup> »

L'analyse des statistiques du commerce extérieur, en particulier de la période initiale de l'industrialisation soviétique, peut s'avérer très révélatrice. Mais pour qu'il en soit ainsi et afin de tirer des conclusions correctes, il est nécessaire de faire plusieurs « parenthèses ». Ces dernières seront abordées lors des études statistiques du commerce extérieur à destination des États-Unis et de l'Allemagne, devenues pour l'URSS dans les années 1930 les principaux importateurs de machines et d'équipements.

---

<sup>437</sup> N.S. SIMONOV, *Le complexe militaro-industriel de l'URSS en 1920-1950 : taux de croissance économique, structure, organisation de la production et de la gestion* (Voенно-промышленный комплекс СССР в 1920-1950 : темпы экономического роста, структура, организациа производства и управление), Moscou, ROSSPÈN, 1996, p. 63.

<sup>438</sup> V. KUDROV, *L'effondrement du modèle soviétique de l'économie* (Krah sovetskoj modeli ekonomiki), Moscou, Moskovskij obščestvennyj naučnyj fond, 2000, p. 31.

<sup>439</sup> La résolution *Sur la situation économique du pays et les objectifs du Parti*, dans *La retranscription de la XV<sup>e</sup> conférence du Parti communiste pansoviétique (bolchevik), 26 octobre - 3 novembre 1926*, Moscou – Leningrad, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1927, pp. 773-792.

<sup>440</sup> *Ibid.*, p. 789.

<sup>441</sup> D. D. MIŠUSTIN, *Le commerce extérieur et l'industrialisation de l'URSS* (Vnešnââ torgovlâ i industrializaciâ СССР), Moscou, Izdatel'stvo V/O Meždunarodnââ kniga, 1938, pp. 27, 29.

### *Les écueils des estimations du commerce extérieur soviétique*

Après la Révolution d'Octobre, les relations commerciales entre la Russie et les pays étrangers cessèrent complètement. Elles ne reprirent qu'en 1921, après le passage à la NEP. Mais jusqu'à l'automne 1924, des données statistiques du commerce extérieur de l'URSS furent fournies sur la base des prix d'avant-guerre de 1913. Estimé en roubles-papier de l'époque, le pouvoir d'achat diminuait à vue d'œil ; les exportations et importations auraient alors été dénuées de sens. Les billets de banque soviétiques se dépréciaient rapidement.

Le 11 octobre 1922, le Conseil des commissaires du peuple a décrété l'émission de billets de banque en or, dont la valeur serait exprimée en tchervonets (par le décret *Sur l'octroi à la Banque d'État du droit d'émettre des billets de banque*<sup>442</sup>). La cotation des tchervonets en roubles-papier soviétiques dès leur apparition, montre le taux de dépréciation des roubles-papier soviétiques. En peu de temps, deux ans à peu près, le rouble-papier (on le nommait *sovznak*, l'abréviation du « signe soviétique ») a perdu 4300% de sa valeur (*Figure 1*).

*Figure 1.* La cotation des tchervonets à la Bourse de Moscou le premier jour de chaque mois<sup>443</sup>

Début du mois précis	Taux du tchervonets par rapport au rouble - papier
Décembre 1922	117
Janvier 1923	175
Février 1923	209
Mars 1923	235,5
Avril 1923	302
Mai 1923	457
Juin 1923	570
Juillet 1923	760
Août 1923	1120
Septembre 1923	2000
Octobre 1923	4000
Novembre 1923	7000
Décembre 1923	13 700
Janvier 1924	30 000
Février 1924	82 000
Mars 1924	300 000
Avril 1924	500 000

<sup>442</sup> Le décret du *Sovnarkom Sur l'octroi à la Banque d'État du droit d'émettre des billets de banque* (« O predostavlenii Gosbanku prava vypuska bankovyh biletov »), *Izvestiâ*, 1922, le 12 octobre, 1922, p. 5.

<sup>443</sup> M. M. GLEJZER, *Le tchervonets soviétique* (Sovetskij červonec), Saint-Petersbourg, TOO Real, 1993, p. 35.



La réforme monétaire de 1922-1924<sup>444</sup> était un ensemble de politiques dédiées à stabiliser la monnaie nationale en URSS. À partir de cette réforme l'estimation des marchandises exportées ou importées a été faite au prix du marché. À cette époque, le rouble-tchervonets valait 100 kopeks-or, ou 51,46 cents américains. La valeur du rouble-tchervonets commença ensuite à se déprécier mais on continua à estimer les marchandises exportées ou importées en tchervonets, si bien que pendant toute la période qui suivit et jusqu'en 1936 le rouble tchervonets extérieur égalait non pas le rouble-papier intérieur en pleine dépréciation, mais le rouble-or. Jusqu'au premier avril 1936, date à laquelle le rouble tchervonets fut dévalué, les exportations et importations de l'URSS furent estimées dans cette unité monétaire.<sup>445</sup>

En ce qui concerne le marché intérieur soviétique, les problèmes avec le taux de change officiel étaient que la Banque d'État achetait volontairement les dollars et les tchervonets au taux officiel, mais refusait presque toujours de les vendre à ce taux. Ce fut une source d'indignation constante de la part des missions diplomatiques étrangères, qui percevaient notamment des frais consulaires en roubles soviétiques, et devaient les remettre au Trésor américain en dollars perdant ainsi beaucoup d'argent lors du changement de devise. Le taux de change officiel du rouble en termes de pouvoir d'achat ne correspondait pas à la réalité. Il ne s'agissait pas seulement des dépenses de l'ambassade, mais aussi des dépenses personnelles de ses membres. Par exemple, le premier ambassadeur américain en Russie soviétique William C. Bullitt devait « payer 150 roubles pour un bouquet de fleurs ordinaire, qui, s'il était échangé au taux officiel [le taux officiel de la Banque d'État de l'URSS au début de 1934 était de 1,2 roubles pour 1 dollar] équivaldrait à 130 dollars. Une barre de chocolat au buffet du théâtre lui aurait coûté 13 dollars »<sup>446</sup>. Dans le même temps, comme il ressort clairement de la

---

<sup>444</sup> La réforme monétaire de 1922-1924 de l'Union soviétique correspondait à un ensemble de politiques monétaires.

La première étape de la réforme était la mise en place de deux dénominations et de l'unification de la circulation monétaire. La première dénomination a été faite sur la base du décret du Conseil des commissaires du peuple du 3 novembre 1921 (Décret du SNK RSFSR du 3 novembre 1921 « Sur les billets de banque de l'échantillon de 1922 ». En ligne : [http://www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_1174.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_1174.htm)). Le 1<sup>er</sup> janvier 1922, des billets d'État de la RSFSR du modèle 1922 ont été émis. L'émission des signes monétaires de 1921 a été abandonnée.

Le 24 octobre 1922, un décret du SNK sur la deuxième dénomination a été promulgué (Décret du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR du 11 octobre 1922 « Sur l'octroi à la Banque d'État du droit d'émettre des billets de banque » (« O predostavlenii Gosudarstvennomu banku prava vypuska bankovyh biletov »). En ligne : [http://fox-notes.ru/gezetz/gezetz\\_00054\\_baranoff.htm](http://fox-notes.ru/gezetz/gezetz_00054_baranoff.htm)). Conformément au décret, les billets d'État de la RSFSR du modèle 1923 ont été mis en circulation.

La réforme monétaire de 1922-24 n'a pas conduit à la stabilisation du signe monétaire soviétique.

<sup>445</sup> Serge N. PROKOPOVICZ, *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, Paris, Au Portulan, Flammarion, 1952, p. 480.

<sup>446</sup> AVP RF, f. 05, inv. 14, carton 103, dossier 117, l. 68. « Lettre de M.M. Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS, à I.V. Staline, secrétaire général du comité central du VKP(b), concernant l'échange de dollars contre des tchervonets pour les besoins de l'ambassade des États-Unis, 27 mars 1934 » (« Pis'mo narodnogo komissara po inostrannym delam SSSR M.M. Litvinova General'nomu sekretarû CK VKP(b) I.V.

correspondance diplomatique, à Varsovie, Bullitt s'est vu « offrir des tchervonets à un taux de change égal aux 50 roubles-papiers soviétiques pour un dollar américain »<sup>447</sup>. Dans la même correspondance diplomatique, Bullitt fait allusion au Commissaire du peuple aux affaires étrangères M.M. Litvinov qui était prêt à recevoir des maisons d'édition soviétiques les sommes dues aux écrivains américains au titre des droits d'auteur en dollars. En particulier, Bullitt recherche une telle opportunité pour Louise Bryant<sup>448</sup>, qui avait l'intention de recevoir des dividendes sur les œuvres de son conjoint John Reed. Le livre de John Reed *Ten Days That Shook the World*<sup>449</sup> avait été tiré à 733 000 exemplaires et Louise Bryant pouvait espérer environ 175 000 roubles. Lorsqu'il était échangé au taux « juste » (du marché noir), cela faisait environ 3 500 dollars. L'échange au taux officiel faisait 145 833 dollars (le prix moyen d'une maison neuve en 1930 aux États-Unis était de 7 145 dollars<sup>450</sup>). On voit ainsi la différence !

« De 1928 à 1934, la généralisation du système des cartes de ravitaillement pour la distribution des produits et des articles de large consommation aboutit à la création de plusieurs sortes de prix. Les consommateurs, selon la catégorie sociale à laquelle ils appartenaient, payaient pour un même produit, dans la même localité et au même moment, des prix différents. Le pouvoir d'achat du rouble variait selon qu'il se trouvait entre les mains d'un ouvrier, d'un employé soviétique, d'un paysan ou d'un « lichenets » (citoyen privé de ses droits civiques en raison de ses origines sociales). En 1935, le gouvernement soviétique se rendit compte des graves inconvénients que présentait ce système compliqué de prix différents et décida de leur substituer « un prix officiel unique et stable ».

La réforme de 1936 avait pour seul objectif de stabiliser le cours du rouble dont elle légalisait la dévaluation. A la fin de 1936, il fut décrété que l'échange de devises étrangères contre des roubles se ferait d'après les bulletins de la Commission de cotation (devenue plus tard l'Office des changes) auprès de la Banque d'Etat. Cette réforme engendra dans les statistiques du commerce extérieur de l'URSS un tas de complications et d'équivoques. Le montant en valeur des exportations et importations de 1936 et des années suivantes [en roubles soviétiques papiers] ne peut pas être comparé aux chiffres de 1925-1935 [en tchervonets, c'est-à-dire en rouble-or].<sup>451</sup> »

Ainsi, afin de mieux comprendre les statistiques officielles du commerce extérieur soviétique, il est nécessaire de les considérer avec réserve. En y regardant de plus près, on

---

Stalinu otnositel'no obmena dollarov na červoncy dlâ nužd posol'stva SŠA, 27 marta 1934 »). Dans B.I. ŽILÂEV, *Les relations soviéto-américaines. 1934-1939* (Sovetsko-amerikanskie otnošeníâ. 1934-1939), Moscou, MFD, 2003, pp. 85-86.

<sup>447</sup> *Idem.*

<sup>448</sup> En 1923, Louise Bryant conjointe de William C. Bullitt avec qui elle a eu une fille Anne. À la fin de sa vie, elle souffre d'alcoolisme. Bullitt obtient le divorce et la garde exclusive de leur fille Anne.

<sup>449</sup> John Reed *Ten Days That Shook the World*, Moskva; Leningrad: Gos. izd-vo, 1927, 61 p.

<sup>450</sup> Le portail « The History People Home » <https://www.thepeoplehistory.com/1930.html> Mise à jour le 11 mars 2022.

<sup>451</sup> Serge N. PROKOPOVICZ, *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, Paris, Au Portulan, Flammarion, 1952, p. 481.

constate que : pour la période de 1924 à 1935 en roubles dont le cours est fixé en mars 1950, les importations de l'URSS étaient sous-estimées et que même dans ce cas-là s'est produit un déficit important de la balance du commerce extérieur (voir *Figure 3*). Le solde commercial négatif s'élevait en 1931 à 1024 millions de roubles ; en 1932 il tombait à 450 millions de roubles et en 1933-36 il devenait positif en restant déficitaire pour la totalité de la période concernée (1924-1935).

Le problème du solde commercial négatif de l'URSS était également associé aux particularités du commerce avec des pays occidentaux, principaux fournisseurs d'équipements à l'URSS. De toute évidence, le commerce le plus actif était celui avec l'Allemagne (*Figure 2*), un voisin continental avec lequel il existait une liaison ferroviaire et une navigation côtière sur la mer Baltique. Le commerce avec les États-Unis était freiné par le fait que l'URSS ne possédait pas de flotte marchande océanique et devait payer le fret des navires des sociétés étrangères.<sup>452</sup> En fait, alors que le commerce avec l'Allemagne était en quelque sorte compensé grâce aux livraisons réciproques, la balance commerciale URSS - États-Unis était très déficitaire. Au cours de ces années, le Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS a continué à faire du commerce avec les États-Unis à perte, et ce de manière délibérée. Car chaque machine achetée accélérail le rythme de l'industrialisation, économisait des années de travail et des millions de roubles en coûts de développement et de fabrication.

En ce qui concerne les États-Unis, autre fournisseur de premier rang des équipements en URSS, l'absence jusqu'en 1933 de relations diplomatiques entre l'URSS et les États-Unis n'empêcha pas les autorités américaines de lever l'embargo sur le commerce avec la Russie dès juillet 1920. Après l'établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis en 1933, la réorientation des commandes de métaux et d'équipements pour l'industrie lourde soviétique du marché européen vers le marché américain était également motivée par des raisons politiques. En effet, comme l'indique la lettre de P.A. Bogdanov, président du conseil d'administration d'*Amtorg*, à A.P. Rosengolts, commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS, « les « intérêts » très influents de l'orientation républicaine et les « intérêts majeurs liés à la politique démocrate » auraient été ainsi satisfaits ». Bogdanov ajoute « qu'il serait politiquement raisonnable d'essayer de détourner une partie de la commande à venir pour 1934 vers les États-

---

<sup>452</sup> D.N. VERHOTUROV, *Staline contre la Grande Dépression : la politique anti-crise de l'URSS* (Stalin protiv Velikoj depressii : antikrizisnaâ politika SSSR), Moscou, Âuza, Èksmo, 2009.

Unis et de les investir dans des sociétés américaines puissantes comme *Bethlehem Steel*, *Republican Steel*, *ARMCO* etc. »<sup>453</sup>

Durant la décennie de 1924 à 1935 deux pays occidentaux, les États-Unis et l'Allemagne, étaient des « fournisseurs particuliers » d'équipements importés en URSS (environ 70% des machines et des équipements (voir *Figure 2*)).

*Figure 2.*

Les importations des machines et des équipements en provenance des pays occidentaux, principaux fournisseurs en URSS<sup>454</sup>, (en millions de roubles (le taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))

	Importations des machines et des équipements, au total	Allemagne	États-Unis
1923/24	108	44	6
1924/25	344	124	85
1925/26	542	234	114
1926/27	547	290	83
1927/28	788	461	139
1929	923	366	263
1930	1727	572	718
1931	2076	825	756
1932	1367	773	96
1933	522	325	24
1934	203	63	39
1935	198	45	43

*Figure 3.*

Le commerce extérieur soviétique en 1924-1935<sup>455</sup> (en millions de roubles (le taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))

	Exportations	Importations	Bilan
1923/24	1301	814	487
1924/25	2014	2521	-507
1925/26	2451	2636	-185
1926/27	2812	2487	325
1927/28	2759	3295	-536
1929	3219	3069	150
1930	3612	3690	-78
1931	2827	3851	-1024
1932	2004	2454	-450
1933	1727	1214	513
1934	1458	810	648
1935	1281	841	440

La *Figure 4* permet de visualiser le fait que les importations de machines et d'équipements en URSS en provenance des pays occidentaux au cours des premières années de l'industrialisation ont été multipliées par 20.

<sup>453</sup> AVP RF, f. 05, inv. 14, carton 100, d. 79, l. 9 - 14. « La lettre du président d'Amtorg P.A. Bogdanov au commissaire du peuple au Commerce extérieur de l'URSS A.P. Rosengolts, au vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur de l'URSS I.V. Boev, au membre des conseils des commissariats du peuple au Commerce intérieur et extérieur de l'URSS Š.M. Dvojlackij et au commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS M.M. Litvinov sur les perspectives des relations commerciales, culturelles et celles des autres avec les États-Unis. New York, le 6 janvier 193 » (« Pis'mo predsedatelâ pravleniâ Amtorga P.A. Bogdanova narodnomu komissaru vnešnej trgovli SSSR A.P. Rozengol'cu, zamestitelû narodnogo komissara vnešnej trgovli SSSR I.V. Boevu, členu kolegij narodnyh komissariatov vnutrennej i vnešnej trgovli SSSR Š.M. Dvojlackomu i narodnomu komissaru po inostrannym delam SSSR M.M. Litvinovu o perspektivah trgovyih, kul'turnyh i drugih otnošenij s SŠA. N'û-Jork, 6 ânvarâ 1934 »).

<sup>454</sup> *Le commerce extérieur de l'URSS en 1918-1940 (Un aperçu statistique)*, (Vnešnââ trgovlâ SSSR za 1918-1940. (Statističeskij obzor)), Moscou, Vneštorgizdat, 1960, pp. 544, 551, 558, 1068, 1073.

<sup>455</sup> *Le commerce extérieur de l'URSS en 1918-1940 (Un aperçu statistique)*, (Vnešnââ trgovlâ SSSR za 1918-1940. (Statističeskij obzor)), Moscou, Vneštorgizdat, 1960, pp. 67, 94, 121, 155, 237, 296, 301, 334.

Figure 4

Les importations en URSS de machines et d'équipements en provenance des Etats-Unis et de l'Allemagne<sup>456</sup>, (en millions de roubles (le taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))

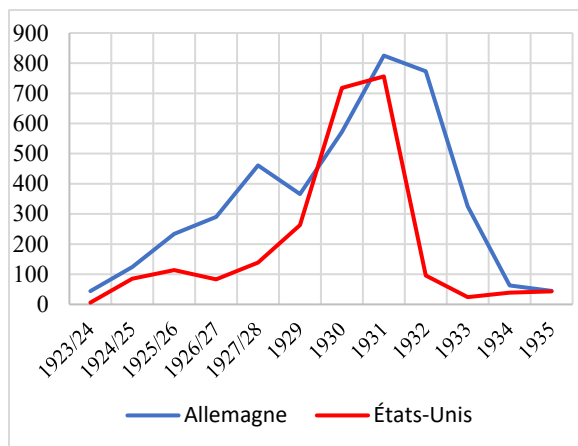
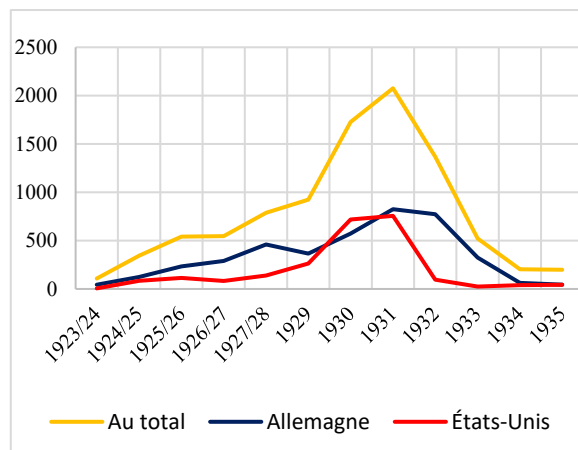


Figure 5

La part des États-Unis et de l'Allemagne dans les importations de machines et d'équipements en URSS<sup>457</sup>, (en millions de roubles (le taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))



Au cours du premier plan quinquennal les machines et les métaux deviennent les articles les plus caractéristiques et prédominants des importations soviétiques. Leur part dans le total des importations augmente progressivement pour atteindre en 1931 son maximum de 73%<sup>458</sup>. En même temps, à partir de 1932, l'URSS réduit de manière drastique les importations, répondant ainsi à l'énorme augmentation des besoins en machines destinées à la production nationale. En 1937, les importations de machines étaient dix fois moins importantes qu'en 1931, année où elles avaient atteint leur niveau le plus élevé.<sup>459</sup>

En dépit des écueils pour « saisir les subtilités » des statistiques du commerce extérieur soviétique, nous pouvons constater que les chiffres des importations soviétiques montrent une forte augmentation, surtout en équipements occidentaux importés au cours de la période suivant le début de l'industrialisation. Le déficit du commerce extérieur qui en résultait était si impressionnant qu'il fallait non seulement le masquer (par la réforme monétaire de 1936, en particulier), mais aussi trouver des moyens pour le financer. Certains de ces moyens n'étaient pas vraiment « ordinaires ».

<sup>456</sup> *Ibid.*, pp. 544, 551, 558, 1068, 1073.

<sup>457</sup> *Ibid.*, pp. 67, 94, 121, 155, 237, 296, 301, 334, 544, 551, 558, 1068, 1073.

<sup>458</sup> D. D. MIŠUSTIN, *Le commerce extérieur et l'industrialisation de l'URSS* (Vnešnââ torgovlâ i industrializaciâ SSSR), Moscou, Izdatel'stvo V/O Meždunarodnââ kniga, 1938, p. 29.

<sup>459</sup> *Ibid.*, p. 33.

*L'insuffisance des recettes en devises étrangères pour l'industrialisation : le réglage*

L'insuffisance des ressources financières pour acquérir la technologie nécessaire à l'industrialisation soviétique présentait de nombreux aspects. Par exemple, en l'absence d'une base appropriée pour l'octroi de prêts importants pour ses importations, l'URSS achetait des machines et des équipements aux États-Unis « presque entièrement au comptant »<sup>460</sup> (c'est-à-dire en monnaie forte, en or, diamants, œuvres d'art). Une des difficultés était le soi-disant « blocus d'or par rapport à l'URSS », c'est-à-dire l'embargo sur les paiements en or des biens industriels. En 1928, les autorités américaines refusèrent d'accepter les paiements en or d'une valeur de 5 210 000 dollars envoyés par la Banque d'État de l'URSS, citant un ordre de 1920 interdisant d'accepter l'or « d'origine bolchevique »<sup>461</sup>.

De surcroît, la balance du commerce extérieur de l'URSS se détériora à la suite d'accusations de « dumping » et de l'introduction d'un droit spécial répressif « anti-dumping » par rapport à certaines marchandises exportées aux États-Unis (le 23 mai 1930, le Trésor américain imposa un droit d'importation sur les allumettes soviétiques ; au cours des années 1929-32, un droit spécial fut également imposé sur le minerai de manganèse et l'antracite soviétiques, qui ne fut levé que le 8 mars 1938<sup>462</sup>).<sup>463</sup>

Une nouvelle étape dans le développement des relations commerciales et économiques avec les États-Unis commença avec le rétablissement des relations diplomatiques (le 16 novembre 1933).

L'insuffisance des recettes en devise détenues par l'État soviétique freinait, on l'a dit, le déploiement de l'industrialisation. Ce problème est devenu si aigu que le 25 août 1931, le Politburo du Comité Central du Parti (CC du VKP(b)) adopta le document intitulé *Sur les ordres en Amérique* (document élaboré sur la base de la proposition de Staline et qui a été envoyé au Politburo sous forme de télégramme) qui suggérait « d'obliger la commission sur les recettes

---

<sup>460</sup> O.M. Rubanov (dir.), *L'ouvrage de référence de la technologie et de l'industrie américaines* [Spravočnik amerikanskoj tehniki i promyšlennosti], New York, Amtorg Trading Corporation, 1939, p. 32.

<sup>461</sup> *Ibid.*, pp. 26-27, 29.

<sup>462</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>463</sup> À titre d'exemple anecdotique. Des actes discriminatoires étaient également dirigés contre l'importation d'intestins aux États-Unis. Ces importations n'étaient autorisées que sous réserve d'un processus de désinfection aux États-Unis, alors que les intestins importés d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Argentine, du Canada et d'autres pays étaient autorisés sans désinfection (voir O.M. Rubanov (dir.), *L'ouvrage de référence de la technologie et de l'industrie américaines* [Spravočnik amerikanskoj tehniki i promyšlennosti], New York, Amtorg Trading Corporation, 1939, p. 29).

en devises d'élaborer d'urgence un certain nombre de mesures précises découlant des propositions du camarade Staline [...] et de proposer à Rosengolts<sup>464</sup> d'ordonner la suspension des commandes en Amérique»<sup>465</sup>. Le texte du télégramme de Staline envoyé au Politburo témoigne de manière assez éloquente de l'urgence de la situation liée aux difficultés monétaires. Staline « insiste sur l'interruption des négociations déjà entamées sur les nouvelles commandes et [envisage] si possible la rupture des contrats déjà conclus sur les anciennes commandes avec transfert des commandes en Europe »<sup>466</sup> ou dans les usines en URSS. Les décisions sont prises lors de la réunion du *Commissariat du peuple au Commerce Extérieur* « d'interdire de passer toutes commandes qui figurent dans le portefeuille d'*Amtorg* »<sup>467</sup>. L'interdiction s'applique même aux projets de grande envergure (*Avto stroj, Har'kov stroj, Dnepro stroj, AMO, Magnitostroj*).

Ainsi, en 1931, au plus fort de l'achat d'équipements et de technologies sur le marché américain, on assiste à une défaillance associée à une pénurie chronique de devises.

Comment le problème de la monnaie a-t-il été résolu ?

Premièrement, par le biais d'emprunts sur les marchés financiers occidentaux. Ainsi, le thème de l'emprunt soviétique revient régulièrement au cours du mandat de l'ambassadeur américain de William Christian Bullitt<sup>468</sup> et de son successeur à ce poste, l'ambassadeur américain en URSS depuis 1936 Joseph E. Davies. Davies fut « totalement étonné et stupéfait » quand le 5 juin 1938, alors qu'il s'apprêtait à assumer une nouvelle mission d'ambassadeur américain en Belgique, Staline jugea bon de se rendre à l'appartement de Molotov au Kremlin où l'envoyé faisait ses adieux au premier ministre soviétique Molotov. Davies ne s'attendait pas à rencontrer Staline. Comme son prédécesseur, Davies savait que Staline ne voyait que rarement un ambassadeur, un étranger. Le « Grand Leader », comme les grands khans et les tsars autocratiques d'hier, se tenait à l'écart pour des raisons de sécurité et d'image. En outre, Staline n'avait pas salué Davies à son arrivée à Moscou en 1937 pour prendre la place de

---

<sup>464</sup> Arkady Pavlovitch Rosengolts, un Commissaire du commerce extérieur.

<sup>465</sup> *Décret du CC du VKP(b) sur des ordres en Amérique (Télégramme du camarade Staline). Le 25 août 1931* (Postanovlenie Politbûro CK VKP(b) "O zakazah v Amerike (telegramma t. Stalina)". 25 avgusta 1931), dans G. N. SEVOST'ANOV (dir.), *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1917-1933 : Recueil des documents* (Rossiâ i SŠA. Èkonomičeskie otnošeniâ. 1917-1933: Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 1997, p. 356.

<sup>466</sup> *Idem*.

<sup>467</sup> RGAE, f. 8346, inv. 6, d.12, l. 123-124. « Un extrait du procès-verbal de la réunion avec M. Sorokin, membre du conseil d'administration du Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS (Narkomvneštorg, NKVT USSR) *Sur l'interdiction de passer des commandes en Amérique. 26 août 1931* », dans G. N. SEVOST'ANOV (dir.), *La Russie et les États-Unis. Relations économiques. 1917-1933 : Recueil de documents*, Moscou, Nauka, 1997, pp. 356-357.

<sup>468</sup> Nommé ambassadeur des États-Unis en Union soviétique en 1933 et resté à ce poste jusqu'en octobre 1936.

Bullitt.<sup>469</sup> Parmi les sujets abordés lors de cette rencontre inattendue entre Staline et Davies, le thème des dettes soviétiques retentit :

« Staline a parlé de la question de la dette qui avait tellement tendu les relations américano-soviétiques pendant l'ambassade de Bullitt et qui n'avait toujours pas été réglée. Staline pensait qu'elle pourrait être réglée si les États-Unis prêtaient à Moscou l'argent nécessaire pour rembourser la dette... Le fait que l'ambassadeur pensait que cela pouvait fonctionner a certainement encouragé Staline dans sa prédiction. En juin 1932, Staline déclara à Molotov : « Nous serions stupides de ne pas prendre d'argent » aux Américains, à condition qu'il n'y ait pas de compensation politique.<sup>470</sup> »

Le thème des prêts, notamment pour l'achat d'équipements, résonnait comme une sorte de refrain lors des négociations commerciales à différents niveaux. Ainsi, il surgit lors d'un petit déjeuner d'affaires d'un *apparatchik* du parti, un membre du Comité de contrôle du CC VKP(b) M.L. Sorokine, qui était en voyage d'affaires aux États-Unis en novembre 1935. Ses vis-à-vis américains sont le banquier Samuel Reading Bertron et James D. Mooney<sup>471</sup>, « vice-président de General Motors et le président de l'American Export Association »<sup>472</sup>. Sorokine rend compte de cette conversation à Staline dans son « Mémo caractérisant l'industrie américaine et la nécessité d'emprunter ses réalisations à l'URSS »<sup>473</sup>.

Selon Sorokine, « les nouvelles sur la signature par Bullitt de l'accord de 15 millions ont été accueillies avec jubilation par la presse et les milieux d'affaires ». En même temps l'ambassadeur Troyanovsky dans une conversation avec Sorokine, voyait les relations actuelles des États-Unis avec l'URSS entrer « dans une période de refroidissement ». Du même avis étaient James D. Mooney et Samuel Reading Bertron, qui considéraient que « les milieux

---

<sup>469</sup> Dennis J. DUNN, *Caught between Roosevelt and Stalin: America's ambassadors to Moscow*, The University Press of Kentucky, 1998, p. 61.

<sup>470</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>471</sup> James D. Mooney est un ingénieur américain, PDG de General Motors, qui a joué un rôle important dans les affaires internationales dans les années 1930 et au début des années 1940. Sa carrière a été écourtée lorsqu'il a été accusé d'être sympathisant nazi en 1940.

<sup>472</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 423, l. 50-91. « Les notes d'un membre du Comité de contrôle du parti relevant du CC du VKP(b) M.L. Sorokin à I.V. Staline décrivant les caractéristiques de l'industrie américaine et de la nécessité d'emprunter ses réalisations en URSS. 2 novembre 1935 » (« Zapiska člana Komiteta partijnogo kontrolâ pri CK VKP(b) M.L. Sorokina I.V. Stalinu s harakteristikoj promyšlennosti SŠA i neobhodimosti zaimstvovaniâ ee dostiženij v SSSR. 2 noâbrâ 1935 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : une collection de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumenttov v 3 t.), t.3 : 1933-1941, Moscou, Nauka, 2009, p. 249.

<sup>473</sup> *Idem.*



américains ont l'impression que l'Union Soviétique cache la vérité aux Américains et ne veut pas de rapprochement commercial avec les États-Unis »<sup>474</sup>. De surcroît :

« Des transactions privées distinctes avant la nouvelle élection présidentielle <sup>475</sup> auraient ouvert la voie à des affaires plus importantes en 1937-1938. Un achat de 50 à 75 millions de dollars au cours de l'année 1936, a été financé par *Export-Import Bank of the United States* (prêt pour une période de cinq ans). Les marchés publics porteront principalement sur des équipements pour la production de pétrole, les fibres synthétiques et les plastiques, l'extraction de l'or, l'aluminium, le cuivre et le zinc, la radio, ... ainsi que la modernisation des usines métallurgiques existantes.<sup>476</sup> »

Le problème de l'approvisionnement en devises étrangères pour acheter la technologie occidentale fut également résolu par le recours à diverses sources « non traditionnelles ». L'une d'elles a été révélée par Walter Krivitsky, un espion soviétique, chef des services de renseignements soviétiques en Europe. Son parcours a tout pour séduire. Jeune juif polonais né Samuel Ginsberg en 1899, il devient zélé bolchevique dès 1917, en poste en Allemagne au début des années 1920, il est un temps enseignant à l'Académie militaire de Moscou, puis renvoyé en Europe pour organiser des réseaux d'agents communistes etc.<sup>477</sup> Krivitsky, avant de faire défection en octobre 1937, publie plusieurs récits apportant des témoignages sur les affaires peu connues du grand public.

« [...] Ce livre [« *J'étais l'agent de Staline* »<sup>478</sup>] unique de Mémoires constitue un des fleurons du genre. Rien de plus taiseux qu'un espion en activité, rien de plus bavard (parfois) qu'un espion en retraite. On ne compte plus les Mémoires d'anciens espions qui n'ont pas accompli le quart de ce qu'a fait Krivitsky en une petite vingtaine

---

<sup>474</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 423, l. 50-91. « Les notes d'un membre du Comité de contrôle du parti relevant du CC du VKP((b) M.L. Sorokin à I.V. Staline caractérisant l'industrie américaine et la nécessité d'emprunter ses réalisations à l'URSS. 2 novembre 1935 » (« Zapiska člana Komiteta partijnogo kontrolâ pri CK VKP(b) M.L. Sorokina I.V. Stalinu s karakteristikoj promyšlennosti SŠA i neobhodimosti zaimstvovaniâ ee dostiženij v SSSR. 2 noâbrâ 1935 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : une collection de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumenttov v 3 t.), t.3 : 1933-1941, *op. cit.*, p. 249.

<sup>475</sup> L'élection présidentielle américaine de 1936 est la trente-huitième élection présidentielle depuis l'adoption de la Constitution américaine en 1787. Elle se déroule le mardi 3 novembre 1936.

<sup>476</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 423, l. 50-91. « Les notes d'un membre du Comité de contrôle du parti relevant du CC du VKP((b) M.L. Sorokin à I.V. Staline caractérisant l'industrie américaine et la nécessité d'emprunter ses réalisations à l'URSS. 2 novembre 1935 » (« Zapiska člana Komiteta partijnogo kontrolâ pri CK VKP(b) M.L. Sorokina I.V. Stalinu s karakteristikoj promyšlennosti SŠA i neobhodimosti zaimstvovaniâ ee dostiženij v SSSR. 2 noâbrâ 1935 »), dans G.N. SEVOST'ÂNOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : une collection de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumenttov v 3 t.), t.3 : 1933-1941, *op. cit.*, p. 249.

<sup>477</sup> Walter KRIVITSKY, *J'étais l'agent de Staline*, Paris, Nouveau monde éditions, 2015, p. 123.

<sup>478</sup> *Idem*.

d'années, mais qui ont tenu à le faire connaître. Plus rares encore sont ceux qui écrivent aussi bien que lui.<sup>479</sup> »

Irremplaçable témoin du stalinisme, l'un des tout premiers transfuges de l'histoire qui a consacré les dernières années de sa vie à décrypter le système sécuritaire stalinien, Krivitsky dénonce l'organisation d'un trafic de faux dollars pour approvisionner l'URSS à peu de frais :

« Le premier plan quinquennal engloba les années 1928 à 1932. Ce furent les années des achats massifs de matériel et de machines à l'étranger, pour la gigantesque course à l'industrialisation de la Russie. L'une des principales conséquences de cette politique fut la diminution sensible du stock des devises.

Pendant ces mêmes années, de faux billets de cent dollars de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis circulaient dans le monde. Ils vinrent de Shanghai et de San Francisco, de Houston et de New York, de Montréal et de la Havane, de Varsovie. Genève, Bucarest, Berlin, Vienne, Sofia, Belgrade et finirent par inonder le Trésor américain. C'était Staline qui avait mis en circulation environ dix millions de dollars de faux billets américains.<sup>480</sup> »

Il est extrêmement difficile, dans ce cas de figure, de départager le mensonge de la vérité. Jacques Bergier, le spécialiste français en espionnage industriel écrit quant à lui dans son ouvrage *L'espionnage industriel* :

« [...] on prétend que les espions soviétiques dans l'industrie recevaient en paiement de faux dollars américains fabriqués en URSS. Les Russes auraient acheté, pour la diffusion de ces faux dollars, la banque allemande Sass et Martini de Berlin que la grande catastrophe de 1929 avait pratiquement ruinée. Plusieurs récits hautement colorés de cette aventure ont été publiés ; aucun, semble-t-il, n'est confirmé.<sup>481</sup> »

Au milieu des années 1930, le jeune État soviétique de trouvait dans une situation de grande précarité financière, il devait d'énormes sommes d'argent aux entreprises et aux banques étrangères (en 1927/28, le déficit du commerce extérieur s'élevait à 536 millions de roubles-or, voir *Figure 3*). La situation était si difficile qu'on attendait la chute du pouvoir soviétique. Même Staline trouvait nécessaire de s'exprimer sur ce propos devant le Plénum du Comité central du parti en avril 1929 : « Il y a de grandes discussions dans le monde capitaliste au sujet

---

<sup>479</sup> *Ibid.*, p. 7. Préface d'Yvonnick Denoël.

<sup>480</sup> *Ibid.*, p.123.

<sup>481</sup> Jacques BERGIER, *L'espionnage industriel*, Paris, Hachette, 1969, pp. 125-126.

de nos incapacités financières... que nous sommes en faillite et que la chute du pouvoir soviétique est une question de plusieurs mois, voire de plusieurs semaines »<sup>482</sup>.

Toutefois, dès les premiers jours du pouvoir soviétique, l'État a accumulé entre ses mains des objets de valeur réquisitionnés et confisqués à des particuliers et des institutions.

Dans le cadre du monopole par l'État du commerce de l'or et du platine institué à partir du 15 janvier 1918, tous « les produits en or pesant plus de « seize *zlotnik*<sup>483</sup> et l'or brut, qu'ils soient entre les mains de particuliers et d'institutions, deviennent la propriété de l'État »<sup>484</sup>.

Après le décret du *Sovnarkom* du 13 juillet 1920 *Sur la saisie des métaux précieux, de l'argent et de divers objets de valeur*<sup>485</sup>, non seulement « l'or et le platine en lingots et ceux sous forme brute », mais aussi « les pièces de platine, d'or et d'argent » ont été soumis à confiscation. « Pour leur consommation personnelle et l'usage domestique », les citoyens étaient autorisés à avoir « des articles en métaux précieux pesant moins de 18 *zlotnik* » par personne et des objets en argent ne dépassant pas trois livres par personne. Les diamants et autres pierres précieuses étaient autorisés pour un total ne dépassant pas trois carats par personne, et les perles pour un maximum de cinq *zlotnik*<sup>486</sup>.

Lénine n'était pas satisfait du rythme de saisie des objets de valeur, ni de celui de leur évaluation et de leur tri, ni de leur vitesse de vente, c'est pourquoi il a insisté sur « une accélération extraordinaire »<sup>487</sup> des ventes des antiquités à l'étranger. Par conséquent, le 26 octobre 1920 un nouveau décret *Sur la collecte et la vente d'antiquités à l'étranger*<sup>488</sup> a été adopté.

---

<sup>482</sup> Joseph STALINE, *Les ouvrages* (Sočineniâ), t. 12, Moscou, OGIZ ; Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1949, p. 93.

<sup>483</sup> 16 *Zlotnik* font environ 70 grammes d'or (16 x 4,266 = 70).

<sup>484</sup> « Résolution du Conseil suprême de l'économie nationale sur l'or et le platine - sur l'approbation de la section des métaux précieux VSNKh et sur l'établissement d'un monopole d'État du commerce de l'or et du platine. 12 janvier 1918 » (« Postanovlenie Vysshego Soveta narodnogo hozâjstva o zolote i platine — ob utverždenii sekcii blagorodnyh metallov V.S.N.H. i ob ustanovlenii kazennoj monopolii trgovli zolotom i platinoj. 12 ânvarâ 1918 »). Dans *La culture dans les actes normatifs du pouvoir soviétique. 1917-1922*, (Kul'tura v normativnyh aktah Sovetskoj vlasti. 1917-1922), Moscou, ZAO Ūridičeskij Dom « Ūsticinform, 2009, p. 31-32.

<sup>485</sup> « 13 juillet. Le décret du Conseil des commissaires du peuple sur la procédure de réquisition et de confiscation des métaux précieux, de l'argent et des valeurs, des biens médicaux et pharmaceutiques, sur l'exercice du droit de réquisition et de confiscation par le *Narkompros*, les institutions douanières, les organismes ministériels de Naval et de l'Armée » (« 13 iûlâ. Postanovlenie SNK o porâdke rekvizicii i konfiskacii blagorodnyh metallov, deneg i cennostej, medicinskogo i farmacevtičeskogo imušestva, ob osušestvlenii prava rekvizicii i konfiskacii Narodnym komissariatom prosvešeniâ, tamožennymi učreždeniâmi, Voennym i Morskim vedomstvami »), *Les décrets du pouvoir soviétique* (Dekrety Sovetskoj vlasti), t. IX, juin - juillet 1920, Moscou, Politizdat, 1978, p. 213-222.

<sup>486</sup> *Ibid.*, p. 213.

<sup>487</sup> RGASPI, f. 2, inv. 1, d. 15916. « 26 octobre. La résolution du SNK sur la collecte et la vente d'antiquités à l'étranger » (« 26 oktâbrâ. Postanovlenie SNK o sbore m prodaže za granicej antikvarnyh vešej »). Dans *Les décrets du pouvoir soviétique* (Dekrety Sovetskoj vlasti), t. XI, octobre – novembre 1920, Moscou, Politizdat, 1983, p.344.

<sup>488</sup> *Ibid.*, pp. 344-346.

À partir de février 1921, date à laquelle Lénine a signé un autre décret *Sur l'organisation du fonds d'État d'objets de valeur pour le commerce extérieur*<sup>489</sup>, des quantités énormes de peintures et d'œuvres d'art ont été envoyées à ce *Fonds d'Etat des métaux précieux et pierres précieuses au sein du Trésor public (Gokhran)*<sup>490</sup> depuis des provinces et des villes du pays. Le Commissariat du peuple au commerce extérieur s'est vu accorder le droit de « retirer et de stocker, aux fins de commerce extérieur des articles de valeur artistique et des antiquités, ainsi que des produits de luxe »<sup>491</sup>.

Le 6 janvier 1922 a été publié un autre décret du Comité exécutif du parti sur la liquidation des biens de l'Église<sup>492</sup>. Le décret prévoyait de transférer ces biens de valeur historique et artistique... (ustensiles, vieux meubles, peintures) à la juridiction exclusive du Commissariat du peuple à l'Éducation (*Narkompros RSFSR*) et au *Gokhran*.<sup>493</sup>

Parallèlement à la concentration des objets de valeur entre les mains de l'État toutes sortes de tentatives ont été entreprises pour les vendre à l'étranger. L'intérêt pour les ventes aux enchères d'antiquités russes était énorme, les journaux et les magazines en parlaient et le processus s'accompagnait de scandales et de procédures judiciaires. Certains expatriés russes se trouvaient être les propriétaires de nombreux lots proposés dans ces enchères<sup>494</sup>, mais les efforts pour restituer ces objets à leurs détenteurs légaux n'avaient aucun résultat.

Le 10 mars 1922, Leonid Krassine, commissaire du peuple au commerce extérieur de la RSFSR, écrit dans une lettre à V. Lénine, au sujet de vente de ces trésors accumulés à *Gokhran*

---

<sup>489</sup> « Décret du Conseil des commissaires du peuple sur l'organisation du fonds d'État des objets de valeur pour le commerce extérieur. 7 février 1921 » (« Dekret Soveta Narodnyh Komissarov o sostavlenii gosudarstvennogo fonda cennostej dlâ vnešnej torgovli. 7 fevralâ 1921 »), dans K. E. RYBAK, *Kul'tura v normativnyh aktah Sovetskoj vlasti. 1917-1922*, Moscou, ZAO Ūridičeskij Dom Ūsticinform, 2009, pp. 266-267.

<sup>490</sup> Fonds d'Etat des métaux précieux et pierres précieuses au sein du trésor public du Commissariat du peuple aux Finances (*Gokhran*). (« Gosudarstvennoe učreždenij po formirovaniû Gosudarstvennogo fonda dragocennyh metallov i dragocennyh kamnej Rossijskoj Federacii, hraneniû, otpusku i ispol'zovaniû dragocennyh metallov i dragocennyh kamnej (Gokhran Rossii) pri Ministerstve finansov Rossijskoj Federacii »).

<sup>491</sup> « Décret du Conseil des commissaires du peuple sur l'organisation du fonds d'État des objets de valeur pour le commerce extérieur. 7 février 1921 » (« Dekret Soveta Narodnyh Komissarov o sostavlenii gosudarstvennogo fonda cennostej dlâ vnešnej torgovli. 7 fevralâ 1921 »), dans K. E. RYBAK, *Kul'tura v normativnyh aktah Sovetskoj vlasti. 1917-1922, op. cit.*, p. 267.

<sup>492</sup> « Résolution du Présidium du Comité exécutif central panrusse (VCIK) "Sur la liquidation des biens de l'Église". Extrait du procès-verbal de la réunion du Présidium du VCIK n° 1, point 15 du 2 janvier 1922" » (Postanovlenie Prezidiuma VCIK « O likvidacii cerkovnogo imušestva ». Iz protokola zasedaniâ Prezidiuma VCIK № 1, p. 15 ot 2-go ânvarâ 1922). Dans N. N. POKROVSKIJ, S. G. PETROV, *Le Politburo et l'Église. 1922-1925 (Recueil de documents)*. (*Politbûro i cerkov'. 1922—1925*), t. 2, Moscou, ROSSPËN ; Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1998, pp. 5-6.

<sup>493</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>494</sup> Au début de l'année 1928 la princesse Paley, fille née du mariage morganatique du grand-duc Paul Alexandrovitch de Russie, apprend que les collections de son palais de Tsarkoié-Sélo ont été vendues (sans son autorisation) à l'étranger par le nouveau gouvernement. La princesse Paley a intenté un procès qu'elle a perdu à l'automne de la même année. (Voir dans Jean-Noël LIAUT, *Natalie Paley : princesse en exil*, Paris, Bartillat DL, 2015, p. 279).

: « Il est maintenant possible de vendre une grande quantité de bijoux au premier client qui se présente, mais seulement pour 1/2-1/3 du prix normal : il y a une crise partout, la bourgeoisie est déprimée, et personne n'achète de diamants pour les épouses ou les concubines »<sup>495</sup>.

Dans sa lettre à Lénine, Krassine notait que les diamants ne pouvaient être vendus avec profit que par *De Beers*, une compagnie ayant le monopole sur le marché mondial de l'extraction de diamants. Selon Krassine, *De Beers* reprochait à la partie soviétique « d'avoir gâché le marché par les ventes massives » provoquant la suspension de leurs exploitations minières en Afrique. *De Beers* proposa alors de créer un syndicat ainsi que de jouer un rôle d'intermédiaire sur le marché mondial, et promit d'accorder un prêt contre les objets de valeur en attendant « une conjoncture plus favorable ». Krassine réagit avec enthousiasme : « Nous avons des « centaines de millions » d'objets de valeur ! [...] *Le Fonds d'Etat des métaux précieux et pierres précieuses au sein du Trésor public (Gokhran)* est clairement un endroit magique ! »<sup>496</sup> La médiation sur le marché des antiquités et du luxe fut proposée non seulement par *De Beers*, mais aussi par toute une série d'entreprises, de maisons de vente aux enchères et de particuliers.

Le 23 janvier 1928, un décret secret du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS *Sur les mesures visant à renforcer l'exportation et la vente d'antiquités et des œuvres d'art à l'étranger*<sup>497</sup> fut adopté, ce qui a rendu les bibliothèques et les musées soviétiques (y compris les plus grands d'entre eux) « sans protection » contre l'exportation des objets d'arts présents dans leurs dépôts. En 1928, l'Ermitage commence à vendre des chefs-d'œuvre de ses collections. Jusqu'en 1936, les ventes aux enchères russes à l'étranger étaient une pratique régulière, presque routinière (voir la liste des ventes de l'Ermitage en dessous).

*Figure 6.* La liste des ventes aux enchères des œuvres-d'art du Musée d'État de l'Ermitage (1928-1936)<sup>498</sup>

---

<sup>495</sup> RGASPI, f. 2, inv. 2, d. 1166, l. 1-2. « La lettre de L.B. Krasin à V.I. Lénine. 10 mars 1922 » (« Pis'mo L.B. Krasina V.I. Leninu. 10 marta 1922 »). Dans M. I. ODINCOV, *La politique confessionnelle de l'Etat soviétique. 1917-1991. Documents et matériels : en 6 vol. (Konfessional'naâ politika sovetskogo gosudarstva. 1917—1991 : Dokumenty i materialy : v 6 t.)*, t. 1 en 4 livres : 1917-1924, t. 2 : *Les autorités et administration centrales de l'État en RSFSR : l'établissement d'un cadre juridique et réglementaire pour les activités des associations religieuses (Central'nye organy gosudarstvennoj vlasti i upravleniâ v RSFSR : sozdanie normativno-pravovoj bazy deâtel'nosti religioznyh ob"edinenij)*, Moscou, Političeskaâ ènciklopediâ, 2018, p. 524.

<sup>496</sup> *Idem.*

<sup>497</sup> Ū. N. JOUKOV, *Staline : Opération « Ermitage »* (Stalin : operaciâ « Èrmitaž »), Moscou, Vagrius, 2005, pp. 107-109.

<sup>498</sup> E. Ū. SOLOMAHA (dir.), *Le musée d'État de l'Ermitage. Les ventes du musée : les documents d'archives* (« Gosudarstvennyj Èrmitaž. Muzejnye rasprodaži : arhivnye dokumenty »), Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Gosudarstvennogo Èrmitaža, part 2, 2014, pp. 252-257 (335 p.)

Maisons de vente aux enchères	Dates des enchères
«Hermann Ball & Paul Graupe Auktionshaus», Berlin.	26-27 février 1932; 28 juin 1932; 10 décembre 1932; 15 mars 1933.
«H. Bukowskis Konsthandel», Stockholm.	19-20 mai 1931; 24-25 septembre 1931; 15-16 mars 1932; 24-25 mai 1932
«Fischer Galerie», Luzern.	20 août 1931
«Paul Graupe Auktionshaus», Berlin	23-24 juin 1933 ; 25-26 janvier 1935 ; 3 <sup>ème</sup> - 4 <sup>ème</sup> mai 1935
«Otto Greiner Kunsthandlung», Stuttgart	21-22 décembre 1931
«Rud. Elsas Kunstauktionshaus», Berlin.	4 juin 1932
«Fischer Galerie», Luzern.	20 août 1931
«Paul Graupe Auktionshaus», Berlin	23-24 juin 1933 ; 25-26 janvier 1935 ; 3 <sup>ème</sup> -4 <sup>ème</sup> mai 1935
«Otto Greiner Kunsthandlung», Stuttgart	Octobre 1932
«Hugo Helbing Kunstantiquariat», München	21-22 décembre 1931 ; 29 janvier 1932 ; 1 <sup>er</sup> - 2 <sup>ème</sup> mars 1932 ; 28 avril 1932 ; 20 mai 1932 ; 9-10 juin 1932
«Hugo Helbing Kunstantiquariat», Frankfurt am Main.	Juin 1932; 1 <sup>er</sup> - 2 <sup>ème</sup> décembre 1932
«Internationales Kunst- und Auktions-Haus», Berlin	Mai 1932
«Auktionshaus Albert Kende», Wien	17 janvier 1933
«Math. Lempertz, Buchhdlg. und Antiquariat», Köln.	15-17 février 1932; 12-14 avril 1932; 9-11 novembre 1932
«Rudolph Lepke's Kunst-Auctions-Haus», Berlin	4 novembre 1930; 11 novembre 1931; 7 avril 1933
«Georg A. Samter Kunstauktionshaus», Berlin	28 janvier 1931
«Sotheby & Co.», London	6 -7 novembre 1928 ; 20 novembre 1928 ; 9 avril 1929 ; 4 -5 juin 1929 ; 26 novembre 1929 ; 1 avril 1930 ; 13 mai 1930 ; 12-13 mai 1931 ; 23 février 1932

Les acheteurs des collections de musées russes avaient des profils différents allant d'Armand Hammer qui a donné à la vente d'antiquités russes un caractère massif, au secrétaire du Trésor des États-Unis Andrew Mellon à qui les couronnes royales et les diamants, les icônes et d'autres objets de culte religieux, peintures et sculptures historiques ont été vendus « en gros », en passant par l'ambassadeur des États-Unis Joseph Davies (sa femme Marjorie Post collectionnait les œuvres d'art) et le magnat du pétrole Calouste Gulbenkian<sup>499</sup>. Parmi les sculptures dans la collection de Calouste Gulbenkian figure « l'original en marbre de la célèbre Diane, de Houdon, qui appartient à Catherine de Russie, et qu'il acheta au Musée de l'Ermitage en 1930 »<sup>500</sup>. Parmi ces amateurs d'art, le nom d'un citoyen français, Norman Weiss, est moins connu, pourtant c'est à lui que le *Gokhran* a vendu la couronne qui « orna la dernière impératrice russe Alexandra Fiodorovna lors de son mariage en 1894 »<sup>501</sup> (aujourd'hui elle se trouve au Musée Hillwood de Washington).

Quel impact ces ventes de l'or, des antiquités, des produits de luxe ont-elles eu sur l'industrialisation ? L'historien Ů.N. Źukov, dans son ouvrage *Staline : Opération Ermitage*<sup>502</sup>, affirme que « les revenus prévus, même dans un cas chanceux, auraient été d'un peu plus d'un

<sup>499</sup> Oleg KRASNOV, « Trésors perdus : comment les bolcheviks vendirent les œuvres des musées russes », En ligne : <https://fr.rbth.com/art/79574-bolcheviks-vendirent-%C5%93uvres-musees-russes> Consulté le 31 janvier 2022.

<sup>500</sup> Museu Calouste Gulbenkian (Lisbonne), *Catalogue : Calouste Gulbenkian Musée*, Lisboa, Fundação C. Gulbenkian, 1982, p.6.

<sup>501</sup> Oleg KRASNOV, « Trésors perdus : comment les bolcheviks vendirent les œuvres des musées russes », *op. cit.*

<sup>502</sup> Ů. N. JOUKOV, *Staline : Opération « Ermitage »* (Stalin : operaciâ « Èrmitaž »), *op. cit.*, p. 335.

pour cent »<sup>503</sup>. Alors qu'au même moment, selon Mikhaïl Piotrovsky, le directeur général de l'Ermitage, les ventes ont causé d'énormes dommages à la réputation du pays et à son patrimoine culturel :

« La vente massive des chefs-d'œuvre a apporté au gouvernement soviétique de l'argent et une percée sur les marchés occidentaux. Cependant, l'effet à long terme a été terrible provoquant une disgrâce internationale et une tragédie nationale. Le pays a été privé de son patrimoine culturel, une réserve irremplaçable de valeurs et de moyens d'éducation. Le pouvoir qui n'a pas jugé bon de préserver ce qui est le plus important (le patrimoine culturel) s'est couvert de honte, ce qui est particulièrement fort dans le contexte de la mémoire historique des siècles ... Les ventes des bijoux « familiaux » sont un indicateur de son impuissance économique totale. L'expérience a montré que les sommes énormes de l'époque se sont révélées négligeables par rapport à la hausse des prix réels de l'art qui s'est produite dans le monde. Les musées ont été relégués au rang d'entrepôts [...] entraînant le pouvoir à une déchéance morale [...] L'exemple russe démontre clairement que la vente de collections de musées, même en termes monétaristes unidimensionnels, n'est pas rentable.<sup>504</sup> »

Pendant les années de crise monétaire aiguë causée par le développement industriel forcé, une autre institution soviétique s'est occupée de la vente d'antiquités (sur le territoire de l'URSS), l'Association pour le commerce avec les étrangers, *Torgsin*. Fondée le 18 juin 1930, la *Torgsin* vendait des antiquités aux touristes étrangers à Moscou et à Leningrad et obtenait ainsi des devises fortes. Le 14 juin 1931, la *Torgsin* a ouvert ses portes aux citoyens soviétiques qui ne pouvaient initialement en acheter qu'avec des pièces d'or tsaristes. Un tournant véritablement révolutionnaire dans l'histoire de la *Torgsin* s'est produit à la fin de l'année 1931: le gouvernement a autorisé les citoyens soviétiques à acheter des biens à la *Torgsin* en échange d'or.<sup>505</sup>

Ainsi, le problème de l'insuffisance des ressources financières pour l'industrialisation a été réglé par tout un ensemble de mesures extraordinaires. Qu'est-ce que cela signifiait pour l'industrie lourde en général, et pour la sidérurgie en particulier ? Comment les ressources financières ont-elles été utilisées ? Vers où ont-elles été dirigées pour remplir les tâches du premier plan quinquennal ?

---

<sup>503</sup> *Ibid.*, p.110.

<sup>504</sup> E. Ū. SOLOMAHA (dir.), *Le musée d'État de l'Ermitage. Les ventes du musée : les documents d'archives* (« Gosudarstvennyj Ėrmitaž. Muzejnye rasprodaži : arhivnye dokumenty »), *op. cit.*, p. 5.

<sup>505</sup> Elena OSOKINA, « Torgsin : Zoloto dlja industrializacii », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 47/4 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2007, URL: <http://journals.openedition.org/janus.bis-sorbonne.fr/monderusse/8849> consulté le 22 janvier 2022.

## B. La sidérurgie soviétique : le point de départ

En 1920, la situation dans la sidérurgie soviétique était désastreuse. Pour se faire une idée, il suffit de citer quelques chiffres. Selon Antony C. Sutton, en 1913, 160 hauts fourneaux et 168 fours d'aciérie à ciel ouvert (les fours Martins) fonctionnaient en Russie, alors qu'en 1920, seuls 12 hauts fourneaux et 8 fours à ciel ouvert étaient en service. La production d'acier laminé était de 6,4 millions de pouds<sup>506</sup> et en 1916, elle était de 232 millions de pouds. Sur 66 fonderies, seules 2 étaient en activité. Toutefois, le nombre d'employés dans cette branche de l'industrie n'avait pas diminué dans les mêmes proportions : alors qu'en 1913, l'industrie sidérurgique employait 257 000 travailleurs, en 1920, le nombre de travailleurs était de 159 000, malgré la baisse catastrophique de la production.<sup>507</sup> Cette dernière circonstance suggère que les autorités ont été incapables de résoudre les problèmes liés à la « réanimation » de la sidérurgie, même si les usines disposaient d'un nombre suffisant de personnel, apparemment peu qualifié. Bien que la production ait été partiellement restaurée à la fin des années 1920, elle était technologiquement restée au niveau de l'époque tsariste. Les tentatives d'amélioration entreprises par ses propres forces ont échoué et ont contraint les autorités à demander l'aide des pays occidentaux. Les projets soviétiques étaient « maladroits et techniquement ineptes »<sup>508</sup> et ne contribuaient guère à la reconstruction ou au développement de l'industrie. Et ce n'est pas une exagération.

Au cours de la « période de redressement » qui a duré toute la décennie des années 1920, aucune nouvelle usine n'a été construite dans la sidérurgie soviétique. De surcroît bien que les opérations de redressement aient généralement été menées avec l'assistance technique de l'Occident, le gouvernement soviétique n'était manifestement pas disposé à laisser les sociétés occidentales prendre en charge la gestion des entreprises du secteur stratégique<sup>509</sup>.

Au début du premier plan quinquennal, en 1928, l'industrie mondiale du fer et de l'acier avait atteint son développement maximal, avec une production de fer de 98,5 millions de tonnes et une production d'acier de 121,7 millions de tonnes<sup>510</sup>. Les premières places dans

---

<sup>506</sup> Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development 1917 to 1930*, Stanford University, Stanford, California, 1968, p. 59.

<sup>507</sup> *Idem.*

<sup>508</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>509</sup> *Ibid.*, pp. 58, 70.

<sup>510</sup> G. I. ISUPOV, *La sidérurgie de la région de Tcheliabinsk. L'état actuel et le développement* (Černaâ metallurgîâ Čelâbinskoj oblasti. Sovremennoe sostoânie i razvitie), Čelâbinsk, Čelâbinskoe oblastnoe gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1936, p. 4.



la production de métaux ferreux étaient occupées par les quatre pays suivants (par ordre d'importance) : les États-Unis, l'Allemagne, la France et l'Angleterre. En 1929, les États-Unis possédaient les entreprises métallurgiques les plus avancées : sur 157 hauts fourneaux, plus d'un tiers avaient un volume utile de plus de 500 m<sup>3</sup>, huit hauts fourneaux avaient un volume utile de 1000 à 1250 m<sup>3</sup>.<sup>511</sup>

Après 1929, tous les pays capitalistes occidentaux, sans exception, ont plongé dans une crise grave et ont réduit leur production de métaux ferreux. En 1932, la production mondiale de fer et d'acier est retombée au niveau de la fin du XIXe siècle. L'industrie sidérurgique mondiale ne s'est pas remise de cette crise avant le milieu des années 1930.

Dans cette période de crise de l'économie mondiale, l'URSS, contrairement aux principaux producteurs mondiaux de métaux ferreux, a augmenté sa production : la part de l'URSS dans la production mondiale d'acier commence à croître de 3,4% en 1929 et atteint 11,6% en 1932 (la part des États-Unis dans la production mondiale de fonte brute passe de 43,8% en 1929 à 28% en 1933 ; dans la production d'acier - de 47,5% de la production mondiale en 1929 à 27% en 1932). En 1935, 112 hauts fourneaux fonctionnaient déjà en URSS.<sup>512</sup>

Nous venons de voir l'origine des ressources financières pour l'industrialisation. Nos études des statistiques du commerce extérieur nous ont permis de constater la hausse des importations de machines et d'équipements vers la Russie en provenance des pays occidentaux au début des années 1930. La sidérurgie a-t-elle suivi le même schéma ? Profitât-elle de cette politique d'implantation des technologies étrangères sur le sol soviétique ?

*Quelle était la provenance des équipements destinés aux usines sidérurgiques dans les années 1930 ?*

La construction de nouvelles installations dans la sidérurgie soviétique ne commence qu'après 1929. Le tableau (*Figure 7*) ci-dessous répertorie toutes les nouvelles installations de la sidérurgie soviétique dans l'entre-deux guerres. Elles sont au nombre de 18 et pour 13 d'entre elles le début de la construction s'est déroulé pendant les premières années de l'industrialisation. La construction de 5 autres usines a eu lieu plus tard. Il est juste de se demander comment il est devenu possible d'ériger les grandes aciéries du premier plan quinquennal en un si court laps de temps.

---

<sup>511</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>512</sup> *Ibid.*, p. 6.

Figure 7. Les nouvelles installations de la sidérurgie soviétique<sup>513</sup>

Installations	Dates de la réalisation du projet (provisoires)		Mise en œuvre au deuxième plan quinquennal			Coût total, (en millions de roubles)
	Début du projet	Achèvement du projet	Hauts fourneaux	Fours Martin	Laminoirs à tubes Laminoirs à tuyaux	
			<b>36</b>	<b>83</b>	<b>73</b>	
Magnitogorskij	1929	1937	6	27	16	1371,1
Kuzneckij №1	1929	1935	2	12	4	629,4
Kuzneckij №2	1934	-	1	2	1	570,0
Tagil'skij	1930	1937	3	8	5	779,5
Bakal'skij	1934	-	2	6	2	822,0
Halilovskij	1934	-	2	2	-	683,0
Cheljabinskij trubosvarochnyj	1933	1935	-	-	-	29,0
Vostochnyj, DVK	1936	1937	1	-	-	245,0
Petrovsko-Zabajkal'skij	1929	1937	2	3	2	70,0
Zaporozhskij	1930	-	4	14	12	850,0
Azovstal'	1931	1937	5	3	3	468,9
Krivorožskij	1931	1937	4	4	7	658,0
Novomoskovskij zhestekatal'nyj	1932	1937		-	12	93,3
Nikopol'skij	1931	-		-	9	380,0
Tul'skij	1931	1935	2	-	-	104,0
Lipeckij	1931	1935	2	-	-	126,7
Leningradskij	1931	1935		2	-	55,0
Dashkesanskij	1937	-		-	-	400,0

Les documents de la commission du département étranger de VSNKh chargée d'allouer des fonds pour les achats d'équipements à l'étranger montrent qu'en 1929 - 1930 ont été faites des estimations pour évaluer les équipements sidérurgiques requis pour la reconstruction des anciennes usines du Sud et pour trois des plus grandes nouvelles usines situées à Magnitogorsk, Kerch et Kuznetsk (Figure 8). La ventilation de l'équipement (celui importé et celui d'origine russe) a été effectuée à titre provisoire (comme le stipule le document<sup>514</sup>), sur la base des évaluations d'experts, c'est-à-dire avant l'élaboration de toutes les spécifications.

<sup>513</sup> GRASPI, f. 85, inv. 29, d. 500. « Les notes sur la liste-programme des installations les plus importantes pour les nouvelles constructions, l'expansion et la reconstruction de l'industrie sidérurgique. Les résolutions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et du Comité central du VKP(b) *Sur le plan de la mise en service de nouvelles installations en 1935* » (« Pometki na zapiske k titul'nomu spisku važnejših ob'ektov novogo stroitel'stva, rasširenîâ i rekonstrukcii černoj metallurgii. Postanovleniâ Soveta Narodnyh Komissarov Soûza SSR i CK VKP (b) « O plane puska novyh predpriâtij v 1935 »).

<sup>514</sup> GA RF, f. p-374, inv. 28, d. 3036. « Les matériaux sur les perspectives de la sidérurgie, l'étude de la construction de l'usine de tracteurs de Stalingrad, les notes sur l'Uralmet et les autres questions (les extraits de protocoles et des résolutions du SNK, du STO, de la Commission de la monnaie, des rapports et la correspondance), 1929-1930 » (« Materialy o perspektivah razvitiâ černoj metallurgii, ob obsledovanii stroitel'stva Stalingradskogo traktornogo zavoda, o rabote Uralmeta i po dr. voprosam (vypiski iz protokolov i postanovleniâ SNK, STO, Valûtnoj komissii, doklady, perepiska i t.d.), 1929-1930 »).

Figure 8. Le coût d'équipements sidérurgiques requis tant pour le redressement des usines anciennes que pour les usines nouvelles (en milliers de roubles)<sup>515</sup>

	Entreprise	D'où les équipements viennent-ils	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33	Total
<b>Les usines anciennes du Sud</b>								
1	Usine de Dzerzhinsky	Total	2419	24454	34488	5563	-	67087
		Importations	-	12075	17066	472	-	29567
2	Usine de Tomsky	Total	3713	12121	29317	11179	934	57263
		Importations	-	4211	19258	2574	-	26044
3	Usine de Vorochilov	Total	927	8836	22281	734	-	39356
		Importations	-	2677	14110	684	-	17473
4	Usine de Staline	Total	1518	3023	1040	843	-	6425
		Importations	1210	1404	23	-	-	2637
5	Usine de Rykov	Total	939	2299	3416	1252	10	8016
		Importations	-	118	-	97	-	215
6	Usine de Petrovsky	Total	1149	5474	5424	4263	87	1609,7
		Importations	-	2050	699	253	-	3002
7	Usine de Mariupol A et B	Total	420	1812	2628	522	-	5382
		Importations	-	-	398	-	-	398
8	Usine de Mariupol G	Total	-	-	16900	11400	-	28400
		Importations	-	-	3650	-	-	3650
9	Usine de Taganrog	Total	25	2744	495	85	-	3349
		Importations	-	1954	22	-	-	1976
10	Usine de Comintern	Total	31	81	18	50	-	180
		Importations	-	-	-	-	-	-
11	Usine de K. Liebknecht	Total	55	586	566	84	-	1800
		Importations	-	24	24	7	-	55
12	Usine Kadievsky	Total	85	305	393	330	25	1138
		Importations	-	-	-	-	-	-
13	Usine de Shaduar "C"	Total	-	3182	1281	671	-	5134
		Importations	-	1803	646	65	-	2519
14	Usine Harcis	Total	-	2803	1121	671	-	4595
		Importations	-	1369	497	65	-	1922
15	Usine Debaltsevsky	Total	-	2112	365	97	-	2844
		Importations	-	1234	411	-	-	1645
16	Plantes auxiliaires de Yugostal	Total	-	1432	478	-	-	1911
		Importations	-	1018	339	-	-	1357
Ûgostal' au total			11281	71984	120481	44411	1056	249341
Ûgostal', les importations			1210	29942	57143	4172	-	92470
17	Usine de Kosogorsk	Total	-	578	1054	-	-	1632
		Importations	-	578	1054	-	-	1632
18	URT	Total	-	13854	9479	7679	1921	32927
		Importations	-	4916	3080	1610	550	10156
<b>Total</b>			<b>11291</b>	<b>86416</b>	<b>131013</b>	<b>52090</b>	<b>2977</b>	<b>283900</b>
<b>Importations</b>			<b>1210</b>	<b>36436</b>	<b>61567</b>	<b>5782</b>	<b>550</b>	<b>104258</b>
<b>Total, %</b>			<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Importations, %</b>			<b>10,7%</b>	<b>42,2%</b>	<b>47,0%</b>	<b>11,1%</b>	<b>18,5%</b>	<b>36,7%</b>
<b>Les usines nouvelles</b>								
19	Usine de Zaporizhzhya	Total	-	25519	13771	2318	-	41610
		Importations	-	17736	5835	739	-	24370
20	Usine de Magnitogorsk	Total	520	56299	106736	39058	78	202821
		Importations	-	35393	66995	8213	-	110601
21	Usine de Kuznetsk	Total	20	36197	34552	11168	-	81937
		Importations	-	24120	18883	921	-	43934
22	Dneprostal	Total	-	10102	21590	21875	95	53615
		Importations	-	9253	16939	5571	-	31762
<b>Les usines nouvelles, au total</b>			<b>540</b>	<b>12832</b>	<b>176648</b>	<b>74412</b>	<b>173</b>	<b>380101</b>
<b>Les usines nouvelles, les importations</b>			<b>-</b>	<b>86501</b>	<b>108652</b>	<b>15505</b>	<b>-</b>	<b>210658</b>
<b>Matériel non alloué pour la reconstruction des laminoirs</b>			<b>-</b>	<b>6430</b>	<b>2143</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8573</b>
<b>Total, en milliers de roubles</b>			<b>12320</b>	<b>220167</b>	<b>309804</b>	<b>126995</b>	<b>3150</b>	<b>671574</b>
<b>Importations, en milliers de roubles</b>			<b>1120</b>	<b>122937</b>	<b>169930</b>	<b>21287</b>	<b>-</b>	<b>314416</b>
<b>Total, %</b>			<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Importations, %</b>			<b>9,1%</b>	<b>55,8%</b>	<b>54,9%</b>	<b>16,8%</b>	<b>-</b>	<b>46,8%</b>

<sup>515</sup> GA RF, f. p-374, inv. 28, d. 3036, l. 41.

Sachant que la liste des entreprises sidérurgiques figurant dans le tableau (*Figure 8*) est exhaustive, les données dans les tableaux reflètent pleinement les besoins de la sidérurgie soviétique en équipements importés au cours de la réalisation du premier plan quinquennal. Au vu de ce tableau, presque la moitié (50%) des équipements dans la sidérurgie a été importée de l'étranger, c'est-à-dire, en moyenne une pièce d'équipement sur deux.

Les données dans le *Tableau récapitulatif de l'équipement requis pour les usines sidérurgiques nouvelles et reconstruites* (*Figure 9*) sont regroupées selon la « nationalité » des équipements (ceux venant de Russie ou de l'étranger) ainsi que selon le type du secteur dans lequel cet équipement est demandé (la production de la fonte dans le haut fourneau, la fusion au four Martin, etc.).

*Figure 9.* Tableau récapitulatif de l'équipement requis pour les usines sidérurgiques nouvelles et reconstruites<sup>516</sup> (en milliers de roubles)

Type du secteur	D'où les équipements viennent-ils	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33	Total (1929-1933)
Production de la fonte dans le haut fourneau	Total	7112	52153,6	28154,8	4214	-	91634,2
	URSS	5324	42122,8	21636	3399,2	-	72480,6
	<b>De l'étranger</b>	1788	10030,8	6518,8	814,8	-	19153,6 (21%)
Fusion au four Martin	Total	1456,4	26231,6	32467	7559	-	61714
	URSS	1456,4	14926,6	24352	3308	-	44042
	<b>De l'étranger</b>	-	5305	3115	4251	-	17672 (29%)
Les équipements pour laminage	Total	-	74123,4	65661,6	1661	-	141446
	URSS	-	5430	2143,4	-	-	8573,4
	<b>De l'étranger</b>	-	67693,4	63518,2	1661	-	132872,6 (94%)
Produits minéraux	Total	540	6123	34858,9	82,7	-	41672,5
	URSS	540	3149,3	1876,7	75,5	-	5641,1
	<b>De l'étranger</b>	-	2973,7	32982,2	7,2	-	36031,4 (86%)
Transports	Total	250	9342	17763	4142	-	31497
	URSS	250	8613	17643	4079	-	30585
	<b>De l'étranger</b>	-	729	120	63	-	912 (3%)
Département d'entretien et de réparation	Total	-	-	18461	-	-	18561
	URSS	-	-	9300	-	-	9300
	<b>De l'étranger</b>	-	-	9261	-	-	9261 (50%)
Equipements énergétiques	Total	-	37004	103786	78450	1026	225226,6
	URSS	-	10109	60340,9	65354	1026	136829,9
	<b>De l'étranger</b>	-	26895	43445,7	13096	-	88436,7 (39%)
Total pour tous le types de la production	Total	-	198977,6	306252,9	96108,7	1026	611791,3
	URSS	-	85350,7	137292	76215,7	1026	307452
	<b>De l'étranger</b>	-	113626,9	168960,9	19893	-	304339,3 (50%)

Bien qu'en moyenne, comme nous l'avons vu ci-dessus, 50% de l'équipement requis pour les usines sidérurgiques nouvelles et reconstruites aient été importé, ce « pourcentage »

<sup>516</sup> *Ibid.*, l. 23.

varie d'un secteur à l'autre. Il atteignait 94% dans « les équipements pour laminage » tandis que son minimum était atteint dans le secteur « Transports ».

Cette tendance à importer presque la moitié des équipements nécessaires s'est inversé dans la sidérurgie vers le début du deuxième quinquennat. Dans les publications sur le commerce extérieur et l'industrialisation en URSS au cours du premier plan quinquennal, on peut trouver des références sur l'équipement sidérurgique de base indispensable à la construction des usines métallurgiques (les statistiques ne sont pas « redescendues » à ce niveau de détail dans aucune autre période, soit avant ou après). Il s'agit en particulier des équipements de hauts fourneaux qui n'étaient pas fabriqués en URSS avant le deuxième plan quinquennal et qui étaient importés de l'étranger (voir *Figure 10*). Ainsi le 5 août 1930, le Politburo du parti communiste a reconnu la nécessité d'acheter des laminoirs à blooms en Europe pour des usines de Magnitogorsk et de Kuznetsk<sup>517</sup>.

*Figure 10.* Des équipements sidérurgiques de base dont le début de la production en URSS se situe sur le deuxième plan quinquennal<sup>518</sup>

Type d'équipement du haut fourneau	Début de la production de cet équipement en URSS
Treuil d'Ottis	1934
Gueulard McKee <sup>519</sup>	1934
Canons Brosius	1933
Cribles "Grizzly"	1933
Bec Freyn	1933
Équipement Martin	1931

Si l'absence d'équipement sidérurgique de base était le cas à la fin des années 1920, la tonalité des rapports sur la situation dans l'industrie change vers 1933-34. Au début du deuxième plan quinquennal, l'URSS a commencé à fabriquer ses propres équipements pour les usines métallurgiques, notamment dans l'usine *Ouralmashzavod*, à *Sverdlovsk* (aujourd'hui Ekaterinbourg), où le premier canon Brosius pour les hauts fourneaux est fabriqué le 29 mars 1933.

<sup>517</sup> V.E. POLETAEV (dir.), *L'industrialisation de l'URSS. 1929-1932. Documents et matériaux* (Industrializaciâ SSSR. 1929-1932. Dokumenty i materialy), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1970, p. 593.

<sup>518</sup> D. D. MIŠUSTIN, *Le commerce extérieur et industrialisation de l'URSS* (Vnešnââ torgovlâ i industrializaciâ SSSR), *op. cit.*, p. 38.

<sup>519</sup> Arthur Glenn McKee, ingénieur et concepteur d'installations sidérurgiques. Il est surtout connu pour son mécanisme d'alimentation de haut fourneau, le « gueulard McKee » à double cloche, qui assure à la fois une étanchéité satisfaisante vis-à-vis du gaz de haut fourneau et une alimentation homogène en matières.

« Pour l'année 1933, l'usine se voit attribuer un programme de production encore plus important. *Ouralmachzavod* devait produire : des cribles *Grizzly* (30 pièces), des canons Brosius (16 pièces), des gueulard McKee (7 pièces), des presses, des treuils de mine, un laminoir à tôles pour *Zaporizhstal*, un laminoir à blooms pour *Azovstal* et terminer le laminoir à blooms pour l'usine de Chusov. Son slogan mettait en avant le travail afin de faire d'*Ouralmachzavod* une marque d'équipements industriels aussi célèbre et fiable que celles de Krupp, Demag et Wagner.<sup>520</sup> »

Si l'on compare les statistiques des importations technologiques pour la sidérurgie (*Figures 11- 13*) avec les statistiques générales des importations d'équipements en URSS (dont les chiffres et les visualisations sont donnés sur les *Figures 2-5*), on peut en tirer les conclusions suivantes. La nature des courbes des importations de métaux ferreux en Union soviétique coïncide avec la dynamique des importations des équipements en général. On observe que les importations atteignent un pic en 1931-32, après quoi elles commencent à diminuer. Il semble qu'à la fin du premier plan quinquennal, les ressources nécessaires à la production nationale de l'équipement pour l'industrie sidérurgique soviétique ont déjà été trouvées. Par ailleurs, la situation était quelque peu différente pour les équipements de plus haute technologie (les équipements de laminoirs), dont le pic d'importation s'est décalé vers 1934.

*Figure 11.* Les importations dans la sidérurgie : des équipements de laminoirs, des produits fabriqués en métaux ferreux, des profilés en acier, des aciers en tôles<sup>521</sup>

	1924/25	1925/26	1926/27	1927/28	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Produits laminés des métaux ferreux	10912	30177	26449	50194	99268	209815	354520	234559	127206	69411	74143
Profilés en acier	7012	27111	22852	45096	48794	99448	147799	101760	58282	25163	18081
Acier en tôles	3119	2007	3311	4251	38335	65580	101330	89456	43943	33937	26062
Equipements de laminoirs		355	1656	2216	5866	3757	6263	19677	36893	10744	1612

<sup>520</sup> G.A. UNPELEV, *La naissance d'Ouralmash. (1928-1933)* (Roždenie Uralmaša. (1928-1933)), Moscou, Socèkgiz, 1960, p. 156.

<sup>521</sup> *Le commerce extérieur de l'URSS en 1918-1940 (Un aperçu statistique)*, (Vnešnââ torgovlà SSSR za 1918-1940. (Statističeskij obzor)), Moscou, Vneštorgizdat, 1960, pp. 217, 264, 278, 303, 336, 343.

Figure 12.

Les importations en URSS des équipements de laminoirs<sup>522</sup> (en milles roubles (taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))

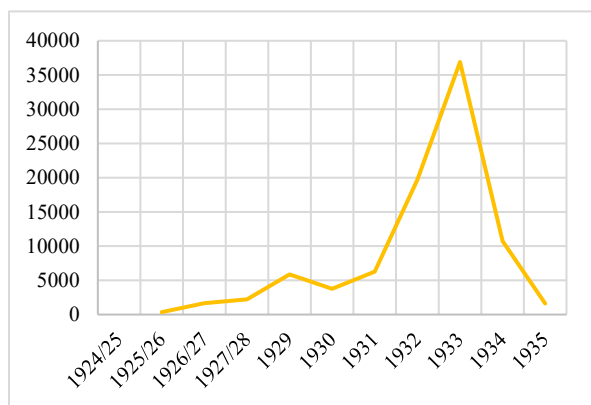
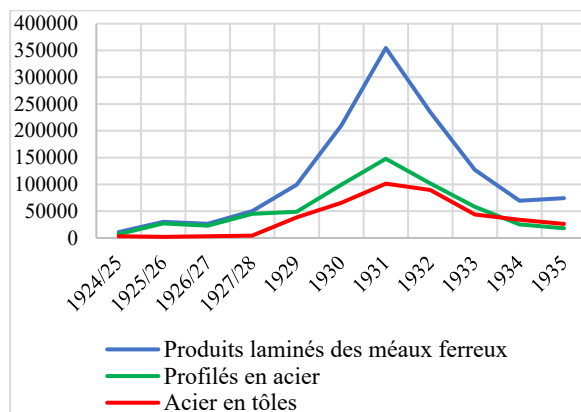


Figure 13.

Les importations en URSS des produits fabriqués en métaux ferreux<sup>523</sup> (en milles roubles (taux de change du rouble introduit le 1<sup>er</sup> mars 1950))



Le rôle des importations des pays occidentaux en URSS ne se limitait pas aux achats de machines. La construction de l'industrie lourde a nécessité l'importation de nombreux autres biens qui n'étaient pas disponibles dans le pays en quantités suffisantes pour réaliser l'industrialisation dans les plus brefs délais.

#### *Les activités d'études et de réalisations industrielles*

Au cours de l'industrialisation à marche forcée, il est rapidement devenu clair que pouvoir apporter des équipements étrangers ne suffisait pas. Il fallait les installer et les mettre en place, et ce à l'aide de dessins, de plans de construction et d'installation des équipements technologiques au risque de « se retrouver » dans la situation de l'usine métallurgique de Min'jar. En effet pendant au moins trois ans, entre 1925 et 1928, l'équipement importé d'une valeur de 565 000 roubles commandé par cette dernière est alors resté inutilisé pendant plusieurs années. Lorsque ces faits furent rendus publics et qu'une enquête fut ouverte par VSNKh de l'URSS, on a commencé à chercher des informations sur les commandes des équipements pour Min'jar. Mais malgré une longue recherche, aucune donnée n'a pu être trouvée dans les archives du VSNKh. L'Inspection des Ouvriers et des Paysans (*Rabkrin*), après avoir examiné cette

<sup>522</sup> *Ibid.*, pp. 217, 303, 336.

<sup>523</sup> *Ibid.*, pp. 264, 278, 343.

question, a décidé de renvoyer l'affaire devant les tribunaux, ayant noté que « la planification du développement de la production à l'échelle du pays en 1926, était généralement faible ».<sup>524</sup>

En 1930, il y a eu un recul important de la nouvelle production industrielle. Le rythme imposé pour celle-ci n'a pas été respecté, et l'ensemble du plan quinquennal a été mis en péril. Un rapport de conjoncture du Gosplan de l'URSS sur l'exécution du plan économique national pour octobre 1929 – juillet 1930 montre que tandis que le plan prévoyait le développement de 940 millions de roubles, le coût des travaux a à peine atteint 600 millions de roubles, soit 63% des prévisions. La principale raison de l'échec de la mise en œuvre du plan, selon l'examen, résidait apparemment dans l'indisponibilité des projets de construction :

« En raison de l'absence de projets, le financement, la passation de contrats, les commandes de matériaux de construction, le placement de commandes d'équipements, de matériaux ont été retardés. La principale raison de cette situation est l'absence de plans pour les travaux : il y a eu des cas où des travaux de construction ont reçu un financement sans aucun projet ou des travaux de construction qui avaient des projets n'en ont pas reçu... En juillet 1930, 40 % des chantiers de construction n'avaient aucun projet, 17 % travaillaient sur des esquisses et seulement les 43% restants disposaient des projets d'exécution et des dessins détaillés. A Magnitostroy, on en est arrivé au point où, lorsque le projet prêt est arrivé, certains des bâtiments déjà construits ont dû être démolis.<sup>525</sup> »

Les tâches prévues n'ont pas été remplies non seulement parce qu'il y a eu des négligences sur les chantiers, mais aussi parce que l'élaboration de projets pour les usines en construction a été contrariée. Le président du *Conseil suprême de l'économie nationale* V.V. Kuibyshev est devenu le « bouc émissaire ». Du point de vue des dirigeants politiques, il n'était pas en mesure d'assurer la mise en œuvre des travaux de conception dans des délais raisonnables. En novembre 1930, Kujbyshev fut remplacé par Ordzhonikidze (qui avant cette nomination occupait le poste ministériel de Commissaire du Peuple à *l'Inspection des Ouvriers et des Paysans*). Le 5 janvier 1932, le *Conseil Suprême de l'Economie Nationale de l'URSS*

---

<sup>524</sup> GA RF, f. p-374, inv. 28, d. 3450, pp. 3-6. « Documents sur la vérification de l'utilisation d'équipements étrangers importés à l'usine métallurgique de Min'jar (les extraits des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration du *Rabkrin*, les rapports, mémorandums, références, correspondance avec le *Rabkrin* régional de l'Oural, etc.). 1929 » (« Materialy o proverke ispol'zovaniâ importnogo oborudovaniâ na Min'ârskom metallurgiçeskom zavode (vypiski iz protokolov zasedanij kollegii NK RKI, doklady, dokladnye zapiski, spravki, perepiska s Ural'skoj oblastnoj RKI i dr.). 1929 »).

<sup>525</sup> RGAE, f. 4372, inv. 28, d. 118, l. 11-13, 15 verso, 17, 18. « Le rapport de conjoncture dans l'économie nationale de l'URSS durant neuf mois de 1929/30 (compilé par le secteur économique et statistique du Gosplan de l'URSS) » (« Kon'ûnkturnyj obzor narodnogo hozâjstva SSSR za 9 mesâcev 1929/30 (sostavljen èkonomiko-statistiçeskim sektorom Gosplana SSSR) »), Dans V.E. POLETAEV (dir.), *L'industrialisation de l'URSS 1929-1932. Le recueil de documents* (Industrializaciâ SSSR 1929-1932. Sbornik dokumentov), Moscou, Nauka, 1970, p. 134.



(VSNKh) a été transformé en *Commissariat du peuple à l'industrie lourde de l'URSS*, ce qui, en soi, était une démonstration particulière de l'attention portée par le gouvernement à cette direction clé du développement économique. Ordzhonikidze a occupé ce poste jusqu'en février 1937, et par conséquent a dirigé la sidérurgie soviétique.

Bien qu'en 1927/1928 les décrets gouvernementaux (le décret de STO SSSR de 25 novembre 1927 г.<sup>526</sup>, les décrets de *Sovnarkom* et de VCIK SSSR du 23 novembre 1927<sup>527</sup>, le décret de *Sovnarkom* du 1<sup>er</sup> juin 1928<sup>528</sup>) aient établi un ordre strict réglementant les étapes du développement, de l'examen et de l'approbation des projets de construction industrielle, la planification et la conception restaient une faiblesse, un talon d'Achille qui empêchait la réalisation des taux de construction élevés prévus au cours de la première période de l'industrialisation. Aussi les autorités ont dû recourir à l'aide étrangère dans ce domaine. Les statistiques montrent qu'au début des années 1930 le quart des travaux de conception était réalisé par des spécialistes étrangers, indépendamment ou conjointement avec des organismes de conception soviétiques (*Figure 14*).

---

<sup>526</sup> Le décret du STO [Conseil du travail et de la défense de l'URSS] du 25 novembre 1927 « Sur l'établissement du coût marginal (ses limites) de la construction industrielle » (Postanovlenie STO ot 25 noâbrâ 1927 « Ob ustanovlenii predel'noj stoimosti (limita) promyšlennogo stroitel'stva »), *Le corps des lois et les ordonnances du Gouvernement d'ouvriers et de paysans de l'URSS pour 1927*, №69, p. 696.

<sup>527</sup> « Résolution du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS du 23 novembre 1927 'Sur la validation du règlement d'approbation des projets de construction industrielle effectués par le Conseil suprême de l'économie nationale de l'URSS et les structures leur subordonnés' » (« Postanovlenie CIK i SNK SSSR ot 23 noâbrâ 1927 'Ob utverždenii položenîa o porâdke utverždenîa proektov po promyšlennomu stroitel'stvu, proizvodimomu VSNH SSSR i vysšimi sovetami narodnogo hozâjstva soûznyh respublik, ih mestnymi organami i podvedomstvennymi im predpriâtiâmi, i učreždeniâmi' »), *Le corps des lois et les ordonnances du Gouvernement d'ouvriers et de paysans de 1927* (Sobranie zakonov i raspôrâženij Raboče-Krest'ânskogo Pravitel'stva SSSR za 1927 god), № 66, article 671.

<sup>528</sup> « Résolution du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS du 1<sup>er</sup> juin 1928 "Sur les mesures visant à rationaliser les grands travaux de construction et de l'ingénierie électrique" ». (« Postanovlenie SNK SSSR ot 1 iûnâ 1928 'O merah k uporâdočeniû kapital'nogo stroitel'stva promyšlennosti i êlektrostroitel'stva' »), *Le corps des lois*, 1928, №33, p. 297.

Figure 14. Ressources affectées à l'établissement des projets, sur les études de conception pour les nouvelles usines et la rénovation d'anciennes usines (début des années 1930) <sup>529</sup>

Par qui la conception est-elle réalisée ?	Rénovation		Nouvelles usines	
	Nombre des usines	% de participation (au coût de construction estimé)	Nombre des usines	% de participation (au coût de construction estimé)
Départements de conception au sein des organisations de construction	73	47,7	42	53,4
Bureaux de conception des Trusts	129	47	57	21,9
Equipes de spécialistes en commandes privées	4	1,4	1	0,3
Entreprises étrangères indépendamment et conjointement avec des organisations de design soviétiques	15	3,8	30	24,6

Dans certaines branches de l'industrie, la part de la conception étrangère est plus élevée. Ainsi, *Gipromez* (avec son département de l'Oural), qui en 1929/30 était presque entièrement en charge de la conception des usines sidérurgiques a confié 30% de ses travaux à des entreprises étrangères (principalement dans la partie de la construction nouvelle).<sup>530</sup>

Une analyse typologique simplifiée effectuée sur la base des résolutions du Parti et du gouvernement soviétique pour la période de 1928 à 1932 (durant le premier plan quinquennal), a donné lieu à un certain nombre de conclusions intéressantes. Nous avons dans le cadre de cette analyse regroupé les sujets liés à la sidérurgie dans la *Chronique des décisions du parti communiste et du gouvernement soviétique sur les questions de l'industrialisation*<sup>531</sup> (voir *Annexe*) de telle sorte que chaque groupe de sujets soit le plus « homogène possible ». De cette façon nous avons déterminé les points faibles de la sidérurgie soviétique durant l'industrialisation.

Notre analyse montre que la formation d'ouvriers qualifiés, d'ingénieurs et de techniciens constituait un problème majeur qui fut résolu en faisant appel à des spécialistes étrangers. Le 15 janvier 1930, le Politburo a publié une résolution *Sur l'implication de*

<sup>529</sup> GA RF, f. 5446, inv. 10, d. 59, l.12-16, 18-20. « Sur les organes responsables des études de conception, de faisabilité technico-économique de la construction nouvelle et sur l'agrandissement des constructions anciennes » (« O rabote organov po proektirovaniû, èkonomičeskomu obosnovaniû novogo kapital'nogo stroitel'stva, po rekonstrukcii i rassireniiû starogo »), dans M.P. KIM (dir.), *L'histoire de l'industrialisation de l'URSS 192-1941. Le recueil de documents* (Istoriâ industrializacii SSSR. 1926-1941. Dokumenty i materialy), Moscou, Izd-vo Nauka, 1970, p. 111.

<sup>530</sup> GA RF, f. 5446, inv.10, d.59, l.12-16, 18-20. « Sur les organes responsables des études de conception, de faisabilité technico-économique de la construction nouvelle et sur l'agrandissement des constructions anciennes » (« O rabote organov po proektirovaniû, èkonomičeskomu obosnovaniû novogo kapital'nogo stroitel'stva, po rekonstrukcii i rassireniiû starogo »). Dans M.P. KIM (dir.), *L'histoire de l'industrialisation de l'URSS 1926-1941. Le recueil de documents* (Istoriâ industrializacii SSSR. 1926-1941. Dokumenty i materialy), *op. cit.*, pp. 110-111.

<sup>531</sup> V.E. Poletaev (dir.), *L'industrialisation de l'URSS. 1929-1932. Les documents et les matériaux* (Industrializaciâ SSSR. 1929-1932. Dokumenty i materialy), Moscou, Izdatel'stvo Nauka, 1970, pp. 579-616.

*spécialistes étrangers dans la conception et la construction de nouvelles usines métallurgiques et la formation du personnel de ces usines*<sup>532</sup>. Le 25 mars 1930 une proposition de VSNKh a été adoptée par le Politburo visant à augmenter la capacité de l'usine sidérurgique de Magnitogorsk jusqu'à 2,5 millions de tonnes de fonte et à signer un contrat d'assistance technique avec la société américaine *McKee*<sup>533</sup>.

Parmi les problèmes de l'industrialisation, susceptibles d'être résolus avec l'implication du capital humain occidental, figuraient ceux hérités de l'économie russe tsariste. L'un d'eux était le problème de la pénurie du personnel qualifié sur le marché du travail, l'ignorance des paysans et leur attachement à la terre, qui n'avait pas disparu depuis l'époque tsariste. Le 16 mars 1930 le gouvernement soviétique adopte une résolution *Sur la suppression des obstacles au libre départ des paysans vers le travail saisonnier*<sup>534</sup> qui sera suivie quelques jours plus tard, le 21 mars, par une résolution *Sur la fourniture des chantiers en 1930 en ouvriers*. Ce dernier document déclarait que « le Commissariat du peuple au travail de l'URSS est chargé de prendre des mesures immédiates pour augmenter le nombre d'ouvriers entre 1929 et 1930 de 100 000 à 175 000. Parmi ces derniers, au moins 80 000 personnes doivent être formées au plus tard le 15 mai 1930 »<sup>535</sup>. Ainsi, même dans des conditions de pénurie de main-d'œuvre, les paysans récemment recrutés pour des projets d'industrialisation furent autorisés à partir à la campagne pour les travaux saisonniers.

Le discours de G.K. Ordzhonikidze en août 1933 à la réunion de Stalinsk (dans le Kuzbass) devant les employés qui ont directement participé à la construction de l'usine sidérurgique de Novokouznetsk est très symptomatique :

« Qu'est-ce qu'on faisait et qu'est-ce qu'on a fait ? Nous l'avons dit : vous n'irez pas loin avec les charrues de votre grand-père et de votre arrière-grand-père, et nous n'avons pas une bonne technique, une technique avancée, le dernier cri en matière de technique.

---

<sup>532</sup> *Ibid.*, p. 588.

<sup>533</sup> *Ibid.*, p. 590.

<sup>534</sup> La résolution du Conseil des commissaires du peuple « Sur la suppression des obstacles au libre départ des paysans pour des gains d'appoint et des activités saisonnières » (Postanovlenie Soveta Narodnaya Komissarov. « Ob ustranении prepâststvij k svobodnomu othodu krest'ân na othoïie promysla i sezonnye raboty »), *Le corps des lois et ordonnances du Gouvernement d'ouvrier et de paysan de l'URSS pour 1930* (Sobranie zakonov i rasporâženij Raboïe-Krest'ânskogo Pravitel'stva SSSR za 1930 god), № 18, article 206, p. 350. Dans *Izvestâ CIK Souza SSR i VCIK*, № 75, le 17 mars 1930.

<sup>535</sup> Résolution du Conseil des commissaires du peuple « Sur la fourniture des chantiers en 1930 avec main d'œuvre » (« Postanovlenie Soveta Narodnyh Komissarov. O snabïenii v 1930 g. stroitel'stva raboïej siloj »), *Le corps des lois et les ordonnances du Gouvernement d'ouvriers et de paysans de l'URSS pour 1930* (Sobranie zakonov i rasporâženij Raboïe-Krest'ânskogo Pravitel'stva SSSR za 1930 god), № 19, article 214, pp. 363-364. Dans *Izvestâ CIK Souza SSR i VCIK*, № 81, le 23 mars 1930.

Mais quelque part dans un autre pays... cette technique existe. Elle existe en Allemagne, elle existe en Angleterre, et surtout, elle existe en Amérique.

Alors, qu'a décidé notre parti ? Il a pris la décision suivante : il a acheté les meilleures machines en Amérique, en Allemagne, en Angleterre, les a amenées à Kouznetsk et les a installées ici. Et regardez notre four à ciel ouvert – c'est le dernier cri en matière de technique, et non seulement le dernier cri en matière de technique, mais il n'y a pas de four Martin aussi grand en Europe. Et nous en avons un ! Ce laminoir à blooms que vous avez ici – il n'y a pas beaucoup de laminoirs à blooms comme ça dans le monde, très peu, je pense, il n'y en a même pas une douzaine. Alors prenez votre train à poutrelles. J'ai été informé aujourd'hui par le camarade Bardin<sup>536</sup> qui me l'a dit aujourd'hui : notre train à poutrelles est le second dans le monde. Le charrue ou la technique avancée ? C'est une technologie avancée, la plus avancée. Et elle est livrée ici. Le parti bolchevique, sous la direction du camarade Staline, a pris nos sous, a acheté cette grande technique et l'a mise ici au service de l'État prolétarien...<sup>537</sup> »

D'un point de vue contemporain ce discours pourrait sembler plutôt simpliste dans la présentation des événements et, en un certain sens, même naïf, comme cette tournure de langage : le parti « a acheté les meilleures machines en Amérique, en Allemagne, en Angleterre, les a amenées à Kuzneck et les a installées ici » (selon l'interprétation académique actuelle, cela signifiait « le transfert des technologies occidentales par le biais de l'importation d'équipements de haute technologie »). Mais en grand leader avec une grande expérience des discours publics (révolutionnaire, professionnel, Ordjonikidze adhère au Parti social-démocrate de Russie (POSDR) en 1903 et devient d'emblée<sup>538</sup> bolchevik), Ordjonikidze a parfaitement « senti » le public devant lequel il s'exprimait. Même dans cette petite citation, il prononce plusieurs fois le mot « charrue ». Les gens, à qui Ordjonikidze s'adresse, étaient représentés principalement par des paysans. Parmi eux se trouvait certainement le « camarade Bardin », un ingénieur, ayant reçu son éducation dans la Russie tsariste et ayant perfectionné ses pratiques à l'usine de Gary (États-Unis) en 1911. Mais la plupart des bâtisseurs des nouveaux géants de la métallurgie étaient des paysans analphabètes, ce qui posait problème.

Au début des années 1930, avec le démarrage de l'industrialisation et le premier plan quinquennal le commerce extérieur a joué un rôle important dans la réussite de la reconstruction de l'industrie lourde et de la sidérurgie. Il a notamment permis à l'Union soviétique d'acheter

---

<sup>536</sup> Ivan Bardin, métallurgiste russe, académicien et ingénieur en chef de Kouznetskstroï (usine métallurgique de Novokouznetsk).

<sup>537</sup> « Extrait d'un discours prononcé lors de la réunion des militants du Parti et de l'économie de Stalinsk (Kouzbass) le 2/08/1933 : « Compléter le pathos de la construction par le pathos du développement » (Iz reči na sobranii partijnogo i hozâjstvennogo aktiva Stalinska (Kuzbass) le 2 août 1933 : « Pafos stroitel'stva dopolnit' pafosom osvoeniâ »). Dans G.K. Ordjonikidze, *Les discours et articles choisis. 1918-1937* (Izbrannye reči i stat'i. 1918-1937), OGIZ (Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury), 1945, p. 262.

<sup>538</sup> « Ordjonikidze Grigori Konstantinovitch (1886-1937) », En ligne : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/> consulté le 3 mai 2021.

des équipements massivement à l'étranger, parfois même des usines toutes entières. Le besoin en devises étrangères a considérablement augmenté. La situation s'est aggravée à la suite de la crise économique mondiale à cause de la baisse du prix des matières premières et des produits agricoles qui constituaient les principaux objets d'exportation soviétique. Le pays soviétique ne pouvait pas reconstruire son industrie lourde sans l'aide technique des Occidentaux. Les efforts des autorités soviétiques se sont alors développés en suivant deux axes : la résolution des difficultés pécuniaires par tous les moyens à leurs dispositions ainsi que l'attraction d'entreprises étrangères et de spécialistes pour l'assistance technique.

*Maîtriser l'expérience étrangère par les voyages d'affaires des ingénieurs soviétiques et étrangers*

Le recours à l'assistance technique étrangère dans l'industrie lourde de l'URSS des années du premier plan quinquennal s'effectuait par l'attraction de spécialistes étrangers sur la base de contrats individuels, sous la forme de voyages d'affaires de spécialistes soviétiques à l'étranger pour une « formation technique », et par le biais de concessions étrangères.

Dans l'industrie lourde, les ingénieurs, techniciens, contremaîtres et ouvriers qualifiés étrangers ont commencé à être employés à des tâches individuelles à partir de 1930. Ils ont été recrutés dans le domaine de la conception, mais surtout pour travailler directement à la production en tant que directeurs, chefs d'atelier, ingénieurs d'équipe, contremaîtres, instructeurs-brigadiers et ajusteurs lors de la mise en service de nouvelles usines et de la reconstruction d'usines dont le développement était entravé par le manque de personnel qualifié. Une grande partie des étrangers était concentré dans un nombre relativement faible d'entreprises : 16 entreprises emploient 2500 travailleurs étrangers (40%). Dans la reconstruction d'anciennes usines et installations, les étrangers étaient principalement utilisés comme consultants.<sup>539</sup>

---

<sup>539</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74. « Note de l'INO NKTP [département des affaires étrangères du Narkomat de l'Industrie lourde] sur l'assistance technique étrangère dans l'industrie lourde de l'URSS » (« Spravka INO NKTP o privilečenii inostranoj tehničeskoj pomoši v táželuû promyšlennost' SSSR »). Dans HROMOV S.S., *L'industrialisation de l'Union soviétique. Nouveaux documents. Nouveaux faits. Nouvelles approches* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody), Moscou, Institut Rossijskoj istorii RAN, 1999, part II, pp. 226-297.

Figure 15. Spécialistes étrangers de l'industrie lourde soviétique<sup>540</sup>

	Spécialistes étrangers, dans leur totalité	Ingénieurs	Ouvriers et techniciens
1930	1112	600	512
1931	2898	1631	1267
1932	6058	2050	4008
1933	6550	2429	4131
1935	4810	744	4066
Sidérurgie seul, 1935	683	134	549

Les données du tableau montrent le taux de participation des spécialistes étrangers à la conception et à la construction au cours du premier et du deuxième plan quinquennal : en 1933 le maximum est atteint. Concernant les évaluations quantitatives, sans analyse supplémentaire, il est difficile de tirer des conclusions sur l'efficacité de la participation des spécialistes techniques étrangers. Afin de se forger une opinion équilibrée sur les étrangers nous entreprendrons plus loin l'analyse du corpus des ingénieurs étrangers dans la Russie soviétique dans les années 1930 (chapitre III).

L'un des moyens de tirer parti de l'expérience étrangère consistait à organiser des visites d'ingénieurs à l'étranger qui, comme nous venons de le voir, étaient imposées par le gouvernement soviétique aux participants aux accords d'assistance technique. Les détachements à l'étranger des spécialistes soviétiques impliquaient de les former en amont sur les objectifs de leurs voyages d'affaires. Ainsi, la *Note d'information* du Département des affaires étrangères du *Narkomat* de l'Industrie lourde sur la manière d'attirer l'assistance technique étrangère vers l'industrie lourde de l'URSS<sup>541</sup> indiquait que l'utilisation la plus efficace de l'expérience technique des entreprises étrangères pour une adaptation et une maîtrise rapide et complète des nouvelles productions se fait principalement par « l'envoi des ingénieurs, contremaîtres et ouvriers hautement qualifiés directement dans les ateliers,

<sup>540</sup> Jusqu'en 1933, dans RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74.

En ligne : <http://istmat.info/node/28858>. Mise à jour 5/04/2021

Pour un an de 1935, RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 223, l. 12 recto, verso. « Informations du chef de l'INO NKTP [département des affaires étrangères du Narkomat de l'Industrie lourde de l'URSS] Birencevejg au commissaire du peuple à l'industrie lourde G. K. Ordjonikidze sur les effectifs étrangers et ses structures, le quatre mars 1935 » (« Informaciâ načal'nika INO NKTP SSSR Birencevejga narkomu tâželoj promyšlennosti G. K. Ordžonikidze o čislennosti i sostave inokadrov. 1935.04.03»). Dans HROMOV S.S., *L'industrialisation de l'Union soviétique. Nouveaux documents. Nouveaux faits. Nouvelles approches* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody), Moscou, Institut Rossijskoj istorii RAN, 1999, part II, pp. 304-306.

<sup>541</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74. « Note de l'INO NKTP [département des affaires étrangères du Narkomat de l'Industrie lourde sur l'assistance technique étrangère dans l'industrie lourde de l'URSS » (« Spravka INO NKTP o privlečenii inostrannoï tehničeskoi pomoši v tâželuï promyšlennost' SSSR »). Dans HROMOV S.S., *L'industrialisation de l'Union soviétique. Nouveaux documents. Nouveaux faits. Nouvelles approches* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody), *op. cit.*, part II, pp. 226-297. En ligne : <http://istmat.org/node/28858>. Mise à jour 5/04/2021.

laboratoires et institutions de recherche pour un travail pratique de longue durée (3-4 mois) »<sup>542</sup>. Donc, les ingénieurs, selon la *Note d'information*, en améliorant leur qualification « reçoivent » en même temps sur place les matériaux et les données importantes, ils maîtrisent beaucoup plus rapidement les processus technologiques et les méthodes de travail que les entreprises étrangères, selon la *Note*, « cachent délibérément »<sup>543</sup>.

En règle générale, il ne s'agissait pas de missions individuelles de spécialistes partant en voyage d'affaires à court terme pour résoudre un problème particulier (bien qu'il y ait eu plusieurs voyages de ce type, bien évidemment). Souvent, un grand groupe était formé, comprenant des directeurs d'usine et des ingénieurs en chef. Le groupe passait des mois à faire le tour des usines aux États-Unis et en Europe. Ensuite, il rédigeait sous forme de rapport les résultats du voyage.

L'analyse du rapport<sup>544</sup> sur les voyages d'affaires à l'étranger, envoyé à l'attention du Commissaire du peuple de l'industrie lourde Ordzhonikidze montre que le groupe comprenait: le directeur d'*Uralmashzavod* G.K. Vladimirov, l'ingénieur en chef adjoint Kocherov, le concepteur en chef de l'usine de Molochnikov<sup>545</sup>, le métallurgiste en chef Rabinovich. La délégation a étudié les activités des entreprises de construction de machines et celles de la métallurgie. Au cours de son voyage d'affaires de quatre mois, du 12 août au 10 octobre 1936, le groupe s'est familiarisé avec des nombreuses usines aux États-Unis. Ces dernières étaient entre autres : *Blaw-Knox* près de Pittsburgh (les structures métalliques, les équipements de haut fourneau y ont été étudiés), *Morgan-engineering* à Allaiens (les points d'intérêts du groupe des spécialistes soviétiques sont les grues métallurgiques et les tables à rouleaux) ; *Colman* à Chicago (pour les équipements pour les hauts fourneaux), *Ford* à Detroit, l'usine métallurgique à La Kavana-Buffalo, l'usine métallurgique à Timken-Nenton, le *Bureau des normes et des*

---

<sup>542</sup> *Idem.*

<sup>543</sup> *Idem.*

<sup>544</sup> RGASPI, f. 85, inv. 29, d. 653. « Bref rapport de G.K. Ordzhonikidze au directeur d'*Uralmashzavod* sur un voyage d'affaires à l'étranger du mois d'août à décembre 1936, avec des descriptions de laminoirs, de fonderies d'acier, d'équipements de hauts fourneaux, etc. La date de commencement du dossier est le 29 décembre 1936 » (« Kratkij otčet direktora Uralmašzavoda Vladimirova G.K. Ordžonikidze o zagraničnoj komandirovke s avgusta po dekabr' 1936 g. s opisaniem prokatnyh stankov, stal'nogo lit'sâ, domennogo oborudovaniâ i dr. Načato 29 dekabrà 1936 »).

<sup>545</sup> Il n'est pas revenu chez lui du voyage d'affaires, il est resté aux États-Unis.

brevets à Washington (la délégation a acheté 230 cartes de brevet<sup>546</sup>), le *Battelle Memorial Institute*<sup>547</sup>, l'usine métallurgique à Ottis, Cleveland.

En Europe, la délégation a visité les usines de *Vikovsky* (Tchécoslovaquie), de *Skoda* (Tchécoslovaquie), de *Borsig* (Allemagne), de *Zand Devi* (Angleterre), et les ateliers de forge des usines *Armstrong Vickers* et *John Brown* (Angleterre).

Le rapport final du groupe mentionnait à plusieurs reprises la nécessité de maîtriser l'expérience américaine et d'attirer des spécialistes de l'étranger. Cette exigence ressemble à un impératif : « La tâche d'utiliser l'expérience étrangère devrait être immédiatement fixée aux travailleurs de l'industrie lourde ».<sup>548</sup>

Au cours du premier quinquennat 2572 métallurgistes se sont ainsi rendus en voyages d'affaires en Europe et aux États-Unis, dont des ingénieurs (1645), des contremaîtres et ouvriers (706) et des chefs d'entreprise (221).

Figure 16. Les voyages d'affaires dans le système de l'industrie lourde soviétique<sup>549</sup>

	Nombre des voyages d'affaire, au total	Distribution régionale des voyages d'affaires		Structure professionnelle les spécialistes soviétiques envoyés à l'étranger		
		Europe	Etats-Unis	Ingénieurs	Contremaîtres, ouvriers	Chefs d'entreprise
1930	1390	752	638	923	344	123
1931	485	68	32	235	195	55
1932	312	291	21	215	74	23
11 mois 1933	385	282	103	272	93	20
Au total :	2572	1652	920	1645	706	221

Il y avait un autre algorithme de voyages d'affaires à des fins de formation pendant une période plus longue. Ainsi, dans le sténogramme<sup>550</sup> de la réunion du 4 avril 1935 du département industriel du Comité central du VKP(b) annexé à la lettre au Commissaire du peuple à l'industrie lourde, G.K. Ordzhonikidze parle de la réunion avec les ingénieurs

<sup>546</sup> RGASPI, f. 85, inv. 29, d. 653, l. 9. « Un rapport court de G.K. Ordzhonikidze au directeur d'*Uralmashzavod* sur un voyage d'affaires à l'étranger du mois d'août à décembre 1936, avec des descriptions de laminoirs, de fonderies d'acier, d'équipements de hauts fourneaux, etc. La date du commencement du dossier est le 29 décembre 1936 » (« Kratkij otčet direktora Uralmašzavoda Vladimirova G.K. Ordžonikidze o zagraničnoj komandirovke s avgusta po dekabr' 1936 s opisaniem prokatnyh stankov, stal'nogo lit'sâ, domennogo oborudovaniâ i dr. Načato 29 dekabrâ 1936 »).

<sup>547</sup> Le *Battelle Memorial Institute* est une entreprise à but non lucratif américaine basée à Columbus. Elle est spécialisée dans la recherche et l'ingénierie dans un champ d'activité très diversifié.

<sup>548</sup> RGASPI, f. 85, inv. 29, d. 653, l. 10.

<sup>549</sup> *Idem*.

<sup>550</sup> RGASPI, f. 85, inv. 647, d. 29, l. 5-10. « Lettre de Sorokine au commissaire du peuple à l'Industrie lourde G.K. Ordjonikidze datée du février – avril 1935, avec une transcription abrégée des discours des ingénieurs diplômés des instituts américains lors de la réunion lors Conseil industriel du Comité central du parti du 4 avril 1935 » (« Preprovoditel'noe pis'mo Sorokina Narkomu tâželoj promyšlennosti G.K. Ordžonikidze ot II/IV-35 s priloženiem sokrašennoj stenogrammy vystuplenij inženerov, okončivših amerikanskie instituty na sovešanii v promyšlennom otdele CK ot 4 aprilâ 1935 »).



soviétiques diplômés des universités américaines : *Massachusetts Institute of Technology*, Université de Pittsburgh. L'un d'eux était le métallurgiste Lavrenenko, diplômé de l'Université de technologie de Pittsburgh. Avant de se rendre aux États-Unis, Lavrenenko a obtenu son diplôme de la faculté des travailleurs (*rabfac*) de l'Institut de technologie de Tomsk, a ensuite travaillé aux hauts fourneaux comme ingénieur d'études et chef d'atelier. Après avoir passé deux ans à Pittsburgh, Lavrenenko a obtenu son Master. A son retour en Russie, il a été envoyé comme ingénieur principal dans un groupe sidérurgique. En pratique, le travail consistait à préparer l'acier pour le laminage, à fabriquer des pièces en acier et à les tester en usine.

Une des conclusions des auteurs de ce document est que certains ingénieurs n'ont pas pu mettre en pratique les connaissances et compétences acquises à l'étranger en raison des réticences du directeur de l'usine voulant « clouer le bec » au spécialiste diplômé à l'étranger<sup>551</sup>.

Des ingénieurs étrangers, à leur tour, ont-ils été embauchés pour travailler en URSS pendant l'industrialisation ?

### **C. Le rôle d'Albert Kahn dans l'industrialisation soviétique**

#### *Pourquoi Kahn ?*

Au début des années 1930 les planificateurs soviétiques prévoient la construction d'installations industrielles à grande échelle. La tâche urgente est formulée comme devant élaborer et mettre en œuvre de nouveaux projets architecturaux et technologies d'ingénierie créés dans les pays tels que les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France. Et ce en dépit du niveau archaïque des moyens de production ruinés au cours des divers bouleversements. Les observateurs occidentaux ont plus tard caractérisé cette passion industrielle de « gigantisme »<sup>552</sup>.

Seul A. Kahn, l'architecte de H. Ford, qui a révolutionné le mode de production par la ligne d'assemblage, pouvait résoudre les problèmes qui se posaient en URSS en rapport avec le choix de la voie de l'industrialisation. Le style architectural n'était pas ce que le gouvernement soviétique voulait obtenir de la société Kahn. Ses priorités étaient les suivantes : fonctionnalité, coûts peu élevés, rapidité de conception et de construction.

---

<sup>551</sup> *Ibid.*, l. 6.

<sup>552</sup> Jacques SAPIR, « L'industrialisation en Union Soviétique », *Communications*, 1985, pp.79, 81, 82.

Albert Kahn est connu dans l'histoire comme l'un des plus grands architectes industriels du XXe siècle, en tant qu'architecte de Ford. Kahn a développé une technologie qui lui a permis de concevoir l'installation la plus complexe en quelques mois et de la construire tout aussi rapidement. Kahn était un pionnier dans le domaine de la normalisation et des systèmes modulaires de conception et de construction. La société de Kahn a développé un nouveau type de design industriel dans lequel le béton armé a remplacé les matériaux de structures traditionnels : le bois et la maçonnerie.

La plupart des édifices industriels conçus par Kahn avant 1914 avaient été exécutés en béton armé. Pour un bâtiment à un seul étage que la chaîne de montage a amené dans une conception d'usine, les avantages particuliers du béton - sa résistance au feu, sa capacité à amortir les vibrations et son imperméabilité à la corrosion ou à la détérioration – n'avaient aucune importance. La question de l'amortissement des vibrations était généralement sans importance puisque les machines reposaient généralement sur une surface du sol. En revanche, la charpente métallique présentait certains avantages. Il n'est donc pas surprenant que la quasi-totalité des travaux réalisés par A. Kahn pour H. Ford après 1915 aient été construits en acier. En février 1918 Kahn conçoit pour Ford l'usine *The Eagle Plant*.<sup>553</sup>

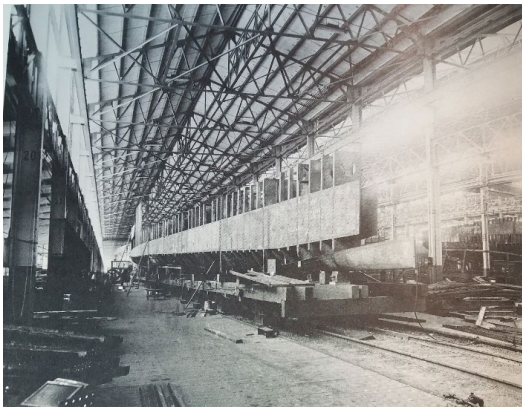


Figure 17.  
Ford *Eagle Plant*, à l'intérieur en 1918<sup>554</sup>

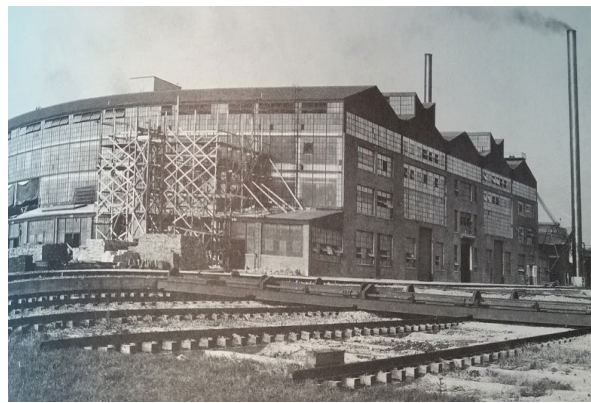


Figure 18.  
Ford *Eagle Plant* ; à l'extérieur en 1918<sup>555</sup>

Kahn a été repéré par les Soviétiques. Il était impossible de ne pas remarquer Kahn, ne serait-ce que parce qu'au cours de la Première Guerre mondiale, le carnet de commandes de Kahn pour la conception d'installations militaires s'élevait à des centaines de millions de dollars. En outre, Kahn était le premier architecte américain à avoir adopté une approche

---

<sup>553</sup> Grant HILDEBRAND, *Designing for industry. The Architecture of Albert Kahn*, op. cit., pp.91-92.

<sup>554</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>555</sup> *Ibid.*, p. 95.

intégrée dans son travail : architectes et ingénieurs collaboraient au projet tous ensemble. Les clients soviétiques étaient intéressés par la méthode de Kahn de conception complexe du travail à la chaîne. En un mois, 400 employés de l'entreprise ont été en mesure de produire des dessins d'exécution pour une grande usine qui, compte tenu de la conception modulaire proposée, a été construite en cinq mois. Et pour l'industrialisation soviétique, le temps était un paramètre critique. Les solutions architecturales de Kahn étaient de surcroît basées sur la théorie de la gestion de Taylor et sur les idées de Ford en matière de production de convoyeurs.

En outre, en mai 1929, la *Ford Motor Company* avait également été recrutée par *Amtorg* après une série d'entretiens et d'ouvertures remontant à 1926. Ford devait fournir des produits, des services et une formation, et une importante équipe de Ford a été installée en Russie jusqu'en 1933, transférant aux Russes des techniques, des méthodes, de l'expérience et des conceptions textuelles. Les Russes avaient « le plein droit de fabriquer, de vendre et d'utiliser des unités Ford dans toute l'URSS, de fabriquer et d'utiliser les machines et l'équipement Ford, et d'utiliser toutes les inventions ou avancées techniques Ford brevetées ou non »<sup>556</sup>.

Le début de la coopération du gouvernement soviétique avec la société *Albert Kahn, Inc.* basée à Détroit date d'avril 1929. Elle démarre avec la commande pour la conception d'une usine de tracteurs à Stalingrad. La raison pour laquelle la commande a été passée aux États-Unis était que les entreprises américaines de conception et de construction ont introduit une organisation du travail fondamentalement rapide et économique que ni l'Europe ni la Russie ne connaissaient à l'époque. Les structures en acier et en béton armé n'étaient pas calculées en fonction de chaque projet, mais étaient produites industriellement selon certaines normes. Il ne restait plus qu'à les sélectionner dans un catalogue et à « construire » l'objet en question à partir d'eux. L'ensemble des travaux de conception et de construction étaient réalisés par l'entreprise elle-même et les objets étaient livrés sans intermédiaires aux fournisseurs. Les Américains économisaient ainsi non pas sur la consommation d'acier et de béton, mais sur la réduction de l'intensité de la main-d'œuvre pour tous les types de travaux et sur l'accélération de l'installation.<sup>557</sup>

En mai 1929, *Albert Kahn Inc.* reçut une demande de design de projet de la part du gouvernement soviétique. Le cabinet de Kahn se vit « offrir un contrat pour la conception d'une

---

<sup>556</sup> *Ibid.*, p. 129.

<sup>557</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (« Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii »), *Prostranstvennaâ ekonomika*, 2005, №4, p. 137.

usine de tracteurs de 4 millions de dollars [57 millions de dollars en 2017] à Stalingrad, qui, [...] n'était qu'une partie d'un méga-projet de construction ultérieur valant des milliards »<sup>558</sup>. Ce contrat est qualifié par les historiens, sans hyperbole, de « l'une des commandes les plus extraordinaires jamais passées à un architecte »<sup>559</sup>.

La motivation de Kahn en acceptant la proposition de réaliser des travaux de conception pour l'URSS était la crise économique de 1929 qui a affecté l'industrie du design. La production a chuté au minimum en 1932, ce qui explique que personne ne soit intéressé par la construction de nouvelles usines. Ayant reçu une offre alléchante du gouvernement soviétique en avril 1929, Kahn ne l'accepte qu'après mûre réflexion. Il a hésité à accepter une telle proposition. Il ne connaissait rien ou presque rien du gouvernement soviétique. Il y avait un sentiment anti-communiste parmi les personnes avec lesquelles il devait faire des affaires. Et pourtant, le défi le fascinait. Il pensait « que le peuple russe - quel que soit sa forme de gouvernement - avait droit à de l'aide après toutes les années de souffrance qu'il avait endurées sous la période des tsars »<sup>560</sup>.

Les négociations furent menées par l'intermédiaire de la société soviétique *Amtorg*. À ce moment-là, il n'y avait pas de relations diplomatiques entre l'URSS et les États-Unis. La situation semblait assez ambiguë. Dans les conditions de la crise économique, Kahn était vivement intéressé par les commandes de l'URSS, mais également par la confidentialité maximale de la coopération avec ses partenaires soviétiques. Malgré son aversion pour le communisme, sa crainte de nuire à sa réputation commerciale en collaborant avec eux, et malgré sa peur de faire des affaires avec un gouvernement que Washington n'a pas encore reconnu, Kahn décide de conclure une série de contrats de conception avec le gouvernement soviétique.

#### *Les contrats de la société Albert Kahn Inc. en URSS*

Le contrat aux termes duquel la société *Albert Kahn Inc.* reçut le mandat d'être l'architecte-consultant de toutes les installations industrielles en construction en URSS, fut

---

<sup>558</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two “Unknowns”: How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part I: Albert Kahn », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 36, No. 2 (2010), p. 60.

<sup>559</sup> Grant HILDEBRAND, *Designing for industry. The Architecture of Albert Kahn*, op. cit., pp. 293-294.

<sup>560</sup> *Ibid.*, pp. 128-129.

signé le 9 janvier 1930.<sup>561</sup> Le signataire du contrat était le frère d'Albert Kahn Moritz. Tous les projets suivants ont été développés par la filiale de la société Kahn à Moscou nommée *Gosproektstroj*. Elle employait 25 ingénieurs américains<sup>562</sup> et environ 2500 employés russes.<sup>563</sup> Il s'agissait du plus grand bureau d'architecture au monde.

Un certain nombre de chercheurs sont tentés de faire valoir que le contrat ne prévoyait qu'une assistance technique, que les experts invités travaillaient comme des architectes qui ne faisaient que concevoir le bâtiment. L'analyse du contrat montre que ce n'était pas le cas.

Le contrat prévoyait que les concepteurs de Kahn occuperaient tous les postes clés du Bureau : le chef adjoint du Bureau, l'architecte en chef, les architectes concepteurs pour différents types de bâtiments (6 personnes), les architectes assistants (6 personnes), l'ingénieur civil en chef et son assistant, l'ingénieur en chef du chauffage et de la ventilation, l'ingénieur en chef de la plomberie et des sanitaires, l'ingénieur en chef de l'électricité, le spécialiste en chef de la sélection des équipements, le superviseur en chef des travaux et autres.<sup>564</sup>

En d'autres termes, tous les postes clés du Bureau étaient occupés par des représentants de la société de Kahn : ils concevaient le bâtiment industriel (avec le chauffage, la ventilation, etc.), élaboraient la conception technologique (c'est-à-dire décidaient du choix des équipements), supervisaient la construction et le respect des règles de construction (le personnel du Bureau doit « visiter la construction à réaliser pour donner des conseils et des instructions au personnel technique qui exécute les travaux sur place »<sup>565</sup>).

La partie soviétique, selon le contrat, était prévue dans le rôle de « personnel technique produisant le travail », tandis que la partie américaine se trouvait dans le rôle de générateur d'idées, développant des projets en utilisant « les dernières méthodes et réalisations des pratiques américaines »<sup>566</sup>.

Ce statu quo est confirmé par le contenu d'un paragraphe distinct du contrat, selon lequel A. Kahn s'engageait « à fournir aux architectes et aux spécialistes détachés par le VSNKh la possibilité de travailler dans son bureau de Détroit » afin que les spécialistes soviétiques assimilent « les méthodes américaines de construction et de conception »<sup>567</sup>. En d'autres

---

<sup>561</sup> GA RF, f. P5446, inv. 11a, d. 448, p. 3. « Projet de convention entre le Comité de construction du VSNKh de l'URSS et le cabinet américain Albert Kahn. Juillet - décembre 1930 » (« Proekt dogovora meždu stroitel'nym komitetom VSNH SSSR i amerikanskoj firmoj « Al'bert Kan ». Iùl' – dekabr' 1930»).

<sup>562</sup> *Idem.*

<sup>563</sup> Anatole SENKEVITCH, *Albert Kahn in Russland*, Bauwelt 1995, Heft 48, pp. 2814-2515.

<sup>564</sup> GA RF, f. P5446, inv. 11a, d. 448, p. 3a, *op. cit.*

<sup>565</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>566</sup> *Idem.*

<sup>567</sup> *Ibid.*, p. 6 verso.

termes, il s'agissait d'un transfert de savoir-faire. C'est principalement pour cette raison qu'au début, après avoir commencé à effectuer le travail dans le bureau de Détroit, Moritz fut bientôt envoyé à Moscou avec une équipe de vingt-cinq personnes pour ouvrir une succursale. Ce déménagement représentait en partie un moyen plus rapide de réaliser un très gros volume de travail, mais il était également adapté aux objectifs de l'Union soviétique, selon lesquels les compétences, les techniques et l'expérience en matière d'organisation et de conception devaient également être transmises aux architectes et ingénieurs soviétiques. Des longues journées étaient consacrées à un programme de formation sur le tas, à la conception d'usines réelles. Le soir, des cours étaient donnés par le personnel de Kahn.<sup>568</sup>

Pour les services rendus par Kahn, le VSNKh a payé 250 000 dollars par an<sup>569</sup>. En outre, le VSNKh s'est engagé à « rembourser à [Kahn] le montant réel de toutes les autres dépenses engagées sur ordre du VSNKh »<sup>570</sup> : le salaire du personnel de Kahn, qui s'élevait en moyenne à 10 000 dollars par an pour chacun des employés contractuels du cabinet Kahn<sup>571</sup> ; les frais de déplacement jusqu'au lieu de travail (650 dollars par personne en mission<sup>572</sup>) et les frais divers. Les services de l'entreprise ont été payés trimestriellement à raison de 50 000 dollars en 1931. Les paiements trimestriels en 1931 se sont élevés à 62500 dollars.<sup>573</sup> La rémunération nette (hors frais) de Kahn n'était donc pas inférieure à 250 000 dollars par an. Le contrat prévoyait également la possibilité d'entreprendre des projets de construction spéciaux à Détroit si nécessaire, auquel cas une rémunération distincte devrait être versée.

Peu d'informations sont disponibles sur les nombreuses usines conçues par la société A. Kahn. *Albert Kahn Inc.* est le seul cabinet d'architecture étranger à avoir conçu des centaines de projets réalisés en URSS au début de l'industrialisation stalinienne dont la liste n'a jamais été publiée. À titre de comparaison, les activités des architectes occidentaux qui ont construit un bâtiment en URSS au cours de ces années ou ont simplement participé à un projet concurrentiel (Le Corbusier, Mendelsohn, Ernst May, Hannes Meyer et d'autres) ont été assez bien étudiées à la fois en Occident et en URSS. Les architectes et ingénieurs de Kahn ont conçu et construit plusieurs centaines d'usines dans 21 villes. En outre, la société a formé de nombreux spécialistes soviétiques. La construction d'entreprises sur la base des dessins de Kahn s'est

---

<sup>568</sup> Grant HILDEBRAND, *Designing for industry. The Architecture of Albert Kahn*, op. cit., p. 129.

<sup>569</sup> GA RF, f. P5446, inv. 11a, d. 448, p. 7 verso, op. cit.

<sup>570</sup> *Ibid.*, pp. 8-8 verso.

<sup>571</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>572</sup> *Idem.*

<sup>573</sup> *Ibid.*, pp. 8-8 verso.

poursuivie en URSS jusqu'à la fin des années trente. Selon Louis Kahn, président d'*Albert Kahn Inc.* en 1944, la société de Kahn, entre 1929 et 1932, réalisa des dessins pour la construction et l'équipement technologique de quelques 570 installations industrielles.<sup>574</sup>

Ce sont principalement des usines de tracteurs à Stalingrad, Cheljabinsk, Har'kov, Tomsk; des usines de fabrication d'aéronefs à Kramatorsk et à Tomsk; des usines d'automobiles à Cheljabinsk, Moscou, Stalingrad, Nizhnij Novgorod, Samara; des ateliers de forge à Cheljabinsk, Dnepropetrovsk, Har'kov, Kolomna, Ljubercy, Magnitogorsk, Nizhnij Tagil, Stalingrad; des usines de fabrication de machines-outils à Kaluga, Novosibirsk, Verhnjaja Sal'da; des laminoirs à Moscou; des fonderies à Cheljabinsk, Dnepropetrovsk, Har'kov, Kolomna, Ljubercy, Magnitogorsk, Sormovo, Stalingrad; des ateliers d'usinage à Cheljabinsk, Ljubercy, Podol'sk, Stalingrad, Sverdlovsk; la centrale thermique de Iakutsk; des aciéries et laminoirs à Kamenskij, Kolomna, Kuzneck, Magnitogorsk, Nizhnij Tagil, Verhnij Tagil, Sormovo; l'usine d'aluminium de Leningrad; l'usine d'amiante dans l'Oural et bien d'autres.<sup>575</sup>

Presque toute seule, la firme de Détroit a ainsi créé l'épine dorsale industrielle du nouvel État soviétique. En mars 1932, le journal *New York Times* dresse un bilan de sa contribution au design industriel : « Plus de 1000 jeunes Russes ont étudié la conception de bâtiments industriels dans les bureaux de Kahn, et des manuels, des plans directeurs, des dessins de détail ont été préparés pour économiser (épargner) des millions de dollars et des dizaines d'années au cours du processus d'industrialisation soviétique »<sup>576</sup>.

L'entreprise de Kahn a cessé ses activités à Moscou le 29 avril 1932. Le contrat avec la firme *Albert Kahn Inc.* n'a pas été reconduit. La tentative d'Albert Kahn de prendre les choses en mains et de renouveler le contrat en partant en mars 1932 à Moscou personnellement n'a pas abouti. Kahn n'a pas pu satisfaire aux conditions posées par le contrat. Il avait demandé :

« [...] d'envoyer un groupe entièrement nouveau d'hommes qui, bien sûr, sont faciles à trouver aujourd'hui à des salaires très bas. Mais ils ont insisté pour avoir les mêmes chefs - dont la plupart ne tenaient pas du tout à rester et certainement pas à des salaires considérablement réduits. Il n'y avait donc rien à faire [...] les hommes sont partis un jour ou deux après moi [...] La Russie est considérablement pressée par le manque d'or.

---

<sup>574</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two "Unknowns": How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-Started the Industrialization of Russia, Part I: Albert Kahn », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 36, No. 2 (2010), p.76.

<sup>575</sup> Milka BLIZNAKOV, « The realization of utopia: Western technology and Soviet avant-garde architecture », Dans William C. BRUMFIELD (dir.), *Reshaping Russian architecture: Western technology utopian dreams*, Hew York, Cambridge University Press, 1990, p. 173.

<sup>576</sup> Walter DURANTY, « Russians Lose Aide of Kahn, Architect », *The New York Times*, March 26, 1932.

Ils pouvaient nous payer n'importe quel nombre de roubles, mais à quoi serviraient-ils ? [...] Ils ont sans doute eu des moments difficiles, mais ont fait face au problème de façon splendide.<sup>577</sup> »

Kahn, apparemment, comprend les raisons du non-renouvellement du contrat :

« [...] la « hache de l'économie » en devises balaie largement et lourdement ces jours-ci. Son utilisation implacable est la meilleure preuve de la détermination du soviétique à respecter ses engagements vis-à-vis de l'étranger. Elle a toutefois pour effet de priver l'URSS de l'aide américaine la mieux adaptée aux conditions de la Russie et de la remplacer par un effort indigène toujours insuffisant ou par celui d'Européens, disposés à accepter des salaires en roubles, à suivre des méthodes moins appropriées pour ce pays et à diriger naturellement les commandes d'équipements étrangers vers leurs propres pays.<sup>578</sup> »

Le sujet des sources de financement de la construction industrielle du premier plan quinquennal était pour les pouvoirs soviétiques extrêmement délicat et douloureux à aborder. Au printemps 1932, Albert Kahn et ses ingénieurs quittent l'Union soviétique (Kahn part le 25 mars 1932 et son personnel une semaine plus tard).

Néanmoins, comme le bureau de Kahn était tenu de laisser derrière lui tous les dessins, de spécifications et de calculs afin qu'ils puissent être utilisés pour achever les projets déjà en cours et pour une éventuelle utilisation future dans des constructions supplémentaires, le travail a pu être poursuivi par des ingénieurs soviétiques. Ainsi, en l'espace de trois ans, une entreprise américaine a réussi à transférer à l'Union soviétique les capacités technologiques nécessaires à la construction d'une « utopie sociale ».

Le nombre de répliques ultérieures des conceptions de Kahn est impossible à estimer. En outre, jusqu'à récemment il n'y avait aucune trace de Kahn dans l'historiographie soviétique. Pourquoi le nom de Kahn a-t-il été omis de l'histoire de l'industrialisation de l'URSS ?

*Kahn était-il partie prenante de l'histoire de l'industrialisation de l'URSS ?*

Les idées de Kahn ont jeté les bases de la normalisation industrielle soviétique. Les solutions techniques développées dans le cadre du *Gosproektstroj*, utilisant le système de normes américain, adapté aux conditions de la Russie, ont été transformées en *Code national*

---

<sup>577</sup> Grant HILDEBRAND, *Designing for industry. The Architecture of Albert Kahn*, op. cit., p. 130.

<sup>578</sup> Walter DURANTY, « Russians Lose Aide of Kahn, Architecte », *The New York Times*, March 26, 1932.



du bâtiment (Règlement de construction) influençant la construction industrielle en URSS pendant de nombreuses années.

Ainsi en 1932, a été publié l'ouvrage de V.D. Cvetaev intitulé *l'Architecture d'usine contemporaine*<sup>579</sup>, qui a été approuvé par les structures étatiques compétentes pour être utilisé en tant que manuel universitaire. Dans la première édition du livre, l'auteur mentionne qu'il a travaillé au conseil technique de *Gosproektstroj*, ce qui lui a permis de se familiariser avec le travail de la société américaine d'Albert Kahn. Dans la deuxième édition cette information ne figure plus. En même temps, le livre de Cvetaev a été écrit en s'appuyant sur les Archives de *Gosproektstroj*. Outre de nombreuses références à l'expérience américaine, ce livre de Cvetaev contient une description détaillée et des photographies des usines d'automobiles, de tracteurs, de fonderies de Dneprostroj et de Nizhnij Tagil conçues par Kahn. Vers la fin des années 1930 le livre de Cvetaev a été retiré des bibliothèques. Comme ont été enlevées précipitamment toutes les traces de l'existence des architectes et des constructeurs américains dans la vie économique soviétique.

Cette situation s'inscrit dans la logique de la politique d'importation de la technologie étrangère en URSS pendant l'industrialisation, qui, en la simplifiant, peut être formulée comme suit : utiliser la technologie occidentale et faire le maximum pour que toute mention de celle-ci soit ensuite effacée.

Cette maxime trouva sa confirmation dans le futur et plus d'une fois. Roman Higer, architecte et ingénieur russe, fut le chroniqueur de la revue *Sovetskaâ arhitektura* (SA) où il fut publié pendant la période du premier plan quinquennal<sup>580</sup>. Parmi les sujets traités on trouve l'industrie du logement. Higer a produit des publications et des monographies<sup>581</sup> écrites sur ce sujet. En 1927, il a rejoint l'Institut national de recherche et d'expérimentation des structures civiles, industrielles et d'ingénierie du VSNKh de l'URSS sur le logement en tant que secrétaire scientifique<sup>582</sup>, puis il a abordé les questions d'architecture du logement et de planification urbaine à l'Académie d'architecture, il a enseigné à l'Institut d'architecture de Moscou.

---

<sup>579</sup> V.D. CVETAEV, *Architecture d'usine contemporain* (Sovremennaâ fabrično-zavodskâ arhitektura), Gosstrojizdat, Moskva-Leningrad, 1933.

<sup>580</sup> R. HIGER, « Sur la question de l'idéologie du constructivisme en architecture » (« K voprosu ob ideologii konstruktivizma v arhitekture »), *Sovremennaâ arhitektura*, 1928, p. 96.

R. HIGER, « Rapport au 1<sup>er</sup> congrès de l'OCA (mai 1929) » (« Doklad na 1-om s"ezde OSA (maj 1929) »), *Sovremennaâ arhitektura*, 1929, №4, pp. 142 - 146.

<sup>581</sup> R.Â. HIGER, *Les traces de la pensée architecturale : 1917-1932* (Puti arhitekturnoj mysli : 1917—1932), Moscou, OGIZ, 1933 ; R.Â. HIGER, *La planification des villages aux États-Unis* (Planirovka poselkov v SŠA), Moscou, Izdatel'stvo Akademii arhitektury SSSR, 1944.

<sup>582</sup> I.A.KAZUS', *Architecture soviétique des années 1920 : l'organisation du design* (Sovetskaâ arhitektura 1920-h godov : organizaciâ proektirovaniâ), Progress-Tradiciâ, 2009, p. 460.

Fort d'une compréhension de la manière dont l'expérience américaine en matière de la construction de logements était novatrice et à quelle échelle elle était appliquée pour la Russie à l'époque d'industrialisation des années 1930, Higer a soutenu sa thèse de doctorat en juin 1947 au Conseil de l'Académie d'architecture de l'URSS. Le sujet de la thèse était formulé comme suit : *L'expérience de la planification de la population et du logement aux États-Unis*. Higer analyse l'expérience américaine de la construction et fait des recommandations pour l'application pratique en URSS. D'ailleurs, peu avant la fin de la guerre, le livre de Higer *La planification des villages aux États-Unis*<sup>583</sup> a été publié (sous la direction de l'académicien de l'architecture K.S. Alabjan).

Ayant obtenu le titre de docteur, Higer ne pouvait pas imaginer le perdre au plus tard deux ans après. Le 21 mai 1949, dans le journal *Pravda* paraît un article de G. Krisko « Dans des positions fausses »<sup>584</sup>. La période de diffamation commença. En novembre de la même année, Higer a été privé de son diplôme de thèse et renvoyé de l'Académie d'architecture.<sup>585</sup> Dans la période d'après-guerre, l'ancien vice-président de l'Académie d'architecture de l'URSS, le docteur ès sciences Alabjan, a également été exclu des membres de la Commission d'attestation supérieure<sup>586</sup> (VAK). Le ministre de l'Éducation de l'URSS S. V. Kaftanov qui a dirigé le VAK écrit :

« À l'Académie d'architecture, sous la direction de K. S. Alabjan, les idées d'« historicisme » et de culte de la culture capitaliste dominaient. Dans ses rapports officiels et ses articles des dix dernières années, K. S. Alabjan n'a pas mis en doute le système de construction américain et a fait l'éloge de l'architecture américaine décadente (à titre d'exemples : son rapport sur « La construction de logements de masse aux États-Unis » au Plénum de l'Union des architectes soviétiques en 1939, son article « L'homme et sa maison » dans le journal *Literaturnaja gazeta* en 1949, etc.).<sup>587</sup> »

---

<sup>583</sup> R.Â. HIGER, *La planification des villages aux États-Unis* (Planirovka poselkov v SŠA), Moscou, Izdatel'stvo Akademii arhitektury SSSR, 1944.

<sup>584</sup> G. KRISKO, « Sur les fausses positions » (« Na ložnyh poziciâh »), *Pravda*, 1949, le 21 mars.

<sup>585</sup> A.S. SONIN, «La Commission d'attestation supérieure de l'URSS (VAK) dans l'après-guerre: science, idéologie, politique» («VAK SSSR v poslevoennye gody: nauka, ideologiâ, politika»), *Voprosy istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 2004, № 1, pp. 18 - 63.

<sup>586</sup> La Commission supérieure d'attestation (VAK) est l'organe d'État qui existait en URSS et qui était chargé de fournir une attestation d'État aux scientifiques et aux cadres pédagogiques - en décernant des doctorats ainsi que des titres académiques universitaires (ainsi qu'en privant de ces grades et titres). En URSS, le VAK a été établi en 1932 (la première réunion a eu lieu en 1933. Le VAK a réellement commencé son travail en 1934, incarnant le modèle de science de Staline. Auparavant, dans l'Empire russe, les diplômes académiques étaient décernés directement par les instituts et les universités. Après la révolution d'octobre, jusqu'au décret correspondant de 1934, il n'existait pas de système de diplômes et de grades académiques en URSS. La création d'un organisme d'attestation unique a été provoquée par la pénurie générale de scientifiques suffisamment qualifiés et en même temps idéologiquement engagés. Dans Anton YASNITSKY, « Stalin model of science: The history and the state of the art of contemporary Russian psychology » (« Stalinskaâ model' nauki: Istoriâ i sovremennost' rossijskoj psihologii »), Conference: *Anan'evskie čtenîâ - 2015: Fundamental'nye problemy psihologii*, Saint-Petersbourg, 20-22 octobre 2015. Voir aussi : Nikolai L. KREMENTSOV, *Staliniste Science*, Princeton University Press, 1996.

<sup>587</sup> GA RF, f. 9396, inv. 1, d. 186, l. 136.

Il est ici à peine nécessaire de mentionner que toutes les activités de la Commission supérieure d'attestation (VAK), dont l'une des fonctions fut l'attribution des diplômes de doctorat d'université et des titres académiques, étaient dirigées et contrôlées par les autorités du Parti et directement par le Département des sciences et de l'école supérieure du Comité central du VKP(b). Au cours des premières années d'après-guerre, la Commission supérieure d'attestation a travaillé dans un environnement social et politique spécifique. L'euphorie d'une victoire commune sur le fascisme avec l'Occident s'est évaporée en moins d'un an, lorsqu'il est devenu évident que le gouvernement soviétique et les gouvernements occidentaux avaient des visions différentes du règlement de l'Europe d'après-guerre. Le désengagement final a lieu à la mi-1946 et le monde commence à glisser vers la guerre froide. Les autorités soviétiques étaient particulièrement préoccupées par l'intelligentsia et par le fait que pendant la guerre et les premières années d'après-guerre, les contacts avec le monde occidental avaient augmenté. Les écrivains, les artistes, les médecins et scientifiques ont commencé, en contournant les filtres idéologiques, à recevoir des informations de plus en plus véridiques sur la vie à l'étranger, les valeurs occidentales et le système politique démocratique. Les intellectuels ont eu l'occasion de comparer, ce qui était déjà dangereux aux yeux des autorités. Il fallait non seulement cesser de communiquer avec le monde occidental, mais aussi discréditer la culture, la science et le mode de vie occidentaux. Et, naturellement, faire l'éloge du mode de vie soviétique, de la science et de la culture soviétiques.<sup>588</sup>

Selon les critiques d'Alabjan et de Higer, ces derniers auraient dû remettre en question la culture architecturale décadente américaine en 1949 comme en 1939 (selon les publications dont ils sont chargés), même si c'est uniquement grâce à cette culture technique occidentale que les problèmes de l'industrialisation ont pu être résolus.

Aucun résident de Détroit, y compris Albert et Moritz Kahn, ne pouvaient savoir que 1932 s'avéra être un moment propice pour partir, alors que Moscou commençait à glisser vers la folie des purges staliniennes et des simulacres de procès sur les sabotages. Les plus durement touchés furent les spécialistes qui avaient travaillé à l'étranger ou qui avaient été en contact avec des étrangers - une contagion mortelle qui condamnera des dizaines de milliers de personnes,

---

<sup>588</sup> A.S. SONIN, «Commission d'attestation supérieure de l'URSS (VAK) dans l'après-guerre: science, idéologie, politique» («VAK SSSR v poslevoennye gody: nauka, ideologiâ, politika»), *Voprosy istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 2004, № 1, p. 18.

dont beaucoup, voire la plupart, de plus des quatre mille employés que la société Kahn avait formée en Russie, ainsi que les citoyens soviétiques qui avaient travaillé à Detroit<sup>589</sup>.

Des journaux tels que *Za industrializaciju* (« Pour l'industrialisation ») ont publié des articles discutant franchement de l'étendue de la contribution américaine au début des années 1930 - une franchise qui, en quelques années, allait se transformer en crime capital. La volonté des pouvoirs soviétiques de rechercher le savoir-faire et les investissements occidentaux disparaît dans un trou de ver, remplacée par un nationalisme paranoïaque et une xénophobie furieuse. Le nouveau mantra du « patriotisme industriel national », ne permettait pas de reconnaître que la colonne vertébrale industrielle du pays avait été construite en grande partie par des étrangers, et encore moins par des Américains. Même au vingt-et-unième siècle, selon Melnikova-Raich, « toute la question des contributions américaines au premier plan quinquennal reste un territoire largement inexploré en Russie »<sup>590</sup>.

En parallèle à l'engagement des spécialistes étrangers pour conduire les projets des nouvelles usines, l'Etat initiait l'organisation d'instituts étatiques dédiés aux études industrielles dans toutes les branches de l'économie. Ces institutions dans la sidérurgie soviétique ont-elles de leur côté, souhaité attirer l'aide de l'étranger ?

#### **D. *Gipromez* : le premier institut d'études industrielles dans la sidérurgie soviétique**

*Gipromez* a été le premier Institut d'Etat pour la construction des usines métallurgiques. Fondé en 1926 il était dans les années 1930 à la pointe des efforts visant à créer la sidérurgie soviétique. Ses activités principales furent le développement de la documentation de projets pour la construction des entreprises métallurgiques. *Gipromez* dans les années 1930 embaucha des spécialistes des sociétés américaines *Freyn, McKee, Farquhar*<sup>591</sup>, les métallurgistes

---

<sup>589</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two "Unknowns": How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-started the Industrialization of Russia. Part II: Saul G. Bron », *Industrial Archeology*, 1-2 (2011), p. 19.

<sup>590</sup> Sonia MELNIKOVA-RAICH, « The Soviet Problem with Two "Unknowns": How an American Architect and a Soviet Negotiator Jump-started the Industrialization of Russia, Part I: Albert Kahn », *The Journal of the Society for Industrial Archeology*, Vol. 36, No. 2 (2010), pp. 19-20.

<sup>591</sup> A titre d'exemple, lors de deux séances (2-3 avril 1928) le conseil technique du *Gipromez* fit l'analyse du projet d'équipement de l'usine métallurgique de Makeevka effectuée par le groupe américain *Farquhar*. Après avoir examiné la note explicative de 550 pages du texte anglais et 42 dessins d'équipements de l'usine de Makeevka, le conseil technique du *Gipromez* a entendu les conclusions du *Gipromez* et les explications des représentants de *Farquhar, Messer, Boiton et Estep*.

allemands Puppé, Digfoch, Seidel<sup>592</sup>. Jusqu'en 1929 « les spécialistes étrangers étaient principalement invités comme consultants pour aider à restaurer d'anciennes usines »<sup>593</sup>. Mais dès que de nouvelles installations sidérurgiques ont dû être construites « l'écrasante majorité des étrangers fut invitée en tant que directeurs techniques, directeurs d'atelier, ingénieurs de quart, contremaîtres, instructeurs et ingénieurs de service »<sup>594</sup>.

À l'occasion du sixième anniversaire du *Gipromez* l'éditorial de la revue portant le même titre a rendu hommage à l'assistance technique étrangère et a noté que *Gipromez* avait toujours bénéficié des conseils des meilleurs spécialistes de l'Union soviétique et de l'étranger pour mener à bien ses missions de conception. Selon l'éditorial, « toutes les dernières réalisations de la technologie européenne et américaine dans le domaine de la sidérurgie se sont reflétées d'une manière ou d'une autre dans les conceptions développées par *Gipromez* »<sup>595</sup>.

Une analyse des contrats du *Gipromez* avec les spécialistes étrangers ainsi que de leurs modifications au fil du temps, permettra de comprendre les problèmes de l'encadrement technique des usines métallurgiques dans les années 1920 – 1930 et de dégager une tendance plus générale de l'attitude de la partie soviétique vis-à-vis de l'assistance technique de la part de l'Occident.

### *L'accord du Gipromez avec l'ingénieur allemand Puppé*

Le 7 août 1928 *Gipromez* a conclu un accord avec l'ingénieur allemand Puppé sur « l'assistance technique dans les domaines suivants : les hauts fourneaux, la production de l'acier, toutes sortes du laminage »<sup>596</sup>. Le contrat avec Puppé prévoyait également des consultations lors de la construction, de la mise en service et de la préparation de projets de

---

Dans *Les résolutions de la 4ème session du conseil technique de Gipromez au 2-5 avril 1928* (Postanovleniâ 4-oj sessii tehničeskogo soveta « Gipromeza » 2-5 aprilâ 1928), Izdanie Gosudarstvennogo Instituta po proektirovaniû metalličeskikh zavodov, Saint-Pétersbourg, 1928, en ligne sur le site de la Bibliothèque scientifique et technique publique d'État de Russie (GPNTB RF) : <http://gpntb.dlibrary.org/ru/nodes/4312-postanovleniya-4-y-sessii-tehnicheskogo-soveta-gipromeza-spb-1928#mode/inspect/page/7/zoom/6> Mise à jour 3/04/2019

<sup>592</sup> <http://www.lengipromez.ru/page-23.html>, lise à jour 23/04/2020

Les informations ci-dessus sont obtenu sur le site Web de *Gipromez*.

<sup>593</sup> RGAE, f. 7297, inv. 38, d. 289, l. 65-74. « La note de l'INO NKTP [le département des affaires étrangères du Narkomat de l'Industrie lourde] sur l'assistance technique étrangère dans l'industrie lourde de l'URSS » (« Spravka INO NKTP o privilečenii inostrannoï tehničeskoi pomoši v tâželuû promyšlennost' SSSR »). Dans HROMOV S.S., *L'industrialisation de l'Union soviétique. Nouveaux documents. Nouveaux faits. Nouvelles approches* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody), *op. cit.*, part II, pp. 226-297.

<sup>594</sup> *Idem*.

<sup>595</sup> L'éditorial dans la revue *Gipromez*, № 9-10, septembre – octobre 1931.

<sup>596</sup> TGA NTD SPb (Archives centrales d'État de la documentation scientifique et technique de Saint-Pétersbourg), f. 371, inv. 11, d. 17, l. 48 (verso). « La correspondance sur l'assistance technique étrangère. 27.01.28-30.09.29 » (« Perepiska ob inostrannoï tehničeskoi pomoši. 27.01.28-30.09.29 »).

construction d'usines, des « missions ponctuelles ». *Gipromez* « s'est référé à la grande autorité et à l'expérience de Puppé »<sup>597</sup>. La rémunération a été établie « en pourcentage du devis estimatif des travaux conçus, en général pas plus de 0,55% »<sup>598</sup>.

Dans les premières années de l'industrialisation stalinienne, il était techniquement difficile d'organiser le travail de conception à l'intérieur de l'URSS. Les éléments essentiels faisaient défaut : papier, photocopieuses, etc. En juin 1929, *Glavkontsesskom* propose à Puppé un poste de directeur de la succursale de *Gipromez* à Düsseldorf. Le procès-verbal de la réunion du *Glavkontsesskom* sur la révision du contrat avec Puppé pour la conception des usines métallurgiques stipulait :

« Puppé devient le chef d'une branche spéciale du *Gipromez*, organisée à Düsseldorf. Avant chaque semestre, *Gipromez* confie certaines tâches à la succursale de Puppé dans le but de développer certains projets [...] La branche comprend des ingénieurs et techniciens envoyés par *Gipromez* à raison de 2 personnes pour chaque atelier de chaque usine en cours de conception.<sup>599</sup> »

Nous ne disposons pas d'informations précises sur la durée de la collaboration entre *Gipromez* et Puppé. Quoi qu'il en soit, en janvier 1930 le contrat était encore valable. Nous avons à notre disposition le document sur papier à en-tête de l'organisation (du *Glavchermet*), adressé à *Gipromez* le 7 janvier 1930, qui parle de la mission de « Puppé et du professeur Wust venus à l'étranger pour expérimenter les minerais de Kertch afin d'extraire le vanadium des mêmes minéraux »<sup>600</sup>. En outre, *Gipromez* demande à Puppé effectuer les travaux suivants : restauration d'une partie de la fonte d'affinage de l'usine de Taganrog ; restauration de l'usine de *Mariupol'B* (anciennement la *Providence Russe*) ; reconstruction partielle de l'usine de *Mariupol'A*, conception et construction de la deuxième étape de l'usine de Kerch de Voroshilov<sup>601</sup>.

---

<sup>597</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 11, d. 17, l. 29. « La correspondance sur l'assistance technique étrangère. Le procès-verbal de la réunion du VSNKh de l'URSS sur la révision du contrat avec Puppé pour les projets d'usines métallurgiques, le 11 juin 1929 » (« Perepiska ob inostrannoï tehničeskoi pomošči. Protokol sovešaniâ pri KK VSNH SSSR po voprosu o peresmotre dogovora s Puppe po proektirovaniû metallurgičeskikh zavodov » ot 11 iûnâ 1929 »).

<sup>598</sup> *Idem.*

<sup>599</sup> *Idem.*

<sup>600</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 1-1, d. 42, l. 17.

<sup>601</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 11, d. 17, l. 29, 30. « La correspondance sur l'assistance technique étrangère. Le procès-verbal de la réunion du VSNKh de l'URSS sur la révision du contrat avec Puppé pour les projets d'usines métallurgiques, le 11 juin 1929 » (« Perepiska ob inostrannoï tehničeskoi pomošči. Protokol sovešaniâ pri KK VSNH SSSR po voprosu o peresmotre dogovora s Puppe po proektirovaniû metallurgičeskikh zavodov » ot 11 iûnâ 1929 »).

### *Les accords du Gipromez avec Freyn Engineering Co.*

La relation contractuelle entre *Gipromez* et *Freyn Engineering Co.* s'est poursuivie pendant plusieurs années. Le premier accord entre la société *Freyn Engineering Co.* de Chicago (Illinois, USA) et le *Gipromez* (représenté par Valery Mezhlauk, vice-président du Conseil économique suprême de l'URSS et président du conseil d'administration de *Gipromez*) sur l'assistance technique a été conclu le 19 mai 1927<sup>602</sup>. L'accord prévoyait la préparation et l'expertise sur les projets, ainsi que la consultation lors de la construction et la mise en service des usines sidérurgiques.

Ainsi, le contrat initial avec *Freyn* était basé sur le fait que l'assistance technique était effectuée par le bureau de *Freyn* à Chicago, c'est-à-dire à l'extérieur de l'URSS. Un an plus tard cette méthode d'assistance technique s'est révélée insatisfaisante pour le côté soviétique, principalement parce que les ingénieurs de *Freyn*, étant en dehors de la Russie, ne connaissaient pas la situation sur le terrain spécifique de l'URSS, ne prenaient pas en compte un certain nombre de paramètres, ce qui entraînait des problèmes sur certains projets. Il est devenu clair qu'il était plus opportun de maintenir les relations *Gipromez-Freyn* sur une base différente, à savoir : qu'au lieu de consultations sur le territoire américain, les spécialistes américains devaient apporter une assistance technique directe à la construction des installations, c'est-à-dire in situ, en Russie.

Le contrat de 1927 a été révisé radicalement. Le nouveau contrat conclu à New York le 2 mars 1929, selon le *Glavkontsesskom*, donnait à *Gipromez* des opportunités beaucoup plus larges d'utiliser l'expérience de *Freyn*. Il était accordé à *Gipromez* le droit d'envoyer ses ingénieurs travailler au bureau de Chicago de *Freyn*. *Freyn* s'engage à superviser le travail de ses ingénieurs et à leur fournir tout le matériel nécessaire au travail. La rémunération de ces ingénieurs se fait aux frais de *Gipromez*<sup>603</sup>. À la résiliation du contrat, tous les documents reçus par *Gipromez* de *Freyn* (dessins, calculs, etc.), ainsi que les brevets, restent en possession gratuite de *Gipromez*<sup>604</sup>. Il est évident que le côté soviétique était extrêmement intéressé par le transfert de savoir-faire de *Freyn* aux ingénieurs soviétiques.

---

<sup>602</sup> GA RF, f. P-8350, inv. 3, d. 458, l. 5. « Sur l'approbation de l'accord entre *Gipromez* et la société d'ingénierie américaine *Freyn* à Chicago » (« Ob utverzhenii dogovora "Gipromeza" s amerikanskoj inženernoj kompaniej "Frejn" v Čikago »).

<sup>603</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d.15, p. 99.

<sup>604</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d.15, p. 100 verso.

Les ingénieurs de *Freyn* participent aux études des plus grandes installations sidérurgiques : les usines métallurgiques de Magnitogorsk, de Krivoj Rog, Kerch, de Petrovsk et de Makeevka, les usines de ferro-alliages et de nombreux autres projets.<sup>605</sup> Les tâches à entreprendre par la partie soviétique deviennent de plus en plus sérieuses : d'un avant-projet de redressement de l'usine métallurgique Tel'bess (prévu dans le contrat de 19 mai 1927) à la production de plusieurs projets « pour de nouvelles usines »<sup>606</sup>.

L'intérêt extrême du côté soviétique pour les services des ingénieurs de *Freyn* est démontré par leurs rémunérations très élevées. Les paiements s'élèveront à 400 000 dollars par an<sup>607</sup>. Le paiement de l'assistance technique de *Freyn* en vertu de l'accord du 19 mai 1927 a été calculé en pourcentage du coût des projets pour lesquels *Freyn* a fourni une assistance technique (par exemple, pour la consultation et l'élaboration d'un avant-projet de l'usine métallurgique Tel'bess, dont le coût est estimé est de 80 millions de roubles, *Freyn* est facturé 1,05% ou 525 000 roubles)<sup>608</sup>. Le salaire mensuel moyen d'un ingénieur américain de *Freyn* représentait 5 500 roubles par mois<sup>609</sup> (au taux de change officiel cela correspond à 5 000 dollars. En 1929 25% des ingénieurs aux Etats-Unis avaient des revenus annuels supérieurs à 5012 dollars par an. Les revenus des 75% restants étaient inférieurs à ce niveau<sup>610</sup>). En ce qui concerne celui d'un métallurgiste soviétique cela équivaut à peu près à 36 salaires mensuels moyens<sup>611</sup>.

### *Qui étaient les ingénieurs du Freyn Co. envoyés en Russie en voyages d'affaires ?*

Les documents du *Gipromez* sur l'appel de spécialistes étrangers (datés du 10 décembre 1929) indiquent que « dans le cadre d'un accord avec *Freyn* sur l'assistance technique, 14

---

<sup>605</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 11, d. 17, p. 7. « La correspondance sur l'assistance technique étrangère ».

<sup>606</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d.15, p. 97 verso.

<sup>607</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 11, d. 15, p. 100.

<sup>608</sup> *Ibid.*, p. 12 verso.

<sup>609</sup> *Ibid.*, p. 100.

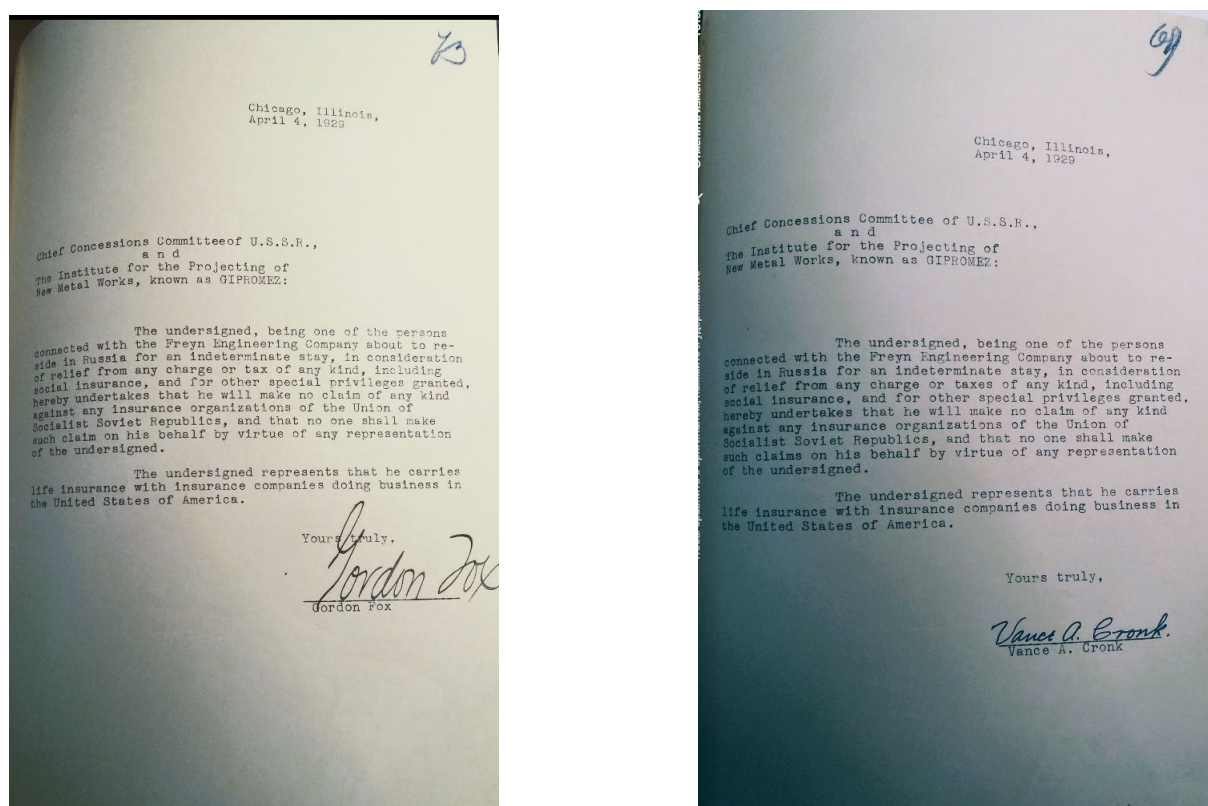
<sup>610</sup> « Comparison of 5 levels of annual earnings in 1929, 1932, and 1934 of all professional earning reporting », dans Andrew FRASER, JR., A. F. HINRICHS (dir.), *Employment and Earnings in the Engineering Profession 1929 to 1934: Bulletin of the United States Bureau of Labor Statistics, No. 682*, Washington: United States Government Printing Office, 1941, p. 140. En ligne : <https://fraser.stlouisfed.org/title/employment-earnings-engineering-profession-1929-1934-4182>

<sup>611</sup> Ū. KALISTRATOV, *Les salaires en URSS et dans les pays capitalistes (Zarabotnaâ plata v SSSR i v kapitalističeskikh stranah)*, Moscou, Profizdat, 1931, p.88.



ingénieurs de diverses spécialités dans le domaine de la sidérurgie dirigée par le vice-président Thomas sont arrivés à la disposition du *Gipromez* et ils travaillent depuis le 1<sup>er</sup> mai 1929 »<sup>612</sup>.

Nous avons réussi à récupérer leurs noms car les ingénieurs de *Freyn*, avant de partir en voyages d'affaires en Russie en 1929, ont signé des renonciations aux réclamations des assurances. Tous les reçus écrits datent d'avril 1929 ; ils sont localisés et datés : « Chicago, Illinois, le 4 avril 1929 ». Ils se concluent tous par la phrase : « Le soussigné déclare que sa vie est assurée par des compagnies d'assurance opérant aux États-Unis d'Amérique ». Et puis la signature et le nom complet de la personne suivent. Les deux documents concernant ces reçus sont montrés sur la *Figure 20*.



*Figure 20*. Les signatures des ingénieurs américains Gordon Fox et Vance A. Cronk sur la déclaration des renonciations aux réclamations des assurances.<sup>613</sup>

Parmi les 14 ingénieurs américains se trouvaient : K. Weinel, concepteur en chef du projet de la construction de hauts fourneaux ; W.B. Clemmit, Directeur exécutif du groupe à foyer ouvert et concepteur en chef du projet de l'usine de Lipetsk ; L.R. Dwyer ; Vance A. Cronk ; Lee H. Mandeville ; Gordon Fox ; Frank Herzog ; W.S. Orr, ingénieur en chef du projet

<sup>612</sup> TGA NTD SPb, f. 371, inv. 11, d. 17, p. 48 verso. « La correspondance sur l'assistance technique étrangère ».

<sup>613</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d. 15, pp. 69, 73.

de l'usine de Nizhnij-Tagil ; Walter W. Leck ; E.P. Everehard ; Owen R. Rice ; L. E. L. Thomas ; E.H. Collester ; John V. McCartney <sup>614</sup>. On peut voir que les ingénieurs américains occupaient les postes les plus importants : chefs d'équipe de projet et ingénieurs en chef de la conception des usines.



Figure 21. La photo du personnel de l'institut *Gipromez* avec des consultants étrangers, 1930 (la date est approximative). Au verso de cette photo il y a une remarque faite au crayon dont le contenu est le suivant : « Personnel de l'institut avec des consultants étrangers » <sup>615</sup>.

Le 10 janvier 1930 VSNKh a reçu un accord de principe du Politburo de VKP(b) insistant sur l'élargissement du contrat entre la société *Freyn* et le *Gipromez* par le biais d'invitations de neuf nouveaux spécialistes américains <sup>616</sup> ainsi que « jusqu'à 50 spécialistes étrangers hautement qualifiés dans l'appareil de l'Association des entreprises métallurgiques de l'URSS » <sup>617</sup> pour « fournir une assistance technique [...] dans la production d'équipement

<sup>614</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d. 15, pp. 63, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 82, 84, 86, 88, 90. TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d. 74, d. 93.

<sup>615</sup> L'institut d'études industrielle *Gipromez* existe à présent. La photo est extraite du site du *Gipromez* : <http://www.lengipromez.ru/page-20.html> Mise à jour en mars 2022.

<sup>616</sup> AP RF, f. 3, inv. 66, d. 289, l. 141-143. « Le décret du Politburo du Comité central du Parti communiste de l'URSS *Sur l'assistance technique étrangère dans la sidérurgie*. 10 janvier 1930 » (« Postanovlenie Politburo CK VKP(b) « O privilečienii inostrannoï tehničeskoï pomoši v černoj metallurgii ». 10 ânvarâ 1930 »), dans G.N. SEVOST'ANOV, *Moscou-Washington : la politique et la diplomatie du Kremlin, 1921-1941 : une collection de documents en 3 volumes* (Moskva-Vašington : politika i diplomatiâ Kremlâ, 1921-1941 : sbornik dokumenttov v 3 t.), t.2 : 1929-1933, *op. cit.*, p. 209.

<sup>617</sup> *Idem.*

de hauts fourneaux, de fours à ciel ouvert et de laminoirs »<sup>618</sup>. Cela faisait penser évidemment à la demande non satisfaite de spécialistes dans l'industrie métallurgique.

L'expiration du contrat entre le *Gipromez* et la société *Freyn* a eu lieu au 30 avril 1930. Mais cela n'a pas empêché les ingénieurs américains de la société *Freyn* de poursuivre leur travail chez *Gipromez*. En juillet 1931, un an après la résiliation du contrat avec l'entreprise *Freyn*, le directeur adjoint du *Gipromez* Cyganenko transmet au département des Affaires étrangères du Conseil économique suprême de l'URSS une note sur « les cours pour des ingénieurs du *Gipromez* animés par les ingénieurs de *Freyn Co.* »<sup>619</sup>.

Cyganenko signale qu'à cet effet, la Direction a nommé « un certain nombre d'ingénieurs de *Freyn Co.* en tant que gestionnaires responsables des groupes dans les secteurs du *Gipromez*, en tant qu'ingénieurs en chef des projets d'usines »<sup>620</sup>. En particulier, Lagerstrom était nommé responsable du groupe de laminage de tuyaux, Clemmit - directeur exécutif du groupe à foyer ouvert et ingénieur en chef du projet de l'usine de Lipeck; Anderson est le chef responsable de l'équipe de préparation des matières premières; Clark Vance – le directeur exécutif adjoint du groupe de production dans le domaine des hauts fourneaux; Weinel – le concepteur en chef pour les conceptions de hauts fourneaux; Orr – ingénieur en chef du projet de l'usine de Nizhnij-Tagil; Workman – ingénieur en chef de l'usine Krivorozhskij; Best – l'ingénieur en chef du projet de l'usine de Novo-Mariupol.<sup>621</sup> Ainsi, Cyganenko répertorie trois noms d'ingénieurs de la société *Freyn* (Clemmit, Orr, Weinel). Cela peut signifier que certains d'ingénieurs restaient travailler au *Gipromez* après la résiliation du contrat *Gipromez - Freyn*.

Les ingénieurs étrangers impliqués dans la construction de nouvelles usines sidérurgiques étaient plus nombreux que ceux cités dans le cadre de *Gipromez*. Ainsi, c'est le bureau d'études d'Arthur G. McKee<sup>622</sup> à Cleveland qui a été invité en 1928 pour faire le design de l'usine métallurgique à Magnitogorsk. Pour réaliser ce projet, 450 ingénieurs américains travaillaient jour et nuit. Selon le témoignage de l'un d'eux, l'ingénieur américain R.W. Stuck, le projet de la société *McKee & Co.* était complet « jusqu'au dernier écrou avant le début de la construction ; rien de cette taille et ampleur n'avait déjà été fait avant »<sup>623</sup> dans la sidérurgie.

---

<sup>618</sup> *Idem.*

<sup>619</sup> TGA NTD SPb, f. P-371, inv. 1-1, d. 74.

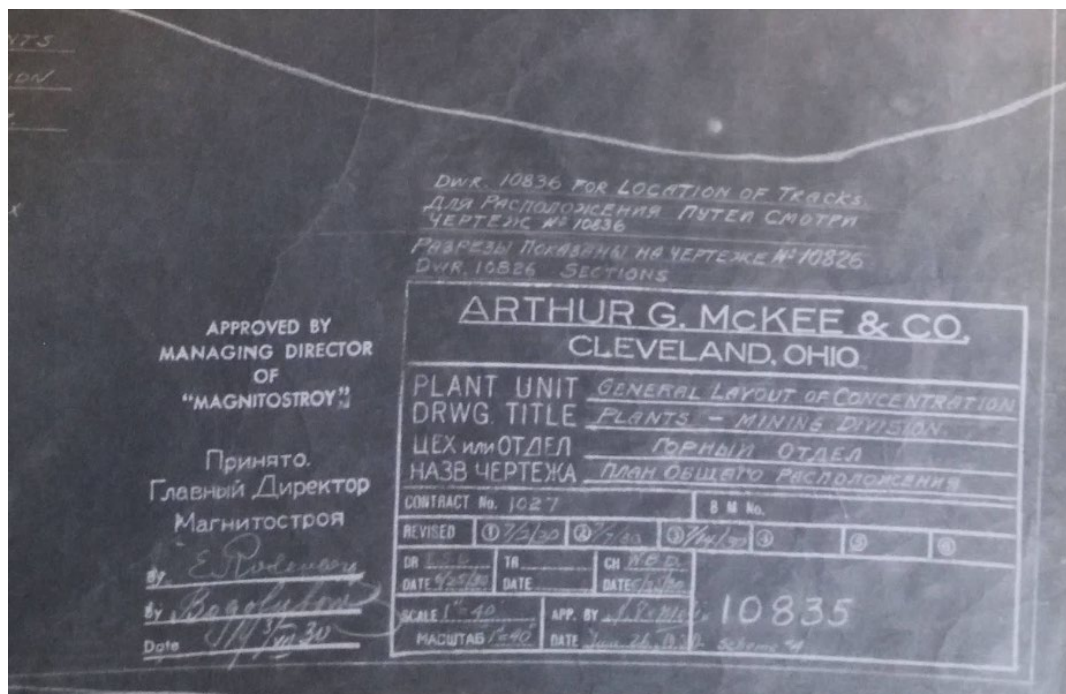
<sup>620</sup> *Idem.*

<sup>621</sup> *Idem.*

<sup>622</sup> La société américaine *McKee & Co.*, faisait partie de l'*United States Steel Corporation* et concevait des installations industrielles à Gary - en ce temps-là plus grande usine de fer et d'acier dans le monde.

<sup>623</sup> John SCOTT, *Derrière l'Oural*, Cambridge, The Riverside Press, 1942, p. 68.

Figure 22. Le coin droit du schéma fait par les ingénieurs de la société américain *Arthur G. McKee & Co.* et approuvé par le directeur de *Magnitostroy* en été 1930. Ce schéma provient des Archives du *Giprometz*.<sup>624</sup>



En mars 1931, au terme d'une accord complémentaire, la société *McKee* ne s'attribua dans les projets du *Trust Vostokostal* que la conception des hauts fourneaux et des ateliers à foyer ouvert de l'industrie minière. Le reste du projet fut transféré aux sociétés *Giprometz*, *Demag* et *Koppers*. Le contrat avec *McKee & Co.* fut finalement résilié en mai 1932 après le démarrage de la première étape de l'usine à *Magnitogorsk*.

En résumé, le développement des relations contractuelles entre l'institut d'Etat d'études industrielles et ses prestataires de l'étranger, qui étaient nombreux (des sociétés américaines *Frey*, *McKee*, *Farquhar*, les métallurgistes allemands *Puppé*, *Digfoch*, *Seidel*), est croissant à partir de 1927. On ne peut pas considérer comme une coïncidence le fait que vers 1933-34 tous les contrats aient été rompus ou non renouvelés. Le contrat avec *McKee & Co.* est résilié en mai 1932, celui avec la société *Frey* - au 30 avril 1930, les dernières prestations de *Puppé* ont lieu

John SCOTT a fait remarquer qu'il était nécessaire de confier ce contrat à un entrepreneur en raison de l'incapacité évidente de toute organisation soviétique pour faire le travail.

<sup>624</sup> Les documents des Archives du *Giprometz* ne sont pas catalogués. Les Archives se trouvent à : Leninskiy Avenue, 151, St Petersburg, Russie, 196247, Institut *Giprometz*.

au début de 1930. Apparemment, la mission assignée par les planificateurs soviétiques aux ingénieurs étrangers a été accomplie.

## Conclusion

En janvier 1933, I. Staline fait un rapport lors d'un plénum conjoint du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du VKP(b) où il articulait un constat devenu sacramentel : « Nous n'avions pas la sidérurgie, la base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant »<sup>625</sup>. Compte tenu de l'implication des pays occidentaux dans le processus de l'établissement de la sidérurgie soviétique au cours des premières années de l'industrialisation, nous pourrions reformuler ce mot d'ordre comme suit. La constatation du fait que l'expérience consistant à transférer de l'ingénierie et des technologies occidentales vers la Russie, pour les adapter à un pays profondément agraire dont l'économie avait été minée par une série de transformations fut globalement couronnée de succès.

En janvier 1933, à l'achèvement du premier quinquennat, il était possible de résumer certains des résultats de l'industrialisation à marche forcée. La concentration maximale des ressources sur le développement de l'industrie lourde a joué son rôle. Le problème du budget et du commerce extérieur déficitaires a été résolu tant par les moyens « conventionnels » (par le biais de prêts sur les marchés financiers occidentaux) que par d'autres moyens qui n'étaient pas « traditionnels » (la mise en circulation de faux billets américains ; les confiscations dans le cadre du monopole par l'État du commerce de l'or et du platine institué à partir du 15 janvier 1918, des objets de valeur ayant été en possessions individuelles et de l'Église ; des ventes aux enchères des œuvres-d'art du Musée d'État).

Les ressources en devises étrangères « générées » ont permis de réaliser les achats « à marche forcée » de technologies et d'équipements étrangers. Dans la sidérurgie, en particulier, au moins 50% des équipements des usines nouvelles ont été importés ; des ingénieurs et des concepteurs ont été invités des pays occidentaux (des sociétés américaines *Freyne, McKee, Farquhar*, les métallurgistes allemands Puppé, Digfoch, Seidel et la liste d'autres ingénieurs dont les noms sont précisés dans cet ouvrage). À leur tour, les ingénieurs soviétiques partent en Europe et aux États-Unis pour des voyages d'affaires.

Après 1933 la nécessité d'une participation étrangère a fortement diminué. Les contrats n'ont pas été renégociés, les importations des équipements avaient également nettement chuté

---

<sup>625</sup> I. V. STALINE, *Œuvres complètes*, t. 13, Moscou, Gocpolitizdat, 1951, pp. 178-179.

en 1934. Étant donné le long « cycle de vie » de la technologie (et des infrastructures) dans l'industrie sidérurgique (ces technologies ont beaucoup d'inertie et elles ne sont pas renouvelées une fois par an, mais tous les dix ans ou plus), nous aurions pu imaginer les raisonnements des planificateurs soviétiques : « Les technologies et les équipements étrangers auraient dû suffire, ils pourraient être répliqués pour une décennie encore ».

Les ingénieurs soviétiques ont-ils pris le relais ? La réponse n'est pas si simple. Tout d'abord, l'ingénieur « statistiquement moyen » n'existait pas. Il y avait d'anciens ingénieurs, formés à l'époque tsariste et des ingénieurs soviétiques nouvellement formés pour relever les défis des premiers plans quinquennaux. Qui de corpus national d'ingénieurs ont-t-ils continué à développer l'industrialisation soviétique (en maintenant le rythme de la marche forcée) dans les années qui suivirent « l'exode » des ingénieurs étrangers au milieu des années 1930 ?

### **Chapitre III. Les ingénieurs des trusts industriels dans les années 1930, quels choix pour les autorités soviétiques : les « leurs » ou ceux de l'étranger ?**

Il s'agit dans ce chapitre d'examiner plusieurs aspects importants de l'implication de l'ingénierie occidentale en URSS pendant la période de l'industrialisation stalinienne. En cherchant à analyser les particularités, les formes et les méthodes de cette implication, nous tenterons d'abord de répondre à la question de savoir ce qu'il en était en URSS du corps des ingénieurs nationaux. Puis en nous arrêtant sur les procès sur les « sabotages industriels », nous montrerons la nature intransigeante de la lutte des autorités soviétiques contre les « vieux ingénieurs », dont la formation professionnelle avait eu lieu avant la révolution de 1917 dans la Russie tsariste. L'étude de ce contexte nous amènera à comprendre le choix assumé en faveur d'un corpus des ingénieurs étrangers, qu'on analysera dans la dynamique de la migration des ingénieurs occidentaux vers l'URSS, en fort essor au cours du premier quinquennat. On donnera ainsi une vue d'ensemble des interactions entre les ingénieurs occidentaux et soviétiques pendant l'industrialisation des années 1930, et on répondra à la question de savoir comment les deux processus sont liés : l'élimination en URSS du corps des ingénieurs nationaux pendant la période de lancement de l'industrialisation forcée (c'est-à-dire lorsqu'on en avait le plus besoin) et l'attraction de spécialistes techniques de l'Occident. Mais commençons par nous pencher sur le corps des ingénieurs soviétiques.

#### **A. Le corps des ingénieurs soviétiques : aspects socio-politiques**

Pour saisir les tendances clefs de tel ou tel processus socio-politique, il convient de nous pencher sur les figures les plus significatives qui déterminent ce processus. Parmi les figures majeures de cette couche sociale « des vieux ingénieurs », on comptait *Pal'chinskij*.

*L'ingénieur Pal'chinskij : un « compagnon de route » ou un « ennemi intérieur » ?*

En 1924, les cadres de l'ancienne intelligentsia technique constituaient « plus de la moitié de tout le personnel technique en Russie »<sup>626</sup>. Et il était évident que le succès de la

---

<sup>626</sup> Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (AC du FSB RF), f. 2, inv. 2, d. 85, l. 298. « Rapport de A.Z. Gol'man au Politburo du Comité central du VKP(b) *Sur le renforcement du travail des ingénieurs et du personnel technique dans l'industrie*. Le 30 juin 1924. Top secret » (« Doklad A.Z. Gol'mana Politburo CK RKP(b) « Ob usilenii raboty v promyšlennosti inženerno-tehničeskogo personala ». 30 iūnā 1924. Sov. Sekretno »). Dans le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », *L'almanach : du « compagnons de route » à « les ennemis intérieurs » : le pouvoir et l'intelligentsia dans les documents des Archives centrales du*

politique économique dépendait largement de son intégration à la structure de l'économie nationale. En même temps, les autorités soviétiques au cours de la période de la NEP en 1924 n'avaient pas encore arrêté leurs préférences et n'avaient pas décidé si elles devaient considérer l'intelligentsia et les anciens spécialistes - c'est-à-dire les ingénieurs formés sous le régime tsariste - comme des « compagnons de route » potentiels ou comme des « ennemis de l'intérieur ». Le projet de rapport *Sur le renforcement du travail des ingénieurs et des techniciens dans l'industrie*<sup>627</sup>, préparé en 1924 à l'initiative du président de VSNKh de l'URSS F. E. Dzerjinski et du chef de Trust *Glavèlektro* de VSNKh A.Z. Gol'cman, visa précisément à établir « une déclaration définissant la position du parti et du pouvoir soviétique en la matière »<sup>628</sup>.

F. Dzerjinski, qui occupait à l'époque la plus haute fonction économique en tant que président de VSNKh de l'URSS et participait activement au développement du complexe métallurgique du pays (en 1924, à son initiative, une commission *MetallČK*, qu'il dirigeait également, a été créée à la place du *Glavmetal* VSNKh de la RSFSR<sup>629</sup>), estimait qu'il était nécessaire de « soulever la question des « spécialistes » dans son intégralité afin d'obtenir des directives pratiques pour toutes les organisations du parti et les membres du parti »<sup>630</sup>. Dzerjinski définissait sa position sur cette question comme suit :

« En plus des mesures de protection des spécialistes soviétiques de bonne foi, il est nécessaire d'élaborer une série de mesures sévères à l'encontre de ceux qui nous sont hostiles et d'élaborer un plan délibéré pour les stratifier, rendant difficile la création de leurs organisations corporatives, complètement isolées de notre influence, comme le VAI<sup>631</sup> [l'Association panrusse des ingénieurs] avec Pal'chinskij à sa tête.<sup>632</sup> »

---

*Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB RF). 1924 - début des années 1930 (Al'manah OT « POPUTČIKA » K « VNUTRENNEMU VRAGU » : Vlast' i intelligenciâ v dokumentah CA FSB Rossii. 1924 — načalo 1930), <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/> Consulté le 18 mars 2022.*

<sup>627</sup> *Ibid.*, l. 293 - 312.

<sup>628</sup> *Idem.*

<sup>629</sup> S.S. HROMOV, *F.E. Dzerjinski sur le front économique : 1921-1926* (F.È. Dzeržinskij na hozâjstvennom fronte : 1921-1926), Moscou, Mysl', 1977.

<sup>630</sup> RGASPI, f. 76, inv. 2, d. 280, l. 30. « La lettre de F. Dzerjinski aux membres du Présidium du Soviet suprême de l'économie nationale et aux chefs des organes de l'OGPU sur la protection des spécialistes économiques. Le 30 juin 1924 » (« Pis'mo F. Dzeržinskogo členam Prezidiuma VSNH i rukovoditelâm organov OGPU o zašite specialistov-hozâjstvennikov. 30.VI.1924 »). Dans le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », Document № 940, <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/> Mise à jour le 18 mars 2022.

<sup>631</sup> Le VAI a été créé selon la résolution du Conseil des commissaires du peuple du 2 février 1922 *Sur la création de l'Association panrusse des ingénieurs* (Postanovlenie Soveta narodnyh komissarov ot 2 fevralâ 1922 goda « Ob učreždenii Vserossijskoj associacii inženerov »).

<sup>632</sup> RGASPI, f. 76, inv. 2, d. 280, l. 30.



Objectivement parlant, Dzerjinski avait des raisons de se plaindre de certains des anciens spécialistes. Selon lui, au moment où il était venu travailler dans l'appareil du Conseil économique suprême de l'URSS, d'innombrables spécialistes passaient le temps sur leurs lieux de travail pour rien. De plus ils étaient perçus comme participant « aux tentatives de restaurer les contacts avec leurs anciens maîtres, auxquels ils n'hésitaient même pas à fournir des informations sur la situation de leurs anciennes entreprises contre un pot-de-vin »<sup>633</sup>. Telle était donc l'impression de Dzerjinski sur le travail des spécialistes du personnel du Soviet suprême de l'économie nationale. Mais pourquoi mentionne-t-il le nom de Pal'chinskij à ce propos et qui était ce dernier ?

Jusqu'à aujourd'hui, on sait peu de choses sur Pal'chinskij, bien que, selon R. Loren Graham, « presque tous les manuels d'histoire soviétique mentionnent le procès du Parti industriel de 1930 – comme le procès d'un grand groupe d'ingénieurs russes de premier plan. Toutefois, peu de ces manuels contiennent des informations sur l'homme qui aurait dirigé le Parti industriel - Peter Pal'chinskij »<sup>634</sup>.

De nombreux historiens occidentaux ont noté le rôle important de Pal'chinskij dans l'industrialisation et le développement technologique de la Russie dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. En Russie l'une des premières publications sur Pal'chinskij est parue en 1982 dans *l'Encyclopédie de l'histoire russe* dont la paternité appartient à un historien américain R. Loren Graham. Ce dernier publie en 2000 un livre sur Pal'chinskij où il reconnaît que « le fantôme de Pal'chinskij » lui « a ouvert les yeux sur l'échec de la technologie soviétique et [...] a aidé à réaliser quel prix colossal l'industrialisation de l'Union soviétique avait exigé de la population du pays »<sup>635</sup>.

Actuellement, dans les fonds des Archives d'État de la Fédération de Russie, on peut prendre connaissance d'un certain nombre de documents qui donnent une idée des activités de Pal'chinskij. Sa personnalité a servi de prototype à Soljenitsyne pour P.A. Obodovskij – l'un des personnages de son roman *La roue rouge*<sup>636</sup>.

---

<sup>633</sup> S.S. HROMOV, F.E. Dzerjinski *sur le front économique : 1921-1926* (F.È. Dzeržinskij na hozjajstvennom fronte: 1921-1926), *op. cit.*, p. 100.

<sup>634</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, Saint-Pétersbourg, Evropejskij Dom, 2000, pp. 7, 12.

<sup>635</sup> *Idem.*

<sup>636</sup> Alexandre I. SOLJENITSYNE, *August 1914: The Red Wheel*, London, New York: Penguin Books, 1989, pp. vi, 755-767.

Tant avant la révolution qu'à l'époque soviétique, Pal'chinskij a mené une vie exceptionnellement active. En 1918, la fleur de l'ingénierie russe l'a élu président de la *Société technique russe (RTO)*. Il a organisé l'Institut « La surface et le sous-sol », a publié une revue du même nom, a écrit plusieurs livres, a enseigné à l'Institut des mines et, surtout, a participé activement à la normalisation de la vie économique. Pal'chinskij a rédigé des dizaines d'articles et de rapports pour des agences gouvernementales tels : « Rapports de l'ingénieur des mines P.A. Pal'chinskij sur l'étude des ports anglais dans les aspects techniques, économiques et administratifs au nom du Conseil des congrès des mineurs du Sud de la Russie (1907-1909) »<sup>637</sup>; des articles et des rapports pour le Conseil de la *Société technique russe* comme : « Sur les tâches immédiates et le programme d'activité de la Société technique russe », « Problèmes de la technologie dans la construction économique moderne et la place de RTO dans celle-ci » et « Société technique russe / sur le 60e anniversaire de la date de la fondation 1866-1926 (mai 1923 - mai 1927) »<sup>638</sup> ; « Matériaux sur le schiste bitumineux de la Baltique : rapports et conclusions de Pal'chinskij sur les méthodes d'exploitation des gisements de schiste bitumineux dans le district de Jamburg, sur l'état des travaux dans les districts d'Ostashkov et du Nord de Puslanec, les transcriptions des réunions du Comité du schiste bitumineux du district du Nord de VSNKh, les estimations des travaux de prospection dans les districts et autres documents (1918-1924) »<sup>639</sup> et bien d'autres<sup>640</sup>.

---

<sup>637</sup> GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 75. « Rapports de l'ingénieur des mines P.A. Pal'chinskij sur l'étude des ports anglais dans les aspects techniques, économiques et administratifs au nom du Conseil des congrès des mineurs du Sud de la Russie (1907-1909) » (« Stat'i, doklady i otčety gornogo inženera Pal'činskogo P.A. po izučeniû anglijskikh portov v tehničeskom, èkonomičeskom i administrativnom otnošení po poručeniû Soveta s"ezdov gornopromyšlennikov Ūga Rossii. 1907 – 1909 »).

<sup>638</sup> GA RF, f. P3348, inv.1, d. 51. Articles et rapports Pal'chinskij dans le Conseil de la Société technique russe: « Sur les tâches immédiates et le programme d'activité de la Société technique russe » ; « Problèmes de la technologie dans la construction économique moderne et la place de RTO dans celle-ci » ; « Société technique russe / sur le 60e anniversaire de la date de la fondation 1866-1926 (mai 1923 - mai 1927) » (Stat'i i doklady Pal'činskogo v Sovet RTO: « K voprosu o bližajših zadačah i programme deätel'nosti Russkogo Tehničeskogo obšestva », « Zadači tehniki v sovremennom hozjajstvennom stroitel'stve i mesto RTO v nem », « Russkoe Tehničeskoe obšestvo /k 60-letiu so dnâ osnovaniâ 1866-1926. Maj 1923 – maj 1927 »).

<sup>639</sup> GA RF, f. P3348, inv.1, d. 175. « Matériaux sur le schiste bitumineux de la Baltique : les rapports et conclusions de Pal'chinskij sur les méthodes d'exploitation des gisements de schiste bitumineux dans le district de Jamburg, sur l'état des travaux dans les districts d'Ostashkov et du Nord de Puslanec, les transcriptions des réunions du Comité du schiste bitumineux du district du Nord de VSNKh, les estimations des travaux de prospection dans les districts et autres documents (1918-1924) » (« Materialy o slancah Pribaltiki: doklady i zaključeniâ Pal'činskogo o sposobah razrabotki mestoroždenij goručih slancev v Âmburgskom uezde o položenii rabot v Ostaškovskom i Severnom rajonah Puslanca, stenogrammy zasedanij slancevoj komissii Slancevogo komiteta Severnogo rajona VSNH, smety na razvedočnye raboty v uezdah i drugie dokumenty. 1918 – 1924 »).

<sup>640</sup> GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 63. « Les programmes des cours pour radioamateurs, électriciens ; les cours de perfectionnement des ingénieurs et techniciens ; les cours pour dessinateurs en génie électrique organisés par le RTO et une déclaration du président du RTO Pal'chinskij au conseil d'administration de la société *Les techniques pour les masses* sur la familiarisation avec les cours ». 1926 – 1928 (« Učebnye plany i programmy kursov radiolûbitelej, èlektromonterov, kursov po usoveršenstvovaniû inženerov i tehnikov, i po holodil'nomu delu, kursov čertežnikov po èlektrotehnikе, organizovannyh RTO i zaâvlenie predsedatelâ RTO Pal'činskogo v pravlenie obšestva "Tehnika - massam" po voprosam oznakomleniâ s kursami » 1926 – 1928).

Lorsqu'en 1922, Pal'chinskij, en hommage à sa passion de jeunesse pour l'anarchisme, tente de commémorer publiquement Kropotkine, il se retrouve en prison. De là, il a été sauvé par Gleb Krzhizhanovskij, alors président du Comité de planification d'État, qui, à ce moment-là attendait avec impatience le rapport sur la métallurgie qu'il avait commandé à Pal'chinskij. Pendant son séjour en prison, Pal'chinskij a continué à travailler sur le projet. Le 16 janvier 1922, deux jours avant que le rapport ne soit prêt, Krzhizhanovskij a écrit à la direction de la *Tchéka* à Moscou :

« Compte tenu du fait que le consultant permanent de la Commission de planification de l'État l'ingénieur Pal'chinskij doit faire un rapport sur la restauration de la métallurgie du Sud au Bureau du Sud le 18 janvier de cette année à 15 heures, qui est d'une importance particulière en ce moment, le Présidium de la Commission de planification de l'État demande au Tribunal révolutionnaire de libérer le camarade Pal'chinskij, afin qu'il puisse remplir la tâche qui lui est assignée.<sup>641</sup> »

Maurice Lazerson, un expert financier français qui aidait à l'organisation de la Banque d'État soviétique, et qui était lié avec Pal'chinskij par des liens d'amitiés a raconté que lors d'une de leurs rencontres en mai 1923, il a demandé à Pal'chinskij s'il n'avait pas peur d'être à nouveau arrêté. Pal'chinskij a répondu : « Je reste ici parce que je m'efforce d'y travailler. C'est ma place. Je ne pense pas avoir peur de quoi que ce soit après tout ce que j'ai déjà vécu. Je ne les combats plus, alors pourquoi devraient-ils me détruire ? Et si mon heure arrive, vous

---

GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 61. « Le projet de salutation, rédigé par Pal'chinskij en tant que président du *RTO*, à l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de l'Académie des sciences. Août 1925 » (« Proekt privetstviiâ, sostavlennyj Pal'činskim kak predsedatelem RTO, po povodu 200-letnego ūbileâ Akademii nauk. Avgust 1925 »).

GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 53. « Le sténogramme des réunions de la *Société technique russe*, au cours desquelles le rapport Pal'chinskij sur la gestion portuaire en Europe occidentale et le projet de loi sur la gestion locale des ports côtiers, ont été discutés à la Douma d'État et au Conseil d'État. Le schéma du Musée de la Marine Marchande et des Ports. Les corrections par Pal'chinskij P.A. 24 janvier 1914 - 06 février 1924 » (« Stenogramma zasedanij Russkogo Tehničeskogo obšestva, na kotoryh obsuždalsâ doklad Pal'činskogo o portovom hozâjstve i upravlenii portami v Zapadnoj Evrope i zakonoproekte o mestnom upravlenii primorskimi portami, v Gosudarstvennoj dume i Gosudarstvennom Sovete i vozraženiâ otdel'nyh lic po dokladu. Shema muzeâ torgovogo moreplavaniâ i portov. Stenogrammy s pravkami Pal'činskogo P.A.» 24 ânvarâ 1914 - 06 fevralâ 1924).

GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 57. « Projet de charte du *RTO* et correspondance avec le NKVD, le Conseil économique suprême et d'autres organisations concernant son approbation et la fusion du *RTO* avec *l'Association panrusse des ingénieurs*. Documents séparés en tant que notes de Pal'chinskij P.A. 1925 – 1926 » (« Proekt ustava RTO i perepiska s NKVD, VSNH i drugimi organizaciâmi po povodu ego utverždeniâ i sliâniâ RTO s Vserossijskoj Associaciej inženerov. Otdel'nye dokumenty v černovyh zapisâh Pal'činskogo P.A.» 1925 – 1926).

<sup>641</sup> Alexandre I. SOLJENITSYNE, *The Gulag Archipelago*, vol. 2, New York: Harper and Row, 1975, p. 314.

Voir aussi: Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, *op. cit.*, 2000, p. 54.

connaissez le dicton russe : « On ne meurt pas deux fois, mais on n'échappe pas à une »<sup>642</sup>. Selon Lazerson, Pal'chinskij, restant un vrai patriote, considérait que « le régime soviétique est clairement passé de la destruction à la reconstruction, tout Russe intelligent a le devoir et l'obligation de servir son pays, quelle que soit la haine ou le mépris qu'il puisse avoir pour ce régime violent »<sup>643</sup>.

Dans la Russie pré-soviétique des années 1920 le nom de Pal'chinskij, ingénieur talentueux, était largement connu dans les milieux industriels et il fut élu président de la *Société technique russe* (la *RTO*) et membre du présidium de l'*Association panrusse des ingénieurs* (la *VAI*). Il faut noter que les ingénieurs et les techniciens des années 1920 disposaient de deux organisations professionnelles principales : il y avait d'abord la *VAI*, fondée en 1918, qui visait à mener des travaux scientifiques parmi les ingénieurs et le personnel technique et réunissait plus de 20 000 personnes issues de différentes branches de l'industrie.

La deuxième organisation était le *Bureau des ingénieurs de toute la Russie* (le *VMBI*<sup>644</sup>), placé sous l'égide du *Conseil central des syndicats*. Cette organisation avait été fondée dans le but de protéger les intérêts des travailleurs – membres des syndicats, ainsi que de les impliquer dans le travail. Les sections du *VMBI* étaient suffisamment ramifiées : la section des métallurgistes avait 50 branches dans le pays, la section des mineurs – 80 branches, les cheminots – 30, les constructeurs – 52, les travailleurs communaux – 46, les chimistes – 17, les mariniers – 19, etc.<sup>645</sup>

Les sections d'ingénierie jouaient un rôle actif au milieu des années 1920. En plus de continuer à soutenir les intérêts matériels des ingénieurs face à l'évolution des relations économiques, les sections assumaient des responsabilités en matière d'éducation et de culture,

---

<sup>642</sup> M.J. LARSONS (pseudonym of Maurice Laserson), *An Expert in the Service of the Soviet*, London: Ernest Benn, 1929, p. 205.

<sup>643</sup> *Idem*.

<sup>644</sup> Vserossijskoe Mezsekcionnoe Bûro inženerov pri VCSPS (*VMBI*).

<sup>645</sup> Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (AC du FSB RF), f. 2, inv. 2, d. 85, l. 298 - 312. « Le rapport de A.Z. Gol'cman au Politburo du Comité central du VKP(b) *Sur le renforcement du travail des ingénieurs et du personnel technique dans l'industrie*. Le 30 juin 1924. Top secret » (« Doklad A.Z. Gol'cmana Politbûro CK RKP(b) « Ob usilenii raboty v promyšlennosti inženerno-tehničeskogo personala ». 30 iûnâ 1924. Sov. Sekretno »). Dans le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », *L'almanach : du « compagnons de route » à « l'ennemi intérieur » : le pouvoir et l'intelligentsia dans les documents des Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB RF). 1924 - début des années 1930 (Al'manah OT « POPUTČIKA » K « VNUTRENNEMU VRAGU » : Vlast' i intelligenciâ v dokumentah CA FSB Rossii. 1924 — načalo 1930)*, <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/> Mise à jour le 18 mars 2022.

y compris le développement des compétences et la formation des travailleurs<sup>646</sup>. Une question importante concernait le rôle prépondérant de la section d'ingénierie de la métallurgie. Les métallurgistes ont créé la première et la plus solide section technique, soi-disant *ITS* (*Inzhenerno-tehnicheskaja sekcija*), et ont encouragé la création d'un centre d'ingénierie pour aider les autres sections. C'est un parallèle intéressant avec l'activisme des métallurgistes au sein du prolétariat. Mais si les ingénieurs étaient influencés par l'activisme des ouvriers de l'industrie dans le même temps, les ingénieurs métallurgistes préféraient quant à eux que l'adhésion à la section fût exclusivement réservée aux ingénieurs plutôt qu'aux techniciens, comme le pratiquaient certaines autres sections.<sup>647</sup>

Malgré le fait que les autorités officielles aient donné la préférence à l'association des ingénieurs, techniciens et ouvriers réunis sous l'égide des syndicats (le *VMBI*), la *RTO* et la *VAI* ont continué à fonctionner avec une dynamique impressionnante. La *VAI* a été autorisée à poursuivre ses activités visant à la relance économique et au développement technologique. La *Société technique russe* (la *RTO*) a également continué à être active poursuivant ses traditions corporatives prérévolutionnaires de jouer un rôle indépendant dans la politique économique et technique. P. I. Pal'chinskij considérait les ingénieurs comme le seul groupe « fiable » de la société soviétique et le seul groupe capable de négocier avec succès avec les entreprises et les gouvernements étrangers<sup>648</sup>. Ces ingénieurs et leurs réflexions technocratiques ne représentaient guère une menace sérieuse pour le gouvernement soviétique. Néanmoins, leurs discussions et activités de groupe étaient très nourries et riches, ce qui était mal perçu dans l'environnement politique d'alors.

C'est pourquoi aux côtés de *VAI* et de *VMBI*, une organisation d'ingénieurs communistes est créée visant à unir les ingénieurs et techniciens communistes. Selon la charte de cette organisation, « l'Association des ingénieurs et techniciens communistes (l'*OBINTEHKOM*<sup>649</sup>) devait prêter son concours et son aide au pouvoir soviétique pour organiser la production et relever l'économie nationale »<sup>650</sup>. Dans le même temps, il n'y avait

---

<sup>646</sup> GA RF, f. 5548, inv. 1, d. 6, l. 10. Procès-verbaux des réunions communes du Bureau Central des Sections du Génie relevant des syndicats ; charte de l'Association panrusse des ingénieurs (*VAI*) (Protokoly ob"edinennyh zasedanij Central'nyh Bûro inženeryh sekcij pri profsoûzah; ustav Vserossijskoj Associacii inženеров (*VAI*)).

<sup>647</sup> Harley BALZER, « Engineers: The Rise and Decline of a Social Myth », dans Loren R. GRAHAM (dir.), *Science and the Soviet Social Order*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1990, p. 149.

<sup>648</sup> RGIA, f. 90, inv. 1, d. 21, l. 60-61. Dans Harley BALZER, « Engineers: The Rise and Decline of a Social Myth », dans Loren R. GRAHAM (dir.), *Science and the Soviet Social Order*, op. cit., p. 149.

<sup>649</sup> Ob"edinenie inženеров i tehnikov kommunistov (*OBINTEHKOM*).

<sup>650</sup> Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (AC du FSB RF), f. 2, inv. 2, d. 85, l. 298 - 312. « Le rapport de A.Z. Gol'man au Politburo du Comité central du VKP(b) *Sur le renforcement du travail des ingénieurs et du personnel technique dans l'industrie*. Le 30 juin 1924. Top secret » (« Doklad A.Z.

pas plus de 100 personnes parmi les membres d'OBINTEHKOM, dont le président est l'ingénieur électricien I.V. Rabchinskij<sup>651</sup>.

Ainsi, schématiquement, vers 1924 la délimitation socio-politique des groupes dans l'ingénierie soviétique était claire et pouvait être représentée comme suit : d'un côté, une « armée » d'anciens spécialistes bien organisée comptant dans ses rangs des milliers de « militants » unis par le désir de repartir à zéro ; et, de l'autre côté, les tentatives du pouvoir de leur opposer les spécialistes les plus crédibles idéologiquement, c'est-à-dire, d'origine prolétarienne.

En 1924 l'atmosphère autour des cadres de l'ancienne intelligentsia technique dont Pal'chinskij était le leader ne cessait de se détériorer comme noté par les dirigeants soviétiques. Ainsi, le rapport déclaratif de Gol'man, déjà mentionné, indique que la méfiance à l'égard des anciens spécialistes se manifeste presque quotidiennement dans la presse soviétique. Le mot même de « spec » (spécialiste) est devenu synonyme de quelque chose d'insultant ; les spécialistes sont discriminés et portent les stigmates de leur origine « bourgeoise » (ou « noble ») ; la position des autorités est marquée par l'ambivalence et l'incohérence à l'égard des spécialistes techniques car les revenus du personnel d'ingénierie ne sont pratiquement pas différents de ceux des travailleurs qualifiés. « Dans de nombreux questionnaires demandés par les institutions et les entreprises, la colonne « ascendance » met presque toujours en difficulté les spécialistes issus du milieu noble ou de marchand. L'inscription « fils de noble » ou « marchand de la première guilde » est un stigmate qui caractérise la position en cours vis-à-vis du pouvoir soviétique. Selon Gol'man, au cours de la période de 1917 à 1924, il s'est produit une réorganisation si radicale de l'écrasante masse du personnel administratif et technique que, dans l'atmosphère de méfiance générale, l'origine sociale de cette personne ne pouvait que constituer un stigmate honteux qui ne disait rien de la coopération réelle de cette personne avec le pouvoir soviétique. Il est nécessaire, considère Gol'man, d'établir pour le personnel technique une sorte d'ancienneté soviétique, c'est-à-dire une indication du nombre d'années de travail ininterrompu dans des postes techniques, information qui devrait jouer un rôle décisif

---

Gol'mana Politbûro CK RKP(b) « Ob usilenii raboty v promyšlennosti inženerno-tehničeskogo personala ». 30 iûnâ 1924. Sov. Sekretno ». Dans le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », *L'almanach : du « compagnons de route » à « l'ennemi intérieur » : le pouvoir et l'intelligentsia dans les documents des Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB RF). 1924 - début des années 1930 (Al'manah OT « POPUTČIKA » K « VNUTRENNEMU VRAGU » : Vlast' i intelligenciâ v dokumentah CA FSB Rossii. 1924 — načalo 1930)*, en ligne : <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/> Mise à jour le 18 mars 2022.

<sup>651</sup> *Idem.*

dans la présentation d'un spécialiste, au lieu de l'information actuellement requise sur l'origine sociale.<sup>652</sup>

Ce climat défavorable est aggravé par la situation matérielle des spécialistes. Si dans certaines institutions, les ingénieurs reçoivent des salaires suffisamment élevés, en général, ce n'est pas le cas. Très souvent le revenu de l'ingénieur est inférieur à celui des ouvriers ou des techniciens qui lui sont subordonnés. En conséquence, le premier n'est certainement pas intéressé à assumer l'entière responsabilité du travail qui lui est confié avec une telle rémunération.<sup>653</sup>

Gol'cman, lui-même cadre de haut niveau, tente de renforcer publiquement la position des ingénieurs, indépendamment de leur expérience antérieure. Les néophytes dans les universités techniques soviétiques, les nouveaux étudiants manquaient à la fois d'un enseignement secondaire et du bagage culturel nécessaire à une étude approfondie. Même lorsque le programme d'enseignement supérieur fut réduit aux bases de la formation technique, la plupart des travailleurs récents constataient que cela dépassait encore leurs capacités. Des facultés d'ouvriers ont donc été créées pour dispenser un enseignement de rattrapage afin de préparer les ouvriers et les paysans à entrer dans l'enseignement supérieur. Mais il était impossible de compenser du jour au lendemain des décennies de privation culturelle ou de manque d'éducation de base<sup>654</sup>.

La tonalité du rapport d'A.Z. Gol'cman ainsi que les mesures qu'il propose pour remédier à la situation (« abolir les restrictions pour les enfants des ingénieurs dans l'admission aux universités, aux facultés d'ouvriers, aux écoles secondaires et primaires »; fournir à cet égard aux spécialistes techniques les mêmes droits qu'aux ouvriers ; « revoir la question de la rémunération des ingénieurs et des techniciens » ; « éliminer dans des questionnaires les informations sur l'origine sociale ») permet de conclure que le vecteur général de la politique gouvernementale dans cette période était la loyauté envers l'intelligentsia technique. Mais selon

---

<sup>652</sup> *Idem.*

<sup>653</sup> *Idem.*

<sup>654</sup> Harley BALZER, « Engineers: The Rise and Decline of a Social Myth », dans Loren R. GRAHAM (dir.), *Science and the Soviet Social Order*, op. cit., p. 148.

Harley BALZER, « Workers' Faculties and the Development of Science Cadres in the First Decade of Soviet Power » dans Stuart BLUME (dir.), *The Social Direction of the Public Sciences, Sociology of the Sciences Yearbook*, Dordrecht, D. Reidel, 1987, pp. 193-212;

N. M. KATUNCEVA, *Le rôle des facultés ouvrières dans la formation d'un cadre de l'intelligentsia nationale en URSS (Rol' rabočih fakul'tetov v formirovanii kadrov narodnoj intelligencii v SSSR)*, Moscou, Nauka, 1966, 192p.

Gol'cman avec des « spec » nous devons travailler « pendant au moins 15 ans encore [...] avec ce que nous a laissé le système bourgeois, et certains des spécialistes les plus éminents ne seront probablement pas remplacés avant la fin de leur vie ».

Reflétant les vives discussions de la période, le rapport d'A.Z. Gol'cman est devenu un document révélateur de l'attitude d'une partie de l'establishment économique soviétique à l'égard des représentants de l'intelligentsia technique : à ses yeux, « le spécialiste devait cesser d'être considéré comme une insulte et ne caractériser que la qualification d'un travailleur jouissant de la même confiance des autorités et du Parti que le reste de la masse des travailleurs»<sup>655</sup>.

### *La rapide métamorphose à l'égard des « spets »*

Le point de départ de la rapide métamorphose qui s'est produit par la suite à l'égard des « spets » est une série de procès dont ils sont devenus les principaux accusés : le « procès de *Chakhty* » (tenu du 18 mai au 15 juillet 1928), le procès *Sur le sabotage dans le Commissariat du peuple des postes et télégraphes en URSS* (décembre 1929 – février 1931; novembre – décembre 1937), *Sur le sabotage dans l'industrie papetière* (novembre 1929 – mai 1930), *Sur le sabotage dans les centrales électriques* (mai 1933 – juin 1933), *Sur le sabotage dans les structures des autoroutes et des grandes lignes ferroviaires* (novembre 1929 – mai 1930).

Deux ans et demi après l'arrestation de Pal'chinskij, du 25 novembre 1928 au 7 décembre 1930, s'est déroulé le processus dit de *Prompartija* (le parti industriel) - le procès des principaux ingénieurs soviétiques accusés d'être impliqués dans une conspiration visant à renverser le gouvernement soviétique dans les années 1920. Le chef de la conspiration a été présenté comme étant Pal'chinskij. Le 21 avril 1928, à la veille de l'affaire de *Chakhty*, Pal'chinskij est arrêté et, un an plus tard, il est condamné par le Collège de l'OGPU à être exécuté sous l'inculpation de la direction des conspirations et du sabotage.<sup>656</sup>

---

<sup>655</sup> AC du FSB RF, f. 2, inv. 2, d. 85, l. 298 - 312. « Le rapport de A.Z. Gol'cman au Politburo du Comité central du VKP(b) *Sur le renforcement du travail des ingénieurs et du personnel technique dans l'industrie*. Le 30 juin 1924. Top secret » (« Doklad A.Z. Gol'cmana Politbûro CK RKP(b) « Ob usilenii raboty v promyšlennosti inženerno-tehničeskogo personala ». 30 iûnâ 1924. Sov. Sekretno »). Dans le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », *L'almanach : du « compagnons de route » à « l'ennemi intérieur » : le pouvoir et l'intelligentsia dans les documents des Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB RF). 1924 - début des années 1930* (Al'manah OT « POPUTČIKA » K « VNUTRENNEMU VRAGU » : Vlast' i intelligenciâ v dokumentah CA FSB Rossii. 1924 — načalo 1930), <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/> Mise à jour le 18 mars 2022.

<sup>656</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, Saint-Petersbourg, Evropejskij Dom, 2000, p. 77.



Ces événements n'étaient que le début de la terreur lancée contre les ingénieurs soviétiques, lorsque des milliers d'entre eux ont été arrêtés, jetés dans des camps de travaux forcés qui leur laissaient peu de chances de survivre. Ceux qui ont eu cette chance ont été placés dans des institutions scientifiques et de recherche spéciale, derrière les barreaux, et y ont travaillé dans le cadre de missions gouvernementales. Le roman d'Alexandre Soljenitsyne, *Le premier cercle*<sup>657</sup>, décrit l'un de ces laboratoires pénitentiaires, qui ont été créés après le procès de *Prompartija*.<sup>658</sup>

L'intelligentsia nationale fut versée dans la catégorie des ennemis intérieurs du pouvoir soviétique avec la perspective de sa destruction « en tant que classe politique ». La lutte contre la « contre-révolution économique » fut placée sous la juridiction d'organes non judiciaires de la police politique, l'OGPU, et le camp spécial de Solovki (SLON) devient le lieu où l'intelligentsia réprimée fut enfermée. Le mythe officiel qui sous-tendait la répression de l'ancienne intelligentsia était celui du « sabotage ». Le sabotage était un scénario universel pour la fabrication d'affaires criminelles, tout d'abord contre l'intelligentsia scientifique et technologique illustrée par : l'affaire de *Chakhty*, l'affaire de *Jugostal'*, de *Prompartija*, les affaires de sabotage dans les industries pétrolières, chimiques, de l'or-platine, de l'exploration géologique, celle au sein du Soviet suprême de l'économie nationale et du *Gosplan*, ou bien encore celle de l'Académie des sciences, etc. En 1930, les autorités soviétiques ont concentré aux Solovki de nombreux éléments « étrangers » de par leur classe sociale, soi-disant dangereux pour le régime. A cette époque, le camp des Solovki a atteint le sommet de son développement. Alors qu'au quatrième trimestre de 1927, le nombre de détenus du camp s'élevait à 14 810, au début de 1931, il y avait déjà 71 800 prisonniers<sup>659</sup>.

Ainsi, alors qu'en 1924, le pouvoir était prêt à considérer l'ancienne intelligentsia technique comme des compagnons de route, quatre ans plus tard, la plupart des ingénieurs étaient perçus comme des « ennemis ». Qu'est-ce qui, dans l'activité et les pensées de Pal'chinskij, a agacé le plus les autorités soviétiques ? Quelles accusations spécifiques ont-elles porté contre lui en particulier ? Et la question la plus importante, pourquoi à la veille de l'industrialisation à marche forcée, alors que la participation d'ingénieurs compétents était si importante, ont-ils été éliminés ?

---

<sup>657</sup> A. I. SOLŽENICYN, *V krug pervom*, Paris, R. Laffont, 1968.

<sup>658</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, op. cit., p. 77.

<sup>659</sup> Le portail « Archives d'Alexandre N. Yakovlev », « Les commentaires de N.N. Pavlova » (« Vstupitel'naâ stat'â, podgotovka teksta k publikacii i kommentarii N.N. Pavlovoj »), *L'almanah : du « compagnons de route » à « l'ennemi intérieur » : le pouvoir et l'intelligentsia dans les documents des Archives centrales du Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB RF). 1924 - début des années 1930 (Al'manah OT « POPUTČIKA » K « VNUTRENNEMU VRAGU » : Vlast' i intelligenciâ v dokumentah CA FSB Rossii. 1924 — načalo 1930)*, <https://www.alexanderyakovlev.org/almanah/inside/almanah-intro/1002545>. Mise à jour le 18 mars 2022.

Officiellement, Pal'chinskij est présenté comme le chef de file des « ingénieurs ravageurs », qui s'efforcent de restaurer le capitalisme en URSS. En fait, à un certain moment, les points de vue professionnels de Pal'chinskij a commencé à contredire la position des autorités. Pal'chinskij aimait à dire qu'un bon ingénieur ne pouvait pas faire de miracles, mais pouvait seulement extraire le maximum dans les limites du possible.<sup>660</sup> Pal'chinskij a fait valoir que la taille seule n'était pas une vertu.<sup>661</sup> Alors que Pal'chinskij appelle à la modération, déclarant : « Nous ne sommes pas des magiciens, nous ne pouvons pas tout faire », Staline affirme : « Il n'y a pas de forteresses que les bolcheviks ne puissent prendre d'assaut »<sup>662</sup>. Et, alors que Pal'chinskij pensait que le facteur humain jouait un rôle crucial dans l'industrialisation, Staline soulignait que la technologie résolvait tout. Il y a vraiment une profonde ironie dans le fait qu'un ingénieur professionnel exhorte à accorder plus d'attention aux besoins humains qu'à la technologie, alors que le chef du Parti place la technique au-dessus de tout.<sup>663</sup>

Le gigantisme exigeait des efforts surhumains. Il en résultait un nombre élevé d'accidents du travail et une production de mauvaise qualité, décrits de manière saisissante dans les mémoires de l'époque. Les travailleurs réinstallés étaient privés de conditions de vie adéquates, notamment pendant la saison froide.<sup>664</sup> Leur taux de mortalité élevé dû à l'hypothermie et à d'autres conditions atmosphériques, ainsi qu'à la maladie, étaient pour Staline un coût acceptable, mais pour Pal'chinskij, c'était une preuve d'irrationalité, d'inefficacité et d'injustice. Or, du point de vue du pouvoir, la position des ingénieurs et de Pal'chinskij mettait en danger l'industrie soviétique en ralentissant sa croissance et en mettant en avant des objectifs minimaux.<sup>665</sup>

---

<sup>660</sup> GA RF, f. P3348, inv. 1, d. 65. « Les grandes lignes du rapport *Les objectifs de la technologie dans la construction économique moderne et la place du RTO dans celle-ci* du président du RTO P.I. Pal'chinskij à l'assemblée générale du 22 mai 1927 (Tezisy doklada predsedatelâ RTO Pal'činskogo P.A. "Zadači tehniki v sovremennom hozâjstvennom stroitel'stve i mesto RTO v nem" na obšem sobranii 22 maâ 1927 g. 22 maâ 1927). Voir aussi : « Editoriale », *Poverhnost' i nedra*, 1926, № 1, p. 6.

<sup>661</sup> P.I. PAL'ČINSKIJ, *L'importance relative des grandes, moyennes et petites entreprises dans l'industrie houillère britannique* (Otnositel'noe značenie krupnyh, srednih i melkih predpriâtij v kamennougol'noj promyšlennosti Velikobritanii), Har'kov, 1911, pp. 1 - 9.

<sup>662</sup> Kendall BAILES, *Technology and Society under Lenin and Stalin: Origins of the Soviet Technical Intelligentsia, 1917-1941*, Princeton, Princeton University Press, 1978, pp. 88, 148.

<sup>663</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, op. cit., p. 73.

<sup>664</sup> John SCOTT, *Behind the Urals: An American Worker in Russia's City of Steel*, Indiana University Press, 1989.

<sup>665</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, op. cit., p. 79.

Pal'chinskij était le défenseur le plus cohérent de l'idée alternative d'une industrialisation devant se dérouler selon un rythme moins « dynamique » - son prestige d'un ingénieur réputé ne lui permettait pas de s'accorder avec la ligne du Parti à l'industrialisation forcée. Il n'était pas le seul. D'autres ingénieurs étaient également préoccupés par des questions similaires. L'un des centres de la pensée technocratique en Russie dans les années 1920 était la revue *Vestnik inzhenerov* (« Bulletin des ingénieurs »), dont le rédacteur était I.A. Kalinnikov, qui a occupé plusieurs postes importants dans l'enseignement de l'ingénierie, dont celui de recteur de la célèbre Ecole technique supérieure de Moscou<sup>666</sup>. (Plus tard, lui, aussi, comme Pal'chinskij, sera accusé d'être un dirigeant du Parti industriel). En 1927, Kalinnikov a participé à l'organisation d'un groupe de discussion, le *Cercle pour les questions générales de technologie*, qui s'est fixé pour objectif de développer « une vision du monde entièrement nouvelle qui serait pleinement compatible avec la culture technique moderne »<sup>667</sup>. Un autre centre du mouvement technocratique soviétique était constitué par les conseillers techniques de l'appareil central de planification et d'économie du pays. Il y avait *l'Administration scientifique et technique* sous le VSNKh, responsable de l'élaboration des stratégies de recherche industrielle et du développement de l'industrie. Pal'chinskij était l'un de ses employés (dont la plupart ont ensuite été jugés)<sup>668</sup>.

Quelles que soient les raisons de ces changements de politique par rapport aux anciens spécialistes, les conséquences des événements des premières années d'industrialisation furent un désastre pour eux. L'*Association des ingénieurs* et la *Société technique russe* n'ont pas pu résister à l'atmosphère du premier plan quinquennal et ont été dissoutes.

Cependant, la prétendue déloyauté des anciens spécialistes soulève de sérieux doutes. Les motifs exacts de « l'attaque » de Staline contre l'intelligentsia technique doivent encore être élucidés.<sup>669</sup>

Mais peut-être la considération de Werner Keller apporte-t-elle quelques éclaircissements ? Selon lui, le 1<sup>er</sup> octobre 1928, date à laquelle le premier plan quinquennal a officiellement débuté, les gouvernements et la presse occidentaux ont pris note de ce projet, mais pas sérieusement. Ils se sont rendu compte de ce que les Russes avaient soigneusement

---

<sup>666</sup> Kendall BAILES, *Technology and Society under Lenin and Stalin: Origins of the Soviet Technical Intelligentsia, 1917-1941*, op. cit., pp. 453-454.

<sup>667</sup> *Ibid.*, pp. 456-458.

<sup>668</sup> Loren R. GRAHAM, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, op. cit., 2000, pp. 74-75.

<sup>669</sup> Harley BALZER, « Engineers: The Rise and Decline of a Social Myth », dans Loren R. GRAHAM (dir.), *Science and the Soviet Social Order*, op. cit., 1990, p. 153.

omis de mentionner, à savoir qu'un projet aussi vaste était impossible sans l'aide occidentale, avec ses fournitures illimitées et ses connaissances techniques spécialisées.

Ce que les observateurs occidentaux ne savaient pas, c'est que « les rôles » dans le projet d'industrialisation avaient déjà été attribués. Lorsque le premier plan a été annoncé, des contrats essentiels avaient déjà été signés avec des entreprises occidentales<sup>670</sup>. Et c'est ainsi que « les paris » ont été faits sur les ingénieurs étrangers.

À partir de 1928, la courbe de production en URSS grimpe rapidement. Était-ce avec l'aide de l'étranger telle qu'initialement prévue ?

### **B. 1928 - 1937 : les procès sur les « sabotages industriels »**

Le procès de Chakhty est l'un des premiers d'une série de procès très médiatisés dans les années 1930. En avril 1928, à Chakhty, un groupe d'ingénieurs a été arrêté, accusé d'avoir organisé des sabotages dans les mines de charbon. En mai, les ingénieurs de Chakhty ont été traduits devant le tribunal ; cinq d'entre eux ont été condamnés à mort, six – à la détention perpétuelle, trente-huit autres ont reçu des peines de prison diverses (d'un à dix ans), et quatre ont été acquittés.<sup>671</sup>

Le sabotage était un scénario universel pour la fabrication de toute une série d'affaires criminelles, tout d'abord contre l'intelligentsia scientifique et technique (le « procès de Chakhty », le sabotage dans le Commissariat du peuple des postes et télégraphes en URSS (décembre 1929 – février 1931; novembre – décembre 1937), le sabotage dans l'industrie papetière (novembre 1929 – mai 1930), le processus dit de *Prompartija*, le sabotage dans les centrales électriques (mai 1933 – juin 1933), le sabotage dans les structures des autoroutes et des grandes lignes ferroviaires (novembre 1929 - mai 1930), l'affaire de Jugostal', les affaires de sabotage dans les industries pétrolières, chimiques, de l'or-platine, de l'exploration géologique, le Soviet suprême de l'économie nationale et le Gosplan, l'affaire de l'Académie des sciences, etc.).

Avec une telle « variété » parmi des affaires certaines nous ont plus intéressé. C'est le cas de *Jugostal'*, trust métallurgique réunissant les usines sidérurgiques du sud de la Russie.

---

<sup>670</sup> Werner KELLER, *East Minus West = Zero. Russia 's Debt to the Western World. 1862-1962*, New York, Putnam's Sons, 1962, p. 207.

<sup>671</sup> S.A. KISLICYN, *Le procès de Chakhty: le début de la répression stalinienne contre l'intelligentsia scientifique et technique en URSS* (Šahtinskoe delo: Načalo stalinskih repressij protiv naučno-tehničeskoj intelligencii v SSSR), Rostov-na-Donu, Izdatel'stvo naučno-metodičeskogo centra « Logos », 1993.

## *L'affaire de Jugostal'*

Lors de l'élaboration des plans du premier quinquennat pour les plus grandes entreprises métallurgiques du pays, qui faisaient partie du Trust *Jugostal'*, un conflit a éclaté, principalement entre la direction du Parti (*Comité central du Parti communiste*), qui préconisait des taux de croissance élevée, et les dirigeants de l'industrie (dans le cas de l'affaire de *Jugostal'* il s'agissait de Tomski, Kosior et Birman). Ces derniers plaidaient pour des chiffres plus modérés que ceux prévus par les projets quinquennaux. Afin de briser la résistance aux taux élevés, d'éliminer les partisans d'une autre vision alternative, le Parti (représenté par ses autorités de contrôle : la Commission centrale de contrôle de VKP(b) et l'Inspection des ouvriers et des paysans<sup>672</sup>) a activement utilisé les accusations de sabotage à l'encontre des anciens spécialistes de *Jugostal'* qui étaient en faveur de taux modérés.<sup>673</sup>

Le 13 mars 1928, le Politburo a examiné la question *Sur la contre-révolution économique dans les régions méridionales de l'industrie du charbon* et a décidé en rapport avec l'affaire de Chakhty et les documents présentés par l'OGPU, « d'envoyer auprès du Comité central au Donbass les camarades Tomski, Molotov et Jaroslavskij pour se familiariser avec la situation sur place »<sup>674</sup>. Le voyage d'affaires était prévu pour 10 jours à partir du 19 mars. Le même jour, par décision du Politburo, Vorochilov a été inclus dans la commission du Politburo sur l'affaire de Chakhty.<sup>675</sup> Et ce dernier a écrit à M.P. Tomski le 29 mars 1928 ce qui suit :

« [Vorochilov] : Êtes-vous venu seul ? Les régions que vous avez visitées, vos impressions en bref.

[Tomski] : J'ai visité : le district de Chakhty - je suis allé dans deux mines, je suis allé sous terre ; Lugansk, Alčevsk, Kadievka - je suis aussi descendu, je suis allé à l'usine Kečeso -Benzol. Ils nous trompent tous ! Les ingénieurs nous trompent, les dirigeants d'entreprises nous trompent. Nos plans de construction sont approuvés par les Français, seuls les ouvriers nous croient.

[Vorochilov] : Misha ! Dites-moi franchement, n'allons-nous pas être dans le pétrin dans l'affaire de Chakhty en audience publique ? N'y a-t-il pas dans ce cas une inflexion de la part des travailleurs locaux, notamment de l'OGPU régionale ?

---

<sup>672</sup> Le système des autorités de contrôle de l'État : Commission centrale de contrôle VKP(b) (l'organe de contrôle le plus élevé du Parti communiste de l'Union soviétique de 1920 à 1934) ainsi que l'Inspection des ouvriers et des paysans.

<sup>673</sup> RGASPI, f. 85, inv. 1/C, d. 91, l. 3-8. « A.P. Rosengolts à G.K. Ordjonikidze. 10 août 1929 ». Dans A.V. KVAŠONKIN, L.P. KOŠELEVA, L.D. ROGOVAĀ, O.V. HLEVNŪK (dir.), *Les dirigeants soviétiques. Correspondance. 1928-1941* (Sovetskoe rukovodstvo. Perepiska. 1928-1941), M. : ROSSPĒN, 1999, pp. 90-91.

<sup>674</sup> RGASPI, f. 17, inv. 3, d. 677, l. 5. Dans A.V. KVAŠONKIN, L.P. KOŠELEVA, L.D. ROGOVAĀ, O.V. HLEVNŪK (dir.), *Les dirigeants soviétiques. Correspondance. 1928-1941* (Sovetskoe rukovodstvo. Perepiska. 1928-1941), Moscou, ROSSPĒN, 1999, p. 28.

<sup>675</sup> *Idem.*

[Tomski] : Il n'y a pas de tel danger dans l'affaire de Chakhty ou dans l'affaire du charbon en général, car le tableau est clair... Je pense que ça ne ferait pas de mal de mettre une demi-douzaine de communistes de plus en prison.<sup>676</sup> »

Le 6 juin 1929, le Politburo, après avoir examiné un rapport sur le travail de *Jugostal'*, a créé une commission, sous la présidence de Tomski, chargée d'élaborer une résolution<sup>677</sup>. Le 8 août 1929, le Politburo a approuvé un projet de résolution sur le rapport du travail de *Jugostal'* avec des amendements<sup>678</sup>. La résolution comprenait des dispositions sur le sabotage des spécialistes travaillant à *Jugostal'*. Et immédiatement, le Politburo a approuvé la directive sur une augmentation significative des objectifs de production pour les usines de *Jugostal'* qui devaient passer de 5,2 à 6 millions de tonnes de fonte brute en 1932-33, et, dans la poursuite de l'élaboration du plan quinquennal, a demandé de trouver la possibilité de dépasser cet objectif à 6,5 millions de tonnes<sup>679</sup>.

Qu'est-il advenu des partisans d'une croissance industrielle modérée ?

M. P. Tomski, qui s'était prononcé (en janvier-février 1929) avec Boukharine et Rykov contre l'industrialisation forcée et la collectivisation, après avoir déclaré que cette position était un « parti pris de droite », a été démis de son poste (président des syndicats, VCSPS). En août 1936, après l'ouverture d'une enquête contre Tomski par le bureau du procureur, il s'est suicidé dans sa datcha du village de Bolchëvo, près de Moscou.<sup>680</sup>

S.P. Birman, socialiste hongrois (depuis 1923 il était économiste du trust *Glavmetal* de l'URSS, dès 1926 vice-président du conseil du trust *Jugostal'*, depuis 1927 le président de ce trust) était un opposant de l'affaire de Chakhty. À partir d'octobre 1929, Birman est devenu chef du département de planification et d'économie de *l'Association scientifique et technique agricole* de l'URSS et vice-président de *l'Association de l'Union pour la construction de la base métallurgique au-delà de l'Oural* (les usines métallurgiques de Magnitogorsk et de Kuznetsk). Il a manifesté son désaccord avec les méthodes et les plans de construction, qui étaient caractérisés, de son point de vue, par la cruauté et l'immoralité. Au printemps 1930, il est démis de ses fonctions. Du 1<sup>er</sup> décembre 1932 au 16 août 1937, il a travaillé comme directeur

---

<sup>676</sup> RGASPI, f. 74, inv. 2, d. 45, l. 4, 4 verso, 6, 6 verso. Dans A.V. KVAŠONKIN, L.P. KOŠELEVA, L.D. ROGOVAĀ, O.V. HLEVNŪK (dir.), *Les dirigeants soviétiques. Correspondance. 1928-1941* (Sovetskoe rukovodstvo. Perepiska. 1928-1941), Moscou, ROSSPĒN, 1999, p. 28.

<sup>677</sup> RGASPI, f. 17, inv. 3, d. 743, l. 2.

<sup>678</sup> RGASPI, f. 17, inv. 3, d. 752, l. 3.

<sup>679</sup> RGASPI, f. 17, inv. 3, d. 752, l. 8-16.

<sup>680</sup> O. GORELOV, *M. P. Tomski : les pages de la biographie politique* (M. P. Tomskij : stranicy političeskoj biografii), Moscou, Znanie, 1989, pp. 57 - 58.

de l'usine métallurgique de Dnepropetrovsk portant le nom de G. Petrovskij. Sous sa direction, l'usine est devenue l'une des plus grandes entreprises de sidérurgie en URSS. Au milieu des années 1930, Birman est en désaccord avec l'intensification de la terreur politique en URSS et s'oppose à la révélation artificielle et massive des « ennemis du peuple » et aux représailles physiques à leur rencontre. Le 8 août 1937, il est emmené à Moscou où, quelques jours plus tard, il meurt subitement à l'hôpital du Kremlin à l'âge de 46 ans.

Des partisans d'une croissance industrielle modérée impliqués dans l'affaire de *Jugostal'* se sont soit suicidés comme M. P. Tomski, soit sont morts subitement en pleine force de l'âge comme S.P. Birman. L'affaire *Jugostal'* était-elle une l'exception à la règle ?

*L'affaire « Sur le sabotage dans l'industrie papetière »*

La mise en accusation d'une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans l'industrie papetière (où 2 personnes ont été condamnées à la peine capitale<sup>681</sup>) envoyée par G.G. Iagoda (chef de la police politique OGPU) à I.V. Staline le 12 avril 1930 stipulait que :

« Une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans l'industrie du papier, apparue en 1925 et composée d'anciens actionnaires d'entreprises papetières et des ingénieurs antisoviétiques, a été mise au jour. La plupart des spécialistes contre-révolutionnaires avaient travaillé avant la révolution dans les entreprises de Râbušinskij et d'autres grandes usines. Sous le pouvoir soviétique, ils occupaient des postes à responsabilité dans les organes directeurs de l'industrie du papier.<sup>682</sup> »

Selon les documents de l'accusation, 11 membres de cette organisation de sabotage contre-révolutionnaire représentaient des figures centrales car il s'agissait d'anciens actionnaires des entreprises de papier et des « ingénieurs à l'esprit antisoviétique ». Le but ultime de leur activité, du point de vue des autorités, était la « restauration de l'ordre bourgeois ». Le corpus delicti a été défini comme suit : (1) l'organisation « s'est efforcée de préserver les usines de *Sokol* et d'*Okulovskaâ* », qui appartenaient aux anciens propriétaires

---

<sup>681</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 359, l. 79. « L'extrait du procès-verbal de la réunion du Politburo sur une organisation de sabotage dans l'industrie papetière. 25 mai 1930 » (« Vypiska iz Protokola zasedaniâ Politbûro o vreditel'skoj organizacii v bumažnoj promyšlennosti. 25 maâ 1930 »).

<sup>682</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 359, l. 14-31, 39-76. « Mise en accusation d'une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans l'industrie papetière envoyée par G.G. Iagoda à I.V. Staline. 12 avril 1930 » (« Obvinitel'noe zaključenie o kontrevolûcionnoj vreditel'skoj organizacii v bumažnoj promyšlennosti napravlennoe G.G. Ágodoj I.V. Stalínu. 12 aprilâ 1930 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbûro i vrediteli ». *Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov* »), t. 1, Moscou, Rodina MADIA, 2014, p. 412.

« dans l'espoir de leur retour rapide »; (2) l'organisation s'est efforcée « d'introduire des capitaux étrangers sous forme de concession » et (3) l'organisation a cherché à causer « un grave préjudice aux activités de propagande du pouvoir soviétique et des organes du parti en créant des crises dans la production de papier ».<sup>683</sup> Il ressort des crimes reprochés aux membres de l'organisation qu'il y avait une crise dans l'industrie du papier et que les « ingénieurs à l'esprit antisoviétique » étaient « désignés » comme étant responsables.

Dans la note de G.G. Iagoda du 21 novembre 1929, sont précisés les buts de l'organisation, à savoir : « par le moyen des concessions (c'est-à-dire l'attraction de capitaux étrangers dans l'industrie du papier, qui comprendront également les capitaux de certains anciens propriétaires), de retransférer les entreprises à leurs anciens propriétaires »<sup>684</sup>.

On le voit, c'est en termes kafkaïens qu'est décrite une réalité absurde, surréaliste et paradoxalement banale : d'un côté, les concessions sont encouragées, mais de l'autre, promouvoir leur attraction est considéré comme un crime !

Il faudrait noter que le scénario du déroulement du procès prescrit par les organes de l'OGPU a été corrigé, de temps en temps, par des hommes de haute conscience. Ainsi, dans la déclaration de V.A. Šelgunov au Politburo le 25 avril 1930 il était noté « l'exceptionnelle honnêteté » et la loyauté envers le pouvoir soviétique de Bel'skij, le principal accusé dans de sabotage dans l'industrie papetière<sup>685</sup>. La conclusion de la déclaration de Šelgunov stipule : « Je ne peux pas considérer l'arrestation de N.N. Bel'skij autrement que comme un malentendu »<sup>686</sup>.

Les grandes lignes du scénario du procès judiciaire *Sur le sabotage du Commissariat du peuple des postes et télégraphes en URSS* (tenu de décembre 1929 jusqu'en février 1931 puis

---

<sup>683</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 359, l. 78. « Le renseignement sur une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans l'industrie papetière » (« Spravka o kontrevolúcionnoj vreditel'skoj organizacii v bumažnoj promyšlennosti »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbúro i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, Moscou, Rodina MADIA, 2014, p. 491.

<sup>684</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 359, l. 2-13. « La note de G.G. Iagoda et G.E. Prokofiev à Staline, V.V. Schmidt, V.V. Kouïbychev, S.S. Lobov, à propos d'une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans l'industrie papetière. 21 novembre 1929 » (« Zapiska G.G. Ágody i G.E. Prokof'eva I.V. Stalínu, V.V. Šmidtu, V.V. Kujbyševu, S.S. Lobovu o kontrevolúcionnoj vreditel'skoj organizacii v bumažnoj promyšlennosti. 21 noâbrâ 1929 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbúro i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, *op. cit.*, p. 400.

<sup>685</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 359, l. 77 – 77 verso. « La déclaration du V.A. Šelgunov au Politburo, le 25 avril 1930 » (« Zaâvlenie V.A. Šelgunova v Politbúro. 25 aprilâ 1930 »).

<sup>686</sup> *Idem*.



en novembre - décembre 1937), à quelques détails près, reprennent le scénario du procès dans l'industrie papetière.

*Le procès « Sur le sabotage du Commissariat du peuple des postes et télégraphes en URSS »*

Encore une fois, nous faisons référence ici au document visé par G.G. Iagoda où il est noté que « les données [...] reçues par l'OGPU sur l'état des communications indiquaient une situation extrêmement défavorable dans ce domaine ». La situation se caractérise par une « détérioration systématique du télégraphe », la construction de lignes téléphoniques longue distance sans plan, etc. Cette situation est devenue particulièrement évidente et alarmante au cours de l'été 1929, en raison des « complications en Extrême-Orient », puis en automne, lors des « manœuvres militaires en Biélorussie ». De graves « interruptions sur la ligne télégraphique, de longues interruptions du fonctionnement du télégraphe dans les directions les plus importantes » ont montré que la communication n'était pas « préparée pour les tâches de la défense du pays », ce qui sans aucun doute « augure, en cas de complications militaires, de graves conséquences ».<sup>687</sup>

Dans l'acte d'accusation sur l'affaire du sabotage contre-révolutionnaire au sein du Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS, la formule de l'accusation était la suivante :

« L'OGPU a découvert une organisation de sabotage contre-révolutionnaire dans le Narkomat des postes et de télégraphe, qui est apparue en 1923. Comptant dans ses rangs un certain nombre de grands spécialistes qui occupaient des positions de premier plan dans le département des communications et dans les organismes industriels au service du *Narkomat*, l'organisation contre-révolutionnaire du *Narkomat* a étendu ses actions socialement nuisibles à tous les principaux types de communications électriques (principalement le télégraphe, la téléphonie longue distance et la téléphonie urbaine). Adoptant une position antisoviétique et défaitiste, l'organisation de sabotage contre-révolutionnaire [...] visait à saper et à affaiblir la défense du pays sur les sections de communication. Dans le même temps, les principaux membres de l'organisation, qui

---

<sup>687</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 1-16 verso. « Annexe à la lettre d'accompagnement aux membres et candidats du Politburo et aux membres du Présidium du Comité central sur le rapport du vice-président de l'OGPU G.G. Iagoda à I. Staline, L.M. Kaganovitch, au Comité central du VKP(b), G.K. Ordjonikidze, N.K. Antipov, A.I. Rykov, K.E. Voroshilov *Sur le sabotage contrerévolutionnaire* dans le Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. *Le 24 décembre 1929* » (« Priloženie k Soprovoditel'nomu pis'mu členam i kandidatam Politburo CK, členam Prezidiuma CKK po povodu dokladnoj zapiski zamestitelâ predsedatelâ OGPU G.G. Āgody v CK VKP(b) I.V. Stalinu, L.M. Kaganoviču, v CKK VKP(b) t. G.K. Ordžonikidze, N.K. Antipovu, A.I. Rykovu, K.E. Vorošilovu « O kontrrevolúcionnoj vreditel'skoj organizacii v NKPT. 24 dekabrà 1929 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politburo i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob'ekтах promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, *op. cit.*, 2014, p. 134.

étaient dans le passé d'éminents employés d'entreprises téléphoniques suédoises en Russie (*Ericsson, Englund*), ont poursuivi dans leurs activités une ligne visant à saisir le marché du téléphone en URSS par des entreprises capitalistes étrangères, recourant dans ce but à la désorganisation et à la perturbation de la construction téléphonique urbaine.<sup>688</sup> »

Ainsi, selon la version de l'OGPU, le noyau de l'organisation de sabotage contre-révolutionnaire était constitué d'un groupe de spécialistes de la téléphonie qui avaient servi à l'époque prérévolutionnaire dans des entreprises téléphoniques suédoises installées en Russie (*Société suédoise-danoise-russe, Société suédoise de téléphonie*) et sur 19 condamnés, 8 personnes avaient de fait travaillé à la *Société suédoise-danoise-russe*<sup>689</sup>.

Après la révolution d'Octobre, ils ont rejoint les agences et entreprises de communication soviétiques (les dirigeants de l'organisation occupent les postes suivants : Novikov N. V. (directeur du Laboratoire central des communications et vice-président du Comité scientifique et technique de *Narkomat*), Korobov M. N. (chef du bureau de conception des installations de *Narkomat*) et A.M. Habarov (directeur technique du *Trust des usines de courant faible*). Presque toutes les personnes susmentionnées avaient, dans le passé, occupé des postes importants au sein du département des communications et des compagnies de téléphone d'*Eriksson* (à l'époque où le réseau téléphonique de Moscou était concédé à *Eriksson*). Parmi les « saboteurs », certain avaient pris une part active dans le mouvement blanc.<sup>690</sup>

---

<sup>688</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 21-72. « La lettre d'accompagnement de G.G. Iagoda à Staline contenant l'inculpation d'une organisation du sabotage au sein du Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. Le 23 mars 1930 » (« Soprovoditel'noe pis'mo G.G. Ágody I.V. Stalínu s priložením obvinitel'nogo zaključeniâ po delu vreditel'skoj organizacii v NKPiT. 23 marta 1930 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbûro i vrediteli »). Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov », t. 1, *op. cit.*, pp. 150-151.

<sup>689</sup> *Ibid.*, pp. 153-155.

<sup>690</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 1-16 verso. « Annexe à la lettre d'accompagnement aux membres et candidats du Politburo et aux membres du Présidium du Comité central sur le rapport du vice-président de l'OGPU G.G. Iagoda à I. Staline, L.M. Kaganovitch, au Comité central du VKP(b), G.K. Ordjonikidze, N.K. Antipov, A.I. Rykov, K.E. Voroshilov *Sur le sabotage contre-révolutionnaire* dans le Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. *Le 24 décembre 1929* » (« Priloženie k Soprovoditel'nomu pis'mu členam i kandidatam Politbûro CK, členam Prezidiuma CKK po povodu dokladnoj zapiski zamestitelâ predsedatelâ OGPU G.G. Ágody v CK VKP(b) I.V. Stalínu, L.M. Kaganoviču, v CKK VKP(b) t. G.K. Ordžonikidze, N.K. Antipovu, A.I. Rykovu, K.E. Vorošilovu « O kontrerévolutionnoj vreditel'skoj organizacii v NKPT. 24 dekabrá 1929 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbûro i vrediteli »). Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov », t. 1, *op. cit.*, p. 136.

La majorité des experts en téléphonie et télégraphie (9 sur 19 accusés) étaient diplômés de l'Institut électrotechnique de Saint-Petersbourg où, selon l'acte d'accusation, « la sélection des professeurs s'était faite sous l'influence exclusive d'*Ericsson* »<sup>691</sup>.

Pour ces raisons, selon la version de l'OGPU, les membres de l'organisation de sabotage contre-révolutionnaire ont été tout au long de leur activité des cadres fiables de cette entreprise, défendant ses intérêts de toutes les manières et entretenant avec elle des liens personnels et « matériels » (il s'agit de gratifications matérielles pour leur efforts), qui sont restés en place durant la période soviétique. Les faits décrits, c'est-à-dire l'affinité personnelle et la cohésion des ingénieurs – « *ëriksonovec* », ainsi que les points communs de l'idéologie et des opinions politiques ont prédéterminé le positionnement de ces ingénieurs sur une plate-forme antisoviétique.<sup>692</sup> Durant le procès, l'historique fut ainsi rappelé :

Au début de 1923, des Suédois étaient arrivés à Moscou pour négocier une concession pour les communications téléphoniques dans un certain nombre de grands centres industriels de l'URSS. Pour négocier cette affaire, Ericsson avait cherché à s'appuyer sur l'assistance de l'Administration centrale des entreprises téléphoniques en URSS, dont la direction comprenait d'anciens employés d'*Ericsson*, tels que Habarov, Novikov, Korobov et plusieurs autres. Les détails de ces négociations et l'attitude de l'équipe d'Eriksson à leur égard furent exposés dans le témoignage de Habarov devant le tribunal :

« Au début de 1923, N.V. Novikov m'a invité, ainsi que M.N. Korobov, et a annoncé que nous étions tous les trois chargés d'élaborer nos considérations sur les réseaux téléphoniques qui pourraient être soumis à la concession. Je ne me souviens pas maintenant par qui Novikov a été instruit. Nous avions nos idées et je me souviens avoir inclus une clause spéciale qui nous préservait d'être accusés d'avoir l'initiative.<sup>693</sup> »

Habarov a eu peur de prendre l'initiative de soutenir la concession d'*Erickson* en Russie, bien que la position officielle du côté soviétique en 1923 ait été d'attirer les capitaux étrangers.

---

<sup>691</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 21-72. « La lettre d'accompagnement de G.G. Iagoda à Staline contenant l'inculpation d'une organisation du sabotage au sein du Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. Le 23 mars 1930 » (« Soprovoditel'noe pis'mo G.G. Āgody I.V. Stalinu s priloženiem obvinitel'nogo zaključeniâ po delu vreditel'skoj organizacii v NKPiT. 23 marta 1930 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politburo i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob'ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, *op. cit.*, p. 152.

<sup>692</sup> *Idem*.

<sup>693</sup> *Ibid.*, pp. 172-173.

« J'avais certainement de grands espoirs que les réseaux téléphoniques, sinon tous, du moins certains d'entre eux, seraient donnés en concession... Je me souviens que pendant les vacances de Pâques (qui ont eu lieu, je crois, en avril 1923) E. A. Sandberg, l'ancien directeur général de la *Société russe Ericsson*, s'est présenté à l'improviste chez moi. Mes conversations avec lui m'ont permis d'apprendre qu'ils [les Suédois] étaient effectivement invités à négocier des concessions sur le réseau téléphonique. Ayant appris cela, j'ai commencé à persuader E.A. Sandberg de commencer à travailler en Russie, en tenant compte du fait que d'autres entreprises pourraient entrer dans ce secteur et qu'Ericsson devrait alors conquérir le marché russe. J'ai fait remarquer à E.A. Sandberg qu'il serait possible de trouver des personnes pour gérer l'entreprise ; en disant cela, j'entendais un groupe de personnes qui avaient déjà travaillé pour *Ericsson* ou qui étaient de ses sympathisants.<sup>694</sup> »

Les négociations des Suédois se sont soldées par un échec à ce moment-là. Mais la société suédoise n'a pas renoncé à ses tentatives pour obtenir la concession. Et l'on peut comprendre pourquoi. Dans la Russie tsariste, la voie de l'industrialisation suivie par le fameux ministre des finances, Witte, avait suscité un intérêt énorme pour le marché russe parmi les représentants du capital étranger. Sa perspective était très appréciée des hommes d'affaires occidentaux, dont Lars Magnus Ericsson, l'un des meilleurs fabricants d'équipements téléphoniques tant en Suède qu'en Russie. La société Eriksson avait une longue histoire de collaboration fructueuse en Russie, fournissant des équipements et installant des centraux téléphoniques à Kiev (1893), Kharkov (1896), Rostov (1897), Riga, Kazan et Tiflis (1900).

Le groupe de soi-disant nuisibles fut donc accusé de lobbying en faveur d'*Ericsson* en promouvant le système Ericsson en URSS<sup>695</sup>; organisant un discours « en faveur du système automatique Ericsson, en occultant et en contournant délibérément la question de la possibilité d'utiliser [...] tout autre système »<sup>696</sup> ; « en réaménageant l'ancienne usine Ericsson *Krasnaja*

---

<sup>694</sup> *Ibid.*, pp. 172-173.

<sup>695</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 21-72. « La lettre d'accompagnement de G.G. Iagoda à Staline contenant l'inculpation d'une organisation de sabotage au sein du Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. Le 23 mars 1930 » (« Soprovoditel'noe pis'mo G.G. Āgody I.V. Stalinu s priloženiem obvinitel'nogo zaključeniâ po delu vreditel'skoj organizacii v NKPiT. 23 marta 1930 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbûro i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob'ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, *op. cit.*, pp. 168-169.

<sup>696</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 58, d. 378, l. 1-16 verso. « Annexe à la lettre d'accompagnement aux membres et candidats du Politburo et aux membres du Présidium du Comité central sur le rapport du vice-président de l'OGPU G.G. Iagoda à I. Staline, L.M. Kaganovitch, au Comité central du VKP(b), G.K. Ordjonikidze, N.K. Antipov, A.I. Rykov, K.E. Voroshilov *Sur le sabotage contrerévolutionnaire dans le Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. Le 24 décembre 1929* » (« Priloženie k Soprovoditel'nomu pis'mu členam i kandidatam Politbûro CK, členam Prezidiuma CKK po povodu dokladnoj zapiski zamestitelâ predsedatelâ OGPU G.G. Āgody v CK VKP(b) I.V. Stalinu, L.M. Kaganoviču, v CKK VKP(b) t. G.K. Ordžonikidze, N.K. Antipovu, A.I. Rykovu, K.E. Vorošilovu « O kontrevolücionnoj vreditel'skoj organizacii v NKPT. 24 dekabrà 1929 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politbûro i vrediteli ». Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob'ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov »), t. 1, *op. cit.*, p. 143.

*Zarja* à Leningrad et en l'adaptant pour produire exclusivement des stations de type *Ericsson* »<sup>697</sup> ; et excluant ainsi les autres entreprises étrangères, même en cas de rupture avec *Ericsson*.

A.P. Rosengolts écrit à G.K. Ordzhonikidze le 10 août 1929.

« Cher Sergo !

Je souhaite partager avec vous mes impressions et certaines de mes réflexions en rapport avec le sabotage.

L'ampleur grandiose du sabotage, la participation à celui-ci d'une partie très considérable de la haute direction... presque dans la plupart des branches de notre industrie, n'a pu se produire que sur la base de l'hostilité politique générale de l'ancienne ingénierie à notre égard. Vous pourriez dire : « Que la découverte de l'Amérique, c'est connu depuis longtemps. » C'est une question de nuance. Il me semble que même après le procès de Chakhty, nous n'avons pas pleinement estimé l'ampleur de l'hostilité politique de ces milieux (les cercles dirigeants de l'ancienne ingénierie). Ce qui est nouveau pour nous maintenant, c'est l'ampleur du sabotage et l'ampleur de l'hostilité à notre égard de la part des cercles de l'ancienne ingénierie. Ici, la quantité se transforme en qualité.<sup>698</sup> »

Le point essentiel de cet extrait de la lettre de deux dirigeants soviétiques (G. K. Ordjonikidze est commissaire du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne de l'URSS et A. P. Rosengolts est membre de la Commission centrale de contrôle du VKP(b)) semble être que les sentiments hostiles aux autorités soviétiques des « cercles dirigeants de l'ancienne ingénierie » étaient connus depuis longtemps et ne constituaient pas un fait nouveau.

Indépendamment de la question de savoir si les faits de sabotage dans l'industrie ont existé en réalité ou non (tels qu'ils ont été présentés par les autorités officielles sur la base des interrogatoires des personnes faisant l'objet de l'enquête) ce qui est important est ce qui suit. Le scénario de l'acte d'accusation reflétait les circonstances qui étaient évidentes pour tous. L'intelligentsia technique s'était ralliée sur la base de « l'attraction involontaire de personnes qui avaient vécu et travaillaient ensemble dans l'ancien environnement capitaliste et ne pouvaient pas suffisamment s'habituer et s'accommoder du nouveau système qui l'avait remplacé... »<sup>699</sup>. L'intelligentsia technique « était une corporation soudée de vieux spécialistes

---

<sup>697</sup> *Ibid.*, p. 144.

<sup>698</sup> RGASPI, f. 85, inv. 1/C, d. 91, l. 3-8. « A.P. Rosengolts à G.K. Ordjonikidze. 10 août 1929 ». Dans A.V. KVAŠONKIN, L.P. KOŠELEVA, L.D. ROGOVAĀ, O.V. HLEVNŪK (dir.), *Les dirigeants soviétiques. Correspondance. 1928-1941* (Sovetskoe rukovodstvo. Peregiska. 1928-1941), Moscou, ROSSPĖN, 1999, p. 91.

<sup>699</sup> AP RF (Archives du Président de la Fédération de Russie), f. 3, inv. 58, d. 378, l. 1-16 verso. « Annexe à la lettre d'accompagnement aux membres et candidats du Politburo et aux membres du Présidium du Comité central sur le rapport du vice-président de l'OGPU G.G. Iagoda à I. Staline, L.M. Kaganovitch, au Comité central du VKP(b), G.K. Ordjonikidze, N.K. Antipov, A.I. Rykov, K.E. Voroshilov *Sur le sabotage contrerévolutionnaire*

proches les uns des autres par leur passé, leur idéologie et leurs opinions politiques »<sup>700</sup>, par les postes de commande qu'ils occupaient dans l'économie. Ils ne croyaient pas que « les ouvriers, venus à la tête de l'administration de l'État, seraient capables d'établir la vie du pays sans l'initiative privée » ; ils croyaient « que sans la concurrence, l'industrie ne pourrait ni se développer, ni encore moins s'améliorer »<sup>701</sup>.

Le fait qu'une partie des anciens ingénieurs était démotivée n'était pas nouveau. Mais il est symptomatique qu'au début des années 1930, la machine de propagande d'État a accéléré l'élan destructif par rapports aux anciens ingénieurs en créant l'image de « l'ennemi du nouveau cours d'industrialisation forcée » (voir *Figures 1,2*). Ce fut une tactique très efficace, pour « sortir le squelette du placard » (ce « déjà vu » du rejet du nouveau gouvernement des Soviétiques) dans le but de fabriquer une nouvelle l'image de l'ennemi, faisant ainsi d'une pierre deux coups: démontrer la puissance de son appareil répressif et sa capacité à détruire ses ennemis, ainsi que les rendre responsables des échecs de la politique économique.

---

dans le Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. *Le 24 décembre 1929* » (« Priloženie k Soprovoditel'nomu pis'mu členam i kandidatam Politburo CK, členam Prezidiuma CKK po povodu dokladnoj zapiski zamestitelâ predsedatelâ OGPU G.G. Âgody v CK VKP(b) I.V. Stalinu, L.M. Kaganoviču, v CKK VKP(b) t. G.K. Ordžonikidze, N.K. Antipovu, A.I. Rykovu, K.E. Vorošilovu « O kontrrevolúcionnoj vreditel'skoj organizacii v NKPT. 24 dekabrá 1929 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politburo i vrediteli »). *Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov* », t. 1, *op. cit.*, p. 137.

<sup>700</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>701</sup> AP RF, f. 3, inv. 58, d. 378, l. 21-72. « La lettre d'accompagnement de G.G. Iagoda à Staline contenant l'inculpation d'une organisation de sabotage au sein du Commissariat du peuple aux postes et télégraphes de l'URSS. Le 23 mars 1930 » (« Soprovoditel'noe pis'mo G.G. Âgody I.V. Stalinu s priloženiem obvinitel'nogo zaključeniâ po delu vreditel'skoj organizacii v NKPiT. 23 marta 1930 »). Dans O.B. MOZOHINA (dir.), « *Le Politburo et les ennemis* ». *Campagne contre le sabotage sur les installations industrielles. Collection de documents* (« Politburo i vrediteli »). *Kampaniâ po bor'be s vreditel'stvom na ob"ektah promyšlennosti. Sbornik dokumentov* », t. 1, *op. cit.*, 2014, pp. 166-167.



Figure 1.  
Affiche de 1931 intitulée « Les ennemis du quinquennat » dont l'artiste est Victor Deni. L'image sur l'affiche est accompagnée par les lignes poétiques de Demian Bedny.



Figure 2.  
L'image de l'ennemi avec ses « Plans de sabotage » et la main du GPU à sa gorge.

Les « purges » dans le corps des ingénieurs ne cessèrent pas au milieu des années 1930. Dans le *Rapport de l'OGPU sur les résultats du travail opérationnel pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 1932 au 15 mars 1933*<sup>702</sup>, est résumé le travail opérationnel pendant 3,5 mois. L'OGPU a arrêté 340 856 personnes à travers l'URSS. Parmi elles, 477 étaient des ingénieurs et des techniciens de divers *Narkomats*, dont des citoyens étrangers et soviétiques :

« Un réseau de renseignement français, un réseau mondial, dirigé par Ponce un résident de l'état-major français, un enseignant dans un certain nombre d'écoles et d'universités civiles et militaires à Moscou, a été éliminé. Les actions de Ponce étaient dirigées par les professeurs Mazon et Martel, qui venaient périodiquement de France en URSS sous le couvert de voyages d'affaires scientifiques. Outre l'espionnage militaire et politique (sur l'état de l'armée de l'air, de la marine, de la défense côtière, de l'artillerie), la place centrale dans les actions de la résidence [du renseignement] était accordée à l'établissement de liens avec les organisations nationalistes ukrainiennes afin de préparer un terrain et le déploiement du mouvement insurrectionnel en Ukraine. Mazon, Martel et Ponce étaient liés à l'organisation contre-révolutionnaire appelée *Union de la renaissance de la Russie*, qui regroupait l'intelligentsia technique et les professeurs d'un certain nombre d'universités à Moscou, Kharkov, Kiev et Odessa. Neuf agents de Mazon et Martel et le réseau de Ponce de 13 personnes ont été arrêtés.

[...] Dans le Commissariat au transport ferroviaire par l'OGPU a été trouvée une organisation de sabotage contre-révolutionnaire [...] au transport ferroviaire de l'URSS. Ces membres éminents de l'organisation contre-révolutionnaire ont révélé les activités de sabotage dans la planification des installations de locomotives, de wagons et de voies ferrées. Le noyau de l'organisation était composé du chef du département

<sup>702</sup> AC du FSB RF, f. 2, inv. 11, d. 1026, l. 1-63. Dans « *Top Secret* » : *Loubianka - à Staline sur la situation dans le pays (1922-1934) : Collection de documents* (« Soveršennno sekretno » : *Lubânka - Stalínu o položenii v strane (1922-1934) : Sbornik dokumentov*), t. 10, partie 3 : 1932-1934, Moscou, 2017. En ligne : <http://istmat.info/node/62537>

de planification de la ligne Samara-Zlatoust, l'ancien inspecteur en chef du Ministère de la communication ferroviaire Kul'zhinskij, des chefs des secteurs de la planification centrale et de l'administration technico-économique de *Narkomat* des voies ferrées [NKPS], les ingénieurs Nebesov, Klement'ich et Jejsmont, du chef du secteur de l'administration de NKPS, le professeur Jurgens, le professeur de l'Institut des ingénieurs des transports Lavrov [...]

Aux chemins de fer Oktjabr'skaja et Murmanskaja, la police de l'OGPU a liquidé une organisation social-révolutionnaire composée d'anciens cadres de Vikzhel' [Comité exécutif panrusse du syndicat des chemins de fer] qui a créé 42 cellules [de sabotage] dans les gares les plus importantes. L'organisation était dirigée par d'anciens membres de Vikzhel' – les social-révolutionnaires Mosjagin, Meshkov, Zhivopiscev, Tripeckij, Uglanov, Ljalin, l'ancien président de l'Union des ingénieurs, l'ancien ministre de la communication du gouvernement provisoire Liverovskij, l'ancien chef de la route Nikolayevskaya Manos, l'ancien président du comité alimentaire de l'ingénieur de la route Nikolayevskaya Proskurjakov, l'ancien président de l'Union du télégraphe et du mouvement opérationnel Lermontov [...] 264 personnes ont été arrêtées dans cette affaire...<sup>703</sup> »

Les procès ont porté un coup à l'intelligentsia technique en URSS : des spécialistes et des ingénieurs de haut niveau ont été arrêtés. Dans le même temps, les accusations de « sabotage » et de « conspiration » ont permis de justifier les erreurs du parti dans la gestion de l'industrie, les détournements de fonds.

En particulier, les « affaires de sabotage industriel » ont consolidé l'approche non professionnelle et formelle de la gestion des projets économiques en URSS, lorsque les données vigoureuses des rapports et des comptes divergeaient fortement de l'état réel des choses. Le résultat de ces affaires a également été une grave pénurie de personnel d'ingénierie expérimenté, ce qui a conduit à une utilisation inefficace des équipements, à une baisse de la qualité et à une augmentation des accidents du travail. La peur naissante de la contestation a permis aux dirigeants du pays de contrôler la situation. On peut donc supposer que les « affaires de sabotage » ont aussi permis de maintenir le pouvoir entre les mains de l'élite du parti.

Cette série de procès, qui a débuté en 1928 et s'est poursuivie avec la plus grande intensité tout au long des cinq années suivantes, a clairement démontré leur lien avec les problèmes d'industrialisation. Tant la communauté technique que les milieux politiques étaient divisés entre ceux qui soutenaient le rythme forcé de l'industrialisation et ceux qui préféraient un rythme modéré. Lorsque ce choix a commencé à affecter la capacité des élites dirigeantes à conserver le pouvoir, la machine répressive de l'État s'est mise en marche, détruisant les partisans du développement modéré. Les anciens ingénieurs les plus accomplis professionnellement et les partisans du développement modéré de l'élite politique, étaient terrorisés. La question se pose

---

<sup>703</sup> *Idem.*



dans ce contexte de savoir comment résoudre les problèmes des premiers plans quinquennaux car quelle que fût sa position dans cette confrontation, aucune partie n'envisageait l'industrialisation sans une assistance technologique venue de l'extérieur.

### C. Le choix en faveur d'un corpus d'ingénieurs étrangers

De nombreuses questions sur les raisons d'inviter des spécialistes techniques étrangers, leur adaptation et leur influence sur l'industrie de la Russie dans les années 1930, sur leur travail et la vie en URSS restent en suspens. Dans le chapitre précédent nous avons montré que lors du premier quinquennat les spécialistes étrangers ont été très nombreux dans la sidérurgie soviétique. Ce sous-chapitre prétend chercher les réponses à certaines des questions que la chercheuse C. Quiring a appelé « le transfert historique, unique en son genre, des idées de la « Nouvelle Construction » à la société en Russie soviétique »<sup>704</sup>. Selon elle, le phénomène du transfert des idées d'ingénierie vers la Russie était omniprésent. En élargissant l'angle de vue en dehors de la sidérurgie, dans ce sous-chapitre nous tenterons de vérifier cette affirmation.

#### *Le manque extrême d'ingénieurs et d'architectes nationaux*

La transformation de l'URSS en une puissance industrielle, a initié une nouvelle construction à grande échelle. L'industrialisation a fortement soulevé la question de la planification à long terme, de l'amélioration du réseau des organisations de construction industrielle. Au cours de l'élaboration du premier plan quinquennal, les instituts d'Etat chargés d'élaborer les projets des bâtiments étaient encore à leurs débuts et ne pouvaient pas fournir des solutions rapides au développement complexe des études à réaliser dans un temps très limité, à une échelle énorme et de nouveauté exceptionnelle. Il s'est avéré que l'organisation des grands travaux de construction et de l'élaboration des projets dans l'industrie lourde était une tâche particulièrement difficile<sup>705</sup>.

---

<sup>704</sup> Claudia QUIRING, « Foreign Experts in the Soviet Union: "May's Team" » (« Inostrannye specialisty v Sovetskom Souze: "Brigada Maâ" »), *Arhitekton: izvestiâ vuzov*, № 37, mars 2012, p. 96.

<sup>705</sup> Emmanuel QUIRING, « Les résultats et les perspectives de l'organisation des grands travaux de construction par l'État. Le rapport au III<sup>ème</sup> plénum du Comité central de l'Union des constructeurs (« Itogi i perspektivy kapital'nogo stroitel'stva gospromyšlennosti. Doklad na III plenum CK Souza stroitelej »), *Torgovo-promyšlennâ gazeta*, le 5 novembre 1926.

Voir aussi : I.A. KAZUS', *L'architecture soviétique dans les années 1920 : Organisation du design* (Sovetskaâ arhitektura 1920 : Organizaciâ proektirovaniâ), Moscou, Progress – Tradiciâ, 2009, p. 104.

Bien que le décret du Conseil des Commissaires du peuple *Sur les mesures visant à élever le niveau des connaissances techniques et d'ingénierie dans le pays et à améliorer les conditions de vie des ingénieurs de la RSFSR*<sup>706</sup> ait été adopté en 1921, pendant 3 ans (de 1923 à 1926) en URSS n'ont été formés que 30 architectes<sup>707</sup>. Dans la préface de l'ouvrage *Les plans des bâtiments d'usine et leur édifice*<sup>708</sup> publiée en 1927, son auteur enseignant universitaire V.L. Hoffman a fait observer qu'il y avait très peu de spécialistes pour réaliser les énormes projets en raison du manque presque total de formation par les universités. Constatant la pénurie d'ingénieurs et d'architectes, Hoffman note que :

« Il y a très peu de spécialistes pour mener à bien cette tâche énorme, car jusqu'à présent, à de très rares exceptions près, il n'y avait absolument aucune matière spéciale enseignée dans les écoles techniques supérieures – l'architecture d'établissement industriel. Confronté au cours de mon travail à un large éventail de techniciens de diverses spécialités et en particulier à des constructeurs, je dois découvrir des plaintes générales sur l'absence de sources dans la littérature technique russe qui fournissent des informations sur les dernières constructions industrielles.<sup>709</sup> »

Le contenu du livre de Hoffman, d'où la citation est tirée, est également très éloquent. Le livre est essentiellement illustratif, les sources utilisées pour sa compilation étaient de la littérature technique occidentale (un tiers de la bibliographie est représenté par la littérature d'auteurs russes de la période prérévolutionnaire, le reste est de provenance de sources étrangères). Outre quelques installations industrielles situées en Russie, la quasi-totalité du matériel d'illustration du livre provient de l'étranger : le plan directeur de l'usine Siemens - Werke à Berlin, l'usine de Birmingham, l'usine Erkman à Dresde, l'usine du pont Ritter-Conley à Pittsburgh (Amérique), le plan-diagramme de l'usine Allis Chalmers Company, l'entrepôt de charbon à Mariendorf, le plan de l'entrepôt principal de Ford, le dépôt d'essence devant Paris, la façade de l'élévateur à cylindres américain, etc.

---

<sup>706</sup> Le décret du Sovnarkom *Sur les mesures visant à élever le niveau des connaissances techniques et d'ingénierie dans le pays et à améliorer les conditions de vie des ingénieurs dans la RSFSR* (le 25 août 1921) (« Dekret Soveta Narodnyh Komissarov. O merah k podnâtiû urovnâ inženerno-tehničeskogo znaniâ v strane i k ulučšeniû uslovij žizni inženerno-tehničeskikh rabotnikov RSFSR ot 25 avgusta 1921 »), *Corps des lois du gouvernement pour l'année 1921*, Moscou, Upravlenie delami Sovnarkoma SSSR, 1944, pp. 756-757.

<sup>707</sup> I.A. KAZUS', *L'architecture soviétique dans les années 1920 : Organisation du design* (Sovetskaâ arhitektura 1920 : Organizaciâ proektirovaniâ), *op. cit.*, p. 104.

<sup>708</sup> V.L. HOFFMAN, *Les plans des bâtiments d'usine et leur édifice* (Planirovka i konstruirovanie fabrično-zavodskih zdaniij), Leningrad, Izdatel'stvo KUBUČ, 1927.

*L'architecture d'établissement industriel* de Hoffman propose un ensemble de cours donnés au département de mécanique de l'Institut polytechnique de M.I. Kalinin à Leningrad, édité et compilé à partir de matériaux provenant de la pratique étrangère.

<sup>709</sup> V.L. HOFFMAN, *Les plans des bâtiments d'usine et leur édifice* (Planirovka i konstruirovanie fabrično-zavodskih zdaniij), *op. cit.*, p. IV.

Ainsi, le problème n'était pas seulement le manque d'ingénieurs compétents (des technologues, des architectes), mais aussi la pénurie d'informations actualisées provenant des ingénieurs soviétiques. À partir de 1913 et pendant près de deux décennies, pour des raisons compréhensibles, personne en Russie ne s'est engagé dans le développement des sciences de l'ingénieur.

La tonalité et le contenu des décrets de différentes années ne laissent aucun doute sur la ligne officielle suivie par le gouvernement soviétique à l'égard des spécialistes qualifiés de l'étranger. En particulier, selon le décret du *Sovnarkom* du 25 août 1921 (mentionné ci-dessus), « pour réaliser la relance économique la plus rapide du pays [...] l'implication des forces d'ingénierie de l'étranger »<sup>710</sup> est extrêmement nécessaire. La résolution du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS *Sur l'engagement de spécialistes étrangers du 15 février 1927*<sup>711</sup> témoigne aussi de l'intention des autorités soviétiques de profiter des services des spécialistes occidentaux et de leur attitude loyale par rapport à eux.

Le point de vue de par certains chercheurs contemporains, à savoir qu'à cette époque « le pays disposait bien assez de ses propres spécialistes ayant une expérience prérévolutionnaire »<sup>712</sup>, ne semble pas convaincant. Lorsque M. Meerovič et D. Hmel'nickij parlent de la capacité pour un pays de subvenir à ses propres besoins par ses propres spécialistes, ils oublient certainement des circonstances très délicates. Les ingénieurs soviétiques étaient soumis à une pression constante de la part des autorités, ce qui ne pouvait guère, en soi, contribuer au processus créatif.

La liste des employés de *Metallstrojproekt* qui, selon le langage du document, « se sont compromis », est présentée ci-dessous à titre d'illustration (*Figure*). *Metallstrojproekt*, l'un des

---

<sup>710</sup> Le décret du *Sovnarkom* *Sur les mesures visant à élever le niveau des connaissances techniques et d'ingénierie dans le pays et à améliorer les conditions de vie des ingénieurs dans la RSFSR* (le 25 août 1921) (« Dekret Soveta Narodnyh Komissarov. O merah k podnâtiû urovnâ inženerno-tehničeskogo znaniâ v strane i k ulučšeniû uslovij žizni inženerno-tehničeskikh rabotnikov RSFSR ot 25 avgusta 1921 »), le *Corps des lois du gouvernement pour l'année 1921.*, *op. cit.*, pp. 756-757.

<sup>711</sup> GA RF, f. P-5446, inv. 3, d. 73, l. 2-3. « La résolution du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS du 15 février 1926 *Sur l'attraction de spécialistes de l'étranger* (Postanovlenie Soveta Narodnyh Komissarov Soûza SSR ot 15 fevralâ 1926 « O privilečenii specialistov iz zagranicy »), dans HROMOV S.S., *L'industrialisation de l'Union soviétique. Nouveaux documents. Nouveaux faits. Nouvelles approches* (Industrializaciâ Sovetskogo Soûza. Novye dokumenty. Novye fakty. Novye podhody. Čast' 2), Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1999, pp. 200 - 202.

<sup>712</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennââ èkonomika*, 2005, №4, p. 133.

organismes impliqués dans le design des usines métallurgiques. Les « compromis » le sont par les origines sociales de leurs parents (de la noblesse, d'honorables bourgeois héréditaires), les biens immobiliers appartenant à leurs parents avant la révolution (la maison, l'atelier, la terre), le service dans l'armée blanche, la présence des parents à l'étranger, et même la position professorale des parents. Cette liste établie « sur les anciens spécialistes » dont la biographie contient des informations compromettantes fut envoyée en mars 1933 au chef d'un département spécial de *Metallstrojproekt* afin de sélectionner des informations compromettantes plus spécifiques pour les envoyer ensuite au département des passeports de la Milice ouvrière et paysanne à l'adresse suivante : 8 rue Urickij, salle 78, Leningrad<sup>713</sup>. La liste originale contient 45 noms.

Figure 3. La liste (version abrégée) de la filiale de Leningrad de *Metallstrojproekt*<sup>714</sup>

	Spécialité	Origine sociale des parents	Biens des parents avant la révolution	Notes (le service militaire, l'implication dans l'enquête, les parents à l'étranger)
Aleksandrov N.N.	Architecte	Honorable bourgeois héréditaire	La maison à la compagne. La station Udel'naja	
Amosova A.M.	Designer	Paysan	Maison et atelier	Armée Rouge. Frère en France en exil en 1917.
Andreev I.A.	Ingénieur	Bourgeois		Armée Rouge
Andrienko	Ingénieur	Petit-bourgeois		Service militaire dans l'armée de Kolchak.
Alekseevskij	Architecte	Honorables bourgeois héréditaires		
Beljakova-Halkina		Honorable bourgeois héréditaire		Le père était un manager dans la maison du comte Shuvalov.
Buldakova G.I.		Paysans	Maison au village	Le père a été exilé par la Commission régionale.
Berezin N.P.	Économiste	De la noblesse		Armée rouge, a vécu en Finlande en 1917.
Bogoslovskij A.S.	Ingénieur	Noblesse personnelle		Armée rouge, son père était un capitaine de la marine.
Gol'dberg V.P.	Designer	Petit-bourgeois	La maison	Son père est un ancien commerçant
Zhukovskij B.I.	Architecte	De la noblesse		L'Armée Rouge, ses frères sont en Pologne, autrefois mon père était directeur de banque.
Stychinskaja K.G.	Designer	De la noblesse		
Tjufjaev A.V.	Économiste			Le père a été dépossédé
Umnov F.F.	Comptable	De la noblesse		

<sup>713</sup> CGA SPb (Archives centrales d'État de Saint-Petersbourg), f. 6659, inv. 1, d. 40, l. 2. « Le filial de Leningrad du Trust national des études industriels *Promstrojproekt* chargé de faire les projets des installations sidérurgiques et dans le domaine de la métallurgie non ferreuse ainsi que dans l'ingénierie mécanique. Leningrad. 1931-1934. Les caractéristiques et les listes des employés du département (informations compromettantes disponibles) » (« Leningradskoe otdelenie vsesoûznogo gosudarstvennogo tresta stroitel'nogo proektirovaniâ « Promstrojproekt », sooruženij černoj i cvetnoj metallurgii i mašinostroeniâ. Leningrad. 1931–1934. Harakteristiki i spiski sotrudnikov otdeleniâ (imeûtsâ komprometiruûšie svedeniâ) »).

<sup>714</sup> *Ibid.*, l. 4 - 5.

	Spécialité	Origine sociale des parents	Biens des parents avant la révolution	Notes (le service militaire, l'implication dans l'enquête, les parents à l'étranger)
Frize F.Je.	Architecte	Honorable bourgeois héréditaire	La maison et le terrain	A vécu dans différents pays entre 1909 et 1914.
Hrzhanotovskaja O.	Ingénieur	De la noblesse		
Chizh S.I.	Ingénieur	De la noblesse		
Jahimovich V.V.	Ingénieur	De la noblesse	Une maison d'habitation de 15 appartements, et l'atelier	Le père est professeur

En plus de ces informations compromettantes, les dénonciations sont monnaie courante dans les murs de la filiale de Leningrad de *Metallstrojproekt*. Nous avons en notre possession le texte manuscrit d'un indic (la signature en bas du document, sans l'indication d'un vrai nom, ne nous permet pas de l'identifier) qui, sur les instructions de son superviseur, surveille ses collègues. Cette personne collecte notamment des informations sur son collègue étranger Brjushli Karl Genrihovich ainsi que sur l'étranger Shul'c. Ainsi l'anonyme – indic dénonce ses collègues :

« En réponse à vos instructions, je donne les informations supplémentaires suivantes :  
1) Brjushli était en congé du 19/07/1933 au 19/08/1933, j'indique les personnes avec lesquelles [il] parle parfois, surtout avec l'interprète - Busse Rudol'f Rudol'fovich, qui est originaire de la province et du comté de Holm, né en 1892, allemand, issu de la paysannerie, éducation inférieure. Adresse : 36, Detskosel'skij proezd, app. 54. Il parle parfois avec Abram Zhan Rafailovich – l'ingénieur brigadier, né en 1906, originaire de Pologne, de la petite bourgeoisie, formation technique secondaire, habite 21 rue Terjaev, appart. 9. Sur le travail [il a] contacté le technicien Zalman Madorskij, né en 1907...  
Signé et daté du 25 août 1933<sup>715</sup> »

### *L'institutionnalisation du nouveau corps des architectes et des ingénieurs soviétiques*

Au début de l'industrialisation, la demande d'ingénieurs et d'architectes institutionnalisés et bien organisés en URSS n'avait pas encore été satisfaite. L'institutionnalisation du nouveau corps des architectes soviétiques en URSS ne s'est produite qu'en 1932, lorsque, notamment, l'Union des architectes soviétiques (*Sojuz sovetskih*

<sup>715</sup> *Ibid.*, 1. 6 - 7.

Les informations sur les employés étrangers sont envoyées à l'OGPU. Voir aussi : CGA SPb, f. 6659, inv. 1, d. 46.

*arhitektorov*, SSA) a été formée après la publication en 1932 d'un décret<sup>716</sup> dans lequel tous les « artistes, acteurs, musiciens, architectes, écrivains et cinéastes étaient invités à dissoudre leurs cellules « sectaires » et à unir chaque profession en une fédération centralisée »<sup>717</sup>.

Il est certain qu'au début de l'industrialisation, même en l'absence de nouvelles institutions réunissant des spécialistes techniques il y avait quelques « points de croissance » dans l'environnement des architectes et des designers soviétiques. Il s'agit à la fois de personnes et d'organisations (VOPRA<sup>718</sup>, MOVANO<sup>719</sup>, etc.), autour desquelles se regroupaient les spécialistes les plus actifs professionnellement et qui, comme par hasard, étaient en conflit permanent entre eux. A titre d'exemple, la lutte contre l'éclectisme et le néoclassicisme, d'une part, et contre le formalisme et le fonctionnalisme, d'autre part, étaient les bannières sous lesquelles l'*Association panrusse des architectes prolétaires* (VOPRA) a commencé son activité en 1929. Dans sa déclaration, la VOPRA a condamné avec la même sévérité la théorie et la pratique des groupes de « gauche » et ceux de droite dans l'architecture soviétique.<sup>720</sup> Dans le cadre de cette critique, la VOPRA a vivement opposé son organisation, prétendument seule porteuse de la méthode du matérialisme dialectique en architecture, aux groupes « associés » et a mené une lutte intensive contre la *Société scientifique et technique* de MOVANO, sur la base de laquelle tous les groupes d'architectes avaient été réunis en 1931. En conséquence, la VOPRA créait une atmosphère d'insularité circulaire, de conformisme social et de détachement par rapport aux larges couches de spécialistes.<sup>721</sup>

Selon l'opinion du participant à ces événements, l'architecte R. Higer, la liquidation de la VOPRA et d'autres organisations similaires par un décret du Comité central du VKP(b) et la création en 1932 d'une union unique d'architectes soviétiques avec une fraction communiste

---

<sup>716</sup> Le 23 avril 1932, le Comité central du VKP(b) a publié un décret *Sur la restructuration des organisations littéraires et artistiques*. En juillet de la même année, l'Union des architectes soviétiques (SSA) a été créée sur la base de ce document. Toutes les autres associations créatives d'architectes opérant en URSS ont été supprimées lors de la création de l'Union.

<sup>717</sup> Hannes MEYER, « The Soviet architect », *TASK magazine*, February 1943, En ligne: <https://thecharnelhouse.org/2015/08/09/bauhaus-director-hannes-meyers-adventures-in-the-soviet-union-1930-1936/>

<sup>718</sup> VOPRA (la *Société panrusse des architectes prolétaires*) est une organisation fondée en 1929. VOPRA a déclaré la création d'une architecture de classe prolétarienne. Elle était idéologiquement proche de l'*Association russe des écrivains prolétariens* (RAPP) et de *Proletkult*. En 1932, VOPRA fait partie de l'*Union des architectes soviétiques*.

<sup>719</sup> MOVANO (la Succursale régionale de Moscou de la *Société scientifique et technique de l'URSS*) est une *Association d'architectes de Moscou* créée en 1930. Elle a cessé son existence en 1932, rejoignant l'Union des architectes soviétiques nouvellement formée.

<sup>720</sup> R. Â. HIGER, *Les chemins de la pensée en architecture : 1917-1932* (Puti arhitekturnoj mysli : 1917—1932), Moscou, OGIZ, 1933, p. 112.

<sup>721</sup> *Ibid.*, p. 116.

en son sein ont permis d'ouvrir « une nouvelle page dans le développement de l'architecture soviétique » et de lui confier « de nouvelles tâches liées au développement du deuxième plan quinquennal »<sup>722</sup>.

Mais quels sont les ingénieurs et les architectes qui ont résolu les problèmes du premier plan quinquennal ? Essayons de répondre à cette question en nous appuyant sur les documents de la revue *Sovremennaja arhitektura* (l'*Architecture contemporaine*), qui était la porte-parole des constructivistes des années 1920, associés à l'*Union panrusse des architectes contemporains* (OSA). Qui, soit dit en passant, était l'une des cellules « sectaires » impliquées dans les conflits créatifs intergroupes et qui, en 1932, a rejoint l'Union des architectes soviétiques nouvellement formée.

Le premier numéro de la revue *Sovremennaja arhitektura* a été publié en 1926 et le dernier à la fin de l'année 1930. Une période très courte, en pleine effervescence. Au travers du choix des thématiques de ses articles et de la liste de ses auteurs publiés, la revue livre d'intéressantes réponses aux questions que nous nous posons dans ce chapitre.

La formation et l'institutionnalisation du corps des ingénieurs en URSS au seuil du premier plan quinquennal se produisent plutôt spontanément, à l'initiative d'institutions et de personnes distinctes, en l'absence de financements suffisants.

Ainsi, l'*Institut d'État des installations industrielles* de VSNKh de l'URSS – l'institution centrale de recherche sur les questions de construction - apparaît en 1927 à l'initiative d'un certain nombre de personnes – de professeurs, ingénieurs et étudiants de MVTU (l'*École technique supérieure*). Les raisons de la création de cet institut étaient les suivantes : « la nécessité de développer des travaux scientifiques et de recherche dans le domaine de la construction afin de faire progresser l'ingénierie de la construction en URSS » dans les conditions suivantes : « retard technique, augmentation du coût de la construction dans le cadre de l'énorme rythme de développement du programme de construction », extrême insuffisance des travaux scientifiques et de recherche dans le domaine des matériaux de construction, absence de normes pour leur conception (l'article traite de l'absence de normes pour la conception des structures d'ingénierie hydraulique et de normes scientifiques pour la construction antisismique).<sup>723</sup>

---

<sup>722</sup> *Ibid.*, pp. 116-117.

<sup>723</sup> Von J. LERNER, « Die Tätigkeit des staatlichen Bauinstitut in Moskau (l'*Institut d'État des installations industrielles en 1927-1928*) », *Sovremennaja arhitektura*, 1928, №5, p. 163.

La *Société d'État allemande pour la construction expérimentale de logements* était choisie comme modèle pour l'*Institut d'État des installations industrielles*, la structure institutionnelle nouvellement établie. Mais alors que le Reichstag a alloué en 1927 - 1928 un montant solide de 10 millions de marks-or<sup>724</sup>, au cours de sa première année d'existence, l'*Institut d'État des installations industrielles* a reçu seulement 60000 roubles<sup>725</sup> - une somme incomparablement faible et misérablement négligeable (quasiment 50 fois inférieure à celle de l'Allemagne).

Pour résoudre les problèmes que l'Institut s'est fixés et qui, selon leur importance, pouvaient être classés parmi les tâches prioritaires de l'État avec un financement extrêmement limité de l'État, l'Institut fait appel à l'expérience étrangère. Selon les représentants de l'Institut, interrogés par un correspondant de la revue *Sovremennââ arhitektura* :

« La communication avec les pays étrangers ne fait que commencer. Le professeur P.A. Velihov, membre du conseil d'administration de l'Institut, a été délégué de l'Institut à une conférence internationale sur les essais de matériaux. L'Institut est devenu membre de la Société internationale d'essais des matériaux. Des voyages de délégation aux congrès de Munich et de Paris sur la construction de logements ont été utilisés pour établir des connexions internationales par l'intermédiaire du professeur V.V. Bashinskij. Le directeur adjoint de l'Institut des structures, le professeur A.F. Lolejt, et un membre du conseil d'administration de l'Institut, le professeur N.S. Streleckij, ont participé au congrès de Vienne en septembre de cette année [1928] sur l'étude des structures. Le professeur Lolejt et un chercheur de l'Institut, O.A. Vytke, détaché à l'étranger, ont été chargés de la tâche de faire connaissance et d'établir des liens avec des instituts scientifiques étrangers, en particulier avec ... la Société expérimentale allemande pour la construction de logements. Progressivement, un échange avec l'étranger s'établit. Création d'une bibliothèque. ...La bibliothèque est déjà devenue une ressource très précieuse en raison de la sélection de toute la littérature étrangère la plus récente (plus de 2000 titres) et de plusieurs dizaines de revues étrangères dans toutes les branches de la technologie du bâtiment.<sup>726</sup> »

Attardons-nous sur le personnage mentionné à savoir le professeur P.A. Velihov, membre du conseil d'administration de l'Institut, afin de montrer une fois de plus comment le système se débarrassait de ses propres ingénieurs hautement qualifiés dans une situation de pourtant préoccupante aiguë de personnel d'ingénierie.

Velihov Pavel Appolonovich était un scientifique dans le domaine de la mécanique des structures, de l'ingénierie des ponts et de la science des matériaux. Fils d'avocat, il avait obtenu

---

<sup>724</sup> *Idem.*

<sup>725</sup> *Idem.*

<sup>726</sup> *Ibid.*, pp. 164-165.



une médaille d'or au Gymnase n° 6 de Saint-Pétersbourg en 1894 et à l'Institut des ingénieurs ferroviaires de Saint-Pétersbourg en 1899. De 1899 à 1913, il enseigne à l'école d'ingénieurs de Moscou, où il dirige le laboratoire de mécanique, et à l'école technique de Moscou (à partir de 1913 – en tant que professeur associé), tout en menant parallèlement des activités d'ingénieur au sein de la Société de Moscou pour la construction de voies ferrées en Russie. Il s'occupe de la conception de ponts et d'autres structures d'ingénierie. Avec l'organisation en 1918 de l'Institut expérimental du transport ferroviaire, il occupe le poste de chef adjoint du département de la voie ferrée et donne simultanément des cours à l'École technique supérieure de Moscou et un cours spécial de mécanique des structures et de théorie de l'élasticité à l'Institut des ingénieurs du transport ferroviaire de Moscou. De 1928 à 1929, il est doyen de la faculté de génie civil.<sup>727</sup>

En juillet 1922, il a été arrêté en raison d'une accusation d'activité antisoviétique, il devait être envoyé à l'étranger en tant que membre d'un groupe « d'intellectuels antisoviétiques », mais grâce à la pétition des dirigeants du Commissariat du peuple aux chemins de fer, il a été libéré sous contrôle judiciaire, bien que l'affaire contre lui ne soit arrêtée qu'en 1927 « du fait que cette accusation d'activité antisoviétique n'a pas été confirmée ». <sup>728</sup>

Le 12 juin 1929, il est à nouveau arrêté et, dans l'attente d'une décision sur son sort, il se trouve à la prison de Butyrki où il a été accusé

« [...] d'être membre d'une organisation contre-révolutionnaire, de mener une politique de construction visant à perturber l'économie routière de l'URSS en retenant des fonds du budget de l'État en les investissant dans la construction de routes sans coordination avec le plan de développement économique du pays ainsi qu'en utilisant des méthodes de construction donnant des résultats négatifs. <sup>729</sup> »

Velihov a été condamné à la peine capitale par le Conseil de l'OGPU le 4 avril 1930 pour espionnage, activités contre-révolutionnaires et sabotage, Il a été réhabilité le 11 décembre 1963 à titre posthume pour absence de corpus delicti. <sup>730</sup>

---

<sup>727</sup> V. A. VOLKOV, M. V. KULIKOVA, *Les professeurs moscovites du 18<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle dans les sciences naturelles et techniques* (Moskovskie professora XVIII - načala XX vekov. Estestvennyye i tehničeskie nauki), Saint-Pétersbourg, Izd-vo Mir, 2008, p. 54.

<sup>728</sup> RGASPI, f. 2, inv. 2, d. 1245 (la liste de professeurs anti-soviétiques, le 31 juillet 1922).

<sup>729</sup> V. A. VOLKOV, M. V. KULIKOVA, *Les professeurs moscovites du 18<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle dans les sciences naturelles et techniques* (Moskovskie professora XVIII - načala XX vekov. Estestvennyye i tehničeskie nauki), *op. cit.*, p. 54.

<sup>730</sup> *Idem.*

Dans ce qui suit, nous énumérons les publications de cet ingénieur et scientifique afin de démontrer, outre la qualité et la quantité élevées de son activité scientifique, le fait que le professeur Velihov est resté un scientifique actif et efficace dans la Russie tsariste et soviétique.

Figure 4. Bibliographie des publications de P.A. Velikhov

(La bibliographie n'est peut-être pas exhaustive, mais toutes les publications citées sont accessibles aux lecteurs à présent et sont conservées à la bibliothèque de Lénine, <https://www.rsl.ru/> )

1901	« Rapport sur l'application de mesures organisationnelles et méthodologiques dans la réalisation d'enquêtes sur la construction des chemins de fer ». <sup>731</sup>
1903	« L'appareil pour étudier une question sur le moment maximal absolu ». <sup>732</sup>
1904	« Le laboratoire de mécanique du Collège d'ingénierie de Moscou du Ministère des transports ferroviaires. L'examen des activités ». <sup>733</sup>
1908	« Les propriétés mécaniques des matériaux de construction ». <sup>734</sup>
1909	« L'index systématique des résolutions du Conseil d'administration de l'École d'ingénieurs de Moscou ». <sup>735</sup>
1910	« L'introduction au cours des structures métalliques ». <sup>736</sup>
1911	Rapport. « La Société internationale d'essais des matériaux et ses relations avec les associations nationales ». <sup>737</sup>
1912	« L'Amérique du Nord : les impressions sur un voyage dans l'est des États-Unis et au Canada au cours de l'été 1912 ». <sup>738</sup>
1923	Article. « La nouvelle nomenclature et les nouvelles normes pour les matériaux de liaison ». <sup>739</sup>
1924	« La mécanique des structures ». <sup>740</sup>

<sup>731</sup> CIAM (Archives historiques centrales de Moscou), f. 231, inv. 2, d. 82. « Le rapport de P.A. Velihov sur l'application des mesures organisationnelles et méthodologiques lors de l'arpentage éducatif et ferroviaire en 1901 dans les environs de Moscou pour les étudiants de l'école d'ingénieurs de Moscou, 1901-1902 » (« Doklad P.A. Velihov o primenenii organizacionno-metodičeskikh meropriätij pri provedenii učebno-železnodorožnyh izyskanij v 1901 v okrestnostâh Moskvy dlâ studentov Moskovskogo inženernogo učiliša s prilozheniem perečnâ trass, smet i instrukcij po proizvodstvu izyskanij, 1901-1902»).

<sup>732</sup> P.A. VELIKHOV, *L'instrument d'étude du couple maximal absolu* (Pribor dlâ izučeniâ voprosa ob absolûtnom naibol'shem momente), Saint-Pétersbourg, tip. M.P.S. tovarišestvo I.N. Kušnerev i K°, 1903.

<sup>733</sup> P.A. VELIKHOV, *Le laboratoire de mécanique de l'école impériale d'ingénieurs de Moscou du ministère des Transports : Un aperçu des activités du laboratoire pendant les cinq premières années de son existence (1898-1903)* (Mehaničeskaâ laboratorii Imperatorskogo Moskovskogo inženernogo učiliša Vedomstva putej soobšeniâ : Obzor deätel'nosti laboratorii za pervye pâ't' let ee sušestvovaniâ (1898-1903)), Moscou, Universitetskaâ tipografiâ, 1904.

<sup>734</sup> P.A. VELIKHOV, *Les propriétés mécaniques des matériaux de construction* (Mehaničeskie svojstva stroitel'nyh materialov), Moscou, Universitetskaâ tipografiâ, 1904-1908.

<sup>735</sup> P.A. VELIKHOV, *L'index systématique des résolutions du Conseil de l'école d'ingénieurs de Moscou pour les années 1905, 1906, 1907 et 1908, 1909* (Sistematičeskij ukazatel' postanovlenij Soveta Moskovskogo inženernogo učiliša za 1905, 1906, 1907 i 1908, 1909), Moscou, tipografiâ tovarišestva V. Čičerin, 1909.

<sup>736</sup> P.A. VELIKHOV, *L'introduction à la construction métallique* (Vvedenie v kurs metalličeskikh konstrukcij), Moscou, tipografiâ tovarišestva Vladimir Čičerin, 1910.

<sup>737</sup> P.A. VELIKHOV, *La Société internationale d'essai des matériaux et ses relations avec les associations nationales : Rapport de l'ingénieur P.A. Velikhov, le 29 oct. 1911 à Moscou lors d'une réunion. La société russe pour l'essai des matériaux* (Meždunarodnoe obšestvo ispytaniâ materialov i ego svâz' s nacional'nymi asociaciâmi : Doklad inženera P.A. Velihova 29 okt. 1911 v Moskve na sobranii. Russkogo obšestva ispytaniâ materialov), Moscou, tipografiâ Imperatorskogo Moskovskogo un-ta, 1912.

<sup>738</sup> P.A. VELIKHOV, *L'Amérique du Nord : les impressions techniques d'un voyage à travers l'est de l'Amérique du Nord et le Canada en été 1912 : le compte rendu textuel d'un rapport lu le 15 décembre 1912 à la Société russe pour l'essai des matériaux* (Severnaâ Amerika : Tehničeskie vpečatleniâ ot poezdki po vostočnoj časti Severnoj Ameriki i Kanady letom 1912 : Stenografičeskaâ zapis' doklada, pročitanogo 15 dek. 1912 g. v Russkom obšestve ispytaniâ materialov v Moskve), Moscou, tovarišestvo "Pečatnâ S.P. Åkovleva", 1913.

<sup>739</sup> P.A. VELIKHOV, *La nouvelle nomenclature et les nouvelles normes pour les agglutinants* (Novaâ nomenklatura i novye normy vâžuših vešestv), Moscou, žurnal Stroitel'naâ promyšlennost', 1923.

<sup>740</sup> P.A. VELIKHOV, *La mécanique des structures : (Notes de cours)*, l'Institut des ingénieurs ferroviaires de Moscou (Stroitel'naâ mehanika : (Lekcionnye zapiski), Moskovskij institut inženierov putej soobšeniâ), Moscou, Izd-vo pri Ispolprofbûro MIIPS, 1924.

1924	« La théorie des ouvrages de génie civil ». <sup>741</sup>
1926	« Les cours. Théorie de l'élasticité ». <sup>742</sup>
1927	« Un bref cours de mécanique des structures ». <sup>743</sup>

Il est difficile d'imaginer qu'avec une telle activité, on puisse trouver du temps pour tout autre type d'activité (et encore moins pour l'espionnage dont Velikhov a été accusé).

Il est évident qu'une brève analyse des activités d'un média distinct, à savoir la revue *Sovremennaja arhitektura*, dont nous avons l'intention de poursuivre l'étude par la suite, n'est pas en mesure de donner une image complète de la formation des institutions d'ingénierie en URSS. Mais cette analyse reflète tout de même les principales tendances de l'évolution de cette formation.

En 1927, un an après le premier numéro de la revue *Sovremennaja arhitektura*, son comité de rédaction se demande ce qui a été fait pendant la période écoulée. Les réponses sont les suivantes.

« Le travail scientifique a été réalisé en sections sur différentes questions d'architecture. [...Les articles] « La méthode fonctionnelle et la forme », « L'habitat agrandi », « Les voies vers les normes » ont été publiés dans la revue « SA », n° 4 pour 1926, n° 1 et n° 2 pour 1927. Les activités des sections, en plus du caractère de recherche, ont également conduit à une résolution pratique des questions soulevées par la modernité dans le domaine de l'habitat et de la construction industrielle [...] Une communication avec les groupes d'architectes d'avant-garde à l'étranger a été établie ; avec eux un échange de livres et de revues est maintenu. Grâce à ce lien, l'OSA [l'*Union panrusse des architectes contemporains*] a la possibilité de se tenir au courant de la vie architecturale en Europe occidentale et en Amérique. Au cours de cette période, l'OSA a reçu plusieurs invitations à participer à des expositions d'architecture à l'étranger (New York - Amérique, Bruxelles - Belgique, Prague - Tchécoslovaquie). Mais de toutes ces invitations, une seule a pu avoir lieu jusqu'à présent : l'OSA a participé à une exposition internationale d'architecture à New York. Selon les échos des journaux de New York, l'exhibition de l'OSA intéressait beaucoup les Américains. Au printemps 1927, l'OSA a commencé à organiser la première exposition d'architecture contemporaine à Moscou [...] Outre les œuvres d'architectes russes, l'exposition comportait une vaste section étrangère. L'exposition a été ouverte du 18 juin au 15 août 1927. L'OSA a fait partie des organisations publiques : la section architecturale de la *Société panrusse des*

<sup>741</sup> P.A. VELIKHOV, *La théorie des ouvrages de génie civil : les bases de la résistance des matériaux et de la mécanique des structures* (Teoriâ inženernyh sooruzenij : Opyt slitnogo izloženiâ osnov soprotivleniâ materialov i stroitel'noj mehaniki), Moscou, Gosudarstvennoe tehničeskoe izdatel'stvo, 1924.

<sup>742</sup> P.A. VELIKHOV, *La théorie d'élasticité : les cours donnés au département de construction de l'Institut des ingénieurs des transports de Moscou* (Teoriâ uprugosti : Lekcii, pročitannye na stroitel'nom fakul'tete Moskovskogo instituta inženerov transporta), Moscou, 1926.

<sup>743</sup> P.A. VELIKHOV, *Les cours de la mécanique des structures : les cours donnés au département de génie civil de l'École technique supérieure de Moscou, 1926-1927* (Kratkij kurs stroitel'noj mehaniki : Izloženie lekciij, čitannyh na 3-m kurse Inženerno-stroitel'nogo fakul'teta Moskovskogo vysshego tehničeskogo učiliša v 1926 – 1927)), Moscou, Izd-vo Moskovskogo vysshego tehničeskogo učiliša, 1927.

*relations culturelles* avec l'étranger (VOKS), au Bureau central des sections techniques et d'ingénierie du Comité central de l'Union des travailleurs de la construction.<sup>744</sup> »

Dans ce rapport, pour la première année d'existence de la revue, l'orientation pratique de l'architecture et de l'ingénierie en URSS, principalement dans le domaine du logement et de la construction industrielle, apparaît clairement. L'intérêt extrême pour les contacts avec les collègues étrangers est également un facteur déterminant du développement de l'architecture industrielle.

Un certain nombre de sources, dont la *Sovremennââ arhitektura*, rapportent que le premier architecte occidental à avoir été chargé en 1925 de concevoir la fabrique de teinture-apprêt *Krasnoe Znamâ* (« Bannière rouge ») à Leningrad était Erich Mendelson. Dans les années 1920, le complexe de bâtiments de l'usine *Krasnoe Znamâ* a été considérablement agrandi et rééquipé. Il était prévu de créer à partir de sa base une entreprise socialiste modèle. À cette fin, l'architecte Erich Mendelson a été invité d'Allemagne.

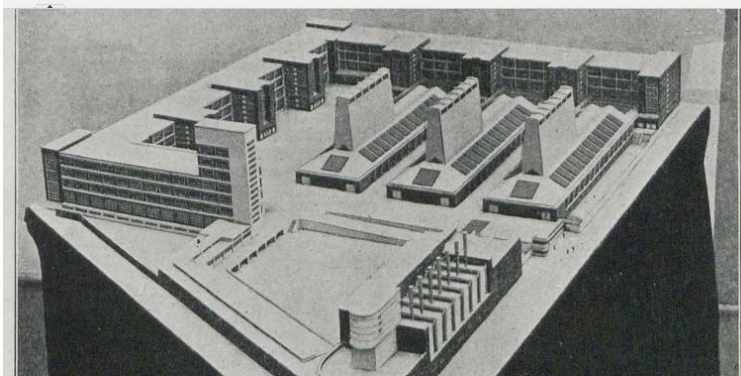


Figure 5. Erich Mendelsohn : Modèle de la fabrique de teinture-apprêt *Krasnoe Znamâ* à Leningrad<sup>745</sup>.

Le contrat de conception signé avec Mendelsohn était l'un des premiers de son genre. Mais il est intéressant aussi pour une autre raison. Dans les milieux soviétiques de l'architecture et de l'ingénierie, il a provoqué un débat sur l'opportunité d'attirer en URSS des spécialistes étrangers pour la conception. Presque toutes les organisations d'art centrales ont pris part à cette discussion. Les avis étaient partagés.

<sup>744</sup> *Sovremennââ arhitektura*, 1927, №4-5, p. 158.

<sup>745</sup> *Sovremennââ arhitektura*, 1927, №3, p. 107.

Le journal *Èkonomičeskaâ žizn'*<sup>746</sup> (« La vie économique ») a publié un article, dans lequel le contrat de l'architecte berlinois E. Mendelssohn était interprété comme étant « d'un ton inacceptable », « déformant la situation réelle » et « discréditant le nom de l'architecte E. Mendelssohn »<sup>747</sup>. Derrière le journal *Èkonomičeskaâ žizn'* se trouvaient les intérêts du groupe des « académiciens prérévolutionnaires » dirigé par Aleksej Shhusev. L'article laissait entendre, de manière déguisée, que Mendelssohn « avait reçu beaucoup d'argent, mais avait livré un projet rudimentaire »<sup>748</sup>. De surcroît, les « académiciens prérévolutionnaires » étaient scandalisés par le fait que le contrat pour la conception de l'usine *Krasnoe Znamja* à Leningrad avait été passé sans concours.<sup>749</sup>

De l'autre côté de la discussion, il y avait les « architectes de la nébuleuse constructiviste » (réunis autour de la revue *Sovremennaâ arhitektura*). Ils estimaient raisonnable que revienne à l'usine la décision d'inviter ou non un architecte étranger et que si le Trust textile de Leningrad, « considérant que la science et la technologie de l'Ouest sont en avance sur nous », invitait des ingénieurs étrangers, alors c'était le droit de l'entreprise donneuse d'ordre.<sup>750</sup>

Mendelssohn qui au début de son travail en Russie soviétique admirait l'expérience communiste, dans sa lettre aux rédacteurs de la revue *Sovremennaâ arhitektura*, a jugé bon de mettre les points sur les « i ». Il faut reconnaître qu'il le faisait avec la rigueur inhérente à un spécialiste de renommée internationale dont l'honneur professionnel était entaché. Ses arguments sont cités ci-dessous.

« En 1925, la commission du trust textile de Leningrad, qui se trouvait en Allemagne s'est adressée à moi à la suite de la publication de mes œuvres, ... [avec la proposition d'élaborer un contre-projet] au projet déjà existant du trust textile de Leningrad. Ce projet devait inclure l'organisation de la production, d'équipement thermique, la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, ainsi que l'aspect technique et architectural du bâtiment en question. Le contrat a été signé à Berlin [en octobre 1925]. Au printemps 1926, l'élaboration de mon projet d'examen était terminée, conformément au contrat. Le résumé se composait de : 35 feuilles de dessins de construction ; 23 feuilles de dessins d'architecture ; 24 pages de description de la construction ; 217 pages de calculs statiques ; 1 spécification des matériaux et des travaux de construction... ; 12 dessins

---

<sup>746</sup> *Èkonomičeskaâ žizn'*, №17, le 21 janvier 1927.

<sup>747</sup> A. PASTERNAK, *Sovremennaâ arhitektura*, 1927, №3, p. 107.

<sup>748</sup> L'avis éditorial en préambule à l'article de A. PASTERNAK « La lettre à l'éditeur », *Sovremennaâ arhitektura*, 1927, №3, p. 107.

<sup>749</sup> A. Shhusev, « Sur la participation de spécialistes étrangers à la construction en URSS », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1925, № 12.

<sup>750</sup> A. PASTERNAK « La lettre à l'éditeur », *Sovremennaâ arhitektura*, 1927, №3, p. 107.

techniques de machines ; 80 pages de description de machines ; 62 groupes de dessins techniques de pièces de machines [etc.] Le projet-expertise a été accepté pour la deuxième fois par la commission en mai 1926, approuvé par Moscou et affecté à l'exécution. Lors de mon séjour suivant à Leningrad, en juillet 1926, j'ai été chargé par un nouveau contrat de réaliser des dessins exécutifs pour mon projet. Pour l'exécution de la construction j'avais, selon le contrat, établi : 13 feuilles de dessins de construction, échelle 1:100 ; 58 feuilles de dessins de construction, échelle 1:50 à 1 : 1 ; 13 pages de notes aux dessins exécutifs ; 305 pages de calculs statiques ; 34 pages de calculs statiques comparatifs ; 22 groupes de dessins techniques de pièces de machines...Après cette déclaration compilée à partir des actes, il devrait être clair que les attaques contre moi et mon projet ne reposent sur rien et ne sont pas loyales...Au vu de cela, je demande à toutes les institutions responsables de prendre...les mesures les plus fortes contre ces machinations.<sup>751</sup> »

Nous avons cité délibérément les arguments de l'architecte allemand afin de démontrer le degré de controverse et d'argumentation lorsque pour repousser les attaques, il lui fut nécessaire de rendre publique la liste de ce qui avait été fait.

En 1927, après s'être excusé (ou du moins avoir essayé de le faire), Mendelssohn a cessé de participer au projet et a rapidement quitté Leningrad, tout en renonçant à sa qualité d'auteur<sup>752</sup>. La construction de la première phase de l'usine a été achevée en 1928-1929 avec l'installation d'équipements achetés en Allemagne (La deuxième tranche des bâtiments a été construite en 1934-1937). En guise d'épilogue, après le départ de Mendelssohn des excuses retentirent de la part du comité éditorial du journal *Sovremennâ arhitektura* :

« Quelle était la faute de Mendelssohn... ? L'architecte Mendelssohn a-t-il reçu des excuses pour s'être accidentellement, sans le vouloir, mis dans la roue de cet incident ? » Et de conclure : « Tous ces faits sont scandaleux, surtout si l'on se souvient que l'État lui-même nous dicte d'avoir un lien culturel avec l'Occident, en invitant des scientifiques, des gens d'art, alors qu'une société spéciale pour cela (VOKS) a été créée.<sup>753</sup> »

Attirer les spécialistes et les entreprises étrangères vers les commandes soviétiques visait en fin de compte à créer le plus rapidement possible, en utilisant au maximum l'aide étrangère, des entreprises de construction industrielles nationales « modèles », ainsi que des organisations de conception « modèles ».<sup>754</sup>

---

<sup>751</sup> Erich MENDELSON, « Lettre à l'éditeur, le 10 mars 1927, *Sovremennâ arhitektura*, 1927, №3, p. 108.

<sup>752</sup> M. S. ŠTIGLIC, « Promyšlennâ arhitektura Peterburga », *Neva*, 1996, pp. 114 - 116.

<sup>753</sup> *Sovremennâ arhitektura*, 1927, №3, p. 108.

<sup>754</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennâ ekonomika*, 2005, №4, p.146.

Les méthodes américaines et surtout allemandes d'organisation du travail de conception furent analysées de près, étudiées en détail de manière critique par des représentants de l'élite soviétique de l'architecture et de l'ingénierie. En 1927 - 1928, des personnes telles que N. Volkov<sup>755</sup>, Jel' Lisickij<sup>756</sup>, N. Bogdanov<sup>757</sup>, G. Wolfensohn<sup>758</sup>, V. Uglov<sup>759</sup>, D. Aranovich<sup>760</sup> et V. Baburov<sup>761</sup> ont visité l'Allemagne. En 1928, I.L. Maca est venu au Bauhaus (Dessau)<sup>762</sup>.

En même temps au début des années 1930, l'URSS semblait encourager la présence d'architectes étrangers sur son territoire. « L'immense activité déployée par une Union Soviétique en pleine planification de l'industrie lourde attira des bâtisseurs du monde entier, lesquels espéraient y trouver les commandes que leurs pays ne pouvaient plus leur fournir, suite au tarissement des chantiers après la crise de 1929 »<sup>763</sup>.

Il y avait ceux qui venaient en groupe et seuls, qui ne recevaient pas d'invitations personnelles, et qui étaient employés par des organisations de conception soviétiques. Ces derniers ont souvent été contraints d'oublier l'organisation du design à laquelle ils étaient habitués et ont essayé de s'intégrer dans la structure du business du design en URSS qui se formait activement à cette époque. Et cela signifiait pour eux : pas de contrats de travail, pas de conditions de travail convenues à l'avance : délais incertains ; pas de salaire fixe ; pas de primes ; pas de garanties de sécurité sociale ; pas de garanties de fourniture de la quantité nécessaire d'informations initiales et de support technique (les locaux, les communications, le matériel de copie, les outils de dessin, etc.).<sup>764</sup>

En octobre 1930, l'architecte et urbaniste allemand Ernst May arrive à Moscou sur invitation. Il appliqua avec succès des techniques novatrices d'urbanisme à Francfort-sur-le-

---

<sup>755</sup> « La construction à Dessau », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1927, № 12.

<sup>756</sup> « Bauhaus à Dessau », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1927, № 1.

<sup>757</sup> N. BOGDANOV, « Comment ils construisent à l'étranger (Impressions d'un récent voyage à l'étranger) » (Kak stroât za granicej (Vpečatleniâ ot nedavnej poezdki za granicu)), *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1926, №2.

<sup>758</sup> G. VOL'FENZON, « Impressions d'un voyage en Allemagne, en France, en Autriche et en Suède (les extraits des notes de voyage) » (« Vpečatleniâ o poezdke v Germaniû, Franciû, Avstriû i Šveciû (po putevym zametkam) »), *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1928, № 11 - 12, pp. 838 – 844.

<sup>759</sup> « Le camp des travailleurs de Britzi », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1927, № 4.

<sup>760</sup> « Bauhaus – Dessau », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1928, № 10.

<sup>761</sup> « Le village de Georggstern à Celle », *Stroitel'naâ promyšlennost'*, 1928, № 1.

<sup>762</sup> I.V. KOKKINAKI, « Les relations soviéto-allemandes dans le domaine de l'architecture dans la seconde moitié des années 1920 (« Sovetsko-germanskie arhitekturnye svâzi vo vtoroj polovine 1920 »). Dans *Au croisement de l'art russe et soviétique et la culture artistique allemande* (Vzaimosvâz' russkogo i sovetskogo iskusstva i nemeckoj hudožestvennoj kul'tury). Moscou, Nauka, 1980, p. 124.

<sup>763</sup> Fabien BELLAT, *Amériques – URSS : Architectures du défi*, Editions Nicolas Chaudun, 2014, p. 82.

<sup>764</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennaâ èkonomika*, 2005, №4, p. 134.

Main pendant la période de la république de Weimar. Ernst May n'arrive pas seul, mais il amène avec lui ses proches collaborateurs de Francfort, ainsi qu'une équipe d'architectes et d'ingénieurs civils.

Au début des années 1930, l'approche de la ville en tant qu'objet réel nécessitant avant tout une organisation fonctionnelle est tout juste émergente. Et les architectes étrangers ont joué un rôle important à cet égard, puisque c'est le groupe de spécialistes étrangers dirigé par E. May qui a conçu les premières villes d'URSS. La « brigade de May » représentait une force de travail pour ériger un « paradis socialiste ». La première à avoir été érigée fut Magnitogorsk. Le groupe a conçu une région industrielle géante de la Sibérie entre Novosibirsk et Kuzneck, et a conçu 6 villes.<sup>765</sup> Une partie des conceptions pour Magnitogorsk - les bâtiments résidentiels, les écoles, les jardins d'enfants - a été construite.

Parmi les collègues de Francfort qui sont venus travailler en URSS avec E. May il y a Hans Burkart, Max Frühauf, Werner Hebebrand, Walter Kratz, Hans Leistikow, Albert Löcher, Erich Mauthner, Grete Schütte-Lihotzky, Wilhelm Schütte, Walther Schultz, Walter Schwagenscheidt, Albert Winter, Ulrich Wolf, Mart Stam, Eugen Kaufmann, Anton Bayer, Wilhelm Hauss, Carl Lang, Carl Lehmann, Hans Schmidt et bien d'autres, dont certains restent encore inconnus aujourd'hui.<sup>766</sup> Fred Forbat, un architecte hongrois qui a travaillé en Allemagne dans le domaine du logement, rejoint l'équipe de May en URSS.<sup>767</sup>

E. May rapporte qu'au plus fort de son activité de trois ans en URSS, il était à la tête de plus de 800 employés, dont une centaine de spécialistes étrangers.<sup>768</sup>

---

<sup>765</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennaâ ekonomika*, 2005, №4, pp. 139 - 140.

<sup>766</sup> Claudia QUIRING, « Foreign Experts in the Soviet Union: "May's Team" » (« Inostrannye specialisty v Sovetskom Soûze: "Brigada Maâ" »), *Arhitekton: izvestiâ vuzov*, № 37, mars 2012, p. 96.

<sup>767</sup> Anatole KOPP, « Foreign Architects in the Soviet Union during the first two five-year plans » dans William C. Brumfield (dir.), *Reshaping Russian architecture: Western technology, utopian dreams*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 189.

<sup>768</sup> Claudia QUIRING, « Foreign Experts in the Soviet Union: "May's Team" » (« Inostrannye specialisty v Sovetskom Soûze: "Brigada Maâ" »), *op. cit.*, p. 96.





*Figure 6.*  
Anton Bayer et la brigade de May en URSS,  
1932.



*Figure 7.*  
Des architectes étrangers travaillent à  
Magnitogorsk, notamment Mart Stam et Johan  
Niegemann (1931-1932)<sup>769</sup>.

C'est l'Allemagne qui fournit le meilleur contingent d'étrangers souvent motivés par leur foi dans le communisme. Gustav Hassenpflug a travaillé avec Moisei Ginzburg sur plusieurs projets, dont une participation au concours du Palais des Soviets. Parmi les membres du groupe Bruno Taut qui travailla en Union soviétique en 1932 et 1933 et qui rentra chez lui en février 1933 dans un contexte politique très hostile, figurent Neumann, H. Zucker, Joseph Neufeld et W. Neuziel. Hans Blumenfeld a été employé par plusieurs grandes agences d'architecture soviétiques. Parmi les autres architectes allemands ayant travaillé en URSS figurent Heintz Abraham, Marinus Gewin, W. Hämer, W. Hedebrand, Gerhardt Kosel, W. Kratz, Wilhelm Kreis, F. Schumacher, K. Volker et M. Wagner.<sup>770</sup>

Hannes Meyer, parmi d'autres, put construire en URSS au tournant des décennies 1920-1930. En tant qu'urbaniste en URSS, il a conçu plusieurs nouvelles agglomérations importantes, comme celle de 240 000 habitants à Nizhnij Kurinsk et celle de la région autonome juive, le Birobidzhan, pour lesquelles il est le plus connu. Avec E. May, Kurt Meyer et Le Corbusier, Hannes Meyer participe au concours pour la reconstruction de Moscou en 1932. En outre, Hannes Meyer a travaillé sur divers autres projets, comme une école à Gor'kij conçue pour 16 000 étudiants. Peu après sa création, la brigade Rotfront de Meyer a été dissoute et ses membres ont été affectés à différentes organisations de design soviétiques ; certains sont restés en Union soviétique jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.<sup>771</sup>

<sup>769</sup> Deutsches Architekturmuseum, Frankfurt am Main (Ernst-May-Archiv).

<sup>770</sup> Anatole KOPP, « Foreign Architects in the Soviet Union during the first two five-year plans » dans William C. Brumfield (dir.), *Reshaping Russian architecture: Western technology, utopian dreams, op. cit.*, p. 189.

<sup>771</sup> *Ibid.*, p. 188.



Figure 8.  
Natja Catalan, Tibor Weiner, Philipp Tolziner, Konrad Püschel, Margarete Mengel, Lilya Polgar, Anton Urban - les membres du « groupe de Hannes Meyer » à Moscou, au milieu des années 1930.

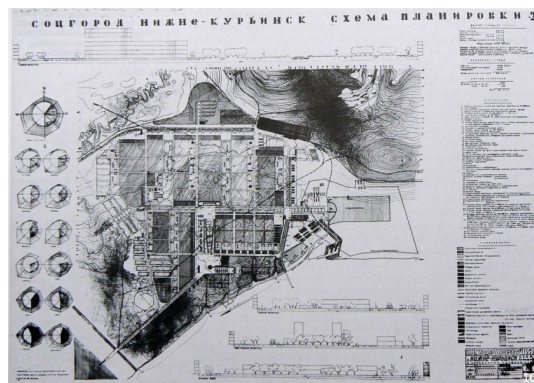


Figure 9.  
Plan de Hannes Meyer pour « socgorod » (la « ville socialiste ») Nizhnij Kurinsk 1932.<sup>772</sup>

Bien que l'émigration massive des architectes en URSS dans les années 1930 soit restée un phénomène purement allemand, d'autres architectes européens arrivèrent au cours des années 1930 pour des raisons généralement identiques à celles de leurs collègues allemands. L'une des principales raisons pour expliquer cette « émigration » est la dépression économique qui a débuté aux États-Unis en 1929 et a atteint l'Europe dans les années 1930.

Architecte français, André Lurçat a été invité en URSS. Il y rencontre les architectes « constructivistes » (Guinzbourg, Vesnine), dont le travail l'intéresse vivement, et il décide de venir travailler quelques années en Russie soviétique. De 1934 à 1937, il y enseigne (et participe notamment au concours pour l'Académie des sciences de Moscou, en 1934), mais il n'aura pas la possibilité de bâtir directement. À la différence des autres architectes occidentaux travaillant en U.R.S.S. (May, Hannes Meyer), Lurçat dénonce l'insuffisance théorique des architectes soviétiques.<sup>773</sup>

<sup>772</sup> <https://thecharnelhouse.org/2015/08/09/bauhaus-director-hannes-meyers-adventures-in-the-soviet-union-1930-1936/>

<sup>773</sup> Yve-Alain BOIS, «LURÇAT ANDRÉ - (1894-1970) », *Encyclopædia Universalis*.  
URL: <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/andre-lurcat/> Consulté le 24 mars 2021.



Figure 10.  
André Lurçat assis à côté d'Aleksandr Vesnin, avec Moisei Ginzburg à droite (URSS, 1934)



Figure 11.  
Le Corbusier, Serguei Eisenstein, Andrei Burov. Moscou, 1928.<sup>774</sup>

L'URSS cherchait donc à recruter des professionnels réputés - dont des ingénieurs et des architectes. Les architectes étrangers ont participé activement et avec succès aux concours de design organisés en URSS, ainsi qu'à la conception de travaux. Par exemple, en 1927, Alexander Klein a participé à un concours d'appartement-type<sup>775</sup>. Fred Forbát a réalisé en 1928 un projet de maison d'habitation avec des salles de club pour les ingénieurs étrangers à Moscou<sup>776</sup>. Soixante-huit projets allemands ont été soumis à un concours de projets pour un théâtre d'action de masse à Kharkov en 1930<sup>777</sup>. Le Corbusier et d'autres architectes notables, ont été invités à participer au concours du palais des Soviets en 1931. Il y eut au total 24 projets déposés par les étrangers : Humilton, Berthold Lubetkin, Kastner, des architectes de réputation comme Walter Gropius, Armando Brasini, Erich Mendelson, Hans Poelzig, Auguste Perret, Joseph Urban. « Les Américains fournirent curieusement le plus gros contingent avec onze projets, tandis que les Allemands ne fournirent que cinq propositions, les Français trois, les Hollandais deux, les Suédois un [Ragnar Ostberg] ». <sup>778</sup>

<sup>774</sup> Fabien BELLAT, *Amériques – URSS : Architectures du défi*, Editions Nicolas Chaudun, 2014, p. 105.

<sup>775</sup> K. ŪNGHANS, « Les architectes allemands et l'Union soviétique (1917-1933) » (Nemeckie arhitektory i Sovetskij soŭz (1917-1933)). Dans Z. S. PYŠNOVSKAĀ (dir.), *Les interconnexions entre l'art russe et soviétique et la culture artistique allemande (Vzaimosvāzi russkogo i sovetskogo iskusstva i nemeckoj hudožestvennoj kul'tury)*, Moscou, Nauka, 1980, p. 101.

<sup>776</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>777</sup> M. MEEROVIČ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennā ēkonomika*, 2005, №4, p. 132.

<sup>778</sup> Fabien BELLAT, *Amériques – URSS : Architectures du défi*, op. cit., p. 83.

*Le rôle des architectes et des ingénieurs étrangers en URSS au cours des premiers plans quinquennaux*

Du point de vue de la quantité, la question de savoir combien de spécialistes étrangers du design industriel (les architectes et les ingénieurs) ont été invités et ont travaillé en URSS au début des années 1930 ne trouve pas de réponse claire.

Ainsi l'hebdomadaire allemand *Moskauer Rundschau* consacre un certain espace dans ses pages à l'activité des spécialistes étrangers et aux conférences tenues dans le cadre du *Club moscovite des techniciens étrangers* (*Moscow Club for Foreign Technicians*), « qui, au milieu des années 1930, comptait plusieurs milliers de membres »<sup>779</sup>.

A la fin de 1928, le Présidium de VSNKh de l'URSS a décidé d'inviter 130 ingénieurs et techniciens étrangers en tant que consultants et les a répartis entre les trusts, les organisations de construction et les bureaux d'études (apparemment, sur la base de ces données, certains chercheurs considèrent que moins de 100 ingénieurs et techniciens étrangers avaient été invités<sup>780</sup>). La gestion de ces spécialistes a été confiée au *Bureau central de consultation étranger*, agissant sous l'autorité du Comité de construction du VSNKh. Le Comité a conclu des accords avec un certain nombre des plus grands scientifiques allemands concernant leur travail permanent au sein du *Bureau*<sup>781</sup>. Le professeur N. Kelen a été nommé à la tête du *Bureau*, le professeur M. Meyer était son adjoint. Le professeur A. Klejnlogel' a été invité à participer à l'expertise sur les questions les plus importantes de la construction.

De surcroît, dans les années 1933 -1936 « la section des architectes étrangers au sein de l'*Union des architectes soviétiques* comptait entre 800 et 1000 membres (bien que tous les architectes étrangers ne soient pas membres de l'Union). Il est caractéristique de constater qu'environ la moitié d'entre eux étaient des Allemands.<sup>782</sup>

On peut donc affirmer que le nombre d'ingénieurs étrangers attirés au cours des premiers plans quinquennaux a varié de plusieurs centaines à plusieurs milliers. Les documents d'archives indiquent que pendant la période 1928-1929 les bureaux de design étrangers ont

---

<sup>779</sup> Anatole KOPP, « Foreign Architects in the Soviet Union during the first two five-year plans » dans William C. Brumfield (dir.), *Reshaping Russian architecture: Western technology, utopian dreams, op. cit.*, p. 176.

<sup>780</sup> M. MEEROVIĆ, D. HMEL'NICKIJ, « Le rôle des architectes étrangers dans l'émergence de l'industrialisation soviétique » (Rol' inostrannyh arhitektorov v stanovlenii sovetskij industrializacii), *Prostranstvennaâ ekonomika*, 2005, №4, p. 133.

<sup>781</sup> *Torgovo-promyšlennaâ gazeta*, 1929, № 54.

<sup>782</sup> Anatole KOPP, « Foreign Architects in the Soviet Union during the first two five-year plans » dans William C. Brumfield (dir.), *Reshaping Russian architecture: Western technology, utopian dreams, op. cit.*, p. 177.

réalisé environ 25% de tous les travaux de conception (à la fois indépendamment et conjointement avec les bureaux de conception soviétiques).<sup>783</sup>

Nous avons à notre disposition une base factuelle - le *Catalogue des principales organisations d'architecture et de design de l'URSS (1917-1933)*<sup>784</sup>. Le Catalogue comprend les organisations de conception et celles de construction qui avaient différents départements de conception. « Les différents faits concernant les organisations et les groupes de design opérant dans les années 1920 et 1930 sont rassemblés sous une forme systématique et, une fois réunis, retracent l'histoire de ce processus complexe »<sup>785</sup>. Plus de 600 organismes de conception, y compris ceux qui emploient des spécialistes étrangers, figurent dans ce Catalogue (la liste prétend être exhaustive). Même si l'on adopte la position (un cas extrême) d'un déni absolu de la compétence des ingénieurs et architectes soviétiques, il est difficile d'imaginer qu'environ 600 bureaux d'études aient travaillé moins efficacement que deux ou trois douzaines parmi ceux qui faisaient appel à des spécialistes étrangers. L'autre chose est que, apparemment, sans une sorte « d'initiation à l'ingénierie » de l'étranger, l'industrialisation sous la forme et au rythme « prescrits » par le premier plan quinquennal ne pouvait être réalisée.

## Conclusion

Si l'on étudie l'exportation des technologies occidentales vers l'URSS pendant la période d'industrialisation de 1930, il est impossible d'ignorer l'implication d'ingénieurs et d'architectes occidentaux.

Avant d'analyser l'utilisation du potentiel des ingénieurs et architectes occidentaux pour initier la croissance industrielle en URSS, nous avons essayé de montrer quelle place était attribuée par les « planificateurs » soviétiques aux ingénieurs nationaux. Une telle approche de l'analyse a permis d'arriver à une conclusion raisonnée selon laquelle le succès de

---

<sup>783</sup> GA RF, f. 5446, inv. 10, d. 59, l. 12 - 16, 18 - 20. « Sur le travail des institutions chargées de la conception, de la faisabilité économique de la construction des installations industrielles nouvelles et anciennes » (« O rabote organov po proektirovaniû, èkonomičeskomu obosnovaniû novogo kapital'nogo stroitel'stva, po rekonstrukcii i rassireniiû starogo »). Dans M.P. KIM, *L'histoire de l'industrialisation de l'URSS. 1926-1941. Documents et matériels* (Istoriâ industrializacii SSSR. 1926-1941. Dokumenty i materialy), Moscou, Izd-vo « Nauka », 1970, p. 111.

<sup>784</sup> I.A. KAZUS', *L'architecture soviétique dans les années 1920 : Organisation du design* (Sovetskaâ arhitektura 1920 : Organizaciâ proektirovaniâ), *op. cit.*, pp. 104, 206.

<sup>785</sup> *Idem.*

l'industrialisation a été déterminé par la contribution des ingénieurs occidentaux, et de se demander si le scénario de leur participation était spontané ou organisé a priori.

L'exemple de la carrière d'une figure majeure de l'intelligentsia technique de la Russie soviétique, Pal'chinskij, a montré comment l'attitude des autorités à l'égard des anciens ingénieurs a changé. En 1924, ils sont considérés comme des « compagnons de route », mais cela ne dispense pas l'ancienne intelligentsia technique de rester dans une atmosphère de rejet due au fait que les spécialistes portent les stigmates de leur origine « bourgeoise ». La métamorphose de l'attitude à l'égard des anciens spécialistes est signalée par une série de procès de sabotage dans l'économie, qui commence en 1928 avec le « processus de Shahty » qui était comme le déclencheur de toute une série de procès contre les crimes économiques (et le « sabotage »). Les documents d'archives attirent l'attention sur un certain nombre de points essentiels concernant ces processus : tout d'abord, la plupart d'entre eux ont eu lieu au début des années 1930 ; deuxièmement, les scénarios de ces procès présentent des caractéristiques communes évidentes qui suggèrent qu'ils ont été « commandés », lancés du même « centre de prise de décisions » ; les accusés lors des procès étaient des ingénieurs ayant reçu une bonne éducation, généralement en relation directe avec les chefs des entreprises dans lesquelles ils avaient travaillé avant la révolution, occupant des postes des cadres.

Les recherches dans le cadre de cette thèse nous permettent de conclure que l'implication des corps d'ingénieurs occidentaux dans l'industrialisation était prévue par les « planificateurs » soviétiques *a priori*. Il est probable que cette circonstance, parmi d'autres, a déterminé la négligence à l'égard du sort des anciens ingénieurs réprimés, auxquels on a attribué de préférence le rôle de responsables des échecs dans la mise en œuvre de l'industrialisation à un rythme accéléré.

En conclusion, nous ne répondrons délibérément pas à la question de savoir si l'industrialisation aurait eu lieu sans l'implication des ingénieurs occidentaux, sachant qu'une réponse directe à cette question n'est pas possible du fait que la recherche historique n'est pas une équation mathématique avec recherche d'une variable inconnue définie à la fin de manière unique. Mais, la dynamique même du recrutement des ingénieurs occidentaux, qui a atteint son apogée au cours du premier plan quinquennal, ainsi que la répression brutale des strates les plus qualifiées du corps des ingénieurs nationaux, témoignent du rôle essentiel attribué aux ingénieurs occidentaux dans la mise en œuvre du plan quinquennal.

Après avoir montré au chapitre II l'utilisation intensive de l'ingénierie occidentale dans la sidérurgie et après avoir constaté, sur la base de l'analyse de ce chapitre, que les ingénieurs et architectes occidentaux étaient activement impliqués dans les travaux en URSS, on peut

affirmer que le succès de l'industrialisation à marche forcée a été largement déterminé par la participation de spécialistes occidentaux, qui est devenue omniprésente et systématique, en particulier au cours du premier plan quinquennal.

## Partie II. Sur des épaules des géants : la « germanisation » des industries soviétiques (1941-1953)

*« Dicebat Bernardus Carnotensis nos esses quasi nanos, gigantium humeris insidentes, ut possimus plura eis et remotiora videre, non utique proprii visus acumine, aut eminentia corporis, sed quia in altum subvenimur et extollimur magnitudine gigantea. »<sup>786</sup>*

*Jean de Salisbury à son maître Bernard de Chartres*

*« Nous sommes comme des nains assis sur des épaules des géants. Si nous voyons plus de choses et plus loin qu'eux, ce n'est pas à cause de la perspicacité de notre vue, ni de notre grandeur, c'est parce que nous sommes élevés par eux. »*

Chacune des trois parties de cette thèse cherche la réponse à la question cohérente de ce travail tout entier : dans quelle mesure l'URSS dans son développement s'appuyait-elle sur les technologies occidentales, en particulier dans le domaine de la sidérurgie ?

En examinant dans cette partie du travail la période de 1945 à 1953 qui a été caractérisée pour l'URSS par le transfert des biens saisis durant l'occupation de l'Allemagne (ce qui nous permet d'utiliser les connotations sur la « germanisation » des industries soviétiques), nous allons nous poser les grandes questions suivantes.

Les démarches effectuées par l'URSS ont-elles révélé l'importance de l'exportation de la technologie allemande ? Comment le processus d'exportation des technologies a-t-il été organisé en termes d'organisation institutionnelle ? Combien de temps a-t-il fallu pour démanteler et « déplacer » des technologies allemandes vers l'URSS ? Quels facteurs des dossiers internationaux ont-ils affecté ce processus d'exportation de technologies allemandes vers l'URSS ?

La deuxième partie de cette thèse comporte trois chapitres. Le chapitre IV présente les grandes lignes de la politique soviétique quant aux réparations allemandes et l'organisation du système de leur démantèlement et exportations vers l'URSS jusqu'à la fin des négociations sur les réparations. Le chapitre V est consacré plus précisément au transfert des technologies allemandes depuis le traité de Potsdam jusqu'en 1949. Le chapitre VI décrit plus en détail ce transfert dans le domaine de la sidérurgie.

Chronologiquement, la deuxième partie couvre la période qui va du début de la Grande Guerre patriotique de 1941 jusqu'en 1953. 1953 coïncide avec la fin de la période dite du

---

<sup>786</sup>Jean de SALISBURY, *Metalogicus*, *Documenta Catholica Omnia*, 1159, p. 900 (livre III, chapitre 4). En ligne : [https://www.documentacatholicaomnia.eu/04z/z\\_1115-1180\\_Joannis\\_Saresberiensis\\_Metalogicus\\_%5bMetalogicum%5d\\_MLT.pdf.html](https://www.documentacatholicaomnia.eu/04z/z_1115-1180_Joannis_Saresberiensis_Metalogicus_%5bMetalogicum%5d_MLT.pdf.html)



«socialisme classique » (pour l'économiste éminent János Kornai<sup>787</sup>) ou du « stalinisme tardif » (pour les historiens pour lesquels cette période a pris fin avec la mort de Staline en mars 1953).<sup>788</sup> Par ailleurs, c'est en 1953 que le démantèlement puis l'envoi en URSS des équipements métallurgiques allemands et leur redistribution entre différentes usines soviétiques sont pratiquement achevés (montrer que c'est le cas est une des tâches de cette partie).

Sur le plan terminologique nous considérons ici comme « transfert de technologies » les équipements, la propriété intellectuelle (les brevets pour les inventions), les résultats des activités de recherche et de développement (à partir des inventions scientifiques jusqu'aux dessins et aux esquisses architecturaux et de conception).

---

<sup>787</sup> János KORNAI, *The Socialist System: The Political Economy of Communism*, Princeton: Princeton University Press, 1992.

<sup>788</sup> Paul GREGORY and Mark HARRISON, « Allocation under Dictatorship: Research in Stalin's Archives », *Journal of Economic Literature*, Vol. XLIII (September 2005), pp. 721-761.

## **Chapitre IV. La grande guerre patriotique et l'occupation de l'Allemagne : du butin de guerre au démantèlement industriel (1941-1945)**

Ce chapitre se concentre sur les mécanismes de la prise des décisions soviétiques en matière de réparations, sur les facteurs qui ont influencé ces décisions, la forme sous laquelle les réparations ont été décidées et la manière dont les réparations ont affecté l'architecture des relations Est-Ouest d'après-guerre. Ce chapitre ne prétend pas couvrir de manière exhaustive la question des réparations. Son objectif principal est de montrer, principalement à travers les documents des archives russes, la logique de la décision sur les réparations et de proposer une analyse du système de leur exportation en URSS. Selon ces deux axes principaux le chapitre est divisé en deux sous-parties : « La politique de réparations en Allemagne : très sensible à la logique de la délimitation des anciens alliés » et « Le dilemme de l'enlèvement des biens saisis : le pour et le contre ».

Le cadre chronologique du chapitre couvre la fin de la Grande guerre patriotiques et le début de l'occupation de l'Allemagne par les Alliés victorieux.

### **A. La politique de réparations en Allemagne : très sensible à la logique de la délimitation des anciens alliés**

Après la défaite et la reddition de l'Allemagne nazie, tout son territoire a été occupé par les troupes alliées. La zone d'occupation soviétique comprenait environ un tiers du territoire allemand (les terres de Saxe et de Thuringe, les provinces de Mecklembourg et Poméranie occidentale, Brandebourg et Saxe, ainsi que le secteur soviétique de l'occupation du Grand Berlin).

L'Union soviétique a payé un prix extrêmement élevé à la victoire de la Seconde Guerre mondiale. Les estimations des victimes varient, mais elles se situent généralement entre vingt-cinq et vingt-six millions de personnes, les estimations vont maintenant jusqu'à 30 millions de morts<sup>789</sup>, soit 18% de la population en 1940<sup>790</sup>. Face aux destructions et aux pertes, même les demandes extrêmes de réparations semblaient raisonnables aux dirigeants alliés.

---

<sup>789</sup> B. A. ENGEL, J. L. MARTIN, *Russia in World History*, New York (N.Y.), Oxford University Press, 2015, p.110.

<sup>790</sup> Selon le recensement du 17 janvier 1939, la population en URSS comptait plus de 170 millions de personnes.

La science et la technologie figuraient parmi les cibles les plus importantes de l'occupation soviétique. L'analyse approfondie de la politique soviétique de réparation en Allemagne nécessite une discussion sur le contexte de l'occupation soviétique de l'Allemagne, ainsi que sur le démantèlement à grande échelle, la destruction, la saisie et l'exploitation éventuelle des installations industrielles, tout ce qui a caractérisé la domination soviétique. La planification des réparations, associée à la possibilité d'apprendre de la science et de la technologie allemandes afin de prévenir toute éventuelle nouvelle agression militaire allemande, caractérisait la politique d'occupation soviétique au stade initial. Plus tard, des objectifs politiques sont apparus : soutenir le Parti communiste de l'Allemagne de l'Est, qui a suivi les instructions soviétiques, et présenter l'occupation comme une « libération » du régime nazi.

Quel a été le processus de prise de décision concernant les réparations allemandes ? Sur quelles questions les pays alliés se sont-ils affrontés ?

*Yalta et Potsdam : l'établissement des principes de la politique de réparation des pays-vainqueurs*

La question des réparations dans la politique d'occupation en Allemagne relève d'une histoire complexe. Les sources russes nous disent que pour la première fois elle a été sérieusement soulevée à la conférence de Yalta entre les puissances alliées (Grande-Bretagne, URSS et USA) le 5 février 1945 mais en fait les réparations figuraient à l'ordre du jour de la Conférence qui, du 11 au 16 septembre 1944, fut tenue à Québec par Churchill et Roosevelt. Le document qui servit de base de discussion fut le mémorandum Henry Morgenthau sur le traitement à imposer à l'Allemagne après la défaite. Mémorandum rendu bientôt célèbre sous le nom de « Plan Morgenthau » qui prévoyait que « les réparations seraient perçues non en espèces, mais en nature ». <sup>791</sup>

Les réparations ne furent pas réglées par un document de base unique. Les règles en ont été discutées et définies au cours de plusieurs conférences qui s'échelonnèrent entre septembre 1944 et décembre 1945. Les principes de l'assiette des réparations ont été fixés : à Québec (septembre 1944), à Yalta (février 1945), à Potsdam (juillet – août 1945) et à Paris (novembre – décembre 1945). Les discussions autour des réparations durèrent jusqu'en 1947 et,

---

<sup>791</sup> Richard CASTILLON, *Les Réparations allemandes, deux expériences, 1919-1932, 1945-1952*, Paris, Presses Universitaires de France, 1953, p. 82.

parallèlement à ces discussions, le démantèlement des équipements industriels d'Allemagne se poursuivit, allant à son rythme.

En l'occurrence, dans la chronologie des démarches diplomatiques significatives relatives aux réparations après la conférence de Québec, la conférence de Yalta sur les réparations qui réunit Roosevelt, Churchill et Staline, joua un rôle clef. Parmi les grandes lignes du protocole approuvé figurèrent les suivantes :

« 1) L'Allemagne devra rembourser en nature les pertes subies de son fait par les pays alliés au cours de la guerre. Les réparations devront être perçues, par priorité, par les nations qui ont porté le principal fardeau de la guerre.

2) Les réparations en nature seront exigées de l'Allemagne sous les trois formes suivantes : (a) transfert dans les deux ans qui suivront la reddition de l'Allemagne ou la cessation de toute résistance organisée, des biens allemands situés sur le territoire même de l'Allemagne comme en dehors de ce territoire (équipement, machines-outils, bateaux, matériel roulant, avoirs allemands à l'étranger, actions dans les industries, les transports) ; (b) livraisons annuelles de marchandises de production courante pour une période à fixer ; (c) utilisation de la main d'œuvre allemande.

3) Pour la mise en œuvre d'après les principes d'un plan détaillé des réparations dues par l'Allemagne, une Commission alliée des Réparations se réunira à Moscou. Elle se composera de trois représentants : un pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, un pour le Royaume-Uni et un pour les Etats-Unis d'Amérique.

4) En ce qui concerne la détermination du montant total des réparations comme de leur répartition entre les pays [...] les délégations soviétique et américaine ont convenu ce qui suit : « La Commission des Réparations de Moscou prendra comme base de discussion dans ces études initiales, la proposition du gouvernement soviétique selon laquelle la somme totale des réparations en accord avec les points (a) et (b) du paragraphe 2 sera de 20 milliards de dollars, et que 50% de cette somme devra aller à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques».

La délégation britannique a été d'avis de ne mentionner aucun chiffre touchant les réparations pendant l'étude de la question des réparations par la Commission de Moscou.<sup>792</sup> »

La somme des réparations énoncée au cours de la conférence de Yalta, n'était citée qu'à titre de référence.

La question des prestations en nature de l'Allemagne a suscité des interprétations inattendues, parfois presque contradictoires. Les historiens cependant sont unanimes pour dire que les critiques à l'égard des réparations de Versailles expliquent que l'on ait opté cette fois pour un paiement en nature.

---

<sup>792</sup> *Ibid.*, p. 83.

Le secrétaire d'État des États-Unis James Byrnes en particulier déclara que « la dernière fois [le cas du traité de Versailles] toutes les difficultés provenaient du fait que les réparations avaient été exigées en espèces. La question se posa alors de la conversion des marks allemands en devises étrangères. Ce fut contre cet écueil que vint s'échouer la question des réparations »<sup>793</sup>.

Les documents diplomatiques soviétiques montrent qu'au nom de la délégation soviétique Ivan Maïski proposa lui aussi de recourir à des prélèvements en nature. Selon I. Maïski :

« L'Allemagne devait chercher des devises étrangères. Ceci, pour un certain nombre de raisons, s'est avéré une question très difficile. Si les Alliés acceptaient de recevoir des réparations en nature, il n'y aurait pas de complications. Mais les Alliés ne voulaient pas cela [...] Pour éviter les difficultés du transfert (c'est-à-dire convertir les marks allemands en livres, etc.), il est désormais proposé de collecter toutes les réparations en nature.<sup>794</sup> »

Dans les documents diplomatiques, nous ne trouvons pas de clarifications concernant la position soviétique, alors qu'elles peuvent être trouvées dans la littérature historique scientifique contemporaine. Ainsi, l'historien P. N. Knyševskij, dans son ouvrage *Les secrets des réparations allemandes*, publié en 1994 et fréquemment cité, insiste sur le fait que les Alliés (Roosevelt et Churchill) ont donné leur consentement préalable à l'indemnisation de la part de l'Allemagne pour les dommages payés « en nature ». Tandis qu'en même temps « les Américains [...] ont catégoriquement abandonné les machines et le travail allemands »<sup>795</sup>. Ce fut la délégation soviétique qui a essayé par tous les moyens de convaincre les Alliés de recevoir des réparations en nature parce que, d'après Knyševskij, c'était « le calcul mercantile de Staline ». Prouvant que l'Union soviétique «ne prendrait pas grand-chose »<sup>796</sup>, Staline comprit que

« [...] contrairement aux transactions monétaires, la perception du tribut de l'Allemagne en nature était presque impossible à contrôler, et l'équivalent monétaire avait une valeur conditionnelle : essayer de savoir quel est le prix et quel est le coût de tel ou tel équipement est très incertain. De plus, obtenir des produits finis et des moyens de production pour l'économie soviétique défectueuse était beaucoup plus important et

---

<sup>793</sup> James Francis BYRNES, *Cartes sur table (Speaking frankly)*, vol. 1, New York, Harper and brothers, 1947.

<sup>794</sup> Š. P. SANAKOEV, B. L. CYBULEVSKIJ (dir.), *Téhéran - Yalta - Potsdam. Le recueil de documents* (Tegeran – Ŗlta – Potsdam. Sbornik dokumentov), Moscou, « Meždunarodnye otnošenïa », 1971, pp. 126-128.

<sup>795</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskijh reparacij), Moscou, 1994, pp. 5-7.

<sup>796</sup> *Idem.*

rentable que l'acquisition de devises, dont une partie servirait probablement à payer des prêts aux mêmes Alliés.<sup>797</sup> »

Lors de la conférence de Yalta, l'occupation de l'Allemagne visait à satisfaire les demandes de réparations des pays qui avaient souffert de l'agression allemande. Les principaux objectifs de l'occupation comprenaient également: le désarmement militaire et économique complet et la démilitarisation de l'Allemagne; la dénazification et la prévention de toutes les activités nazies et militaristes; la démocratisation de la vie politique et économique du pays.<sup>798</sup> La démilitarisation et le désarmement militaro-économique de l'Allemagne étaient inextricablement liés à l'élimination de son potentiel militaro-scientifique, ce qui, à son tour, signifiait le démantèlement de l'industrie lourde, base de ce potentiel.

Le plan de Yalta comportait des imperfections, des contradictions, des insuffisances. Les Trois Grands en avaient conscience. Par décision de la conférence de Yalta, l'*Agence interalliée de réparation* (IARA) a été créée à Moscou pour élaborer un plan de réparation. L'agence était constituée de représentants de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Cette commission était chargée d'élaborer elle-même un plan de réparation. Le 21 juin 1945, lors de sa première réunion plénière, un comité directeur a été formé des chefs de délégation et de leurs adjoints, qui comprenait : pour l'URSS - I.M. Maïski et M.Z. Saburov, pour les États-Unis - Edwin O. Pauley et Isador Lubin, et pour le Royaume-Uni - W. Monckton et Sir David Waley.<sup>799</sup>

Lors de la première réunion de l'IARA, la délégation de l'URSS, partant des décisions de la conférence de Yalta, a soumis à discussion un document intitulé *Lignes principales du plan de réparations de l'Allemagne*, dans lequel le montant total des réparations était encore fixé à 20 milliards de dollars et couvert par un approvisionnement annuel de marchandises pendant 10 ans et de la main-d'œuvre allemande. Sur le montant total des réparations, il était proposé d'allouer 10 milliards de dollars à l'Union soviétique, 8 milliards de dollars aux États-Unis et à la Grande-Bretagne et 2 milliards de dollars au reste des pays.<sup>800</sup>

---

<sup>797</sup> *Idem.*

<sup>798</sup> « Le rapport sur la conférence de Berlin des trois puissances » (« Soobšenie o Berlinskoj konferencii treh deržav »). Dans Š. P. SANAKOEV, B. L. CYBULEVSKIJ (dir.), *Téhéran - Yalta - Potsdam. Le recueil de documents* (Tegeran – Âlta – Potsdam. Sbornik dokumentov), Moscou, « Meždunarodnye otnošeníâ », 1971, pp. 383-407.

<sup>799</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0428, inv. 1, carton 4, d. 25, l.10.

<sup>800</sup> *Ibid.*, l. 10-12.

Le 22 juin 1945, la délégation américaine soumit son plan pour discussion, mais ce dernier ne mettait en avant que les principes généraux de l'approche de la perception des réparations.<sup>801</sup> Tant les Américains que les Britanniques déclarèrent catégoriquement que dans le montant total des réparations dues aux prélèvements à titre forfaitaire et aux livraisons de la production courante, les prélèvements devraient si possible, prévaloir, à raison des deux tiers pour les saisies et d'un tiers pour la production courante.<sup>802</sup> Les propositions américaines furent débattues en cinq séances, tandis que la discussion des propositions soviétiques fut reportée à plusieurs reprises sous prétexte d'une justification numérique insuffisante.

Le 3 juillet 1945, lors d'une réunion de l'IARA, la délégation américaine refusa de reconnaître le montant total des réparations évalué à 20 milliards de dollars et a proposé de passer à une répartition en pourcentage. Le 12 juillet, un accord préliminaire fut conclu sur la répartition en pourcentage du montant futur des réparations : URSS - 56%, Grande-Bretagne - 22% et USA - 22%.<sup>803</sup>

Les objectifs de l'occupation de l'Allemagne furent finalement déterminés par la conférence de Potsdam des puissances victorieuses de la Grande-Bretagne, de l'URSS et des États-Unis, tenue en juillet-août 1945 peu après la conférence de Yalta.<sup>804</sup>

Jusqu'au début juillet, la partie soviétique n'avait pas l'intention de mettre la question des réparations à l'ordre du jour. La liste de la délégation soviétique à la conférence, établie le 3 juillet 1945, manquait d'experts en réparations.<sup>805</sup> Pour la première fois, Molotov annonça à l'ambassadeur américain son désir de discuter des réparations le 7 juillet.<sup>806</sup> Durant la conférence de Potsdam tenue du 17 juillet au 2 août 1945, la question des réparations de l'Allemagne fit l'objet de discussions animées. Les principes des réparations se sont révélés les

---

<sup>801</sup> *Ibid.*, l. 1-2, 18-19.

<sup>802</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 06, inv. 7, carton 18, d. 182, l. 49-54. « I. M. Maïski à V.M. Molotov sur le plan général de réparation en vue de la Conférence de Potsdam (2 juillet 1945) » (« I. M. Majskij – V.M. Molotovu po voprosu ob obšem reparacionnom plane v ramkah podgotovki k Potsdamskoj konferencii (2 iûlâ 1945) »).

<sup>803</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0428, inv. 1, carton. 4, d. 25, l. 4, 22-25, 38-40.

<sup>804</sup> Les membres des délégations participant à la Conférence : des États-Unis : le Président Truman ; le Secrétaire d'État Byrnes ; John E. Dewis, ancien Ambassadeur des États-Unis à Moscou ; l'Amiral Leahy, conseiller politique du Président Truman ; Chip Bohlen du Département d'État. De l'URSS : Généralissime Stalin ; le Ministre des Affaires Étrangères Molotov ; Vychinski, Adjoint du ministre des Affaires Étrangères ; Andreï Gromyko, Ambassadeur de l'URSS à Washington ; F. T. Gouzev, Ambassadeur de l'URSS à Londres ; Pavlov. De la Grande-Bretagne : Winston Churchill, Premier Ministre ; Eden, Ministre des Affaires Étrangères ; Sir Alexandre Cadogan du Foreign Office et le Chef du parti Travailleiste ; Clement Attlee.

<sup>805</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0639, inv. 1, carton. 1, d. 8, l. 4-6.

<sup>806</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 06, inv. 7, carton. 43, d. 678, l. 1-2. « La conversation avec Harriman, 7 juillet 1945 » (« Beseda s Garrimanom, 7 iûlâ 1945 »).

plus controversés tandis que les amendements discutés sur les principes politiques étaient mineurs.<sup>807</sup>

À Yalta, il avait été convenu d'attribuer à l'URSS 50% des prélèvements exécutés en Allemagne. Ce pourcentage a été repris à Potsdam. Mais le système de partage territorial des réparations (en quatre zones d'occupation) ne donnait pas à l'URSS les mêmes avantages que celui de Yalta. La partie orientale de l'Allemagne était beaucoup moins riche en matériel industriel que la partie occidentale (40% : 60%). C'est pour cette raison que l'URSS se vit attribuer 25% de l'outillage de l'Allemagne occidentale (dont 15% moyennant des « contre-prestations » en produits alimentaires et en matières premières de la zone d'occupation russe). En revanche, l'URSS renonçait à toute demande concernant les participations dans les entreprises allemandes situées dans la zone occidentale d'occupation.<sup>808</sup> Les décisions sur les réparations, adoptées à la conférence de Berlin, furent évaluées positivement par la partie soviétique, comme un « pas en avant »<sup>809</sup>.

Ainsi, ce n'est qu'à l'issue de la conférence de Potsdam au début août 1945 que les principes des contributions payées par l'Allemagne furent déterminés. Les Alliés s'étaient mis d'accord sur le montant de l'indemnité et sur le fait qu'elle serait prélevée en nature. Cette forme de saisie était justifiée, entre autres, par l'expérience négative des contributions dans le cadre du traité de Versailles.

Sur les réparations à Potsdam, on est parvenu à un compromis qui allait bien au-delà de la portée d'une question mineure. Quelles ont été les conséquences politiques des décisions sur les réparations faites à Potsdam ?

### *Les réparations et la reconnaissance de facto des deux sphères d'intérêt en Europe*

En fait, l'accord sur la répartition zonale des réparations signifiait la reconnaissance *de facto* des deux sphères d'intérêt en Europe. Les alliés occidentaux défendaient non seulement

---

<sup>807</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0639, inv. 1, carton 3, d. 50, l. 34-38. « Les amendements soviétiques au projet de document américain sur les principes politiques et économiques pour traiter l'Allemagne pendant la période de la réalisation du contrôle initial (juillet 1945) » (« Sovetskie popravki k amerikanskomu proektu dokumenta o političeskikh i èkonomičeskikh principah obrašeniâ s Germaniej v načal'nyj period kontrolâ (iûl' 1945) »).

<sup>808</sup> *Idem.*

<sup>809</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0639, inv. 1, carton 5, d. 84, l. 5-22. Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošeniâ, 2000, p. 197.



les zones occidentales, mais aussi l'Europe occidentale contre l'URSS et en même temps ils refusaient de s'immiscer dans les affaires de la zone orientale et des États d'Europe du Nord, de l'Est et du Centre.

Dans ce contexte du désengagement émergent des alliés, la disgrâce de I. Maïski, le représentant soviétique aux négociations sur les réparations, semble symptomatique et mérite une analyse séparée. Qu'est-ce qui l'a réellement provoquée ?

Le choix d'un lieu de rencontre pour les Alliés devint à partir du début d'été 1945 une question de principe. En juillet 1945 à la veille de la réunion des dirigeants des Trois Grands Churchill suggère de tenir la réunion dans une ville non détruite d'Allemagne, mais en dehors de la zone d'occupation soviétique (pour se donner un avantage psychologique). Cette proposition fut rejetée par la partie soviétique. Lorsque Truman proposa de se réunir près de Berlin, dans une zone occupée par les troupes soviétiques, Staline accepta rapidement.

Après l'accord de Potsdam, le choix d'un lieu pour des réunions des alliés se pose à nouveau, maintenant dans le cadre des travaux de l'*Agence interalliée de réparation* (IARA). Le secrétaire d'État des États-Unis James Francis Byrnes écrit au ministre soviétique des Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, une lettre dans laquelle il souligne que l'*Agence IARA* devrait désormais se tenir à Berlin<sup>810</sup>. Molotov objecte, insistant sur Moscou comme lieu des réunions de la commission<sup>811</sup>.

Maïski informe Molotov qu'il pense que la commission devrait continuer à travailler à Moscou. Mais il ajoute qu'une sous-commission devrait être créée à Berlin pour faciliter la réception des réparations des zones occidentales. Contrairement à son directeur, Molotov, qui était capable de saisir les moindres détails des changements de la conjoncture politique, Maïski était privé de cet avantage en vertu de sa position dans une hiérarchie du pouvoir : même en tant que diplomate chevronné, il ne pouvait réagir rapidement aux changements d'environnement politique. En proposant l'option de Berlin et de Moscou à Molotov, Maïski adopte une position ambivalente, en essayant de satisfaire les intérêts de toutes les parties

---

<sup>810</sup> « L'échange de lettres entre le secrétaire d'État américain et le commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS sur la question des réparations. Lettre du secrétaire d'État américain Byrnes au commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS Molotov. Le 1 août 1945 » (« Obmen pis'mami meždu gosudarstvennym sekretarem SŠA i narodnym komissarom inostrannyh del SSSR po reparacionnomu voprosu. Pis'mo Gosudarstvennogo sekretarâ SŠA Birsâ narodnomu komissaru inostrannyh del SSSR Molotovu. 1 avgusta 1945»). Dans A.A. GROMYKO (dir.), *L'Union soviétique aux conférences internationales pendant la Grande Guerre patriotique, 1941-1945 : recueil de documents* (Sovetskij Soûz na meždunarodnyh konferenciâh velikoj Otečestvennoj vojny, 1941-1945 : Sbornik dokumentov), t. 6 : *La conférence de Berlin (Potsdam) des dirigeants des trois puissances alliées – l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne (17 juillet - 2 août 1945)* (Berlinskââ (Potsdamskaâ) konferenciâ rukovoditelej treh soûznyh deržav – SSSR, SŠA i Velikobritanii (17 iûlâ – 2 avgusta 1945), Moscou, Politizdat, 1984, p. 423.

<sup>811</sup> *Ibid.*, p. 424.

alliées. Molotov convoque une réunion au cours de laquelle il qualifie les propositions de Maïski d'insatisfaisantes, l'accuse de mal défendre les intérêts soviétiques, affirme qu'il est impossible de créer des sous-comités à Berlin, l'accuse de « s'aplatir » devant Edwin O. Pauley.<sup>812</sup>

Réalisant son erreur, I. Maïski essaie de tout réparer. Il soumet de nouvelles propositions sur les tâches de l'*Agence interalliée de réparation (IARA)*<sup>813</sup> et prépare à la publication une version révisée de la déclaration sur la question des réparations<sup>814</sup>. D'après ce synopsis pour une future publication sur la question des réparations, il est clair que Maïski tente de faire preuve de loyauté et de compréhension de la nouvelle politique qui se dessine envers les alliés. Maïski décrit les dégâts colossaux subis par l'URSS pendant la guerre, les méthodes « sauvages » d'extermination de la population civile, la destruction « délibérément planifiée » des biens et matériels. Se référant à la question de la validité des demandes de réparation de la partie soviétique, Maïski souligne que « par rapport à cela, le montant des réparations que [l'URSS] reçoit en dollars paraîtra trop modeste »<sup>815</sup>.

Peut-être qu'un personnage tel que Maïski ne mérite pas trop d'attention particulière. Mais l'histoire de sa diffamation est symptomatique. Derrière sa démission affleurent les nouvelles tendances apparues dans les relations entre l'URSS et ses récents alliés.

Au début de juin 1945, l'URSS a préparé un rapport sur *Des dommages causés par les envahisseurs nazis et leurs complices aux citoyens, aux fermes collectives, aux organisations publiques, aux entreprises publiques et aux institutions de l'URSS*<sup>816</sup> qui a servi de base à la préparation du document final approuvé par Staline. Ce document stipule que la *Commission d'État d'urgence* a établi que les « dommages matériels causés par les envahisseurs fascistes allemands et leurs complices aux citoyens, aux fermes collectives, aux organisations publiques, aux entreprises et institutions publiques jusqu'au juin 1945, représentent un montant de 1076,6

---

<sup>812</sup> AVP RF, f. 017-a, inv. 1, carton 2, d. 12, l. 1-6.

<sup>813</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 18, d. 182, l. 170-171. « Sur la suite des travaux de la commission de réparations le 7 août 1945 » (« O dal'nejšej rabote reparacionnoj komissii 7 avgusta 1945 »).

<sup>814</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 18, d. 182, l. 185-188. Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii)*, t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 2000, p. 209.

<sup>815</sup> *Idem.*

<sup>816</sup> AVP RF, inv. 017a, inv. 1, carton 2, d. 12, l. 25-26. « Le journal de Maïski ».

milliards de roubles »<sup>817</sup>. En termes de taux de change adopté en URSS<sup>818</sup>, ce chiffre avoisine les 203 milliards de dollars (ce chiffre est 20 fois plus que celui adopté à Yalta). Il y a d'autres calculs. Ainsi, selon Anne Applebaum, « l'URSS présenta une facture de 128 milliards de dollars, correspondant au montant total des destructions causées par les nazis en URSS »<sup>819</sup>.

Maïski dans les grandes lignes préparées pour la publication (citée ci-dessus) sur la question des réparations désigne également des priorités en matière de politique de réparation :

« L'URSS se donne pour tâche de prélever à l'Allemagne le maximum qui peut être physiquement prélevé, et, de plus, sous une forme qui répond surtout aux besoins de la restauration d'un propre pays [...] principalement en équipements industriels, des machines-outils, etc.<sup>820</sup> »

Bien entendu, le « télégramme le plus long »<sup>821</sup> du Chargé d'Affaires des États-Unis à l'URSS G. Kennan n'avait pas encore été envoyé. Ce télégramme qui allait constituer une réponse à une demande du Département d'État américain datée du 3 février 1946, dans laquelle, décrivant les origines et les principales caractéristiques de la vision du monde d'après-guerre des dirigeants soviétiques, il note que le gouvernement soviétique est « immunisé contre la logique de la raison [...] très sensible à la logique de la force »<sup>822</sup>.

Le ministère des Affaires étrangères de l'URSS n'a pas encore reçu l'autre « long télégramme » de Washington daté du 27 septembre 1946, préparé par l'ambassadeur de l'URSS aux États-Unis N. Novikov, qui tire naturellement des positions diamétralement opposées à celui de Kennan.<sup>823</sup> L'examen de N. Novikov se termine par la conclusion :

---

<sup>817</sup> AVP RF, f. 0428, inv. 1, carton 8, d. 63, l. 1, 3-11. « Le 8 juin 1945 N.M. Chvernîk. Le rapport *Sur le cours de la comptabilisation des dommages causés par les envahisseurs nazis et leurs complices aux citoyens, aux fermes collectives, aux organisations publiques, aux entreprises d'État et aux institutions de l'URSS* » (8 iúnâ 1945. N.M. Švernîk. O hode učeta ušerba, pričinnogo nemecko-fašistskimi zahvatčikami i ih soobšnikami graždanam, kolhozam, obšestvennym organizaciâm, gosudarstvennym predpriâtîâm i učreždeniâm SSSR). Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, M. : Meždunarodnye otnošeniâ, 2000, pp. 157-161.

<sup>818</sup> Le taux de change était fixé à 5,3 roubles pour un dollar.

<sup>819</sup> Anne APPLEBAUM, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956* [Iron Curtain : The Crushing of Eastern Europe 1944-1956], Paris, B. Grasset, 2014.

<sup>820</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 18, d. 182, l. 185-188. Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošeniâ, 2000, p. 209.

<sup>821</sup> George Kennan to Department of State. February 22, 1946.

En ligne : <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116178> Mise à jour le 05/05/2022.

<sup>822</sup> *Idem*.

<sup>823</sup> Il s'agit d'un examen analytique préparé par l'ambassadeur soviétique aux États-Unis, N. Novikov, le 27 septembre 1946 (son texte a été rendu public pour la première fois en Union soviétique en 1990 dans N.

« La préparation des États-Unis à une guerre future se fait dans l'attente d'une guerre contre l'Union soviétique, qui aux yeux des impérialistes américains est le principal obstacle sur le chemin des États-Unis vers la domination mondiale.<sup>824</sup> »

Ces deux télégrammes fixant l'ordre du jour en automne 1946 ne marquaient pas le début du désengagement entre l'Est et l'Ouest de l'après-guerre. Déjà en 1945 Molotov, en accord avec Staline, s'est débarrassé de I. Maïski, puis de M. Litvinov.<sup>825</sup> Car Maxime Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères entre 1930 et 1939, avec son épouse anglaise, symbolisait trop, en quelque sorte, les valeurs occidentales qu'affrontait Staline.

Un peu plus tard, en 1947, les activités de l'académicien Varga et de l'Institut d'économie mondiale et de politique mondiale de l'Académie des sciences de l'URSS qu'il dirigeait, furent vivement critiquées. Eugène Varga (économiste soviétique d'origine hongroise, également connu sous son nom hongrois, *Jenő Varga*), en 1946, analysant le succès de la politique keynésienne à surmonter les résultats de la Grande Dépression, avait écrit un article sur *Les mutations de l'économie capitaliste après la Seconde Guerre mondiale*<sup>826</sup>. Il y soulevait le problème de l'assouplissement temporaire des contradictions du système capitaliste avec l'aide de l'intervention de l'État dans l'économie. Mais en 1947, Varga fut accusé d'erreurs idéologiques et d'une politique du personnel inadéquate. Par décision du Politburo du Comité central du Parti communiste, l'Institut d'économie mondiale et de politique mondiale fut supprimé. La fermeture de l'Institut était évidemment due au durcissement de la politique étrangère de l'URSS en lien avec une situation qui exigeait des critiques plus agressives de l'Occident.

Qu'est-ce qui a poussé les autorités soviétiques à durcir leur position par rapport aux pays occidentaux, récents alliés de l'Union soviétique ? L'appareil parti-État dominant en URSS, dirigé par le «grand chef de tous les temps et des peuples», a-t-il décidé que le moment était venu de satisfaire le désir d'expansion externe permanente inhérent à la nomenclatura du

---

NOVIKOV, « La politique étrangère américaine de l'après-guerre » (« Vnešnâ politika SŠA v poslevoennyj period »), *Meždunarodnâ žizn'*, 1990, № 11, p. 154).

<sup>824</sup> *Idem.*

<sup>825</sup> Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, *op. cit.*, 2000, p. 14.

<sup>826</sup> E. S. VARGA, *Les changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la Seconde Guerre mondiale* (Izmeneniâ v èkonomike kapitalizma v itoge Vtoroj mirovoj vojny), Moscou, Gos. Izd-vo polit. lit., 1946, 320 p.

parti communiste (l'expansion sans laquelle, comme l'a prouvé M.S. Voslensky<sup>827</sup>, il ne pourrait tout simplement pas exister), que le moment était venu «de s'éloigner du « libéralisme » contraint qui s'était manifesté pendant les années de guerre et de commencer à « resserrer les boulons » dans le domaine de la politique intérieure et étrangère»? <sup>828</sup>

S'il est difficile de répondre, on peut affirmer que « la Guerre froide n'a pas commencé spontanément avec la doctrine Truman, le plan Marshall ou l'OTAN mais elle impliquait des attitudes et des actions moins médiatisées et moins directes »<sup>829</sup>. Selon Clarence G. Lasby, professeur d'histoire à l'Université du Texas, auteur de l'ouvrage, *Project Paperclip : German Scientists and the Cold War*<sup>830</sup>: « Le projet *Paperclip* faisait partie de la guerre froide »<sup>831</sup>. Nous pouvions généraliser ce constat en disant que la division entre les alliés quant à la technologie et aux réparations en Allemagne faisait, elle aussi, partie de la guerre froide.

Les actions de l'URSS quant à la répartition des technologies allemandes au cours de la première année de l'occupation de l'Allemagne ont prédéterminé non seulement la future politique d'occupation de l'URSS, mais aussi ses relations avec les puissances occidentales. L'URSS a prêté peu d'attention au développement d'une politique de réparation conjointe avec les puissances victorieuses. Le démantèlement des biens matériels de la partie de l'Allemagne occupée par l'Armée rouge en tant que principale forme de réparation des dommages, effectué avant la conférence de Potsdam, en vertu du soi-disant mécanisme de saisies précoces, voire anticipées, a été la priorité essentielle de la politique d'occupation soviétique.

Cette politique n'a pas été mise en place du jour au lendemain. I.V. Maïski, nommé le 14 mars 1945, en tant que représentant soviétique à la Commission interalliée de réparations (IARA), devait négocier les réparations. Alors que I. Maïski attendait à Moscou le début des

---

<sup>827</sup> M. S. VOSLENSKI, *La nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Moscou, 1991, pp. 442–487.

<sup>828</sup> L.N. NEŽINSKIJ (dir.), « La politique étrangère soviétique pendant la guerre froide (1945-1985). Nouveau point de vue » (« Sovetskaâ vnešnââ politika v gody « holodnoj vojny » (1945 – 1985 gg.). Novoe pročenie »), Moscou, *Meždunarodnye otnošeníâ*, 1995. p. 12.

[https://portalus.ru/modules/history/rus\\_readme.php?subaction=showfull&id=1143572019&archive=&start\\_from=&ucat=7&](https://portalus.ru/modules/history/rus_readme.php?subaction=showfull&id=1143572019&archive=&start_from=&ucat=7&)

<sup>829</sup> William R. SEARS, « Project Paperclip: German Scientists and the Cold War », *Bulletin of the Atomic Scientists*, June 1972, pp. 53-56.

<sup>830</sup> Clarence G. LASBY, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War*. New York: Atheneum, 1971.

<sup>831</sup> Littéralement: « Project Paperclip was a part of the Cold War ». Ces mots le professeur d'histoire à l'Université du Texas Clarence G. Lasby en a fait le sous-titre pour son ouvrage *Project Paperclip : German Scientists and the Cold War*. Ce dernier est consacré au projet *Paperclip* - le nom de code donné au programme du gouvernement américain dans le cadre duquel des centaines de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens allemands ont été amenés dans ce pays en tant qu'immigrants dans les années suivant immédiatement la Seconde Guerre mondiale.

réunions de la Commission interalliée des réparations en mars 1945, son adjoint (dans le cadre de la Commission) M.Z. Saburov « agissait » en Allemagne. Étant à la fois vice-président du Comité de planification de l'État et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, Saburov agissait sur les instructions du Comité spécial pour l'Allemagne, créé en février 1945.<sup>832</sup>

Une fois les négociations dans l'impasse, Maïski élaborait ses propres propositions fin juin. Maïski dans une lettre à V. M. Molotov suggère :

« Je pense qu'il est nécessaire de faire un commentaire sur la proposition de Edwin O. Pauley de créer un mécanisme de retraits anticipés. Le côté positif est que de cette manière, nous pouvons commencer à faire certains démantèlements dans les zones anglo-américaines, où une grande partie de l'industrie allemande est concentrée. Le côté négatif est que l'activité d'un tel mécanisme devrait inévitablement s'étendre à notre zone, car Pauley insiste constamment sur le fait que du point de vue des réparations, toute l'Allemagne doit être considérée comme un « tout économique unique ». N'est-il pas possible de trouver une issue à cette difficulté : retirer tous les matériels les plus importants de notre zone dans, disons, le prochain mois et demi et en même temps manœuvrer pour que le mécanisme proposé par Pauley ne commence effectivement à fonctionner qu'au plus tôt à la mi-août ?<sup>833</sup> »

Les confiscations non autorisées dans la zone d'occupation soviétique n'étaient pas un secret pour les gouvernements occidentaux. Selon l'historienne Anne Applebaum,

« La Pologne, au mépris des accords internationaux, dut-elle aussi payer des réparations. Les archives militaires soviétiques contiennent des traces de démantèlement et de transports : entre autres choses, ceux du contenu d'une usine de tracteurs des environs de Poznan, d'une usine métallurgique de Bydgoszcz et d'une imprimerie de Torun - toutes situées dans des régions de la Pologne qui n'avaient pas été allemandes avant la guerre. La justification de ces confiscations - qu'il s'agissait de biens « allemands » - est pour le moins douteuse puisqu'une bonne partie des biens « allemands » en Pologne (comme en Hongrie) avaient été précédemment confisqués aux Polonais et aux Juifs.<sup>834</sup> »

Probablement à cet égard, Edwin O. Pauley, le représentant des États-Unis à la Commission interalliée de réparation, a proposé une visite d'inspection conjointe des

---

<sup>832</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskijh reparacij), M., 1994, p. 10.

<sup>833</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 18, d. 182, l. 49-54. « La lettre de Maïski à Molotov. Le 2 juillet 1945 » (« Podpisannoe Majskim pis'mo Molotovu. 2 iul'ja 1945 »). Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, M. : Meždunarodnye otnošenija, 2000, p. 167.

<sup>834</sup> Anne APPLEBAUM, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956* [Iron Curtain : The Crushing of Eastern Europe 1944-1956], *op. cit.*, p.104.

représentants des membres de la Commission dans les régions industrielles de l'Allemagne. Une invitation à participer à ce voyage a été transmise à I. Maïski le 14 mai 1945.<sup>835</sup> Mais conformément aux instructions de Molotov, cette visite devait être abandonnée d'urgence. Ce n'est qu'immédiatement avant le début des négociations sur les réparations que Maïski a informé les Américains que « le gouvernement soviétique considère qu'il est possible et inévitable de retirer prématurément d'Allemagne les usines les plus importantes du point de vue de la satisfaction des besoins de la population soviétique ». Pauley n'a exprimé aucune surprise ni protestation, mais a insisté sur un rapport précis sur ces confiscations.<sup>836</sup>

Parmi les documents de la conférence de Potsdam, il y a des rapports<sup>837</sup> de l'état-major de la mission de réparation américaine (signé par Edwin W. Pauley, Luther Gulick, Isador Lubin) daté du 27 juillet 1945, qui, sous la direction du major Gentle du gouvernement militaire américain, inspecta cinq installations industrielles dans la zone d'occupation américaine à Berlin, situées à Zehlendorf et Tempelhof. Ces usines produisaient de la laine mungo et de la soie artificielle à partir de fibres de bois, d'outils électriques, de radios, de téléphones, etc. Ces usines fonctionnaient exclusivement en temps de paix. Les usines avaient été très peu endommagées par les bombardements. Les Américains rapportent qu'après la reddition, presque tout l'équipement fut enlevé par les Russes. L'équipement fut numéroté et une partie de celui-ci fut retirée de la zone d'occupation américaine vers l'autre côté de la « ligne » (apparemment il s'agissait de la ligne de séparation des zones d'occupation). Le travail a été fait avec une grande rapidité. En outre, la saisie de la documentation technique, des spécifications technologiques a été effectuée également. Dans les usines de *Spinnstoffabrik Zehlendorf A.G.* 80% de toutes les machines ont été retirées, y compris tous les équipements modernes, les systèmes de convoyeurs, 2 turbines à vapeur modernes, 12 000 KWh (kilowatt-heure), un équipement de pompage de 7 puits profonds et toutes les spécifications et les enregistrements des processus.<sup>838</sup>

« 95% des machines (1800 pièces) ont été retirées de l'usine Zeiss Ikon A. G. Goertzwerke; tous les locomotives et le matériel roulant ; tous les rapports techniques,

---

<sup>835</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 14, d. 180, l. 14. « La note de Maïski à Molotov. Le 14 mai 1945 » (« Zapiska Majskogo Molotovu ot 14 maâ 1945 »).

<sup>836</sup> AVP RF, f. 07, inv. 10, carton 7, d. 72, l. 8-14. « La note de Maïski à Molotov. Le 18 juin 1945 » (« Zapiska Majskogo Molotovu ot 18 iûnâ 1945 »).

<sup>837</sup> Foreign relations of the United States: Diplomatic papers, the Conference of Berlin (the Potsdam Conference), 1945, Volume II, document 940. The Representative on the Allied Commission on Reparations (Pauley Files) to the Secretary of State, Babelsberg, July, 27, 1945.

<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945Berlinv02/d940>

<sup>838</sup> *Idem.*

dessins et spécifications; plusieurs techniciens sont revenus en Russie avec du matériel. Tous les équipements ont été retirés de l'usine Sendlinger Optische Glaswerke GmbH, à l'exception de 14 anciennes machines. Certains appareils de plomberie et électriques manquent. Toutes les machines à mesurer ont été prises alors que les usines n'étaient pas à « potentiel militaire ». Ces usines ont fonctionné à pleine capacité jusqu'en mai 1945. Certaines d'entre elles ont été endommagées pendant la guerre, principalement par le feu, mais ont été réparées ... Presque tous les équipements utiles, y compris certaines chaudières, turbines, générateurs et pompes, ont été enlevés, ainsi que la plomberie et les équipements électriques ... Les exportations ont été effectuées par le personnel militaire russe sous un certain contrôle technique. Environ 100 personnes y étaient employées L'équipement démonté a été soigneusement numéroté et apparemment envoyé à des endroits présélectionnés pour l'installation selon le schéma technologique précédemment utilisé. Les surintendants ont signalé que l'équipement de précision et de mesure n'était pas correctement protégé et qu'il était en plein air, le long des rues et les routes après l'enlèvement.<sup>839</sup> »

Des spécialistes allemands ont été emmenés avec l'équipement pour aider à son installation et à son fonctionnement, ces techniciens « sont partis volontairement », sous la pression de diverses « fortes incitations ». « Les Russes voulaient plus, mais ne pouvaient pas convaincre de nombreux autres techniciens ».<sup>840</sup> Et voici les conclusions auxquelles les Américains arrivent :

« L'URSS considère tout équipement industriel comme un butin de guerre, y compris l'équipement des usines pour la production de tissus, caméras, instruments optiques, radios, téléphones, interrupteurs ... convoyeurs. Le retrait du matériel est systématique. L'équipement est numéroté et fourni avec des adresses pour l'expédition vers des emplacements présélectionnés. L'URSS essaye de persuader les techniciens mais ne les force pas d'accompagner le matériel ...

Des efforts particuliers ont été faits pour dégager la zone qui nous a été remise à Berlin avant que nous n'y pénétrions. Les technologies de l'information de notre zone ont été démantelées avant le 4 juillet, tandis que l'usine AEG [*General Electric*] de la zone russe n'est que maintenant en cours d'assainissement [...] Ce que nous avons vu équivaut à un vandalisme organisé dirigé non seulement contre l'Allemagne, mais aussi contre les forces d'occupation américaines. Soit dit en passant, conformément aux méthodes utilisées, la Russie retirera de n'importe quelle zone deux à trois fois plus que ce qui aurait été retiré par les États-Unis ou le Royaume-Uni dans des circonstances similaires. Dans la zone que nous avons capturée et remise aux Russes, nous n'avons pas « nettoyé, à l'exception de quelques échantillons d'équipements uniques.<sup>841</sup> »

---

<sup>839</sup> *Idem.*

<sup>840</sup> *Idem.*

<sup>841</sup> *Idem.*



Dans les ouvrages contemporains, on trouve en réalité, de plus en plus de preuves d'un prélèvement abusif de biens de la part de tous les Alliés en Allemagne occupée. Ainsi, l'historien Peter Thorsheim<sup>842</sup> (Department of History, College of Liberal Arts & Sciences) en étudiant l'importance du problème des débris des métaux dans la politique entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne lors de la transition de la guerre à la paix, a découvert que l'ampleur et la portée réelles des réparations britanniques après la Seconde Guerre mondiale étaient bien plus importantes que ce que la plupart des historiens - du moins ceux qui ont écrit en anglais, admettaient jusque-là. L'une des principales raisons pour lesquelles de nombreux historiens ont jugé à tort la politique de réparation britannique après la Seconde Guerre mondiale comme étant peu controversée est, d'après P. Thorsheim, qu'ils ont largement ignoré le rôle important que la ferraille y a joué.

La Grande-Bretagne, ainsi que l'URSS, ont procédé à de vastes saisies de ferraille comme butin de guerre (pas comme des réparations officiellement autorisées) en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Entre la reddition de l'Allemagne en 1945 et l'établissement, quatre ans plus tard, de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, la Grande-Bretagne a retiré environ 3 millions de tonnes de ferraille d'Allemagne occidentale, dont une grande partie n'a pas été prise à titre de réparations, qu'elle aurait dû partager avec d'autres pays, mais qu'à titre de butin de guerre, elle a revendiqué comme sa propriété exclusive. Pendant les deux années cruciales qui suivirent immédiatement la guerre, pratiquement chaque tonne de ferraille importée par la Grande-Bretagne était traitée comme butin de guerre.<sup>843</sup>

La question des réparations est devenue un révélateur des contradictions croissantes entre l'URSS et les pays occidentaux.

### *Du butin de guerre aux réparations : le droit international de la guerre*

Les nouvelles réalités internationales exigeaient de nouvelles interprétations juridiques de l'occupation. Les principes de la politique d'occupation codifiés dans les dispositions des deux conventions internationales de La Haye de 1899 et de 1907<sup>844</sup>, concernant les lois et

---

<sup>842</sup> Peter THORSHEIM, « Trading with the enemy? The flow of scrap between Britain and Germany from pre-war rearmament to post-war reconstruction », *Business History*, 19 Juin 2020, En ligne: <https://doi.org/10.1080/00076791.2020.1774558>.

<sup>843</sup> *Idem*.

<sup>844</sup> La Haye, 18 octobre 1907. Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Annexe à la convention : règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Section III. De l'autorité

coutumes de la guerre sur terre (ayant été considérées comme faisant partie du droit international coutumier<sup>845</sup>), étaient insuffisants à définir les tâches auxquelles étaient confrontés les pays alliés en Allemagne. Même si, en ce qui concerne la convention de 1907, le Tribunal Militaire International de Nüremberg déclara en 1946 : « Les règles de la guerre terrestre inscrites dans la Convention [...] ont été admises par tous les Etats civilisés et regardées par eux comme l'expression codifiée des lois et coutumes de la guerre »<sup>846</sup>.

Un certain nombre des problèmes qui se sont posés étaient liés au contenu du terme « butins de guerre » et furent vivement débattus par des légistes dans les années d'après-guerre. L'attention fut attirée sur le fait que les lois régissant les « biens ennemis saisis » n'ont jamais été codifiées et rassemblées en un seul endroit (ce qui a rendu leur application difficile), que « la loi du butin est presque non écrite »<sup>847</sup>, que « la littérature sur la propriété et le butin de guerre semblait insuffisante »<sup>848</sup>.

Les publications spécialisées deviennent une plate-forme pour des discussions sur le problème des butins de guerre. *The American Journal of International Law* de 1950, par exemple, pose la question : « On comprendra donc aisément que le terme les « “biens ennemis saisis“ [...] englobe bien plus que le terme “butin de guerre“. Ce premier comprend non seulement les biens personnels saisis sur le champ de bataille, mais également ceux saisis ou réquisitionnés par une armée d'occupation. »<sup>849</sup>

Il est un principe généralement reconnu du droit international de la guerre selon lequel la propriété privée ennemie ne peut être saisie que si elle est susceptible d'un usage militaire direct, et alors elle peut être réquisitionnée. En plus de la règle générale, les articles 46 et 47 du Règlement de La Haye ont décrété que la propriété privée devait être respectée et que « le pillage est formellement interdit »<sup>850</sup>. L'article 52 du Règlement de La Haye dispose que « des

---

militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. Règlement : art. 46, 47. En ligne : <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/195> Mise à jour 05/05/2022.

<sup>845</sup> De ce fait, elles lient également les Etats qui n'en font pas formellement parties.

<sup>846</sup> Procès des Grands Criminels de Guerre devant le Tribunal Militaire International, Nüremberg 14 novembre -1 octobre 1946. En ligne : <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/195> Mise à jour 05/05/2022.

<sup>847</sup> Col. H. A. SMITH, « Booty of War », *XXIII British Yearbook of International Law*, 1946, p. 227.

<sup>848</sup> Manley O. HUDSON, « A Soldier's Property in War », *The American Journal of International Law*, Vol. 26, No. 2 (Apr., 1932), pp. 340-342. URL: <https://www.jstor.org/stable/2189356>

<sup>849</sup> William Gerald DOWNEY, Jr. « Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property », *The American Journal of International Law*, Jul., 1950, Vol. 44, pp. 489-490.

En ligne : <https://www.jstor.org/stable/2194026> Mise à jour : 05/05/2022.

<sup>850</sup> La Haye, 18 octobre 1907. Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Annexe à la convention : règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Section III. De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. Règlement : art. 46, 47. En ligne : <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/195> Mise à jour 05/05/2022.

réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation »<sup>851</sup> et que ces réquisitions seront proportionnelles aux ressources du pays. « Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée. Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon, elles seront constatées par des reçus, et le paiement des sommes dues sera effectué le plus tôt possible »<sup>852</sup>.

Dans l'après-guerre les opinions sur les saisies des butins de guerre étaient partagées. « Certains juristes et historiens conservateurs ont commencé à parler de la « violation » de la Convention de La Haye et de « l'arbitraire » des alliés victorieux par rapport aux Allemands »<sup>853</sup>. Certains juristes, en particulier Charles M. Calvo, Pasquale Fiore, George B. Davis, Charles C. Hyde, ont condamné les pratiques anciennes et ont jeté le poids de leur autorité dans la balance derrière l'idée que la prise du butin de guerre est un droit appartenant uniquement à un État belligérant.<sup>854</sup> Il y avait aussi ceux qui « estimaient que le droit international permet à des soldats à titre individuels de prendre le butin de guerre pour leur propre usage dans des cas exceptionnels en guise de récompense spéciale pour leurs efforts »<sup>855</sup>.

Pour tenter de résoudre les nombreux problèmes épineux liés à la mise à disposition des biens ennemis saisis, la *Déclaration de Londres de 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle*<sup>856</sup> ne peut être négligée, car elle a ajouté des difficultés substantielles aux solutions juridiques en mettant en scène le concept politique de restitution. Les Gouvernements signataires de la *Déclaration de Londres* de 1943 furent : l'Union sud-africaine, des États-Unis d'Amérique, d'Australie, de Belgique, du Canada, de Chine, de la République tchécoslovaque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

---

<sup>851</sup> *Idem.*

<sup>852</sup> *Idem.*

<sup>853</sup> Ū.M. KORŠUNOV, *La politique d'occupation britannique en Allemagne : 1945-1949* (Okkupacionnâ politika Velikobritanii v Germanii : 1945-1949), Moscou, 2004, p. 1.

<sup>854</sup> Charles M. CALVO, *Le droit international théorique et pratique : précédé d'un exposé historique des progrès de la science du droit des gens*, Tome IV, p. 240. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k935854/f270.item>

Pasquale FIORE, *Nouveau Droit International Public suivant les besoins de la civilisation moderne*, Tome III, Paris, Libraires de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats, 1886, pp. 1381-1382. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5742593s.texteImage>

George B. DAVIS, *The Elements of international law*, with an account of its origin, sources and historical development, New York, Harper, 1900, p. 310.

Charles Cheney HYDE, *International Law*, Vol. III, Little, Brown, 1947, pp. 806-809.

<sup>855</sup> William Gerald DOWNEY, Jr. « Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property », *The American Journal of International Law*, Jul., 1950, Vol. 44, p. 490.

<https://www.jstor.org/stable/2194026>.

<sup>856</sup> Inter-Allied Declaration Against Acts of Dispossession Committed in Territories Under Enemy Occupation or Control. <https://www.lootedartcommission.com/inter-allied-declaration>  
<https://mjp.univ-perp.fr/france/fli4.htm>

Nord, de Grèce, des Indes, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Nouvelle-Zélande, de Norvège, de Pologne, de l'URSS, de Yougoslavie et le Comité français de la Libération nationale.

Par la *Déclaration de Londres*, les États-Unis et certains autres organismes des Nations Unies ont lancé un avertissement formel à tous les intéressés, et en particulier aux personnes vivant dans des pays neutres, selon lequel ils avaient l'intention de faire tout leur possible pour faire échec aux méthodes de dépossession pratiquées par les gouvernements en guerre contre des pays et des peuples impudemment agressés et spoliés.

« En conséquence, les Gouvernements signataires de cette déclaration et le Comité français de la Libération nationale se réservent tous droits de déclarer non valables tous transferts ou transactions relatifs à la propriété, aux droits et aux intérêts, de quelque nature qu'ils soient, qui sont ou étaient dans les territoires sous l'occupation ou le contrôle direct ou indirect des gouvernements avec lesquels ils sont en guerre, ou qui appartiennent ou ont appartenu aux personnes (y compris les personnes juridiques) résidant dans ces territoires. Cet avertissement s'applique tant aux transferts ou transactions se manifestant sous forme de pillage avoué ou de mise à sac, qu'aux transactions d'apparence légale, même lorsqu'elles se présentent comme ayant été effectuées avec le consentement des victimes.<sup>857</sup> »

Le concept de restitution tel que contenu dans la *Déclaration de Londres* semble impliquer que la capture, la saisie ou la réquisition de biens par une armée d'invasion est illégale, qu'après cette capture, saisie ou réquisition, le titre de ces biens reste acquis au propriétaire d'origine et que les lois de la guerre par lesquelles le titre de propriété de ces biens est transféré par capture, saisie ou réquisition sont inopérantes. Selon William Gerald Downey : « Bien que le libellé de la Déclaration semble rendre facile de faire une telle inférence et que de telles inférences aient été faites par des nations dont les biens ont été saisis, il est évident que de telles inférences n'ont aucun fondement en droit »<sup>858</sup>.

Dans les communautés juridiques, en particulier aux États-Unis, au début des années 1950 on a vivement discuté les précédents juridiques des « biens ennemis saisis ». Le cas « des chevaux hongrois capturés » pourrait servir de bon exemple des problèmes inhérents et des difficultés rencontrées.

---

<sup>857</sup> Inter-Allied Declaration Against Acts of Dispossession Committed in Territories Under Enemy Occupation or Control. Déclaration signée à Londres le 5 janvier 1943.

En ligne : <https://www.lootedartcommission.com/inter-allied-declaration>

<sup>858</sup> William Gerald DOWNEY, Jr. « Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property », *The American Journal of International Law*, *op. cit.*, p. 502.

<https://www.jstor.org/stable/2194026>

Des chevaux hongrois, appartenant à des propriétaires privés et publics, ont été enlevés à la Hongrie par l'armée allemande en retraite au début de 1945. Plus tard, ils ont été capturés au combat par l'armée américaine dans les fermes de l'armée allemande. Les meilleurs d'entre eux ont été amenés aux États-Unis pour être utilisés dans des fermes d'élevage de l'armée américaine. En 1947, le gouvernement hongrois a demandé leur retour en vertu des dispositions de la déclaration de Londres. L'armée des États-Unis, considérant que les chevaux étaient des biens ennemis saisis, désirait les conserver, tandis que le département d'État, soucieux de prouver la bonne foi internationale des États-Unis, désirait renvoyer les chevaux en Hongrie. Après de longues auditions devant un sous-comité de la Commission des services armés du Sénat des États-Unis, où tous les faits pertinents ont été mis au jour, il a finalement été décidé par les départements d'État et de l'armée que les chevaux étaient des biens ennemis saisis, dont le titre était dévolu aux États-Unis, et que ces chevaux ne pouvaient être envoyés en Hongrie, ni éliminés, sans l'autorisation expresse d'une loi du Congrès.<sup>859</sup>

Il suffit de se référer aux publications juridiques de l'époque, essentiellement dans les pays anglo-saxons, pour trouver de nombreuses traces de polémiques sur des biens saisis. Mais comment la politique de réparations a-t-elle été mise en œuvre en pratique de la part de l'URSS?

## **B. Le dilemme de l'enlèvement des biens saisis : le pour et le contre**

La préparation de l'enlèvement des biens saisis en Allemagne, une opération économique d'une ampleur sans précédent, nécessitait du temps et d'énormes ressources matérielles. Comment ce système s'est-il formé ? Quels étaient ses éléments structurels, ses instituts ?

### *Les démantèlements dans la zone d'occupation soviétique, priorité inconditionnelle ?*

Bien avant que la question des réparations ne soit soulevée à Potsdam, *de facto*, dès les premiers jours de l'occupation de l'Allemagne, l'URSS a pris le chemin de la saisie zonale des réparations. Cela s'est manifesté par le démantèlement massif d'entreprises et d'autres installations techniques. Constituant pendant cette période la principale forme de compensation des énormes dommages matériels causés à l'URSS par l'agression allemande, les travaux de

---

<sup>859</sup> *Ibid.*, p. 503.

démantèlement dans la zone d'occupation soviétique avaient une priorité inconditionnelle. Les considérations pour savoir sous quelle forme les informations devraient être fournies aux puissances occidentales et comment le démantèlement dans la zone soviétique pourrait être combiné avec un plan général de réparation en Allemagne n'ont pas été prises en compte. Le fait que les puissances victorieuses n'aient alors même pas encore élaboré les fondements d'une politique conjointe de réparation à l'égard de l'Allemagne n'a rien changé à la position soviétique sur cette question.

À l'occasion des préparatifs de la conférence de Potsdam, V. Molotov, vice-président du GKO (un cabinet de guerre d'urgence) a exigé pour la première fois de dresser un bilan du démantèlement effectué dans la zone d'occupation soviétique<sup>860</sup>.

La procédure en vue d'établir des rapports pour les Commissariats du peuple au sujet des prises de matériels en Allemagne a été élaborée même avant la reddition de l'Allemagne. Le *Bureau central de statistique* relevant du *Comité national de planification de l'État* (le *Gosplan*), a créé un département chargé de collecter ces informations. Le premier rapport généralisé sur le démantèlement et l'enlèvement des équipements a été rédigé le 23 avril 1945 et envoyé par le chef du *Bureau central de statistique* V.N. Starovskij au chef du *Gosplan* N.A. Voznessenski. À partir de ce moment, d'abord tous les 14 jours, puis une fois par mois, Starovskij préparait les rapports correspondants qui servaient évidemment de base aux messages à V. Molotov.

Ainsi, il ressort du rapport envoyé le 10 juillet 1945 par M.Z. Saburov (le premier vice-président du *Gosplan* de l'URSS), G.P. Arkadyev (le secrétaire général de la *Commission des réparations au niveau international*) et Vladimir Starovskij (le chef *Bureau central de statistique* relevant du *Gosplan*) à Molotov, « qu'au 9 mai 1945, environ 48 000 voitures ou environ 550 000 tonnes d'équipement et de matériel avaient été expédiés en URSS »<sup>861</sup>. En termes de valeur, « le coût des équipements et des matériaux expédiés en URSS avant le 9 mai 1945 était d'environ 203 millions de dollars » (le coût moyen d'une tonne d'équipement a été établi à 370 dollars<sup>862</sup>). Le poids des équipements et matériaux exportés et destinés à

---

<sup>860</sup> AVP RF, f. 06, inv. 7, carton 14, d. 180, l. 9-12. « Les notes de Maïski du 18 mai 1945 sur une conversation avec Harriman » (« Zapis' Majского ot 18 maâ 1945 g. o besede s Garrimanom »).

<sup>861</sup> AVP RF, f. 0639, inv. 1, carton 3, d. 53, l. 2-3. « M.Z. Saburov, G.P. Arkadiev et V.N. Starovsky à V.M. Molotov. 10 juillet 1945 ».

<sup>862</sup> Selon l'Office allemand de la statistique, en 1928, le coût moyen d'une tonne d'équipement était de 1557 marks, soit au taux de change alors de 371 dollars. Dans AVP RF, f. 0639, inv. 1, carton 3, d. 53, l. 2-3. « M.Z. Saburov, G.P. Arkadiev et V.N. Starovsky à V.M. Molotov. 10 juillet 1945 ».

l'exportation vers l'URSS des entreprises allemandes (hors Autriche et Hongrie) avant le 8 juillet 1945 était d'environ 4 millions de tonnes ou 1,480 milliards de dollars.<sup>863</sup>

En décembre 1946, le ministère du Commerce extérieur de l'URSS a publié un rapport (à usage interne) avec une estimation du volume des saisies de réparations. D'après le rapport, 3 316 entreprises industrielles ont été démantelées sur le territoire de la zone d'occupation soviétique, dont 336 200 pièces d'équipement de travail des métaux, dont le poids total était de 6 050 tonnes et le coût de 2,6 milliards de dollars.<sup>864</sup> Cette estimation était discutable pour les statisticiens eux-mêmes, qui ont fait observer que le montant était sous-estimé en raison du pourcentage élevé d'amortissement. Néanmoins, V. Molotov a suggéré dans sa lettre à I. Staline, le 7 mars 1947, d'évaluer le retrait du matériel de la zone d'occupation soviétique à titre des réparations à 2 623 millions de dollars.<sup>865</sup>

Le montant des réparations, jusqu'en mai 1950, n'a pas été rendu public.<sup>866</sup> Cela est dû à la fois au manque de confiance dans les puissances occidentales et à la complexité de l'évaluation (un grand nombre d'institutions soviétiques concurrentes étaient engagées dans le démontage et le transport du matériel allemand).

En faisant une analyse des priorités de la politique d'occupation industrielle des alliés, le biographe de E. Bevin, A. Bullock souligne dans son ouvrage *Ernest Bevin, Foreign Secretary : 1945-1951* que pour les Russes, les priorités de la politique d'occupation « consistaient à recevoir des réparations, pour les Français, à résoudre le problème du charbon, pour les Britanniques et les Américains, - à restaurer l'économie allemande »<sup>867</sup>.

En tant qu'opération économique de grande complexité, le démantèlement de l'industrie allemande ne pouvait qu'être accompagné de problèmes dans sa mise en œuvre. Quels types de problèmes les autorités d'occupation soviétiques ont-elles rencontrés ?

---

<sup>863</sup> AVP RF, f. 0639, inv. 1, carton 3, d. 53, l. 2-3. « M.Z. Saburov, G.P. Arkadiev et V.N. Starovsky à V.M. Molotov. 10 juillet 1945 ».

<sup>864</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 84, l. 95. GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 5, l. 106-107.

<sup>865</sup> AVP RF, f. 0431, inv. 4, carton 5, d. 20, l. 125-129. « V.M. Molotov à I.V. Staline ». 7/03/1947 ». Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 3 : le 6 octobre 1946 – le 15 juin 1948, Moscou, Meždunarodnye otnošeniâ, 2000, p. 286.

<sup>866</sup> Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 3 : le 6 octobre 1946 – le 15 juin 1948, *op. cit.*, p. 41.

<sup>867</sup> A. BULLOCK, *Ernest Bevin: Foreign Secretary: 1945-1951*, Oxford University Press, 1985, p. 378.

## *Un dilemme : revitaliser l'industrie allemande ou la démanteler ?*

Les autorités d'occupation soviétiques furent confrontées à un certain nombre de problèmes entravant les saisies des biens assujettis aux réparations : la violence dans les territoires occupés, la propagation des maladies vénériennes, la prostitution, les spéculations et le marché noir, la crise alimentaire. De surcroît, il n'y avait pas de consensus au sein du pouvoir politique soviétique sur le démantèlement de l'industrie allemande.

La situation qui s'est développée après que l'Armée rouge a franchi les frontières de l'URSS, a compliqué les tâches du commandement en matière de prévention des crimes contre les civils. « Les atrocités commises contre la population locale - meurtres, vols, violences contre les femmes commis par les militaires [...] ont pris une ampleur alarmante au printemps 1945 »<sup>868</sup>. De janvier à mars 1945, les organes du Parquet militaire en chef de l'URSS ont condamné à eux seuls 4148 officiers, notamment pour malversations, détournements de fonds et crimes contre les biens, pour hooliganisme et discrédit de grade, et pour d'autres crimes.<sup>869</sup>

La source des faits les plus révélateurs sur les crimes commis par les soldats et officiers soviétiques est constituée par les documents du *Bureau du Procureur militaire en chef* de l'URSS, mais cette source n'est pas accessible aux chercheurs.<sup>870</sup> Et il faut admettre que ce sujet est resté pendant longtemps peu étudié des historiens soviétiques (à quelques exceptions près), tandis que l'historiographie occidentale présente un large éventail d'opinions sur cette question<sup>871</sup>. Le point de vue sur ce sujet le plus discuté est celui d'Antony Beevor, qui estime que les raisons des crimes commis par les soldats de l'Armée rouge étaient la conséquence du manque

---

<sup>868</sup> O. A. RŽEŠEVSKIJ, «L'opération de Berlin de 1945: le débat continue» («Berlinskââ operaciâ 1945 g.: diskussiâ prodolžaetsâ»), *Mir istorii*, 2002, № 4. En ligne: [www.historia.ru/2002/04/berlin.htm](http://www.historia.ru/2002/04/berlin.htm)  
Cornelius RYAN, *Last Battle: The Classic History of the Battle for Berlin*, New York, Simon & Schuster, 1995;  
Alfred-Maurice de ZAYAS, *A Terrible Revenge: The Ethnic Cleansing of the East European Germans, 1944 – 1950*, London, St. Martin's Press, 1994;

Alfred-Maurice de ZAYAS, *Nemesis at Potsdam: The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans: Background, Execution, Consequences*, London, Routledge & Kegan Paul Ltd, 1977.

<sup>869</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskikh reparacij), *op. cit.*, p. 120.

<sup>870</sup> G.A. BORDŪGOV, « “La guerre va tout effacer” ? La Wehrmacht et l'Armée rouge : vers une question sur la nature des crimes contre les civils » (« “Vojna vsë spišet ?” Vermaht i Krasnaâ Armiâ : k voprosu o prirode prestuplenij protiv graždanskogo naseleniâ »), La présentation à la conférence scientifique internationale « L'expérience de la guerre mondiale dans l'histoire russe » tenue à Tcheliabinsk le 11 septembre 2005. En ligne : <http://www.airo-xxi.ru/gb/doklady/doklad01.htm>

<sup>871</sup> Cornelius RYAN, *Last Battle: The Classic History of the Battle for Berlin*, New York, Simon & Schuster, 1995;  
Alfred-Maurice de ZAYAS, *A Terrible Revenge: The Ethnic Cleansing of the East European Germans, 1944 – 1950*, *op. cit.*;

Alfred-Maurice de ZAYAS, *Nemesis at Potsdam: The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans: Background, Execution, Consequences*, London, Routledge & Kegan Paul Ltd, 1977.



de discipline et de la déshumanisation inévitable causée par deux ou trois ans de guerre, qui « transforment tous les hommes armés en violeurs potentiels »<sup>872</sup>. À Berlin, selon Beevor, contrairement aux soldats soviétiques, les soldats américains disposaient d'un approvisionnement quasi illimité en cigarettes et ces derniers n'avaient pas besoin de recourir à la violence. Beevor voit une autre raison à la violence endémique, à savoir l'accès libre et pratiquement illimité des soldats soviétiques à l'alcool. Il considère que la plus grosse erreur des autorités militaires soviétiques a été le refus de détruire les entrepôts d'alcool sur le chemin de l'avancée de l'Armée rouge.<sup>873</sup>

Le commandement de l'Armée rouge a perdu de son autorité, puisque les soldats, d'une part étaient plongés dans la propagande qui présentait les Allemands comme « inhumains » (il suffit de rappeler l'article d'Ilya Ehrenbourg « Ça suffit ! »<sup>874</sup> publié dans le journal *Kransaya Zvezda* le 11 avril 1945), et d'autre part, en passant à travers les terres de l'Europe occidentale, voyaient pour la première fois la richesse relative des terres allemandes. Dans la destruction et le pillage des habitations allemandes, on ne pouvait ignorer les comparaisons faites par les soldats entre « la vie du fermier collectif soviétique et du Bauer allemand, [qui], en règle générale, n'était pas en faveur du premier »<sup>875</sup>.

Au début de la guerre, tant en Union soviétique qu'en Allemagne, l'incidence des maladies vénériennes était remarquablement faible. La guerre a accéléré la propagation de cette affliction, mais l'occupation de l'Allemagne a transformé les maladies vénériennes en « fléau de la population ». De plus, jusqu'à la fin de 1945 et au début de 1946, il n'y avait presque pas de pénicilline à la disposition des médecins militaires soviétiques, et des méthodes plus primitives de lutte contre les maladies vénériennes - y compris l'utilisation de sulfamides - prenaient beaucoup de temps et étaient beaucoup moins efficaces. Les Alliés ont délibérément refusé la technologie de production de masse de pénicilline aux Soviétiques. En fait, la plupart de ce que les Soviétiques savaient sur la pénicilline, ils l'ont appris des techniciens et des laboratoires allemands de l'industrie de la santé qu'ils ont saisi dans la zone orientale.

---

<sup>872</sup> Antony BEEVOR, *The fall of Berlin, 1945*, London, Viking, 2002, p. 414.

<sup>873</sup> *Ibid.*, p. 409.

<sup>874</sup> I. G. EHRENBORG, « Ça suffit ! », *Krasnaâ zvezda*, le 11 avril 1945.

<sup>875</sup> G.A. BORDÛGOV, « "La guerre va tout effacer" ? La Wehrmacht et l'Armée rouge : vers une question sur la nature des crimes contre les civils » (« "Vojna vsë spišet ?" Vermaht i Krasnaâ Armia : k voprosu o prirode prestuplenij protiv graždanskogo naseleniâ »), La présentation à la conférence scientifique internationale « L'expérience de la guerre mondiale dans l'histoire russe » tenue à Tcheliabinsk le 11 septembre 2005. En ligne : <http://www.airo-xxi.ru/gb/doklady/doklad01.htm>

Cependant, même après que les Soviétiques et les Allemands de la zone ont commencé à produire de la pénicilline, il y avait encore une grave pénurie, et la pénicilline n'était disponible que dans les cas les plus extrêmes. Loin de toute aide médicale, les victimes de viols de tous âges souffraient de maladies vénériennes. A Magdebourg, un bataillon spécial avait été formé de troupes infectées par une maladie vénérienne. Les soldats furent maintenus isolés de la population allemande ainsi que des autres unités militaires soviétiques. Malheureusement pour la population allemande, les pratiques d'isolement n'ont pas toujours eu l'effet escompté.<sup>876</sup>

La prévalence de la prostitution ou de la semi-prostitution, y compris l'échange de relations sexuelles contre un repas ou des cigarettes, a également contribué à la propagation rapide des maladies vénériennes. Comme beaucoup d'autres problèmes qui ont affecté l'Allemagne occupée dans les premiers jours après la paix, empêcher la propagation des maladies vénériennes était aussi de la responsabilité des autorités de la zone d'occupation.

Jusqu'en 1948, en parallèle, une crise alimentaire fit rage dans la zone d'occupation soviétique. Il n'y avait pas assez de marchandises. Le coût de la nourriture, des biens et des articles ménagers était cosmique. En 1945-1947, une miche de pain pouvait être échangée avec les Allemands contre un bon costume ou une montre. Pendant cette période, un réseau dense de marchés noirs s'est créé dans toute la région. Le marché noir est devenu une partie intégrante de toute ville et était la principale source de revenus de la population allemande. Compte tenu de la disponibilité de la nourriture, littéralement tout, y compris l'or et les diamants, pouvait être acheté ici pour presque rien. Même les propriétaires d'entreprises, en cachette des économistes soviétiques, « envoyaient » certains de leurs produits finis sur le marché noir. Par exemple, des biens tels que la caméra *Contax* à Dresde faisaient l'objet d'un commerce particulièrement vigoureux ; il y avait aussi une tannerie produisant du matériel d'officier. Leurs produits pouvaient être achetés sur n'importe quel marché noir ou simplement à l'usine elle-même. Tout le monde faisait du commerce. La nourriture était devenue une monnaie d'échange. La spéculation atteignit des proportions inouïes.<sup>877</sup>

Les impressions sur la routine dans la zone d'occupation soviétique présentées par l'officier de l'Armée rouge devenu transfuge Vladimir Aleksandrov, sont peut-être trop négatives mais elles restent néanmoins un précieux témoignage oculaire des événements.

---

<sup>876</sup> Norman M. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, London, The Belknap Press, 1995, p. 97.

<sup>877</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, New York, Research Program on the U.S.S.R., 1953, p. 21.

« Les épouses des officiers et les officiers eux-mêmes, quelle que fut leur fonction officielle, chargés de diverses provisions parcouraient les villes à la recherche de produits plus adaptés et moins chers. La ville de Leipzig était à juste titre considérée comme le centre de tous les marchés noirs. Le marché noir a sauvé les habitants de la zone soviétique de la catastrophe de l'extinction par la faim. Les économistes soviétiques fermaient les yeux sur ces horreurs et il n'y a pratiquement pas eu de lutte spéciale contre le marché noir. Ils ont très bien compris qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'éliminer la faim. Les gens par eux-mêmes ont trouvé ce moyen si inhabituel de sortir de cette situation.<sup>878</sup> »

Dans ces circonstances, les dirigeants soviétiques ont dû prendre une décision cruciale concernant la reconstruction de l'économie allemande dans la zone d'occupation soviétique, tout en satisfaisant les demandes de réparation.

Comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France l'ont fait, les diverses factions de l'Union soviétique ont préconisé soit de supprimer toute l'industrie allemande et de faire de l'Allemagne un pays agricole, soit de reconstruire l'économie allemande. La politique d'occupation, selon les historiens-kremlinologues et soviétologues<sup>879</sup>, s'est transformée en luttes intestines entre deux factions du parti : l'une dirigée par Andreï Jdanov et Nikolai Voznessenski, et l'autre, réunie autour d'une coalition informelle menée par Gueorgui Malenkov et Lavrenty Beria. Cette lutte acharnée entre les deux factions eut lieu au milieu et à la fin des années 1940. À la fin de la guerre, l'affrontement se poursuit sur la question du démantèlement de l'industrie est-allemande (lors du débat sur le choix des « réparations contre la soviétisation »).

En 1943, G. Malenkov et L. Beria ont été nommés au Comité pour le redressement économique des territoires libérés, et en février 1945, G.M. Malenkov a été nommé chef du *Comité spécial du Comité de Défense de l'État* (GKO), chargé d'organiser le déménagement des équipements industriels, des véhicules, des matières premières et des produits finis d'Allemagne et de Pologne vers la Russie.<sup>880</sup> Malenkov était extrêmement influent dans la poursuite de cette politique de refus de reconstruire l'Allemagne. Et en cela, la position de Malenkov était similaire à celle du secrétaire américain au Trésor Henry Morgenthau. Mais les plans de Malenkov pour empêcher la reconstruction de l'Allemagne (comme ceux de Morgenthau) ont rapidement rencontré de vives critiques de la part de ceux qui considéraient un tel démantèlement coûteux et inefficace.

---

<sup>878</sup> *Idem.*

<sup>879</sup> Gavriel RA'ANAN, *International Policy Formation in the USSR: Factional "Debates" During the Zhdanovschina*, Hamden, Conn., Archon Books, 1983; Norman M. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, op. cit., 1995.

<sup>880</sup> RGASPI, f. 644, inv. 1, d. 373, l. 48-51.

L'influence de Jdanov sur l'Administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG) s'est exercée par l'intermédiaire de Tiul'panov. Partisan de Jdanov en Allemagne, le colonel S. Tûl'panov a occupé trois postes dans le SVAG : responsable de l'agitation et de la propagande, chef de la direction politique principale de l'Armée rouge et représentant du Parti dans la zone d'occupation soviétique. En cette dernière qualité Tiul'panov relevait souvent directement de Jdanov. Les liens de Tiul'panov avec Jdanov étaient à la fois institutionnels et personnels. Les partisans de Malenkov et Beria dans SVAG étaient Vladimir S. Semyonov et Maksim Z. Saburov.

Le maréchal Gueorgui Joukov, premier commandant en chef de la zone d'occupation soviétique, était partisan d'une approche gradualiste tendant vers la réunification allemande. Mais le maréchal Georgui Joukov qui dirigeait l'occupation soviétique de l'Allemagne dans ses premières années, a été réprimé par Staline, qui semble avoir préféré qu'il n'y ait pas de source de pouvoir centralisée et organisée autre que lui, surtout loin de Moscou. Cette rivalité interne entre Staline et Joukov a conduit à des incohérences et de graves fluctuations politiques. G. Joukov fut remplacé par le maréchal V. D. Sokolovski en avril 1946 qui lui, se montrait favorable au démantèlement de l'industrie allemande.

Sans entrer dans une analyse détaillée de la politique intérieure soviétique, on peut noter que l'absence d'une autorité centrale claire, déchirée par des animosités internes et des rivalités politiques, a eu de graves conséquences tant pour l'économie de l'Allemagne de l'Est que pour l'efficacité du transfert des technologies allemandes vers l'URSS.

#### *L'organisation institutionnelle du système soviétique de démantèlements des technologies allemandes à la fin de la guerre*

Le démantèlement de l'équipement et son envoi en URSS étaient en soi une opération militaro-économique à grande échelle, toute une épopée pour la mise en œuvre de laquelle il était nécessaire de recourir à de la main d'oeuvre afin d'organiser l'emballage de dizaines de milliers de pièces d'équipement, d'effectuer le transport surveillé de millions de tonnes de marchandises, puis de les distribuer aux destinataires en URSS.

L'institutionnalisation du transfert des technologies allemandes a eu lieu dans le cadre du *Comité de Défense de l'État* (GKO) – une autorité militaro-politique d'urgence, créée à l'été 1941 dans le but d'une transition rapide vers le « système d'urgence du pouvoir d'État et du contrôle d'un pays belligérant »<sup>881</sup>. Les principales structures du GKO, directement impliquées dans le transfert des technologies allemandes vers l'URSS, étaient représentées par deux organes : le premier, la *Commission des butins de guerre*, était chargé de la collecte des butins de guerre, et le second, le *Comité spécial*, était appelé à organiser le processus de transfert dans le cadre des réparations.

Les organismes soviétiques responsables aux saisies des butins de guerre sont apparus bien avant l'entrée de l'Armée rouge sur le territoire allemand, alors qu'on ne parlait toujours pas de réparations. Leur création a eu lieu au début de 1942, lorsque l'Armée rouge a remporté ses premières victoires significatives près de Moscou.

Le 22 mars 1942, la *Commission des butins de guerre* a été formée auprès du *Comité de Défense de l'État*, qui a été appelé à collecter et à utiliser avec soin la propriété des prises de biens. Dans le cadre de cette *Commission des butins de guerre*, deux organes permanents ont été créés - la *Commission centrale pour la collecte des armes et des biens saisis*, présidée par S. M. Boudienny, et la *Commission centrale pour la collecte des métaux ferreux et non ferreux en première ligne du front*, présidée par N.M. Chvernik.<sup>882</sup>

L'intensité avec laquelle le GKO a produit des documents sur la politique des butins de guerre indique sa haute priorité. Attachant une grande importance à cette question, le GKO a adopté le 2 janvier 1943 un nouveau règlement *Sur la prise de matériels sur les fronts et leur stockage*<sup>883</sup> (Le nouveau Département de la prise de matériels dirigé par le général F.N. Vahitov fut créé). Trois jours plus tard, le règlement *Sur les détachements de récupération de l'Armée rouge désignés pour l'enregistrement, la collecte et l'enlèvement des champs de bataille des armes, des biens, du fourrage capturé et abandonné*<sup>884</sup> était mis en vigueur. Sur les fronts les plus actifs (ceux de sud-ouest, de Don et de Stalingrad), des détachements de récupération et des entrepôts ont commencé à se former. Le règlement énumérait les tâches des organismes de

---

<sup>881</sup> V.A. ZOLOTAREV (dir.), *La Grande guerre patriotique de 1941-1945* (Velikaâ otečestvennaâ vojna 1941-1945 godov), t. 11 : *La politique et la stratégie de la victoire : la direction stratégique du pays et des forces armées de l'URSS durant la guerre* (Politika i strategija pobedy : strategičeskoe rukovodstvo stranoj i Vooružennymi silami SSSR v gody vojny), Moscou, Kučkovo pole, 2015, p. 91.

<sup>882</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 25, l. 17–20.

<sup>883</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 75, l. 95–97.

<sup>884</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 4, inv. 11, d. 75, l. 5–8, inv. 12, d. 107, l. 5–28.

la récupération, le contenu de leurs travaux, les exigences relatives à l'organisation de leur comptabilité. Par la suite, des structures similaires ont été créées sur d'autres fronts.

À mesure que l'Armée rouge se déplaçait vers l'ouest, la charge de travail de la *Commission des butins de guerre* augmenta à plusieurs reprises ; il devint donc nécessaire de créer une structure organisationnelle plus puissante traitant de cette question. Le décret du GKO du 5 avril 1943 a institué la *Commission des butins de guerre*, dirigée par le maréchal K.E. Voroshilov<sup>885</sup>, les Commissions de S. M. Boudienny et de N.M. Chvernik ont été abolies. Le *Comité des butins de guerre* a eu à se soumettre au département dirigé par F.N. Vahitov. Le département de Vahitov avait à sa disposition 6 brigades de récupération autonomes et 39 bataillons de récupération autonomes. Le nombre de ces troupes était de plus de 34 000 personnes. En outre, au département ont été transférés 5 trains de récupération avec des équipes de 1 000 personnes et des pelotons de dépannage, réparations et évacuations de 30 personnes auprès de dépôts des pièces récupérées. La tâche de ces pelotons était le démontage des matériels pris des véhicules capturés.<sup>886</sup>

Mais il est devenu progressivement clair que les mesures prises pour adapter les matériels capturés ne suffisaient pas :

« En août 1944, une réunion spéciale à huis clos s'est tenue à Moscou. La réunion était présidée par le maréchal Vorochilov, membre du GKO. Parmi les principaux participants de la réunion furent présents tant les militaires que les responsables économiques : le Chef des services arrière des forces armées de l'URSS, le général de l'armée Khrulyov ; ses adjoints le colonel général Vinogradov et le lieutenant général Bayukhov ; le chef du Département de récupération - lieutenant-général Vahitov ; les chefs de l'arrière des fronts, les ministres de diverses industries. Les résultats de la réunion n'ont pas été rendus publics. Mais tout le monde savait que la question du sort de l'industrie allemande s'y décidait [...] La réunion a esquissé [...] toutes les mesures préliminaires nécessaires en rapport avec le démantèlement des entreprises industrielles en Allemagne. Moins d'un mois après la réunion, ses décisions ont commencé à être appliquées partout.<sup>887</sup> »

---

<sup>885</sup> RGASPI, f. 644, inv. 1, d. 100, l. 161.

<sup>886</sup> M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie ekonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd, Izdatel', 2016, pp. 10-11.

<sup>887</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., p. 21.

Dix jours seulement se sont écoulés depuis le retour de la délégation soviétique de Yalta, mais la mise en œuvre des accords interalliés avait déjà été ignorée par le décret GKO n°7563<sup>888</sup> du 21 février 1945 signé par Staline sur des déménagements des équipements industriels de Pologne et d'Allemagne. Contournant la décision de la conférence de Yalta sur les travaux de la commission conjointe des Trois Grands sur les réparations, le président du GKO et le Commandant en chef suprême les ont en fait entamer unilatéralement.<sup>889</sup>

Conformément au décret du GKO du 21 février 1945, le *Comité des butins de guerre* du GKO a été aboli et l'ensemble des travaux des détachements de récupération de l'Armée rouge a été réorganisé. Des commissions permanentes approuvées par les Conseils militaires des fronts ont été créés. Elles étaient censées soumettre des propositions pour le déménagement de certaines entreprises, équipements, matériaux et produits finis vers l'Union soviétique. Les Conseils militaires des fronts, par décision de Staline, sont devenus des institutions partageant leurs fonctions avec les commissions permanentes chargées du déménagement des butins de guerre.<sup>890</sup>

Une telle réorganisation des unités de récupération signifiait qu'à partir de février 1945, toutes les ressources de l'immense infrastructure de la machine militaire étaient tournées vers l'exportation des technologies allemandes en direction de l'URSS.

Par le décret du 25 février 1945<sup>891</sup> le *Comité spécial* relevant du GKO devient l'organe suprême de coordination et de la plus haute autorité pour les questions liées au désarmement militaro-économique de l'Allemagne et à la conduite de tous les types de travaux de démantèlement sur son territoire. G.M. Malenkov (secrétaire du Parti) est nommé président du *Comité spécial* et ses membres permanents sont des représentants du *Gosplan* (la Commission de planification de l'État), les commissaires du peuple à la défense, aux affaires étrangères, à la défense et à l'industrie lourde. La structure du *Comité spécial*, le soi-disant organe des réparations, a commencé à représenter une sorte de « petit *Sovnarkom* » (Conseil des Ministres).

---

<sup>888</sup> Le décret du GKO n°7563 (marquée « top secret ») du 21 février 1945 *Sur la position et le personnel des organes chargés de prises de guerre de l'Armée rouge* ».

<sup>889</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskikh reparacij), *op. cit.*, pp. 9-10.

<sup>890</sup> RGASPI, f. 644, inv. 1, d. 372, l. 173-174.

<sup>891</sup> « Le décret du GOKO de l'URSS n° 7590 du 25 février 1945 *Sur le Comité spécial rattaché au GOKO (créé pour organiser l'exportation depuis le territoire de l'Allemagne et de la Pologne d'équipements industriels, de véhicules de transport, de matières premières et de produits finis)* » (« Postanovlenie GOKO SSSR №7590 ot 25 fevralâ 1945 «Ob Osobom komitete pri GOKO, (obrazovannom dlâ organizacii vyvoza s territorii Germanii i Pol'si promyšlennogo oborudovaniâ, transportnyh sredstv, syr'â i gotovoj produkcii)»). Dans Ū.A. GOR'KOV, *Le Comité de Défense de l'État ordonne (1941-1945). Les chiffres, les documents* (Gosudarstvennyj Komitet Oborony postanovlâet (1941-1945). Cifry, dokumenty), Moscou, Olma-Press, 2002, pp. 38, 113.

Désormais, tous les ordres et décisions du gouvernement concernant l'enlèvement des équipements et matériels des territoires occupés n'étaient signés que par Staline lui-même.

Le 28 février 1945, par ordre du *Narkomat* de la Défense entra en vigueur le règlement *Sur les organes, unités et institutions de récupération de l'Armée rouge*, signé par le Chef des services arrière de l'Armée rouge, le général de l'armée A. Khrulyov. *La direction principale de récupération de l'Armée rouge* fut désormais transférée à la subordination du *Chef des services arrière de l'Armée rouge*, et les *Directions de récupération des fronts et des troupes des armées* - aux *Chef des services arrière des fronts et des armées*.<sup>892</sup> Les unités de récupération de l'Armée rouge avaient en charge les tâches suivantes : l'identification, la comptabilisation et le démantèlement des entreprises (conformément aux décisions du gouvernement), le chargement, l'acheminement avec sécurité des équipements, matériaux, produits finis capturés par les troupes dans des villages, villes et centres industriels sur le territoire ennemi ; la collecte, l'enregistrement, la protection et le transfert des armes récupérées, des munitions, du matériel militaire et des biens militaro-techniques aux services des fronts et des armées.<sup>893</sup> La coordination des activités était confiée à des commissions permanentes sur les fronts, qui étaient dirigées par des professionnels de haut niveau connaissant bien la production industrielle et en mesure d'évaluer les équipements industriels prévus pour le démantèlement, tels que M.Z. Saburov - vice-président du Conseil des commissaires du peuple.

Ainsi, des spécialistes civils du bloc économique furent dorénavant impliqués dans la «privatisation» des équipements et technologies allemands.

« À Moscou, il a été décidé d'attribuer des grades militaires temporaires à tous les «démanteleurs» selon le principe suivant : les techniciens sont devenus lieutenants, les ingénieurs sont devenus majors, les directeurs sont devenus colonels et les hauts dirigeants des commissariats du peuple (ministères) sont devenus des généraux. L'attribution de ces « grades militaires » à des civils servant dans l'administration militaire était également pratiquée par les autorités alliées.<sup>894</sup> »

Les unités de la direction principale de récupération de l'Armée rouge comprenaient 80 bataillons d'ouvriers, 8 bataillons autonomes de récupération, 20 bases militaires et étaient

---

<sup>892</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 4, inv. 11, d. 79, l. 103–104.

<sup>893</sup> *Ibid.*, l. 104–110.

<sup>894</sup> M. I. SEMIRÂGA, *Comment nous avons dirigé l'Allemagne* (Kak my upravlâli Germaniej), Moscou, ROSSPÈN, 1995, p. 121.



accompagnées par des sociétés de services, et 5 bases centrales avec des compagnies d'automobile<sup>895</sup>.

Les autorités de récupération de l'Armée rouge furent structurées selon la hiérarchie militaire suivante : a) au centre - La direction principale de récupération de l'Armée rouge ; b) sur le front - La direction de récupération ; c) dans l'armée – Le département de récupération ; d) dans les formations militaires de l'armée – des escouades de récupération de corps et des divisions ; e) les assistants des commandants des villes et des villages sur les affaires économiques.

Au niveau le plus bas de la hiérarchie, les unités de récupération de l'Armée rouge comprenaient : des bataillons de récupération de la première ligne ; des bataillons de récupération de l'armée ; des bataillons ouvriers ; des bataillons de démantèlement autonomes ; des trains d'évacuation ; des centres de transbordement ; une compagnie automobile de transport.<sup>896</sup>

Un institut des mandataires du *Comité spécial* sur les fronts ainsi que des *Services spéciaux de démantèlement* furent créés. Ils étaient chargés des fonctions suivantes : *l'identification et la surveillance* des matériels soumis à l'exportation vers l'URSS depuis l'Allemagne, ainsi que depuis la Pologne (rails de chemin de fer, locomotives à vapeur, wagons, bateaux à vapeur et autres types de véhicules, matières premières, produits finis); *l'élaboration et la soumission* des propositions de l'exportation vers l'URSS pour leur approbation par le GKO ; le transfert des décisions autorisées par le GKO aux commissariats industriels, départements et organisations; *la mise en œuvre des décisions du GKO* sur la livraison des matériels exportées vers l'URSS; *les publications*, sur la base des décisions adoptées par le GKO, des arrêtés nécessaires, obligatoires pour l'exécution; *l'envoi en mission* (par les départements) des gestionnaires, des employés responsables, des ingénieurs nécessaires pour assurer le démontage des matériels et leur déménagement vers la Russie.<sup>897</sup>

Le 5 mars 1945, le *Comité spécial* du GKO nomma 40 personnes en qualité de mandataires sur les fronts et les armées<sup>898</sup> (voir *Figure 1*). Les commandants de front étaient

---

<sup>895</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 4, inv. 11, d. 79, l. 103—110. « L'ordre sur la disposition et les effectifs des organes de récupération de l'Armée rouge n° 039 du 28 février » (« Prikaz s ob"âvleniem položenîâ i štatov trofejnyh organov Krasnoj Armii » №039 ot 28 fevralâ 1945 »). Dans V.A. ZOLOTAREV (dir.), *Les Archives russes : Grande guerre patriotique : les ordres du commissaire du peuple à la défense de l'URSS (1943-1945)* (Russkij arhiv : Velikaâ Otečestvennaâ : Prikazy Narodnogo komissara oborony SSSR (1943-1945)), t. 13, Moscou, TERRA, 1997, pp. 356-357.

<sup>896</sup> RGVA, f. 4, inv. 11, d. 79, l. 103—110.

<sup>897</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 451, l. 30 - 31.

<sup>898</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 457, l. 77.

chargés d'aider globalement à la création du système des mandataires du GKO sur le territoire de l'Allemagne occupée et de leur donner des unités et des services nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches. Toutes les activités du *Comité spécial* et de ses mandataires étaient coordonnées par le service administratif du Comité central du Parti.<sup>899</sup>

Figure 1. Certains certificats de mandataires du GKO sur les fronts<sup>900</sup>

Numéro de règlement du GKO	Titre de règlement	Date de règlement
7647	Certificat de Kučumov P.S. comme mandataire du Comité spécial du GKO au 2 <sup>ième</sup> Front biélorusse	5 mars 1945
7648	Certificat de Saburov M.Z. comme mandataire du Comité spécial du GKO au 1 <sup>er</sup> Front ukrainien	5 mars 1945
7649	Certificat de Zernov P.M. comme mandataire du Comité spécial du GKO au 1 <sup>er</sup> Front Front biélorusse	5 mars 1945
7650	Certificat de Koževnikov Ū.N. comme mandataire du Comité spécial du GKO au 1 <sup>er</sup> Front ukrainien	5 mars 1945
7656	Certificat de Ákovlev V.N. comme mandataire du Comité spécial du GKO au 3 <sup>ième</sup> Front biélorusse	5 mars 1945

La tâche principale des représentants du *Comité spécial* au stade final de la guerre était d'empêcher la destruction de l'industrie allemande et de rassembler tous les documents liés à la production militaire, au département du ministre de l'armement du Reich A. Speer. Cette tâche était associée au désarmement militaro-industriel de l'Allemagne et aux réparations.

Les historiens estiment que cette tâche a été accomplie. En particulier :

« Au cours des batailles pour Berlin dans la zone d'opérations du 1<sup>er</sup> Front biélorusse, un grand nombre de documents sur le potentiel militaro-industriel de l'Allemagne ont été trouvés dans les coffres-forts des bâtiments du ministère des Armements et d'autres départements, y compris le rapport personnel du ministre de l'armement A. Speer à A. Hitler, ainsi que les informations sur la fourniture d'armes, d'équipements militaires à la Wehrmacht pour 1940-1944. Le texte du rapport, traduit en russe, est devenu l'une des principales sources qui ont aidé à déterminer le potentiel militaro-industriel de l'Allemagne.<sup>901</sup> »

<sup>899</sup> K. I. KOVAL', « Les notes du représentant du GKO sur le territoire de l'Allemagne » (« Zapiski upolnomočennogo GKO na territorii Germanii »), *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, 1994, N3, pp. 124-147 ; G. N. SEVOST'ANOV, « Travailler en Allemagne pour le compte du GKO » (« Rabota v Germanii po zadaniû GKO »), *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, 1995, N° 2, pp. 101-114.

<sup>900</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 457, l. 77.

<sup>901</sup> V.A. ZOLOTAREV (dir.), *La Grande guerre patriotique de 1941-1945 (Velikaâ otečestvennaâ vojna 1941-1945 godov)*, t. 11 : *La politique et la stratégie de la victoire : la direction stratégique du pays et des forces armées de l'URSS durant la guerre* (Politika i strategiâ pobedy : strategičeskoe rukovodstvo stranoj i Vooružennymi silami SSSR v gody vojny), *op. cit.*, 2015, p. 111.

K. I. KOVAL', « Les notes du représentant du GKO sur le territoire de l'Allemagne » (« Zapiski upolnomočennogo GKO na territorii Germanii »), *op. cit.*, p. 135.

M. I. SEMIRÂGA, *Comment nous avons dirigé l'Allemagne (Kak my upravljali Germaniej)*, Moscou, ROSSPÈN, 1995, p. 122.

Nous avons établi la liste des biens destinés à être enlevés et envoyés vers l'URSS sur la base des titres des règlements du GKO. Ces derniers sont conservés aux Archives de l'histoire sociopolitique à Moscou (RGASPI), fonds 644. Les titres des dossiers de ce fonds sont informatifs en eux-mêmes. Les informations qu'ils contiennent disent d'où proviennent les matériels destinés à l'exportation vers l'URSS (de quelles villes allemandes ou de quelle partie du pays) et dans un cas particulier quel est l'organisme-bénéficiaire soviétique qui en profite.

Les documents du RGASPI montrent que le GKO a obligé le *Comité spécial* à assurer, tout d'abord, l'exportation vers l'URSS des biens matériels tels que les rails de chemin de fer (*Figure 2*), qui se trouvaient dans des entrepôts et dans des usines, ainsi que grâce à la dépose des voies, mais sans préjudice pour le front, des voies secondaires et des voies d'accès aux entreprises; les équipements des usines automobiles et des entreprises produisant du carburant synthétique et celles produisant du caoutchouc synthétique (voir *Figure 3*), les équipements des usines produisant des moteurs d'avions et des moteurs pour des blindés (*Figure 4*) ; les équipements de laboratoire pour instituts de recherche et les installations expérimentales (*Figure 5*).<sup>902</sup>

On trouve ci-dessous des exemples des titres de certains règlements du GKO, dont le nombre n'est pas limité à ces listes.

*Figure 2.* Règlements sur la dépose des rails de chemin de fer<sup>903</sup>

Numéro de Règlement du GKO	Titre de Règlement	Date de Règlement
7688	Sur le démantèlement des lignes de chemin de fer en Allemagne.	6 mars 1945
8001	Sur le démantèlement supplémentaire des lignes de chemin de fer en Allemagne.	5 avril 1945
8289	Sur le démantèlement des lignes ferrées à voie étroite en Prusse orientale.	26 avril 1945
9154	Sur les mesures visant à garantir le retrait des équipements et des rails des entreprises allemandes	20 juin 1945
9236	Sur l'exportation de rails de chemin de fer à voie normale d'Allemagne pour la construction du chemin de fer Mukri-Gaurdak au Turkménistan.	26 juin 1945
9344	Sur le démantèlement supplémentaire des lignes de chemin de fer à voie étroite de Poméranie occidentale.	5 juillet 1945

Le trafic ferroviaire a augmenté de façon exponentielle. Pour assurer le retrait des équipements, l'infrastructure ferroviaire en Allemagne a été démantelée et déplacée là où

<sup>902</sup> RGASPI, f. 644, inv. 2, d. 451, l. 30–31.

<sup>903</sup> RGASPI, f. 644 <http://www.teatrskazka.com/Raznoe/PostanovGKO/GKO194412.html>

l'intensité du trafic était maximale. La dégradation des communications ferroviaires en Allemagne coïncida avec le développement du réseau ferroviaire en URSS.

Figure 3. Règlement du GKO sur les exportations des équipements des usines automobiles et des entreprises produisant du carburant synthétique et du caoutchouc synthétique

Numéro de règlement du GKO	Titre de règlement	Date de règlement
7686	Sur le retrait des équipements pour les usines de carbure de calcium et de caoutchouc synthétique de l'usine chimique d'Auschwitz	6 mars 1945
7705	Sur des exportations d'équipements et des matériaux de l'usine chimique <i>IG Farben</i> dans la ville Heydebreck (près de Kozel)	6 mars 1945
7706	Sur des exportations d'équipements et des matériels de l'usine chimique <i>IG Farben</i> à Auschwitz.	6 mars 1945
7752	Sur le retrait des équipements et des appareils de l'usine allemande de synthèse d'essence de la société <i>Schaffgotsch-essence</i> à Odertal	9 mars 1945
7887	Sur l'enlèvement des équipements de l'usine de dégoudronnage <i>Scalline</i> de la société <i>Borzing</i> à <i>Hindenburg</i> , de deux batteries à coke de l'usine de coke de la compagnie <i>Borzing</i> qui est en construction à la mine <i>Gleiwitzer-Grubbe</i> à la ville <i>Gleiwitzer</i> et des équipements du Laboratoire central de coke et de chimie à la direction principale de <i>Borzing</i> à <i>Hindenburg</i> .	21 mars 1945
8089	Sur le démantèlement des équipements exportés de la ville d'Odertal et d'une usine d'hydrogénation du charbon de la ville de Blechhammer dans le but de la construction en URSS d'une usine d'essence synthétique.	12 avril 1945
8269	Sur le déménagement des équipements des usines automobiles allemandes des entreprises <i>Sauer</i> , <i>Gref-Un-Shtift</i> et <i>Austro-Fiat</i> à Vienne	26 avril 1945

Figure 4. Règlement du GKO sur les exportations des équipements des usines produisant des moteurs d'avions et des moteurs pour de blindés

Numéro de règlement du GKO	Titre de règlement	Date de règlement
7889	Sur le retrait d'équipement de l'usine allemande pour la production d'unités automobiles à Züllichau	21 mars 1945
8010	Sur le retrait des équipements de production de moteurs à combustion interne des usines <i>Albert Nirt</i> et <i>Feinger Feingeratebau</i> à <i>Neudamm</i>	5 avril 1945
8011	Sur le retrait de l'équipement de machine-outil de l'usine aéronautique <i>Deutsche Maschinen Werke</i> à <i>Poznan</i>	5 avril 1945
8012	Sur l'enlèvement des équipements et matériels des usines allemandes des régions de <i>Zorau</i> et de <i>Zakrau</i> et des villes de <i>Zagan</i> et de <i>Brigue</i> vers les entreprises du Commissariat du peuple à l'industrie aéronautique.	5 avril 1945
8158	Sur l'enlèvement de d'équipement et du matériel de l'usine <i>Radio Verk</i> à Vienne (Autriche) destinés à l'usine n° 287 à l'usine n° 287 du Commissariat du peuple à l'industrie aéronautique	19 avril 1945

Figure 5. Règlement sur les exportations des équipements de laboratoire pour les instituts de recherche et les installations expérimentales

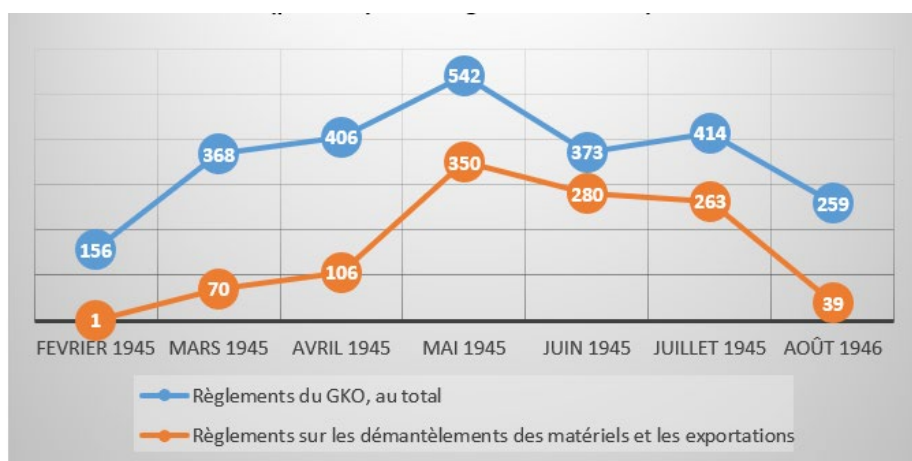
Numéro de règlement du GKO	Titre de règlement	Date de règlement
8027	Sur le retrait des équipements et des matériels de l'Institut de sérum bactériologique de Landsberg (Brandenbourg)	5 avril 1945
8199	Sur le retrait des équipements de l'usine de chimie organique et du laboratoire de chimie de l'école polytechnique de Berlin à Parkchwitz	19 avril 1945

Les documents montrent clairement les points technologiquement les plus faibles et sensibles pour l'URSS, de rails de chemin de fer aux équipements de laboratoire pour les instituts de recherche.

Etant donné que toute information dédiée à l'enlèvement des biens saisis en Allemagne se trouve dans les règlements du GKO, nous avons entrepris une analyse quantitative de ces documents émis à partir de février 1945 jusqu'en août 1945 (Ainsi, nous avons pris en compte la période entre les deux conférences de Yalta et de Potsdam). Notre méthode consiste en ce qui suit : nous avons calculé deux chiffres pour chaque mois - le nombre total de règlements du GKO et le nombre de règlements consacrés au démantèlement d'équipements allemands. Les résultats de ces calculs sont présentés dans la *Figure 6*.

L'analyse montre la dynamique des exportations vers l'URSS du mois de février 1945 à août 1945. Elle se distingue par une activité croissante qui atteint un pic en mai-juin 1945, lorsque 70%-75%<sup>904</sup> du nombre total des règlements du GKO étaient consacrés aux exportations de divers équipements depuis l'Allemagne (ainsi que depuis l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie). Les activités d'enlèvement d'équipements ont été considérablement réduites dans les mois suivant la conférence de Potsdam. Les résultats de cette analyse sont une bonne illustration de la précipitation et de l'intensité avec laquelle l'évacuation des matériels vers l'URSS a été organisée.

*Figure 6.* Déroulement des exportations des matériels en provenance de l'Allemagne (Autriche, Hongrie) vers l'URSS (prévues par les règlements du GKO)



<sup>904</sup> Les calculs pour le mois de mai :  $350/542 \times 100\% = 70\%$  et pour le mois de juin :  $280/373 \times 100\% = 75\%$ .

L'ensemble des travaux sur les démantèlements, effectués avant le 2 août 1945 (l'achèvement de la Conférence à Potsdam), étaient considérés au même titre que les appropriations de butin de guerre (c'est-à-dire que les matériels exportés n'étaient pas inclus dans les fiches de démontage relevant des réparations), bien que pendant cette courte période, des travaux colossaux d'exportations vers URSS aient été effectués. « Lorsque Staline s'est assis à la table des négociations à Potsdam, les livraisons des matériels vers l'URSS battaient déjà leur plein voire avaient déjà atteint leur paroxysme »<sup>905</sup>.

Durant un an, de mars 1945 au 2 mars 1946, le gouvernement soviétique a adopté 986 règlements sur les démantèlements et les exportations de 4389 entreprises, dont : 2885 d'Allemagne ; 1137 entreprises allemandes de Pologne ; 206 - d'Autriche ; 11 - de Hongrie ; 54 - de Tchécoslovaquie ; 96 - de Mandchourie. Les démantèlements des équipements ont été effectués sur 3474 objets, où 1118 000 pièces d'équipements ont été saisies.<sup>906</sup>

La mise en œuvre d'un vaste programme de démantèlements de l'industrie allemande nécessitait l'élargissement du système institutionnel des organisations spécialisées impliquées. Les commissariats économiques, auxquels étaient destinés les matériels démontés, créèrent des services spéciaux – appelés *Services de montage spéciaux*, dotés de spécialistes, de matériels et de voitures. Des centaines d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés furent mis à la disposition de ces *Services de montage spéciaux*. Chaque organisme ministériel (Commissariat) dotait les *Services de montage spéciaux* lui appartenant de spécialistes clés, d'outils et d'équipements, mais la majeure partie de la main-d'œuvre était recrutée sur place. La principale origine des travailleurs était des citoyens soviétiques, internés pendant la guerre en Allemagne, et maintenant soumis au rapatriement. On leur proposait, après un contrôle approprié, de travailler dans les réparations. C'étaient des employés qui, en règle générale, connaissaient assez bien l'allemand, le terrain et la situation, et souvent eux-mêmes travaillaient dans les entreprises démantelées. Les Allemands et les prisonniers de guerre furent aussi recrutés pour ce genre de travaux. Dans la zone d'occupation soviétique, il y avait huit *Services de montage spéciaux* (*Osoboe montazhnoe upravlenie*, OMU).

---

<sup>905</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskih reparacij), *op. cit.*, pp. 11-12.

<sup>906</sup> M. I. SEMIRÂGA, *Comment nous avons dirigé l'Allemagne* (Kak my upravljali Germaniej), *op. cit.*, 1995, p.123.

Figure 7. Services de montage spéciaux (l'OMU)<sup>907</sup>

	Affiliation d'OMU à l'industrie soviétique	Emplacement d'OMU
1	Ministère de la construction des entreprises de l'industrie lourde	Berlin
2	Ministère de la sidérurgie	Dresde
3	Ministère de l'industrie chimique	Wittenberg
4	Ministère de l'industrie aéronautique	Berlin
5	Ministère de la métallurgie non ferreuse	Dresde
6	Ministère de l'industrie charbonnière	Berlin
7	Ministère des centrales électriques	Halle
8	Ministère de l'Agriculture	Dresde

Les démantèlements des équipements allemands complexes furent confiés au *Services de montage spéciaux* affilié au Commissariat du peuple de l'URSS à la construction (Figure 8).

Figure 8. Règlements du GKO sur le *Services de montage spéciaux* à la construction<sup>908</sup>

7897«с»	Sur l'organisation de Services de montage spéciaux du Commissariat du peuple à la construction (Narkomstroy)	21 mars 1945
---------	---	--------------

Suivant le même principe ministériel, furent créés : le 5 avril 1945, les *Services de montage spéciaux* du Commissariat du peuple de l'URSS aux centrales électriques, et le 19 avril 1945, les *Services de montage spéciaux* du Commissariat du peuple de l'URSS à la sidérurgie.

Figure 9. Règlements du GKO sur les *Services de montage spéciaux* dans les domaines de la sidérurgie et des centrales électriques<sup>909</sup>

8033	Sur l'organisation des Services de montage spéciaux du Commissariat du peuple aux centrales électriques pour le démantèlement des équipements électriques des centrales électriques allemandes.	5 mars 1945
8201	Sur l'organisation des Services de montage spéciaux du Commissariat du peuple de la sidérurgie pour le démantèlement des équipements des entreprises sidérurgiques allemandes	19 avril 1945

<sup>907</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 85, l. 122-134. « Le rapport à la Commission du Conseil des Ministres de l'URSS du vice-président du Conseil des ministres de l'URSS L.P. Beria sur le travail des organisations soviétiques engagées dans l'identification et le démantèlement de l'équipement, l'étude de la science et de la technologie allemandes et l'organisation des réparations en Allemagne. Au plus tard le 6 juin 1946 » (« Dokladnaâ zapiska komissii Soveta Ministrov SSSR zam. Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR L.P. Berii o rabote sovetskikh organizacij, zanimaûsîhsâ vyâvleniem i demontažem oborudovaniâ, izučeniem nenemeckoj nauki i tehnik i organizacii reparacij v Germanii. Ne pozdnee 6 iûnâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *Les activités du Bureau de SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, 1945-1949* (Deâtel'nost' Upravleniâ SVAG po izučeniiu dostiženij nemeckoj nauki i tehnik i Sovetskoj zone okkupacii Germanii, 1945-1949), op. cit., 2006, p. 157.

<sup>908</sup> RGASPI, f. 644, Le règlement du GKO n°7897.

<sup>909</sup> RGASPI, f. 644.

Même 70 ans plus tard, on sait peu de choses sur les activités de ces organisations, qui ne sont pratiquement pas mentionnées dans la littérature et dont les documents aux Archives sont fermés pour les chercheurs.

Mais on peut affirmer qu'une place importante dans la logistique des marchandises transportées de l'Allemagne vers l'URSS fut attribuée aux bases de transbordement concentrées sur les frontières occidentales de l'URSS (dans l'ouest de l'Ukraine et l'ouest de la Biélorussie). Ici se trouvaient: la *Base centrale de transbordement* n°261 (stationnée à Maly Sambor, région de Drohobych en Ukraine occidentale); la *Base centrale de transbordement* n°3603, la plus grande base de l'ouest (formée en 1944, immédiatement après la libération de Brest (ouest de la Biélorussie); la *Base de Tchernivtsi* (fournie par le groupe de forces sud), la *Base de Malo-Samborskaya*, la *Base de Kovel* (transformée plus tard en succursale de la base de Brest), la *Base d'Istenburg* (située dans la ville de Tchernyakhovsk (port de Tallinn), fournissant un groupe de forces d'occupation soviétiques en Allemagne) et la *Base centrale de transbordement* n°280.

La formation de la *Base* n°280 a débuté en octobre 1944, à Kirovograd (Ukraine). En janvier 1945, cette base et ses entrepôts et subdivisions y compris, furent installés dans la gare de Razwadów (Pologne), qui était desservie par une ligne de chemin de fer à voie normale (ici a été effectué le transbordement des marchandises de la voie ferrée européenne vers la voie ferrée russe et vice versa) et qui était d'une importance stratégique car les approvisionnements destinés aux troupes du 1<sup>er</sup> Front ukrainien y passaient. Le succès des opérations militaires de l'avancée des troupes soviétiques ainsi que le succès de la « compagnie de déménagement des butins de guerre » dépendaient entièrement de l'état de ce « hub » de transport et de son bon fonctionnement.<sup>910</sup>

Mais la base en Pologne avait aussi un rôle politique très important. Comme prévu par Staline, l'exportation des équipements industriels à travers la Pologne devait être achevée au plus fort de la conférence de Potsdam. Sachant que la question de la Pologne et de la Haute-Silésie, y compris la division des réparations entre les alliés, serait l'une des questions centrales de la conférence, Staline a signé le décret du GKO n°9264<sup>911</sup> du 26 juin 1945 qui prescrivait l'exportation des entreprises allemandes situées en Pologne, pendant la période du 27 juin au 20 juillet. Pendant ce temps, le démantèlement battait son plein.

---

<sup>910</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., p. 1-2.

<sup>911</sup> Le règlement du GKO n°9264 du 26 juin 1945 « Sur les mesures visant à garantir l'exportation d'équipements des entreprises allemandes situées en Pologne » (« O meropriâtiâh po obespeçeniû vyvoza oborudovaniâ s nemeckih predpriâtij, raspoložennyh na territorii Pol'si »).



S'appuyant sur de nombreux ouvriers revêtus de manteaux de soldat et sur une infrastructure en construction rapide pour la circulation des marchandises, le commandement soviétique cherchait à démanteler les entreprises industrielles et à les envoyer vers l'URSS dès que possible. Quel a été le succès de cette opération ?

### *L'efficacité de l'opération d'exportation de la technologie allemande vers l'URSS*

Quelle a été l'efficacité de l'opération d'exportation de la technologie allemande vers l'URSS, menée à la hâte et à grande échelle ? La réponse est implicite et le meilleur commentateur, dans ce cas, est un témoin de ces événements lointains. Ce témoin sur les mémoires duquel nous nous appuyons s'appelle Vladimir Alexandrov. Il s'est retrouvé après la guerre aux États-Unis comme transfuge au début des années 1950 et il a livré ses souvenirs<sup>912</sup>.

D'après lui, les trains se dirigeant vers l'Est étaient chargés de butin de guerre collectés sur le champ de bataille, et après mars 1945, lorsque les troupes soviétiques déplacèrent leurs hostilités en territoire allemand, chargés de matériel industriel. La cargaison arrivait aux points de transbordement dans un flux continu. Dans la période initiale de démantèlement inepte des usines allemandes, le transbordement des marchandises était effectué à l'aide d'un gréement manuel. Tout l'équipement était mélangé. Les machines-outils d'une usine étaient ainsi mélangées avec l'équipement d'une autre usine. En conséquence, presque aucune usine démantelée n'a pu être restaurée en URSS dans sa forme originale. De plus, l'équipement déjà exporté d'Allemagne, mais pas pour l'usage auquel il est destiné, était souvent recherché par divers ministères. Le matériel démonté était souvent chargé sur des plates-formes et des wagons en vrac et sans aucun bordereau d'envoi. Les normes de chargement étaient gravement violées: les charges de la plate-forme n'étaient pas fixées. La plupart des équipements n'avaient pas un emballage adéquat et beaucoup de machines, restées trop longtemps en plein air, ont rouillé. L'attitude à l'égard des équipements lors de leur rechargement et de leur stockage était primitive. Par exemple, près de 90% des machines n'avaient pas de moteur électrique. Pire encore, dans la plupart des cas, la cargaison dite sans propriétaire arrivait au centre de transbordement sans avoir de destinataire. La nomination des destinataires pour l'envoi des marchandises arrivait du centre parfois avec beaucoup de retard. Une cargaison spécifique était

---

<sup>912</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., 28 p.

parfois acheminée vers plusieurs destinations successivement. En règle générale, dans la pratique, il n'y avait pas de méthode de distribution systématique du matériel aux entreprises individuelles. Le matériel démonté n'était protégé que formellement. Les gardes eux-mêmes faisaient parfois des affaires. En échange d'une bouteille de vodka, une douzaine des machines les plus précieuses pouvaient être achetées à la sentinelle. Lors du transport de marchandises vers l'URSS, les équipes de sécurité échangeaient du matériel « à droite » et « à gauche ». Lorsque le convoi traversait la Pologne, des choses incroyables se produisaient. Des gangs importants et bien organisés étaient actifs presque partout. En règle générale, les convois transportant une cargaison précieuse étaient attaqués.

En raison des négligences apparues dans la période initiale des travaux de démantèlement, de nombreuses erreurs irréparables furent commises, qui ont par la suite eu des résultats très regrettables.

Il est possible selon le moment du démantèlement des bases de transbordement d'enregistrer la fin de l'exportation massives des technologies de l'Allemagne. Ainsi, selon V. Alexandrov, en octobre 1945, la base n°280 de Razwadów a été dissoute<sup>913</sup>. Et le processus d'exportation en masse d'équipements de Pologne et d'Allemagne via la base n°280, qui dura de mars à octobre 1945, fut arrêté.

La privatisation des biens allemands de toute sorte, y compris des patrimoines culturels de grande valeur, était généreusement encouragée par le gouvernement soviétique. Il n'était pas avare de récompenses – une sorte d'évaluation de l'efficacité sous une forme explicite. Les soldats et les participants essayaient de se montrer d'autant plus efficaces qu'il était possible de recevoir une décoration ici plutôt qu'au combat. Le gouvernement ne lésinait pas non plus sur les grades militaires.

Décédée le 30 novembre 2020 Irina Antonova, ancienne conservatrice et directrice du Musée des beaux-arts, commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre du Mérite de la République italienne et détentrice du prix d'État de la Fédération de Russie, ayant été diplômée des cours d'infirmières au début de la Seconde Guerre mondiale, travailla à partir du printemps 1942 avec le grade de sergent junior du service médical (délaissant quelque temps ses études à l'université).

Dès 1945 elle obtint le grade de major (elle a « sauté », d'un seul coup, de six niveaux dans la hiérarchie des grades militaires) signe de la manière dont a été appréciée sa contribution

---

<sup>913</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit..

au voyage d'affaires en Allemagne dont la mission était d'exporter des biens culturels. Irina Antonova a témoigné : «En 1945, jeune diplômée de l'université, j'ai commencé à travailler au Musée des beaux-arts, et j'ai participé à la réception des collections allemandes qui nous étaient confiées.»<sup>914</sup> Irina Antonova a avoué qu'en tant que directrice du Musée Pouchkine, elle était évidemment particulièrement touchée par les problèmes de la restitution des biens culturels et des œuvres d'art de la Russie à l'Allemagne à la suite de la Seconde Guerre mondiale, et a affirmé fermement que « la Russie ne doit rien à personne »<sup>915</sup>, considérant qu'il s'agissait d'une compensation pour tous les biens culturels détruits par l'Allemagne nazie dans l'ancienne URSS et de tous les immenses dommages subis.

L'infrastructure des transports fonctionnait à la limite de sa capacité. Non seulement du matériel a été enlevé, mais aussi ce qui a été arbitrairement saisi à la population. Parallèlement au pillage des entreprises industrielles allemandes, commis dans le cadre des règlements du KGO, un pillage général de la population allemande a commencé. Toute l'armée a participé au pillage, du soldat au commandant du front. Des civils, des entreprises se sont trouvés dépourvus de leurs biens - tout était emporté. Des objets personnels avaient également été « réquisitionnés » - vélos, montres, bagues, boucles d'oreilles, en un mot, tout ce qui avait de la valeur<sup>916</sup>.

L'offensive finale des Soviétiques débuta en janvier 1945, quand l'Armée Rouge franchit la Vistule. En avril deux immenses groupes d'armées, le Premier Front ukrainien et le Premier Front biélorusse se trouvaient à la lisière de Berlin, prêts à livrer l'assaut final.

« Aujourd'hui encore, il n'est pas facile d'apprécier ce qui se passa en Europe orientale dans ces cinq derniers mois de la guerre parce que tout le monde n'a pas gardé le même souvenir de ces mois sanglants. Dans l'historiographie soviétique, la dernière phase de la guerre est toujours décrite sans ambiguïté comme une série de libérations [...] Ce sont des soldats soviétiques qui ouvrirent les portes d'Auschwitz-Birkenau, de Maidanek, du Struthof, de Sachsenhausen et de Ravensbruck [...] D'autres racontent l'histoire différemment. Des décennies durant, les Allemands ; et surtout les Berlinoises, ont très peu parlé des événements de mai 1945 et de la suite. De nos jours, pourtant, ils se souviennent encore fort bien du pillage, des violences arbitraires [...] qui suivirent l'invasion soviétique<sup>917</sup>. »

---

<sup>914</sup> « Irina Antonova : la restitution des biens culturels ». *Le Journal des Arts*. Le 1 juillet 1994. <https://www.lejournaldesarts.fr/opinion/irina-antonova-la-restitution-des-biens-culturels-103831>

<sup>915</sup> Covid-19 : décès de l'emblématique ex-directrice du musée Pouchkine de Moscou. *Le Journal des Arts*. Le 2 décembre 2020. <https://www.lejournaldesarts.fr/actualites/covid-19-deces-de-lemblématique-ex-directrice-du-musee-pouchkine-de-moscou-152282>

<sup>916</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., p. 13.

<sup>917</sup> Anne APPLEBAUM, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956* [Iron Curtain : The Crushing of Eastern Europe 1944-1956], Paris, B. Grasset, 2014, pp. 65-66.

Le pillage, en un sens, était découragé. Il y a un exemple canonique représenté par une fameuse photo d'un soldat soviétique plantant une bannière sur le Reichstag le 2 mai 1945. Cette photo symbolisant la fin de la guerre est encore publiée dans le monde entier. L'auteur de cette photo Evgueni Khaldei raconte que quand, le soir du 2 mai, il est rentré à Moscou, le rédacteur en chef de l'agence TASS Palgounov devait apposer sa signature sur cette photo. Mais Palgounov a vu que le soldat sur la photo portait une montre à chacun de ses poignets, le gauche et la droite. Et il a dit : « Ça ne va pas, c'est un pillard. Un vrai soldat soviétique ne pille pas [...] Efface ça sur le négatif ». Khaldei a dû soumettre et gratter la montre du poignet à droite.<sup>918</sup>

L'enlèvement de biens non autorisés en provenance d'Allemagne par le personnel militaire soviétique était non seulement découragé, mais également puni. Les autorités chargées de la sécurité de l'État surveillaient les cas de vol de ce type.

Ainsi, le 2 juin 1945, le département de la police routière a envoyé une note au Commissaire du peuple aux affaires intérieures de Lituanie, le commissaire à la sécurité de l'Etat Bartashunas. Dans cette note, était indiqué que la direction des chemins de fer lituaniens envoyait souvent des employés responsables en Prusse orientale afin d'acquérir et de retirer des prises de biens. En règle générale, à ces fins, des brigades de 10 à 40 personnes ont été envoyées en « mission d'affaires ». En réalité, parallèlement à l'acquisition de divers équipements pour les besoins de la route, un grand nombre d'instruments de musique, de meubles, de vaisselle, de vêtements, de vélos, de radios et de divers ustensiles ménagers furent emportés pour les besoins individuels. La note indiquait, que l'un des « spécialistes » en acquisitions et en enlèvements de la prise de biens formée au sein de l'Administration des routes ferroviaires était le chef adjoint du service du trafic pour les opérations de fret Orlovsky. Ce dernier, en 1945, a effectué quatre voyages en Prusse orientale. L'enlèvement du bétail, des meubles et autres biens fait désormais partie de la routine, en gros, du voiturage d'un phénomène juridique appelé «approvisionnement ». Canapés, miroirs, fauteuils, lits, vaisselle, armes et autres articles pour un total de 50 voitures.<sup>919</sup>

---

<sup>918</sup> Interview de E. Khaldei à la télévision belge. Film de Marc-Henri Wainberg.

<https://drug-gorod.ru/evgenij-haldej-chelovek-postavivshij-v-vojne-tochku/>

<sup>919</sup> Archives spéciales lituaniennes (les anciennes archives du KGB de Lituanie) (Lietuvos ypatingas archyvas, LYA): LYA, f. V-141, inv. 3, d. 10, l. 44. « Le rapport spécial du chef du département des routes de la milice ferroviaire du NKVD de l'URSS *Sur le vol des prises de guerre en Prusse orientale* ». Juin 1945 » (« Specsoobšenie Načal'nika dorotdela milicii NKVD železnych dorog LSSR « O rashišenii trofejnego imušestva iz Vostočnoj Prussii ». Iûn' 1945 ») En ligne: <http://istmat.info/node/63221>

Les documents du l'ancien KGB de Lituanie fournissent une réponse à la question de savoir quel était le contenu du « panier de la ménagère » des « spécialistes » (*Figure 10*).

*Figure 10.* Les biens exportés de Prusse orientale par l'Administration des chemins de fer lituaniens en 1945 à des fins d'enrichissement personnel (les données sélectives)<sup>920</sup>

Vaches	365
Chevaux	46
Voitures de tourisme	6
Pianos	30
Machines à coudre	40
Vélos	30
Horloges murales	25
Moutons	116

L'incapacité des militaires à rabattre leurs prétentions à l'égard des prises de biens s'accroissait à mesure que leur position dans la hiérarchie du service militaire augmentait.

Le lieutenant-colonel Gastev, chef de la base n°280, envoya à sa famille 12 Studebakers, remplis de butin de guerre, qui allèrent de Razwadów (Pologne) directement à Moscou. Gastev a ensuite été condamné à dix ans de prison.<sup>921</sup>

Le général Krioukov, depuis juin 1947 attaché à l'état-major du commandant en chef de l'Armée de terre, à partir d'octobre 1947 commandant adjoint du 36<sup>e</sup> corps de fusiliers, a eu une liste des biens allemands « privatisés » encore plus impressionnante. Krioukov fut accusé de pillage et de possession de plusieurs automobiles, de pierres précieuses, d'œuvres d'art, de mobilier et de livres de collection. Il fut arrêté à Moscou le 18 septembre 1948, pour ce qui sera appelé l'Affaire des butins de guerre.

Lorsque les autorités en avaient besoin, les affaires de prises de biens étaient mises au jour et utilisées comme instrument de pression politique.

Le général Krioukov faisait partie du cercle restreint du maréchal Joukov. À la fin de l'automne 1945, Joseph Staline décide de reprendre en main la situation, en une sorte de « purge douce », en s'en prenant à ses collaborateurs qui ont pris trop d'assurance et de pouvoir. Le premier à en faire les frais est Viatcheslav Molotov, qui fait son autocritique au début de décembre 1945 (sa femme Polina Jemtchoujina sera arrêtée en 1948). Puis c'est au tour de Lavrenty Beria, qui perd son poste de ministre des Affaires intérieures le 29 décembre 1945.

<sup>920</sup> *Idem.*

<sup>921</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., p. 15.

Le 2 juin 1946, Joukov passe de la fonction de commandant en chef des forces terrestres à celle, subalterne, de commandant du district militaire d'Odessa.

Pour discréditer le général Joukov, Staline confie à Viktor Abakoumov, l'ancien chef du SMERSH<sup>922</sup> et nouveau maître du MGB<sup>923</sup>, la tâche de « fabriquer des affaires » contre des personnes proches de Joukov. L'affaire des prises de matériels de Vladimir Krioukov, qui était proche de G.K. Joukov, sera la bienvenue.

Staline autorise des perquisitions tacites au domicile de G. Joukov à Moscou le 5 janvier 1948. À la suite de tout cela on a constaté que de nombreux objets de luxe venant du pillage de l'Allemagne y étaient saisis (selon le rapport de Viktor Abakoumov) : « 740 articles d'argenterie, couverts d'argent et en plus jusqu'à 30 kilogrammes de divers articles en argent, 50 tapis et tapisseries coûteux, plus de 60 peintures de grande valeur artistique, environ 3700 mètres de soie, laine, brocart, velours et autres tissus, plus de 320 peaux de fourrures précieuses, etc. »<sup>924</sup>

Le 20 janvier 1948, sur le rapport d'une commission présidée par Andreï Jdanov, le Bureau politique émet une résolution publique humiliante contre Joukov : « le camarade Joukov a commis des erreurs qui déshonorent le titre de membre du Parti et de commandant de l'armée soviétique »<sup>925</sup>. Et ensuite : « maraudeur », « son inclinaison à la cupidité », « un homme dégradé d'un point de vue politique et moral ». En lisant cela, Staline aurait dit : « Il était fourreur<sup>926</sup>, il l'est resté »<sup>927</sup>.

Le pillage était soutenu idéologiquement et institutionnellement au niveau de l'État.

Selon V. Alexandrov, le témoin des événements, en se déplaçant à travers l'Europe, l'Armée rouge a commencé à se transformer d'un ensemble d'unités militaires à un camp de gitans. Au début, les charrettes étaient remplies de toutes sortes de biens « trouvés accidentellement », puis les camions, les chars et les canons automoteurs prenaient la moitié

---

<sup>922</sup> SMERSH est un acronyme russe qui signifie « Mort aux espions ! ». SMERSH était le nom utilisé pour désigner les services de contre-espionnage de l'armée soviétique durant la Seconde Guerre mondiale. Cette organisation était chargée d'éliminer les traîtres, déserteurs, espions et éléments criminels de l'Armée rouge.

<sup>923</sup> C'est un acronyme russe pour l'ancien KGB.

<sup>924</sup> RGASPI, f. 17, inv. 3, d. 2198, l. 28-29. « Le décret du Politburo du Comité central du VKP(b) *Sur le camarade Joukov G.K., Maréchal de l'Union soviétique*. 20 janvier 1948 » (« Postanovlenie Politbûro CK VKP(b) « O t. Žukove G.K. Maršale Sovetskogo Soûza ». 20 ânvarâ 1948 »). Dans : Archives d'Alexandre N. Yakovlev, en ligne : <https://www.alexanderyakovlev.org/fond/issues-doc/1002762>. Consulté le 27 avril 2022.

<sup>925</sup> *Idem*.

<sup>926</sup> À l'âge de 12 ans, après avoir passé trois ans à l'école paroissiale, la mère de Georgy Joukov l'envoie chez son frère Mikhail Pilikhin, fourreur et propriétaire d'une petite boutique de fourrure à Moscou où il travaille pensant plusieurs années.

<sup>927</sup> Jean LOPEZ et Lasha OTKHMEZURI, *Joukov : L'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2017, pp. 734-738.

moins de cargaison et de munitions. Et les soldats, avec leurs musettes débordantes, chargés comme des baudets.

Le problème « des livraisons » des cargaisons a été résolu avec l'autorisation de l'envoi de colis du front vers l'arrière. Le Comité de Défense de l'État, par ses résolutions n°7054 du 1<sup>er</sup> décembre 1944 et n°7192 du 23 décembre 1944<sup>928</sup>, a permis aux hommes, sergents et officiers de l'Armée rouge performants, ainsi qu'aux généraux des fronts actifs, d'envoyer des colis personnels chez eux. Les colis ne pouvaient être expédiés plus d'une fois par mois et ne pouvaient peser plus de : 5 kg pour les soldats et les sergents, 10 kg pour les officiers et 16 kg pour les généraux. Par la suite, les résolutions susmentionnées par arrêté du Comité de Défense de l'État n°0409<sup>929</sup> du 26 décembre 1944 ont été « corrigées » dans le sens d'un resserrement, et la procédure d'organisation de la réception et de la remise des colis à l'arrière a été déterminée. En particulier, les colis n'étaient autorisés à être envoyés que s'il y avait dans chaque cas l'autorisation du commandant d'unité (le commandant disposait d'un instrument supplémentaire d'influence disciplinaire). Les colis de l'Armée rouge et des sous-officiers étaient acceptés gratuitement. Les officiers et les généraux devaient payer des frais d'expédition - 2 roubles par kilogramme (un montant plutôt insignifiant, étant donné le montant de la rémunération monétaire des officiers militaires : le major recevait 1 500 roubles par mois et pour le même montant d'occupation au taux de change).

Il était interdit de mettre dans les colis : « des armes, du matériel militaire et des uniformes de l'Armée rouge, des produits inflammables, des explosifs, des substances toxiques, des médicaments, toutes sortes de liquides, des denrées périssables, des pièces jointes écrites, de l'argent en diverses devises, toutes sortes de publications et autres imprimés »<sup>930</sup>.

L'acceptation officielle de l'envoi de colis atteignit de nombreux objectifs : disciplinaires et idéologiques (démonstration du souci de l'État pour les intérêts des militaires). Il est important de constater que cela démontre également la volonté de l'État de fermer les yeux sur les faits de saisie non autorisés de butin de guerre.

---

<sup>928</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 4, inv. 11, d. 78, l. 491-498. Les règlements du GKO de l'URSS n°7054 du 1 et du 23 décembre 1944. « L'ordre sur l'organisation de la réception et de la livraison des colis de l'Armée rouge, des sergents, officiers et généraux des fronts actifs à l'arrière du pays » (« Prikaz ob organizacii priema i dostavki posylok ot krasnoarmejev, seržantov, oficerov i generalov dejstvujuših frontov v tyl strany »). Dans V.A. ZOLOTAREV (dir.), *Les Archives russes : Grande guerre patriotique : les ordres du commissaire du peuple à la défense de l'URSS (1943-1945)* (Russkij arhiv : Velikaâ Otečestvennaâ : Prikazy Narodnogo komissara oborony SSSR (1943-1945)), t. 13, Moscou, TERRA, 1997, pp. 344-347.

<sup>929</sup> *Ibid.*, p. 346.

<sup>930</sup> *Ibid.*, pp. 344-347.

Le volume des marchandises allemandes sorties par les soldats ne peut être estimé. Il convient de noter qu'en mai 1945, il y avait des millions de soldats soviétiques en Europe et qu'aucun d'entre eux n'est revenu les mains vides.

L'une des œuvres dramatiques d'Alexandre Soljénitsyne, le *Festin des Vainqueurs*, est consacrée aux événements de janvier 1945 qui se déroulèrent en Prusse Orientale et auxquels Soljénitsyne participa en tant que capitaine de l'Armée Rouge. En 1953, l'œuvre a été découverte et confisquée par le KGB. En 1965, le Comité central du Parti communiste en fit une édition à tirage limité, destinée à la « nomenklatura ».

Du point de vue de la « nomenklatura » soviétique, l'exportation de marchandises était absolument correcte et, selon les lois de la guerre, elle était tout à fait légitime. Les biens mobiliers et immobiliers allemands retirés étaient une compensation minimale pour les souffrances et le chagrin apportés par les nazis aux citoyens soviétiques, mais tout cela paraissait barbare aux Allemands vaincus, et plus encore aux Alliés. L'Armée rouge démontrait ainsi au monde entier l'incroyable pauvreté du peuple victorieux.

## **Conclusion**

Les historiens ne parviennent pas à un consensus sur le moment où le débat sur les réparations allemandes de la Seconde Guerre mondiale a été lancé. Il ne fait cependant aucun doute que cette question a été sérieusement soulevée à la conférence de Yalta entre les puissances alliées (Grande-Bretagne, URSS et USA) le 5 février 1945. En raison de la complexité du sujet, il ne fut finalement résolu que six mois plus tard, lors de la conférence de Potsdam en juillet-août 1945.

À Potsdam, un compromis fut trouvé sur la forme des paiements en nature. Ce compromis convenait à toutes les parties aux négociations : la partie soviétique se voyait offrir des marges de manœuvres pour optimiser « ses préférences » ; les pays occidentaux acceptaient également cette forme de paiement, connaissant le coût du traité de Versailles quand les réparations furent payées dans la monnaie du pays bénéficiaire (en pleine hyperinflation en Allemagne, pays imposable). Les souvenirs étaient encore frais du plan Dawes dédié à restaurer et stabiliser l'économie allemande avec l'aide de prêts américains dans le but d'éviter l'effondrement immédiat de l'économie européenne.

Le processus de négociation concernant les réparations et les détails de leur mise en œuvre a reflété les controverses qui apparaissaient entre les récents alliés et a marqué la



délimitation *de facto* en deux camps belligérants. Ayant analysé ce sujet des réparations, nous avons tendance à être d'accord avec les chercheurs qui considèrent que « la Guerre froide n'a pas commencé spontanément avec la doctrine Truman [présentée au Congrès des États-Unis le 12 mars 1947], le plan Marshall [soi-disant Foreign Assistance Act of 1948, un programme américain de prêts accordés aux différents États d'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale] ou l'OTAN mais qu'elle a impliqué des attitudes et des actions moins médiatisées et moins directes »<sup>931</sup> parmi lesquelles les réparations jouèrent leur rôle. L'une des premières manifestations pratiques de l'émergence de la guerre froide fut l'utilisation par l'URSS du mécanisme de saisies précoces des biens allemands, sa mise en œuvre unilatérale, au plus tôt à la mi-août (avant la conférence de Potsdam pour pouvoir traiter les saisies comme des butins de guerre).

Ce plan fut couronné de succès. Une analyse quantitative montre l'intensité de l'activité « rédactionnelle » du GKO (produisant 70% de ses règlements sur le sujet de démantèlements en Allemagne dans les mois précédant la conférence de Potsdam), tandis que le démantèlement atteint un pic en mai-juin 1945. Dans les mois suivant la conférence de Potsdam, où les décisions finales sur les préparations des démantèlements ont été prises, les activités d'enlèvement d'équipements ont été considérablement réduites.

Nos conclusions ne diffèrent pas de l'évaluation reflétée dans les documents. Ainsi, si le 9 mai 1945, les exportations vers l'URSS s'élevaient à 203 millions de dollars, le 8 juillet 1945 elles ont presque été multipliées par 10 et s'élevaient à 1,5 milliard de dollars. De surcroît, en décembre 1946, des démantèlements d'une valeur de 2,6 milliards de dollars ont été facturés. Et cette estimation est restée pratiquement invariable, la même en mars 1947, d'où l'on peut conclure que l'essentiel des réparations a été retiré de la zone soviétique dans un délai d'un an et demi à deux ans après l'occupation de l'Allemagne. Dans le même temps, près de 60% de toutes les cargaisons ont été exportées vers l'URSS avant la conférence de Potsdam.

La mise en œuvre du démantèlement et de l'exportation de la technologie allemande vers l'URSS a constitué une opération économique de grande envergure, sans précédent dans l'histoire économique soviétique. Les organismes institutionnels responsables des saisies des butins de guerre et des biens allemands à titre de réparations sont apparus bien avant l'entrée de l'Armée rouge sur le territoire allemand, alors qu'on ne parlait toujours pas de réparations.

---

<sup>931</sup> William R. SEARS, « Project Paperclip: German Scientists and the Cold War », *Bulletin of the Atomic Scientists*, June 1972, pp. 55-56.

La création de ces organismes a eu lieu au début de 1942, lorsque l'Armée rouge a remporté ses premières victoires significatives près de Moscou. À partir de mars 1942 jusqu'en février 1945 ces organismes sont représentés essentiellement par deux structures : la *Commission des butins de guerre* chargée de la collecte des butins de guerre et par le *Comité spécial* appelé à organiser le processus de transfert dans le cadre des réparations.

Le début de l'exportation massive de la technologie allemande a été initié dix jours après le retour de la délégation soviétique de Yalta par l'ordre du Staline du 21 février 1945 sur des déménagements des équipements industriels de Pologne et d'Allemagne. Parallèlement, le même jour, un décret a été publié pour réorganiser du système d'exportation de technologies. La *Commission des butins de guerre* a été remplacée par des commissions installées à chaque front qui étaient censés soumettre des propositions pour le déménagement de certaines entreprises, équipements, matériaux et produits finis vers l'Union soviétique. Une telle réorganisation des unités de récupération signifiait qu'à partir de février 1945, toutes les ressources de l'immense infrastructure de la machine militaire étaient tournées vers l'exportation des technologies allemandes en direction de l'URSS.

La structure du *Comité spécial* a également subi des changements importants avec la cooptation de représentants du *Gosplan*, les commissaires du peuple à la défense, aux affaires étrangères, à la défense et à l'industrie lourde. Après ces métamorphoses, le *Comité spécial* a commencé à représenter une sorte de « petit *Sovnarkom* » (Conseil de Ministres). Des spécialistes civils du bloc économique furent dorénavant impliqués dans processus d'exportation de la technologie allemande.

La structure institutionnelle s'est également enrichie d'une série de nouveaux éléments fonctionnels : des *Services de montage spéciaux*, des *Bases de transbordement*, d'un Institut des mandataires du *Comité spécial*. Toutes les activités du *Comité spécial* et ses mandataires ont été coordonnées par le service administratif du Comité central du Parti. Et tous les ordres et décisions du gouvernement concernant l'enlèvement des équipements et matériels des territoires occupés depuis février 1945 n'étaient signés que par la première personne de Parti – par Staline lui-même.

En résumé, dès février 1945 soit deux mois avant la reddition de l'Allemagne, les énormes ressources de la machine d'État soviétique (militaires, économiques, politiques)

étaient concentrées pour mener à bien l'exportation de technologies allemandes vers l'URSS. Comment ce « projet » a-t-il été mis en œuvre dans l'industrie sidérurgique et dans les autres industries ? C'est ce qu'il convient d'observer à présent.

## **Chapitre V. L'organisation des exportations de technologies allemandes vers l'URSS en 1945-1953**

Paul Marer a estimé la valeur du flux de ressources envoyées sans contrepartie (non réciproque) de l'Europe de l'Est vers l'Union soviétique au cours de la première décennie de l'après-guerre à environ 14 milliards de dollars, soit du même ordre de grandeur que l'aide accordée par les États-Unis à l'Europe de l'Ouest dans le cadre du plan Marshall<sup>932</sup>.

Le « projet » de ce transfert, évalué *a posteriori* à 14 milliards de dollars, nécessitait de la part de l'URSS des efforts organisationnels colossaux et du temps. Le chapitre précédent a montré que l'exportation de la technologie allemande vers l'URSS a atteint son apogée avant même que les Alliés ne signent les documents réglementant ce processus dans les zones d'occupation de l'Allemagne.

Dans ce chapitre, nous chercherons à répondre à un certain nombre de questions relatives à l'organisation des exportations de technologies allemandes dans la période qui a suivi la conférence de Potsdam. En particulier, quelles institutions soviétiques ont-elles été impliquées dans ce processus, comment elles ont fonctionné en Allemagne, et voir si des spécialistes allemands ont été impliqués dans le travail de ces institutions. En outre, l'analyse des exportations de technologie intellectuelle (sous la forme de brevets) depuis la zone d'occupation soviétique, abordée dans le sous-chapitre *B*, tentera de donner une image claire de l'organisation des exportations de technologie à partir de la zone d'occupation soviétique.

### **A. L'évolution des institutions soviétiques impliquées dans le transfert de technologies allemandes**

Une analyse des activités des principales institutions impliquées dans l'exportation de la technologie allemande devrait nous permettre de tirer des conclusions sur les priorités soviétiques liées à l'attraction de la technologie allemande.

---

<sup>932</sup> Paul MARER, «Soviet Economic Policies in Eastern Europe». Dans John P. Hardt (dir.), *Reorientation and Commercial Relations of the Economies of Eastern Europe*, Washington D.C., Government Printing Office, 1974, p. 571.

*Les institutions principales impliquées dans le transfert de technologies allemandes : les mandataires du GKO, le SVAG, la GUSIMZ*

Avant l'occupation allemande, toutes les questions relatives au « traitement » des biens saisis relevaient de la responsabilité du GKO, l'organe supérieur d'urgence créé au début de la Grande Guerre patriotique, qui disposait des pleins pouvoirs militaires, politiques et économiques en URSS. Après la reddition de l'Allemagne et son occupation par les Alliés, ce système de transfert des biens saisis vers l'URSS, institué durant la guerre, a changé.

Le 6 juin 1945 l'Administration militaire soviétique en Allemagne (le SVAG) fut créée (sur la base du décret du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS n°1326/301<sup>933</sup>). À partir de ce moment, les autorités soviétiques directement impliquées dans le transfert des technologies allemandes furent représentées par deux institutions principales : l'appareil des mandataires du GKO en Allemagne et le SVAG, y compris les structures lui étant subordonnées.

En août 1946 un autre organisme est apparu. Il a mis en place l'enlèvement de biens de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est (plus précisément des pays qui rejoignirent le Pacte tripartite : l'Autriche, la Hongrie<sup>934</sup>, la Finlande<sup>935</sup> et la Roumanie) vers l'URSS. *La Direction générale des biens soviétiques à l'étranger* (la GUSIMZ) a été créée pour exercer un contrôle économique en Allemagne de l'Est et dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Jusqu'au 25 avril 1947, la GUSIMZ faisait partie du ministère du Commerce extérieur. De 1947 à 1953 la GUSIMZ est devenue *Glavk* sur le Conseil des ministres de l'URSS (c'est-à-dire ayant le statut du ministère). Sous N.S. Khrouchtchev la GUSIMZ a été supprimée et la coopération

---

<sup>933</sup> CAMO RF (Archives centrales du Ministère de la défense de la Fédération de Russie), f. 233, inv. 2380, d. 44, l. 124-129. « La résolution du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur l'organisation de l'administration militaire soviétique pour contrôler la zone d'occupation soviétique en Allemagne. № 1326/301. Le 6 juin 1945 » (« Postanovlenie Soveta narodnyh komissarov SSSR ob organizacii Sovetskoj voennoj administracii po upravleniu sovetskoj zonoj okkupacii v Germanii. № 1326/301. 6 iünâ 1945 »). Dans : *Archives russes : Grande Guerre Patriotique*. t. 15 (4-5) : *Bataille de Berlin (L'Armée rouge dans l'Allemagne vaincue)*. *Documents et matériels* (Russkij arhiv : Velikaâ Otečestvennaâ, tom 15 (4-5) : Bitva za Berlin (Krasnaâ Armiâ v poveržennoj Germanii) : Dok. i materialy), Moscou, Terra, 1995, p. 408-411.

<sup>934</sup> Novembre 1940 : le royaume de Hongrie, la République Slovaque, le royaume de Bulgarie et le royaume de Roumanie rejoignent l'Axe. L'Axe Rome-Berlin fut proclamé le 1<sup>er</sup> novembre 1936 et transformé le 27 septembre 1940 en pacte tripartite regroupant l'Allemagne nazie, le Japon et l'Italie fasciste, qui formèrent ainsi une alliance militaire. Par la suite d'autres pays rejoignirent l'alliance.

<sup>935</sup> La Finlande n'a jamais signé le pacte tripartite et ne faisait donc pas légalement (*de jure*) partie de l'Axe. Au début de la guerre, ses combats contre l'Union soviétique, alors alliée *de facto* à l'Allemagne, lui valurent l'aide des Alliés. Mais à partir de juin 1941, l'attaque allemande contre l'URSS l'aligna avec les membres de l'Axe. Elle signa par exemple le pacte anti-Komintern en novembre 1941. La Finlande fut le seul membre de l'Axe à ne pas être une dictature. Néanmoins, le maréchal Mannerheim peut être considéré comme l'homme fort du pays pendant la guerre.

économique entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est s'est poursuivie soit dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), soit sur une base bilatérale.

Jusqu'à présent, il a été quasiment impossible d'obtenir des informations plus détaillées sur la GUSIMZ, « acteur » important sur ce marché de biens allemands saisis par l'URSS. De l'existence de documents sur la GUSIMZ on est informé par les titres de certains documents dans les inventaires des archives et la mention « secret »<sup>936</sup>. Pourquoi ces documents sont-ils encore inaccessibles aux chercheurs ? On ne peut que spéculer sur ce sujet. La GUSIMZ a été supprimée dans les années 1950 au prétexte d'un « fonctionnement inefficace »<sup>937</sup> et il n'y a pas eu de successeurs légaux de la GUSIMZ.

Mais au début des années 1990, à l'aube de la *perestroïka* lors des auditions parlementaires sur les biens étrangers de la Fédération de Russie, la mention de la GUSIMZ réapparaît. Pendant l'examen du projet de loi fédérale sur les biens de la Fédération de Russie à l'étranger il a été noté que « personne en Russie ne sait combien d'installations appartiennent à la Fédération de Russie à l'étranger, alors que leur valeur est [selon diverses estimations] de 100 à 300 milliards de dollars »<sup>938</sup>. Comme l'ont noté les députés, cette situation est due au fait qu'en l'absence d'une agence fédérale pour les biens à l'étrangers et, par conséquent, en l'absence de comptabilité, leur privatisation incontrôlée est devenue possible. Les députés de la Douma V. Lisičkin, S. Markidonov, G. Tomčîn, M. Gorâčev ont noté que « si de nombreuses entreprises étaient créées sur la base de la GUSIMZ, la Russie resterait un propriétaire important en Europe de l'Est »<sup>939</sup>. Après une telle déclaration, la question se pose : « La Russie a-t-elle perdu une partie de ses biens à l'étranger en raison d'une privatisation « non comptabilisée » officiellement ? Dans ce contexte, il devient donc de plus en plus clair que les documents de la GUSIMZ ne seront jamais rendus publics.

Dans les ouvrages peu nombreux et publiés pour une bonne part pendant la *perestroïka* on trouve l'évaluation des activités de la GUSIMZ :

« La GUSIMZ n'a pas seulement géré les énormes saisies de la guerre mais elle a également encouragé le pillage organisé dans les pays d'Europe de l'Est. Des manoirs et des palais entiers ont été extorqués pour les grands patrons et les hauts commandants militaires. Ils ont été démantelés en bloc, puis réassemblés dans des lotissements près de Moscou. Il n'y avait rien concernant les voitures, sculptures et peintures. Elles ont été exportées à tous les

---

<sup>936</sup> GA RF, f. P5446, inv. 51a, d. 339, d. 623-630. RGAE, f. 107.

<sup>937</sup> Lev ALEJNIK, Andrej BARANOVSKIJ, « Des députés sont contre la vente de monastères orthodoxes pour un lot d'oranges » (« Deputaty protiv prodaži pravoslavnyh monastyrej za partiû apel'sinov »), Moscou, *Segodná*; 21.03.1995.

En ligne : [https://sites.ualberta.ca/~khineiko/segodnia93\\_95/1122538.htm](https://sites.ualberta.ca/~khineiko/segodnia93_95/1122538.htm)

<sup>938</sup> *Idem.*

<sup>939</sup> *Idem.*

échelons. C'est de là que proviennent certaines des « collections privées » de certains fonctionnaires « prolétaires » après la guerre.<sup>940</sup> »

La GUSIMZ gérait également les actifs matériels qui ne pouvaient évidemment pas être exportés vers l'URSS et dont les informations se trouvent dans les sources secondaires. Le géologue Eduard Ehrlich<sup>941</sup> écrit dans sa monographie<sup>942</sup> sur les mines d'uranium du Harz et de l'Erzgebirge en Saxe :

« Après la chute de l'Allemagne hitlérienne les équipements de toutes les entreprises techniquement avancées ont été démantelés et exportés vers l'URSS, dans le cadre des réparations. Comme il était impossible de démanteler les mines d'uranium [du Harz et de l'Erzgebirge en Saxe], elles ont été transférées sous la juridiction du ministère des biens soviétiques à l'étranger (la GUSIMZ). Selon toute vraisemblance, la matière première radioactive de ces mines, du moins au début, jusqu'à ce que l'Union soviétique développe sa propre base de matières premières pour la production d'éléments radioactifs, a servi de base aux armes nucléaires soviétiques. Dans le même temps, ces mines ont formé des géophysiciens soviétiques, spécialistes des matières premières radioactives, qui ont constitué la base du personnel national d'au moins deux organisations – l'Institut géologique du ministère de la Géologie de l'URSS à Leningrad (VSEGEI) et l'Institut géochimique de l'Académie des sciences de l'URSS (GEOHI) à Moscou.

Après le retrait des forces d'occupation soviétiques l'exploitation du Harz et du Erzgebirge en Saxe en RDA a été concentrée dans la société d'État *Cobalt*. Par coïncidence, le géologue en chef de la *Cobalt* dans les années 1960 - 1970 était Karl Feuerer, fait prisonnier par les Soviétiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui avait étudié [...] à l'École des mines de Leningrad dans les années 1950.<sup>943</sup> »

En fait, la GUSIMZ dirigeait et contrôlait l'exportation organisée de l'Europe de l'Est des biens saisis et des productions courantes d'entreprises étrangères qui ne pouvaient pas être démantelées et transférées, pour une raison ou pour une autre, vers l'URSS.

---

<sup>940</sup> V. A. TORČINOV, A. M. LEONTÛK, *Autour de Staline : Répertoire historique et biographique* (Vokrug Stalina : Istoriko-biografičeskij spravočnik), Saint-Petersbourg, Filologičeskij fakul'tet S.-Peterburgskogo gos. un-ta, 2000, p. 180.

<sup>941</sup> Eduard Ehrlich. Né le 8 décembre 1934 à Leningrad. Diplômé de l'École des mines de Leningrad en 1952. De 1974 à 1976, il a été géologue en chef pour la prospection des terres rares et des métaux rares dans le massif de Tomtor. Ces travaux ont abouti à l'exploration et à l'approbation de réserves géologiques qui ont confirmé l'existence du gisement le plus riche du monde des carbonatites de la région de Burannyj. Auteur de plus de 150 publications, dont 5 monographies publiées en Russie, en Afrique du Sud, aux États-Unis, au Japon, en France et en Allemagne. Il a travaillé sur des subventions de la NSF et il a eu des contrats avec l'*U.S. Geological Survey* et la Smithsonian Institution. Il a également travaillé comme consultant pour des sociétés minières qui prospectent l'or et les diamants en Alaska, en Californie, en Arkansas et à Sonora, au Mexique. Il est naturalisé américain.

<sup>942</sup> E. EHRLICH, *Les gisements et l'histoire* (Mestoroždeniâ i istoriâ), « Napisano perom », 2016, pp. 126-127.

<https://docplayer.com/28759007-Edvard-erlih-mestorozhdeniya-i-istoriya.html>

<sup>943</sup> *Idem.*

Les changements dans la structure organisationnelle du système soviétique en Allemagne d'après-guerre ont été associés à une modification de la nature des tâches. Ainsi, l'institut des mandataires du GKO fut finalement dissous le 8 janvier 1947 car les principales tâches de démantèlement des équipements avaient été résolues vers le début de 1947. Le 17 janvier 1947 le maréchal Sokolovski, Commandant en chef du SVAG, annonçait l'arrêt des démontages. L'URSS « a renoncé depuis 1947 aux opérations de démontage et de transfert des matériels industriels pour donner la priorité à la mainmise directe sur les entreprises allemandes transformées en *Sowjetische Aktiengesellschaften* (SAG) »<sup>944</sup>. La principale forme de réparation est devenue la fourniture de produits industriels de l'Allemagne à l'URSS. Au lieu de démanteler des usines, des sociétés par actions à participation soviétiques ont été créées sur la base de grandes entreprises de la zone d'occupation qui en 1954 ont été redonnées à la RDA.

Contrairement à celles du GKO, les tâches confiées au SVAG étaient contradictoires : d'un côté, l'arrêt le plus rapidement possible du démantèlement (afin d'assurer l'approvisionnement des forces d'occupation soviétiques en Allemagne, de garantir un minimum vital pour la population allemande et d'assurer des réparations de la production courante des entreprises allemandes ainsi que d'amener l'industrie et l'agriculture de la zone à une production planifiée selon le modèle soviétique) ; et de l'autre côté, le démantèlement à marche forcée.

Le caractère contradictoire des tâches qui ont été fixées devant le SVAG a été démontré clairement quand la question du séquestre des biens en Allemagne a été traitée.

Il existe des normes de droit international généralement acceptées (sur le *séquestre de guerre*) selon lesquelles les biens situés dans un territoire occupé sont soumis à la séquestration – « l'État vainqueur met la main sur les biens appartenant à un autre État ou à ses ressortissants »<sup>945</sup>. La séquestration est normalement déclarée par les autorités occupantes et mettre le séquestre sur les biens sous-entend l'implication d'une sorte de procédure juridique dans le cadre duquel les biens séquestrés peuvent être soit confisqués, soit mis en dépôt aux mains d'un tiers jusqu'au règlement de la contestation.

Dans les zones d'occupation allemandes, le 14 juillet 1945, la loi correspondante a été publiée par l'administration militaire américaine (n°52)<sup>946</sup>. Cette loi visait à une action

---

<sup>944</sup> Richard CASTILLON, *Les Réparations allemandes, deux expériences, 1919-1932, 1945-1952*, op. cit., p. 141.

<sup>945</sup> Centre national de ressources textuelles et lexicales. En ligne : <https://www.cnrtl.fr/definition/s%C3%A9questre>

<sup>946</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 07, inv. 10, carton 18, d. 233, l. 18-23. La traduction en russe de la loi n° 52 du 14 juillet 1945.



commune dans les quatre zones d'occupation. En vertu de cette loi, tous les types de biens étaient soumis au séquestre, mais aucune confiscation de biens n'était envisagée<sup>947</sup>. Le 20 septembre 1945 le Conseil de contrôle allié (en la personne du maréchal de l'URSS G. Joukov, général de l'armée D. D. Eisenhower, feld-maréchal B. Montgomery, lieutenant-général L. Keltz) a rédigé un appel au peuple allemand. Suite à cet appel, le 10 octobre, le Conseil de contrôle allié a adopté la loi *Sur la cessation et liquidation des organisations nazies*<sup>948</sup>, en vertu de laquelle « tous les biens mobiliers et immobiliers, les équipements, les fonds, les comptes, les archives, les actes et autres actifs des organisations dissoutes en vertu de cette loi seront confisqués »<sup>949</sup>.

Dans la zone d'occupation soviétique, les décrets ont été signés par Joukov : *Sur l'imposition de la séquestration et l'acceptation en gestion temporaire de certaines catégories de biens en Allemagne* (n°124 signé le 30 octobre 1945) et *Sur la confiscation des biens du parti nazi, de ses organes et des organisations affiliées* (n°126 signé le 31 octobre 1945)<sup>950</sup>. Les décrets ont été délibérément formulés de telle manière que les saisies de biens à titre de butin de guerre dans la partie de l'Allemagne occupée par l'Armée rouge étaient strictement interdites. Dans le même temps, le télégramme de Molotov à Joukov déclarait : « Le décret [...] ne devrait en aucun cas retarder la mise en œuvre des décisions du GKO sur le démantèlement des entreprises allemandes et l'exportation des prises de matériels »<sup>951</sup>.

---

<sup>947</sup> AVP RF (Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie), f. 0456, inv. 1, carton 1, d. 2, l. 56-59. « Le projet de la lettre de Joukov à V.M. Molotov *Sur la confiscation et la mise sous séquestre de certains types de biens en Allemagne*. Fin août 1945 » (« Proekt pis'ma V.M. Molotovu *O konfiskacii i sekvestre nekotoryh vidov sobstvennosti v Germanii*. Konec avgusta 1945 »). Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošenîâ, 2000, p. 230.

<sup>948</sup> Le Conseil de contrôle en Allemagne, « La loi n° 2. L'avis d'extinction et de la liquidation des organisations nazies. Berlin, le 10 octobre 1945 » (« Zakon № 2. Prekrašenie i likvidaciâ nacistskih organizacij. Berlin, 10 oktâbrâ 1945 »), *Recueil n° 1 de documents officiels adoptés et signés par le Conseil de contrôle en Allemagne en 1945* (Sbornik № 1 oficial'nyh dokumentov, prinâtyh i podpisannyh Kontrol'nym Sovetom v Germanii v 1945 godu), Berlin ; Karlshorst, Izd-vo Štaba sovetsoj voennoj administracii v Germanii, 1946, pp. 22-23.

<sup>949</sup> Conseil de contrôle allié, « La loi n° 2. La cessation et la liquidation des organisations nazies. Berlin, le 10 octobre 1945 » (« Zakon № 2. Prekrašenie i likvidaciâ nacistskih organizacij. Berlin, 10 oktâbrâ 1945 »), *Le Recueil des actes législatifs n°1 adoptés et signés par le Conseil de contrôle allié en Allemagne en 1945* (Sbornik № 1 oficial'nyh dokumentov, prinâtyh i podpisannyh Kontrol'nym Sovetom v Germanii v 1945), Berlin ; Karlshorst, Izd-vo Štaba sovetsoj voennoj administracii v Germanii, 1946, p. 22.

<sup>950</sup> *Le ministère des Affaires étrangères de l'URSS, le ministère des Affaires étrangères de la RDA. Pour une Allemagne démocratique antifasciste. Le recueil de documents. 1945-1949* (MID SSSR, MID GDR. Za antifašistskuû demokratičeskuû Germaniû. Sbornik dokumentov. 1945-1949), Moscou, 1969, pp. 181-186.

<sup>951</sup> GA RF, f. 9401, inv. 2, d. 104, l. 281. Dans G.P. KYNIN, J. LAUFER (dir.), *L'URSS et la question allemande. 1941-1949 : Documents des archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (SSSR i germanskij vopros. 1941-1949 : Dokumenty iz Arhiva vnešnej politiki Rossijskoj Federacii), t. 2 : le 9 mai 1945 – le 3 octobre 1946, Moscou, Meždunarodnye otnošenîâ, 2000, p. 741.

Les activités du SVAG en Allemagne se sont poursuivies jusqu'en novembre 1949<sup>952</sup>, jusqu'au transfert de la souveraineté administrative au gouvernement de la RDA le 7 octobre 1949. Une fois que le GKO et le SVAG n'ont plus existé, ce fut la GUSIMZ qui jusqu'en 1954 a porté le « fardeau sur ses épaules » et a administré les flux des marchandises de la production courante allemande vers l'URSS.

Les institutions principales impliquées dans le transfert de technologies allemandes furent les mandataires du GKO, le SVAG, la GUSIMZ. Mais cette liste des parties prenantes serait incomplète si les ministères soviétiques n'étaient pas mentionnés. Quels rôles ces derniers ont-ils joué ?

### *Le rassemblement des ministères soviétiques en Allemagne*

Durant son activité en Allemagne c'était le GKO qui déterminait la politique des réparations et des transferts de technologie vers l'URSS. Le 4 août 1945, le mandataire du Comité spécial du GKO pour l'Allemagne M.Z. Saburov envoie à G. L. Joukov, le commandant en chef du SVAG, une note. Ce document peut être considéré comme un document-programme, un livre blanc où il était décrit les tactiques, les actions directes menées pour « l'utilisation de la technologie allemande par l'industrie de l'URSS »<sup>953</sup>.

Selon M.Z. Saburov, ce sont des spécialistes soviétiques qui démantèlent les entreprises industrielles et les instituts de recherche en Allemagne. Les archives techniques sont analysées et les dessins technologiques sont sélectionnés. Des ingénieurs allemands et des techniciens d'usines avec une qualification moyenne sont impliqués dans ces travaux. Dans le même temps, il est à noter que « des retraits d'équipements et de la documentation technique ne suffisent pas à poser sérieusement la question de l'étude et de l'utilisation de la technologie allemande, car lors de la restauration de ces industries en URSS, un grand nombre de difficultés technologiques

---

<sup>952</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 86, l. 161-166. « Le décret du Conseil des ministres de l'URSS n° 5159-1967 du 5 novembre 1949 sur la création de la Commission soviétique de contrôle en Allemagne » (« Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR № 5159-1967 ot 5 noâbrâ 1949 g. o sozdanii Sovetskoj kontrol'noj komissii v Germanii »).

<sup>953</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 16, l. 5-8. « La note de M.Z. Saburov, commissaire du Comité spécial du Comité d'Etat de la Défense de l'URSS en l'Allemagne, à G.K. Joukov, commandant en chef du SVAG, sur l'utilisation de la technologie allemande par l'industrie soviétique. Le 4 août 1945 Annexe : Liste des commissariats et des départements du peuple, sous lesquels seront organisés les Bureaux techniques » (« Dokladnaâ zapiska upolnomoçennogo Osobogo komiteta pri GOKO SSSR po Germanii M.Z. Saburova Glavnonaçal'stvuûšemu SVAG G.K. Žukovu ob ispol'zovanii nemeckoj tehniki promyšlennost'û SSSR. 4 avgusta 1945 g. Priloženie : Spisok narkomatov i vedomstv, pri kotoryh dolžny byt' organizovany tehničeskije būro ». Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *Les activités du Bureau du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, 1945-1949* (Deâtel'nost' Upravleniâ SVAG po izuçeniû dostiženij nemeckoj nauki i tehniki v Sovetskoj zone okkupacii Germanii, 1945-1949), Moscou, ROSSPËN, 2007, pp. 125-126.

sont rencontrées, dont la résolution n'est possible que par la disponibilité de la documentation technique »<sup>954</sup>.

La plus grande difficulté, selon M.Z. Saburov, est la question de l'étude et de l'utilisation des travaux de recherche, le développement de nouveaux échantillons, matériaux et procédés technologiques. Il trouvait que beaucoup de ces sujets très problématiques nécessitaient de mener des travaux expérimentaux. M.Z. Saburov estime opportun « de créer temporairement de petits ateliers expérimentaux pour les industries les plus importantes avec la sortie de petites séries de produits en Allemagne, ainsi que des bureaux de conception de laboratoires temporaires pour résoudre les problèmes techniques généraux auxquels chaque industrie [soviétique] est confrontée »<sup>955</sup>.

Par conséquent, dans l'esprit des « planificateurs soviétiques » ce sont les ingénieurs et les ouvriers allemands les plus qualifiés, ainsi que les scientifiques et les concepteurs qui devraient être recrutés pour travailler dans ces ateliers et dans les bureaux d'études des laboratoires. En août 1945 dans la zone d'occupation soviétique, environ 1000 spécialistes allemands étaient déjà impliqués dans ces travaux (voir *Figure 1*). Au moins 50% du personnel principal de ces bureaux étaient composés de spécialistes soviétiques qui assuraient les conditions nécessaires à la poursuite des travaux dans des ateliers et laboratoires en Union soviétique.<sup>956</sup>

Ainsi, suivant le plan des dirigeants soviétiques, sur le territoire de la zone d'occupation soviétique en Allemagne, les ateliers expérimentaux et les bureaux temporaires voient leur organisation être formellement confiée à des Allemands. Le droit de contrôler leurs activités appartenait aux représentants soviétiques et devait permettre de maîtriser en Allemagne la production de matériels qui tiendraient compte des exigences techniques soviétiques et élaboreraient le processus technologique de leur production pour le transférer ensuite en Union soviétique. De surcroît, des « spécialistes allemands particulièrement remarquables, dont la valeur est reconnue » pouvaient « être envoyés immédiatement en Union soviétique »<sup>957</sup>. L'Allemagne se transformait en plate-forme expérimentale de débogage de certaines technologies avec la participation de personnel allemand qualifié.

---

<sup>954</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>955</sup> *Idem.*

<sup>956</sup> *Ibid.*, pp. 125-126.

<sup>957</sup> *Idem.*

Les activités sur l'identification et le démantèlement des équipements, ainsi que sur l'étude des sciences et des technologies, étaient coordonnées par le bureau du commissaire du *Comité spécial* du GKO en l'Allemagne M.Z. Saburov. Dans la note de Saburov à G.K. Joukov, commandant en chef et le dirigeant du SVAG *Sur l'utilisation de la technologie allemande par l'industrie soviétique* se trouve la liste des commissariats et des départements sous lesquels les bureaux techniques devraient être organisés (*Figure 1*).

*Figure 1.* La liste des commissariats et des départements sous lesquels les bureaux techniques devraient être organisés (le 4 août 1945)<sup>958</sup>

	Titre de commissariat	Effectifs		Nombre de projets (provisoires)	
		Personnel soviétique	Personnel allemand	Personnel soviétique	Personnel allemand
1	Commissariat du peuple à l'industrie aéronautique de l'URSS ( <i>Narkomaviaprom</i> )	16	46	100	300
2	Commissariat aux munitions ( <i>Narkomboepripasov</i> )	1	2	5	15
3	Commissariat à l'industrie légère ( <i>Narkomlegprom</i> )	6	4	3	10
4	Commissariat aux chemins de fer			5	20
5	Commissariat à la métallurgie non ferreuse ( <i>Narkomcvetmet</i> )			3	10
6	Commissariat au mécanique lourde ( <i>Narkomtâzmaš</i> )			12	40
7	Commissariat aux mortiers ( <i>Narkomminvooruzeniâ</i> )			5	20
8	Commissariat aux centrales électriques ( <i>Narkomelektrostancij</i> )			5	20
9	Commissariat à l'industrie chimique ( <i>Narkomhimprom</i> )	13	66	30	100
10	Commissariat à la construction ( <i>Narkostroj</i> )	36	50	40	80
11	Commissariat à l'industrie textile ( <i>Narkomtekstil</i> )	22	150	100	350
12	Commissariat aux matériaux de construction ( <i>Narkomstrojmateriialov</i> )	9	380	30	450
13	SNK RSFSR				
14	Commissariat à la construction de machines-outils ( <i>Narkomstankostroeniâ</i> )	10	40	30	100
15	Commissariat à l'industrie électrique ( <i>Narkomelektroprom</i> )	5	35	20	70
16	Commissariat à l'industrie charbonnière ( <i>Narkomugol'</i> )	12	115	60	600
17	Commissariat à l'industrie du caoutchouc ( <i>Narkomrezinprom</i> )	12	12	20	30
18	Commissariat de l'industrie du gaz ( <i>Glavgaztopprom</i> )	70	45	70	75
19	Commissariat à l'industrie forestière ( <i>Narkomles</i> )		11	5	20
20	Commissariat à la construction navale ( <i>Narkomsudprom</i> )	15	32	70	205
21	Commissariat à la construction mécanique moyenne ( <i>Narkomsredmaš</i> )			12	40
22	Commissariat aux communications ( <i>Narkomsvâz'</i> )			10	30
23	Commissariat de la Flotte ( <i>Narkommorflot</i> )			10	30
24	Commissariat de la marine ( <i>Narkomvoenmorflot</i> )			40	200
25	Commissariat de la flotte fluviale ( <i>Narkomrečflot</i> )			20	60
26	Commissariat de la flotte de pêche ( <i>Narkomrybprom</i> )			10	30
27	Commissariat à la santé ( <i>Narkomzdrav</i> )			5	20
28	Commissariat à l'industrie des blindés ( <i>Narkomtankoprom</i> )			5	20
29	Commissariat aux armes ( <i>Narkomvooruzeniâ</i> )			10	40
30	Commissariat à la sidérurgie ( <i>Narkomčermet</i> )			10	30
31	Commissariat de l'industrie de pétrole ( <i>Narkomneft'</i> )			10	30
32	Commissariat de l'industrie papetière ( <i>Narkombumprom</i> )			5	20
33	Commissariat de l'industrie locale ( <i>Narkommestprom</i> )			10	40
34	Comité de géologie			3	10
35	Conseil sur des radars d'auprès le GKO	40	27	70	300
		267	1015	843	3425

<sup>958</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 16, l. 5-8. « La note de M.Z. Saburov, commissaire du Comité spécial du Comité d'Etat de la Défense de l'URSS en l'Allemagne, à G.K. Joukov, commandant en chef du SVAG, sur l'utilisation de la technologie allemande par l'industrie soviétique. 4 août 1945 Annexe : Liste des commissariats et des départements du peuple, sous lesquels seront organisés les Bureaux techniques » (« Dokladnaâ zapiska upolnomočennoĝo Osobogo komiteta pri GOKO SSSR po Germanii M.Z. Saburova Glavnonačal'stvuûšemu SVAG G.K. Źukovu ob ispol'zovanii nemeckoj tehniki promyšlennost'û SSSR. 4 avgusta 1945 g. Priloženie : Spisok narkomatov i vedomstv, pri kotoryh dolžny byt' organizovany tehničeskie būro ». Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 127-128.

Cette liste du 4 août était apparemment provisoire car un an plus tard il a été noté qu'au début de l'occupation de l'Allemagne, le nombre total de spécialistes soviétiques envoyés en missions d'affaires dans la zone d'occupation dépassait 12000 personnes, représentant 44 ministères et 30 départements<sup>959</sup>. Considérant qu'en 1957, au début de la mise en œuvre de la réforme du système de gestion industrielle en URSS, il y avait 37 ministères aux niveaux fédéral et républicain<sup>960</sup>, on peut affirmer qu'en Allemagne occupée, d'une manière ou d'une autre, presque tous les ministères soviétiques étaient représentés.

Ainsi, les ministères et leurs départements qui organisaient des bureaux scientifiques, techniques dans la zone d'occupation soviétique étaient comme de nouveaux « acteurs » sur le marché allemand de la technologie, en plus du GKO, du SVAG et de la GUSIMZ. Quels étaient les objectifs de ces bureaux techniques des ministères et départements soviétiques ?

La réponse à cette question, de la part des représentants des ministères de l'industrie électrique et de l'industrie des communications de l'URSS en Allemagne, respectivement, A.L. Èstrin et V.V. Tvorogov au commandant en chef du Groupe des forces d'occupation soviétiques en Allemagne et commandant en chef de l'administration militaire soviétique en Allemagne (дy SVAG) V.D. Sokolovski, a été formulée comme suit :

« Si avant la guerre et avant l'évacuation, un certain nombre d'usines disposaient de grands bureaux et laboratoires, réunis en grandes équipes créatives, qui, pourtant, assuraient à peine les tâches qui leur étaient assignées, alors pendant la guerre, les usines ont été dispersées en de nombreuses petites usines dans diverses villes qui n'avaient pas de bases d'expérimentation (par exemple, sur la base de l'usine électromécanique de Kharkov, 7 usines ont été formées: celles de Kharkov, Ĉeboksary, à Prokop'evsk, à Kemerovo, à Oulianovsk, à Oufa, à Sverdlovsk). Dans le même temps, les cadres de conception ont été dispersés. Ainsi, le développement de nouveaux types de produits s'est avéré encore plus compliqué qu'avant la guerre. L'occupation de l'Allemagne a créé une situation dans laquelle il était possible d'obtenir une main-d'œuvre qualifiée et des spécialistes pour résoudre les tâches les plus importantes [...] en tenant compte des dernières réalisations dans ce domaine.<sup>961</sup> »

---

<sup>959</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 85, l. 122-134. « Le rapport à la Commission du Conseil des Ministres de l'URSS du vice-président du Conseil des ministres de l'URSS L.P. Beria sur les activités des organisations soviétiques engagées dans l'identification et le démantèlement de l'équipement, l'étude de la science et de la technologie allemandes et l'organisation des réparations en Allemagne. Au plus tard le 6 juin 1946 » (« Dokladnaâ zapiska komissii Soveta Ministrov SSSR zam. Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR L.P. Berii o rabote sovetskikh organizacij, zanimaûsihsâ vyâvleniem i demontažem oborudovaniâ, izuĉeniem nenemeckoj nauki i tehnik i organizacii reparacij v Germanii. Ne pozdnee 6 iûnâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *Les activités du Bureau du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, 1945-1949* (Deâtel'nost' Upravleniâ SVAG po izuĉeniû dostiženij nemeckoj nauki i tehnik v Sovetskoj zone okkupacii Germanii, 1945-1949), Moscou, ROSSPÈN, 2007, p. 156.

<sup>960</sup> « Les ministères de l'URSS ». En ligne : <https://ru.wikipedia.org/>

<sup>961</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 6, l. 3-6. « Le rapport des représentants des ministères de l'industrie électrique et de l'industrie des communications de l'URSS en Allemagne A.L. Èstrin et V.V. Tvorogov au commandant en chef

Le ministère de l'industrie électrique a organisé 14 bureaux techniques en Allemagne, dont le personnel comptait 880 docteurs ès sciences et des ingénieurs diplômés, 860 ingénieurs et concepteurs, ainsi que 3400 ouvriers.<sup>962</sup>

Le ministère de l'industrie chimique de l'URSS a créé 9 bureaux techniques en Allemagne (en 1947, le ministère prévoyait de doter ces bureaux techniques d'un personnel permanent de 100 personnes)<sup>963</sup> pour le développement des réalisations les plus importantes de la technologie chimique allemande et le transfert le plus rapide de celles-ci à l'industrie nationale.

Le ministère de la Marine de l'URSS avait en Allemagne un petit groupe de spécialistes soviétiques qui a été transformé en Département scientifique et technique du ministère de la Marine de l'URSS en Allemagne sous le SVAG.<sup>964</sup> Le Ministère de l'industrie de la viande et des produits laitiers de l'URSS organisa, lui aussi, des bureaux techniques et de conception en Allemagne.<sup>965</sup>

Les autorités d'occupation soviétiques en Allemagne ont été confrontées à un certain nombre de problèmes provoqués par le regroupement des ministères soviétiques en Allemagne.

Premièrement, la plupart des bureaux techniques des ministères soviétiques n'avaient pas de réglementation officielle de leurs activités.<sup>966</sup> Sur les 240 bureaux scientifiques et techniques nombreux n'étaient pas enregistrés et leurs plans de travaux de recherches n'étaient pas approuvés par les organisations-mères respectives.<sup>967</sup>

---

du SVAG V.D. Sokolovski sur le travail des bureaux techniques des ministères en Allemagne. Le 15 août 1946 » (« Dokladnaâ zapiska upolnomočennyh ministerstv èlektropromyšlennosti i promyšlennosti sredstv svâzi SSSR v Germanii A.L. Èstrina i V.V. Tvorogova Glavnonačal'stvuûšemu SVAG V.D. Sokolovskomu o rabote tehničeskikh bûro ministerstv v Germanii. 15 avgusta 1946 »).

<sup>962</sup> *Idem.*

<sup>963</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 72, l. 9. « Le rapport du ministre de l'industrie chimique de l'URSS M.G. Pervuhin au vice-président du Conseil des ministres de l'URSS G.M. Malenkov sur l'approbation du personnel des bureaux techniques du ministère en Allemagne. Le 31 décembre 1946 » (« Dokladnaâ zapiska ministra himičeskoj promyšlennosti SSSR M.G. Pervuhina zam. predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR G.M. Malenkovu ob utverždenii štatov otraslevyh tehničeskikh bûro Ministerstva v Germanii. 31 dekabrá 1946 »).

<sup>964</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 4, l. 99recto – 99verso. GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 44, l. 95-96.

<sup>965</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 23, l. 483–484. « L'ordre du commandant en chef du SVAG n° 0133 du 3 juin 1946 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG № 0133 ot 3 iûnâ 1946 »).

<sup>966</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 6, l. 15-17.

<sup>967</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 85, l. 145-146. « Le télégramme chiffré de G.K. Joukov, commandant en chef du SVAG, député du Président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS V.M. Molotov sur les lacunes dans le travail des groupes autorisés par le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS en Allemagne à maîtriser les réalisations de la science et de la technologie allemandes et des propositions pour son amélioration. Le 4 mars 1946 » (« Šifrotelegramma Glavnonačal'stvuûšego SVAG G.K. Žukova zam. Predsedatelâ SNK SSSR V.M. Molotovu o nedostatках v rabote grupp upolnomočennogo SNK SSSR v Germanii po osvoeniû dostiženij

De surcroît, la double subordination des bureaux techniques (d'une part, à l'administration militaire en Allemagne (SVAG), et d'autre part, au gouvernement soviétique central par l'appareil des mandataires du *Comité spécial*) s'est avérée inefficace. Ainsi, en novembre 1946, 71 bureaux techniques dans le secteur soviétique de Berlin appartenaient aux divers ministères et étaient subordonnés au mandataire du *Comité spécial* du Conseil des ministres de l'URSS.<sup>968</sup>

Dans le même temps, il y avait un bureau de la science et de la technologie à Berlin subordonné au SVAG. Ce dernier fonctionnait en grande partie indépendamment des activités des autres bureaux techniques des ministères et départements situés à Berlin. Organisé le 7 juillet 1946, ce bureau subordonné au SVAG comptait 4 employés. À partir de novembre 1946 le bureau du SVAG s'est agrandi en cooptant 13 scientifiques éminents parmi lesquels se trouvaient : le professeur Rohrberg (mathématicien), l'ingénieur diplômé Twitter (spécialiste de l'armement d'artillerie des sous-marins), le Dr Schmellmeyer (spécialiste des matériaux scolaires), le professeur Jung (spécialiste de l'organisation d'expositions), l'ingénieur Ullmann (spécialiste des alliages durs) et certains autres. Au total, 13 spécialistes ont été impliqués. Ils ont obtenu des sujets de recherche et proposé des solutions dont 16 ont été jugées utiles et remises en application.<sup>969</sup>

Une telle subordination sous deux autorités s'est révélée inappropriée lorsque dans les conditions de pénurie de métaux ferreux et non ferreux dans la zone d'occupation soviétique il devint nécessaire de faire un inventaire de ces métaux. Le bureau central du commandant militaire à Berlin a tenté d'établir un contrôle sur leurs utilisations. À cette fin, par ordre<sup>970</sup> du commandant en chef du SVAG, un recensement des métaux a été effectué, parmi lesquels : fil de tungstène, molybdène, nickel, métaux ferreux. Mais les chefs des bureaux techniques sous autorité ministérielle, ignorant la commande de l'inventaire, cachaient les métaux dans les

---

nemeckoj nauki i tehniki i predloženiâ po ee ulučšeniû. 4 marta 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 146.

<sup>968</sup> GA RF, P-7317, inv. 22, d. 4, l. 162-167. « La lettre d'envoi de N.A. Panov, chef du groupe de contrôle de l'état-major du SVAG au chef de la direction du SVAG pour l'étude des avancements de la science et de la technologie allemandes. Le matériel de la commission du SVAG sur l'inspection du bureau du commandant militaire central du secteur d'occupation soviétique à Berlin. Le 26 novembre 1946 » (« Soprovoditel'naâ zapiska načal'nika Gruppy kontrolâ Štaba SVAG N.A. Panova načal'niku Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehniki Germanii k materialu komissii SVAG po proverke Central'noj voennoj komendatury sovetskogo sektora okkupacii g. Berlina. 26 noâbrâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 182.

<sup>969</sup> *Ibid.*, pp. 180-181.

<sup>970</sup> GA RF, f. P-5446, inv. 106, d. 239a, l. 160. « L'ordonnance du commandant en chef du SVAG, commandant en chef du GSOVG n° 0222 du 9 août 1946 sur la réalisation d'un recensement des métaux à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1946 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG № 0222 ot 9 avgusta 1946 g. o provedenii perepisi metallov po sostoâniû na 1 sentâbrâ 1946 »).

entrepôts. Ainsi, « le chef du bureau technique du ministère des Communications, le major Tvorogov ayant dans ses entrepôts une énorme quantité d'actifs matériels dont environ 8000 pierres de diamant, tungstène et autres matériaux, [...] n'a pas fourni de registres d'inventaire »<sup>971</sup>, «le chef du bureau d'ingénierie de l'éclairage, le major Sysarev ayant dans son entrepôt plus de 2 millions de mètres de fil de tungstène, des dizaines de tonnes de poudre de tungstène et de molybdène, de nickel et d'autres matériaux, n'a pas non plus fourni de registres d'inventaire»<sup>972</sup>. Les conclusions de la commission de recensement : « rationaliser la question de la gestion des bureaux techniques disponibles à Berlin [...], renforcer le contrôle de leurs activités »<sup>973</sup> etc.

Un autre problème était le faible niveau de qualification de la plupart des spécialistes soviétiques présents en Allemagne. De nombreux ministères de l'URSS ont envoyé leurs employés en Allemagne pour effectuer des travaux de démantèlement des équipements. « La plupart des spécialistes soviétiques [n'étaient pas] suffisamment préparés à une activité scientifique. Ils sont passés à l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes après l'achèvement des travaux de démantèlement – activité pour laquelle ils avaient été appelés »<sup>974</sup>.

À la mi-1946, les employés des ministères et des départements ont commencé à rentrer chez eux et le nombre de spécialistes soviétiques envoyés en mission d'affaires en Allemagne a été considérablement réduit. En octobre 1946, le *Bureau de l'étude des réalisations scientifiques et techniques* apparaît au sein du SVAG<sup>975</sup>. Dorénavant une grande partie des organisations de conception, scientifiques et techniques en Allemagne ont été réaffectées au

---

<sup>971</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 4, l. 162-167. « La lettre d'envoi de N.A. Panov, chef du groupe de contrôle de l'état-major du SVAG au chef de la direction du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes. Le matériel de la commission du SVAG sur l'inspection du Bureau du commandant militaire central du secteur d'occupation soviétique à Berlin. Le 26 novembre 1946 » (« Soprovoditel' naâ zapiska načal'nika Gruppy kontrolâ Štaba SVAG N.A. Panova načal'niku Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehnikii Germanii k materialu komissii SVAG po proverke Central'noj voennoj komendatury sovetskogo sektora okkupacii g. Berlina. 26 noâbrâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 182.

<sup>972</sup> *Idem.*

<sup>973</sup> *Idem.*

<sup>974</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 4, l. 126-129. « Le rapport du chef adjoint du département du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie en Allemagne A.N. Ter-Mkrticyan au Département du personnel des forces armées du Comité central du VKP(b) sur le travail accompli. Le 21 décembre 1946 » (« Otčet zam. načal'nika Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehnikii Germanii A.N. Ter-Mkrtič'âna v Otdel kadrov voooružennyh cil CK VKP(b) o predel'noj rabote. 21 dekabrà 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 186.

<sup>975</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 27, l. 65-67. « L'ordre du commandant en chef du SVAG, commandant de chef du GSOVG maréchal V. Sokolovski n° 0323 Sur l'organisation du Bureau pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie en Allemagne sous l'Administration militaire soviétique en Allemagne. Le 15-17 octobre 1946 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG maršala V. Sokolovskogo № 0323 "Ob organizacii v sostave Sovetskoj voennoj administracii v Germanii Upravleniâ po izučeniû dostiženij nauki i tehnikii Germanii. 15-17 oktâbrâ 1946"»). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 176-177.



SVAG.<sup>976</sup> De surcroît, le nombre de bureaux des ministères était passé à la fin de 1946 de 62 à 39, le nombre de bureaux scientifiques et techniques de 216 à 75 et le nombre de spécialistes de 1982 à 593.<sup>977</sup> Vers le début de 1947, le regroupement des ministères soviétiques en Allemagne s'est quasiment terminé. À partir de septembre 1948 les bureaux techniques des ministères soviétiques qui restaient encore en Allemagne furent transférés sous l'égide du SVAG de manière définitive (comme le bureau technique de l'industrie charbonnière, de l'industrie électrique, de l'industrie chimique, de la construction de machines lourdes et de l'industrie métallurgique)<sup>978</sup>.

Le système de gestion de la zone d'occupation s'est optimisé dans le sens de la réduction du nombre de participants et des niveaux de gestion. Cela signifiait-il que la partie soviétique avait perdu tout intérêt à mener des recherches scientifiques en Allemagne occupée ?

*La routine du SVAG en 1946-1947 est-elle la manifestation d'un intérêt pour les spécialistes allemands ?*

Dans l'un des premiers décrets de Joukov sur le lancement de « la procédure pour la création de bureaux spéciaux de conception de laboratoires et d'ateliers expérimentaux pour le développement des problèmes techniques et l'utilisation de la technologie allemande » figuraient les directives sur les assurances de l'aide sociale pour les spécialistes de ces bureaux<sup>979</sup>.

A partir d'avril 1946, une procédure unifiée a été établie pour l'étude et le développement des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne par des représentants des ministères, départements et organisations de l'URSS. Cette procédure a été accompagnée par l'admission d'une *Instruction unifiée sur les salaires des scientifiques et spécialistes*

---

<sup>976</sup> *Ibid.*, p. 176.

<sup>977</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 4, l. 96. « La lettre du commandant en chef du SVAG, commandant en chef du GSOVG V.D. Sokolovski au président de la Commission d'effectif de l'État auprès du Conseil des ministres de l'URSS L.Z. Mekhlis sur des effectifs aux bureaux de recherche des ministères et départements soviétiques en Allemagne. Le 9 décembre 1946 » (« 9 dekabrâ 1946 r. Pis'mo Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG V.D. Sokolovskogo predsedatelû Gosudarstvennoj ŝtatnoj komissii pri Sovete Ministrov SSSR L.Z. Mehliu o čislennosti i ŝtatah naučno-issledovatel'skih i konstruktorskih bûro sovet'skikh ministerstv i vedomstv v Germanii »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 184.

<sup>978</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 75, l. 281-282. « L'arrêté du commandant en chef du SVAG n° 0358 sur des effectifs des bureaux techniques des ministères de l'URSS relevant du SVAG. Le 20 - 21 septembre 1948 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG № 0358 ob ob"âvlenii ŝtatnyh raspisanij tehničeskikh bûro ministerstv SSSR pri SVAG. 20/21 sentâbrâ 1948 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 211-212.

<sup>979</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 7, l. 56-57. « L'ordre du commandant en chef du SVAG n° 026 *Sur l'organisation des activités pour l'utilisation de la technologie allemande par l'industrie de l'URSS*. Le 4 août 1945 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG № 026 « Ob organizacii rabot po ispol'zovaniju nemeckoj tehniki promyšlennost'û SSSR (4 avgusta 1945) »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 128-129.

*allemands employés pour étudier les réalisations scientifiques et techniques de l'Allemagne et d'une Instruction de la délivrance des rations*<sup>980</sup>.

La délivrance des rations est liée à la mise en œuvre des plans de recherches thématiques. Ces derniers avec toutes les approbations nécessaires devaient être soumis au SVAG avant le 1<sup>er</sup> mai. Dans le cas où la soumission des rapports annuels sur la science et la technologie serait retardée, le financement et la délivrance des rations de nourriture aux départements allemands le seraient aussi.<sup>981</sup>

Les salaires des spécialistes allemands (académiciens, professeurs, doctorants - ingénieurs, diplômés-ingénieurs, ingénieurs) furent fixés à un niveau n'excédant pas les salaires qu'ils percevaient jusqu'au 8 mai 1945 (le taux était fixé selon l'édition de 1936 du livre de référence des classes de salaires allemands). Le taux maximum ne devait pas dépasser le taux annuel de 17100 DM établi pour les directeurs et professeurs d'instituts, qui correspondait à 1425 DM par mois. Les taux inférieurs pour les professeurs, les docteurs en génie et les diplômés d'ingénieur étaient de 1340 et 940 DM par mois.<sup>982</sup>

La délivrance de rations alimentaires aux spécialistes allemands était réglementée par l'*Instruction de la délivrance des rations*. Seules les personnes diplômées universitaires pouvaient recevoir des rations ainsi que les personnes ayant une longue expérience de travail en ingénierie (pour les ingénieurs au moins 6 ans, pour les contremaîtres et techniciens au moins 10 ans). Il était interdit de distribuer des rations alimentaires aux dessinateurs, copistes, traducteurs et dactylographes.<sup>983</sup>

À partir du 1<sup>er</sup> mai 1946, des spécialistes allemands hautement qualifiés ont reçu des primes allant jusqu'à 50% du salaire de leur poste.<sup>984</sup> Dans l'annexe au décret du commandant

---

<sup>980</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22. d. 6, l. 84-85, 89-92. « L'ordonnance n° 06 d'un chargé en mission en Allemagne du Comité spécial du Conseil des ministres de l'URSS *Sur la rationalisation du travail des représentants des ministères et départements de l'URSS en Allemagne, engagés dans l'étude et le développement des réalisations scientifiques et technologiques allemandes*. Le 15 avril 1946 » (« Prikaz upolnomočennogo Osobogo komiteta pri Sovete Ministrov SSSR po Germanii № 06 ob uporâdočenni raboty predstavitelej ministerstv i vedomstv SSSR v Germanii, zanimaûsihsâ izučeniem i osvoeniem nemeckih naučno-tehničeskikh dostiženij. 15 aprilâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 149.

<sup>981</sup> *Ibid.*, pp. 148-152.

<sup>982</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>983</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22. d. 6, l. 84-85, 89-92. « L'ordonnance n° 06 d'un chargé de mission en Allemagne du Comité spécial du Conseil des ministres de l'URSS *Sur la rationalisation du travail des représentants des ministères et départements de l'URSS en Allemagne, engagés dans l'étude et le développement des réalisations scientifiques et technologiques allemandes*. Le 15 avril 1946 » (« Prikaz upolnomočennogo Osobogo komiteta pri Sovete Ministrov SSSR po Germanii № 06 ob uporâdočenni raboty predstavitelej ministerstv i vedomstv SSSR v Germanii, zanimaûsihsâ izučeniem i osvoeniem nemeckih naučno-tehničeskikh dostiženij. 15 aprilâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 152.

<sup>984</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 29, l. 88-91. « L'ordonnance n° 0010 du commandant en chef du SVAG, commandant en chef du GSOVG *Sur la création du système de salaire à prime pour les spécialistes allemands*

en chef du SVAG Sokolovski sur les allocations personnelles aux spécialistes allemands employés dans les institutions et organisations du *Bureau d'étude de la science et de la technologie*, des ministères et départements de l'URSS en Allemagne, dans la ligne *Ministère de la sidérurgie*, 8 allocations personnelles sont indiquées. Au total il y en a 2092.<sup>985</sup>

Le système de rationnement dans des conditions de rareté a été « testé » à plusieurs reprises en URSS. Pour la première fois en Russie, les rations alimentaires sont apparues pendant la Première Guerre mondiale et ont été maintenues jusqu'en 1920. Le système du rationnement en URSS renaît pendant la période de l'industrialisation de 1928 à 1935. Peu après le début de la Grande Guerre patriotique, le 18 juillet 1941, le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS adopta une résolution *Sur l'introduction du système de rationnement à Moscou, Leningrad, banlieue de Moscou et de Leningrad* et *Sur l'organisation du commerce*. En novembre 1942, le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS a publié un décret n°1829 *Sur l'organisation de l'approvisionnement en produits alimentaires des employés de l'appareil des commissariats du peuple et des institutions centrales*. Conformément à cela, à Moscou est apparu un réseau officiel de magasins spécialisés pour la nomenclatura soviétique. Le système de rationnement dans des conditions de guerre a finalement pris forme en 1942. Il a été annulé après la guerre en décembre 1947.<sup>986</sup>

Le système de rationnement a été copié dans l'Allemagne occupée. En avril 1947, pour pouvoir distribuer des rations supplémentaires, des magasins spécialisés ont été ouverts dans les villes de Berlin, Potsdam, Dresde, Weimar, Halle et Schwerin. L'allocation de rations supplémentaires dans ces magasins était effectuée grâce à des cartes spéciales, aux prix allemands.<sup>987</sup>

---

*engagés dans les recherches des institutions techniques des ministères et départements autorisés par l'URSS et les organisations du Bureau pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie en Allemagne*. Le 10/16 mai 1946 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG – Glavnokomanduûšego GSOVG №0010 ob ustanovlenii premial'nyh nadbavok nemeckim specialistam, rabotaûšim v naučno-issledovatel'skih i konstruktorsko-tehničeskikh učreždeniâh upolnomočennyh ministerstv i vedomstv SSSR i organizaciâh Upravleniâ po izučeniju dostiženij nauki i tehniki v Germanii ». 10/16 maâ 1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 153.

<sup>985</sup> *Ibid.*, pp. 154-155.

<sup>986</sup> Anna IVANOVA, *Les magasins « Beryozka ». Les paradoxes de la consommation dans l'URSS tardive* (Magaziny « Berezka ». Paradokсы potrebleniâ v pozdnem SSSR), Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2017. En ligne : [http://loveread.ec/view\\_global.php?id=84927](http://loveread.ec/view_global.php?id=84927)

<sup>987</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 44, l. 109-113. « L'arrêté n° 087 du commandant en chef du SVAG établissant la procédure de distribution de rations alimentaires supplémentaires aux spécialistes allemands. Le 18/25 mars 1947 » (« Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG № 087 ob ustanovlenii porâdka vydači dopolnitel'nyh prodovol'stvennyh pajkov nemeckim specialistam. 18/25 marta 1947»). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 191.

Figure 2. Taux de rations supplémentaires pour les spécialistes allemands, les scientifiques et les représentants éminents de l'art de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne (par personne et par mois, en kilogrammes)<sup>988</sup>

	1 <sup>er</sup> groupe de rations	2 <sup>ème</sup> groupe de rations	Rations particulières
Farine	5,0	3,0	7,5
Grain	2,0	1,5	3,0
Pomme de terre	10,0	10,0	15,0
Viande	3,0	2,0	4,0
Graisses	0,9	0,5	1,2
Sucre	0,75	0,5	1,0
Café	0,1	0,1	0,25
Cigarettes	200 pièces	100 pièces	300 pièces

Quelles catégories de citoyens allemands sont-elles représentées dans les listes de bénéficiaires recevant des rations supplémentaires dans ces magasins ? Qui dans ce système occupe des positions de bénéficiaires privilégiés ?

Les bénéficiaires sont principalement représentés par les spécialistes allemands employés du SVAG et de son *Bureau de la recherche des réussites scientifiques et technologiques en Allemagne*, ainsi que par des professionnels des médias contrôlés par les autorités soviétiques. (Par exemple, le département du Commerce et de l'Approvisionnement du SVAG attribue des rations aux spécialistes allemands de la rédaction du journal *Tägliche Rundschau*<sup>989</sup> (70 personnes) et de la rédaction de *Radio Berlin* en Allemagne (90 personnes), selon des normes spéciales (voir *Ration particulière, Figure 3*).<sup>990</sup>

Figure 3. Rations supplémentaires (en quantité) pour les spécialistes allemands, les scientifiques et les représentants éminents de l'art dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne.<sup>991</sup>

Départements du SVAG	Alloués mensuellement, pas plus de pièces		Au total
	1 <sup>er</sup> groupe	2 <sup>ème</sup> groupe	
1. Bureau de la recherche des réussites scientifiques et technologiques en Allemagne	3000	2000	5000
2. Département de la propagande	180	820	1000
3. Maison d'édition du SVAG	-	80	80
4. Bureau d'information	-	160	160

<sup>988</sup> *Ibid.*, pp. 192-193.

<sup>989</sup> Le journal du SVAG *Tagliche Rundschau* dédié à la population allemande a commencé son activité en tant qu'organe de publication officiel de l'administration militaire soviétique le 4 juillet 1945. C'était le journal avec le plus grand tirage dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne (En décembre 1945 le tirage du *Tagliche Rundschau* fut de 750000 exemplaires). Le 3 octobre 1945, le journal est transféré sous le contrôle du Département de la propagande du SVAG. En novembre 1949, le journal est transféré à la Commission de contrôle soviétique en Allemagne. Son dernier numéro parut le 30 juin 1955.

<sup>990</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 44, l. 109-113. « L'arrêté n° 087 du commandant en chef du SVAG établissant la procédure de distribution de rations alimentaires supplémentaires aux spécialistes allemands. Le 18/25 mars 1947 » (« Prikaz Glavnoučal'stvuŕšego SVAG № 087 ob ustanovlenii porâdka vydači dopolnitel'nyh prodovol'stvennyh pajkov nemeckim specialistam. 18/25 marta 1947 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 192.

<sup>991</sup> *Idem.*

Départements du SVAG	Alloués mensuellement, pas plus de pièces		Au total
	1 <sup>er</sup> groupe	2 <sup>ième</sup> groupe	
5. Département de l'éducation publique	-	500	500
6. Département de la santé	-	100	100
Au total	3180	3660	6840

Ainsi, dans les listes de bénéficiaires profitant des rations supplémentaires figuraient les scientifiques allemands de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne. Cet intérêt se poursuit semble-il sans discontinuer.

Ce qui était développé par des spécialistes allemands dans des bureaux techniques était *a priori* destiné à être utilisé en URSS (même en dépit de quelques revers ponctuels : des documents scientifiques envoyés en URSS en langue allemande et qui pour cette raison n'avaient été suivi d'aucune suite). Comment les développements des scientifiques et ingénieurs allemands étaient-ils introduits en URSS ? Comment le système de transfert de technologies allemandes vers l'URSS était-il réglé ? Quelles lacunes dans ce système ont-elles existé ? Et comment et de la part de quels organismes ont-elles été comblées ?

*Le cercle est bouclé : le GKNT et les réorganisations des activités scientifiques en URSS*

Les autorités d'occupation soviétiques ont pris un certain nombre des mesures visant à faciliter le transfert de technologies allemandes vers l'URSS.

*Le bureau pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie* en Allemagne du SVAG a lancé une pétition au commandement du SVAG pour créer une commission de coordination comptant les plus grands scientifiques soviétiques afin d'introduire dans l'industrie nationale les précieux résultats de l'étude des réalisations de la science et de la technologie allemandes. Le gouvernement a reçu une liste spécifique des membres de la commission de coordination comprenant : 1) le professeur Oding Ivan Avgustovich (spécialiste des métaux); 2) le professeur, docteur Valentin Aleksandrovich Dmitriev (spécialiste - mécanicien); 3) le professeur, docteur Dombrovsky Nikolay Grigorievich (spécialiste de la mise en valeur des gisements); 4) le professeur, docteur Popov Vladimir Konstantinovich (ingénieur électricien); 5) l'académicien Nikolai Nikolaevich Semenov (chimiste). Il était reconnu que « toutes ces personnes étaient d'éminents scientifiques soviétiques, chefs d'institutions scientifiques avec un personnel subordonné nombreux, capable de fournir une aide réelle pour

appliquer des résultats de recherche et des études de la science et de la technologie allemandes dans l'industrie nationale »<sup>992</sup>.

À la fin de 1948 dans le système de la canalisation des technologies allemandes vers l'URSS un nouveau « récipient » soviétique est apparu – la *Gostekhnika* de l'URSS. Désignée dans les fonds du SVAG comme *Gostekhnika URSS*, cette structure fut plus tard appelée le *Comité d'État pour la science et la technologie* (le GKNT) - un organisme qui poursuivait la politique de l'État dans le domaine des activités scientifiques et techniques. Formé en 1948 par le décret du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, le GKNT a existé jusqu'à la fin de l'URSS et a été liquidé à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1991<sup>993</sup>.

Par un Décret du Conseil des ministres de l'URSS du 5 novembre 1948<sup>994</sup>, le GKNT fut chargé d'élaborer un plan consolidé de recherche et de travaux expérimentaux en Allemagne. Les ministères et départements avaient l'obligation de transmettre au GKNT et au SVAG en Allemagne, avant le 25 novembre 1948, les projets de travaux des directions scientifiques et techniques et des bureaux d'études en Allemagne pour 1949.<sup>995</sup>

Le GKNT devient la structure principale qui détermine les directions de développement de la science et de la technologie en URSS jusqu'à sa chute en 1991 planifiant et organisant le développement scientifique et technique d'importance nationale, organisant l'introduction des inventions et des résultats de la recherche exploratoire. Le GKNT supervise le registre d'État des découvertes scientifiques de l'URSS, participe à l'élaboration des plans de financement de la R&D et du développement de la base matérielle de la science.

Au cours des premières années d'après-guerre, l'URSS a connu une grave pénurie non seulement en technologies les plus récentes mais aussi en spécialistes capables d'introduire les savoirs-faire étrangers et leurs compétences techniques dans la production nationale.

---

<sup>992</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 4, l. 126-129. « Le rapport du chef adjoint du département du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie en Allemagne A.N. Ter-Mkrticyan au Département du personnel des forces armées du Comité central du VKP(b) sur le travail accompli. Le 21 décembre 1946 » (« Otčet zam. načal'nika Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehniki Germanii A.N. Ter-Mkrtič'âna v Otdel kadrov vooružennyh cil CK VKP(b) o predel'noj rabote. 21 dekabrà 1946 ». Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 187.

<sup>993</sup> Sur la base de la résolution du Conseil d'État de l'URSS du 14 novembre 1991.

<sup>994</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 67, l. 89-90. « Le décret du Conseil des ministres de l'URSS n° 4131-1655 (« top secret») du 5 novembre 1948 *Sur la procédure et le calendrier d'élaboration d'un plan des travaux scientifiques et techniques en Allemagne pour 1949* » (« Postanovlenie Soveta ministrov SSSR № 4131-1655 ss ot 5 noâbrâ 1948 o porâdke i srokah razrabotki plana naučno-tehničeskikh, konstruktorskikh i opytnyh rabot v Germanii na 1949 »).

<sup>995</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 78, l. 258-260. « Le 17/18 novembre 1948. L'ordonnance n° 0045 du commandant en chef du SVAG sur la procédure et le calendrier d'élaboration d'un plan de travail scientifique, technique, de conception en Allemagne pour 1949 » (« 17/18 noâbrâ 1948 r. Prikaz Glavnonačal'stvuûšego SVAG № 0045 o porâdke i srokah razrabotki plana naučno-tehničeskikh, konstruktorskikh i opytnyh rabot v Germanii na 1949 »).

« Les ingénieurs soviétiques n'étaient pas toujours en mesure d'appliquer les processus techniques de fabrication de produits à partir de documents capturés. Par exemple, l'usine de porcelaine de Meissen. Les démonteurs soviétiques ont envoyé tout l'équipement de cette usine en Union soviétique et l'ont assemblé, mais la porcelaine, qui était auparavant produite à Meissen, ne pouvait pas être fournie par cette usine. Il s'est avéré que le secret ne réside pas dans l'équipement et les documents, mais dans les artisans eux-mêmes. Plus tard, cette usine a dû être restaurée à son emplacement d'origine en Allemagne. Ses produits seront entièrement fournis à l'Union soviétique à titre de réparations.<sup>996</sup> »

Avant la Seconde Guerre mondiale, le *problème du savoir-faire* était assez facile à résoudre. Un grand nombre de spécialistes techniques allemands travaillaient en URSS et si besoin, ils consultaient les spécialistes de leur pays d'origine. Il est clair qu'il était impossible de continuer cette pratique après 1945. Et il fallait prendre une sorte de mesure radicale. Le plus simple était de profiter des spécialistes allemands capturés et détenus dans les nombreux camps de prisonniers de guerre de l'Union soviétique dont le nombre au 1<sup>er</sup> juin 1947 était de 1 264 392 personnes (*Figure 4*).

*Figure 4.* Informations sur les prisonniers de guerre de l'armée allemande et de ses satellites, qui se trouvaient dans les camps du ministère de l'Intérieur au 1<sup>er</sup> juillet 1947<sup>997</sup>

Date	Au total	Armée allemande
Au total	3 282 930	2 548 461
Ceux qui sont partis à cette date du 1 juillet 1947	2 018 538	1 518 133
Ceux qui sont morts à cette date du 1 juillet 1947	497 275	369 725
Emprisonnés au 1 juillet 1947	1 264 392	1 030 328

Il y avait au moins deux manières de survivre pour les prisonniers de guerre : accepter de coopérer avec l'administration du camp ou commencer à travailler dans l'une des nombreuses *charachka* (pour utiliser le titre de l'ouvrage de Gwendolyn Simpson Chabrier, c'est le laboratoire « derrière les barbelés ») avec des collègues soviétiques réprimés par leur État. Il y avait aussi une troisième voie : rester fidèle à son pays et à ses principes jusqu'au bout.

En fait, la plupart des spécialistes allemands n'ont pas été enrôlés dans l'armée et n'ont donc pas été capturés pendant les hostilités. Certains d'entre eux, après la reddition de l'Allemagne, ont tenté de se déplacer vers la zone occupée par les alliés, les autres se sont

<sup>996</sup> Vladimir ALEKSANDROV, *Soviet Dismantling of Equipment in Postwar Germany*, op. cit., p.18.

<sup>997</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 1/п, inv. 01e, d. 57, l. 219-223. Dans M. M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les prisonniers de guerre en URSS, 1939 - 1956 : documents et matériaux* (Voennoplennye v SSSR. 1939 - 1956. Dokumenty i materialy), Volgograd, Logos, 2000, p. 1020.

cachés. Cette situation ne convenait pas aux ministères soviétiques qui avaient cruellement besoin de personnel qualifié. Le 19 juin 1945, la direction du NKVD autorisa les premières tentatives « d'inventaire » des « ressources » intellectuelles parmi les « prisonniers » hautement qualifiés. Ce jour-là, le NKVD a publié l'ordonnance n°132 *Relative à l'enregistrement des spécialistes travaillant dans les camps du NKVD pour prisonniers de guerre et internés*<sup>998</sup>.

Les premiers résultats de « l'inventaire » furent rapportés par le chef adjoint de la *Direction principale des affaires militaires et internés* (GUPVI) du NKVD de l'URSS A. Z. Koboulov dans son rapport adressé à L. P. Beria le 15 octobre 1945.<sup>999</sup>

Les résultats de « l'inventaire » suivant sont reflétés dans *La note du ministre de l'Intérieur de l'URSS, S.N. Krouglov à I.V. Staline et L.P. Beria sur les spécialistes allemands hautement qualifiés qui sont enfermés dans des camps de prisonniers de guerre et qui sont internés par le ministère de l'Intérieur de l'URSS*<sup>1000</sup>. Ce document contient non seulement des statistiques mais des suggestions pour l'utilisation efficace de ces personnes :

« Jusqu'à 1 600 spécialistes hautement qualifiés ont été identifiés dans les camps de prisonniers de guerre du ministère de l'Intérieur de l'URSS.

Comprenant :

Docteurs en physique, mathématiques et ingénierie - 111 personnes.

Ingénieurs en génie mécanique général - 572 personnes.

Ingénieurs civils et architectes - 257 personnes.

Ingénieurs électriciens - 216 personnes.

Ingénieurs chimistes - 156 personnes.

Ingénieurs pour courants faibles - 29 personnes.

Ingénieurs aéronautiques - 39 personnes.

Ingénieurs miniers - 37 personnes.

Ingénieurs métallurgistes - 28 personnes.

Ingénieurs fabricants d'automobiles - 16 personnes.

Ingénieur des ponts et chaussées - 13 personnes.

Ingénieurs du textile - 9 personnes.

---

<sup>998</sup> GA RF, f. 9401, inv. 1, d. 746, l. 161. Dans M. M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les prisonniers de guerre en URSS, 1939 - 1956 : documents et matériaux* (Voennoplennye v SSSR. 1939 - 1956. Dokumenty i materialy), Volgograd, Logos, 2000, p. 617.

<sup>999</sup> GA RF, f. 9401, inv. 1, d. 2226, l. 399. « Les informations sur le nombre de scientifiques et de spécialistes allemands identifiés dans les camps de prisonniers de guerre du NKVD » (« Spravka o količestve nemeckih učenyh i specialistov, vyâvlennyh v lagerâh NKVD dlâ voennoplennyh »). Dans M. M. ZAGORUL'KO (dir.), *Les prisonniers de guerre en URSS, 1939 - 1956 : documents et matériaux* (Voennoplennye v SSSR. 1939 - 1956. Dokumenty i materialy), Volgograd, Logos, 2000, p. 646.

<sup>1000</sup> GA RF, f. P-9401, inv. 2, d. 13, l. 240-244. « La note du ministre de l'Intérieur de l'URSS S.N. I.V. Krouglov à I.V. Staline et L.P. Beria sur les spécialistes allemands hautement qualifiés qui sont enfermés dans des camps de prisonniers de guerre et qui sont internés par le ministère de l'Intérieur de l'URSS, et sur l'opportunité de leur utilisation dans les usines, les bureaux d'études et les instituts de recherche. Le 22 juin 1946 » (« Dokladnaâ zapiska ministra vnutrennih del SSSR S.N. Kruglova I.V. Stalinu i L.P. Berii o vysokokvalificirovannyh nemeckih specialistah, nahodâšihâ v lagerâh dlâ voennoplennyh i internirovannyh MVD SSSR, i celesoobraznosti ih ispol'zovaniâ na zavodah, v konstruktorskih bûro i naučno-issledovatel'skikh institutah. 22/06/1946 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 165-168.



Agronomes - 13 personnes.  
Autres spécialistes - 85 personnes.<sup>1001</sup> »

L'Académie des sciences de l'URSS et un certain nombre d'instituts de recherche et de ministères ont participé à l'évaluation de la « qualité » de ces spécialistes. Selon leurs estimations, parmi les spécialistes identifiés, il y avait d'éminents scientifiques: **Christian Manfred**, membre de l'ancienne Académie allemande des sciences, éminent spécialiste des turbines à gaz et des moteurs à réaction, ancien directeur de la société de construction de moteurs *Argus* («les Américains, par l'intermédiaire de leurs hommes de confiance, ont tenté de le faire sortir de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne et de l'emmener aux États-Unis»<sup>1002</sup>); **Heilandt Paul**, docteur en sciences techniques, l'un des principaux spécialistes dans le domaine des basses températures, des moteurs à combustion interne et des unités à réaction ; **Busse Ernst**, docteur en physique, ancien directeur de l'Institut central des lampes radio décimétriques et centimétriques, **Brandner Ferdinand**, ancien directeur technique des usines d'avions à turbine *Junkers* (Dessau), inventeur et détenteur de nombreux brevets pour le moteur d'avion aux 24 cylindres ; **Jung Gerhardt**, professeur de chimie physique, ancien directeur de l'institut auprès du Laboratoire central de chimie militaire dans la région Berlin-Spandau.<sup>1003</sup>

Un certain nombre de ministères de l'URSS ont demandé qu'on leur transfère les spécialistes dont ils avaient besoin parmi les prisonniers de guerre et les internés pour les utiliser dans les usines, les bureaux d'études, les instituts de recherche. Des demandes ont été exprimées par les ministères de la sidérurgie, de l'aéronautique, électrique, de papeteries, de la chimie, de la construction de machines-outils, etc. Ces demandes ont été satisfaites et les spécialistes identifiés ont été affectés à des industries précises. Les spécialistes sélectionnés pour travailler dans l'industrie ont été libérés des camps de prisonniers de guerre et d'internement, ils ont reçu des certificats temporaires pour avoir le droit de vivre dans la région où ils étaient envoyés pour travailler et ils recevaient un salaire en espèces au taux des spécialistes soviétiques possédant les qualifications appropriées.<sup>1004</sup>

Ces inventaires dans le système des camps de prisonniers de guerre ont eu lieu régulièrement. En août 1947 au sein du ministère de l'Intérieur, plus précisément, dans le système des camps de prisonniers de guerre dont ce système fut responsable, on fit l'inventaire

---

<sup>1001</sup> *Ibid.*, pp. 165-166.

<sup>1002</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>1003</sup> *Idem.*

<sup>1004</sup> *Ibid.*, pp. 167-168.

des spécialistes des branches prometteuses de la science et de la technologie, telles que : la technologie radar, électronique et sous vide ; la physique atomique ; la technologie des zones à basse température et technologie des jets ; la vision nocturne. On recherchait les responsables techniques des instituts et laboratoires physico-chimiques et de recherche ; des ingénieurs de toutes spécialités ; spécialistes en physique et chimie ; des spécialistes, indépendamment de leur formation, qui faisaient des propositions techniques et de rationalisations valables.<sup>1005</sup>

La pratique des inventaires parmi les prisonniers à la recherche des spécialistes devenant routinière, on peut utilement dresser un « portrait » prosopographique d'un spécialiste allemand interné qui travaillait dans l'après-guerre pour la science russe. Nous allons l'effectuer à partir du sort des deux plus grands représentants de l'intelligentsia technique, ressortissants d'Allemagne qui furent victimes de déportation scientifique et technique : Christian Manfred Rudolf et Nikolaus Riehl. Tous les deux étaient extrêmement intéressants pour l'URSS, car ils travaillaient dans des domaines scientifiques prometteurs.

Quelques faits tirés de la biographie de Christian Manfred figurent de manière sèche dans le document intitulé *l'Enquêtes du ministère de l'Intérieur sur le spécialiste allemand interné Christian Manfred*. Christian Manfred est né à Breslau, il fut depuis 1943 un candidat membre du parti nazi (NSDPA), il n'a pas servi dans l'armée, a vécu à Berlin, où il a été interné en 1945. De 1921 à 1927 il a travaillé comme ingénieur de conception dans diverses entreprises allemandes de construction de moteurs. De 1927 à 1945, il est directeur technique de la société de construction de moteurs *Argus*. En Allemagne, il détient une centaine de brevets. En 1928, Christian Manfred a reçu le diplôme de docteur en sciences techniques et il était aussi membre correspondant de l'Académie allemande des sciences. À partir du 1<sup>er</sup> avril 1947, en travaillant dans le système du 4<sup>ième</sup> département spécial du ministère de l'Intérieur de l'URSS avec un groupe de spécialistes issus de prisonniers de guerre allemands (composé de 42 personnes), il a développé un certain nombre de propositions techniques relevant de la technologie des turboréacteurs.<sup>1006</sup>

---

<sup>1005</sup> GA RF, f. 9401, inv. 1, d. 894, l. 89-92. « L'ordre du ministère de l'Intérieur de l'URSS n°00837 *Sur la concentration des dossiers opérationnels des éléments hostiles et des prisonniers de guerre et internés dans les départements spéciaux* [les départements n°1] *du ministère de l'Intérieur*. Août 1947 » (« Prikaz MVD SSSR № 00837 « O sosredotočenii operativnyh učetov vraždebnogo èlementa i agentury po voennoplennym i internirovannym v pervyih specotdelah MVD – UMVD. Avgust 1947 »).

<sup>1006</sup> GA RF, f. P-9401, inv. 2, d. 171 « top secret ». « L'enquête du ministère de l'Intérieur sur le spécialiste allemand interné Christian Manfred » (« Spravka MVD na internirovannogo nemeckogo specialista Hristiana Manfreda »).

En 1945, lorsque Berlin a été libérée par les troupes soviétiques, les forces spéciales américaines se sont précipitées dans la zone de combat, et ont tenté de kidnapper Christian Manfred et de l'envoyer aux États-Unis. Les services du NKVD se sont avérés plus efficaces et Christian Manfred, en tant que candidat à l'adhésion au NSDPA (*Parti national-socialiste des travailleurs d'Allemagne*) a été envoyé au camp de prisonniers de guerre n°259 dans la région de Iaroslavl. Ensuite il a été transféré au camp de prisonniers de guerre n°27 de Krasnogorsk, puis à l'usine de moteurs d'avion de Tushino n°500 (où des spécialistes allemands étaient logés dans un service de camp spécial organisé sur le territoire de l'usine).<sup>1007</sup> Comme il ressort de son certificat médical, Christian Manfred est arrivé du camp de prisonniers de guerre n°259 le 29 janvier 1946, tellement épuisé que seule l'aide de médecins lui a sauvé la vie. En fait, il est devenu infirme. La commission médicale tenue le 18 mars 1946 le reconnut comme handicapé du 3<sup>ème</sup> groupe.<sup>1008</sup>

En juin 1950, avec un groupe de spécialistes allemands, Christian Manfred a été transporté de l'usine n°16 de Kazan à Kuibyshev, à l'usine n°2<sup>1009</sup>. Et quelque chose d'extraordinaire s'est produit. Les prisonniers de guerre allemands ont refusé de travailler à l'usine n°2, ont exigé d'être libérés et immédiatement envoyés en Allemagne.<sup>1010</sup>

---

<sup>1007</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 105п, inv. 16, d. 2. « L'arrêté du ministre de l'industrie aéronautique de l'URSS n°676 « top secret » sur les mesures d'accueil et de placement de spécialistes allemands dans les usines pilotes n°1 et n°2 et dans le bureau d'études de l'usine n°500. Le 22 octobre 1946 » (« Prikaz ministra aviacionnoj promyšlennosti SSSR № 676ss o meropriâtiâh po priemu i razmešeniû nemeckih specialistov na opytnyh zavodah № 1 i № 2 i OKB zavoda № 500. 22 oktâbrâ 1946 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, Les spécialistes de l'aviation allemande à Kuibyshev dans les premières années d'après-guerre (1946-1953). Le recueil de documents (Nemeckie aviacionnye specialisty v g. Kujbyševe v pervye poslevoennye gody (1946-1953). Sbornik dokumentov), Samara, Izd-vo AsGard, 2010.

<sup>1008</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 460п., d. 92127.

<sup>1009</sup> « L'extrait de l'arrêté n°426 « top secret » du ministre de l'industrie aéronautique de l'URSS sur le transfert de spécialistes allemands de l'usine n°16 (Kazan) à Kuybishev. Le 13 juin 1950 » (« Vypiska iz prikaza № 426ss/ov ministra aviacionnoj promyšlennosti SSSR o perevode nemeckih specialistov s zavoda № 16 (g. Kazan') v g. Kujbyšev. 13 iûnâ 1950 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, Les spécialistes de l'aviation allemande à Kuibyshev dans les premières années d'après-guerre (1946-1953). Le recueil de documents (Nemeckie aviacionnye specialisty v g. Kujbyševe v pervye poslevoennye gody (1946-1953). Sbornik dokumentov), Samara, Izd-vo AsGard, 2010, p. 227.

« La lettre du gestionnaire responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 au sous-ministre de l'industrie aéronautique M.M. Lukin sur la modification des salaires des spécialistes allemands transférés de l'usine n°500. Le 27 juin 1950 » « Pis'mo otvetstvennogo rukovoditelâ i glavnogo konstruktora opytnogo zavoda № 2 zamestitelû ministra aviacionnoj promyšlennosti M.M. Lukinu ob izmenenii okladov nemeckim specialistam, perevedennym s zavoda № 500. 27 iûnâ 1950 ». Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 230.

« L'arrêté n°254 du directeur responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 sur l'harmonisation des salaires des travailleurs étrangers arrivés du bureau d'études de l'usine n°500 avec les salaires actuels à l'usine. Le 26 mai 1951 » (« Prikaz № 254 otvetstvennogo rukovoditelâ i glavnogo konstruktora opytnogo zavoda № 2 o privedenii zarabotnoj platy inostrannyh rabočih, pribyvših iz OKB zavoda № 500, v sootvetstvie s dejstvuûšej na zavode oplatoj truda. 26 maâ 1951 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 252.

<sup>1010</sup> « La note du chef responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 au secrétaire du comité régional du VKP(b) de Kuibyshev A.M. Puzanov sur l'arrivée à l'usine d'un groupe de spécialistes étrangers parmi les prisonniers de guerre, leur refus de travailler et la résolution de la question de leur séjour à l'usine. Le 14 juillet 1950 » (« Dokladnaâ zapiska otvetstvennogo rukovoditelâ i glavnogo konstruktora opytnogo zavoda № 2 sekretarû

Le 14 juillet 1950, le fonctionnaire du parti Kuznetsov a adressé un mémorandum<sup>1011</sup> à ce sujet au secrétaire du comité régional de Kuibyshev du VKP(b) A.M. Puzanov. Concernant

---

Kujbyševskogo obkoma VKP(b) A.M. Puzanovu o pribytii na zavod gruppy inostrannyh specialistov iz čisla voennoplennyh, ih otkaze ot raboty i rešenii voprosa o prebyvanii ih na zavode. 14 iûlâ 1950 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 366. « D'après la note de l'usine pilote n°2 sur l'opportunité d'envoyer des spécialistes allemands en Allemagne. Le 25 juin 1951 » (« Iz spravki opytnogo zavoda № 2 o celesoobraznosti otpravki nemeckih specialistov v Germaniû. 25 iûnâ 1951 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 256.

« La lettre du sous-ministre de l'industrie aéronautique de l'URSS P.V. Dementiev au directeur responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 N.D. Kuznetsov sur les modalités d'envoi de spécialistes allemands en Allemagne. Le 3 septembre 1951 » « Pis'mo zamestitelâ ministra aviacionnoj promyšlennosti SSSR P.V. Dement'eva otvetstvennomu rukovoditelû i glavnomu konstrukturu opytnogo zavoda № 2 N.D. Kuznecovu o meropriâtiâh po organizacii otpravki nemeckih specialistov v Germaniû. 3 sentâbrâ 1951 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 257.

« L'arrêté n°568 du directeur responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 sur le plan d'action pour l'envoi d'un groupe de spécialistes étrangers. Le 19 novembre 1951 » (« Prikaz № 568 otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 o plane meropriâtij po otpravke gruppy inostrannyh specialistov. 19 noâbrâ 1951 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 259.

« De la note explicative au rapport de l'usine pilote n°2 pour l'année de 1951 sur le nombre de spécialistes allemands, sur les normes de production et les qualifications du personnel. Le 19 janvier 1952 » (« Iz ob"âsnitel'noj zapiski k otčetu opytnogo zavoda № 2 za 1951 god o količestve nemeckih specialistov, vypolnenii norm vyrabotki i kvalifikacii. 19 ânvarâ 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 254.

« D'après le rapport de l'usine pilote n°2 pour 1951 sur le nombre total d'ingénieurs à l'usine. Le 25 janvier 1952 » (« Iz otčeta opytnogo zavoda № 2 za 1951 god ob obšcej čislenности ИТР на заводе. 25 января 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 268.

« La lettre du directeur général et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 au vice-président du Conseil des ministres de l'URSS N.A. Boulganine concernant l'accélération du transfert des spécialistes allemands vers l'industrie non classifiée. Le 6 mars 1952 » (« Pis'mo otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 zamestitelû Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR N.A. Bulganinu ob uskorenii perevoda nemeckih specialistov v nesekretnuû promyšlennost'. 6 marta 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 269.

« L'ordre n° 246 du directeur général et concepteur en chef de l'usine expérimentale n° 2 pour exprimer sa gratitude aux spécialistes allemands. Le 30 avril 1952 » (« Prikaz № 246 otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 ob ob"âvlenii blagodarnosti nemeckim specialistam. 30 aprilâ 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 270.

« La lettre du directeur général et concepteur en chef de l'usine pilote n°2 au vice-ministre de l'industrie aéronautique de l'URSS, V.P. Balandin concernant l'envoi prévu de spécialistes allemands en Allemagne. Le 21 juin 1952 » (« Pis'mo otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 zamestitelû ministra aviacionnoj promyšlennosti SSSR V.P. Balandinu o planiruemoj otpravke nemeckih specialistov v Germaniû. 21 iûnâ 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 272.

« L'arrêté n° 475 du directeur responsable et concepteur en chef de l'usine pilote n° 2 sur le transfert de l'ouvrier allemand M. Knipper au salaire à la pièce pour non-respect systématique des normes de production. Le 31 juillet 1952 » (« Prikaz № 475 otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 o perevode na sdel'nuû oplatu truda nemeckogo rabočego M. Knippера за систематическое невыполнение норм vyrabotki. 31 iûlâ 1952 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 273.

« L'extrait du rapport de 1952 de l'usine expérimentale n° 2 sur la proportion de spécialistes allemands par rapport au nombre total de personnes travaillant dans l'usine et sur le salaire moyen. Le 21 janvier 1953 » (« Iz otčeta opytnogo zavoda № 2 za 1952 god o sootnošenii nemeckih specialistov k obšemu količestvu, rabotaûsîh na zavode i srednej zarplate. 21 ânvarâ 1953 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 274.

« L'extrait d'un certificat de l'usine expérimentale n° 2 concernant la présence de spécialistes allemands dans l'usine. Le 22 mai 1953 » (« Iz spravki opytnogo zavoda № 2 o naličii nemeckih specialistov na zavode. 22 maâ 1953 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 275.

<sup>1011</sup> « Le rapport du directeur général et concepteur en chef de l'usine pilote n° 2 au secrétaire du comité régional de Kuibyshev du VKP(b) A.M. Puzanov concernant l'arrivée d'un groupe de spécialistes étrangers parmi les prisonniers de guerre à l'usine, leur refus de travailler et la décision de soit les laisser à l'usine ou pas. Le 14 juillet 1950 » (« Dokladnaâ zapiska otvetstvennogo rukovoditelâ i glavного konstruktora opytnogo zavoda № 2 sekretarû Kujbyševskogo obkoma VKP(b) A.M. Puzanovu o pribytii na zavod gruppy inostrannyh specialistov iz čisla voennoplennyh, ih otkaze ot raboty i rešenii voprosa o prebyvanii ih na zavode. 14 iûlâ 1950 »). Dans L.Û. POKROVSKAÂ, *op. cit.*, p. 366.

le conflit avec le groupe de spécialistes étrangers parmi les prisonniers de guerre arrivés à l'usine n°2 et leur refus de travailler, il rapporte :

« [...] un groupe de spécialistes étrangers composé de huit personnes et d'une personne à charge sont arrivés à l'usine le 10 juillet :

1. Christian Manfred Rudolf, docteur en sciences techniques.
2. Mayer Michael Viktor, technicien (traducteur).
3. Jordan Bodo Karl, ingénieur.
4. Zenke Paul Ernst, ingénieur non certifié.
5. Schicht Alfred Josef, ingénieur.
6. Frese Fritz, ingénieur.
7. Kastens Karl Hermann, ingénieur.
8. Eberschultz Fridrich Paul, ingénieur.
9. Christian Wolfgang Manfred, fils du Dr Christian Manfred Rudolf.

Le 11 juillet, ils ont été invités chez le directeur adjoint à l'embauche afin de les inscrire au travail. Tous ont refusé l'offre de remplir des questionnaires d'enregistrement à l'usine arguant qu'ils étaient prisonniers de guerre et devaient être rapatriés en Allemagne. Le Dr Christian Manfred a déclaré qu'ils ne considéraient pas le gouvernement de la République démocratique allemande comme le leur, qu'ils ne l'avaient pas élu. De plus, tous ne sont pas originaires de l'Est, mais des zones occidentales de l'Allemagne. De plus, ils ne considèrent pas le gouvernement soviétique et le gouvernement de la RDA comme compétents pour décider du sort des prisonniers de guerre de la zone ouest de l'Allemagne.<sup>1012</sup> »

Exigeant son rapatriement, Christian Manfred a déclaré que conformément aux obligations de l'URSS envers les gouvernements de Grande-Bretagne, des États-Unis et de France, le rapatriement des prisonniers de guerre aurait dû être achevé dès 1948. Ces revendications critiques ont suffi à Christian Manfred pour être arrêté et condamné (le 28 juillet 1951) à 10 ans de camp de travail forcé. Tous les spécialistes allemands du groupe (à l'exception de Christian Manfred) ont vu leur demande rejetée et ont continué à travailler à l'usine n°2. Christian Manfred a purgé sa peine à *Sevvostlag* près de Magadan. Au camp de travail de *Sevvostlag*, dans le territoire de Khabarovsk, il a reçu une qualification d'handicap de 2<sup>ième</sup> groupe (plus forte que l'invalidité de 3<sup>ième</sup> groupe obtenue après son séjour dans le camp n°259) et il a été envoyé au camp de travail de Nizhne-Amur. Après la mort de I. Staline, le 27 mars 1953, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS a publié un décret d'amnistie selon lequel 2 219 citoyens étrangers condamnés par des tribunaux militaires devaient être libérés de prison. Il a fallu plus de deux ans après la publication du décret pour qu'il parvienne aux exécuteurs, et le 28 septembre 1955, Christian Manfred a finalement été libéré « en avance sur le

---

<sup>1012</sup> *Idem.*

calendrier ». Le 24 décembre 1955 Christian Manfred a pu repartir pour l'Allemagne après dix ans passés en URSS.<sup>1013</sup>

Le groupe de Christian Manfred placé dans le bureau d'études sous la direction de Sergey Kolosov a créé un turbomoteur avec une turbine de puissance d'une capacité de 5200 chevaux-vapeur. Le premier torpilleur en URSS équipé d'un moteur à réaction Kolosov est devenu l'ancêtre des torpilleurs à turbine à gaz en URSS. Pour la création et la mise en œuvre de moteurs à turbine à gaz pour les navires de guerre, Kolosov a reçu le prix Staline, et il était interdit de mentionner le nom du véritable créateur du projet de moteur, l'académicien Christian Manfred. A cette date Christian Manfred n'était pas encore réhabilité. Et sur l'académicien allemand qui a ouvert une nouvelle page en URSS dans la création de torpilleurs à réaction, les non-spécialistes ne savent rien.<sup>1014</sup>

Outre l'internement, une autre méthode de transfert des ressources intellectuelles s'est généralisée. Les spécialistes allemands qui travaillaient dans les entreprises soviétiques de la zone occupée étaient simplement envoyés pour un long voyage d'affaires en URSS (et soit de force, enlevés littéralement de leur lit au milieu de la nuit, soit en signant un accord). Une pratique similaire existait en Union soviétique dès avant la guerre. Ensuite, tout spécialiste pouvait être déplacé d'une installation industrielle à une autre même à des centaines ou des milliers de kilomètres de chez lui.

En avril 1946, le Conseil des ministres de l'URSS a adopté une résolution sur le transfert de tous les travaux scientifiques menés sur des sujets militaires sur le territoire de la zone d'occupation allemande vers l'Union soviétique. La nécessité d'une telle action a été associée à l'adoption à la conférence de Yalta par les dirigeants de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne en février 1945 de la décision « ... de retirer ou de détruire tout l'équipement militaire allemand, de liquider ou de prendre le contrôle de toute l'industrie allemande, qui pourrait être utilisée pour créer une production militaire »<sup>1015</sup>. Et par conséquent, environ 7000 spécialistes, sans compter les membres de leur famille, ont été emmenés en URSS.

---

<sup>1013</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 460п, d. 92127 ; RGVA, f. 461п, d. 194857. Dans V. I. SIMONENKOV (dir.), *Le sort des scientifiques dans les prisons spéciales de Staline : documents d'archives déclassifiés* (Sud'ba učenyh v Stalinskih spectūr'mah : rassekrečennye materialy arhivov), Moscou, Lennex Corp, 2013. Voir aussi : SOGASPI (Archives régionales d'État d'histoire socio-politique de Samara), f. 656, inv. 70, d. 24, l. 88-91.

<sup>1014</sup> RGAVMF (Archives d'Etat russes de la marine), f. 406, f. 433, f. P-352.

<sup>1015</sup> S. V. ČERTOPRUD, *L'intelligence scientifique et technique de Lénine à Gorbatchev* (Naučno tehničeskāā razvedka ot Lenina do Gorbačeva), Moscou, OLMA PRESS, 2002, p. 233.

La deuxième « cible » pour la création du portrait prosopographique est Nikolaus Riehl, «spécialiste de la production d'uranium, de terres rares et de substances lumineuses »<sup>1016</sup>. Il fut plus « chanceux » que Christian Manfred. Il a été emmené hors d'Allemagne et a commencé immédiatement à travailler au bureau d'études, évitant ainsi le camp des prisonniers de guerre. Pour son travail sur le projet de bombe atomique soviétique, il a reçu le prix Staline du premier degré, le prix Lénine et l'Ordre du Drapeau rouge du Travail (ses mérites ont été reconnus) tout en continuant à travailler derrière des barbelés. Son départ de l'URSS à l'achèvement de sa « carrière » en URSS n'a pas été si douloureux. De retour en Allemagne en 1955, il a rejoint l'équipe d'Heinz Maier-Leibnitz sur ses travaux de réacteur nucléaire à l'université technique de Munich (THM).

Donc, voilà un portrait prosopographique d'un spécialiste allemand qui s'est trouvé sur le sol soviétique juste après la guerre: il a un métier très prisé avant-guerre dans une industrie prometteuse – il passe par un camp d'internement en URSS (ou un camp de prisonniers de guerre) – il est consciencieux et il travaille fructueusement (en raison de son niveau élevé d'éducation et des circonstances de force majeure, l'obligeant à travailler avec acharnement) dans un des bureaux d'études ou instituts de recherche germano-soviétiques pendant 10 ans (jusqu'en 1953 - 1955), jusqu'à son départ en Allemagne.

A cette présentation, il est possible d'ajouter des nuances mais ces dernières ne changent rien au tableau d'ensemble. On estime qu'en 1948 il y avait 200 000 Allemands en Union soviétique.

« [...] ce sont les spécialistes eux-mêmes et les membres de leurs familles. Le premier grand groupe, principalement des scientifiques nucléaires, a été expulsé d'Allemagne vers l'URSS entre mai et septembre 1945. Le second groupe, également des scientifiques nucléaires et des spécialistes de fusées, est arrivé dans le cadre de la campagne OSOAVIAKHIM [...] au début du mois d'octobre 1946. Enfin, le troisième groupe, composé de dizaines d'ingénieurs chimistes de l'ancien groupe chimique militaire allemand *IG Farben*, est arrivé en septembre 1947.<sup>1017</sup> »

---

<sup>1016</sup> AP RF (Archives du président de la Fédération de Russie), f. 93, d. 134/46, l. 1-14. « La lettre de A.P. Zavenyagin à L.P. Beria sur l'état des travaux sur l'utilisation de l'énergie atomique en Allemagne et une liste de spécialistes allemands engagés dans les travaux en Union soviétique. Le 8 janvier 1948 » (« Spisok nemeckih specialistov, rabotaûsîh v Sovetskom Soûze ». Pis'mo A.P. Zavenâgina L. P. Beriâ s predstavleniem spravki o sostoânii rabot po ispol'zovaniû atomnoj ènergii v Germanii i spiska nemeckih specialistov, rabotaûsîh v Sovetskom Soûze. 8 ânvarâ 1948 »). Dans L.D. RÂBEVA (dir.), *Le Projet atomique de l'URSS : Documents et matériaux*, dans 3 vol. (Atomnyj proekt SSSR : Dokumenty i materialy, v 3 tomah), vol. 2 : La bombe atomique. 1945 – 1954, Sarov, RFÂC – VNIIEF, 2000, p. 378.

<sup>1017</sup> M. I. SEMIRÂGA, *Comment nous avons gouverné l'Allemagne ? (Kak my upravlâli Germaniej?)*, Moscou, 1995, pp. 142-143.  
S. V. ĆERTOPRUD, *L'intelligence scientifique et technique de Lénine à Gorbatchev* (Naučno tehniĉeskaâ

Les spécialistes déportés travaillaient dans 31 entreprises de 9 ministères soviétiques.<sup>1018</sup> Des tentatives de déportation scientifique-technique ont été menées en parallèle par un certain nombre de ministères soviétiques qui disposaient de leurs propres bureaux scientifiques dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne. Cette pratique consistant à « attirer » des spécialistes allemands était répandue dans l'URSS d'après-guerre.

En juillet 1947, la résolution du Conseil des ministres de l'URSS *Sur les mesures pour le développement de la recherche scientifique et des travaux expérimentaux dans la technologie de la télévision et la radiovision* a été publiée<sup>1019</sup>. Par cette résolution le Conseil des ministres de l'URSS a ordonné au ministère de l'Industrie de Communications de créer à Leningrad un *Institut de recherche sur la technologie de la télévision et la technologie de la radio-visuelle* sur la base d'équipements et de spécialistes : a) du laboratoire technique (Arnstadt, Allemagne) ; b) Institut de télévision (Leningrad, URSS) ; c) Bureau de conception spécialisé - SKB n°833 (Frâzino, URSS). *L'Institut de recherche sur la technologie de la télévision et la technologie de la radio-visuelle* s'est vu attribuer l'immatriculation *Institut de recherche - 380*<sup>1020</sup>.

Le ministère de l'Intérieur et le SVAG ont été obligés de déporter d'Allemagne vers l'Union soviétique en octobre 1947 100 spécialistes allemands et 25 travailleurs hautement qualifiés en technologie de la télévision employés dans les entreprises de la société par actions d'État soviétique *Izolyator* (qui réunissaient l'usine de *Siemens-Radio*, l'institut de la télévision de la ville d'Arnstadt et les succursales situées dans les villes de Gera, Langevesen et Steinbach, ainsi que le laboratoire physique et technique de la société *AEG* à Thalheim et dans le village de Gornsdorf), avec leurs familles et avec tous leurs biens ménagers. Le ministère de l'Intérieur de l'URSS prévoyait de réaliser cette opération d'exportation de spécialistes allemands vers l'URSS au début de février 1948. Cependant, le commandant en chef du SVAG, le maréchal de l'Union soviétique, Sokolovski, protesta contre l'exportation de spécialistes allemands vers l'Union soviétique, arguant du fait que la résolution du Conseil des ministres n'en faisait pas

---

razvedka ot Lenina do Gorbačëva), Moscou, OLMA PRESS, 2002, p. 234.

<sup>1018</sup> *Idem.*

<sup>1019</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 7, d. 39, l. 163-166. La résolution du Conseil des ministres de l'URSS du 14 juillet 1947 n°2477-758 « top secret » *Sur les mesures pour le développement de la recherche scientifique et les travaux expérimentaux dans la technologie de la télévision et la radiovision* (« Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR ot 14 iûlâ 1947 goda № 2477-758 ss *O meropriâtiâh po razvitiû naučno-issledovatel'skikh i opytnyh rabot po televizionnoj tehnikë i radiovideniû* »).

<sup>1020</sup> CGANTD SPb, f. P-51. « L'institut de recherche scientifique du ministère des Communications de l'URSS. Léninegrad. 1946-1975 » (« Vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij institut televideniâ Ministerstva promyšlennosti sredstv svâzi SSSR. Leningrad. 1946-1975 »).



état, mais proposait de conclure un contrat avec les Allemands et de ne déplacer que ceux qui le souhaitent.<sup>1021</sup>

Le ministère de l'Intérieur a jugé l'argumentation de Sokolovski peu convaincante car « l'ordre du ministère de l'Intérieur de l'URSS n'était pas de limiter l'envoi des spécialistes allemands en URSS à ceux qui étaient volontaires »<sup>1022</sup>. Et la résolution de Molotov sur le document était la suivante : « Prenez-les sans conclure de contrats individuels ». Cela revenait en fait à les déporter en URSS.<sup>1023</sup>

Le 6 novembre 1947, une résolution du Conseil des ministres de l'URSS a été signée sur l'exportation de l'Allemagne pour des travaux supplémentaires en URSS de spécialistes de la construction navale allemande se trouvant dans la zone soviétique (le bureau d'Antipin fut responsable pour ce projet de la construction d'un sous-marin). Pour mener à bien les mesures préparatoires à l'envoi des spécialistes allemands, le ministère de l'Intérieur de l'URSS a envoyé un groupe d'agents spéciaux en Allemagne. En vue de la déportation des spécialistes allemands, il a été constaté que 13 sur 17 des spécialistes les plus « précieux » vivaient dans les zones britannique, américaine et française de Berlin. À cet égard, le ministère de l'Intérieur de l'URSS a informé le ministère de la Construction navale (en la personne de ministre Goreglâd) que l'expulsion forcée de spécialistes allemands des zones des « alliés » provoquerait des calomnies antisoviétiques dans la presse réactionnaire allemande ou que les « alliés » pourraient protester à ce sujet. Il était donc nécessaire de signaler cette question au gouvernement pour recevoir des consignes appropriées. Le ministère de la construction navale de l'URSS a maintenu son point de vue sur l'exportation de spécialistes allemands qui ne vivaient pas dans la zone soviétique de Berlin.<sup>1024</sup>

---

<sup>1021</sup> GA RF, f. P-9401, inv. 2, d. 203, l. 330-331. « La note du ministre des Communications G.V. Alekseenko, le premier adjoint du ministre de l'Intérieur I.A. Serov au vice-président du Conseil des ministres de l'URSS V.M. Molotov sur le transfert d'Allemagne en Union soviétique de spécialistes allemands de la télévision et de la radio. Le 20 février 1948 » (« Dokladnaâ zapiska ministra promyšlennosti sredstv svâzi G.V. Alekseenko, pervogo zam. Ministra vnutrennih del I.A. Serova zam. Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR V.M. Molotovu o vyvoze iz Germanii v Sovetskij Soûz nemeckih specialistov po televideniû i radiovešaniû. 20 fevralâ 1948 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 205-206.

<sup>1022</sup> *Idem.*

<sup>1023</sup> *Idem.*

<sup>1024</sup> GA RF, f. P-9401, inv. 2, d. 171, l. 406-407. « Le 13 décembre 1947. Le mémorandum du ministre de l'Intérieur de l'URSS S.N. Kruglov et du premier vice-ministre I.A. Serov à I.V. Staline sur l'exportation de spécialistes allemands de la construction navale sous-marine d'Allemagne vers l'Union soviétique » (« 13 dekabrà 1947 g. Dokladnaâ zapiska ministra vnutrennih del SSSR S. N. Kruglova, pervogo zam. ministra I.A. Serova I.V. Stalinu o vyvoze iz Germanii v Sovetskij Soûz nemeckih specialistov podvodnogo korablestroeniâ »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 202.

GA RF, f. P-9404, inv. 2, d. 207, l. 111-112. « Le 2 avril 1948. Le mémorandum du ministre de l'Intérieur de l'URSS S.N. Kruglov au député de Président du Conseil des ministres de l'URSS L.P. Beria à propos de l'envoi vers l'Union soviétique de spécialistes allemands de l'industrie de la construction navale habitant dans les secteurs

Le ministre de l'Intérieur S.N. Krouglov a alors envoyé une note à I.V. Staline demandant ses instructions à cet égard et proposant une solution au problème, à savoir : « emmener les spécialistes allemands de Blankenberge (Saxe-Anhalt), où ils travaillent, sans leurs familles. Plus tard les spécialistes allemands exportés pourront eux-mêmes prévenir leurs familles pour qu'elles viennent vivre en URSS »<sup>1025</sup>.

Le ministre de l'Intérieur de l'URSS est revenu sur la question de l'exportation de spécialistes allemands en avril 1948 s'adressant au président du Conseil des ministres de l'URSS L.P. Beria. Krouglov a été obligé de demander des explications visant à la clarification du sujet, car dans les rangs des dirigeants soviétiques, il n'y avait pas de position unique concernant les formes et les méthodes à mettre en œuvre pour mener la déportation scientifique et technique. Ainsi, Krouglov note que le Commandant en chef de l'administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG), le camarade Sokolovski, « s'oppose à l'exportation forcée de spécialistes allemands d'Allemagne, sur la base de considérations politiques, comme il l'a rapporté par télégramme adressé au camarade I.V. Staline et au camarade V.M. Molotov »<sup>1026</sup>.

De plus, Krouglov tente d'abandonner cette mission, affirmant qu'il n'y avait pas de certitude totale qu'il serait possible de retirer des spécialistes allemands des zones britannique, américaine et française de Berlin, car

« [...] selon les données disponibles au ministère de l'Intérieur de l'URSS, la police militaire de ces zones arrête les voyageurs dont les buts de visite sont leurs affaires personnelles. [De plus,] le ministère de l'Intérieur de l'URSS n'a pas d'appareil opérationnel en Allemagne, ni de troupes opérationnelles de protection. Par conséquent, en cas de décision positive sur cette exportation d'un groupe de spécialistes allemands de Berlin vers l'URSS pour le ministère de la construction navale, comme prévu par la

---

Ouest de Berlin » (« 2 aprèlâ 1948 г. Dokladnaâ zapiska ministra vnutrennih del SSSR S.N. Kruglova zam. Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR L.P. Berii o vyvoze v Sovetskij Soûz nemeckih specialistov sudostroitel'noj promyšlennosti, proživaûših v zapadnyh sektorah Berlina »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 207-208.

<sup>1025</sup> GA RF, f. P-9401, inv. 2, d. 171, l. 406-407. « Le 13 décembre 1947. Le mémorandum du ministre de l'Intérieur de l'URSS S.N. Krouglov et du premier vice-ministre I.A. Serov à I.V. Staline sur l'exportation de spécialistes allemands de la construction navale sous-marine d'Allemagne vers l'Union soviétique » (« 13 dekabrà 1947 г. Dokladnaâ zapiska ministra vnutrennih del SSSR S. N. Kruglova, pervogo zam. ministra I.A. Serova I.V. Stalinu o vyvoze iz Germanii v Sovetskij Soûz nemeckih specialistov podvodnogo korablestroeniâ »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 202.

<sup>1026</sup> GA RF, f. P-9404, inv. 2, d. 207, l. 111-112. « Le 2 avril 1948. Le mémorandum du ministre de l'Intérieur de l'URSS S.N. Krouglov à l'attention du député de Président du Conseil des ministres de l'URSS L.P. Beria à propos de l'envoi vers l'Union soviétique de spécialistes allemands de l'industrie de la construction navale habitant dans les secteurs Ouest de Berlin » (« 2 aprèlâ 1948 г. Dokladnaâ zapiska ministra vnutrennih del SSSR S.N. Kruglova zam. Predsedatelâ Soveta Ministrov SSSR L.P. Berii o vyvoze v Sovetskij Soûz nemeckih specialistov sudostroitel'noj promyšlennosti, proživaûših v zapadnyh sektorah Berlina »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, pp. 207-208.

résolution du Conseil des ministres de l'URSS du 6 novembre 1947, je demande que le ministère de l'Intérieur soit libéré de cette résolution.<sup>1027</sup> »

On ne peut que faire des hypothèses sur la manière dont la question du transfert des spécialistes allemands de la construction navale a été résolue. Mais nous avons toutefois à notre disposition le contrat d'embauche du spécialiste autrichien Dr. F. Statečnyj pour un travail dans un bureau d'études spécial à Leningrad<sup>1028</sup>. L'accord a été signé à Blankenberge le 18 juin 1948 pour une durée de cinq ans. Du côté russe, l'accord a été signé par A.A. Antipin, un représentant de l'administration militaire soviétique en Allemagne et autorisé par le ministère de la construction navale. Le spécialiste autrichien F. Statečnyj accepte de servir dans sa spécialité pendant cinq ans au *Bureau spécial de design* (le SKB). La direction du SKB versait un salaire mensuel au spécialiste autrichien Dr. Friedrich Statečnyj d'un montant de six mille roubles en monnaie soviétique. Pendant son travail en Union soviétique un spécialiste autrichien est autorisé, à sa demande, à emmener avec lui sa famille composée de 5 personnes (une femme et quatre enfants) et des biens en quantité illimitée, y compris une voiture. Il avait également la possibilité, à l'expiration du contrat, d'emporter avec lui dans son pays d'origine tous ses biens personnels, y compris son automobile.

L'administration du bureau met à la disposition du spécialiste autrichien Dr. F. Statečnyj, qui part pour l'URSS, un appartement de quatre pièces à Leningrad. Dr. F. Statečnyj au moment du départ, reçoit entre ses mains : une indemnité forfaitaire de huit mille marks, une ration de deux semaines tant pour lui-même que pour tous les membres de la famille partant avec lui. Tous les frais associés au paiement des billets de train lorsqu'un spécialiste déménage étaient à la charge de l'administration militaire soviétique en Allemagne.<sup>1029</sup>

Selon les statistiques (*Figure 5*), en 1945 les employés soviétiques recevaient en moyenne 504 roubles par mois. En 1950, leurs salaires atteignaient en moyenne 683 roubles par mois. Dans ce contexte, le salaire mensuel de F. Statečnyj, de 6000 roubles, semble très impressionnant.

---

<sup>1027</sup> *Idem.*

<sup>1028</sup> GA RF, f. P-7133, inv. 1, d. 29, l. 7-8. « Blankenberge/Harz. Le contrat de travail du spécialiste autrichien Dr. Friedrich Statečnyj sur le travail dans un bureau d'études spécialisé à Leningrad. Le 8 juin 1948 » («Blankenburg/Garc. Trudovoj dogovor avstrijskogo specialista doktora F. Statečnogo o rabote v special'nom konstruktorskome būro v g. Leningrade. 8 iūnâ 1948 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op. cit.*, p. 209-210.

<sup>1029</sup> *Idem.*

Figure 5. Salaires mensuels moyens par branches de l'économie nationale URSS<sup>1030</sup>

	(roubles mensuellement)							
	1940	1945	1950	1951	1952	1953	1954	1955
En général en l'économie nationale	339	442	646	661	674	684	699	711
Industrie	358	495	726	740	754	762	792	807
Construction	337	411	599	638	655	676	711	742
Agriculture	229	223	386	392	420	428	440	458
Commerce	261	288	486	490	505	518	556	553
Éducation	337	488	697	715	722	733	739	742
Santé publique	255	394	485	492	499	504	509	521
Institutions de crédit et d'assurance	333	512	664	675	682	691	693	700
Appareils d'État	387	504	683	694	710	735	768	796

Ainsi, les conséquences de ce transfert pour les scientifiques eux-mêmes pouvaient être multiples. Pour certains d'entre eux, le déménagement en URSS a pu signifier une meilleure qualité de vie pour eux-mêmes et les membres de leur famille. Pour un grand nombre d'autres scientifiques, souvent déplacés de force vers l'URSS, cela signifiait le travail forcé derrière des barbelés. Les défenses contre l'arbitraire du Léviathan soviétique pourraient être liées à la valeur scientifique du spécialiste mais aussi au hasard, bien évidemment.

## B. Le transfert de technologies intellectuelles en forme de brevets de l'Allemagne vers l'URSS

Pour l'URSS, l'une des formes importantes de l'indemnisation des dommages de guerre fut le transfert des brevets de l'Allemagne vers l'Union soviétique.

Selon une règle de bon sens, il devait y avoir une corrélation directe entre la rigueur du système de brevets et le rythme du progrès technologique dans tel ou tel pays. Plus le système de brevets est efficace, plus les incitations à la recherche dans la société sont importantes et donc plus de brevets sont délivrés<sup>1031</sup>. Et à l'inverse, il est probable que le nombre de brevets délivrés puisse être un indicateur du sens de transfert technologique : selon toute vraisemblance, d'un pays avec plus de brevets vers un pays avec moins de brevets.

Dans le sous-chapitre qui va suivre nous allons nous pencher sur la question de savoir dans quelle mesure le transfert des brevets de l'Allemagne occupée vers l'URSS a été un succès. À cette fin, nous identifierons la place de l'URSS dans la liste des brevets protégés en matière de découvertes les plus importantes dans la sidérurgie. Nous analyserons ensuite brièvement

<sup>1030</sup> RGAE, f. 1562, inv. 41, d. 113, l. 161-161 verso.

<sup>1031</sup> A.I. PLUŽNIK, *L'histoire du développement des institutions de brevet dans la Russie (L'origine du commerce des brevets avant la réforme bourgeoise de 1870)* (Istoriâ razvitiâ patentovedeniâ v gosudarstvennyh učreždeniâh Rossii (Zaroždenie patentnogo dela do ego buržuaznoj reformy 1870 goda)), Thèse d'un doctorat en sciences historiques, M., 1969, pp. 290-291.

les spécificités des systèmes de brevets en Russie/URSS et en Allemagne. Enfin, nous répondrons à la question posée en nous appuyant sur les éléments factuels et sur l'analyse des différences entre les approches de protections des brevets dans les pays occidentaux et en URSS.

### *Les brevets et les grandes découvertes dans la sidérurgie*

On dispose de statistiques historiques (séries chronologiques) des brevets collectés par le WIPO, le forum mondial pour l'information et la coopération en matière de propriété intellectuelle (PI).

*Figure 6. Pays du monde en nombre de brevets d'invention délivrés en 1889-1912*<sup>1032</sup>

	Russie	Etats-Unis	Allemagne	France	Royaume-Uni	Au total
1898	2994	33915	20321	12807	27659	94702
1899	3288	38937	6637	13114	25786	84474
1900	3064	39673	21925	12789	23922	98309
1901	3144	44088	25165	12493	26777	108523
1902	3371	48320	26965	12565	28976	116826
1903	3414	49289	28313	13062	28832	119496
1904	2824	51169	28360	13293	29673	122495
1905	2608	54034	30085	13700	27478	125297
1906	2872	55676	33822	14217	30002	133717
1907	3287	57679	33716	14282	29040	134717
1908	3581	60142	40312	14893	28598	143945
1909	3950	64408	44411	15236	30603	154658
1910	4335	63293	45209	15966	30338	154806
1911	4695	67587	44929	16250	29353	158119
1912	4905	69126	45815	16834	30089	161864
Au total	52332	797336	475985	211501	427126	1911948
<b>Au total, %</b>	<b>3%</b>	<b>41%</b>	<b>24%</b>	<b>11%</b>	<b>21%</b>	<b>100%</b>

Les chiffres de la *Figure 6* montrent qu'à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle où les cadres institutionnels des systèmes de brevets en Russie et dans les pays occidentaux (USA, Allemagne, France, Grande-Bretagne) ont été formalisés et que jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, la Russie occupait la dernière place dans le nombre de brevets (3% du nombre total de brevets déposés). Les États-Unis arrivaient au premier rang (41%), suivis par l'Allemagne (24%), la Grande-Bretagne (21%) et la France (11%). Conformément aux hypothèses que nous avons faites sur la direction des flux des innovations, la Russie devrait être

<sup>1032</sup> En ligne : <https://www.wipo.int/ipstats/en/#resources>

Cet ensemble de données pour chacun des pays mentionnés dans le tableau comprend des « données par office », ce qui signifie que les données indiquent le nombre de brevets délivrés dans le pays aux déposants résidant dans ce pays ainsi qu'aux déposants – natifs de ce pays-même résidant à l'extérieur du pays.

plutôt la bénéficiaire des technologies intellectuelles occidentales. Et elle garde ce statut de bénéficiaire dans les années d'entre-deux-guerres (voir la *Figure 7*).

*Figure 7. URSS et États-Unis par nombre de brevets délivrés pour des inventions, 1928-1940*<sup>1033</sup>

	1928	1929	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
USSR	13003	22195	19300	20800	18600	29100	23600	22900	9300	8900	14000	3900
Etats-Unis	87837	89969	89848	67172	56694	56882	58344	62770	65416	66851	64182	60836
Taux des brevets délivrés en Russie par rapport aux ceux aux Etats-Unis	15%	25%	21%	31%	33%	51%	40%	36%	14%	13%	22%	6%

L'analyse des découvertes les plus notables dans la sidérurgie au XIX siècle et du pays qui a produit l'invention (*Figure 8*) montre que la Russie ne figure pas sur cette liste de pays ayant fait des découvertes majeures dans la métallurgie des métaux ferreux.

*Figure 8. Grandes découvertes dans la sidérurgie au XIX siècle*

Découverte	Date de la découverte	Pays où le brevet est délivré pour la première fois (pays qui avait la priorité)	Personne qui a breveté
Premier haut fourneau au coke	À partir de 1802	Allemagne	
Aciers spéciaux. Addition de ferromanganèse pour améliorer les propriétés de l'acier Bessemer ainsi que les aciers à outils prenant la trempe à l'air	1845	Grande-Bretagne	Robert Forester Mushet (un industriel et métallurgiste anglais)
Convertisseur Bessemer Transformation de la fonte en acier	1855-1856	Grande-Bretagne	Henri Bessemer
Le four à régénération de chaleur par le gaz.	À partir de 1856	Allemagne	Carl Friedrich et William von Siemens
Le développement du four à régénération de chaleur par le gaz	1869	Grande-Bretagne	Thomas Whitwell Edward Alfred Cowper
Le développement du four à régénération de chaleur par le gaz	1872	Grande-Bretagne	Edward-Alfred Cowper
La mise au point du four d'aciérie	1864-1865	France	Pierre-Emile Martin
La fabrication des premiers aciers spéciaux aux établissements Holtzer. La création du premier laboratoire d'usine qui permet d'orienter la recherche technique selon une logique scientifique	1867	France	Henri Aimé Brustlein
Procédé Thomas-Gilchrist. La fabrication de l'acier à partir des fontes phosphoreuses à la cornue Bessemer, ce qui permet de valoriser une plus grande variété de minerais.	1876	Grand Bretagne	Sidney Thomas et Percy Gilchrist
La mise au point la fabrication des ferrochromes en les incorporant aux charges complètement désoxydées	1877	France	Jean-Baptiste Boussingault et Henri Aimé Brustlein
La mise au point du laiton de fer utilisé notamment pour les hélices des navires	1883	France	Alexander Dick
Le premier four à l'arc électrique	1886	France	Paul Héroult
Des aciers spéciaux au manganèse et au silicium	1889	Grande-Bretagne	Robert Abbott Hadfield
Les recherches sur les aciers à coupe rapide	1893	France	Henri Aimé Brustlein
La mise au point définitive sur les aciers à coupe rapide	1906	Etats-Unis	Frederick Winslow Taylor
Le développement du four à arc électrique pour l'acier	1900	France	Paul Héroult
Le développement des aciers à coupe rapide	1900	Grande-Bretagne	White et Taylor

<sup>1033</sup> En ligne : <https://www.wipo.int/ipstats/en/#resources>

En 1850, l'âge du fer était arrivé. Mais le fer était à bien des égards inférieurs à l'acier. Les pièces de machines et les rails en fer s'usaient rapidement, entraînant des coûts d'entretien élevés. En outre, le fer n'était pas suffisamment résistant et flexible, ce qui limitait son utilisation dans de nombreuses applications, notamment dans la construction mécanique et le bâtiment.<sup>1034</sup>

Le problème n'était pas de savoir comment fabriquer de l'acier, mais comment fabriquer de l'acier bon marché. Henry Bessemer est un exemple classique d'inventeur professionnel autodidacte. L'histoire de sa découverte du procédé de fabrication d'acier bon marché suit un schéma typique : l'inspiration lui est venue au cours de la résolution d'un problème complètement différent (il était en prise avec le problème d'un obus de canon rayé à haute vitesse initiale). Une illumination inattendue lui a donné l'idée de base du convertisseur, mais il lui a fallu ensuite des années de travail pour comprendre comment et dans quelles conditions le processus fonctionnait et pourquoi il ne produisait pas toujours les résultats souhaités<sup>1035</sup>.

Le fonctionnement du convertisseur Bessemer est basé sur le fait que la fonte brute diffère de l'acier principalement par le pourcentage de carbone qui peut être brûlé lorsque de l'air est soufflé à travers le métal en fusion. Lorsque l'oxygène de l'air interagit avec le carbone du métal, une grande quantité de chaleur est générée, ce qui empêche le fer de refroidir et de se solidifier. Ainsi, en ajoutant la bonne dose de carbone ou en arrêtant la purge au bon moment, on peut obtenir la combinaison désirée de fer et de carbone, et la température élevée et les tourbillons dans la masse fondue assurent l'homogénéité du mélange. Au début, l'acier Bessemer était de très mauvaise qualité, mais le métallurgiste britannique Robert Mushet a découvert qu'on pouvait résoudre le problème en ajoutant au fer fondu du fer miroir - un alliage de fer, de manganèse et de carbone - comme agent de carburation. Il s'est rapidement avéré qu'un autre inconvénient de l'acier Bessemer était la présence de phosphore dans le minerai, ce qui réduisait la qualité de l'acier.<sup>1036</sup>

---

<sup>1034</sup> J. Mokyr, *The Level of Riches Technological Creativity and Economic Progress* (Ryčag bogatstva. Tehnologičeskaâ kreativnost' i èkonomičeskij progress), M.: Izd-vo Instituta Gajdara, 2014, p. 184.

<sup>1035</sup> Le fonctionnement du convertisseur Bessemer est basé sur le fait que la fonte brute diffère de l'acier principalement par le pourcentage de carbone qui peut être brûlé lorsque de l'air est soufflé à travers le métal en fusion. Lorsque l'oxygène de l'air interagit avec le carbone du métal, une grande quantité de chaleur est générée, ce qui empêche le fer de refroidir et de se solidifier. De cette façon, en ajoutant la bonne dose de carbone ou en arrêtant le coup au bon moment, on peut obtenir la combinaison désirée de fer et de carbone, et la température élevée et les tourbillons dans la masse fondue assurent l'homogénéité du mélange.

J. Mokyr, *The Level of Riches Technological Creativity and Economic Progress* (Ryčag bogatstva. Tehnologičeskaâ kreativnost' i èkonomičeskij progress), Moscou, Izd-vo Instituta Gajdara, 2014, p. 185.

<sup>1036</sup> *Ibid.*, p. 185.

Une autre voie a été empruntée par les métallurgistes du continent qui ont développé conjointement le procédé Siemens-Martin, qui consiste à fondre conjointement du fer à faible teneur en carbone et du fer à forte teneur en carbone. Dans ce procédé, les gaz chauds du four sont utilisés pour préchauffer le combustible et l'air, et l'acier de la composition souhaitée est obtenu en combinant du fer avec de la fonte dans des proportions appropriées. L'intérieur du four à ciel ouvert est revêtu de briques réfractaires spéciales pour maintenir des températures élevées.<sup>1037</sup>

Le procédé Siemens-Martens, comme le procédé Bessemer, n'était pas adapté au minerai de fer à forte teneur en phosphore, qui était exploité sur le continent européen. Les scientifiques et les métallurgistes ont cherché à surmonter cette difficulté, mais la solution n'a été trouvée qu'en 1878 par deux inventeurs amateurs britanniques, Percy Gilchrist et Sidney Thomas. Ils ont proposé de neutraliser cette impureté nocive en ajoutant du calcaire à la brique réfractaire qui lie le phosphore pour former un laitier. On ne se tromperait sans doute pas trop en disant que sans cette découverte, la glorieuse sidérurgie allemande n'aurait pas existé. Non seulement la découverte a permis de réaliser d'énormes économies, mais les Allemands (qui ont immédiatement maîtrisé le procédé « de base ») ont commencé à recycler les scories phosphorées en un engrais utile.<sup>1038</sup> Dans toute cette période de découverte et d'inventions, la Russie n'innove en rien dans le domaine sidérurgique.

#### *Les origines du système de brevets en Russie/URSS*

La législation sur les brevets en Russie a vu le jour à la fin du XIXe siècle, après avoir franchi plusieurs étapes.

Au milieu du XVIIIe siècle, le droit d'auteur d'une invention a été fixé par la délivrance de ce que l'on appelait *les privilèges pour les inventions* (la forme juridique du brevet). Le premier de ces privilèges (dont les historiens ont connaissance) a été accordé en mars 1748. Jusqu'en 1896, le système d'octroi de privilèges pour les inventions était décentralisé - à différentes époques, les privilèges étaient accordés par trois ministères différents : le ministère de l'Intérieur, le ministère des Finances et le ministère des Biens de l'État ; et jusqu'en 1870, la décision finale d'octroi des privilèges était prise par le Conseil d'État, c'est-à-dire, en fait, par le tsar. Lorsque les ministères ne s'estimaient pas suffisamment compétents pour réaliser eux-mêmes l'expertise, ils envoyaient les dossiers à d'autres départements afin d'obtenir un

---

<sup>1037</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>1038</sup> *Ibid.*, p. 188.



avis sur la possibilité d'accorder le privilège - et, bien entendu, le temps de traitement de ces dossiers ne faisait qu'augmenter en raison de ces circulations.<sup>1039</sup>

Le développement rapide de la production industrielle en Russie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et la nécessité de relier le pays au système international de protection de la propriété industrielle ont rendu nécessaire l'élaboration d'un droit des brevets plus moderne et plus complet (et plus conforme aux enjeux du temps). La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle a été marquée par l'adoption de deux lois importantes : *Sur la modification de la procédure d'octroi de privilèges pour les nouvelles découvertes et inventions* en 1870 et la loi intitulée *Règlement sur les privilèges pour les inventions et les améliorations* adoptées le 20 mai 1896.<sup>1040</sup>

À partir de 1913 et jusqu'en 1925, aucune statistique sur les brevets n'a été tenue en Russie. Le premier acte législatif dans le domaine de l'invention de la période soviétique a été le décret du 30 juin 1919, qui a approuvé le *Décret sur les inventions*<sup>1041</sup>.

Le décret du 30 juillet 1919 a aboli tous les privilèges des inventions, émis avant la publication du décret ce qui signifiait l'abolition de l'ancien système de protection des inventions. L'État a été reconnu comme ayant le droit d'aliéner en sa faveur toute invention jugée utile par le Comité des inventions. Dans cette disposition, le droit à l'invention était confirmé par un document appelé certificat de droit d'auteur. Le certificat d'auteur coïncide avec le brevet dans sa signification et son essence juridique. Ce qui était nouveau, c'était l'élimination du titre du breveté sur l'invention. L'invention est déclarée propriété de l'État et pratiquement n'importe quelle institution d'État pouvait l'utiliser.

Pendant une courte période de 1924 à 1931, les brevets ont été réintroduits et les inventeurs ont retrouvé le droit d'obtenir un titre d'invention. Dans l'ensemble, selon les

---

<sup>1039</sup> M.Û. ARHIPOVA, E. KARPOV, « L'analyse et la modélisation de l'activité des brevets en Russie et dans les pays développés du monde » (« Analiz i modelirovanie patentnoj aktivnosti v Rossii i razvityh stranah mira »), p. 2-3.

[https://www.hse.ru/data/2013/02/26/1307344743/%D0%90%D1%80%D1%85%D0%B8%D0%BF%D0%BE%D0%B2%D0%B0\\_%D0%9A%D0%B0%D1%80%D0%BF%D0%BE%D0%B2\\_2012.pdf](https://www.hse.ru/data/2013/02/26/1307344743/%D0%90%D1%80%D1%85%D0%B8%D0%BF%D0%BE%D0%B2%D0%B0_%D0%9A%D0%B0%D1%80%D0%BF%D0%BE%D0%B2_2012.pdf)

<sup>1040</sup> A.I. PLUŽNIK, *L'histoire du développement des institutions des brevets dans la Russie (L'origine du commerce des brevets avant la réforme bourgeoise de 1870)* (Istoriâ razvitiâ patentovedeniâ v gosudarstvennyh učreždeniâh Rossii (Zaroždenie patentnogo dela do ego buržuaznoj reformy 1870 goda)), Thèse de doctorat en sciences historiques, M., 1969, p. 303.

A.P. SERGEEV, *Droit des brevets* (Patentnoe pravo), Moscou, Izdatel'stvo BEK, 1994, p.14. - 202 p.

<sup>1041</sup> RGASPI, f. 2, inv. 1, d. 10377. « 30 juin 1919. Le décret du Conseil des commissaires du peuple sur les inventions » (« 30 iûnâ 1919, Položenie SNK ob izobreteniâh »), publié dans *Sobranie Uzakonenij* № 34, art. 341. Dans *Les décrets du pouvoir soviétique* (Dekrety Sovetskoj vlasti), t. V, 1 avril – 31 juillet 1919, Moscou, Politizdat, 1971, pp. 322-324.

experts, la loi sur les brevets de 1924 était proche des meilleurs exemples de lois étrangères sur les brevets durant ladite période.<sup>1042</sup>

En 1931 l'Etat a décidé que « la législation sur les brevets en vigueur jusqu'à présent [...] ne correspond plus aux aspirations des inventeurs « avancés » - des bâtisseurs conscients de la société socialiste »<sup>1043</sup>. En 1931, les certificats d'auteurs d'inventions ont de nouveau remplacé les brevets et jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991 et ils étaient le seul moyen de protection des inventions en URSS. Le règlement de 1931 et les décrets d'application ne laissaient aucun doute sur le fait que l'État encourageait et soutenait principalement les auteurs qui lui cédaient leur droit exclusif d'utiliser l'invention. Ayant reçu un brevet, son titulaire était de facto privé de la possibilité pratique d'en bénéficier (après avoir reçu l'argent ponctuellement au moment d'obtenir un certificat de droit d'auteur), car l'entrepreneuriat privé n'existait pas et que la perspective de la réalisation du brevet par une entreprise était plutôt de nature abstraite.<sup>1044</sup>

Du point de vue de l'historien occidental Francis Hughes, qui a tenté de comprendre les subtilités du droit soviétique des brevets, les législateurs et administrateurs soviétiques étaient guidés par la conclusion que l'altruisme sponsorisait rarement l'invention, à en juger par leurs décrets et leurs actions au cours de la période 1931-1940. La priorité pour la promotion rapide de l'invention ne se manifesta qu'en avril 1931, quatrième année du premier plan quinquennal, lorsque le Comité exécutif central de l'URSS (CEC de l'URSS) publia un décret intitulé *Sur la promulgation du règlement sur les inventions et les améliorations techniques*<sup>1045</sup>. Son introduction était probablement due à deux raisons : la nécessité d'une procédure pour absorber le flot d'activité inventive résultant du premier plan quinquennal ; et deuxièmement, l'opinion du gouvernement selon laquelle la stimulation de l'activité inventive, en dehors des bénéficiaires

---

<sup>1042</sup> A.P. SERGEEV, *Droit des brevets* (Patentnoe pravo), Moscou, Izdatel'stvo BEK, 1994, p. 17.

<sup>1043</sup> « Sur la promulgation du règlement sur les inventions et les améliorations techniques du 9 avril 1931 » (« O vvedenii v dejstvie položenia ob izobreteniâh i tehničeskikh usoveršenstvovaniâh, 1931.04.09 »). Dans *Le corps de lois et des règlements du gouvernement des travailleurs et paysans de 1931* (Sobranie zakonov i rasporâženij Raboče-Krest'ânskogo Pravitel'stva SSSR za 1931 god), № 21, art. 180, pp. 297-299. En ligne : <https://istmat.org/node/54709>

<sup>1044</sup> *Ibid.*, pp. 18-19.

<sup>1045</sup> « Sur la promulgation du règlement sur les inventions et les améliorations techniques du 9 avril 1931 » (« O vvedenii v dejstvie položenia ob izobreteniâh i tehničeskikh usoveršenstvovaniâh, 1931.04.09 »). Dans *Le corps des lois et des règlements du gouvernement des travailleurs et paysans de 1931* (Sobranie zakonov i rasporâženij Raboče-Krest'ânskogo Pravitel'stva SSSR za 1931 god), № 21, art. 180, pp. 297-299. En ligne: <https://istmat.org/node/54709>

qu'elle pouvait rapporter, pouvait s'avérer une aide puissante à l'éducation et à l'efficacité requises pour rythmer la croissance industrielle du pays.<sup>1046</sup>

Ces objectifs ont-ils été atteints ? Selon toute vraisemblance, non. Durant de la décennie passée après l'inauguration de la loi de 1931, le nombre de certificats d'auteurs d'invention a diminué de plus de moitié (voir *Figure 9*).

*Figure 9.* Le nombres des certificats d'auteurs d'invention conformément à la loi de 1931<sup>1047</sup>

	Certificats d'auteurs d'invention
1933	4713
1934	6462
1935	3702
1936	2271
1937	2098
1938	1862
1939	2031
1940	2269

Bien que le système des brevets n'ait pas été aboli, les certificats d'auteur d'invention en URSS, analogues aux brevets en termes d'essence juridique, ne se sont en fait révélés que des substituts incomplets de ces derniers. Compte tenu d'un certain nombre de règlements, les auteurs d'inventions ont pratiquement cédé le droit d'utiliser leur invention à l'État.

#### *Les particularités de la législation sur les brevets en Allemagne*

Dans les pays occidentaux, le droit des brevets est également pleinement établi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les États-Unis avaient déjà institué l'examen des demandes de brevets en 1836.<sup>1048</sup> L'Allemagne a eu un système de brevet unifié depuis 1877<sup>1049</sup>. Il n'y avait pas un système uniforme de droit sur les brevets dans les pays occidentaux, les systèmes différaient en Europe d'un pays à un autre.

L'Allemagne est devenue le leader incontesté en matière de droit des brevets. À titre d'exemple, la loi allemande sur les brevets de 1877 différait de la loi britannique de manière significative, l'examen portant sur la brevetabilité de l'invention en Allemagne semblant avoir été plus intensif et rigoureux<sup>1050</sup>. Étant donné que le système britannique n'a pas procédé à un

<sup>1046</sup> F. HUGHES, « Soviet Invention Awards », *The Economic Journal*, Vol. 55, No. 218/219 (Jun. - Sep., 1945), pp.291-292.

<sup>1047</sup> *Ibid.*, p. 295.

<sup>1048</sup> J. P. MURMANN, *Knowledge and Competitive Advantage: The Coevolution of Firms, Technology, and national Institutions*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 87.

<sup>1049</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>1050</sup> Naomi R. LAMOREAUX, Kenneth L. SOKOLOFF, « Market trade in patents and the rise of a class of specialized inventors in the 19th-century United States », *American Economic Review* 91(2), pp. 39-44.

examen rigoureux des demandes de brevet au moins jusqu'en 1905, c'était aux tribunaux de décider si une revendication de brevet était valide ou non. Par conséquent, tout litige en matière de brevets en Grande-Bretagne impliquait toujours un processus juridique coûteux.<sup>1051</sup> Aux États-Unis aussi c'étaient les Cours américaines qui pouvaient déclarer les brevets invalides, alors qu'en Allemagne, seul l'Office des brevets pouvait le faire.

De tous les pays occidentaux, le système allemand des brevets a fonctionné de la manière la plus efficace. La loi allemande reconnaissait la première personne à déposer le brevet comme son titulaire légitime, tandis que la loi américaine, par exemple, reconnaissait la première personne à inventer comme le titulaire légitime du brevet.<sup>1052</sup> En outre, en Allemagne, un inventeur qui ne déposait pas de demande de protection par brevet était autorisé à continuer à utiliser l'invention même si une autre partie se voyait délivrer un brevet pour l'invention, ce qui éliminait de nombreuses injustices pouvant survenir dans le système du premier déposant. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, bien que cela ne soit pas explicite dans la loi et donc susceptible de contestation judiciaire, la première personne à déposer se voyait généralement attribuer le brevet.<sup>1053</sup>

Le droit des brevets allemand s'améliora constamment. A partir de 1891 il contient trois nouvelles dispositions. Premièrement, on renversa la charge de la preuve sur la partie accusée de violation de droit de brevet. Si le titulaire du brevet porte plainte contre un fabricant qui a contrefait son brevet, la partie accusée doit faire la preuve de son innocence. Si l'accusé ne peut pas le faire, il sera reconnu coupable d'infraction, passible de lourdes amendes et de peines d'emprisonnement. Cela a rendu beaucoup plus difficile pour les entreprises de copier les produits brevetés, même pour les entreprises basées à l'étranger. Deuxièmement, il a été reconnu, dans une plus grande mesure, la possibilité de déposer un complément à la demande de brevet initiale (il s'agit du soi-disant *Zusatzpatent*), prolongeant ainsi la durée effective d'un brevet. Enfin, à partir de 1891 on a permis des plaidoiries devant l'*Office des brevets*, donnant

---

<sup>1051</sup> J. P. MURMANN, *Knowledge and Competitive Advantage: The Coevolution of Firms, Technology, and national Institutions*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 87.

<sup>1052</sup> In Germany, an inventor who did not file for patent protection was allowed to continue using the invention even if another party was granted a patent for the invention, eliminating many of the injustices that could occur under the first-to-file system.

<sup>1053</sup> J. P. MURMANN, *Knowledge and Competitive Advantage: The Coevolution of Firms, Technology, and national Institutions*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 88.

aux entreprises l'occasion de se rencontrer face-à-face et de discuter de nombreuses choses qui concernaient l'industrie allemande.<sup>1054</sup>

La forte protection des brevets dans le pays a permis aux entreprises allemandes de financer de grands laboratoires de R&D dans les années 1886-1914, à l'époque des laboratoires de R&D des entreprises. Alimentées par les profits importants réalisés sur les produits brevetés, les entreprises allemandes avaient les moyens d'investir massivement dans les capacités de R&D. Les statistiques sur les brevets reflètent clairement l'évolution vers le brevetage d'entreprise. Les entreprises allemandes brevetaient systématiquement tout ce qui sortait de leurs laboratoires de R&D dans tous les pays qui délivraient des brevets. Cela leur a permis de transformer les brevets en un formidable outil de stratégie d'entreprise. L'industrie allemande s'est vue avec un nombre significativement plus important d'entreprises compétitives qui sont passées d'imitatrices à innovatrices de nouveaux produits.<sup>1055</sup> L'Allemagne vers les années 1900 a rattrapé son retard, elle est devenue une grande puissance industrielle et elle se développe en parallèle avec l'Europe qui, entre 1870 et la Première Guerre mondiale, connaît une vague d'innovation exceptionnelle faisant suite à un siècle de poussée technologique et une demande toujours plus grande d'ingénierie scientifique.

La Belle Époque désignant la deuxième révolution industrielle a récompensé les pays qui pouvaient exploiter le nombre apparemment infini d'opportunités technologiques en produisant une quantité toujours croissante de talents scientifiques et d'ingénierie. L'industrie allemande en général a bénéficié du système allemand d'enseignement supérieur, qui était beaucoup plus à même de répondre aux demandes de l'industrie que le système britannique qui était à l'origine de la première révolution technique. Pour les entreprises commerciales, la création des écoles polytechniques (les écoles polytechniques formaient l'épine dorsale de la structure institutionnelle pour la formation des ingénieurs et des artisans qualifiés) qui se sont développées dans les États allemands dans les années 1830 était au moins aussi importante que les universités dans la création de talents techniques.<sup>1056</sup> Le système allemand à partir des années 1830 est devenu l'exemple du système d'enseignement supérieur le plus avancé au monde pour les 100 années suivantes<sup>1057</sup>.

---

<sup>1054</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>1055</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>1056</sup> J. P. MURMANN, *Knowledge and Competitive Advantage: The Coevolution of Firms, Technology, and national Institutions*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 55.

<sup>1057</sup> J. BEN-DAVIS, *Centers of learning, Britain, France, Germany, United States*, Routledge, 2017.

Les établissements d'enseignement supérieur allemands, contrairement à leurs homologues britanniques (ainsi que russes et américains), pouvaient s'appuyer sur un système d'enseignement primaire et secondaire très solide. Par exemple, la Prusse, de loin le plus grand État allemand, avait institué l'enseignement primaire obligatoire dès 1772<sup>1058</sup>. Tandis que dans l'Empire russe, jusqu'en 1917, aucune loi sur l'enseignement obligatoire n'avait encore été adoptée<sup>1059</sup>.

Un système de brevets bien organisé a permis à l'Allemagne de réussir à maintenir et à développer son potentiel d'innovation sous les contraintes du traité de Versailles, tout d'abord, par des accords de vente de technologies aux pays développés voisins (par exemple, la Suède, les Pays-Bas, la Suisse) en échange d'une participation dans les entreprises étrangères.

De 1923 à 1940, le *Reichspatentamt* a reçu 1080927 demandes d'inventions et a délivré 232362 brevets. Le nombre annuel moyen de demandes de brevets d'invention était de 60051, tandis que le nombre moyen de brevets délivrés était de 18462.<sup>1060</sup> Le *Reichspatentamt* allemand avec ses 1900 spécialistes était assimilé aux principales institutions de l'État. Pendant la guerre jusqu'à 200 000 demandes d'inventeurs allemands sont restées en attente au *Reichspatentamt*.<sup>1061</sup>

Avant sa reddition pendant la Seconde Guerre mondiale l'Allemagne avait l'un des plus grands nombres de brevets d'invention. Dans quelle mesure l'URSS était-elle intéressée par le transfert de brevets ?

*L'organisation de transfert de la propriété intellectuelle dans la forme de brevets de l'Allemagne vers l'URSS*

---

<sup>1058</sup> J. P. MURMANN, *Knowledge and Competitive Advantage: The Coevolution of Firms, Technology, and national Institutions*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 52.

<sup>1059</sup> V. V. MINAEV, *Expérience de l'enseignement*, Rossijskij gos. humanitarnyj universitet, 2005, p. 388.

<sup>1060</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 73, l. 159-163. « Le rapport du chef du groupe de contrôle de l'état-major du SVAG de N.A. Panov au Chef-adjoint du SVAG M.I. Dratvin sur la vérification du travail du Département des brevets et de l'acquisition des inventions du SVAG. Le 27 novembre 1948 » (« Dokladnaâ zapiska načal'nika Gruppy kontrolâ Štaba SVAG N.A. Panova zam. Glavnonačal'stvuûšego SVAG M.I. Dratvinu o proverke raboty Otdela patentovaniâ i priobreteniâ izobretenij SVAG. 27 noâbrâ 1948 »).

<sup>1061</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 72, l. 88-90. « La référence du chef du département des brevets et inventions du Bureau du SVAG pour l'étude des réalisations de la science et de la technologie de l'Allemagne M.I. Popov au Chef du SVAG sur les questions économiques K.I. Koval sur l'utilisation des brevets allemands par les alliés. Le 26 février 1947 » (« Spravka načal'nika Otdela patentov i izobretenij Upravleniâ SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehniki Germanii M.I. Popova zam. Glavnonačal'stvuûšego SVAG po èkonomičeskim voprosam K.I. Kovalû ob ispol'zovanii soûznikami nemeckih patentov. 26.02.1947 »).

« Réparations intellectuelles » est une expression utile pour décrire l'exploitation des brevets allemands. Mais pour les Alliés occidentaux, le lien avec les réparations, en soi, était quelque peu indirect.

« Les équipes visant à prendre en charge la science et la technologie allemandes ont rarement enregistré leurs actions auprès de l'agence quadripartite des réparations (l'Agence interalliée des réparations), et elles opéraient principalement en dehors de sa structure organisationnelle. Cela a été utile pour les États-Unis sur le plan diplomatique, car ils ont pu se présenter comme ayant été magnanimes et peu intéressés par les réparations, contrairement aux Soviétiques prenant des milliards de dollars en usines industrielles.<sup>1062</sup> »

Ce contraste - entre les déclarations publiques selon lesquelles les États-Unis n'acceptent pas de réparations et la réalité des réparations intellectuelles - est au cœur de l'ouvrage *Science, Technology, and Reparations*<sup>1063</sup> de John Gimbel, la meilleure source explorant ce sujet du côté américain et même au cœur de la plupart des discussions académiques sur le sujet.

Lorsque les forces alliées sont entrées en Allemagne, leurs gouvernements ont exprimé un vif intérêt pour les inventions allemandes. Même avant l'occupation de l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis avaient formé des spécialistes hautement qualifiés pour identifier et saisir les inventions, les brevets et la documentation technique de valeur en Allemagne (parmi eux le colonel anglais Monroe, l'ancien président de l'Office anglais de la propriété intellectuelle (*Intellectual Property Office of England*), et du côté des Américains, le sénateur Spencer et le colonel Kesenick).<sup>1064</sup>

Comme le *Reichspatentamt* était situé dans la zone américaine de Berlin, les Alliés ont été les premiers à avoir accès à ces archives et les plus précieuses d'entre elles ont été filmées. En outre, les administrations militaires des États-Unis, de l'Angleterre et de la France ont beaucoup travaillé avec les inventeurs et les scientifiques allemands pour recueillir des rapports sur les plus importantes inventions et recherches techniques et industrielles allemandes réalisées pendant la guerre. Ce travail a été effectué par le service de renseignement technique des

---

<sup>1062</sup> Douglas M. O'REAGAN, *Taking Nazi technology: Allied exploitation of German science after the Second World War*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2019, p. 99.

<sup>1063</sup> J. GIMBEL, *Science, Technology, and Reparations: Exploitation and Plunder in Postwar Germany*, Stanford University Press, 1990.

<sup>1064</sup> *Idem.*

puissances occidentales FIAT (qui comptait 4700 spécialistes bien formés). L'ampleur de ce travail était énorme. Ainsi, 11000 scientifiques britanniques ont visité l'Allemagne les premiers mois après la reddition de l'Allemagne.<sup>1065</sup>

Quant à l'URSS, elle était également intéressée par la collecte d'informations sur des brevets allemands. Jusqu'à la fin de 1945, les informations sur les brevets étaient principalement collectées par des groupes d'ingénieurs et de scientifiques de différents ministères.<sup>1066</sup>

Jusqu'en février 1946, l'attention des Soviétiques pour les brevets allemands s'est exprimée par la saisie de la documentation technique (parmi laquelle figuraient également des brevets et des demandes d'inventions) lors du démantèlement des usines allemandes. Certaines archives de brevets ont été retrouvées dans des abris spécialement aménagés et dans des installations militaires allemandes. Ainsi, le 10 septembre 1945 à Schildow, on a trouvé des archives de l'ancienne inspection générale allemande de la construction<sup>1067</sup> ; le 13 octobre 1945 en Saxe on a trouvé des archives de l'office de brevets du groupe électrotechnique allemand *AEG*<sup>1068</sup>; le 12 juin 1946 des brevets et des dessins d'entreprises militaires allemandes en Thuringe ont été saisis<sup>1069</sup>.

En 1946, le *Bureau d'études des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne* du SVAG a trouvé deux dépôts de 760000 copies de brevets allemands ; il a envoyé en l'URSS

---

<sup>1065</sup> *Idem.*

<sup>1066</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d.1, l. 53, 54.

<sup>1067</sup> GA RF, f. P-7077, inv. 1, d. 121, l. 29. « Le rapport du chef du secteur militaire de la direction du SVAG de la province de Brandebourg, le colonel T.V. Åblokov au chef du département militaire du SVAG du 10 septembre 1945 sur la découverte dans la région de la petite ville de Schildow des archives de l'ancienne inspection générale allemande de la construction » (« Donesenie načal'nika Voennogo sektora Upravleniâ SVA provincii Brandenburg polkovnika T.V. Åblokova načal'niku Voennogo otdela SVAG ot 10 sentâbrâ 1945 g. ob obnaruženii v rajone naselel'nogo punkta Šil'dov arhiva byvšej Germanskoj general'noj stroitel'noj inspekcii »).

<sup>1068</sup> GA RF, f. P-7212, inv. 1, d. 138, l. 38-39. « La note du chef du bureau militaire du district de Leipzig, le colonel N.V. Litvinov au chef du département du service de commandement du SVAG de Saxe, le général de division F.K. Fetisov datée du 16 octobre 1945. La note est attachée au rapport du commandant militaire de la ville de Hainichen, le major Dubrovin. L'annexe : le rapport du commandant militaire de la ville de Hainichen, le major Dubrovin, au chef de l'OKS SVAG de Saxe, daté du 13 octobre 1945, sur la découverte des archives du bureau des brevets de la société allemande d'électrotechnique AEG » (« Soprovoditel'naâ zapiska načal'nika UVK okruga Lejpcig polkovnika N.V. Litvinova načal'niku Otdela komendantskoj služby SVA zemli Saksoniâ generalu-majoru F.K. Fetisovu ot 16 oktâbrâ 1945 g. k raportu voennogo komendanta g. Hajnihen majora Dubrovina. Priloženie : raport voennogo komendanta g. Hajnihen majora Dubrovina načal'niku OKS SVA zemli Saksoniâ ot 13 oktâbrâ 1945 g. ob obnaruženii arhiva patentnogo būro germanskogo elektrotehničeskogo koncerna AËG »).

<sup>1069</sup> GA RF, f. P-7184, inv. 1, d. 111, l. 398-408. « L'acte de vérification et de retrait des brevets, des dessins et de la correspondance des entreprises militaires allemandes sur le territoire du Land de Thuringe en date du 12 juin 1946, approuvé par le chef du secteur militaire du département du SVAG du Land de Thuringe, le colonel A.K. Korounov » (« Akt provedeniâ proverki i iz'âtiâ patentov, čertežej i perepiski nemeckih voennyh predpriätij na territorii zemli Tûringiâ ot 12 iûnâ 1946 g., utverždennyj načal'nikom Voennogo sektora USVA zemli Tûringiâ polkovnikom A.K. Korunovym »).



des copies de brevets de grandes entreprises allemandes (50000 pour le ministère de l'Industrie chimique, 6582 - pour le ministère de l'Industrie aéronautique, 2511 - pour le ministère de l'industrie des communications, 400000 brevets - pour certains autres ministères).<sup>1070</sup>

De surcroît, Le *Bureau d'études des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne* du SVAG a microfilmé et transmis au *Comité des inventions et des découvertes* de l'URSS 130000 demandes de brevets du *Reichspatentamt* qui étaient remis aux autorités soviétiques par des autorités d'occupation américaines (les 50000 autres ne leur ont été transmis au prétexte que leurs possesseurs n'étaient pas allemands).<sup>1071</sup>

Le groupe spécial sur les brevets au SVAG n'a été créé dans la zone d'occupation soviétique qu'en novembre 1946. Le personnel du groupe était extrêmement réduit (2-3 personnes) et pas assez compétent dans le domaine des brevets (les spécialistes du SVAG eux-mêmes l'ont admis<sup>1072</sup>). À l'initiative des employés du groupe spécial sur les brevets du SVAG (en septembre 1947 le maréchal Sokolovski a adressé une pétition à V.M. Molotov<sup>1073</sup>) la question du renforcement du service des brevets au sein du SVAG a été soulevée. Par le décret du Conseil des ministres du 23 décembre 1947 le SVAG a créé un service indépendant de brevets composé de 34 spécialistes soviétiques.<sup>1074</sup>

En juillet 1947, la GUSIMZ a publié une ordonnance sur l'état insatisfaisant du travail avec les brevets dans les sociétés par actions soviétiques à l'étranger<sup>1075</sup>. L'ordonnance exigeait que des mesures soient prises pour identifier les anciens brevets allemands et les entreprises utilisant ces brevets afin d'obtenir d'eux le paiement de droits pour leur utilisation. L'ordonnance du GUSIMZ supposait initialement que les brevets dont la technologie était utilisée dans des entreprises qui avaient été reprises par l'URSS étaient aussi automatiquement propriété soviétique, ce qui n'était cependant pas conforme au droit international des brevets et à la situation réelle de l'Allemagne, qui était divisée en quatre zones d'occupation.<sup>1076</sup>

---

<sup>1070</sup> *Ibid.*, l. 28.

<sup>1071</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 22, d. 1, l. 54.

<sup>1072</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 7, l. 27.

<sup>1073</sup> GA RF, f. P-7317, inv. 4, d. 73, l. 159-163. « Le rapport du chef de groupe de contrôle de l'état-major du SVAG de N.A. Panov au Chef-adjoint du SVAG M.I. Dratvin sur la vérification du travail du Département des brevets et de l'acquisition des inventions du SVAG. Le 27 novembre 1948 » (« Dokladnaâ zapiska načal'nika Gruppy kontrolâ Štaba SVAG N.A. Panova zam. Glavnonačal'stvuûšego SVAG M.I. Dratvinu o proverke raboty Otdela patentovaniâ i priobretenij izobretenij SVAG. 27 noâbrâ 1948 »).

<sup>1074</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 1, l. 55.

<sup>1075</sup> L'arrêté du chef de la *Direction principale des biens soviétiques à l'étranger* du Conseil des ministres de l'URSS n° 63/41 sur les brevets, en date du 25 juillet 1947 (Prikaz načal'nika Glavnogo upravleniâ sovetskim imušestvom za granicej pri Sovete Ministrov SSSR № 63/41 o patentah ot 25 iûlâ 1947).

<sup>1076</sup> RGVA (Archives militaires d'Etat russes), f. 1457, inv. 57, d. 217, l. 1-27. « Le rapport du Chef-adjoint du Bureau du SVAG pour le désarmement économique de l'Allemagne A.Č. Baâr sur les brevets allemands. Le 3 novembre 1947 » (« Doklad zam. Načal'nika Upravleniâ SVAG po èkonomičeskomu razoruženiju Germanii A.Č. Baâra o nemeckih patentah ». 3 noâbrâ 1947 »).

Il était difficile pour les dirigeants des sociétés soviétiques en Allemagne de comprendre que dans tous les cas, les brevets n'appartenaient qu'aux titulaires des brevets et non aux usines, que les usines n'étaient pas les successeurs légaux, que les usines pouvaient faire l'objet d'un certain nombre de réclamations de la part des anciens propriétaires sur la question de la violation des droits de brevet. La question des brevets allemands ne pouvait être résolue à l'échelle d'une seule zone d'occupation, car la plupart des entreprises détentrices de brevets étaient situées dans la zone d'occupation occidentale. La question n'a pu être définitivement réglée que par le Conseil de contrôle réunissant tous les alliés. Mais la loi spéciale de la Commission de contrôle des brevets allemands au sein du Conseil de contrôle n'a jamais été adoptée. En fait, la politique des brevets des puissances alliées était basée sur l'accord sur les brevets allemands conclus lors de la conférence de la Commission internationale de réparation tenue à Londres le 27 juillet 1946.<sup>1077</sup>

Les besoins soviétiques étaient énormes et la reconstruction de l'Allemagne de l'Est était une faible priorité par rapport à la reconstruction de la base industrielle et agricole soviétique. La science et la technologie étaient fondamentales pour les objectifs soviétiques en Allemagne de l'Est, même s'il s'agissait souvent de versions matérielles de cette technologie (par exemple, des équipements d'usine) plutôt qu'immatérielles (par exemple, des brevets). Les « réparations intellectuelles » faisaient vraiment partie intégrante d'un ensemble plus large de la politique de réparation dans la zone soviétique.

Comment peut-on expliquer alors que le nombre des agents soviétiques du service des brevets intervenus lors des travaux en Allemagne était trois fois inférieur que le nombre des spécialistes occidentaux (des Etats-Unis, de Grande-Bretagne) ?

Il est probable qu'une des raisons tient au fait que le statut de l'inventeur n'est pas du tout le même en Occident et en régime socialiste. En Occident, l'invention est capable de générer un flux incessant de profits : chaque acheteur de brevet paye pour l'invention à son inventeur. Et ce dernier obtient des rémunérations proportionnelles à « l'intérêt » à ses inventions. Alors qu'en URSS (après 1931 comme nous l'avons noté), « l'acheteur » de brevets était l'État et ce dernier ne payait pour l'invention qu'une seule fois.

Un autre facteur de négligence de la part des autorités soviétiques envers les brevets n'était pas moins sérieux. Pour faire face aux défis technologiques, les industries en URSS ont

---

<sup>1077</sup> *Idem.*

recouru aux brevets occidentaux et cette dépendance a eu l'effet d'une addiction chronique. L'exemple de l'industrie aéronautique soviétique après la guerre le montre clairement.

Dans les années 1940 en Allemagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni une révolution technologique a eu lieu à la suite de laquelle les turboréacteurs ont été créés et mis en production de masse. Un des éléments critique de la nouvelle technologie était les alliages résistant à la chaleur (super alliage) à partir desquels on a produit les éléments les plus importants des moteurs turboréacteurs : aubes de turbine à gaz, disques de rotor de turbine, chambre de combustion. La puissance du moteur à réaction dépend de la température du gaz sortant des chambres de combustion. Plus la température est élevée, plus la poussée du moteur et son efficacité le sont également. Les éléments du moteur devaient fonctionner longtemps dans des conditions de températures extrêmes sans perdre pour autant leur « géométrie » et leur résistance.

Les premiers alliages résistants à haute température pour les moteurs à turbine à gaz ont été développés en Allemagne par Krupp en 1936-1938. L'alliage TINIDUR (abréviation de titane + nickel + dur) a été conçu pour des températures de fonctionnement de 600 à 700°C et il a été utilisé pour fabriquer les aubes de turbine des premiers turboréacteurs *Jumo-004* de *Junkers*. Au début des années 1940, un alliage résistant à haute température sur la base d'alliage nickel-chrome NIMONIC-80 a été créé en Angleterre. Les aubes de turbine fabriquées dans cet alliage pouvaient fonctionner de manière stable à une température de 850° C (dans les moteurs *Derwent* et *Nene*).<sup>1078</sup>

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, les États-Unis et la Grande-Bretagne possédaient déjà des écoles d'ingénieurs scientifiques et techniques reconnues dans le domaine de la construction de réacteurs et des technologies correspondantes permettant de produire des avions militaires à réaction. Dans le domaine du développement de missiles, l'Allemagne avait la priorité absolue à la fin de la guerre et produisait en masse des échantillons impressionnants de missiles anti-aériens, de croisière et balistiques.

L'URSS a « négligé » la révolution technologique et a pris un retard fatal dans cette course aux armements. La raison principale de ce retard résidait dans le fait que, selon M. Solonine, « dans le secteur clé de la production de moteurs d'avions, l'industrie aéronautique soviétique s'est fondée sur les licences, les technologies et les équipements occidentaux »<sup>1079</sup>. Au cours des années d'industrialisation stalinienne de 1929 à 1941 des équipements ont été

---

<sup>1078</sup> S. A. GORÂINOV, *Les diamants secrets de Staline* (Sekretnye almazy Stalina), M : Algoritm, 2018, pp. 197-217.

<sup>1079</sup> M. SOLONIN, *Sur des aérodromes paisiblement endormis* (Na mirno spâsîh aèrodromah), Moscou, ÈKSMO, 2009, p. 259.

importés et destinés à la production de moteurs sous licences étrangères. L'URSS était incapable dans ce secteur de faire face aux défis technologiques sans l'aide de l'étranger.

Les réparations allemandes d'après-guerre ont quelque peu corrigé la situation :

« En effet, au printemps 1945, les deux tiers de l'industrie aéronautique allemande ainsi que les installations de recherche et de production en Autriche et en Tchécoslovaquie se sont révélés être sous le contrôle de l'Armée rouge. Les bibliothèques de recherche allemandes pratiquement non touchées ont également été capturées. L'industrie aéronautique soviétique avait une chance unique non seulement de rattraper les concurrents britanniques et américains, ses alliés récents et adversaires éventuels dans une nouvelle guerre, mais aussi de les dépasser réussissant une grande avancée.<sup>1080</sup> »

Dans la zone d'occupation soviétique se sont retrouvées des centaines d'usines de production d'aéronefs, de moteurs et de composants, en particulier, des usines de *Junkers*, *Heinkel*, *Focke-Wolf*, *Zibel*, *Dornier*, *BMW*, *Daimler-Benz*, *Siemens*, *Zeiss* et autres.

Au milieu de 1946 environ 66 000 machines-outils avaient été exportées de l'Allemagne vers les usines de l'industrie aéronautique de l'URSS. Trois nouvelles usines de construction d'avions ont été créées en URSS sur la base d'équipements livrés par l'Allemagne.<sup>1081</sup> En mai 1945, le conseiller principal d'Hitler sur les avions à réaction, E. Purucker, fut arrêté et conduit à Moscou. Il est devenu une source d'information précieuse pour les concepteurs et les technologues soviétiques. En particulier, il a déclaré que le principal problème des turboréacteurs allemands était le fonctionnement instable des aubes de turbines soumises à des charges thermiques élevées. Les métallurgistes allemands n'avaient pas réussi à améliorer les alliages résistant à la haute température en raison de la pénurie chronique des éléments d'alliage dans l'Allemagne en guerre<sup>1082</sup>.

E. Purucker n'était pas le seul spécialiste allemand à avoir collaboré avec l'industrie aéronautique soviétique<sup>1083</sup>. Plus de 1000 scientifiques, ingénieurs et technologues allemands

---

<sup>1080</sup> E. I. PODREPNIJ, *L'avancée « réactive » de Staline* (Reaktivnyj proryv Stalina), Moscou, Âzuza, 2013, p. 57.

<sup>1081</sup> D. A. SOBOLEV, D. B. HAZANOV, *Les traces allemandes dans l'histoire de l'aviation soviétique* (Nemeckij sled v istorii otečestvennoj aviacii), Moscou, RUSAVIA, 2000, pp. 233-234.

<sup>1082</sup> RGAE, f. 8044, inv. 1, d. 1296, l. 264-269.

<sup>1083</sup> Ferdinand Brandner, ingénieur aéronautique autrichien et allemand, concepteur de moteurs d'avions, est emmené en URSS en 1946 dans le cadre de l'opération OSOAVIAKHIM. F. Brandner est l'un des constructeurs du turbopropulseur soviétique NK-12.

GA RF, f. P-7317, inv. 12, d. 45, l. 98, 122-126, 137. « La note de L.V. Onânov, chef adjoint de la direction principale du renseignement de l'état-major général de l'Armée rouge, au chef d'état-major du GSOVG (le Groupement des forces armées soviétiques en Allemagne) sur le témoignage des prisonniers de guerre allemands E. Purucker, F. Brandner et E. Busse à propos des éminents spécialistes allemands connus d'eux qui ont travaillé dans l'industrie de guerre allemande. 3 octobre 1945 » (« Sprovoditel'naâ zapiska zamestitelâ načal'nika

ont été employés pour la création de l'aviation de combat soviétique de nouvelle génération. Ayant obtenu des informations scientifiques et techniques (E. Purucker déclare dans son rapport qu'il a « remis au commandement russe du matériel très précieux : des dessins d'instruments, des données de fabrication de l'avion à réaction *YuMO-004* »<sup>1084</sup>), l'URSS a fait le choix de transposer les réalisations allemandes dans le domaine des turboréacteurs en se livrant à de la rétro-ingénierie. En 1945, la décision du Comité de la défense de l'État (le GKO) *Sur les mesures relatives à l'étude et au développement de la technologie des avions à réaction allemands* fut adoptée. Elle prévoyait notamment :

- e) on a commandé à Klimov, concepteur en chef, et à Balandin, directeur de l'usine n°26 du *Narkomat* de l'industrie aéronautique de l'URSS, d'étudier et maîtriser (copier) le réacteur à turbine à gaz allemand *YuMO-004* pour organiser sa production en série ;
- g) on a commandé à Kolosov, concepteur en chef, et à Lukin, directeur de l'usine n°16 d'étudier et de maîtriser (copier) le moteur à turbine à gaz allemand *BMW-003* et d'organiser sa production en série ;
- h) on a commandé à Yakovlev, concepteur en chef, de concevoir et construire un avion de chasse en utilisant le moteur allemand *YuMO-004* à turbine à gaz ;
- i) on a commandé à Mikoyan, concepteur en chef, de concevoir et de construire un chasseur bimoteur sur la base de moteur à turbine à gaz allemand *BMW-003* ;
- j) on a commandé au concepteur en chef Lavochkin de concevoir et de construire un chasseur à réaction avec l'utilisant moteur à turbine à gaz allemand *YuMO-004*.<sup>1085</sup> »

Les travaux pour fabriquer à l'identique le matériel soviétique sur la base des moteurs à turbine à gaz allemands ont échoué (il s'est produit une déformation et la destruction des aubes de turbine avec des températures croissantes au-dessus du seuil critique pour des alliages). La transposition automatique des réalisations du Troisième Reich mettait l'industrie aéronautique soviétique dans une impasse technologique : les expériences se soldaient par un échec. Il ne restait plus qu'à espérer un miracle<sup>1086</sup>.

---

Glavnogo razvedyvatel'nogo upravleniâ General'nogo štaba Krasnoj Armii L.V. Onânova načal'niku Štaba GSOVG k pokazaniâm nemeckih voennoplennyh È. Purukera, F. Brandnera i È. Busse ob izvestnyh im krupnyh nemeckih specialistah, rabotavših v voennoj promyšlennosti Germanii. 3 oktâbrâ 1945 »). Dans V.V. ZAHAROV (dir.), *op.cit.*, Moscou, ROSSPËN, 2007, p. 348.

<sup>1084</sup> *Ibid.*, p. 353.

<sup>1085</sup> RGAE, f. 8044, inv. 1, d. 1318, l. 15-16.

<sup>1086</sup> Et le miracle est arrivé ! En décembre 1946, à Londres s'est retrouvée une délégation de spécialistes soviétiques dirigée par le concepteur d'aéronefs A. Mikoyan. L'objet des négociations était l'achat d'échantillons de moteurs *Derwent* et *Nene* et de leur technologie de production. La mission s'est soldée par un franc succès. Les premiers moteurs *Derwent* et *Nene* sont exportés en URSS en mars 1947. Et en septembre 1948 leur production en série a démarré. La rapidité avec laquelle les moteurs ont été mis en production de séries a incontestablement prouvé que les technologies ont été transférées en URSS dans les moindres détails. Il ne fallut qu'un an et demi pour développer des produits dont les équivalents n'existaient pas dans les usines métallurgiques et dans les usines de production de moteurs soviétiques. Dans S. A. GORÂINOV, *Les diamants secrets de Staline* (Sekretnye almazы Stalina), Moscou, Algoritm, 2018, pp. 197-217.

## Conclusion

L'évolution de la structure institutionnelle du système d'exportations soviétiques en Allemagne d'après-guerre est associée à une modification de la nature des tâches. Les composants essentiels de ce système furent : le GKO (l'organe supérieur d'urgence disposant des pleins pouvoirs militaires, politiques et économiques en URSS durant la Grande Guerre patriotique), le SVAG (l'administration militaire soviétique dans la zone d'occupation d'Allemagne), la GUSIMZ (organisme ayant le rang de ministère chargé des exportations de biens matériels allemands et de ceux de l'Europe de l'Est vers l'URSS) et des ministères soviétiques dont les objectifs furent tant les saisies des équipements allemands que les recherches dans des laboratoires sur le terrain accompagnées par des scientifiques allemands.

L'appareil des mandataires du GKO en Allemagne était chargé du démantèlement des biens saisis. La dissolution du GKO qui a eu lieu le 8 janvier 1947 montrait les changements de priorités des autorités soviétiques en Allemagne. Tant que le SVAG, dont l'une des missions était de mener des études de réalisations scientifiques et techniques en Allemagne resta en activité jusqu'en novembre 1949, le transfert de technologies allemandes resta la priorité soviétique en Allemagne.

Pour les ministères de l'URSS, l'Allemagne d'après-guerre fut une sorte de point de départ. Avant la guerre, les industries en URSS disposaient de laboratoires et d'équipes créatives. La situation s'est en fait détériorée après la guerre car ces organismes ont perdu leurs ressources humaines et matérielles. L'Allemagne avec son potentiel scientifique, ses spécialistes, ses laboratoires préservés dans certains cas malgré les enjeux de guerre, constituait une sorte de terrain d'expérimentation pour le rassemblement des forces scientifiques soviétiques. Ce n'est apparemment pas un hasard si le *Comité d'État pour la science et la technologie* (le GKNT), la principale institution soviétique déterminant la stratégie et la tactique du développement de la science soviétique jusqu'en 1991, a été créé en 1948.

Il ne serait pas exagéré de dire que jusqu'en 1953 le processus de « germanisation » de la science et de la pratique industrielle soviétiques s'est développé à marche forcée sous la forme d'un processus de « transfert de la technologie allemande vers l'URSS ». Le déroulement de ce processus a pris diverses formes : le SVAG et les branches des ministères soviétiques ont créé des succursales dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne avec la participation de scientifiques et de spécialistes allemands. De surcroît, des scientifiques allemands ont été déportés en URSS par tous les moyens possibles : par la force, par le biais de contrats de travail

en URSS. L'appareil répressif du ministère de l'intérieur de l'URSS qui gère les camps de prisonniers de guerre et d'internement, fut également impliqué dans cet énorme effort de transfert de la science et de la technologie allemandes vers l'URSS : jusqu'en 1953, des spécialistes allemands issus des prisonniers de guerre ont travaillé dans les laboratoires de recherche derrière des barbelés.

Le dernier institut impliqué dans le transfert de la technologie allemande qui a cessé d'exister en 1953 était la GUSIMZ. Institutionnellement on peut considérer cette date comme la fin de l'épopée du transfert de la technologie allemande vers l'URSS qui a duré environ dix ans et qui a permis à la science soviétique de lancer un satellite en 1957, de démarrer la télédiffusion et de profiter d'avions à réaction pendant la guerre de Corée.

Ayant une vue d'ensemble des exportations de technologies de l'Allemagne vers l'URSS, nous allons à présent voir comment la sidérurgie s'inscrit plus précisément dans ce « tableau ».

## **Chapitre VI. La « germanisation » de la sidérurgie soviétique sous le stalinisme tardif**

Les deux chapitres précédents de cette deuxième partie de notre travail nous ont permis de nous faire une idée de la manière dont les autorités d'occupation soviétiques « empruntèrent » les technologies allemandes. Pour compléter ce « tableau », il nous faut à présent voir si la sidérurgie, objet principal de notre étude, a suivi un modèle identique et de voir si la sidérurgie n'est pas « l'exception qui confirme la règle ».

A cette fin, nous allons d'abord analyser les livraisons des technologies sidérurgiques vers l'URSS telles qu'elles se sont réalisées dans le cadre du crédit-bail (le sous-chapitre « Le crédit-bail (Lend-Lease), un mécanisme de transfert des technologies en provenance des pays occidentaux vers l'URSS pendant la Grande guerre patriotique »). Ceci nous permettra d'évaluer la nature et le volume de la contribution des technologies sidérurgiques occidentales à la défense de l'URSS.

Ensuite dans le cadre du sous-chapitre « Le transfert vers l'URSS des technologies et des équipements allemands dans la sidérurgie après la Seconde guerre mondiale », nous

chercherons là encore à voir si la sidérurgie reflète le « tableau » des exportations que nous avons dégagé dans les chapitres précédents ou si elle a suivi une autre voie.

Les sous-chapitres mentionnés sont précédés d'une analyse de la place qu'occupait la sidérurgie sous le stalinisme tardif dont l'importance est montrée à travers les perceptions de cette industrie dans la société soviétique (« Le stalinisme tardif et la sidérurgie soviétique : l'économie de mobilisation »). En répondant à la question de savoir s'il y avait des facteurs propres à la sidérurgie soviétique qui pouvaient la rendre plus résistante (même en l'absence d'importations de technologies occidentales), il s'est avéré nécessaire de dresser des parallèles entre la politique industrielle et l'économie de mobilisation. Pour le système administratif soviétique de gestion par commandement, l'économie de mobilisation était en effet la forme naturelle de son existence. Mais en a-t-il été de même dans le domaine de la sidérurgie en particulier ?



## A. Le stalinisme tardif et la sidérurgie soviétique: l'économie de mobilisation

Dans ce sous-chapitre, nous entendons montrer la place qu'occupait la sidérurgie dans la société soviétique dans les années 1940 et ses mécanismes d'adaptation aux défis de la guerre. De surcroît, nous le ferons à travers le prisme des destins individuels des personnes employées dans la sidérurgie, afin de donner plus de chair à notre étude.

### *Le stalinisme tardif et la sidérurgie*

En Allemagne les perceptions collectives sur la technologie dans la société furent souvent véhiculées par les philosophes. Parmi les cinq philosophes éminents du XX<sup>e</sup> siècle qui ont abordé directement les effets de la technologie moderne sur l'humanité, à savoir John Dewey, Martin Heidegger, Herbert Marcuse, Günther Anders et Hannah Arendt, quatre sont Allemands. L'expression « philosophie de la technologie » en tant que telle a été utilisée pour la première fois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le philosophe et géographe d'origine allemande Ernst Kapp dans son livre intitulé *Grundlinien einer Philosophie der Technik*<sup>1087</sup>.

En Russie pendant la dernière période de l'époque stalinienne, à savoir le stalinisme tardif<sup>1088</sup>, un certain nombre d'œuvres littéraires sont apparues, dont les lecteurs et les admirateurs n'étaient nullement limités aux amateurs des belles-lettres. En Russie ce furent des romans qui véhiculèrent des perceptions collectives sur la technologie et qui confortèrent la communauté soviétique (disons, son intelligence collective<sup>1089</sup>) de sa capacité à avancer vers un but commun.

---

<sup>1087</sup> Ernst KAPP, *Grundlinien einer Philosophie der Technik*, George Westermann, 1877; Ernst KAPP, *Grundlinien einer Philosophie der Technik zur Entstehungsgeschichte der Kultur aus neuen Gesichtspunkten*, Felix Meiner Verlag, 2015.

<sup>1088</sup> Le « stalinisme d'après-guerre » est un concept utilisé par les historiens pour définir la période historique de l'URSS, de la fin de la Seconde Guerre mondiale (2 septembre 1945) à la mort de Staline (5 mars 1953). La période est caractérisée par la restauration de l'économie nationale, un certain resserrement du pouvoir totalitaire, l'intensification de la lutte contre la dissidence, provoquée, entre autres, par le début de la « guerre froide ».

<sup>1089</sup> L'intelligence collective - un concept apparu au milieu des années 1980 en sociologie lors de l'étude du processus de décision collective. Les chercheurs ont défini l'intelligence collective comme la capacité d'un groupe à trouver des solutions à des problèmes plus efficaces que la meilleure solution individuelle de ce groupe. À cet égard, l'intelligence collective dépasse l'intelligence de tout individu du groupe.

Voir : Antoine HENRY, « Intelligence collective, entreprise libérée et organisation des connaissances : la problématique de la *transition énergétique* chez GRDF », dans *Actes du colloque de l'international d'ISKO – France*, juin 2017. En ligne :

<http://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.isko-france.asso.fr%2Fcolloque2017%2Fen%2Fpaper-6%2F>  
consulté le 28 avril 2019

Dans les romans des écrivains soviétiques des années 1930 - 1940 fondés sur les réalités de la vie quotidienne, des narrations ont été basées souvent sur des événements réels où au travers de personnages fictifs, les lecteurs reconnaissaient leurs prototypes dans la vie réelle. Le « langage » de la prose fictive de l'ère de Staline (ainsi que de l'époque de Khrouchtchev d'ailleurs) est devenu un phénomène social qui incorpore non seulement des vraies caractéristiques idéologiques, politiques et esthétiques de l'époque, mais aussi économiques.

Certains des plus importants parmi ces ouvrages sont : *La nouvelle nomination*<sup>1090</sup> d'Alexandre Beck (le roman est achevé en 1964 mais il a été conçu bien avant), *l'Homme ne vit pas seulement de pain*<sup>1091</sup> (1953) de Vladimir Doudintsev, *l'Ingénieur Bakhirev*<sup>1092</sup> (titre français de *Combat en marche*) de Galina Nikolaïeva, *Le Dégel*<sup>1093</sup> (1954) et *Le deuxième jour de la Création*<sup>1094</sup> (1934) d'Ilya Ehrenbourg, *Vie et Destin*<sup>1095</sup> (1952) de Vassili Grossman. Et cette liste pourrait être rallongée.

En laissant de côté l'analyse des grandes qualités littéraires de ces ouvrages, qui dépassent le cadre de notre étude, prêtons attention à certains détails qui sont d'une importance fondamentale pour notre sujet.

---

<sup>1090</sup> A. BECK, *La nouvelle nomination* (Novoe naznačenie), Moscou, Knižnaâ palata, 1987.

<sup>1091</sup> V. DOUDINTSEV, *L'Homme ne vit pas seulement de pain*, Saint-Pétersbourg, Azbuka, 2017.

<sup>1092</sup> G. E. NIKOLAEVA, *Le combat en marche* (Bitva v puti), Gor'kij, Volgo-Vâtskoe knižnoe izdatel'stvo, 1970.

<sup>1093</sup> I. EHRENBORG, *Le Dégel*, Paris, Éditions Défense de la paix, 1954.

<sup>1094</sup> I. EHRENBORG, *Le deuxième jour de la Création*, Paris, impr. Ramlot et Cie, 52, avenue du Maine ; libr. Gallimard, 1933.

<sup>1095</sup> V. GROSSMAN, *Vie et Destin* (Žizn' i sud'ba), Kujbyšev, knižnoe izd. - vo, 1990.

Vassili Grossman achève son roman *Vie et Destin* en 1962. En Union soviétique *Vie et Destin* est censuré et il est publié pour la première fois en 1980, en Occident. *Vie et Destin* constitue le magnum opus de son auteur. La critique radicale du stalinisme contenue dans *Vie et Destin* explique la réaction des censeurs soviétiques. Plus explicite encore, Grossman dans un dialogue entre un détenu soviétique (Mostovskoï, un vieux bolchevik) et un officier SS (Liss, un représentant d'Himmler dans le camp) place dans la bouche de ce dernier un parallèle entre régimes stalinien et hitlérien.

Vladimir Poutine a recommandé de préparer un projet de loi interdisant l'identification publique des rôles de l'URSS et de l'Allemagne nazie dans la Seconde Guerre mondiale. C'est un ordre que le président russe a donné après une réunion du Conseil de la culture et des arts, a déclaré le Kremlin. La date limite d'exécution de l'ordre - 1<sup>er</sup> juillet 2021. Le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, a été nommé responsable.

« De recommander à la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie... de préparer, pour examen lors de la session de printemps 2021, un projet de loi fédérale sur l'introduction d'amendements à la loi fédérale « Sur la commémoration de la victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique de 1941-1945 » visant à établir une interdiction de l'identification publique du rôle de l'URSS et de l'Allemagne nazie dans la Seconde Guerre mondiale. » La question est à présent de savoir quand le roman de Vassili Grossman sera enlevé des bibliothèques.

<https://meduza.io/news/2021/01/25/putin-rekomendoval-vvesti-zapret-na-otozhdestvlenie-roley-sssr-i-germanii-vo-vtoroymirovoy-voynе>

Certains de ces ouvrages ont été publiés après être restés inconnus du grand public pendant des années (la nomenclatura du parti communiste, pour une raison ou une autre, considérait leur publication comme indésirable) ; certains d'entre eux, même publiés immédiatement après leur écriture, ont fait l'objet de critiques.

Vladimir Doudintsev parvient à faire publier son roman *L'Homme ne vit pas seulement de pain* dans le journal *Novy Mir* dont le rédacteur en chef, Constantin Simonov, profitait de l'atmosphère antistalinienne consécutive au célèbre discours de Nikita Khrouchtchev prononcé devant le congrès du parti communiste en février 1956. À aucun moment, Doudintsev ne critique ouvertement le stalinisme ou l'appareil du parti et sa politique, qui sont totalement absents du roman. Doudintsev échappe à la censure et est encensé par la critique à la sortie du roman dans *Novy Mir*. Il connaît aussitôt un vrai succès populaire. Mais Doudintsev devient très vite la cible d'attaques des milieux conservateurs. Son roman-fleuve dénonce l'attitude des bureaucrates soviétiques face à la découverte par un jeune enseignant de physique d'un procédé innovant de fabrication de tuyaux en fonte. Cet inventeur conteste les solutions peu efficaces mises au point par les responsables de l'Institut métallurgique spécialisé, placés très haut dans la hiérarchie administrative. Le héros du roman triomphe finalement, alors que ses adversaires échappent à toute sanction.

Encore un exemple. Le livre d'Ehrenbourg *Le deuxième jour* est dédié à la jeunesse de Kuznetsk, qui construit le Combinat métallurgique de Novokuznetsk. Pour Ehrenbourg, ce roman était à juste titre associé au début d'une nouvelle étape de sa carrière. Ehrenbourg, dans ses mémoires *Les gens, les ans, la vie*, écrit :

« En 1931, j'ai réalisé que le destin d'un soldat n'est pas celui d'un rêveur et que je dois prendre ma place dans la formation de combat. Je n'ai pas refusé ce qui m'était cher, je n'ai renoncé à rien, mais je savais que je devrais vivre les dents serrées, apprendre l'une des sciences les plus difficiles : le silence. Les critiques qui ont écrit sur moi ont désigné 1933 comme la date du virage dans ma vie, ils connaissaient le livre *Le deuxième jour*. Et je sais pourquoi je suis allé à Kuznetsk.<sup>1096</sup> »

Autrement dit, I. Ehrenbourg, « serrant les dents » (qu'il le veuille ou non, il est forcé), se rend à Kuznetsk. Parce que là-bas, dans la ville des bâtisseurs du combinat sidérurgique, se trouvaient les gens et les sujets demandés par le « système ». Et au cœur de ce système, comme

---

<sup>1096</sup> I. EHRENBURG, *Les gens, les ans, la vie* (Lûdi, gody, žizn'), Moscou, Tekst, 2005, t.1, p. 610.

le note G. Popov, régnait la « centralisation des décisions et l'exécution ponctuelle, inébranlable des directives d'en Haut et surtout de Staline personnellement »<sup>1097</sup>.

Nous pouvons constater que les intrigues dans tous ces romans se déroulent autour de la sidérurgie. Est-ce un hasard ? Dans le roman *L'Homme ne vit pas seulement de pain* de Dudintsev, le protagoniste est l'inventeur de méthodes innovantes en métallurgie ; dans le roman *La nouvelle nomination* d'A. Beck, l'action se déroule dans le cadre du Ministère de la sidérurgie (et dans sa première nouvelle *Kourako* publiée en 1935 Alexander Beck décrit la vie d'un ingénieur-métallurgiste de Mikhaïl Kourako, l'innovateur de haut fourneau à Kouznetsk).

À la fin de l'URSS, la sidérurgie est considérée par G. Popov comme l'incarnation, la personnification, la matérialisation du système soviétique. La sidérurgie soviétique des années 1930 - 1950 est-elle pour autant le pilier de l'économie ? Il est probable qu'il faille répondre à cette question par l'affirmative. Il est donc naturel de s'interroger sur le niveau technique de l'industrie en 1930 – 1950.

#### *Le parcours typique du sidérurgiste soviétique d'avant-guerre*

Un chaînon obligatoire du *système de gestion par commandement*, selon G. Popov, était « la haute culture technologique ». Malgré toutes les lacunes majeures de la formation dans la première moitié des années 1930 en URSS, un nombre important de spécialistes de niveau technique supérieur et secondaire ont été formés, dépassant dans leurs qualifications le niveau de formation des dirigeants de l'économie soviétique présentés par les anciens révolutionnaires et les héros de la guerre civile (1917-1922) qui, selon l'éminent chercheur soviétique dans le domaine de l'histoire économique G.I. Hanine, « a eu du mal à s'acquitter des nouvelles tâches »<sup>1098</sup>. Les derniers souvent n'avaient pas de formation universitaire ou n'avaient même pas suivi d'enseignement secondaire spécialisé. Il suffit de comparer, par exemple, la formation paramédicale du révolutionnaire professionnel, commissaire du peuple de l'industrie lourde de l'URSS de 1932 à 1939, S. Ordjonikidze et les dirigeants de l'industrie lourde de l'URSS nommés à de hauts postes en 1938 - 1939 (I.F. Tevosian, V.S. Emelyanov, A.P. Zavenyagin) pour que cette différence devienne évidente.

---

<sup>1097</sup> G. POPOV, « De point de vue de l'économiste » (« S točki zreniâ èkonomista »), *Nauka i žizn'*, № 4, 1987. En ligne : <https://booksonline.com.ua/view.php?book=128478>

<sup>1098</sup> G.I. HANINE, *L'histoire économique de la Russie à l'époque moderne* (Èkonomičeskaâ istoriâ Rossii v novejšee vremâ), Novosibirsk, NGTU, 2008, t.1, p. 14.

I. Tevosian<sup>1099</sup> nommé en mai 1940 commissaire du peuple de la sidérurgie de l'URSS<sup>1100</sup> à la différence d'Ordjonikidze a eu une formation spécialisée : à partir de 1921, il a étudié à l'Académie des mines de Moscou et à la faculté de métallurgie. Diplômé en 1927, il a gravi les échelons successifs de la hiérarchie (contremaître adjoint, contremaître, chef des ateliers de fabrication de l'acier et ingénieur en chef à l'usine *Elektrostal* dans la région de Moscou) jusqu'au grade de ministre. En 1929 - 1930, il a effectué un voyage d'affaires dans des usines métallurgiques en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Italie.

Le parcours professionnel de Tevosian n'est pas unique. Une autre biographie d'un homme, métallurgiste, venu au ministère de l'Industrie lourde en même temps que le ministre de la sidérurgie Ivan Tevosian, dont le nom est Nektariy Melnichenko, nous le montre.



*Figure 1.*  
Melnichenko Nektariy Georgievich (Au moment de rejoindre le service du Commissariat du peuple à la sidérurgie, le 20 septembre 1940).  
Photo des archives de la famille Melnichenko (publiée avec son consentement)



*Figure 2.*  
Melnichenko Nektariy Georgievich, Marine du Pacifique à Vladivostok (Septembre 1932 – mai 1934)  
Photo des archives de la famille Melnichenko (publiée avec son consentement)

D'après les archives, Nektariy Georgievich Melnichenko, est né en 1910 en Sibérie, dans la ville de Krasnoïarsk, où son père, issu de paysans pauvres, a déménagé en 1906, après avoir obtenu un emploi de comptable dans une gare. La mère de Nektariy, Paraskovya

<sup>1099</sup> Par le décret du Soviet suprême de l'URSS du 17 mai 1940.

<sup>1100</sup> En 1946, le Commissariat du peuple à la sidérurgie a été réorganisé en Ministère de la sidérurgie de l'URSS.

Filippovna Zhukova (nom de famille de son deuxième mari ; son nom de jeune fille était Korotenko) à l'époque pré-révolutionnaire travaillait comme porteuse d'eau au système d'approvisionnement en eau de Krasnoïarsk, et dans la période post-révolutionnaire jusqu'en 1931 comme infirmière dans l'hôpital de Tomsk. Jusqu'à l'âge de huit ans, Nektariy Melnichenko a vécu avec sa mère à Krasnoïarsk, puis sa vie s'est déroulée de manière indépendante. En 1918, alors que Nektariy avait huit ans, en raison de la situation alimentaire difficile à Krasnoïarsk, il fut envoyé par sa mère chez ses grands-parents au village, où il dut travailler dans l'agriculture, comme garçon de ferme, jusqu'à l'âge de quinze ans. En 1925, Nektariy est retourné à Krasnoïarsk, est entré au Komsomol et à partir de ce moment a commencé à étudier, d'abord aux cours pour l'élimination de l'analphabétisme, puis à l'école de la jeunesse paysanne, dont il n'a pas obtenu le diplôme, après avoir fait les études pendant deux hivers. À l'été 1928, Nektariy se rendit chez sa sœur à Stalinsk, où il entra pour étudier d'abord dans une école secondaire, puis, après avoir étudié à l'école pendant un an, au Collège métallurgique de Staline où il obtint son diplôme en 1932. À partir de 1932, Nektariy a servi dans la marine du Pacifique, d'abord en tant que marin, puis en tant que premier maître de l'unité des projecteurs. Nektariy termine son service dans l'armée avec le grade de commandant de peloton. Après la démobilisation, il entre à l'Institut de l'acier de Moscou de I.V. Staline où Nektariy acquiert la spécialité d'ingénieur métallurgiste (thermiste). Diplômé de l'institut en 1939, le 11 octobre 1940 Nektariy a été accepté pour travailler au Commissariat du peuple à la sidérurgie de l'URSS. À partir de 1948, Nektariy travaille au ministère du Contrôle d'État de l'URSS (comme contrôleur principal du ministère de l'industrie sidérurgique). Au ministère, Nektariy gravit rapidement les échelons : en 1954 (le 24 juin), Nektariy occupe déjà le poste de contrôleur en chef adjoint du Comité municipal de Moscou de l'URSS pour le ministère de l'Industrie métallurgique. Au Parti, Nektariy est entré en 1939 (carte de membre n°3172859). Il ne subit aucune pénalité de la part du parti ou de la ligne de service. Ni lui ni ses proches n'ont jamais fait l'objet de représailles.<sup>1101</sup>

Ce sont précisément les diplômés des universités techniques des années 1920 (les métallurgistes I. Tevosian, N. Melnichenko) qui ont remplacé les anciens chefs de l'industrie

---

<sup>1101</sup> GA RF, f. P8300, inv. 33, d. 5772, l. 1, 5, 7, 11, 12, 14, 15, 18, 21, 30, 32.

Fonds du Ministère du contrôle d'État de l'URSS. Dossiers personnels des employés du Commissariat du peuple au contrôle de l'État de l'URSS (NKGK) et du ministère du Contrôle de l'État (MGK) de l'URSS. Titre du dossier : *Nektariy Georgiyevich Melnichenko, 11 octobre 1949 - 19 septembre 1957* (Fond Ministerstva gosudarstvennogo kontrolâ SSSR. Liçnye dela sotrudnikov Narodnogo komissariata gosudarstvennogo kontrolâ SSSR (NKGK) i Ministerstva gosudarstvennogo kontrolâ (MGK) SSSR. Zagolovok dela : Mel'ničenko Nektarij Georgievič, 11 oktâbrâ 1949 - 19 sentâbrâ 1957).

dans nombre des branches les plus importantes. Leurs exemples montrent que « l'ascenseur social » était une réalité en Russie d'avant-guerre. Issu de paysans très pauvres, d'une ville de l'arrière-pays, Melnichenko, ayant fait des études supérieures, il devient à l'âge de 30 ans employé du ministère. Et le technocrate Tevosian remplace le révolutionnaire professionnel Ordzhonikidze au poste ministériel.

« Mais les anciens cadres ne voulaient pas céder leur place à des gens mieux éduqués »<sup>1102</sup>. Le mécanisme social de l'économie dirigiste (celle de gestion par commandement) freinait l'exécution de la rotation du personnel. Selon Hanine :

« Le signal d'un renouvellement massif des dirigeants a été donné dans le célèbre discours de I.V. Staline le 4 mai 1935 lors de la remise des diplômes militaires de l'Armée rouge. Le sens de ce discours n'a pas été compris par nos historiens. Dans ce document, Staline a reconnu l'incapacité des anciens cadres à maîtriser la nouvelle technologie, créée au cours de la période des deux premiers plans quinquennaux, et a essentiellement appelé à leur remplacement par de nouveaux cadres mieux formés. Souvent ridiculisé comme un slogan hypocrite *Les cadres décident de tout*, il était une véritable manifestation de la conscience de Staline de l'inutilité de la plupart des anciens dirigeants dans la résolution de nouveaux problèmes économiques et militaro-politiques plus complexes.

La purge de 1937 est devenue un moyen barbare de remplacer des cadres peu qualifiés par des cadres plus qualifiés et plus énergiques et au cours de laquelle a eu lieu le remplacement presque complet des directeurs économiques.<sup>1103</sup> »

Ainsi, nous avons ici une des interprétations de l'émergence de la Grande Terreur. Certes, il n'y a pas de consensus parmi les historiens sur les raisons de la Grande Terreur et des purges de 1937 - 1938.

Selon une version, la base idéologique des Grandes Purges de 1937-1938 était la doctrine développée par Staline de « l'intensification de la lutte de classe à mesure que la construction du socialisme est achevée »<sup>1104</sup>, exprimée pour la première fois par lui à la séance plénière du VKP(b) le 9 juillet 1928.

De l'avis de l'historien O.V. Khlevnyuk, les historiens qui associent la terreur de 1937-1938 à l'émergence de la menace de guerre sont plus convaincants<sup>1105</sup>. Le contenu des ordres

---

<sup>1102</sup> G.I. HANINE, *L'histoire économique de la Russie à l'époque moderne* (Èkonomičeskaâ istoriâ Rossii v novejšee vremâ), Novosibirsk, NGTU, 2008, t.1, p. 14.

<sup>1103</sup> *Idem.*

<sup>1104</sup> I. V. STALINE, *Les ouvrages*, t. 11, Moscou, OGIZ ; Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1949, p. 171.

« Sur l'industrialisation et le problème céréalier : le discours à la séance plénière du VKP(b) le 9 juillet 1928 » (« Ob industrializacii i hleboj probleme : Reč' na plenumе CK VKP(b) 9 iūlâ 1928 »).

<sup>1105</sup> O. V. HLEVNÛK, « Les causes de la Grande Terreur » (« Pričiny « bol'shogo terrora' »), *Vedomosti* (le 6 juillet 2017).

réglémentant les opérations des purges démontre la volonté de la direction stalinienne d'éliminer une « cinquième colonne » imaginaire. Car, les complots et la « cinquième colonne » existaient plus dans l'imaginaire de Staline et de ses associés, que dans la réalité.

L'historien allemand J. Baberowski pensait que la raison de l'évolution vers la Grande Terreur était la résistance à Staline de la part des élites régionales et locales qui sabotaient les instructions du centre<sup>1106</sup>. L'historien français N. Werth considère la Grande Terreur comme un mécanisme d'ingénierie sociale mis en œuvre par les autorités, l'achèvement définitif de la politique de « dépossession » et de déportation des « éléments nuisibles » pour le régime soviétique.<sup>1107</sup>

Selon Sheila Fitzpatrick, qui révisé à la fois les idées de l'école totalitariste et la position de l'école révisionniste, la source de la terreur était la fusion des masses et du régime au lieu de leur opposition traditionnelle, dans une culture politique arriérée, laquelle reproduit un régime institutionnalisant l'agression de masse et le mépris collectif de l'individu.<sup>1108</sup>

L'historien américain David R. Shearera a associé l'émergence de la Grande Terreur au dépassement du chaos économique et politique général de la première moitié du milieu des années 1930<sup>1109</sup>.

Mais quelles que soient les raisons de la Grande Terreur et quel que soit son « effet salutaire » pour l'industrie particulière (l'arrivée dans l'économie des cadres mieux formés, la rotation du personnel, l'ascenseur social), l'effet de la Grande Terreur de 1937 sur le potentiel technologique du pays fut nuisible. Et nous allons le montrer en nous appuyant sur l'analyse de la dynamique de la créativité innovatrice dans la société soviétique dans les années du stalinisme tardif.

### *« L'effet salutaire » de la Grande Terreur pour l'industrie soviétique*

Pour effectuer cette analyse, nous utilisons les statistiques sur la propriété intellectuelle en tant que brevets délivrés chaque année en Russie et, à titre d'exemple, aux États-Unis. On dispose de statistiques historiques (séries chronologiques) des brevets qui sont collectés par le

---

<sup>1106</sup> J. BABEROWSKI, *Der rote Terror. Die Geschichte des Stalinismus*, München, Deutsche Verlags-Anstalt, 2003, pp. 8 - 10.

<sup>1107</sup> N. WERTH, *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs : Autopsie d'un meurtre de masse, 1937—1938*, Paris, Tallandier, 2009.

<sup>1108</sup> S. FITZPATRICK, *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times: Soviet Russia in the 1930s.*, New York, Oxford University Press, 1999.

<sup>1109</sup> D. R. SHEARER, *Policing Stalin's Socialism. Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924 - 1953*, New Haven, Yale University Press, 2009.



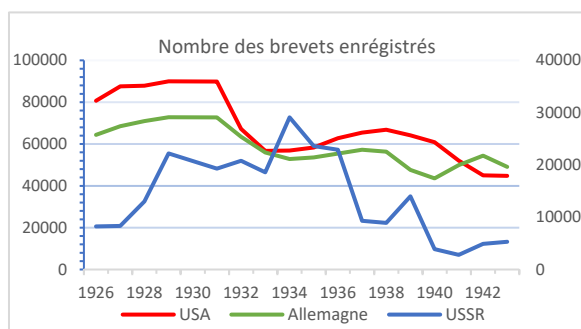
WIPO, le forum mondial pour l'information et la coopération en matière de propriété intellectuelle (PI), une agence autofinancée des Nations Unies, avec 193 États membres.

Pour la période de 1925 à 1940 les statistiques montrent une forte baisse du nombre de brevet délivrés en URSS, de 22 900 en 1936 à 9 300 en 1937<sup>1110</sup>. Pendant la même période, une telle dynamique n'a pas été observée dans les pays du monde occidental, ce qui signifie que ce ne sont pas des raisons extérieures qui ont influencé la situation en URSS (*Figure 3*).

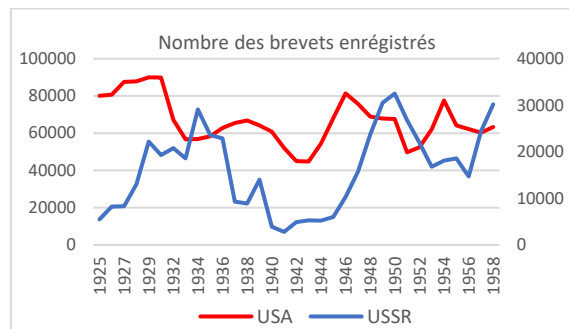
*Figure 3. URSS et les États-Unis par nombre de brevets délivrés, 1925-1940<sup>1111</sup>*

	1925	1926	1927	1928	1929	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
URSS	5491	8249	8323	13003	22195	19300	20800	18600	29100	23600	22900	9300	8900	14000	3900
Etats-Unis	80106	80682	87545	87837	89969	89848	67172	56694	56882	58344	62770	65416	66851	64182	60836

Plus précisément, la dynamique de l'évolution du nombre de brevets délivrés au cours de la période 1928-1943 (*Figure 4*) aux États-Unis et en Allemagne a une tendance générale à la baisse, mais sans écarts importants tandis qu'en URSS, une nette augmentation est perceptible, atteignant un pic en 1934 pour ensuite avoir une tendance à la forte baisse, jusqu'en 1941. Ainsi, la sensible diminution du nombre de demandes de brevets en URSS à la fin des années 1930 a eu un effet prolongé. Des répercussions se sont également fait sentir jusqu'au début des années 1950, ce qui a pris 15 ans.



*Figure 4. La dynamique de l'évolution du nombre de brevets délivrés au cours de la période 1928-1943 dans chacun des trois pays: l'URSS, les États-Unis et l'Allemagne. Sources : Le portail : <https://www.wipo.int/>*



*Figure 5. L'évolution du nombre de demandes de brevets de 1925 à 1958 en URSS (l'axe vertical droite) et aux États-Unis (l'axe vertical gauche). Sources : Le portail : <https://www.wipo.int/>*

<sup>1110</sup> Les statistiques sur la propriété intellectuelle (des brevets) délivrés chaque année. En ligne : <https://www.wipo.int/>

<sup>1111</sup> Le portail : <https://www.wipo.int/> <https://www.wipo.int/ipstats/en/#resources>

Un intervalle de temps plus large (de 1925 à 1958 sur la *Figure 5*) permet d'estimer, pour ainsi dire, « l'ampleur des dégâts » lié aux Grandes Purges. Cette chute est clairement visible et tout aussi dramatique en comparaison avec la courbe des brevets aux Etats-Unis (*Figure 5*).

Que les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale expliquent la chute brutale du taux de croissance de la production industrielle soviétique de 10% à 12% par an pendant la période 1928-1937 à seulement 2-3% par an pendant la période 1937-1940, est un point de vue partagé par Stanley Cohn<sup>1112</sup>. Barbara G. Katz dans son article *Purges and Production : Soviet Economic Growth, 1928-1940*<sup>1113</sup> explore une hypothèse alternative, adoptée par Naum Jasny, Alec Nove et Warren Nutter<sup>1114</sup>. L'hypothèse de Barbara G. Katz « met l'accent sur le facteur domestique comme le principal contributeur à la perturbation de la production industrielle: à savoir, l'impact de la terreur de Staline sous la forme de purges politiques, génératrices de chaos »<sup>1115</sup>.

L'argument selon lequel les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale ont été responsables du ralentissement dramatique du taux de croissance de la production industrielle civile repose sur l'hypothèse que l'économie civile a été privée des biens d'équipement et de la main-d'œuvre nécessaires pour mieux servir l'effort de guerre; c'est-à-dire que les préparatifs de guerre auraient impliqué un passage de l'investissement en biens d'équipement à l'investissement en biens militaires dans une économie déjà pleinement employée.

Mais il y a plusieurs faits qui semblent suggérer que cette explication militaire ne rend pas pleinement compte de la baisse drastique du taux de croissance. Les grandes purges, qui ont éclaté à la fin de 1936, ont rapidement pris de l'ampleur et ont pris une ampleur sans précédent en 1937-1938 avant de disparaître au début de 1939. Ces purges avaient une portée et une intensité sans précédent et ont touché principalement des directeurs d'usine, d'ingénieurs, de techniciens et de personnes chargées d'importantes fonctions économiques (voir les chapitres III de cette thèse). Il s'agissait d'une purge des élites du secteur industriel. Les professions les plus risquées du milieu à la fin des années 1930 étaient celles de directeur

---

<sup>1112</sup> Stanley H. COHN, « The Soviet Economy: Performance and Growth », Dans Vladimir TREML (dir.), *The Development of the Soviet Economy*, New York, 1968, p. 29.

<sup>1113</sup> Barbara G. KATZ, « Purges and Production: Soviet Economic Growth, 1928-1940 », *The Journal of Economic History*, Sep., 1975, Vol. 35, No. 3 (Sep., 1975), pp. 567-590.

<sup>1114</sup> For alternative views which stress the impact of the purges rather than preparations for war in slowing the rate of growth of industrial production see, for example: Naum JASNY, *Soviet Industrialization 1928-1952*, Chicago, 1961; Alec NOVE, *An Economic History of the USSR*, Baltimore, 1969.

<sup>1115</sup> Barbara G. KATZ, « Purges and Production: Soviet Economic Growth, 1928-1940 », *The Journal of Economic History*, Sep., 1975, Vol. 35, No. 3 (Sep., 1975), p. 567.

d'usine et d'ingénieur.<sup>1116</sup> Selon Barbara G. Katz, la forte baisse du taux de croissance après 1937 était associée principalement aux purges et à leur impact négatif sur l'économie. « Même en 1940, la baisse de la production associée aux purges était substantielle »<sup>1117</sup>.

Comment alors le système soviétique, en tant que tel, et la sidérurgie, en particulier, ont-ils fait face aux défis de la guerre ?

*« L'économie de mobilisation sui generis » dans le domaine de la sidérurgie pendant la Grande guerre patriotique*

Les spécialistes en histoire et en économie de l'URSS sont unanimes pour dire que le système stalinien, même aux pires moments de la guerre, semble toujours avoir été viable. En effet, tout en reconnaissant tous les aspects négatifs du stalinisme, y compris sa responsabilité fondamentale dans le manque de préparation du pays à la guerre en juin 1941, on peut faire valoir que, compte tenu de la position de l'Union soviétique au début de la guerre, il est douteux que le pays aurait pu survivre si un système différent avait été en vigueur. D'une certaine manière, le système stalinien peut être considéré comme « un état de garnison faisant un usage considérable de formes extraordinaires d'administration et de contrôle »<sup>1118</sup>.

Considérant que la situation de la sidérurgie soviétique ne se développait pas au mieux à la veille de la guerre (comme on l'a montré), il s'agit de comprendre comment l'industrie sidérurgique a « survécu » dans les conditions de mobilisation en temps de guerre, quels problèmes en termes de technologies se sont posés dans l'industrie et de quelle manière ces problèmes ont été résolus en l'absence d'opportunités venant des technologies occidentales. Il est d'autant plus important d'obtenir des réponses à ces questions que, comme le notent les chercheurs occidentaux, « l'un des aspects les moins étudiés de l'implication de l'Union Soviétique dans la Seconde Guerre mondiale est l'évacuation massive de l'industrie des zones de première ligne et proches du front vers des sites situés au plus profond de l'arrière soviétique »<sup>1119</sup>.

---

<sup>1116</sup> *Ibid.*, pp. 570-571.

<sup>1117</sup> *Ibid.*, p. 582.

<sup>1118</sup> Sanford R. LIEBERMAN, « The Evacuation of Industry in the Soviet Union during World War II », *Soviet Studies*, Jan.1983, Vol. 35, No. 1, p. 98.

<sup>1119</sup> *Idem.*

Sur le territoire de l'URSS, occupé en novembre 1941, se trouvait avant la guerre environ 40% de la population totale du pays, 68% des capacités de la production de fonte, 58% des capacités de la production d'acier.<sup>1120</sup>

La restructuration militaire de l'économie nationale de l'URSS a trouvé son expression dans des plans militaro-économiques. Une semaine après le début de la Grande guerre patriotique, le gouvernement soviétique a adopté le premier « plan économique national de mobilisation » pour le troisième trimestre de 1941.<sup>1121</sup> Le 27 juin 1941, le Comité central du Parti communiste et le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS adoptèrent une résolution *Sur la procédure d'exportation et de déploiement des contingents humains et des biens de valeur*. Le 16 août 1941, le « plan militaro-économique » est adopté pour le quatrième trimestre de 1941 et pour 1942 pour les régions de la Volga, de l'Oural, la Sibérie occidentale, le Kazakhstan et l'Asie centrale<sup>1122</sup>. Le plan prévoyait la concentration des ressources matérielles pour l'industrie de défense de la Volga rive - gauche et rive - droite, de l'Oural et de la Sibérie occidentale. L'Oural est devenu le principal centre de concentration des forces productives du pays. Des milliers d'employés qualifiés, d'ingénieurs et de techniciens évacués ont rejoint les rangs des métallurgistes dans les entreprises de Magnitogorsk, Sverdlovsk, Nizhny Tagil, Pervouralsk, Serov, Tcheliabinsk, Beloretsk et d'autres villes<sup>1123</sup>. Le plan militaro-économique prévoyait un programme pour les régions de l'Est dans le but de créer de nouvelles bases pour la production de blindages de chars, et d'augmenter la production de fonte, d'acier, de produits laminés<sup>1124</sup>. Pour le quatrième trimestre de 1941 et 1942, un plan a été approuvé pour la mise en service de 5 nouveaux hauts fourneaux, 27 fours à foyer ouvert, un blooming, 5 batteries de fours à coke<sup>1125</sup>.

*Figure 6. Dynamique de la mise hors service des installations de production dans la sidérurgie et leur reprise partielle à l'Est de l'URSS*<sup>1126</sup>

---

<sup>1120</sup> N. A. VOZNESENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ ekonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), Moscou, Gospolitizdat, 1948, p. 42.

<sup>1121</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>1122</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>1123</sup> V.V. ZAPARIJ, « La sidérurgie de l'Oural pendant la Grande guerre patriotique (1941-1945). La réorganisation pour l'assortiment en temps de guerre » (« Černaâ metallurgiâ Urala v period Velikoj otečestvennoj vojny (1941-1945). Perestrojka na sortament voennogo vremeni »), *Metallurg*, 2001, Vol. 1, p. 84.

<sup>1124</sup> N. A. VOZNESENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ ekonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), M. : Gospolitizdat, 1948, p. 39.

<sup>1125</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>1126</sup> Archives nationales russes de documentation scientifique et technique à Samara, f. P-38, inv. 7-1, d. 8, l. 16, 16 verso.

Types des capacités des production	Nombre de capacités de production vers le 1.07.1941	Réduction des capacités de production pendant la guerre		Mises en exploitation, vers le 15.11.1943	Au total, vers le 15.11.1943
		pièces	% par rapport au niveau d'avant guerre		
Hauts fourneaux	94	57	61%	5	42
Fours Martin	237	126	53%	21	132
Fours électriques	59	34	58%	12	37
Convertisseurs	20	20	100%		
Laminoirs	225	106	47%	13	132
Laminoirs à tubes	15	11	73%	5	9
Laminoirs à souder des tuyaux	36	28	78%	1	8
Batteries pour fours à coke	140	122	87%	7	23

Note : De plus, 12 fours Martin ont été restaurés dans les usines du Sud

Les chiffres dans la *Figure 6* montrent que les pertes des capacités productives dans la sidérurgie vers la fin de 1943 étaient de plus de 50% en moyenne par rapport au niveau d'avant-guerre : 61% de la réduction en hauts fourneaux, 100% - en convertisseurs, 87% - en batteries pour fours à coke etc.

Pendant les trois années de la guerre (1942, 1943 et 1944) dans le domaine de la sidérurgie ont été reconstruits et mis en service dans les régions orientales de l'URSS 24 hauts fourneaux (d'une capacité de 2 405 000 tonnes de fonte), 128 fours Martin (d'une capacité de 2 474 000 tonnes d'acier), 4 convertisseurs Bessemer, 70 fours électriques, 56 laminoirs (d'une capacité de 1 226 000 tonnes de métal laminé), 67 batteries de fours à coke. La production de fonte brute dans l'Oural et la Sibérie en 1943 par rapport à 1940 a augmenté de 35%, la production d'acier - de 37% et la production de produits laminés - de 36%.<sup>1127</sup>

Quant à Nektariy Melnichenko, nous l'avons quitté le 11 octobre 1940 lors de ses fonctions au Commissariat du Peuple de la sidérurgie, où il a travaillé jusqu'au 27 septembre 1948 (pendant une courte période du 27 septembre 1941 à 26 février 1943 Nektariy a travaillé au Commissariat du Peuple à l'industrie de blindés, puis il est retourné au Commissariat du Peuple de la sidérurgie<sup>1128</sup>).

Les documents d'archives permettent de saisir la géographie des voyages d'affaires de Nektariy. En juillet-août 1944 il a été envoyé pour des inspections dans les usines en Sibérie et dans la région de l'Oural : l'usine de Magnezit du Commissariat du Peuple de la sidérurgie ; l'usine métallurgique de Satka ; l'usine métallurgique de Lysva<sup>1129</sup>. Melnichenko fait

<sup>1127</sup> N. A. VOZNESENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ ekonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), Moscou, Gospolitizdat, 1948, p. 46-48.

<sup>1128</sup> GA RF, f. P8300, inv.33, d. 5772, l. 1. « 1957. Melnichenko Nektariy Georgievich ».

<sup>1129</sup> Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'usine était la seule entreprise du pays à produire des casques de soldat (casques en acier). Au total, plus de 10 millions de ces casques ont été fabriqués pendant les années de guerre.

l'inspection à la Direction de Vysokogorsk du Commissariat du Peuple de la sidérurgie ; à l'usine de Pervouralsk n°703 de l'ordre de Lénine du Commissariat du Peuple de la sidérurgie (un mortier sur deux provient de cette usine) ; l'usine métallurgique de Nizhny Tagil.<sup>1130</sup>

Figure 7. La géographie des voyages d'affaires de Nektariy Melnichenko en 1944-45<sup>1131</sup>

Usine Magnezit	34 rue Solnechnaya, Satka, région de Tcheliabinsk, Russie
Usine métallurgique de Satka	Place du 1 <sup>er</sup> mai, Satka, région de Tcheliabinsk, 456 910, District fédéral de l'Oural, Russie.
Usine métallurgique de Lysva	58, rue Revolyutsii, Lysva, région de Perm
Direction de Vysokogorsk du Commissariat du Peuple de la sidérurgie	Nizhny Tagil
Usine Pervouralsk Novotrubny n°703 de l'ordre de Lénine du Commissariat du Peuple de la sidérurgie	Pervouralsk (région de Sverdlovsk)
Usine métallurgique de Nizhny Tagil	Nizhny Tagil
Usine métallurgique de Zlatoust <sup>1132</sup>	Zlatoust de la région de Tcheliabinsk
Usine métallurgique Elektrostal	Elektrostal, région de Moscou
Usine métallurgique de Chermoz <sup>1133</sup>	Chermoz, région de Perm
Usine métallurgique de Dobryanskiy <sup>1134</sup>	Dobryanka, territoire de Perm
Usine métallurgique de Maykor <sup>1135</sup>	Village de Maykor, district de Yusvinsky, région de Perm

<sup>1130</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 33. « Les matériaux de vérification de l'utilisation du parc de réparation et de l'accomplissement du plan de réparation de l'équipement en 1944. a) l'usine *Magnezit* du Narkomčermet. b) l'usine métallurgique *Satka* c) l'usine métallurgique *Lysvensky* d) Vysokogorsky Rudoupravlenie du Narkomčermet e) l'usine de *Pervouralsk* № 703 du Narkomčermet. f) l'usine de N. Tagil de Kuibyshev. Le travail dans le cadre du plan pour les mois de juillet et août 1944. Les opérationnels : Mel'ničenko, Zaharov, Anan'ev, Ladygin i Valov. 24 iûlâ - 5 noâbrâ 1944 (Materialy proverki ispol'zovaniâ remontnoj bazy i vypolneniâ plana remonta oborudovaniâ v 1944 godu. a) z-d "Magnezit" Narkomčermeta b) Satkinskij metallurg. zavod v) Lysvenskij metallurg. zavod g) Vysokogorskoe rudoupravlenie Narkomčermeta d) Pervoural'skij novotrubnyj ordena Lenina z-d № 703 NKČM e) N. Tagil'skij metallurg. z-d im. Kujbyševa. Rabota po planu na iûl' i avgust m-cy 1944. Ispolniteli: Mel'ničenko, Zaharov, Anan'ev, Ladygin i Valov. 24 iûlâ - 5 noâbrâ 1944).

<sup>1131</sup> Le tableau est fait sur les matériaux des archives : GA RF, f. P8300, inv.18, d.33; GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 31; GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 32.

<sup>1132</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 31. « Les matériaux du Narkomat à la sidérurgie de l'URSS sur la restauration du bassin de Krivoï Rog (l'arrêté du GOKO n° 6563s du 19 septembre 1944). II. L'inspection de l'acier rapide et de ses substituts à l'usine *Elektrostal* et à l'usine *Zlatoust*. III. La vérification de la production sans frais de 9,8 tonnes de tôle ondulée par le Comité central de l'Union de la sidérurgie. IV. La vérification de la consommation de matériaux à l'atelier de transport de l'usine de Serov. V. Le contrôle aléatoire de la consommation de matériaux techniques à l'usine de Serov. Le travail selon le plan pour le mois de mai, de juin, de juillet, d'août et de novembre 1944. Les exécutants : Pavel'ev, **Mel'ničenko**, Makkaveev, Rafalkov. Le 26 mai 1944 - 23 novembre 1944 ». (Materialy po vosstanovleniû Krivorozhskogo bassejna NKČM (post. GOKO № 6563s ot 19. 09-44 g.) II. Proverka bystrorežušej stali i zamenitelej na z-de « Elektrostal' » i Zlatoustovskom metallurgičeskom zavode. III. Proverka beznarâdnogo polučenîâ CK Souza Černoj metallurgii 9,8 t volnistogo žezeza. IV. Proverka rashodovaniâ materialov po transportnomu cehu z-da imeni Serova. V. Vyboročnaâ proverka rashodovaniâ materialov tehničeskogo snabženiâ na z-de im. Serova. Rabota po planu na maj, iûn', iûl', avgust i noâbr' m-cy 1944 g. Ispolniteli : Pavel'ev, Mel'ničenko, Makkaveev, Rafalkov. 26 maâ 1944 - 23 noâbrâ 1944).

<sup>1133</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 32. « La vérification des temps d'arrêt de la flotte aux quais des usines de Kama du Narkomat à la sidérurgie de l'URSS, a) L'usine *Chermozsky* du Narkomat à la sidérurgie de l'URSS ; b) L'usine *Dobryanskiy* du Narkomat à la sidérurgie de l'URSS ; c) L'usine Maikorsky du Narkomat à la sidérurgie de l'URSS. Le travail selon le plan du mois de juin 1944. Les exécutants : Mel'ničenko, Mercalov i Turčan. Le 16 juin 1944 – le 4 septembre 1944 ». (Proverka prostoev Flota na pričalah Prikamskih zavodov NKČM, a) Čermozskij zavod NKČM b) Dobrânskij zavod NKČM v) Majkorskij z-d NKČM. Rabota po planu na iûn' mesâc 1944 g. Ispolniteli t. t. Mel'ničenko, Mercalov i Turčan. 16 iûnâ 1944 - 4 sentâbrâ 1944).

<sup>1134</sup> *Idem.*

<sup>1135</sup> *Idem.*

Comme nous pouvons le voir, la plupart des voyages d'affaires de Melnichenko se font dans l'Oural (les villes de la région de Perm, Nizhny Tagil, Pervouralsk). L'Oural était bien le centre de production de défense le plus puissant de l'URSS.

Nicolas Werth dans son ouvrage *La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946* s'arrête sur « le paradoxe d'une mobilisation totale de la société » soviétique :

« L'un des aspects les plus remarquables de la guerre à l'Est fut l'extraordinaire capacité des Soviétiques, dans la débâcle des premiers mois, à évacuer, puis à reconvertir vers la production militaire un nombre considérable d'entreprises. En six mois (juillet 1941 - janvier 1942), le Conseil de l'Évacuation<sup>1136</sup>, mis en place deux jours après l'invasion allemande, parvint à déplacer vers l'Est 1 500 grandes entreprises industrielles au terme d'opérations titanesques d'une grande complexité logistique. À la fin de 1942, 2 600 grandes usines avaient été évacuées, principalement vers l'Oural, la Sibérie, le Kazakhstan, où elles avaient été réassemblées et reconverties vers la production militaire. Dans le même temps, 17 millions de personnes furent évacuées.<sup>1137</sup> »

Constatant le paradoxe de ces quelques années décisives de la Grande guerre patriotique de 1941-1945 qui étaient « profondément disruptives », N. Werth considère qu'elles étaient, « à la fois, aussi inscrites dans la continuité du système de relations économiques et sociales mis en place dans les années 1930 »<sup>1138</sup>.

Pour N. Werth, comme pour les historiens soviétiques, la nature de cette continuité réside dans la « nature de la mobilisation »<sup>1139</sup> de l'économie soviétique.

Le type de mobilisation du développement de la Russie a été étudié en détail dans la monographie de l'économiste A.G. Fonotov<sup>1140</sup>, qui a défini ce type comme « un développement

---

<sup>1136</sup> Rappelons que le Conseil d'évacuation fonctionnait dans le cadre du Comité de défense de l'État, GKO (qui a été mentionné dans le chapitre précédent).

<sup>1137</sup> Nicolas WERTH, « La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946 », *Histoire, économie & Société*, 2004/2, pp. 191-214. [Cet article reprend partiellement des passages de trois chapitres sur la question que Nicolas WERTH avait rédigés pour l'ouvrage collectif, dirigé par Dominique Barjot (dir.), *Les sociétés, la paix, la guerre, 1911-1946*, Paris, SEDES, 2003.]

Voir aussi : Rebecca MANLEY, « L'évacuation de la population civile en URSS en 1941 », *Communisme*, n° 70-71, 2002, pp. 120-138.

<sup>1138</sup> Nicolas WERTH, « La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946 », *Histoire, économie & Société*, 2004/2, p. 202.

<sup>1139</sup> N.M. MOROZOV, « Le type de mobilisation du développement de la civilisation russe » (« Mobilizacionnyj tip razvitiâ Rossijskoj civilizacii »), *Vestnik Tomskogo universiteta*, №2 (14), 2011, pp. 175-184.

<sup>1140</sup> A.G. FONOTOV, *La Russie: d'une société de mobilisation à une société innovante* (Rossiâ: ot mobilizacionnogo obščestva k innovacionnogo), Moscou, 1993.

axé sur la réalisation d'objectifs extraordinaires en utilisant des moyens extraordinaires et des formes d'organisation extraordinaires »<sup>1141</sup>.

Les historiens identifient les facteurs qui ont contribué à la mobilisation du développement en Russie. L'un de ces facteurs est la nature des conditions naturelles et climatiques.<sup>1142</sup> Selon Omer Bartov, parmi les facteurs à l'origine de « l'extraordinaire brutalisation des troupes allemandes sur le « front de l'Est » ont été les conditions géographiques et climatiques de la Russie, qui « renforcèrent également l'impression que cette guerre constituait un retour à la confrontation primitive où les traditions légales et morales de la civilisation humaine n'avaient plus cours »<sup>1143</sup>.

Le facteur extrême a constamment accompagné les processus d'adaptation de la société russe à son environnement naturel<sup>1144</sup>.

L'un des éléments de l'économie de mobilisation en URSS pendant la Grande guerre patriotique était le système de travail forcé. Le Commissariat du peuple de la sidérurgie a compensé la pénurie de personnel non qualifié par l'emploi de personnes détenues dans des institutions du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures. Dans les années 1930, le *Goulag* est devenu la plus grande organisation industrielle du pays. Il a desservi 17 secteurs de l'économie nationale, y compris la sidérurgie. Le budget du *Goulag* était estimé à des milliards de roubles, l'exploitation du travail des prisonniers permettait de percevoir de gros bénéfices avec une petite subvention de l'Etat pour l'entretien des camps. Selon le plan de 1940, le budget du Goulag était de 7,864 milliards de roubles, sa partie de recettes – 7,376 milliards de roubles. Ainsi, l'État a couvert ses dépenses à hauteur de 488,29 millions de roubles<sup>1145</sup>. Les plans de

---

<sup>1141</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>1142</sup> La question des liens de causalité entre l'environnement de la biosphère et des activités économiques spécifiques, ainsi que celle de la corrélation de ces indicateurs ont été soulevées dans les travaux de S.M. Soloviov, V.O. Klioutchevski et L.I. Metchnikov. Pendant la période soviétique, cette ligne de pensée scientifique a été développée dans les travaux d'historiens : I.D. KOVAL'ČENKO, « La dynamique du niveau de production agricole en Russie dans la première moitié du XIX » (*Dinamika urovnâ zemledel'českogo proizvodstva Rossii v pervoj polovine XIX v.*), *Istoriâ SSSR*, 1959, № 1, pp. 64–84 ; L.V. MILOV, *Le grand laboureur russe et les caractéristiques du processus historique russe* (*Velikorusskij pahar' i osobennosti rossijskogo istoričeskogo processa*) ; Moscou, ROSSPÈN, 1998.

<sup>1143</sup> Omer BARTOV, « Barbarossa et les origines de la Solution finale », dans S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, C. Ingrao, H. Rousso (dir.), *La Violence de guerre, 1914-1945*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, 2002, pp. 193-217. Voir également les ouvrages majeurs d'Omer BARTOV, *The Eastern Front 1941- 1945. German Troops and the Barbarisation of Warfare*, New York, St. Martin's press, 1986; Omer BARTOV, *Hitler's Army Soldiers, Nazis and War in the Third Reich*, New York; London, Oxford university press, 1991; Nicolas WERTH, « La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946 », *Histoire, Ecoomie & Société*, 2004/2, p. 203.

<sup>1144</sup> A.V. LUBSKIJ, *Les facteurs de conflit dans le sud de la Russie: méthodologie de recherche et réalités sociales* (*Konfliktogennye faktory na ŭge Rossii: metodologiâ issledovaniâ i social'nye realii*), Rostov-na-Donu, Izd-vo SKNC VŠ, 2005, p. 24.

<sup>1145</sup> GA RF, f. P-9414, inv. 1, d. 846, l. 1 - 4, 122, 123. « Le schéma de la structure du Goulag du NKVD de l'URSS à partir du 31 janvier 1941 » (« Shema struktury GULAGa NKVD SSSR po sostoâniû na 31.I.1941 »).



production du *Goulag* ont été élaborés conformément aux plans de développement quinquennaux de l'URSS.

Avec le déclenchement de la Grande Guerre patriotique, le système de travail forcé en URSS s'est élargi et renforcé encore plus. La tendance à remplacer les administrations civiles par les activités des administrations du *Goulag*, déjà manifestée dans les années 1930, est devenue encore plus évidente. Pendant les années de guerre, 7 systèmes de camps fonctionnaient dans la région de l'Oural, près de Sverdlovsk : *Ivdellag*, *Sevurallag*, *Tagillag*, *Bogoslovlag*, *Lobvinlag*, *Vosturallag* et *Tavdinlag*. Les cinq premiers d'entre eux étaient situés sur le territoire de la région de Nizhniy Tagil. En plus des prisonniers, le travail forcé des « Allemands soviétiques » réprimés a été utilisé. Le 10 novembre 1941, le Comité de défense de l'État a publié un décret sur la mobilisation des Allemands dans les détachements de construction pour les projets de construction les plus importants du pays.<sup>1146</sup>

Figure 8. Nombre de prisonniers dans les camps de travaux forcés de l'Oural (printemps-été 1942)<sup>1147</sup>

	Nom du camp	Nombre total des personnes mobilisées	Prisonniers	Allemands ethniques mobilisés
1	Bakallag	30497	4017	26480
2	Ivdellag	31887	18988	12899
3	Sevurallag	18232	9791	8441
4	Usollag	33326	28386	4940
5	Bogoslovlag	28668	16357	12311
6	Solikamlag	4527	1990	2537
7	Tavdinlag	4104	2186	1918
8	Tagillag	37071	33700	3371
9	Vosturallag	16281	11834	4447
Au total		204593	127249	77344

Pour des responsables politiques, militaires ou policiers formés à « l'école de la Grande Terreur », ces mesures des travaux forcés répondaient aux exigences et aux duretés d'une époque marquée par des affrontements titanesques contre l'ennemi intérieur et extérieur.

<sup>1146</sup> GA RF, f. P-9414, inv. 1, d. 386, l. 8, 10. « Les notes et la correspondance sur le travail des camps spéciaux » (« Dokladnye zapiski i perepiska po rabote osobyh lagerej »).

<sup>1147</sup> GA RF, f. P-9479, inv. 1, d. 110, l. 125, « Les matériaux sur la mobilisation de colons spéciaux (*specposelency*) dans l'industrie (« Materialy po mobilizacii specposelencev v promyšlennost' »), t. 1, le 24 décembre 1942 – le 31 décembre 1943.

GA RF, f. P-9479, inv. 1, d. 112, l. 65, « Les informations sur l'utilisation des colons spéciaux allemands dans l'industrie. Le 2 janvier 1942 – le 7 janvier 1943 » (« Spravki ob ispol'zovanii specpereselencev-nemcev v promyšlennosti. 02 ânvarâ 1942 - 07 ânvarâ 1943 »).

En parallèle, pour attirer des métallurgistes qualifiés pour innover en période de guerre, l'URSS a agi comme suit. Par l'ordre du Commissariat du peuple de la sidérurgie de l'URSS du 1<sup>er</sup> février 1939, a été recréé *Uralgipromez* comme une branche du plus grand institut de design dans le domaine de la sidérurgie, *Gipromez*. Dès juillet 1941, *Gipromez* a été évacué de Leningrad à Sverdlovsk et a fusionné avec *Uralgipromez*. En 1942, la structure organisationnelle de l'Institut commun était fixée comme suit : une direction, un bureau central de 500 personnes à Sverdlovsk et des succursales à Magnitogorsk, Tcheliabinsk, Nizhny Tagil, Kuznetsk, Leningrad et Orsk. En outre, des brigades de l'Institut étaient situées à Pervouralsk, Kushva, Kamensk-Uralsky, Tcheliabinsk, Verkhnyaya Salda, Lysva et Alapaevsk. Au bureau central de l'institut, de ses succursales et brigades étaient employées 1300 personnes. À la fin de la guerre, en mars 1944, *Gipromez* fut de nouveau évacué vers Moscou et une succursale fut organisée à Sverdlovsk.<sup>1148</sup>

« [...] la guerre sur le front de l'Est fut pour le régime soviétique un formidable défi, qui mit à l'épreuve l'ensemble du système administratif de commandement bâti au cours des années 1930. Dans les conditions extrêmes d'une guerre à mort, ce système, géré par des hommes passés par toutes les épreuves et les violences de la collectivisation forcée, de la famine et de la « Grande Terreur », fonctionna assez efficacement, il est vrai au prix d'immenses sacrifices humains. Malgré les désastres militaires des premiers mois de la guerre, les désordres générés par les déplacements massifs de population, l'incohérence de politiques souvent contradictoires alternant répression et relâchement des contrôles, le système stalinien parvint à mobiliser l'immense majorité de la population et la quasi-totalité des ressources. Le formidable effort de guerre totale, de mobilisation, d'évacuation et de reconversion fut assurément facilité par le fait que l'économie soviétique était une « économie de guerre *sui generis* » (Oscar Lange) fonctionnant, depuis le début des années 1930, en conditions extrêmes, et capable de mobiliser une main d'œuvre civile rompue à un style de commandement militaire et à toutes les privations. La barbarie nazie, qui ne laissait aux Untermenschen slaves d'autre alternative que la mort ou l'esclavage, joua évidemment aussi un rôle capital dans le sursaut patriotique d'une société où les ferments de mécontentement et les ressentiments contre le régime étaient, à la veille de la guerre, forts.<sup>1149</sup> »

En résumé, la sidérurgie en URSS de l'entre-deux guerres personnifiait le système administratif soviétique *de gestion par commandement* dans son ensemble.

Les résultats de la guerre ont montré que le test d'une économie de mobilisation dans le domaine de la sidérurgie avait été passé avec succès. Dans le sens où la sidérurgie, qui avait

---

<sup>1148</sup> *Uralgipromez : d'Uralprojectbureau à Uralgipromez d'aujourd'hui. Un bref aperçu historique à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. 1925-1995* (Uralgipromez : ot Uralproektbüro do Uralgipromeza naših dneij. Kratkij istoričeskij obzor k 70-letiu so dnâ osnovaniâ. 1925-1995), Ekaterinburg, 1995, pp. 1-19.

<sup>1149</sup> Nicolas WERTH, « La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946 », *Histoire, économie & Société*, 2004/2, pp. 202-203.

perdu environ la moitié de son potentiel de production au cours de la première année de la guerre, a réussi à se redresser grâce à l'évacuation de la production vers l'Oural, grâce à la construction de nouvelles usines métallurgiques avec la main d'œuvre des camps de travaux forcés, et en raison de la concentration des cadres scientifiques dans l'Oural.

### **B. Le crédit-bail (Lend-Lease), un mécanisme de transfert des technologies en provenance des pays occidentaux vers l'URSS pendant la Grande guerre patriotique**

Pendant la Grande guerre patriotique, les importations de technologies en provenance des pays occidentaux vers l'URSS ont été effectuées par le biais du crédit-bail (Lend - Lease). Il suffit de constater qu'environ 98% des exportations américaines vers l'Union soviétique entre juin 1941 et septembre 1945 étaient constituées de produits de Land - Lease<sup>1150</sup>. Le rôle de ces approvisionnements a été traditionnellement déprécié par l'historiographie soviétique depuis le début de la guerre froide<sup>1151</sup>. Il n'est donc pas possible d'évaluer la dépendance du complexe militaro-industriel soviétique à l'égard des livraisons de crédit-bail qu'en comparant les données des chercheurs occidentaux et soviétiques.

Dans l'ouvrage *L'économie de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique*, publié en 1948, son auteur, le président du Comité de planification de l'État de l'URSS (le *Gosplan*) N. Voznessenski ne dit pas un mot du crédit-bail<sup>1152</sup>. Voznessenski écrit, que « la proportion de ces approvisionnements [des importations de biens effectuées par les Alliés] par rapport à la production intérieure [de l'URSS] pendant la période de l'économie de guerre ne sera que d'environ 4% »<sup>1153</sup>.

Or, contrairement à ce qui est constaté par l'historiographie soviétique, le rôle du crédit-bail a toujours été présenté par l'historiographie américaine comme un facteur décisif dans la capacité de l'Union soviétique à poursuivre la guerre. Le rôle militaire et économique de l'aide américaine à l'URSS est documenté de manière très fondamentale dans une monographie de

---

<sup>1150</sup> Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development, 1945-65*, Hoover Institution/Stanford University, 1973, p. 5.

<sup>1151</sup> Boris V. SOKOLOV, « The Role of Lend-Lease in Soviet Military Efforts, 1941-1945 », *Journal of the Slavic Military Studies*, 1994, vol. 7, N°4, December. En ligne: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13518049408430160>

<sup>1151</sup> Steven J. ZALOGA, *Soviet Lend-Lease Tanks of World War II*, Osprey Publishing, 2017.

<sup>1152</sup> Il faudrait noter que Voznessenski, dirigeant du *Gosplan* à l'apogée de sa carrière, en octobre 1949 a été incarcéré et à la suite d'un procès inique il a été condamné à mort pour haute trahison.

<sup>1153</sup> N. A. VOZNESSENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ èkonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), Moscou, Gospolizdat, 1948, p. 74.

1969 de Robert H. Jones<sup>1154</sup>. Cependant, il n'a pas pu montrer la part des approvisionnements américains et britanniques dans la production de certains produits vitaux en URSS en raison du manque de données sur la production soviétique, bien qu'il ait pu fournir une nomenclature très détaillée des approvisionnements en crédit-bail. L'importance du crédit-bail américain et des fournitures en provenance de Grande-Bretagne et du Canada pour l'économie militaire soviétique a été également examinée par le chercheur britannique Mark Harrison<sup>1155</sup> dans une monographie publiée en 1985, mais son analyse est beaucoup moins détaillée que celle de Robert H. Jones.

En parlant de l'importance du crédit-bail, en général, Mark Harrison estime que s'il n'est pas possible de mesurer globalement le rôle de l'approvisionnement extérieur, « l'URSS était fortement dépendante du crédit-bail, qui aurait pu fournir en 1943-1944 des ressources équivalant à un sixième du PNP [le produit national net] soviétique au coût des facteurs de 1937 ».<sup>1156</sup>

La différence dans les estimations de l'importance du crédit-bail entre 20% (d'après Mark Harrison) et 4% du PNP (d'après N. Voznessenski) est assez significative ! Laissons entre parenthèses la question du traitement des données par les statistiques soviétiques, même si dans ce cas précis on est en phase avec M. Twain qui a cru « qu'il y a trois sortes de mensonges : les mensonges, les sacrés mensonges et les statistiques »<sup>1157</sup>.

Ce n'est qu'après 1985 que les publications soviétiques ont commencé à donner d'autres évaluations de l'aide alliée. Par exemple, le maréchal Joukov a déclaré dans des conversations d'après-guerre avec l'écrivain K.M. Simonov que « la production d'aciers spéciaux nécessaires aux divers besoins de guerre était également liée à un certain nombre de livraisons américaines »<sup>1158</sup>. L'authenticité de la transmission de ces conversations entre K. Simonov et Joukov, qui ont eu lieu en 1965-1966, est confirmée par les mots de Joukov, enregistrés à la suite d'écoutes téléphoniques organisées par les agences de sécurité en 1963 :

---

<sup>1154</sup> R. H. JONES, *The Roads to Russia: United States Lend-Lease to the Soviet Union*, Norman, Oklahoma Univ. Press, 1969.

<sup>1155</sup> M. HARRISON, *Soviet Planning in Peace and War 1938-1945*, Cambridge University Press, 1985.

<sup>1156</sup> M. HARRISON, « Resource Mobilization for World War II: The USA, UK, USSR, and Germany, 1938- 1945 », *The Economic History Review*, May 1988, Vol. 41, No. 2 (May, 1988), p. 189.

<sup>1157</sup> Mark TWAIN, *Autobiography of Mark Twain*, University of California Press, 2010.

<sup>1158</sup> C. M. SIMONOV, *À travers les yeux d'un homme de ma génération : Réflexions sur Staline* (Glazami človeka moego pokoleniâ : Razmyšleniâ o I. V. Staline), M. : APN, 1989, p. 354.

« [...] on dit que les Alliés ne nous ont jamais aidés... Mais il est impossible de nier que les Américains nous ont envoyé tant de matériel, sans lequel nous ne pourrions pas former nos réserves et ne pourrions pas continuer la guerre... Et combien de tôles d'acier nous ont-ils livrées ! Aurions-nous pu organiser rapidement la production des chars blindés si les Américains n'avaient pas apporté leur aide en acier ?<sup>1159</sup> »

Les transferts des matériaux dans le cadre du Lend-Lease présentèrent deux aspects : (1) les expéditions effectuées en vertu des cinq protocoles d'approvisionnement de 1941-1945 et des programmes connexes et (2) des expéditions effectuées en vertu de l'*accord du pipeline* d'octobre 1945 après la fin de la guerre avec le Japon. Les négociations sur le premier protocole d'approvisionnement ont commencé le 7 décembre 1941, mais elles ont été reportées au 28 décembre en raison de l'entrée des États-Unis en guerre avec le Japon.<sup>1160</sup>

Dans le cadre du crédit-bail la Russie importait des aciers, libérant ainsi ses usines des dépenses et du temps nécessaires à leur production, et elle a reçu seulement des États-Unis 2,6 mln tonnes d'acier entre 1941 et 1945<sup>1161</sup>. Le tonnage, comparé à une production soviétique de 76 mln tonnes entre 1942 et 1945<sup>1162</sup>, semble faible (environ 5%), mais les apparences sont trompeuses. Pourquoi ?

### *Le Lend-Lease et les aciers spéciaux*

Expliquons pourquoi il en est ainsi sur l'exemple de l'acier blindé. Dans le cadre des programmes du Lend - Lease les livraisons des métaux ferreux en URSS ont été effectuées dans la forme des aciers alliés. Selon les statistiques de A. Sutton, tels étaient l'acier à coupe rapide, les barres laminées à froid (160 248 t.), l'acier laminé à chaud pour l'aviation (233 170 t.), la tôle, le fil en acier inoxydable (4 857 t.), le fil en alliage spécial (3 827 t.), les tuyaux et des tubes en acier (56 845 t.), ainsi que les plaques de blindage (8 950 t., dont 2 897 t. ont été perdues en route<sup>1163</sup>), les tôles et les plaques laminées à chaud.<sup>1164</sup>

---

<sup>1159</sup> Boris V. SOKOLOV, « The Role of Lend-Lease in Soviet Military Efforts, 1941-1945 », *Journal of the Slavic Military Studies*, September 1994, vol. 7. N°3, pp. 567-586. En ligne :

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13518049408430160> Mise à jour : le 20 avril 2021.

<sup>1160</sup> Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development: 1945-65*, Hoover Institution/Stanford University, 1973, p. 3.

<sup>1161</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>1162</sup> *L'économie nationale de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique, 1941-1945. Résumé statistique* (Narodnoe hozâjstvo SSSR v Velikoj Otečestvennoj vojne, 1941-1945 gg. Statističeskij sbornik), Moscou, Goskomstat SSSR, 1990, p. 38.

<sup>1163</sup> R. H. JONES, *The Roads to Russia: United States Lend-Lease to the Soviet Union*, Norman, Oklahoma University Press, 1969, Annex A, le tableau V « Random Exports to the Soviet Union ».

<sup>1164</sup> *Ibid.*, p. 220.

L'industrie sidérurgique soviétique, qui a été créée de toute urgence à un rythme accéléré pendant l'industrialisation forcée, s'est développée de manière déséquilibrée (il ne pouvait en être autrement) et la production d'aciers spéciaux a toujours été son talon d'Achille. « Le slogan 'Donnez-nous plus de métal !' a longtemps été un élément stéréotypé de la planification et de la gestion économique soviétique. Une approche extensive plutôt qu'intensive du développement était caractéristique de l'industrie sidérurgique soviétique »<sup>1165</sup>.

Il en va de même pour la production de l'acier blindé. Ce dernier n'avait pas été produit dans l'Oural avant la guerre, même le fleuron de la métallurgie nationale, le combinat de Magnitogorsk, était conçu pour produire uniquement du métal ordinaire. « Le retard dans le sens qualitatif de l'industrie sidérurgique est devenu un obstacle sur la voie du progrès technologique en URSS »<sup>1166</sup>.

Lors de la guerre, du fait de la perte du potentiel productif dans la partie européenne du pays, le combinat de Magnitogorsk dut maîtriser la technologie de fusion de l'acier de blindage dans ses grands fours à ciel ouvert. Le 22 juin 1941, le combinat obtint sa première commande de production d'acier à plaques de blindage. L'usine a créé un bureau des armures, qui fut responsable du développement de la technologie pour la production de produits en acier blindé. À Magnitogorsk la production d'acier blindé en 1940 s'élevait à 75000 tonnes. En janvier 1942 déjà quasiment la moitié de cette production, équivalant à 40 000 tonnes, était « la production mensuelle d'acier blindé par des entreprises de l'Oural »<sup>1167</sup>. Nous pourrions conclure que si c'était le cas, en 1942, dans son ensemble, la production annuelle d'acier blindé dans l'Oural était de  $12 \times 40 = 480\ 000$  tonnes. Cela, en général, ne contredit pas les données de l'ouvrage de référence *L'économie nationale de l'URSS dans la grande guerre patriotique de 1941-1945*, où la dynamique de production d'acier blindé en URSS est présentée comme suit (en milliers de tonnes) : 1940 - 75, 1941 - 294, 1942 - 527, 1943 - 446, 1944 - 588, 1945 - 510.<sup>1168</sup>

---

Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development, 1945-65*, Hoover Institution/Stanford University, 1973, p. 9.

<sup>1165</sup> Boris Z. RUMER, *Soviet Steel. The Challenge of Industrial Modernization in the USSR*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1989, p. 2.

<sup>1166</sup> *Idem.*

<sup>1167</sup> *L'économie nationale de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique, 1941-1945. Résumé statistique* (Narodnoe hozjajstvo SSSR v Velikoj Otečestvennoj vojne, 1941-1945 gg. Statističeskij sbornik), Moscou, Goskomstat SSSR, 1990, p. 46.

<sup>1168</sup> *Idem.*

En même temps, cela contredit l'affirmation de N.A. Voznessenski selon laquelle, en 1942 (en 1942, l'acier de blindage n'était produit que dans l'Oural<sup>1169</sup>), la production d'acier blindé dans les régions de l'Oural était 1,8 fois supérieure à celle de tout le pays en 1940 (la production d'acier blindé en 1940 est à 75 000 tonnes), autrement dit, elle était de 135 000 tonnes en 1942 (en multipliant le niveau de production de 1940 par 1,8, soit 135 000 tonnes). Dans ce cas, la production pour la seconde moitié de 1941 et pour l'ensemble de 1942 devrait totaliser 215 000 tonnes.<sup>1170</sup> Mais c'est deux fois moins que les 600 000 tonnes qui furent utilisées pour la production des chars<sup>1171</sup>.

Si notre estimation de la production d'acier blindé en 1942, basée sur les données de N.A. Voznessenski, est valide, l'acier blindé fourni en prêt-bail représente environ 46,7% de la production mensuelle moyenne soviétique en 1942, ce qui fait de l'acier blindé américain un facteur important pour couvrir les pénuries potentielles.

Revenant à l'évaluation du rôle du prêt-bail dans la sidérurgie soviétique pendant les années de guerre, on peut donc affirmer qu'il était important. En particulier, pendant la période initiale de la guerre, les importations d'aciers spéciaux en prêt-bail ont libéré les usines des dépenses nécessaires à leur production. Lors de la guerre des changements qualitatifs dans la sidérurgie soviétique ont été effectués dans l'augmentation de la part de l'acier de qualité dans la production des métaux, dans la production d'aciers spéciaux, dans le laminage de tôles de blindage sur blooming, la production de ferrophosphore et de ferrochrome dans les hauts-fourneaux, et la productivité des unités métallurgiques qui, pendant la guerre, a tellement augmenté, a fini par devenir l'objet de recherches spéciales de certains bureaux d'études américains.<sup>1172</sup>

---

<sup>1169</sup> N. A. VOZNESSENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ ekonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), M. : Gospolitizdat, 1948, pp. 70 - 71.

<sup>1170</sup> Boris V. SOKOLOV, « The Role of Lend-Lease in Soviet Military Efforts, 1941-1945 », *Journal of the Slavic Military Studies*, September 1994, vol. 7. N°3, pp. 567-586. En ligne :

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13518049408430160> Mise à jour : le 20 avril 2021.

<sup>1171</sup> Dans la période de juillet 1941 à la fin de 1943 en URSS, selon les statistiques officielles, 53,3 mille chars et canons automoteurs ont été produits, y compris au moins 30 mille chars T-34, chacun exigeant jusqu'à 20 tonnes d'acier blindé. Ainsi, au total, l'industrie soviétique au cours des 2,5 premières années de la guerre aurait dû disposer d'environ 405 000 tonnes d'acier blindé, alors que seule la production de 30 000 chars T-34 pouvait prendre jusqu'à 600 000 tonnes. Dans Boris V. SOKOLOV, « The Role of Lend-Lease in Soviet Military Efforts, 1941-1945 », *Journal of the Slavic Military Studies*, September 1994, vol. 7. N°3, pp. 567-586. En ligne :

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13518049408430160> Mise à jour : le 20 avril 2021.

<sup>1172</sup> V. V. ZAPARIJ, « Les innovations dans l'industrie sidérurgique de l'Oural pendant la Grande Guerre Patriotique », dans V. V. ZAPARIJ (dir.), *L'Oural dans l'histoire militaire de la Russie : Traditions et modernité. Documents de la Conférence scientifique internationale consacrée au 60e anniversaire du Corps des chars volontaires de l'Oural* (Ural v voennoj istorii Rossii : tradicii i sovremennost'. Materialy Meždunarodnoj naučnoj

Ces considérations sur l'augmentation de la production des aciers spéciaux en URSS lors de la mobilisation de guerre nous amènent à la question de savoir si ces technologies de la production de l'acier blindé (la technologie, sur laquelle nous nous concentrons comme objet de l'étude de cas) existaient en URSS avant la guerre.

### *A l'origine de l'acier blindé : à qui appartient la priorité de l'invention*

L'invention de l'acier de blindage appartient à Hayward A. Harvey, propriétaire de l'entreprise sidérurgique américaine *The Harvey Steel Company*. Le 30 mai 1893, un brevet pour l'invention d'une méthode de la cémentation<sup>1173</sup> d'acier (la technologie de la production de l'acier blindé) a été enregistré à son nom (*Figure 9*).

En 1894, les dix principaux producteurs de plaques de blindage, dont *Vickers, Armstrong, Krupp, Schneider, Carnegie* et *Bethlehem Steel*, formés le *Harvey Syndicate* appliquant la technologie du blindage de l'ingénieur américain Hayward Augustus Harvey. Ce type de blindage a été utilisé dans la construction des navires de guerre jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le blindage Krupp à la fin des années 1890. Au début du XX<sup>e</sup> siècle la technologie obsolète de la production d'acier blindé par le procédé Krupp a été remplacée par la technologie de *Krupp de blindage cimenté à alliage complexe (Krupp cemented armour, KCA)*.

Quant à la Russie, l'acier de blindage y a été produit à partir de novembre 1896, lorsque la première plaque a été traitée selon la méthode Harvey dans un nouvel atelier de durcissement du blindage à l'usine d'Ižora. En 1898, la Russie a obtenu le brevet de Krupp pour cette production. En 1910 les capacités de l'usine d'Ižora ont doublé pour dépasser deux mille tonnes de blindage par an.<sup>1174</sup>

*Figure 9. Brevet d'United States Patent Office* US498390A<sup>1175</sup> sur

*Figure 10. Nombre des brevets pertinents à la production de l'acier à blindage classifiés sur la*

---

konferencii, posvâsennoj 60-letiiŭ Ural'skogo dobrovol'českogo tankovogo korpusa), Ekaterinburg, IliA UrO RAN, 2003, p. 47.

N. A. VOZNESSENSKI, *L'économie de guerre de l'URSS pendant la Grande guerre patriotique* (Voennaâ èkonomika SSSR v period Otečestvennoj vojny), M. : Gospolitizdat, 1948, p. 34.

<sup>1173</sup> La cémentation est un traitement thermo-chimique qui consiste à faire pénétrer superficiellement du carbone dans un acier dont le pourcentage de carbone est insuffisant pour prendre de la trempe, afin de le transformer en surface en un acier fortement carburé susceptible d'être trempé.

<sup>1174</sup> I.V. ŪRASOV, « Sur l'histoire de la production de chars d'assaut en URSS ». En ligne : [http://btvt.info/5library/vbtt\\_1974\\_05\\_armor\\_history.htm](http://btvt.info/5library/vbtt_1974_05_armor_history.htm) Mise à jour le 5 avril 2021.

<sup>1175</sup> Le brevet enregistré sur Hayward A. Harvey en 1893.



la cémentation d'acier, enregistré sur  
Hayward A. Harvey

base de la Classification internationale des brevets  
(CIB<sup>1176</sup>)



Pays de délivrance de brevets sur les technologies de la cémentation d'acier	Nombre de brevets 1910-1940
C23C8/66 <sup>1177</sup> , au total	217
États-Unis	97
Royaume-Uni	45
France	41
Allemagne	31
Russie	0
C23C8/46 <sup>1178</sup> , au total	100
Allemagne	16
États-Unis	41
France	21
Royaume-Uni	25
Russie	0

L'analyse des statistiques globales sur le brevetage de la technologie de l'acier de blindage durant la période de 1910 jusqu'en 1940 (*Figure 10*) montre qu'elle se développa grâce aux efforts de plusieurs pays. L'information fournie par l'*Organisation mondiale de la propriété intellectuelle* (WIPO) et sa *Classification internationale des brevets d'invention* (CIB), montre clairement de quels pays les brevets parviennent durant cette période de 30 ans, à savoir : les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne. La Russie ne figure pas sur cette liste. Du coup se pose la question de savoir comment le problème de la technologie de l'acier blindé a été résolu en Russie en l'absence de ses propres inventions technologiques dans ce domaine ?

En ligne : <https://patentimages.storage.googleapis.com/56/e0/54/9bb02ddc450a6f/US498390.pdf> Mise à jour le 5 avril 2022.

<sup>1176</sup> La Classification internationale des brevets (CIB), créée par l'Arrangement de Strasbourg de 1971, est un système hiérarchique de symboles indépendants de la langue pour le classement des brevets et des modèles d'utilité selon les différents domaines technologiques auxquels ils appartiennent.

En ligne : <https://www.wipo.int/classifications/ipc/fr/> Mise à jour le 5 avril 2022.

<sup>1177</sup> La description de la technologie C23C8/66 selon la Classification internationale des brevets (CIB) : Traitement chimique de surface par réaction entre le matériau métallique de la surface et un gaz réactif, laissant dans le revêtement des produits de la réaction (passivation des métaux de la couche superficielle de matériaux ferreux).

En ligne : <https://patents.google.com/?q=C23C8%2f66&before=priority:19400101&after=priority:19100101> Mise à jour le 5 avril 2022.

<sup>1178</sup> La description de la technologie C23C8/46 selon la Classification internationale des brevets (CIB) : Traitement chimique de surface par réaction entre le matériau métallique de la surface et un gaz réactif, laissant dans le revêtement des produits de la réaction (passivation des métaux de la couche superficielle de matériaux ferreux).

En ligne : [https://patents.google.com/?q=\(\(C23C8%2f46\)\)&patents=false&oq=\(\(C23C8%2f46\)\)](https://patents.google.com/?q=((C23C8%2f46))&patents=false&oq=((C23C8%2f46))) Mise à jour le 5 avril 2022.

*Les applications de l'acier blindé : marcher dans le sillage des grands puissances technologiques*

À partir du début du XXe siècle, une des applications les plus prometteuses de l'acier blindé s'est développée avec les voitures blindées et ensuite, les chars. Ce sont les Allemands qui ont été les premiers à utiliser des véhicules légèrement blindés pendant la Première Guerre mondiale. Les véhicules blindés russes sont apparus spontanément au front en réponse à l'initiative allemande, lorsque le ministre de la guerre, l'adjudant-général Soukhomlinov, a suggéré le 19 août 1914 de former « une batterie automobile de mitrailleuses blindées ». Par ce moyen, Soukhomlinov a « posé les bases de l'existence d'automobiles blindées » en Russie.<sup>1179</sup>

En pratique, cela signifiait le départ de la commission d'achat en Angleterre où, le 29 septembre 1914, un contrat a été signé avec la société *Austin Motor Co.* pour développer la conception d'un véhicule blindé répondant aux exigences techniques russes et pour fabriquer 48 véhicules pour les besoins de l'armée russe. En outre, ladite commission acheta 40 voitures blindées (prêtes à l'emploi et à bon marché) à Renault en France.<sup>1180</sup>

Et plus loin, jusqu'en 1917, la pensée de l'ingénierie russe a développé cette technologie en se basant sur les réalisations des écoles d'ingénieurs étrangères (*Figure 11*).

*Figure 11.* Les étapes du développement des véhicules blindés (chars) en Russie jusqu'en 1919<sup>1181</sup>

Ingénieur russe qui a participé au développement	Sur la base de quels équipements étrangers	Résultats du projet
Le major Filatov	Basé sur un camion de 4 tonnes d'une société américaine <i>Garford Motor Truck Co.</i>	Le premier camion blindé est prêt à être envoyé au front 3/05/1915.
Capitaine en seconde Mgebrov	Renforcement de la protection blindée des véhicules blindés <i>Renault</i> .	Au total, 11 voitures Renault ont été réservées par Mgebrov, ainsi qu'une de chacune des marques <i>Isotta-Fraschini, White, Benz, Pierce-Arrow</i> et <i>Russo-Balt</i> .
Véhicule tout-terrain semi-chenillée de A. Kegres	Un projet autonome	1916 – 1917. Les travaux ont été interrompus par la révolution et le changement de pouvoir en Russie.
Projet de char d'assaut de V. Mendeleev (le fils du célèbre chimiste D.I. Mendeleev)	Conception indépendante du véhicule à chenilles. La coque devait être réalisée par rivetage et soudage de plaques de blindage de différentes épaisseurs.	Coût élevé. Le projet n'a pas convaincu le departemennt militaire.
« Rover russe » de A. Porokhovshchikov	Sur un châssis de <i>Ford-T</i> transformé, des bandes tout-terrain ont été disposées sous le dessous du véhicule afin de pouvoir circuler à la fois sur route et hors route.	Le 13/01/1915, un prototype a été construit. Il restait à compléter le véhicule par une protection blindée. Mais il n'y avait pas de fonds pour cela.
L'usine de <i>Krasnoye Sormovo</i>	Le 29/09/1919, un char <i>Renault 138M</i> démonté arrive à Moscou. Les travaux de copie des parties existantes de la coque blindée du char sont	En août 1920, le premier char était complètement prêt. Le char n'a pas pris

<sup>1179</sup> M. SVIRIN, *L'armure est solide. Histoire du char soviétique, 1919-1937* (Bronâ krepka. Istoriâ sovetskogo tanka, 1919-1937), Moscou, Âza, Èksmo, 2005, pp. 8 - 9.

<sup>1180</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>1181</sup> *Ibid.*, pp. 11.12,13, 16-17, 18-21, 22-25, 39, 40, 42.

Ingénieur russe qui a participé au développement	Sur la base de quels équipements étrangers	Résultats du projet
	effectués. Une brigade de concepteurs a été formée pour la production de dessins de fabrication du char. Des spécialistes français - Dom et Rozier, auparavant engagés dans la production de voitures et sympathisants du pouvoir soviétique, sont arrivés pour aider.	part aux opérations de combat de la guerre civile.

En 1926, l'Armée rouge adopta un programme triennal de construction de chars d'assaut<sup>1182</sup>. La même année la coopération avec l'Allemagne dans le domaine de la construction de chars a été lancée.<sup>1183</sup> En décembre 1926, un accord a été signé à Moscou pour la création d'une école de chars soviéto-allemande à Kazan. Son chef était le colonel de la Reichswehr Malbrandt, d'où le nom du projet « Kama » (Kazan - Malbrandt). L'école a commencé à former des cadets allemands et soviétiques. En plus de la formation des cadets, on a étudié les petits et grands chars apportés par les Allemands (en contournant les dispositions du traité de Versailles). Au printemps 1929, six chars sont arrivés d'Allemagne à Kazan : *Daimler-Benz*, *Krupp*, *Rheinmetall*. En même temps, ont commencé les travaux de la Commission technique bilatérale spéciale pour l'échange d'informations scientifiques et techniques. Chacun des chars constituait un petit laboratoire équipé des dernières réalisations techniques qui permettaient d'adopter d'importantes caractéristiques de conception et de technologie des véhicules de combat. L'école a existé jusqu'en 1933.<sup>1184</sup>

Les premiers chars construits en URSS sur la base de prototypes étrangers sont très vite devenus obsolètes, et dès 1930, la question du développement d'un char soviétique moderne se pose à nouveau. Le 5 décembre 1929, le Comité, sous la présidence de G. Ordzhonikidze, a décidé de se tourner vers l'expérience occidentale en invitant des concepteurs étrangers en URSS et en envoyant à l'étranger les meilleurs représentants du département militaire et de l'industrie pour acheter des modèles de chars et de la documentation et pour recevoir une assistance technique.<sup>1185</sup>

L'année 1932 a été marquée par « l'échec » du programme des chars. On ne peut qu'être d'accord avec L. Samuelson qui a souligné le faible niveau de production organisée, les nombreuses lacunes et défauts démontrés par l'industrie soviétique lors de la mise en œuvre du

<sup>1182</sup> A.Û. ERMOLOV, *L'industrie des chars en URSS pendant la Grande Guerre patriotique* (Tankovaâ promyšlennost' SSSR v gody Velikoj Otečestvennoj vojny), Moscou, 2009, p. 48.

<sup>1183</sup> M. SVIRIN, *L'armure est solide. Histoire du char soviétique, 1919-1937* (Bronâ krepka. Istoriâ sovetskogo tanka, 1919-1937), Moscou, Âza, Èksmo, 2005, p. 91.

<sup>1184</sup> *Ibid.*, pp. 121, 122-124.

<sup>1185</sup> *Ibid.*, p. 120.

« Grand Programme des chars »<sup>1186</sup>. Les difficultés à maîtriser les nouveaux produits de pointe ont été aggravées par le retard technique général de l'URSS, le manque de personnel technique formé.<sup>1187</sup> En outre, selon l'historienne russe I.V. Bystrova, « nous ne savions pas comment fabriquer une arme blindée »<sup>1188</sup>.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada ont fourni à l'Armée rouge environ 11660 chars, ce qui équivaut à environ 13 % de la production de chars soviétiques. Les chars d'assaut en crédit-bail sont restés un sujet controversé. « Pendant l'ère communiste, ces armes étaient généralement considérées comme trop peu nombreuses et de mauvaise qualité, alors que les comptes occidentaux ont souvent décrit le prêt-bail comme un moyen de « sauver des vies » pour l'Union soviétique. »<sup>1189</sup>

Durant l'entre-deux-guerres en l'URSS, dans le domaine de la fabrication de l'acier blindé, il y avait une activité de rétro-ingénierie qui consistait à étudier un objet pour en déterminer le fonctionnement interne ou la méthode de fabrication. Quelles qu'en soient les raisons : « un manque cruel d'ingénieurs expérimentés »<sup>1190</sup>, « un retard général du pays dans le domaine de la culture technique »<sup>1191</sup>, le fait est que pour réussir à obtenir ses propres chars blindés en URSS il a fallu constamment revenir tant vers la pratique de la rétro-ingénierie pour saisir les particularités de la construction des chars, que vers les savoirs-faire des sidérurgistes occidentaux qui savaient fabriquer un armement blindé.

En même temps, la rétro-ingénierie largement appliquée par les concepteurs des chars soviétiques leur a permis de commencer leur activité avec des tâches plus faciles qu'en concevant un char à partir de zéro »<sup>1192</sup>.

Sans l'assistance technologique des pays occidentaux (en l'occurrence, par le crédit-bail), l'industrie sidérurgique de l'URSS n'aurait pas été vraiment en mesure de résoudre les problèmes qui se posent durant la guerre.

---

<sup>1186</sup> L. SAMUELSON, *Colosse rouge*, M., 2000, pp. 150-162.

<sup>1187</sup> A.Û. ERMOLOV, *L'industrie des chars en URSS pendant la Grande Guerre patriotique* (Tankovaâ promyšlennost' SSSR v gody Velikoj Otečestvennoj vojny), Moscou, 2009, p. 49.

<sup>1188</sup> I. V. BYSTROVA, *Le complexe militaro-industriel soviétique : problèmes de formation et de développement (1930-1980)* (Sovetskij voenno-promyšlennyj kompleks : problemy stanovleniâ i razvitiâ (1930-1980)), Moscou, 2006, pp. 82 - 83.

<sup>1189</sup> Steven J. ZALOGA, *Soviet Lend-Lease Tanks of World War II*, Osprey Publishing, 2017, p. 4.

<sup>1190</sup> A.Û. ERMOLOV, *L'industrie des chars en URSS pendant la Grande Guerre patriotique* (Tankovaâ promyšlennost' SSSR v gody Velikoj Otečestvennoj vojny), Moscou, 2009, p. 54.

<sup>1191</sup> *Idem.*

<sup>1192</sup> *Idem.*

### **C. Le transfert vers l'URSS des technologies et des équipements allemands dans la sidérurgie après la Seconde Guerre mondiale**

Les modalités du transfert scientifique et technique d'Allemagne vers l'URSS dans l'industrie aéronautique sont largement connues (on a beaucoup écrit sur les opérations *Osoaviakhim, Paperclip*<sup>1193</sup>). Mais presque rien n'a été écrit sur la manière dont l'armée soviétique qui occupait l'Allemagne a disposé des technologies dans l'industrie métallurgique, en particulier dans la sidérurgie.

Afin d'analyser le transfert qui s'est opéré, nous nous pencherons ici sur les questions suivantes. Les autorités d'occupation soviétiques ont-elles été confrontées à un problème lié au fait que l'équipement était inutilisable à la suite des bombardements ? Quels étaient les objectifs de l'administration soviétique d'occupation en Allemagne dans le domaine de la sidérurgie ? Dans quelle mesure la capacité de production sidérurgique dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne a-t-elle diminué après la mise en œuvre de la politique de démantèlement des usines et des équipements ? Quel était l'impact du processus de transfert des équipements sur le pays bénéficiaire, l'Union soviétique ? Peut-on dire qu'il y a eu une « germanisation » de la sidérurgie soviétiques après la guerre ?

À titre de préambule, nous souhaiterions aborder ici deux points. Premièrement, les sources sur lesquelles l'analyse est fondée présentent dans leur majorité des documents du fonds de l'administration d'occupation soviétique en Allemagne situés aux Archives centrales moscovites de l'État (GARF). Cette exclusivité des sources nous « oblige » à apprécier la situation sous « l'angle soviétique ». Deuxièmement, le processus de la « maîtrise » des réalisations scientifiques et techniques de l'Allemagne n'était pas chaotique. Un des arguments pour justifier une telle constatation pourrait ne pas sembler très convaincant, mais nous avons été impressionnés par la qualité des rapports authentiques du SVAG sur lesquels nous nous sommes appuyés dans notre analyse. Les volumes de rapports sur les diverses branches de l'industrie allemande et, en particulier sur la sidérurgie, sont soigneusement faits. Les personnes qui ont participé à la compilation de ces dossiers

---

<sup>1193</sup> Norman N. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, Harvard University Press, 1995, 586 p.; John GIMBEL, *The American occupation of Germany politics and the military, 1945-1949*, Stanford University Press, Stanford California, 1968; Clarence G. LASBY, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War*. New York: Atheneum, 1971; William R. SEARS, « Project Paperclip: German Scientists and the Cold War by Clarence G. Lasby », Atheneum, N.Y., 1971. *Bulletin of the Atomic Scientists*, June 1972.

(apparemment spécialistes de l'administration militaire soviétique en Allemagne, SVAG) étaient méthodiques, dans la mesure où leurs rapports s'intéressent à tous les détails. Tout était effectué avec sérieux et minutie.

*La « maîtrise » des réalisations scientifiques et techniques allemandes dans la sidérurgie lors de l'occupation de l'Allemagne*

La zone d'occupation soviétique, plus tard connue sous le nom d'Allemagne de l'Est, n'était pas uniforme, mais divisée en plusieurs régions. Gary Herrigel, dans son ouvrage *Industrial constructions : the sources of German industrial power*<sup>1194</sup>, a tenté de dresser une typologie des caractéristiques de l'industrie et de l'économie. Il a indiqué que de vastes portions des régions constituant la dernière République démocratique d'Allemagne (RDA) étaient hautement industrialisées et technologiquement très avancées.

La moitié nord de la zone d'occupation soviétique et la majeure partie de la zone entourant l'ancienne capitale allemande, Berlin, étaient principalement agricoles, et les emplacements de ces zones, tels que Schwedt et Eisenhüttenstadt, ont ensuite été au centre des politiques de développement régional de l'Allemagne de l'Est. Mais dans cette zone généralement relativement en retard, Berlin *a contrario* présentait des niveaux d'industrialisation très élevés et une grande partie de l'industrie était située dans le secteur oriental de la ville sous contrôle soviétique. En outre, il y avait de grands centres industriels au sud et à l'ouest de Berlin. Dresde, Chemnitz (finalement rebaptisée Karl-Marx-Stadt), Magdebourg et Leipzig étaient tous des sites industriels de premier plan présentant un large éventail d'industries, mais avec une force particulière dans la construction de machines et les machines-outils. Certaines usines chimiques modernes étaient situées non loin de Leipzig, à Wolfen, Bitterfeld, Schkopau et Merseburg, dans le soi-disant triangle chimique allant du nord-est de Halle à Bitterfeld, au sud-ouest de Merseburg et au nord-est de Halle. Non loin le long de la rivière Saale se trouvait Iéna, centre d'une industrie d'optique et de mécanique de précision de renommée mondiale. *Carl Zeiss Works*, le plus éminent industriel de Iéna, est un producteur internationalement respecté de lentilles et d'équipements optiques. La société *Zeiss* était l'une des principales ressources de la zone soviétique et, plus tard, de l'Allemagne de l'Est. Elle a maintenu un très haut niveau de capacité technologique tout au long de l'existence de la

---

<sup>1194</sup> Gary HERRIGEL, *Industrial constructions: the sources of German industrial power*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 480 p.

RDA et a été une source importante de devises pour un pays qui se trouvait souvent à court de liquidités.<sup>1195</sup>

Avec sa forte concentration d'industries liées à la guerre (par exemple, l'industrie chimique qui était située dans la région autour de Halle et avait une capacité de production importante de pétrole synthétique et de caoutchouc) cette future zone soviétique avait été la cible favorite des bombardiers alliés, surtout dans les dernières semaines de la guerre ; quant à Berlin et ses alentours, ils ont connu des combats au sol très intenses.

On aurait pu s'attendre à ce que la zone qui deviendrait celle de l'occupation soviétique soit tout particulièrement touchée par des bombardements. La littérature historique de la RDA s'est finalement appuyée sur ces faits pour affirmer que les dommages causés par la guerre à l'industrie dans la zone soviétique étaient particulièrement prononcés. Mais selon Raymond G. Stokes, « l'affirmation n'est tout simplement pas vraie »<sup>1196</sup>. Selon lui et plusieurs chercheurs occidentaux, malgré de lourds bombardements et des combats acharnés au sol, à la fin de la guerre une grande partie de la capacité industrielle allemande était encore intacte. Les dommages aux bâtiments dépassaient de loin ceux des machines, et même les dommages subis par ces derniers étaient étonnamment limités.<sup>1197</sup>

Rainer Karlsch, qui a effectué l'étude la plus approfondie sur les dommages de guerre, les réparations et le démantèlement dans la zone soviétique, donne une estimation du total des dommages de guerre dans l'industrie de la future RDA à 15% de la capacité qui existait dans la région en 1944. Les dommages de l'industrie dans la future République fédérale et à Berlin-Ouest atteignaient 22%. Tant dans la future RDA que dans la future République fédérale, les dommages aux bâtiments étaient bien plus élevés que ceux portés à la capacité de production des usines. Le résultat pour la zone soviétique, comme toutes les autres zones d'occupation, a été que « la plupart des grandes usines étaient en mesure de reprendre leurs activités habituelles quelques semaines seulement après la fin de la guerre. »<sup>1198</sup>

Malgré cet héritage impressionnant des technologies allemandes, la situation dans la zone soviétique à la fin de la guerre n'était pas favorable en matière de transfert de technologies.

---

<sup>1195</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>1196</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>1197</sup> *Idem.*

<sup>1198</sup> *Idem.*

Premièrement parce que, bien que l'industrie de la région ait été en mesure de reprendre ses activités, une grande partie des usines avait été construite relativement peu de temps auparavant et portait la marque de l'orientation national-socialiste vers l'autarcie ou l'autosuffisance économique nationale. Il était donc nécessaire de rééquiper une grande partie de cette usine et de ces équipements pour les adapter à la production en temps de paix. Deuxièmement, la zone souffrait d'une relative pénurie de capacités de recherche et développement nécessaires à l'innovation scientifique et technologique. Berlin abritait quelques grands instituts de recherche de l'ancien Reich, dont la *Physikalisch-Technische Reichsanstalt* et plusieurs des principaux instituts de la société *Kaiser Wilhelm* (plus tard Max Planck). Bien que certains d'entre eux aient été déplacés dans les derniers stades de la guerre vers ce qui allait devenir la RDA, ils étaient généralement situés dans les parties occidentales de la ville et la plupart étaient donc contrôlés par les Alliés occidentaux. De plus, la capacité de R&D industrielle était également insuffisante. Un grand nombre d'usines situées dans la zone soviétique faisaient partie d'entreprises basées dans la région occidentale de l'Allemagne et les laboratoires de R&D avaient tendance à être situés dans ou à proximité du siège social. Une conséquence de l'occupation et de la division ultérieure de l'Allemagne a été la perte totale de ces capacités de R&D dans la mesure où elles étaient situées à l'Ouest. Troisièmement, l'emplacement de nombreux sièges sociaux d'entreprises en Occident signifiait que les talents de direction de haut niveau avaient également tendance à se trouver dans les zones occidentales. Ainsi, par exemple, le siège de la société Siemens de renommée mondiale a déménagé de Berlin à Munich vers la fin de la guerre. Les spécialistes du niveau intermédiaire n'étaient pas rares dans la zone soviétique, du moins en 1945. Mais en raison de la pénurie de cadres supérieurs, les investissements, la prise de décision financière et la planification à long terme avaient tendance à être faibles dans les usines de la zone soviétique.<sup>1199</sup>

De surcroît, la région de la Ruhr, située dans l'ouest de l'Allemagne, où à la veille de la Seconde Guerre mondiale se situent les sièges sociaux et les productions des grandes entreprises sidérurgiques Thyssen, Krupp, Mannesmann, était occupée par les Britanniques<sup>1200</sup>. Dans la zone soviétique le nombre d'installations sidérurgiques était très faible et ces dernières n'avaient pas une valeur significative pour l'économie allemande<sup>1201</sup>. La répartition des

---

<sup>1199</sup> *Ibid.*, pp. 17 - 18.

<sup>1200</sup> Dans les études sur la science et la technologie allemandes effectuées par les organismes soviétiques en Allemagne occupée, la région de la Ruhr fut qualifiée du plus grand intérêt.

<sup>1201</sup> GA RF P7317, inv. 22, d. 13, l. 19, 20. « Le fonds de l'administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG). Le Bureau du SVAG pour l'étude de la science et de la technologie allemandes. Le rapport scientifique et technique (pour 1946) du Bureau d'études des réalisations de la science et de la technologie de l'Allemagne sur les activités des départements scientifiques et techniques des ministères : de la sidérurgie, de la métallurgie des



entreprises allemandes entre les Alliés (du point de vue de la production annuelle de fer et d'acier, du nombre d'équipements métallurgiques disponibles) était donc disproportionnée (Figure 12).

Figure 12. Répartition des entreprises de la sidérurgie allemande selon les zones d'occupation (Les usines dont la capacité annuelle est de plus de 500 mille tonnes d'acier, ainsi que certaines usines de la sidérurgie fine sont présentées)<sup>1202</sup>

	Entreprise	Capacité annuelle, mille tonne		Nombre d'agréats, en pièces				
		Fonte	Acier	Haut-fourneau	Convertisseur Thomas	Four Siemens-Martin	Four électrique	Lamioir
<b>Zone britannique</b>								
1	Gutehoffnungshütte (GHH) à Oberhausen	1280	1280	7	6	11	1	13
2	Usine de Gesh à Dortmund	1050	1400	6	4	9	2	11
3	Clickner, Gaspe	660	850	4	-	3	3	12
4	Krupp - Barbek	330	500	2	-	6	4	2
5	Krupp - Hütten-und Bergwerke Rheinhausen AG	1600	1450	9	-	7	-	13
6	Mannesmann, Duisburg - Hockingen	780	1300	4	5	6	2	6
7	Thyssen, Gambourne	1400	2430	9	7	12	7	14
8	Thyssen Ruhrort - Duisburg	1240	1530	8	10	11	-	9
9	Bochumer Verein - Bochum	770	630	5	-	13	4	4
10	Dortmund - Herder Hütten Verein, Dortmund Gerde	820	1120	5	-	7	5	8
11	Dortmund - Herder Hütten Verein, Dortmund	770	1240	5	6	12	5	10
12	Ilseeder Hütte - Peine	590	700	6	6	3	2	8
13	Reichswerke Hermann Göring, Natenstedt	1090	2020	12	6	3	2	8
<b>Zone française</b>								
14	Neunkircher Eisenwerk AG - Neunkircher	600	680	6	5	3	4	12
15	Röchlingsche Eisen- und Stahlwerke - Völklingen	650	700	6	5	3	-	30
16	Burbach - Burbach	690	710	8	6	3	-	8
	<b>16 usines dans les zones britannique et française, au total</b>	14300	18700	102	83	102	36	168
<b>Les grandes usines de la sidérurgie fine (zone britannique)</b>								
17	Krupp, Essen	-	300	-	-	12	7	11
18	Deutsche Edelstahlwerke Specialty Steel GmbH & Co. - Krefeld	-	180	-	-	3	9	5
19	Deutsche Roerenwerke - Mühlheim (l'usine de tuyaux)	-	225	-	-	6	-	11
20	Ruhrstahl - Göttingen	-	220	-	-	4	4	7
21	Hochfrequenz und Tigelstel, Bochum	-	15	-	-	-	-	-
	<b>Zones occupées par les Alliés (54 usines)</b>	16500	25300	114	96	233	135	295
	<b>Zone occupée par l'URSS (7 usines)</b>	250	1500	4	4	32	17	31

Ainsi, les 7 usines sidérurgiques dans la zone d'occupation soviétique par rapport aux 54 entreprises situées sous le contrôle des Alliés ne pouvaient être considérées comme des « objets prometteurs » pour obtenir des informations scientifiques et techniques satisfaisantes. Et pourtant, comme le montrent les documents d'archives, même ces usines et machines-outils

métaux non ferreux, de l'industrie pétrolière, de l'industrie et des carburants liquides artificiels et des huiles, de l'industrie charbonnière et le Bureau scientifique et technique de l'industrie de l'oxygène. Volume 1 » (« Fond Sovetskij voennoj administracii v Germanii (SVAG). Upravlenie SVAG po izučeniû dostiženij nauki i tehnikii Germanii. Naučno-tehničeskij otčet Upravleniâ po izučeniû dostiženij nauki i tehnikii Germanii o rabote naučno-tehničeskikh otdelov ministerstv : černoï, cvetnoï i neftânoï promyšlennosti, promyšlennosti iskusstvennogo židkogo topliva i masel, ugol'noj promyšlennosti i Naučno-tehničeskogo būro kislorodnoj promyšlennosti za 1946. Tom 1 »).

<sup>1202</sup> *Ibid.*, l. 11-13.

sidérurgiques situées dans la zone d'occupation soviétique pouvaient constituer un avantage tout à fait certain. Premièrement, parce que les pertes de la guerre étaient énormes et que les équipements allemands démantelés et enlevés représentaient environ 10% à 15% des agrégats sidérurgiques disponibles à la fin de la guerre sur le territoire soviétique. Deuxièmement, parce qu'au début de la guerre, l'Allemagne avait rééquipé ses entreprises métallurgiques en installant des équipements modernes. Ainsi, en 1929 en Allemagne il n'y avait que 6 hauts fourneaux avec un volume utile de plus de 800 m<sup>3</sup>, mais en 1943 il y en avait 27 (dont 7 avaient un volume de 1000 m<sup>3</sup>, 20 - de 600 à 800 m<sup>3</sup>). En 1929, 302 sur 392 fours Siemens-Martin avaient une capacité allant jusqu'à 50 tonnes, 70 - de 51 à 100 tonnes et seulement 20 fours - de plus de 100 tonnes. En 1943, il y avait environ 40 fours d'une capacité de plus de 100 tonnes, dont 15 fours d'une capacité de 150 tonnes ou plus.<sup>1203</sup>

Il est significatif, comme il est indiqué dans les rapports du SVAG, que la reconstruction et la modernisation des usines allemandes aient commencé à partir de la fin du cycle métallurgique, c'est-à-dire à partir des laminoirs. A la veille de la guerre, il y avait plus de 120 ateliers en Allemagne équipés d'anciens laminoirs. Avant la guerre, on a commencé à les reconstruire et à moderniser leurs unités individuelles de manière intensive. L'usine de Dinslaken a installé le laminoir à feuillards continus, le seul en Allemagne. Dans l'usine Gesch de Dortmund, un laminoir Steckel fut installé pour le laminage à chaud de bandes d'une largeur de 1300 mm et d'une épaisseur de 1,5 mm. Un autre laminoir à tôles minces quarto fut installé à Dortmund-Gerd et les laminoirs duo et quarto (blindé) - dans les usines Krupp d'Essen et de Brandebourg. Dans les rapports du SVAG figurent également les 2 laminoirs radiaux de Walz und Presswerke, produisant des tubes sans soudure (tambour) jusqu'à 1800 mm de diamètre et jusqu'à 300 mm d'épaisseur de paroi.<sup>1204</sup>

Les principales tâches de l'Administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG), en particulier dans l'industrie du fer et de l'acier peuvent être présentées brièvement comme suit : l'identification des entreprises sidérurgiques de la zone d'occupation, y compris les savoirs sur leurs productivités; l'identification des produits qui pouvaient être offerts pour l'approvisionnement de l'Union Soviétique et l'élaboration d'un plan de fournitures éventuelles

---

<sup>1203</sup> *Ibid.*, l. 8.

<sup>1204</sup> *Ibid.*, l. 9.

; la collection de matières premières et, en particulier, de ferraille et de déchets de métaux non ferreux, le contrôle des organismes de recherche allemands.<sup>1205</sup>

Comme il a déjà mentionné dans le chapitre précédent, pour mener à bien le travail sur la « maîtrise » des réalisations scientifiques et techniques allemandes par l'ordre du commandant en chef de l'administration militaire soviétique en Allemagne, au sein du SVAG, ont été créés des groupes et bureaux techniques avec la participation à la fois de spécialistes des divers ministères de l'URSS envoyés en Allemagne et de spécialistes allemands.<sup>1206</sup> Ces bureaux d'études ont été guidés dans leurs activités par les recommandations de leurs ministères. Le domaine de la sidérurgie n'avait pas dérogé à la règle.

Pour les groupes sous le contrôle du Commissariat du peuple à la sidérurgie de l'URSS ont été élaborés des plans thématiques consolidés des travaux de recherche sur le territoire de l'Allemagne occupée, des recommandations sur la mise en œuvre des travaux de conception des nouvelles usines sidérurgiques destinées à l'Union soviétique (à titre d'exemple, en 1946 1 351 600 deutsche mark ont été alloués aux recherches sur 31 sujets et 2 502 400 deutsche mark pour les travaux de conception<sup>1207</sup>).

Les chefs des groupes industriels du SVAG furent nommés par le *Sovnarkom*, la plus haute autorité gouvernementale de l'URSS<sup>1208</sup> et en même temps ils étaient subordonnés à l'administration militaire en Allemagne. Par conséquent l'industrie du fer et de l'acier allemande fut sous la supervision directe tant de *Narkomat* à la sidérurgie soviétique (en la personne du *narkom* (ministre) Tevosian) que de l'administration militaire soviétique (en la personne du commandant en chef du SVAG le maréchal V. Sokolovski). Ce double

---

<sup>1205</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 6. « Le recueil de documents sur les activités du Département de la métallurgie et de l'industrie chimique de juillet 1945 à octobre 1949 » (« Sbornik materialov o deatel'nosti Upravleniâ metallurgii i himičeskoj promyšlennosti za vremâ s iûlâ 1945 po oktâbr' 1949 »).

<sup>1206</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 1, l.1. « L'histoire de l'organisation et des activités du Bureau d'études des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne de septembre 1946 à août 1948 » (« Istorîâ organizacii i raboty Upravleniâ po izučeniû dostiženij nauki i tehniki Germanii s sentâbrâ 1946 po avgust 1948 »).

<sup>1207</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 5, l. 204-207. « Le plan thématique consolidé des ministères et départements de l'URSS pour l'étude et le développement des réalisations scientifiques et technologiques de l'Allemagne, pour leur utilisation dans l'intérêt de l'industrie de l'URSS en 1946 » (« Svodnyj tematičeskij plan ministerstv i vedomstv SSSR po izučeniû i osvoeniû naučno-tehničeskikh dostiženij Germanii dlâ ispol'zovaniâ ih v interesah promyšlennosti SSSR na 1946 »).

<sup>1208</sup> CAMO RF (Archives centrales du Ministère de la défense de la Fédération de Russie), f. 233, inv. 2380, d. 44, l. 124-129. « La résolution du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur l'organisation de l'administration militaire soviétique pour contrôler la zone d'occupation soviétique en Allemagne. № 1326/301. Le 6 juin 1945 » (« Postanovlenie Soveta narodnyh komissarov SSSR ob organizacii Sovetskoj voennoj administracii po upravleniû sovetskoj zonoj okkupacii v Germanii. № 1326/301. 6 iûnâ 1945 »). Dans *Les Archives russes : Grande Guerre Patriotique*. t. 15 (4-5) : *Bataille de Berlin (L'Armée rouge dans l'Allemagne vaincue). Documents et matériels* (Russkij arhiv : Velikâ Otečestvennâ, tom 15 (4-5) : Bitva za Berlin (Krasnâ Armîâ v poveržennoj Germanii) : Dok. i materialy), Moscou, Terra, 1995, p. 411.

assujettissement assuré, de toute évidence, la fonctionnalité du système et signala l'importance des missions confiées aux organismes du SVAG, dans la sidérurgie en particulier.

Le Département industriel formé au sein du SVAG a eu dans sa structure un groupe consacré à l'industrie métallurgique. À la tête du groupe a été nommé l'ingénieur métallurgique *Aleksandr Ivanovitch Lebedev*. L'ingénieur métallurgique *Vladimir Arkadyevich Boyarshinov* et l'ingénieur métallurgique *Sharov* ont été inclus dans le groupe. Dès ses débuts, le département comptait aussi un ingénieur métallurgique *Alexander Sergeevich Boleukh* (qui depuis septembre 1945 dirigeait la délégation soviétique au sous-comité des métaux sous la direction économique du Conseil de contrôle allié en Allemagne) et l'ingénieur métallurgique *Sviridov Gabriel Fedorovich*. Ainsi, au sein du SVAG, il y avait 5 métallurgistes.<sup>1209</sup>

Au moment où le groupe de l'industrie métallurgique du SVAG a été créé la plupart des entreprises sidérurgiques allemandes qui avaient survécu ne fonctionnaient pas parce que «leurs propriétaires avaient baissé les bras (de nombreuses entreprises n'avaient pas de directeur du tout) à cause du manque d'électricité, de carburant, de moyens de transport, de la rupture des coopérations industrielles préexistantes (en raison de la division zonale de l'Allemagne)»<sup>1210</sup>.

Au fur et à mesure que la capacité des entreprises métallurgiques de la zone a été identifiée et que la gamme de produits requise par l'Union soviétique pour des réparations a été clarifiée, le volume de travail a augmenté de manière significative et les tâches se sont élargies. À la fin de 1945, sur la base du décret du *Sovnarkom* de l'URSS n° 3060-914 du 10 décembre 1945, et par l'arrêté du commandant en chef du SVAG n° 0114 du 18 décembre 1945, le Département industriel du SVAG a été réorganisé et ses effectifs furent considérablement augmentés<sup>1211</sup>. L'expansion du personnel du groupe de l'industrie métallurgique de SVAG se poursuivit aussi à partir de décembre 1948 et à la fin de mars 1949, selon les rapports du SVAG, ce groupe était presque entièrement doté des spécialistes qualifiés nécessaires<sup>1212</sup>. Les effectifs des spécialistes en métallurgie employés au SVAG au début d'avril 1949 sont présentés sur la *Figure* ci-dessous.

*Figure 13.*

---

<sup>1209</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 6, *op. cit.*

<sup>1210</sup> *Ibid.*, l. 5.

<sup>1211</sup> *Ibid.*, l. 7.

<sup>1212</sup> *Ibid.*, l. 8-9.

Les effectifs des spécialistes en métallurgie employés au SVAG au début d'avril 1949<sup>1213</sup>

Poste	Nom, prénom	Date d'admission au poste
<b>Secteur de la sidérurgie</b>		
Chef du secteur	Boařšinov V.A.	Juillet 1945
Chef adjoint du secteur	Vesnin V.A.	Juillet 1945
Ingénieur en chef	Mišin A.N.	Juillet 1948
Ingénieur en chef	Rakov A.M.	Février 1949
Ingénieur en chef	Silin S.N.	Janvier 1949
Ingénieur en chef	Pisklakov P.D.	Janvier 1949
Ingénieur	Feofilaktov A.M.	Octobre 1946
Ingénieur	Ivanova P.V.	Septembre 1948
Ingénieur	Arhipov V.M.	Mars 1949
Ingénieur	Vilibin G.F.	Avril 1949
Secrétaire	Simonenko D.I.	Octobre 1948
<b>Secteur de la métallurgie non ferreuse</b>		
Chef du secteur	Lebedev A.I.	Juillet 1945
Ingénieur en chef	Efimovič I.V.	Avril 1947
Ingénieur en chef	Sorokin M.M.	Février 1949
Ingénieur	Zubov F.P.	Mars 1949
Ingénieur	Velikov V.K.	Février 1949
Ingénieur	Tarančenko V.I.	Septembre 1948
<b>Secteur de ferraille</b>		
Chef du secteur	Kogan G.M.	Juillet 1945
Ingénieur en chef	Šahidžanân G.A.	Décembre 1947
Ingénieur en chef	Panov E.F.	Décembre 1947
Ingénieur	Konovalov A.I.	Août 1946
Ingénieur	Šataeva N.M.	Décembre 1949
Ingénieur	Grudzenko F.K.	Janvier 1949
Ingénieur	Ledenev A. I.	Février 1949

L'une des missions des spécialistes-métallurgistes du SVAG fut l'autorisation des activités des organismes de recherche allemands et leur contrôle. Le *Bureau d'études des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne auprès du SVAG* effectua l'état des lieux de toutes les organisations de R&D en Allemagne. Les activités des bureaux d'études allemands menant des recherches de nature pacifique n'étaient autorisées qu'avec la permission du commandant de SVAG et sous le contrôle de l'administration militaire soviétique. En 1946, 43 organisations de R&D militaires en Allemagne furent identifiées dans la zone d'occupation soviétique. Elles ont toutes été fermées, les machines-outils leur appartenant ont été démantelées et exportées vers l'URSS ou laissées en Allemagne pour un usage pacifique.<sup>1214</sup>

*Figure 14.* Nombre d'établissements de recherche allemands sur le territoire occupé par l'URSS<sup>1215</sup>

	Lands de l'Allemagne occupée par l'URSS	Etablissements de recherche enregistrés	
		Au total	Ceux qui ont obtenu l'autorisation de travaux de recherche
1	Secteur du Berlin occupé par l'Armée Rouge	84	51
2	Brandebourg	32	30

<sup>1213</sup> *Ibid.*, l. 10.

<sup>1214</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 7, l. 29. « Le rapport scientifique et technique du Bureau d'étude des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne pour 1946. Partie générale. Volume 1 » (« Naučno-tehničeskij otčet Upravleniâ po izučeniû dostiženij nauki i tehniki Germanii za 1946 g. Obšaâ čast'. Tom 1 »).

<sup>1215</sup> GA RF f. P7317, inv. 22, d. 1, l. 45, *op. cit.*

3	Thuringe	101	34
4	Saxe-Anhalt	146	30
5	Saxe	164	125
6	Mecklenbourg	116	58
	<b>Au total</b>	<b>643</b>	<b>378</b>

Sur le nombre total de 643 d'organismes de recherche enregistrés en Allemagne par les autorités soviétiques, près de la moitié d'entre eux (378) ont obtenu des permis de mener des activités de recherche (*Figure 14*).<sup>1216</sup>

La répartition des organismes de recherche allemands par branches montre que la plupart d'entre eux (environ 60%) étaient concentrés dans des centres de recherche universitaires (*Figure 15*).

*Figure 15.* Répartition des organismes de recherche allemands retenus sur les territoires allemands occupés par l'URSS par branches<sup>1217</sup>

Branches de la science	Etablissements de recherche, au total	Y compris			
		Universités, Académie des mines, Université de technologie de Dresde	Autres établissements académiques	Laboratoires et bureaux d'études dans les entreprises industrielles	Bureaux d'études plus petits
<b>Métallurgie</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Industrie électrique	9	4	-	3	2
Physique	25	24	-	-	1
Géologie. Exploitation minière. Géographie, minéralogie	18	18	-	-	-
Mathématiques	3	3	-	-	-
Astronomie, géophysique, météorologie, géodésie	16	9	7	-	-
Génie mécanique et fabrication d'instruments	24	4	1	5	14
Industrie alimentaire	12	6	4	1	1
Chimie	47	23	3	21	-
Médecine et bactériologie	87	66	14	3	1
Agriculture	107	56	48	-	8
Au total	378	228	82	40	33
<b>Au total, %</b>	<b>100%</b>	<b>59%</b>	<b>21,7%</b>	<b>10,6%</b>	<b>8,7%</b>

Cependant, la présence dans la zone soviétique de plusieurs métallurgistes allemands mondialement connus a permis de régler un certain nombre de questions de grande importance pour l'industrie métallurgique soviétique. Parmi les cinq chercheurs les plus réputés qui ont collaboré avec les autorités soviétiques furent : Léon B. Guillet, Philipp Monnartz, Harry Brearley, Albert M. Portevin et Eduard Maurer. Eduard Maurer fut l'un des inventeurs les plus éminents de l'acier inoxydable (l'auteur de l'ouvrage *The History of Stainless Steel*<sup>1218</sup>). Le nom d'Oscar Gruender, autre scientifique de la liste des spécialistes de la métallurgie allemande

<sup>1216</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 7, l. 29, *op. cit.*

<sup>1217</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 1, l. 46 – 47, *op. cit.*

<sup>1218</sup> Harold M. COBB, *The History of Stainless Steel*, ASM International, 2010.

impliqués dans les travaux de recherche via les structures du SVAG est mentionné jusqu'à présent dans la littérature technique spécialisée<sup>1219</sup>.

Dans le chapitre précédent nous avons indiqué que des spécialistes allemands travaillant dans des entreprises soviétiques de la zone occupée avaient été envoyés en URSS (ou dans des installations industrielles à des centaines ou des milliers de kilomètres de chez eux) soit de force, soit en signant un accord. Dans les documents d'archives que nous avons dépouillés nous n'avons pas trouvé mentions de déportations de spécialistes métallurgistes allemands vers l'URSS.

Pour coordonner les projets scientifiques et techniques dans le domaine de la métallurgie dispersés géographiquement, dans le cadre du SVAG des succursales ont été créées. À la fin de 1946, il y avait 4 succursales de ce type situées à Freiberg, Leipzig, Magdeburg et Berlin (*Figure 16* ci-dessous).

*Figure 18.* Succursales du SVAG chargées de contrôler les projets scientifiques et techniques, au 1<sup>er</sup> décembre 1946<sup>1220</sup>

Lieux de séjour	Directeur	Lieux où les activités se déroulent	Profil scientifique
Freiberg	Efimov	École des mines de Freiberg	Métallurgie et l'enrichissement des minerais
Leipzig	Palastin	Usines de Leipzig (Espenheim et les autres)	Carbochimie et énergétique
Magdeburg	Koškin	Usine Krupp – Gruson	Enrichissement des minéraux
Berlin	Minaev	Contrat avec l'entreprise Ascania	Instruments de contrôle

<sup>1219</sup> Ainsi, le chercheur Maslennikov écrit dans son article que le concasseur à cône pour le concassage fin, inventé dans le premier quart de siècle par E. Symons et quelques années plus tard, amélioré par Oscar Gruender est « un succès créatif en avance sur son temps pendant de nombreuses années. À l'origine, la machine a été conçue de manière si solide que même une modélisation de simulation adéquate était peu susceptible d'améliorer considérablement ses performances technologiques ». Dans V.A. MASLENNIKOV, « Modèles mathématiques des systèmes techniques "La chambre du concassage du concasseur KMD", "Le processus de fonctionnement de la broie KMD" », (« Matematičeskie modeli tehničeskikh sistem "Kamera drobleniâ drobilki KMD", "Rabočij process drobilki KMD" »), *Izvestiâ Ural'skogo gornogo instituta*, Numéro 4, 1993, pp. 9 - 49.

<sup>1220</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 8, l. 2-7, *op. cit.*

À côtés de l'École des mines de Freiberg et des usines *Krupp – Gruson*<sup>1221</sup>, les entreprises<sup>1222</sup> suivantes ont participé aux travaux : *Lurgi, Aquapura, Oshatz, Frenkel, Fiban, Zeibot, Zenfert, Permutit, Louise-Deutsch, Vabag, Schumann, Michaelis* et les autres<sup>1223</sup>.

Malgré le fait que dans la zone d'occupation soviétique il n'y avait que peu d'entreprises sidérurgiques, le Bureau technique du SVAG a fait au mieux pour revendiquer tout ce qui pouvait être utile pour la sidérurgie de l'URSS<sup>1224</sup>. L'activité d'encadrement méthodique et la surveillance opérationnelle sur les bureaux et groupes techniques des divers ministères soviétiques impliqués dans les recherches en Allemagne ont été menées par le Conseil scientifique créé en novembre 1945 au SVAG et par les 19 commissions scientifiques-techniques au sein du même Conseil (l'une d'elles fut responsable des études en sidérurgie)<sup>1225</sup>. Le Conseil scientifique fut responsable des travaux de recherches dont les sujets englobèrent de nombreuses thématiques. Il convient de noter qu'en 1946 dans la liste des sujets de recherches effectuées dans le domaine sidérurgique figuraient 47 sujets d'étude (*Figure 19*). Le Conseil scientifique prendra en compte les sujets suivants pour déterminer l'orientation des travaux de recherche : nouveaux procédés métallurgiques<sup>1226</sup>, les questions de qualité du métal<sup>1227</sup>, l'automatisation pour la régulation des processus thermiques avec la production de plans d'exécution etc.<sup>1228</sup> Déjà à la fin de 1945, les études étaient essentiellement achevées pour étudier les réalisations de la technologie allemande dans le domaine de la sidérurgie, proprement dite.<sup>1229</sup>

---

<sup>1221</sup> Le nom de Gruzon est inextricablement lié à la technique de la fonte dite trempée ou de la fonte à refroidissement rapide ; le développement de l'usine est entièrement dû à l'utilisation talentueuse de ce métal à des fins militaires. Fin 1892, l'usine de Gruzon est louée au fabricant allemand Alfred Krupp, et c'est ainsi qu'une colossale entreprise technique Krupp-Grupp voit le jour, adaptée aux besoins d'armes les plus divers. En 1945, cette entreprise conjointe de Magdebourg s'appelait Krupp-Gruzon.

<sup>1222</sup> Les noms des sociétés n'ont pas été vérifiés dans les autres sources. L'auteur de cet ouvrage les a traduits du russe.

<sup>1223</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 8, l. 2-7, *op. cit.*

<sup>1224</sup> *Idem.*

<sup>1225</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 7, l. 30, *op. cit.*

<sup>1226</sup> Pour l'obtention de métaux à partir de minerais par chloration, le procédé carbonyle, l'alliage d'acier avec des éléments rares. L'utilisation de scories de vanadium lors de l'affinage dans un four Thomas. Dans GA RF, f. P7317 inv. 22, d. 13, l. 19, 20.

<sup>1227</sup> Pour l'obtention d'acier pour emboutissage profond, l'amélioration des propriétés de cavitation de l'acier, le comportement de la fonte à haute température, la détermination de l'oxygène dans l'acier et la désulfuration de la fonte. Dans GA RF, f. P7317 inv. 22, d. 13, l. 19, 20.

<sup>1228</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 13, l. 10-19.

<sup>1229</sup> Il s'agissait de l'étude de la méthode de Brandebourg de production d'acier à blindage et d'acier allié dans les principaux fours Martin ; l'étude de l'expérience de production d'acier pour transformateurs et l'acier dynamo à l'usine de *Gennigsdorf*, l'étude de l'expérience de production de ferroalliages à l'usine I.G. *Farbenindustrie (Interessen-Gemeinschaft Farbenindustrie AG)* à Bitterfeld, des expériences sur l'extraction directe du fer de son minerai sur le four expérimental *Rennes* à *Magdebourg* et un certain nombre d'autres questions. À l'usine *Hermann Goering* de *Watenstedt* (*Watenstedt-Salzgitter*, zone d'occupation anglaise), il était devenu possible d'obtenir des matériaux sur la production de laitier de vanadium par procédé Thomas-Bessemer basique des fontes et sur



Figure 19. Les extraits de la liste des sujets de recherches effectués par les services scientifique et technique auprès du SVAG dans le domaine sidérurgique en 1946<sup>1230</sup>

	Sujet de recherche	Résponsable du coté soviétique
1	Extraction directe de fer au four rotatif	Ingénieurs Nižin, Koškin
2	Recherches des méthodes les plus efficaces pour l'enrichissement des minerais de fer et de manganèse spécifiques russes	Ingénieurs Zubarev, Jinchvelashvili
3	Séparation du manganèse et du chrome du phosphore dans un four Martin	Ingénieur Efimov
4	Réduction de manganèse des scories basiques du four Martin	Ingénieur Efimov
5	Déphosphoration par des scories constituées de protoxyde de fer	Ingénieurs Maršov, Efimov
6	Agents actifs pour la déphosphoration de l'acier	Ingénieurs Maršov, Efimov
7	Dosage de l'oxygène dans l'acier	Ingénieur Efimov
8	Analyse de la déformation plastique, déformation élastique et frottement par le laminage à froid de tôle et de bande	Ingénieur Zlobinskij
9	Analyse de la déformation plastique et des contraintes lors du tréfilage	Ingénieur Zlobinskij
10	Amélioration de la résistance à la cavitation de l'acier	Ingénieur Efimov
	[.....]	
46	Isolement des produits phénoliques du goudron de houille	Ingénieur Kozyrev
47	Etude des caractéristiques de glissement des échantillons frittés	

Les thèmes de recherche sur lesquels les ingénieurs du SVAG se penchèrent, comme on peut le voir, sont assez techniquement spécifiques et difficiles à cerner pour des non spécialistes. Mais on a jugé nécessaire de les présenter dans le cadre de ce travail, quoique brièvement, afin de montrer que les tâches d'études des acquis scientifiques et technologiques allemands, qui étaient confiées aux services du SVAG, n'étaient nullement anodines.

Outre l'organisation des travaux de recherche, les services techniques du SVAG ont également participé à la préparation de la documentation technique des équipements démantelés destinés à être envoyés en Union soviétique. Cette documentation était nécessaire car, selon les documents du *Bureau d'étude des réalisations scientifiques et techniques en Allemagne*, « les nombreux processus de production technologique (avec la participation de ces machines-outils) étaient inconnus en Union soviétique »<sup>1231</sup>. La compilation de la documentation technique était compliquée par le fait que dans de nombreuses entreprises démantelées, les archives techniques avaient été soit détruites, soit transportées dans les zones occidentales lors de l'entrée des troupes soviétiques (les archives des entreprises de Thuringe et de Saxe, initialement occupées par les forces alliées, avaient été emmenées les derniers jours lors de la remise de ces provinces à l'armée soviétique).

l'utilisation de nouvelles méthodes d'un procédé Thomas-Bessemer. Dans les documents du SVAG, il est noté qu'au cours des travaux, il a été possible de se familiariser avec la technologie de la production d'acier en Allemagne pendant toute la période de la guerre grâce aux archives, y compris celles secrètes. Dans GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 8, l. 2-7, *op. cit.*

<sup>1230</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 13, l. 35-38.

<sup>1231</sup> GA RF, f. P7317, inv. 22, d. 1, l.1, *op. cit.*

L'organisation des travaux de recherche, l'activité d'encadrement méthodique et la surveillance opérationnelle sur les groupes techniques impliqués dans ces travaux dans la zone d'occupation soviétique constituaient les objectifs majeurs des autorités soviétiques en Allemagne ; parallèlement, s'est posée la question du démantèlement et de l'évacuation des équipements sidérurgiques.

*Le démantèlement et l'évacuation des équipements sidérurgiques de la zone d'occupation soviétique : ont-ils eu lieu ou non ?*

À partir de la fin de 1944, à l'approche de la reddition de l'Allemagne, la production de toutes industries sur son territoire, et en particulier de la fonte, de l'acier et des produits laminés, a commencé à se réduire à presque rien. En juillet 1945, le volume de production dans la sidérurgie par rapport à la période correspondante de 1944 ne s'élevait qu'à 1,5%.<sup>1232</sup>

Six mois plus tard, en décembre 1945, la production de produits finis des entreprises sidérurgiques a augmenté de plus de 3,9 fois par rapport à juillet 1945 et le nombre d'employés pendant cette période a augmenté de près de 2,3 fois (*Figure 20*).<sup>1233</sup>

*Figure 20.* Activités dans la sidérurgie allemande dans la zone d'occupation soviétique à la fin de la guerre<sup>1234</sup>

	Production de produits finis (en mille marks)	Nombre d'employés (en milliers de personnes)
Juillet 1945	1 645,9	8 065
Décembre 1945	6 433,0	18 383

Durant l'occupation, dans la zone soviétique il y avait des entreprises sidérurgiques équipées avec des hauts fourneaux, des laminoirs, des capacités de ferroalliages, ainsi que des ateliers de forgeage et d'étrépage, suffisants pour produire 240 000 tonnes de fonte brute, 1 800 000 tonnes d'acier et 1 422 000 de laminage par an (*Figure 21*). Toutes ces capacités étaient presque entièrement concentrées dans 7 usines propriété de deux conglomérats appartenant à *Friedrich Flick*<sup>1235</sup> (six usines) et *Otto Wolff AG* (une usine)<sup>1236</sup>. Ces 7 usines produisaient 100%

<sup>1232</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 5, *op. cit.*

<sup>1233</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 90, *op. cit.*

<sup>1234</sup> *Idem.*

<sup>1235</sup> Friedrich Flick, le fondateur de la dynastie, après avoir établi un considérable conglomérat fut l'un des principaux hommes d'affaires allemands pendant la république de Weimar, le Troisième Reich dans l'Allemagne de l'Ouest. Il devint l'un des membres et le fondateur du parti nazi, profita de la liquidation des propriétés juives, et fut un producteur d'armements d'Adolf Hitler. Ses usines utilisaient des prisonniers internés dans les camps de concentration comme main d'œuvre. En ligne : [http://hrono.ru/biograf/bio\\_f/flik.html](http://hrono.ru/biograf/bio_f/flik.html)

<sup>1236</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 73, *op. cit.*

de toute la fonte brute, 95% de tout l'acier et 90% des produits laminés dans la zone d'occupation soviétique<sup>1237</sup>. Le reste de l'acier (10%) de la zone d'occupation soviétique provenait de 23 petites entreprises de construction mécanique dotées d'unités de fabrication d'acier. Les usines avaient des petits fours Martin d'une capacité allant jusqu'à 10 tonnes, des convertisseurs jusqu'à 2,5 tonnes et des fours électriques. La gamme de produits de ces usines était assez large : fonte, aciers laminés, aciers alliés, presque tous les profils - poutres, barres en T, canaux, essieux pour locomotives à vapeur et chariots, fil.<sup>1238</sup>

Figure 21. Capacité des usines sidérurgiques de la zone soviétique<sup>1239</sup>

	Nom de l'entreprise	Siège (Ville)	Capacité, milliers de tonnes		
			Fonte	Acier en lingots	Produits laminés
1	MaximilianHütte	Unterwellenborn	240	225	170
2	Eisen- und Hüttenwerke	Thale	-	120	70
3	Mitteldeut Scheststalwerke <sup>1240</sup> (démantelée en 1945-46)	Brandenburg	-	570	400
4	Mitteldeut Scheststalwerke <sup>1241</sup> (démantelée en 1945-46)	Riesa	-	375	260
5	Mitteldeut Scheststalwerke <sup>1242</sup> (démantelée en 1945-46)	Hennigsdorf	-	190	133
6	Mitteldeut Scheststalwerke <sup>1243</sup> (démantelée en 1945-46)	Gröditz	-	295	65
7	Sächsische Gustav Werke (démantelée en 1945-46)	Freital	-	200	160
8	Sächsische Gustav Werke (démantelée en 1945-46)	Pirna	-	-	60
9	Sächsische Gustav Werke (démantelée en 1945-46)	Leipzig	-	-	54
10	Laminoirs	Burg	-	-	15
11	Autres		-	25	35
	Au total		249	1800	1422

<sup>1237</sup> *Ibid.*, l. 74.

<sup>1238</sup> *Ibid.*, d. 1, l. 74.

<sup>1239</sup> *Ibid.*, l. 73.

<sup>1240</sup> *Mitteldeut Scheststalwerke, Brandenburg*. L'usine avait été construite en 1912, puis ensuite modernisée. La capacité de production totale d'acier de l'usine était de 570 000 tonnes par an. Elle était spécialisée dans la production de blindages de chars et de métal laminé en feuille (moyennes). La capacité de production du métal en feuilles était de 344000 tonnes par an. L'usine comprenait un atelier sidérurgique (5 fours Martin d'une capacité de 150 tonnes chacun et 2 fours Martin rotatifs de la même capacité. De plus, l'atelier disposait de deux fours électriques d'une capacité de 20 tonnes et de deux fours électriques de 40 tonnes), trois ateliers de laminage de feuilles, fonderie mécanique. Les fours Martin fonctionnaient au gaz, qui était produit par deux centrales à gaz. Dans GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 75, *op. cit.*

<sup>1241</sup> *Mitteldeut Scheststalwerke, Riesa*. L'usine se composait d'ateliers : de fours Martin, de laminage, de laminage de tuyaux, de cintrage de tuyaux, de chaudière à vapeur, de compresseur, de stations de pompage et de broyage du charbon. L'atelier de fours Martin comprenait : 6 fours d'une capacité de 120 tonnes et 1 four d'une capacité de 60 tonnes. La productivité la plus élevée de l'usine a été atteinte en 1938 et s'élevait à 380 000 tonnes d'acier. Les principaux produits de l'usine furent les tuyaux et les profilés laminés. Dans GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 75, *op. cit.*

<sup>1242</sup> *Mitteldeut Scheststalwerke, Hennigsdorf*. L'usine fut complètement démantelée à l'exception des bâtiments de l'atelier et des fours Martin eux-mêmes. L'usine disposait de 4 fours de 80 tonnes chacun et d'un four électrique d'une capacité de 10 tonnes. L'atelier de laminage de feuilles de l'usine produisait des tôles fines et moyennes de haute qualité jusqu'à 130 000 tonnes par an. La capacité de l'atelier sidérurgique a été déterminée à 190 000 tonnes d'acier par an. Dans GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 75, *op. cit.*

<sup>1243</sup> *Mitteldeut Scheststalwerke, Gröditz*. L'usine comprenait un atelier Martin avec 4 fours d'une capacité de 20, 30, 40 et 50 tonnes et un four électrique (15 tonnes) d'une capacité totale de 65000 tonnes d'acier par an, un cerclage et ateliers mécaniques. Elle fut complètement démantelée. Les ateliers et les fours Martin ont été détruits. Plus tard, une partie des équipements auxiliaires sont retournés sur place. Dans GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 75, *op. cit.*

	Nom de l'entreprise	Siège (Ville)	Capacité, milliers de tonnes		
			Fonte	Acier en lingots	Produits laminés
	Capacités démantelées		-	1430 (79%)	1182 (83%)
	Capacités qui restent en Allemagne		240	370	240

Dans la zone soviétique furent démantelées 5 aciéries sur 7 (mises en relief, *Figure 21*) dont les caractéristiques principales sont présentées ci-dessous :

La plupart des commentateurs occidentaux sur le démantèlement des équipements allemands ont déclaré que la politique de démantèlement soviétique était inepte et inutile, et qu'en fin de compte les Soviétiques ont été incités à évoluer vers une politique de maintien de l'industrie en place pour qu'elle soit gérée par des sociétés travaillant pour le compte des Soviétiques<sup>1244</sup>. De surcroît, ces commentateurs notent que « les Soviétiques étaient non qualifiés et agissaient dans la précipitation, et peuvent par conséquent avoir endommagé des machines et du matériel. De plus les intempéries, en particulier la pluie, peuvent avoir corrodé les machines »<sup>1245</sup>.

Cela est probablement une vue plutôt « superficielle »<sup>1246</sup>. Car contrairement à l'image que plusieurs commentateurs offrent en décrivant des machines allemandes démantelées, rouillées sur les voies d'évitement et les équipements installés en URSS mais toujours inutilisables en raison du sabotage allemand ou d'un savoir-faire inadéquat, les mêmes commentateurs constatèrent que les machines allemandes ont été effectivement utilisées à bon escient en Union soviétique après la guerre. Ainsi, Antony C. Sutton dont la citation est présentée ci-dessus note que :

« Les Soviétiques se sont concentrés sur les usines contenant des équipements et des machines pouvant être transportés en toute sécurité. Les parallèles des démantèlements des machines et équipements par les Soviétiques en Mandchourie et en Allemagne de l'Est indique que près de 100% des déménagements avaient une valeur de récupération élevée et étaient faciles à retirer et à transporter.<sup>1247</sup> »

Quoi qu'il en soit, le fait est que les estimations sur l'avantage économique du démantèlement n'étaient pas claires et que se posaient des problèmes liés aux déplacements des

<sup>1244</sup> Walter Bedell SMITH, *Ma Three Years in Moscow*, Philadelphia, J.B. Lippincott, 1950, p. 224;

Lucius D. CLAY, *Decision in Germany*, New York, Doubleday 1950;

Fritz LOWENTHAL, *News from Soviet Germany*, London, Victor Gollancz, 1950, p. 207.

<sup>1245</sup> Antony C. SUTTON, *Western Technology and Soviet Economic Development, 1945-65*, op. cit., p. 19.

<sup>1246</sup> *Ibid*, p. 21.

<sup>1247</sup> *Ibid*, p. 21.

équipements démantelés. En revanche, les Alliés occidentaux ont réduit la capacité sidérurgique allemande de 25% pour ensuite se concentrer sur les redressements dans ce secteur<sup>1248</sup>. On ne peut pas, par exemple, déplacer de manière satisfaisante une usine sidérurgique vers un autre endroit ce que le député britannique John Hyde déclarait en octobre 1949 lors des débats au Parlement :

« Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi, en dépit de bon sens, il faut employer 2000 ouvriers pour douze mois [...] pour démanteler une vieille usine en acier rouillé, la briser, marquer les pièces, les emballer dans des caisses, et les envoyer dans un autre pays, où il faudra probablement deux ou trois ans pour réouvrir cette usine. Alors que, si nous l'avions laissée en Allemagne produire de l'acier, nous aurions probablement pu construire dans le même temps, et sans toute perte, une nouvelle usine moderne, bien équipée et à jour.<sup>1249</sup> »

Pour les Soviétiques les problèmes liés aux livraisons des réparations sont devenus évidents à la fin du mois d'août 1945. On peut résumer la nature de ces problèmes en se référant au texte du décret du Commissaire du peuple aux Armements de l'URSS n°400 *Sur la procédure d'utilisation des biens confisqués*<sup>1250</sup>. Selon ce décret, la réception et les déchargements des biens saisis ne sont pas satisfaisants car, effectués sans comptabilité centralisée; l'équipement stocké en plein air rouille; les machines-outils sont dispersées; il y a des vols d'équipements; l'installation et la mise en service des équipements confisqués dans presque toutes les usines se déroulent à un rythme inacceptable, «ainsi, au premier septembre 1945, seulement 40% des équipements reçus ont été mis en service»; «aucune mesure n'a été prise pour rechercher des pièces particulières ou des wagons non arrivés»<sup>1251</sup>.

Or, peu de choses avaient changé vers 1947, comme en témoigne le texte de l'arrêté du ministre de la sidérurgie I. Tevosian :

« Il y a des défauts majeurs dans le stockage, la comptabilité et l'utilisation de l'équipement et des matériaux de livraisons des réparations dans un certain nombre d'entreprises, en particulier à l'usine métallurgique de Kirov à Makeevka, ainsi que à l'usine de *Komintern*, à l'usine *Amurstal* de Dnepropetrovsk, et à l'usine de Karl

---

<sup>1248</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>1249</sup> *Ibid.*, p. 20 (voir la référence 20).

<sup>1250</sup> RGAE, f. 8157, inv. 1, d. 1000, l. 19-22. « L'ordre du Commissaire du Peuple aux Armements de l'URSS n°400c sur la procédure d'utilisation des biens capturés » (« Prikaz narodnogo komissara vooruženiâ SSSR № 400s o porâdke ispol'zovaniâ trofejnogo oborudovaniâ. 24/09/1945 »), dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie èkonomiki Stalingsradskoj oblasti. Reparacionnye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd, Izdatel', 2016.

<sup>1251</sup> *Ibid.*, p. 44.

Liebknicht. Les matériaux arrivés pendant ce temps ne sont pas encore triés. Les entrepôts ne sont pas correctement sécurisés. Certains des équipements précieux – des machines de mécanique, des équipements électriques, l'outillage de contrôle et de vérification, des appareils, des roulements à billes - qui nécessitent un stockage dans des espaces fermés, sont situés en plein air et sont susceptibles d'être endommagés. A l'usine métallurgique de Makeevka (dont le directeur est Belobrov) [...] jusqu'à présent 2750 cartons avec équipements et matériels n'ont pas été ouverts, et leur contenu n'a pas été comptabilisé. A l'usine du *Komintern* (dont le directeur est Pavlovsky) [...] les fermes des ponts roulants sont recouvertes de charbon et de gravier et sont déformées. Les rotors des gros moteurs sont stockés sans protection adéquate contre les précipitations atmosphériques, le fer est rouillé, l'isolation devient inutilisable, les bouts des arbres sont couverts de corrosion.<sup>1252</sup> »

La vérification du stockage des équipements saisis à l'usine métallurgique de K. Liebknicht à Nizhnedneprovsk, réalisée en janvier-mars 1947, a montré ce qui suit. « La plupart des équipements saisis sont recouverts de neige. En raison des transbordements fréquents, le matériel confisqué se trouve dans un conteneur cassé et doit être conservé et reconditionné. Sur les 21 500 cartons des entrepôts ouverts, seuls 14 200 cartons ont été mis en ordre »<sup>1253</sup>.

L'une des raisons d'une telle attitude à l'égard de l'équipement était que des lignes technologiques unifiées et des complexes de production intégrés se montaient dans des usines différentes, où ces équipements disparates étaient adaptés pour répondre aux besoins de telle ou telle usine. Selon l'historien P. N. Knyševskij, personne n'a jamais analysé l'efficacité de l'utilisation des équipements saisis<sup>1254</sup>.

En 1946, le démantèlement des usines métallurgiques est en grande partie achevé. Suite au démantèlement des usines sidérurgiques les plus grandes et les plus avancées techniquement, la capacité de production en Allemagne dans la zone d'occupation soviétique a été réduite de 79% pour l'acier et de 83% pour les produits laminés<sup>1255</sup>. Les autorités soviétiques n'ont pas hésité à démanteler les 5 sur 7 des plus grandes usines sidérurgiques toutes entières, les gros fours Martin y compris.

---

<sup>1252</sup> L'extrait de l'ordonnance n° 77 du ministre de l'Industrie du fer et de l'acier de l'URSS, I. Tevosian, du 15 mars 1947. Dans P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskijh reparacij), M., 1994, p. 27.

<sup>1253</sup> GA RF, f. P-8300, inv. 18, d. 197, l. 181. « Le contrôle du stockage des équipements du butin de guerre et de la discipline du personnel dans l'usine sidérurgique K. Liebknicht à Nizhnedniprovsk. Les dates du dossier : le 2 janvier 1947 – le 20 mars 1947 » (« Proverka hraneniâ trofejnogo oborudovaniâ i soblûdeniâ štatnoj discipliny na Nizhnedneprovskom metallurgičeskoe zavode im. K. Libknehta. Krajnie daty dela : 2 ânvarâ 1947 - 20 marta 1947 »).

<sup>1254</sup> P.N. KNYŠEVSKIJ, *La capture. Les secrets des réparations allemandes* (Dobyča. Tajny germanskijh reparacij), Moscou, 1994, p. 28.

<sup>1255</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 74, *op. cit.*

Immédiatement après le démantèlement d'environ des deux tiers de la capacité de production de la sidérurgie, dans la zone d'occupation soviétique la question d'une pénurie de métaux ferreux s'est posée avec acuité. De surcroît, en 1946, les principaux ateliers des plus grandes entreprises sidérurgiques allemandes (qui n'avaient pas été concernées par le démantèlement) ne fonctionnaient pas. Il y avait un manque de personnel qualifié, une pénurie d'employés de plus de 10 000 personnes, un absentéisme et un taux de rotation extrêmement élevés. Un certain nombre de matériaux les plus importants requis en métallurgie, tels que le coke métallurgique pour les hauts fourneaux, les électrodes en graphite et en carbone pour les fours électriques en acier et en ferroalliage, ont dû être importés.<sup>1256</sup>

Dans la zone d'occupation soviétique le redressement, tellement demandé par la sidérurgie allemande en voie de reconstruction, commence par des tentatives de réouverture des deux usines non démantelées : *MaximilianHütte* à Unterwellenborn et *Eisen-und Hüttenwerke* à Thale (selon l'arrêté du commandant en chef du SVAG n°32 du 2 février 1946)<sup>1257</sup>.

En février 1946, le premier haut fourneau a été mis à feu à l'usine de *MaximilianHütte* et 2 700 premières tonnes de fonte brute ont été produites, l'atelier Thomas et un blooming ont commencé à fonctionner. A l'usine d'*Eisen- und Hüttenwerke*, un four Martin et un laminoir ont été mis en service. A l'occasion de la reprise de la production de fonte, d'acier et d'acier moulé, la question s'est posée de la nécessité d'organiser la production de ferroalliages dans la zone soviétique.<sup>1258</sup>

La production de fonte brute au 4<sup>ème</sup> trimestre 1946 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre a augmenté de plus de 4,5 fois, l'acier - de 3,8 fois, les produits laminés - de 4 fois.<sup>1259</sup>

Figure 22. La production sidérurgique en zone d'occupation soviétique en Allemagne en 1946<sup>1260</sup>

	1 trim., tonne	2 trim., tonnes	3 trim., tonnes	4 trim., tonnes	1946 au total, tonnes
Fonte	7950	34593	39065	42162	123358
Acier	13654	41117	47253	52074	154098
Métaux ferreux laminés	105009	32416	34801	43018	120735

<sup>1256</sup> *Ibid.*, l. 90.

<sup>1257</sup> *Ibid.*, l. 91.

<sup>1258</sup> *Ibid.*, l. 92.

<sup>1259</sup> *Ibid.*, l. 94.

<sup>1260</sup> *Ibid.*, l. 94.

Malgré les mesures prises à partir de la fin de 1947 et surtout au début de 1948, une situation extrêmement tendue se présente dans la zone d'occupation soviétique en ce qui concerne le métal et, principalement, de l'acier laminé. Les stocks disponibles de métal dans les entreprises de construction de machines étaient complètement épuisés, l'approvisionnement en métal laminé à partir des zones occidentales de l'Allemagne au début de 1948 s'était complètement arrêté. La production de la zone soviétique était insuffisante en quantité et en termes d'assortiment, y compris à cause du démantèlement des deux tiers des usines métallurgiques. Une tâche sérieuse a été fixée: combler le déficit en métal en peu de temps en reconstruisant des usines sidérurgiques précédemment démantelées et en exploitant davantage les capacités existantes.

Les travaux de restauration des usines métallurgiques des villes de Riesa et Hennigsdorf ont commencé. En 1947 les usines métallurgiques qui faisaient auparavant partie des sociétés par actions d'État soviétiques, furent transférées sous la juridiction des autorités allemandes. Les raisons de ce transfert étaient multiples : le fonctionnement était extrêmement insatisfaisant, il y avait besoin d'investissements, la discipline était très faible, le manque de travailleurs qualifiés et d'ingénieurs était flagrant, des interruptions de l'approvisionnement en vapeur, en eau et en air, des récidives de sabotage arrivaient régulièrement.<sup>1261</sup> Au-delà, les autorités d'occupation anglo-américaines, ayant manqué à leurs obligations de fournir des marchandises à la zone soviétique (les raisons de ces négligences sont un sujet différent et se trouvent en dehors de cette analyse) ont commencé à restreindre de plus en plus l'expédition de coke métallurgique et d'acier laminé.<sup>1262</sup>

Ainsi, l'Allemagne, dans les frontières de la zone d'occupation soviétique, dès qu'on lui céda des sociétés sidérurgiques en 1947 repartit à zéro pour recréer son industrie. Et qu'en est-il de l'URSS ? Quel rôle ont joué pour elle les équipements et technologies délivrés d'Allemagne ?

### *La réception des équipements allemands sur le territoire de l'URSS*

Retirer les matériels allemands et les distribuer en URSS était une tâche économique énorme. Les documents sur les activités des entreprises de l'industrie métallurgique pour 1940

---

<sup>1261</sup> *Ibid.*, l. 95.

<sup>1262</sup> GA RF, f. P7317, inv. 32, d. 1, l. 96.



- 1957 du Ministère du contrôle de l'État dont la liste est montrée sur la *Figure 23* (elle n'est pas exhaustive bien évidemment) pourraient nous donner une idée de la chronologie, de l'ampleur et de certaines caractéristiques du processus de placement des équipements allemands en URSS.

*Figure 23.* Liste des documents du ministère du Contrôle de l'État de l'URSS dont les objets sont les livraisons des équipements sidérurgiques allemands à leurs destinataires en URSS

Dates du dossier	Titre du dossier
II trimestre 1945	Vérification du matériel capturé en Haute-Silésie, qui est <i>arrivé à l'usine</i> de Frounze à Konstantinovka <sup>1263</sup>
II trimestre 1945	Vérification de l'état du <i>stockage</i> et de la comptabilité <i>des équipements inconnus</i> à l'usine de Revda du ministère de la Sidérurgie <sup>1264</sup>
III trimestre 1945	Vérification de la comptabilité et du stockage des équipements capturés importés à l'usine métallurgique de Makeevka du ministère de la sidérurgie <sup>1265</sup>
III trimestre 1945	<i>Vérification du stockage</i> et de la comptabilisation des équipements inconnus dans une usine métallurgique Zaporozstal' du ministère de la Sidérurgie <sup>1266</sup>
Mars, avril 1945	Vérification de la comptabilité et du stockage <i>des équipements inconnus</i> à l'usine métallurgique de Novyi Taguil du ministère de la Sidérurgie <sup>1267</sup>
3 janvier 1951 - 12 juillet 1951	Mémoire sur les résultats du contrôle de <i>l'utilisation des équipements</i> importés à l'usine n°702 du ministère de la Sidérurgie <sup>1268</sup>
5 mars 1953 - 25 juin 1953	Vérification des équipements non identifiés à l'usine métallurgique d' <i>Azovstal</i> de Jdanov du ministère de l'Industrie métallurgique <sup>1269</sup>
10 mars 1953 - 20 juin 1953	Sur les mesures pour <i>assurer la sécurité des équipements non identifiés à l'usine</i> de laminage de tuyaux de Nizhnedneprovsk nommée d'après Karl Liebknecht du ministère de l'Industrie métallurgique <sup>1270</sup>
15 mars 1953 - 20 septembre 1953	La mise en œuvre des mesures pour assurer la sécurité des équipements non identifiés à l'usine de Staline à Kouznetsk <sup>1271</sup>
15 mars 1953 - 20 septembre 1953	Les mesures pour assurer la sécurité des équipements non identifiés à l'usine métallurgique de Dnepropetrovsk de Petrovsky du ministère de l'Industrie métallurgique <sup>1272</sup>

En observant les limites géographiques du transbordement du matériel importé de l'Allemagne, on constate qu'il s'agissait de l'ensemble du territoire de l'URSS. Il suffit de regarder sur la *Figure 25* ci-dessous pour voir que toute la géographie de l'URSS est présente dans cette circulation - des frontières occidentales de l'URSS (Ukraine, Biélorussie) à la Sibérie (Irkoutsk, Novossibirsk, Krasnoïarsk), l'Oural (Sverdlovsk) et le Kazakhstan. Les équipements étaient exportés non seulement d'Allemagne (64%), mais aussi de Pologne (28%), d'Autriche

<sup>1263</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 49.

<sup>1264</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 52.

<sup>1265</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 50.

<sup>1266</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 53.

<sup>1267</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 51.

<sup>1268</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 336.

<sup>1269</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 481.

<sup>1270</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 482.

<sup>1271</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 483.

<sup>1272</sup> GA RF, f. P8300, inv. 18, d. 484.

(6%), de Hongrie (1%), de Tchécoslovaquie (1%). 2881 usines (pas seulement des usines métallurgiques) ont été retirées de l'Europe de l'Ouest.

Figure 24. Nombre d'équipements importés dans les différentes républiques et régions de l'URSS, septembre 1945<sup>1273</sup>

Région	Nombre d'entreprises et d'entrepôts de matériel importés		Equipements importés, en wagons							
	Au total	Nombre d'entreprises importées	Au total	De l'Allemagne			De la Pologne dans les frontières de 1939 <sup>1274</sup>	De Tchécoslovaquie	De Hongrie	D'Autriche
				De la zone d'occupation soviétique	De la région de Königsberg <sup>1275</sup>	De la zone destinée à la Pologne <sup>1276</sup>				
Région de Moscou (hors Moscou)	364	356	35338	25062	58	3710	642	700		5166
Région de Vorochilov	63	61	31146	12012		13791	4969		181	193
Moscou	525	513	30921	26608	167	2346	248	376	798	378
Leningrad	277	271	28718	20162	199	4301	3295	55	141	565
Région de Dnepropetrovsk.	90	86	21025	11871	5	5482	265	434	40	2928
Région de Staline (région de Donetsk à présent)	186	184	15044	7987	10	4893	707			1477
Région de Sverdlovsk.	79	78	12667	11063		971			79	554
Région de Kharkov.	136	135	11787	8347		1534	233		343	1330
Région de Rostov	86	85	11198	5480		5019	81	120		498
Région de Leningrad (sans Len.)	75	75	10837	6924	7	1936	12	139		1819
Région de Kiev	133	130	8842	5855	31	2010	507			439
Région de Kemerovo	22	20	8499	2028		315	6156			
Biélorussie	139	139	8009	4846	53	2927	13			170
Région de Molotov	48	47	7533	5548		1985				
Région d'Irkoutsk	5	5	6926	86		6840				
Région de Gorky	65	64	6702	5115	6	426				155
Région de Saratov	30	30	6309	5901		233		100		75
Région de Kalinin	39	39	5674	4402	40	847				385
Région de Yaroslavl	61	60	5590	2909	153	434	180	550		1364
RSS du Kazakhstan	27	27	5441	1160		2123	2158			
Région de Novossibirsk	37	35	5325	4869	10	316		130		
Région de Stalingrad	32	31	4842	1727	7	2459	165			484
Région de Kirov	19	19	4724	4213		511				
Région de Soumy	20	20	4705	3205		1460			40	
Région de Kuibyshev	31	31	4660	4317	15	253				75
Région de Zaporozhye	41	40	4535	2307	33	1153	57		112	873
Région de Voronej	47	46	4302	2070	103	1307	15		369	438
Région de Vladimir	30	30	3884	2312	15	1519				38
Région de Krasnoïarsk	7	7	3793	3793						
Région de Tcheliabinsk	44	44	3735	1678		1983				74
Région de Toula	33	33	3216	2444		339	151		40	242

<sup>1273</sup> RGAE, f. 4372, inv. 94, d. 1254, l. 205, 204. « Les informations du Comité spécial du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur la quantité d'équipements et de matériaux importés dans les différentes républiques et régions de l'URSS en novembre 1945. Le 11 septembre 1945 » (« Informaciâ Osobogo komiteta pri SNK SSSR o količestve oborudovaniâ i materialov, vvozimyh v otdeľnye respubliki i oblasti SSSR po sostoâniû na noâbr' 1945, 9/11/1945 »). Dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie ekonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd : Izdatel', 2016, pp. 51 - 53.

<sup>1274</sup> Il s'agit de la frontière occidentale de la Pologne avant le début de la Seconde Guerre mondiale.

<sup>1275</sup> La région de Königsberg fait partie de la Prusse orientale qui, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, a été cédée à l'URSS (aujourd'hui la région de Kaliningrad).

<sup>1276</sup> À la suite de la Seconde Guerre mondiale, les deux tiers du territoire de la Prusse orientale, la partie principale du territoire de la Poméranie sur la côte baltique, ainsi que la partie principale de la Silésie ont « quitté » l'ancien Troisième Reich pour la Pologne.

Région	Nombre d'entreprises et d'entrepôts de matériel importés		Equipements importés, en wagons							
	Au total	Nombre d'entreprises importées	Au total	De l'Allemagne			De la Pologne dans les frontières de 1939 <sup>1274</sup>	De Tchécoslovaquie	De Hongrie	D'Autriche
				De la zone d'occupation soviétique	De la région de Koenigsberg <sup>1275</sup>	De la zone destinée à la Pologne <sup>1276</sup>				
Région de Krasnodar	43	39	3148	2448		670				30
Région de Nikolaev	28	28	3136	2549		377	13			197
Région de Briansk	46	46	3111	882	163	1788	34			244
Région de Koursk	27	27	2954	1316	6	947	85			600
Au total	2935	2881	338 276	213 496	1081	77 205	19 986	2604	2143	20 791
<b>Au total, %</b>			<b>100%</b>	<b>64%</b>	<b>0,1%</b>	<b>22%</b>	<b>6%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>6%</b>

Les biens de réparation sont arrivés dans les usines soviétiques à la fois directement d'Allemagne et à la suite d'un processus de transfert (redistribution) entre les usines soviétiques<sup>1277</sup>. Etant donné que ces circulations ont été effectuées pendant plusieurs années après la guerre, les équipements délivrés de l'Allemagne en URSS nécessiterent d'être stockés, redistribués à travers tant des usines métallurgiques que des bases de transbordement des biens de réparation. Pour optimiser la circulation des équipements et matériels de réparations et leur stockage ultérieur, des bases ont été créées à Insterbourg<sup>1278</sup>, à Brest, à Kovel, à Kharkov et dans plusieurs autres villes (*Figure 25*).

*Figure 25.* Disponibilité de matériel importé de l'Allemagne dans les bases de stockage temporaire et dans les entreprises du Ministère de la sidérurgie (1<sup>er</sup> octobre 1951)<sup>1279</sup>

	Base de transbordement / Entreprise du Ministère de la sidérurgie	Valeur estimée du matériel stocké, mille roubles
	<b>Base de transbordement</b>	
1	Usine métallurgique de Makeevka	7271
2	Usine métallurgique de Voroshilov	38432
3	Usine Konstantinovskiy	1866
4	Usine métallurgique de Kertch	23820
5	Usine métallurgique de <i>Komintern</i> , à Dnepropetrovsk	9415
6	Usine de Dzerzhinsky à Dneprodzerzhinsk	10401
7	Usine <i>Krivorozhstal</i> à Kryvyi Rih	23429
8	Usine de K. Liebknechta, Nizhnedneprovsk	2052
9	Usine métallurgique de Kuznetsk	23916
10	Usine <i>DZMO</i> , Dnepropetrovsk	2052
11	Usine <i>Amurstal</i> , Komsomolsk	11838
12	Usine Orsko-Khalilovsky, Novotroitsk	23819

<sup>1277</sup> M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. . Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie ekonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd : Izdatel', 2016, p. 19.

<sup>1278</sup> Tcherniakhovsk est une ville de l'oblast de Kaliningrad, en Russie.

<sup>1279</sup> RGAE, f. 8875, inv. 1, d. 3109, l. 10, 12. « La lettre du chef du département de l'équipement du ministère de la Sidérurgie de l'URSS sur le coût des fournitures spéciales de l'équipement reçu par les entreprises du Ministère » (« Pis'mo načal'nika upravleniâ oborudovaniâ Ministerstva černoï metallurgii SSSR s informaciej o stoimosti oborudovaniâ osobyh postavok, postupivšego na predpriâtiâ Ministerstva. 27/03/1952 »).

	Base de transbordement / Entreprise du Ministère de la sidérurgie	Valeur estimée du matériel stocké, mille roubles
13	Usine Kamysbursky, Kamysbursun	22750
14	Usine <i>Dneprospetsstal</i> , Zaporozhye	12179
	Base de transbordement, au total :	<b>235 322</b>
	Y compris les autres	4504
	<b>Entreprises du Ministère de la sidérurgie</b>	
1	Usine métallurgique de Tcheliabinsk	28860
2	Usine de Petrovsky, Dnepropetrovsk	4367
3	Usine métallurgique de Novo-Tagil, Nizhny Tagil	3390
4	Usine métallurgique d'Ashinskiy, Asha	7222
5	Usine métallurgique de Novomoskovsk	2009
6	Usine métallurgique <i>Electrostal</i> , à Electrostal	2035
7	Usine métallurgique <i>Krasnyj Oktâbr'</i> , à Stalingrad	1252
8	Usine métallurgique Kazakh, à Temir-Tau	1490
9	Usines sidérurgiques de Kosogorsk, Tula	1729
10	Usine de ferroalliage de Zaporozhye	1380

Des bases de transbordement des biens de réparations ont également été créées sous l'autorité des commissariats distincts d'administrations régionales de l'industrie et dans les entreprises. Leur objectif général était d'enregistrer et de stocker des biens jusqu'à ce que leur destination ou leur installation dans telle ou telle entreprise soit déterminée.<sup>1280</sup> Ainsi, les équipements de réparation reçus le 3 octobre et le 21 novembre 1946<sup>1281</sup> par l'usine *Ėlektrostal'* ont été transférés ailleurs (à l'usine *Krasnyj Oktâbr'*) le 15 février 1947. Autrement dit, les équipements, avant d'être transférés définitivement, sont restés « immobiles » pendant 4 mois.

Les chiffres de la *Figure 25* sont assez éloquentes. Bien que 2881 usines entières aient été retirées d'Europe de l'Ouest, aucune nouvelle usine sidérurgique n'est apparue sur la carte de l'URSS durant ces années. Cette dernière circonstance, ainsi que les faits relatifs à « l'échange » de matériel de réparations entre usines indiquent que la logique d'un tel transfert était la suivante : chaque entreprise prenait dans le matériel arrivé ce dont elle avait besoin au moment même, et le reste était renvoyé aux récipiendaires suivants. Ce schéma de « germanisation », de toute évidence, a conduit à une faible efficacité, à un certain nombre de

<sup>1280</sup> « Disponibilité du matériel importé de l'Allemagne dans les bases de stockage temporaire et dans les entreprises du Ministère de la sidérurgie (vers le 1<sup>e</sup> octobre 1951) ». Dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de réparation. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie èkonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnyye postavki. 1945-1947 : Dokumenty i materialy), Volgograd, Izdatel', 2016, p. 41.

<sup>1281</sup> « La lettre d'accompagnement et des extraits des actes d'acceptation et d'évaluation des équipements de réparation transférés de l'usine *Elektrostal* à l'usine *Krasnyj Oktâbr'* en date du 15/02/1947 » (« Soprovoditel'noe pis'mo i vypiski iz aktov priemki i ocenki reparacionnogo oborudovaniâ, peredavaemogo ot zavoda « Ėlektrostal' » zavodu «Krasnyj Oktâbr'» ot 15/02/1947»). Dans M.M. ZAGORUL'KO (dir.), *La restauration de l'économie de la région de Stalingrad. Des fournitures de saisies de guerre. 1945-1947 : Documents et matériaux* (Vosstanovlenie èkonomiki Stalingradskoj oblasti. Reparacionnyye postavki. 1945-1947: Dokumenty i materialy), Volgograd, Izdatel', 2016, p. 79.

malentendus et d'incohérences. Mais, d'un autre côté, cela signifiait également la reconstitution, dans une certaine mesure, du matériel manquant dans les entreprises.

Les déplacements de ces « prises de guerre » continuèrent dans la sidérurgie jusqu'en 1953. Dans le chapitre précédent il a été montré que l'acceptation de technologies allemandes pour la plupart des ministères et des entreprises soviétiques ne s'achevèrent qu'au début des années 1950. Ainsi, la sidérurgie n'a pas fait exception.

La fin de cette épopée des prises de technologies sidérurgiques allemandes a pris fin dès la publication en mars 1952, plus de 7 ans après la fin de la guerre, d'une *Lettre du chef du département de l'équipement du Ministère de la sidérurgie de l'URSS sur le coût des fournitures spéciales de l'équipement reçu par les entreprises du Ministère*. Ce document a autorisé de radier du bilan annuel, le matériel de réparations, « en raison de sa grande vétusté »<sup>1282</sup>.

## Conclusion

En URSS un *système administratif de gestion par commandement* fut créé. L'économie et l'homme politique en Russie postsoviétique, Gavriil Popov introduisit ce terme de vulgarisation scientifique. Étant donné que les traits caractéristiques de ce système ont été établis par G. Popov sur l'exemple de la sidérurgie soviétique, on pourrait voir dans cette dernière comme l'incarnation du système avec toutes ses « causes et conséquences ».

L'économie de type mobilisation se caractérise par une forte résilience pendant les périodes de la guerre inhérente au *système administratif de gestion par commandement*. Cela fut clairement démontré par l'industrie sidérurgique de l'URSS pendant la Grande Guerre patriotique. Ayant perdu plus de 50% des capacités productives dans la sidérurgie par rapport au niveau d'avant-guerre, vers la fin de 1943 l'URSS redémarrera de nouvelles installations dans l'Oural en profitant du système de travail forcé du *Goulag* ainsi que des « Allemands soviétiques » réprimés durant la guerre pour les raisons de sécurité.

De surcroît, l'URSS a profité des livraisons des équipements et technologies occidentales dans le cadre du crédit-bail (Lend-Lease). L'évaluation des historiens en Occident et en Russie quant à l'importance des fournitures technologiques de prêt-bail varie. À partir de

---

<sup>1282</sup> RGAE, f. 8875, inv. 1, d. 3109, l. 10, 12. « *La lettre du chef du département de l'équipement du ministère de la Sidérurgie de l'URSS sur le coût des fournitures spéciales de l'équipement reçu par les entreprises du Ministère* » (« Pis'mo načal'nika upravleniâ oborudovaniâ Ministerstva černoï metallurgii SSSR s informaciej o stoimosti oborudovaniâ osobyh postavok, postupivšego na predpriâtiâ Ministerstva. 27/03/1952 »).

l'exemple des livraisons d'acier blindé à l'URSS, tiré de diverses sources de référence, nous avons montré l'importance des écarts entre ces estimations. De surcroît, notre analyse des séries chronologiques relatives aux brevets délivrés prouve que sans la participation de l'Occident l'approvisionnement en acier blindé aurait été apparemment impossible.

Alors que le corps expéditionnaire allié marchait vers l'est après le Jour-J (D-Day) du 6 juin 1944 et que les troupes de l'Armée Rouge marchaient vers l'ouest à travers les frontières des pays baltes, l'Ukraine et la Biélorussie, des unités de renseignement scientifiques ont traversé les lignes de front pour sécuriser les bâtiments, l'équipement et les personnes considérées comme ayant une valeur scientifique ou technique. Après la fin officielle de la guerre, les pays alliés ont établi en Allemagne, divisée en quatre zones d'occupation, des agences chargées d'apprendre la science et la technologie allemandes. Des centaines d'enquêteurs - pour la plupart des ingénieurs ordinaires empruntés à des dizaines de sociétés américaines et aux Ministères soviétiques - ont envahi l'Allemagne, cherchant des « réparations technologiquement avancées » dans une grande variété d'industries civiles. Rien de semblable n'avait jamais été tenté à cette échelle.

En ce qui concerne les enquêteurs dans la zone d'occupation soviétique, ils appartenaient soit à divers ministères de l'URSS, soit faisaient partie de l'administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG). Les bureaux du SVAG ont été impliqués dans le travail sur la « maîtrise » des réalisations scientifiques et techniques allemandes dans la sidérurgie, ainsi que dans l'autorisation des activités et de contrôle d'organismes de recherche allemands. Ils effectuèrent un état des lieux de toutes les organisations de R&D en Allemagne ainsi que dans les usines et ateliers sidérurgiques, firent connaître la disponibilité des matières premières en garantissant leur utilisation rationnelle, interdirent la construction de nouvelles grandes usines ou leur démarrage après le démantèlement sans l'autorisation du SVAG.

Outre le travail scientifique, se produisit aussi le démantèlement d'équipements et d'installations complètes (5 sur les 7 grandes usines sidérurgiques situées dans la zone d'occupation soviétique ont été démantelées). Le déplacement des équipements sidérurgiques vers l'URSS était aussi une opération de grande envergure car il se produisit sur l'ensemble du territoire de l'URSS. Les éléments de cette opération logistique à grande échelle comprenaient le réseau de bases de transbordement créées spécifiquement à cette fin. Bien que le démantèlement des équipements sidérurgiques en Allemagne pour l'exportation vers l'URSS

ait été achevé en 1946, le mouvement de ces équipements à l'intérieur de l'URSS a continué jusqu'en 1953.

Ce tableau dressé, comment la sidérurgie soviétique « se débrouillera » - t - elle après : *primo* - l'américanisation pendant l'industrialisation des années 1930 - et *secundo* - la « germanisation » des industries soviétiques ?

### Partie III. L'affrontement Est-Ouest d'après-guerre et la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie (1947-1989)

Les premiers affrontements entre les blocs des pays de l'Est et ceux de l'Ouest apparurent pendant la guerre civile grecque, un conflit armé ayant opposé de 1946 à 1949 l'armée grecque gouvernementale (soutenue par le Royaume-Uni et les États-Unis) à l'Armée démocratique de Grèce, branche armée du Parti communiste de Grèce. Bien que jusqu'en 1946 les communistes grecs ne fussent pas aidés par l'URSS (ils ont été soutenus par la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie), « la doctrine de Truman lancée en mars 1947 [...] a fortement influencé le comportement soviétique »<sup>1283</sup>. Des études sur la politique étrangère de l'URSS fondées sur des documents d'archives déclassifiés après la Perestroïka montrent que « la doctrine de Truman et le plan Marshall ont constitué une sorte de tournant pour le Kremlin. Avant cela, Moscou avait pris soin de ne pas provoquer les États-Unis et avait toujours défendu ses intérêts uniquement dans la « ceinture de sécurité » autour du périmètre des frontières soviétiques »<sup>1284</sup>. L'intervention du président américain Harry S. Truman le 12 mars 1947 devant les deux Chambres du Congrès réunies en séance commune a marqué pour l'Occident le début de la *doctrine de l'endiguement* (en anglais : *containment*) du « totalitarisme communiste ».

Au fil du temps, l'affrontement entre les deux blocs est devenu de plus en plus acharné. Dans la chronologie succincte de la consolidation des pays occidentaux on peut mentionner le 5 juin 1947, l'annonce du *Plan Marshall*; en 1947 également la fondation de l'*Agence centrale de renseignements* (la CIA); le 16 avril 1948 à Paris a été créée l'OECE (l'*Organisation Européenne de Coopération Economique*) chargée de la répartition des aides prévues par le *Plan Marshall* et du soutien de l'économie des pays membres ; le 4 avril 1949 l'OTAN a vu le jour par la signature à Washington du traité de l'Atlantique Nord par 12 Etats (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Benelux, Portugal, Italie, Danemark, Islande, Norvège) ; le 9

---

<sup>1283</sup> A. A. KALININ, « En première ligne de la guerre froide : la politique soviétique en Grèce 1947-1949 » (Na perednem rubeže holodnoj vojny : sovetskaâ politika v Grecii v 1947-1949), Åroslavskij pedagogičeskij vestnik, 2011, n° 3, vol. I, p. 90.

<sup>1284</sup> RGASPI, f. 17, inv. 128, d. 479; RGASPI, f. 17, inv. 128, d. 897.

P. J. STAVRAKIS, *Moscou and Greek Communism, 1944-1949*, Ithaca; L.: Cornell University Press, 1989.

Ar. A. ULUNÂN, « Les Balkans : le monde chaud de la guerre froide. La Grèce et la Turquie entre l'Est et l'Ouest. 1945-1960 » (Balkany : gorâčij mir holodnoj vojny. Greciâ i Turciâ meždû Zapadom i Vostokom. 1945-1960), Moscou, Federal'nyj eženedel'nik « Rossijskie vesti », 2001.



mai 1950 par la déclaration de Robert Schuman a été constituée une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (la CECA).<sup>1285</sup>

En ce qui concerne le bloc de l'Est, le 29 janvier 1949 à Moscou, a été créé le *Conseil d'Assistance économique mutuelle* (COMECON) qui regroupait l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, et la Tchécoslovaquie. La consolidation de ces pays a fixé *de jure* ce qui avait commencé à se dessiner *de facto* bien avant 1949. Au début de 1947 l'URSS avait noué des accords bilatéraux d'assistance avec trois pays d'Europe orientale - la Tchécoslovaquie (1943), la Pologne (1945) et la Yougoslavie (1945). En février 1948, l'URSS a signé le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec la Roumanie et la Hongrie et en mars 1948 avec la Bulgarie.

Par conséquent, vers le début des années 1950 les deux blocs Est et Ouest étaient déjà formés. La naissance de la Guerre froide fit le monde bipolaire.

La guerre froide connut plusieurs étapes dans son déroulement. Elle débuta en 1947, année charnière, et culmina dans les années 1948-1953. Ce n'était pas une période propice à l'établissement de contacts en matière de technologies entre les pays occidentaux et l'URSS étant donné que jusqu'en 1953 cette dernière s'est concentrée aux saisis des équipements allemands (comme nous l'avons déjà vu sur l'exemple de la sidérurgie dans la partie II de ce travail).

Durant cette période de la « polarisation » d'après-guerre, les pays de l'Ouest cherchèrent à renforcer leur consolidation, eux aussi, dans le cadre de tel ou tel bloc occidental – une politique qui a conduit à la création du *CoCom*, structure supranationale dont le but était de bloquer des exportations de technologies vers les pays de l'Est<sup>1286</sup>. En parallèle, les

---

<sup>1285</sup> *Événements historiques de la construction européenne (1945-2014)*, ePublication dans la collection « European integration studies », <https://www.cvce.eu/education/unit-content/> Consulté le 28 juin 2022.

<sup>1286</sup> Le caractère confidentiel qui a entouré l'organisation de *CoCom* depuis sa création a suscité une faible attention du public et des chercheurs sur ce sujet, ce qui rend l'analyse, d'un côté, difficile (en raison de l'absence des multiples opinions des chercheurs) et, d'un autre côté, facile (en permettant de formuler des hypothèses fortes). Il en découle l'autorité conférée à certaines études empiriques majeures sur les contrôles des exportations américaines et le *CoCom*, parmi lesquelles on peut citer : *Western Economic Warfare* de Gunnar Adler-Karlsson (ADLER-KARLSSON Gunnar, *Western Economic Warfare: a case study in foreign economic policy*, (Guerre économique occidentale: une étude de cas en politique économique étrangère), Stockholm, Almqvist & Wiksell, vol. 1., 1968), *Economic Containment, CoCom and the Politics of East-West trade* de M. Mastanduno (1992). Les historiens sont en désaccord sur la question de savoir si la guerre économique devrait inclure toutes les activités visant à entraver l'économie de l'ennemi, ou seulement les moyens économiques pour la réalisation d'un objectif national. Pour l'étude du *CoCom*, il semble mieux adapté de baser l'analyse sur le concept de guerre économique comme celui de Knorr (Klaus Eugen KNORR, *The power of nations : the political economy of international relations*, New York, Basic Books, 1975), visant à affaiblir le fondement économique du pouvoir ennemi par tous les moyens : économiques, propagandistes, législatifs, diplomatiques ou militaires.

adversaires des deux blocs antagonistes ont recouru à l'intimidation, la propagande etc. (dont l'exemple fut la *Conférence internationale de Moscou* de 1952).

La Guerre froide se poursuit par une période d'amélioration avec la coexistence pacifique de 1953 à 1962 et la Détente entre 1962 et 1975 quand dans la sidérurgie, par exemple, la structure institutionnelle des échanges entre l'URSS et la France a commencé à prendre forme.

Dans cette partie III, qui chronologiquement couvre la période allant de 1947 jusqu'à la chute de l'Union Soviétique, l'affrontement technologique Est-Ouest après-guerre sera analysé dans le cadre de deux périodes distinctes.

Après avoir défini dans le chapitre VII (« La culmination de l'affrontement Est – Ouest (1947 - 1953) : le *CoCom* et la *Conférence économique de Moscou* ») les positions des blocs dans leurs confrontations et certains éléments de leur politique en matière de technologies, nous allons entreprendre l'analyse des relations Est-Ouest au sein de l'industrie sidérurgique à travers l'exemple des contacts franco-soviétiques dans ce domaine. Dans cette analyse sectorielle à qui le chapitre VIII (« La coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie, 1953-1989 ») sera consacré, nous nous concentrerons sur trois études de cas (celles du gazoduc *Ourengoï-Pomary-Oujhorod*, de l'usine sidérurgique de Fos-sur-Mer et de la production en convertisseurs d'oxygène) durant les périodes de la Détente et de « la guerre fraîche » (regain de tension de 1976 à 1985 surtout après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS fin 1979).

## **Chapitre VII. Le sommet de l'affrontement Est – Ouest (1947-1952) : le CoCom et la Conférence économique de Moscou**

Dans ce chapitre nous allons nous pencher sur l'affrontement Est-Ouest d'après-guerre à travers les deux événements principaux qui déterminèrent pour les années à venir la politique occidentale en matière de technologies par rapport aux pays du bloc des pays de l'Est.

Dans le premier sous-chapitre dédié aux contrôles des exportations vers les pays de l'Est sous le régime du *CoCom*, nous nous pencherons sur l'analyse des causes de la création du *CoCom*, institut essentiel dans la confrontation technologique Est-Ouest créée au début des années 1950.

L'analyse de la *Conférence de Moscou* de 1952 qui va suivre dans le deuxième sous-chapitre (« Les tentatives de la part de l'URSS de la reprise des échanges économiques Est-Ouest : opposer un « non possumus » ? »), nous permettra de répondre à la question de savoir quels instruments l'URSS, à son tour, a eu en sa possession pour contourner les restrictions du *CoCom*.

Le troisième sous-chapitre « La Conférence de Moscou : l'analyse *a posteriori* » nous aidera à finaliser les résultats de l'affrontement Est-Ouest vers 1953 et à répondre à la question de savoir si la conférence fut un succès ou un fiasco.

### **A. Les contrôles des exportations vers les pays de l'Est : le régime du *Cocom***

Dans le contexte de la confrontation Est-Ouest qui se développe après la Seconde Guerre mondiale, y compris sur le plan militaire (dans la Guerre d'Indochine (1946-1957) et de la Guerre de Corée (1950-1953), l'Occident s'inquiète de l'évolution de la structure des exportations vers l'URSS en provenance des pays occidentaux. L'opinion publique ne comprend pas que ces mêmes pays occidentaux envoient des soldats en Indochine et en Corée, où ils s'opposent à l'URSS, et qu'en même temps ils vendent à cette dernière des armes et des munitions pour tuer ces soldats. Il semblait donc logique d'arrêter ou du moins de limiter les livraisons de produits stratégiques et de technologies de pointe au bloc soviétique.

Durant la Seconde guerre mondiale, à l'heure de l'alliance, l'URSS a sollicité et obtenu dans le cadre de Prêts-bails des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada la livraison d'importantes quantités de matières premières et des équipements. La nécessité d'importer des équipements et des matières premières de l'étranger n'a pas disparu avec la fin de la guerre et

l'arrêt du Prêt-bail. Les agents et les négociateurs officiels de Moscou étaient donc toujours en quête de matières stratégiques sur tous les marchés mondiaux.

*L'évolution de la nature des échanges entre l'Est et l'Ouest : les matériaux stratégiques*

Le commerce des « matières stratégiques » fut dans les années 1950 l'une des formes de maintien du langage « diplomatique » : l'arrêt des livraisons, en provenance de l'Est comme de l'Ouest, aurait signifié une aggravation de la tension internationale. Jusqu'au début des années 1950 l'Occident a livré à l'URSS soit directement, soit par l'intermédiaire de ses satellites les produits suivants : aluminium, caoutchouc, acier et produits sidérurgiques, coton, molybdène, cuivre, étain, laine, mercure, plomb. L'Ouest, lui aussi, reçoit de l'Est : antimoine, chrome, étain, manganèse, tungstène.<sup>1287</sup>

Au début des années 1950, ces échanges Est-Ouest connurent une évolution très significative quant à leur nature. Avant la guerre, les produits finis et les denrées alimentaires constituaient la majeure partie des livraisons occidentales à l'Europe de l'Est. Or, à partir de 1945, l'URSS a surtout cherché à acheter des machines, des équipements industriels et certains métaux rares.<sup>1288</sup> Le volume des exportations des deux catégories principales : métaux et articles manufacturés en métal d'une part, et machines d'autre part, s'est accru considérablement et, en 1950, il constituait environ la moitié du volume total des exportations, tandis que les exportations de la plupart des autres marchandises diminuaient.<sup>1289</sup>

---

<sup>1287</sup> « Le commerce des matières stratégiques entre l'Occident et le monde soviétique », « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) n°44, 1-15 avril 1951, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 4.

<sup>1288</sup> Les déficiences de l'URSS apparaissaient objectivement à partir du fait suivant : les matières stratégiques qu'elle recherchait dans les années 1950 sont précisément celles que les Alliés ont dû leur livrer pendant la guerre. En effet, outre les armes de toutes sortes, l'URSS a sollicité et obtenu des U.S.A., de la Grande-Bretagne et du Canada, entre 1941 et 1947, la livraison d'importantes quantités de matières premières parmi lesquelles on trouvait (en tonnes) : aluminium et duralumin (170 700) ; cuivre et articles cuivreux (240 900) ; zinc (56 100) ; nickel (10 524) ; étain (29 400) ; plomb (56 800). Il faut y ajouter une très grande quantité d'acier, de produits sidérurgiques et d'autres métaux comme le cobalt (fourni par la Grande-Bretagne).

Voir : Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*), Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, n°64, 15 mars 1952, p.14.

<sup>1289</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, pp. 25-26.

« Voici les chiffres : En 1938, onze pays d'Europe occidentale ont livré à l'Est pour 200<sup>1290</sup> millions de dollars de machines ; en 1950, ces mêmes pays ont vendu à l'Est pour 255 millions de dollars de machines. L'Italie, à elle seule, a expédié à l'U.R.S.S. et à ses satellites, en 1950, pour 34 millions de dollars d'équipements industriels, contre à peine 2 millions en 1938<sup>1291</sup>. La France a livré, en 1950, pour plus de 11 millions de dollars de machines, contre 8 millions en 1938<sup>1292</sup>, la Belgique : 17 millions en 1950 contre à peine 6 millions en 1938<sup>1293</sup>. En revanche, l'Europe orientale avait acheté en 1938 pour 121 millions de dollars de textile et n'en a acheté que pour 35 millions en 1950.<sup>1294</sup> »

Bien que sur la base de ces données, il ait été conclu que le volume des machines et des équipements exportés d'Europe occidentale en Europe orientale dépassait en 1950 le volume d'avant-guerre, on peut en douter. Nos calculs de l'évolution des prix entre ces deux dates (1938 et 1950) en tenant compte de l'érosion monétaire calculée à partir des indices d'inflation, montrent que onze pays d'Europe occidentale ont livré à l'Est en 1950 à la fois moins de machines et moins de textile par rapport aux périodes d'avant-guerre (voir *Figure 1* où des livraisons de machines et équipements de 1938 dans le sens Ouest-Est, calculées pour l'année 1950 en tenant compte de l'inflation monétaire, soit 353 millions de dollars. En même temps les exportations estimées en prix courants de 1950 donnent une valeur de 317 millions de dollars, donc bien inférieur à 353).

*Figure 1.* Les livraisons des machines et des équipements des pays occidentaux vers des pays orientaux<sup>1295</sup>

Pays occidentaux – fournisseurs des matériaux	Coûts des livraisons, millions de dollars américains		
	1938	Livraisons de 1938 dans les prix de 1950	1950
Machines, 11 pays occidentaux, au total	200	327	255
Italie, des équipements	2	3	34
France, des machines	8	13	11
Belgique, des machines	6	9	17
Au total	216	353	317

<sup>1290</sup> En faisant une conversion de « dollars américains » on nota que l'équivalent de 200 USD au 31 Janvier 1938 est de 327.52 USD au 16 Janvier 1950  
L'inflation sur la période : 63.76 %, index utilisé : USCPI31011913 (Bureau of Labor Statistics), Index initial : 146.96, Index final : 240.65. <https://fxtop.com/fr/>, consulté le 17/06/2022.

<sup>1291</sup> L'équivalent de 2 USD au 31 Janvier 1938 est de 3.28 USD au 16 Janvier 1950.

<sup>1292</sup> L'équivalent de 8 USD au 31 Janvier 1938 est de 13.1 USD au 16 Janvier 1950.

<sup>1293</sup> L'équivalent de 6 USD au 31 Janvier 1938 est de 9.83 USD au 16 Janvier 1950.

<sup>1294</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 28.

<sup>1295</sup> *Idem.*

Quelle que soit la manière dont la dynamique des importations de machines et des équipements puisse être évaluée, le fait que les pays de l'Est n'aient plus acquis de produits de biens de consommation courante était pour les observateurs intéressés un signe net de la priorité absolue accordée à l'industrie de guerre dans l'économie soviétique en 1950 encore.<sup>1296</sup>

Dans la liste des matériaux prioritaires dont l'économie soviétique avait besoin, figuraient: les équipements électriques (des équipements et des outillages pour des forces motrices électro-techniques de levage et de transport, notamment des transformateurs, des disjoncteurs, des moteurs électriques, des générateurs Diesel, des câbles pour le transport de l'énergie électrique) ; les roulements à billes (l'URSS se les procurait en France, en Italie, en Suisse et en Suède) ; les diamants industriels (achetés au Brésil pour le compte de l'URSS par les agents tchèques); le caoutchouc (livré à l'URSS par la Grande-Bretagne et la zone sterling).<sup>1297</sup>

Mais le véritable enjeu du commerce Est-Ouest portait surtout sur quatre matières premières : le caoutchouc naturel, la laine, l'acier et le tungstène. Le tableau ci-dessous (*Figure 2*) indique leur provenance et leur destination ainsi que de quel côté penche la balance, l'Est ou l'Ouest.

*Figure 2.* Les matières premières stratégiques dans le commerce Est-Ouest au début des années 1950<sup>1298</sup>

Matières premières	Origines	Intermédiaires	Destination finale
Caoutchouc naturel	Malaise britannique Indonésie Siam Ceylan	Partie directement, Partie via Chine, Tchécoslovaquie, Pologne Allemagne occidentale Indes	URSS
Laine	Australie Nouvelle Zélande Grande-Bretagne	Partie directement, Partie via Tchécoslovaquie, Pologne, Chine etc.	URSS
Acier	Grande Bretagne Allemagne occidentale Hollande, France, etc.	Partie directement, Partie via Hong-Kong	Chine et satellites européens
Tungstène	Chine	Directement	États-Unis

<sup>1296</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>1297</sup> *Ibid.*, pp. 20-22.

<sup>1298</sup> « Le commerce des matières stratégiques entre l'Occident et le monde soviétique », « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) n°44, 1-15 avril 1951, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 6.

Le tableau ci-dessus montre que parmi les matières précitées les vraies marchandises stratégiques pour l'URSS étaient avant tout le caoutchouc naturel et la laine tandis que pour le bloc sino-soviétique l'acier figurait aussi dans cette liste des exportations prioritaires.

En ce qui concerne le caoutchouc, à l'exception du Libéria africain (dont la production était d'ailleurs insignifiante), tout le caoutchouc naturel du monde au début des années 1950 provenaient pratiquement de l'Asie du Sud-est, qui était alors sous contrôle britannique, hollandais, français. Ainsi, toutes les grandes puissances (les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'URSS) achetaient du caoutchouc malais, indonésien, ceylanais et thaïlandais.

Les importations soviétiques de caoutchouc ont augmenté continuellement à partir de la guerre et atteint en 1949 la pointe de 105 000 tonnes, chiffre largement supérieur au triple du chiffre d'avant-guerre (pendant la guerre, la Grande Bretagne, seule, avait fourni à l'URSS 103 500 tonnes de caoutchouc tandis que des États-Unis l'URSS avait reçu deux millions de pneus<sup>1299</sup>). À partir de la guerre de Corée, les achats soviétiques ont de nouveau été portés au taux annuel d'environ 100 000 tonnes. Mais en réalité, l'URSS bénéficiait d'une partie au moins des achats chinois effectués massivement en Malaisie et en Indonésie, soit directement, soit via Hong-Kong. Au total, le bloc soviéto-chinois a importé en 1950 environ 170 000 à 180 000 tonnes de caoutchouc naturel contre approximativement 130 000 tonnes en 1949, c'est-à-dire des quantités largement supérieures à la consommation « normale », ce qui compte tenu d'une importante production de caoutchouc artificiel en URSS et en Allemagne orientale, indiquait très nettement pour les observateurs que Moscou était en train de constituer d'énormes stocks de guerre de caoutchouc.<sup>1300</sup>

La seule matière première dont la pénurie menaçait le monde occidental et plus particulièrement les États-Unis était le tungstène<sup>1301</sup>. Aux États-Unis qui en étaient le plus grand consommateur, le tungstène d'origine nationale ne représentait que 1/5 des besoins. Or, c'était

---

<sup>1299</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, pp. 26-27.

<sup>1300</sup> « Le commerce des matières stratégiques entre l'Occident et le monde soviétique », « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) n°44, 1-15 avril 1951, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 6.

<sup>1301</sup> Le tungstène est utilisé dans la fabrication de moteurs à réaction et d'autres engins militaires, notamment celles des armes antitanks. Pendant la deuxième guerre mondiale, la Grande-Bretagne a payé à prix d'or pour se faire réserver tout le tungstène portugais et éviter ainsi qu'il ne tombât aux mains des Allemands.

la Chine, et dans une certaine mesure la Corée, qui produisaient les plus grandes quantités de ce précieux métal.<sup>1302</sup>

En ce qui concerne les échanges de matières stratégiques entre l'Est et l'Ouest dans les années 1950, l'analyse des avantages et des inconvénients partagés entre les deux camps montre qu'à l'exception du tungstène, le « monde soviétique » ne livrait aux pays occidentaux que des matières premières qu'ils pouvaient sans difficultés se procurer ailleurs. Et en définitive, l'URSS avait plus d'intérêt que l'Ouest au maintien de ce commerce Est-Ouest (au moins dans le domaine des matières premières).

Or, l'Ouest n'a pas tardé à déclarer que « l'intérêt supérieur du monde occidental » commandait « qu'on interrompe l'approvisionnement de Staline et de Mao Tsé Toung en matières premières aussi vitales que le caoutchouc, l'acier et le laine ».<sup>1303</sup>

Que l'URSS fit-elle en réponse à ces tentatives pour restreindre son accès aux ressources matérielles ?

L'arrêt des livraisons, certes, lésait les intérêts de l'URSS qui cherchait à se procurer les équipements industriels et les matières premières manquant à son économie. Les cas que nous allons rapporter ne prétendent pas couvrir toute la gamme des livraisons dont « bénéficiait » l'URSS en cherchant à contourner les restrictions de toutes sortes. Mais ils ont une valeur d'exemples types.

Evoquons d'abord le molybdène. En septembre 1950, 50 tonnes de ce métal indispensable pour la construction des radars ont été embarquées d'un port américain à destination de la Grande-Bretagne. Une firme britannique, l'*Industrial Speciality Co* de Londres a obtenu à Washington une licence d'exportation de molybdène. Mais le métal n'est jamais parvenu en Angleterre. « L'enquête menée par le *Department of Commerce* a révélé que le molybdène en question avait été purement et simplement transbordé sur le navire soviétique *Bielo-Ostrov*, dans le port même de Londres »<sup>1304</sup>.

La même année, d'importantes quantités de mercure d'origine espagnole sont parvenues en URSS, via la Finlande. Du mercure qui était utilisé dans la fabrication d'explosifs, venait d'être expédié en quantités considérables par l'Espagne vers l'URSS. Les médias affirmaient

---

<sup>1302</sup> « Le commerce des matières stratégiques entre l'Occident et le monde soviétique », « B.E.I.P.I. » (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) n°44, 1-15 avril 1951, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 7.

<sup>1303</sup> *Idem.*

<sup>1304</sup> *Ibid.*, p. 4.



que les tractations « faites par les agents soviétiques à Helsinki auraient porté sur 1 million de dollars »<sup>1305</sup>.

La réponse au tarissement d'approvisionnements stratégiques vers des pays de l'Est était donc la contrebande. Au même moment, « les Alliés [occidentaux] mènent des études et discutent de quatre questions importantes liées au commerce Est-Ouest : les objectifs généraux, les crédits, l'énergie et le contrôle du commerce des biens stratégiques »<sup>1306</sup>. C'est le *CoCom* qui allait être dédiée à surveiller le flux des biens stratégiques en URSS.

#### *La création du CoCom (le Coordinating Committee for Multilateral Export Controls)*

L'histoire du *CoCom* a commencé à la fin de 1947 quand l'administration de Truman a été mise sous pression par des groupes d'intérêts nationaux qui voulaient que les États-Unis restreignent leurs exportations stratégiques vers l'Europe de l'Est pour empêcher que le commerce Est - Ouest n'augmente le potentiel de guerre du bloc soviétique. Les États-Unis ont appliqué un embargo unilatéral à l'encontre de l'Europe de l'Est à partir de mars 1948. Cela devait se faire sans acte manifeste de discrimination arbitraire à l'encontre de l'Europe de l'Est, mais par le moyen d'une procédure commencée le 1<sup>er</sup> mars 1948 consistant à exiger des licences pour toutes les exportations vers l'Europe.

En même temps, l'administration de Truman a conclu à la nécessité d'une politique occidentale concertée. Le point de départ qui a conduit l'Europe occidentale à rejoindre l'embargo stratégique était le câble *Torep 816*<sup>1307</sup>. Il a été envoyé à l'ambassadeur W. Averell Harriman avec pour objectif d'entamer des négociations avec les pays du plan Marshall sur les contrôles stratégiques à l'exportation correspondant à la politique d'embargo des États-Unis.

En 1949, au cours des négociations préalables, des divergences sont apparues concernant le degré de rigueur de la structure de coordination qui devrait diriger l'organisation éventuelle et sur les produits eux-mêmes à mettre sous embargo ou à exporter en quantités

---

<sup>1305</sup> *Idem.*

<sup>1306</sup> Gary Kenneth Bertsch, *East-West strategic trade: COCOM and the Atlantic Alliance*, Paris, Atlantic institute for international affairs, 1983, p. 10.

<sup>1307</sup> *Torep* (series indicator for messages to the Special Representative in Europe for the Economic Cooperation Administration), 816, Aug 27, 1948, *Foreign relations of the United States, 1949, Eastern Europe; The Soviet Union*, Volume V.

Voir aussi: Telegram to The Secretary of State to the Embassy in France. WASHINGTON, April 13, 1950-7p.m. Signed by ACHESON. Dans *Foreign relations of the United States, 1950. Central and Eastern Europe; The Soviet Union*, Volume IV, 1950.

En ligne: <https://search.library.wisc.edu/digital/ASKW5GUT6POUL28G/pages/AIFRDL4QEMF6CC8Y?as=text>  
Consulté le 12/12/2021.

limitées. Les Néerlandais en particulier n'acceptaient rien de plus que la poursuite d'un mécanisme de coordination informel déjà établi. Les négociateurs américains quant à eux préféraient une organisation plus pérenne, allant même jusqu'à vouloir faire de l'organisation naissante de contrôle des exportations un organe de l'OTAN.

Finalement, malgré une série de réunions avec les parties intéressées, la diplomatie américaine a obtenu que la structure organisationnelle soit proche de ce qu'elle réclamait. Mais ce n'est qu'à l'automne 1949 que la majorité des pays d'Europe occidentale continentale ont accepté d'instituer des contrôles à l'exportation et de coordonner leur politique de façon permanente avec les autres pays du plan Marshall et les États-Unis. Une structure multilatérale de contrôle des exportations, sans précédent en temps de paix, a été créée en janvier 1950. Elle comportait deux organes : le Groupe consultatif (GC) et le Comité de coordination (le *CoCom*). Le Groupe consultatif devait avoir des fonctions d'élaboration des politiques, tandis que le Comité de coordination était chargé des tâches administratives quotidiennes. Au moment de sa création le *CoCom* comprenait les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, la Norvège et l'Allemagne de l'Ouest. Par la suite, le nombre de pays-participants s'est élevé à 18.

Il existe différentes approches dans la littérature scientifique pour déterminer la stratégie du *CoCom*. Certains chercheurs la définissent comme une déclaration de guerre économique, les autres comme instaurant un régime de sanctions. Dans les documents de la *Central Intelligence Agency*, le terme de « guerre économique » a été appliqué aux mesures prises en temps de paix pour « diminuer et neutraliser le potentiel de guerre du bloc soviétique<sup>1308</sup>. L'absence d'opérations militaires a été considérée comme faisant partie du mandat »<sup>1309</sup>. La plupart des références au *CoCom* se trouvent dans la littérature sur les *sanctions économiques*. Dans ce cas, l'embargo du *CoCom* est mis en regard de sanctions unilatérales ou internationales telles que celles en vigueur envers la Fédération de Russie depuis l'annexion de la Crimée. Il s'agit de cas où un groupe de pays transmet un message public de désapprobation

---

<sup>1308</sup> Le bloc soviétique est défini comme suit : URSS, Chine, Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne et Roumanie. La Corée, la Mongolie extérieure et certaines zones contrôlées par les communistes en Asie du Sud ne sont pas prises en compte, en raison de l'insignifiance relative des économies dans ces régions. Cependant, il est supposé que les mesures de guerre économique s'appliquent également à ces régions. Puisque la Chine était engagée dans des opérations militaires contre les forces des Nations Unies en Corée, il est nécessaire d'évaluer l'effet de la guerre économique sur la Chine.

<sup>1309</sup> National Intelligence Estimate. Vulnerability of the Soviet Bloc to Economic Warfare. Published 19 February 1951 of CIA. *Vulnerability of the Soviet Bloc to Existing and Tightened Western Export Controls*, Publication date: 1 January 1951. <https://www.cia.gov/readingroom/document/0000269242>, consulté le 30/06/2021.

de sa conduite à un pays « cible », en le punissant – ou en menaçant de le punir – économiquement pour conduite inacceptable.

Cependant, peu d'informations peuvent être obtenues en analysant le *CoCom* dans ce contexte. Aucun message n'a été envoyé au Kremlin. Les dirigeants soviétiques n'ont pas été visés pour s'être mal conduits selon le droit international ou la morale ; l'embargo n'a pas été institué comme une forme de punition. Certes, le Kremlin avait conscience de l'existence du *CoCom*. Il est également vrai que les perceptions occidentales de l'Union soviétique en tant que menaces étaient liées à ce que l'Occident considérait comme un mépris de Moscou pour les normes du droit international. L'embargo du *CoCom*, visant à affaiblir (ou du moins à ne pas améliorer) le potentiel militaire soviétique, constituait une tentative d'exercer directement une pression par la force pure (économique) et non d'essayer d'influencer les acteurs du Kremlin<sup>1310</sup>. Ceci eut, bien sûr, des conséquences sur la façon dont l'embargo a été mené et donc il put être tenu secret pendant plusieurs décennies.

#### *Maintenir le régime du CoCom secret*

Nous estimons qu'il y avait au moins deux prétextes pour maintenir ce régime de secret dans le cadre du *CoCom*. Premièrement (et c'est évident au point d'en être trivial), le secret était une assurance contre l'espionnage soviétique. Le contrôle des exportations des technologies était largement soutenu par la ferveur anticommuniste, mais le problème de l'espionnage industriel soviétique n'en était pas moins réel. L'ouverture des archives après l'effondrement de l'Union soviétique nous a donné quelques aperçus supplémentaires de l'espionnage soviétique aux États-Unis<sup>1311</sup>, en Angleterre<sup>1312</sup> etc.

En ce qui concerne le deuxième prétexte pour maintenir le régime de secret dans le cadre du *CoCom*, il semble qu'il ait été important pour l'Occident de maintenir une réputation du « monde libre » où on ne recourt pas aux méthodes discriminatoires de restriction de l'accès à la technologie.

---

<sup>1310</sup> *Ibid*, p. 5, 142.

<sup>1311</sup> John Earl HAYNES, Harvey KLEHR, *Venona: Decoding Soviet espionage in America*, Yale University Press, 1999; James BAMFORD, *Body of Secrets: Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency*, New York: Anchor Books, 2002; Stephen BUDIANSKY, *Battle of Wits: The Complete Story of Codebreaking in World War II*, N. Y.: The Free Press, 2000; Christopher ANDREW, Oleg GORDIEVSKY, *KGB: The Inside Story of its Foreign Operations from Lenin to Gorbachev*, London, Hodder and Stoughton, 1990.

<sup>1312</sup> M. BAŽENOV, *Mon professeur Philby* (Moj učitel' Filbi), Moscou, Èksmo, 2020 ; P. A. SUDOPLATOV, *Victoire dans la guerre secrète. 1941-1945* (Pobeda v tajnoj vojne. 1941-1945), Moscou, Algoritm, 2018; « When Five Cambridge University Students Became Soviet Spies », <https://www.youtube.com/watch?v=hE8C3w2xFH8>

Pour les parties intéressées le caractère confidentiel du *CoCom* était plutôt un secret de Polichinelle. En effet, selon un spécialiste du renseignement scientifique, auteur d'un livre sur *l'Espionnage industriel* Jacques Bergier, les documents qui sont en vente libre trahissent assez souvent plus de secrets.<sup>1313</sup>

Ainsi, dans sa lettre du 25 août 1958 adressée au Haut-Commissaire à l'Économie nationale et au Commerce extérieur suite à la révision des listes de produits soumis au *CoCom*, le directeur général des affaires économiques et financières au ministère des Affaires étrangères Olivier Wormser exprime son désarroi face à la publication dans le *Journal officiel* d'un *Avis aux importateurs et aux exportateurs* au sujet du contrôle des exportations de produits stratégiques exercé à l'égard du bloc sino-soviétique<sup>1314</sup> :

« Si je n'ai aucune observation à formuler sur les listes insérées pages 7644 et 7645, par contre je dois vous signaler la vive surprise que j'ai éprouvée en constatant que, contrairement aux indications données par mes services aux vôtres et que ceux-ci ne pouvaient en tout état de cause ignorer puisqu'ils sont associés depuis des années aux travaux de la délégation française au *CoCom*, les définitions des différents articles avaient été publiées accompagnées de notes destinées à demeurer confidentielles. Ces notes transforment le caractère même des mesures appliquées qui ont toujours été censées avoir été décidées sur le plan réglementaire interne français.

C'est ainsi que la note relative à l'article 112 faisait allusion « aux Gouvernements membres » (7646). Celle relative à l'article 1501, « au bloc sino-soviétique » et « au monde libre » (page 7648). Les notes accompagnant les articles 1523 et 1526 (page 7649) n'étaient, elles aussi, de toute évidence, pas destinées à faire l'objet d'une publication officielle.

Je risque, du fait de cette publication, de me trouver saisi de doléance de la part des pays membres du *Groupe consultatif* [du *CoCom*] ainsi que de protestations embarrassantes émanant du Gouvernement de l'URSS et des Gouvernements des autres pays auxquels s'applique le contrôle dont il s'agit. »<sup>1315</sup>

La nature de réclamations concernant les informations confidentielles divulguées suggère un type d'informations qui n'auraient pas dû être rendues publiques puisqu'il aurait fallu cacher que les restrictions à l'exportation de technologies en provenance des pays occidentaux concernaient le « bloc sino-soviétique » ou les « pays du bloc soviétique »<sup>1316</sup>.

---

<sup>1313</sup> Jacques BERGIER, *L'espionnage industriel*, Paris, Hachette, 1969, p. 16.

<sup>1314</sup> CAEF (à Bercy), carton B-0054976, « Le directeur général des affaires économique et financières du Ministère des affaires étrangères Monsieur Wormser au Haut-Commissariat à l'Economie nationale et au Commerce extérieur ».

<sup>1315</sup> *Idem*.

<sup>1316</sup> « Note. – Dans les cas où il peut être prouvé que le matériel sera installé sur des circuits reliant directement des régions industrielles à forte densité de population de pays du bloc soviétique à des réseaux de communications du monde libre, les gouvernements membres pourront autoriser des expéditions spécifiques de matériel de transmission de télécommunications sur ligne présentant les caractéristiques suivantes ... ». Dans « Avis aux

Parmi les solutions pratiques pour éviter le retour de telles erreurs ou une mauvaise interprétation du caractère des notes, ont été proposées (par le DREE, responsable de cette erreur) que : « les dispositions qui fassent l'objet d'une présentation dactylographique spéciale » ou qu'il y ait « la publication d'un texte codifiant la liste des produits soumis au contrôle ». <sup>1317</sup>

Malgré ce genre de « bévues » qui laissent penser que l'existence du *CoCom* était bien un secret de Polichinelle, tout au long de ses activités (le comité sera dissous le 31 mars 1994), cette organisation ne fut pas officiellement enregistrée (ce qui a causé à ses employés, en particulier en France, des problèmes pour leur départ en retraite, par exemple) et les objectifs de l'organisation ne furent jamais officiellement confirmés. Au sein du système du *CoCom*, la confrontation technologique avec l'URSS et le bloc des pays communistes était naturellement exprimée (lors des réunions du *CoCom*) ; en dehors du système, ce n'était jamais le cas.

Cependant, comme l'ont noté les médias du début des années 1950, « les Russes n'ont qu'à lire les bons journaux et à s'abonner à certains bulletins économiques « confidentiels » largement diffusés, émanant de sources européennes très respectables, pour savoir qu'il y a eu récemment de nombreuses séances houleuses entre les responsables américains et ouest-européens sur le sujet du commerce Est - Ouest ». <sup>1318</sup> Pourquoi ces séances houleuses ?

Le régime de restrictions dans le cadre du *CoCom* a influencé les activités des entreprises occidentales, compliquant leur travail. Ainsi, l'une des exigences du système du *CoCom* était d'accompagner les transactions d'exportations-importations d'un certificat d'importation (à ne pas confondre avec une licence d'importation). Le système du *Certificat International d'Importation* fut un des éléments du blocus technologique dont le but était de prévenir la réexportation incontrôlée vers les pays de l'Est.

Que révélait l'institutionnalisation du *Certificat International d'Importation* pour les entreprises occidentales ? Quels coûts supplémentaires les entreprises occidentales ont-elles subi du fait du contrôle des exportations de technologies vers les pays du bloc de l'Est ? Les entreprises occidentales connaissaient-elles l'objectif pour lequel ce certificat a été introduit ?

---

importateurs et aux exportateurs de la part du ministère des Finances et des Affaires Etrangères », *Journal officiel de la République française*, 15 août 1958, l'article 1523, p. 7649.

<sup>1317</sup> CAEF, carton B-0054976, « La note pour Monsieur Wormser, Directeur Général des affaires économique et financières du Ministère des affaires étrangères de la part du Haut-Commissariat à l'Economie nationale et au Commerce extérieur (DREE) ».

<sup>1318</sup> « Soviet Trade Talk Extended 2 Days. Soviet Motives Suspected », *The New York Times*, 1952, le 10 avril, p.4.

Les restrictions à l'exportation vers les pays du bloc de l'Est (dans le cadre du *Cocom*) se traduisent par un allongement des délais pour les sociétés occidentales d'autorisation des exportations ainsi que par l'interdiction d'exporter certains équipements.

Ainsi, la société Michelin, qui réalisait à elle seule plus de 90% des exportations françaises de pneus dans les années 1950, en étant la seule manufacture dans ce domaine à maintenir un courant continu d'affaires avec l'étranger, s'est trouvés dans une situation difficile.<sup>1319</sup>

À partir de janvier 1953, les demandes de licences d'exportation de pneus à destination de certains pays (les États-Unis, le Canada, la Belgique et le Congo belge, les Pays-Bas et les Colonies Hollandaises (à l'exception de l'Indonésie), le Danemark, la Norvège, l'Italie, le Portugal et les Possessions portugaises, la Grande-Bretagne et les Possessions britanniques (à l'exception de l'Australie et de l'Afrique du Sud)) ne sont recevables par l'Office des Changes que si elles sont accompagnées d'un *Certificat International d'Importation*, délivré par les autorités locales compétentes des pays-destinataires des pneus.

L'application de cette mesure nouvelle eut pour conséquence un retard sérieux dans l'expédition des pneus vers les pays destinataires. A titre d'exemple, un *Certificat International d'Importation*, demandé par la société Michelin par câble au Canada le 23 janvier 1952, est parvenu le 9 février 1953, soit après un délai de 17 jours, et c'était là un délai relativement court. Pour d'autres pays le retard atteignait couramment trois semaines et plus. Devant le retard supplémentaire entraîné par la fourniture d'un *Certificat International d'Importation* du Nigéria, une commande d'un des distributeurs de la production de Michelin dans ce pays n'a pu être maintenue. La conclusion faite par Michelin : « cela montre à quel point la notion de rapidité des livraisons est importante, à une époque où la concurrence est redevenue plus active que jamais »<sup>1320</sup>.

Encore une autre gêne résultait du certificat d'importation, à savoir, l'obligation faite aux destinataires des pneus de mentionner sur le *Certificat International d'Importation* le poids et la valeur de l'envoi qui posait un « problème parfois insurmontable »<sup>1321</sup>. Les distributeurs ne connaissent pas nécessairement les poids des pneus, *a fortiori*, « lorsqu'il s'agit d'une

---

<sup>1319</sup> CAEF (à Bercy), carton B0054976. « Le 24-2-1953. Mémoire de la société Michelin sur l'application aux pneumatiques du certificat international d'importation ».

<sup>1320</sup> CAEF (à Bercy), carton B0054976, « Mémoire sur l'application aux pneumatiques de Certificat international d'importation. Le 24-2-1953 ».

<sup>1321</sup> *Idem*.

dimension nouvelle ou d'un type nouveau qu'ils n'ont encore jamais vu »<sup>1322</sup>. Il fallait donc que les destinataires demandent préalablement ces renseignements, d'où un échange de lettres, source nouvelle de retard.<sup>1323</sup>

Le système du *Certificat International d'Importation* n'était pas du tout flexible mais au contraire très rigide. Si, au dernier moment, la composition de la commande initiale devait être modifiée – comme cela arrivait souvent – le *Certificat International d'Importation* établi pour cette commande n'était plus valable et il a fallu en demander un autre, ce qui provoquait un nouveau délai.

Une analyse de la correspondance des entreprises occidentales avec les ministères concernant le certificat d'importation requis par les autorités douanières en plus des licences d'importation a révélé que sur le plan institutionnel, le système de restrictions au sein du *Cocom* ne fonctionnait pas idéalement. Même au niveau du ministère des Affaires étrangères, qui était directement impliqué dans le travail du *CoCom*, certains agents n'avaient aucune idée des documents douaniers requis pour accompagner les exportations (certificats d'importation).

L'institutionnalisation des instruments du *CoCom* (l'un d'entre eux étant le certificat d'importation) pour restreindre ou bloquer complètement les exportations de technologies vers les pays du bloc de l'Est a entravé le travail des entreprises occidentales à tel point que ces dernières ne le cachaient appelant les autorités compétentes à intervenir.

Des listes de produits stratégiques, de plus en plus complètes, ont été établies à Washington ; d'autres, moins rigoureuses, à Londres, Paris, Bruxelles. Leur envoi dans l'Est soviétique était interdit. C'est contre ce tarissement de ses approvisionnements stratégiques que l'URSS a réagi d'abord en organisant la contrebande, ensuite et surtout – spécialement à partir de novembre 1951 – en lançant une vaste campagne pour la « reprise » des relations commerciales.

---

<sup>1322</sup> *Idem.*

<sup>1323</sup> *Idem.*

## **B. Les tentatives de la part de l'URSS de la reprise des échanges économiques Est-Ouest : opposer un « non possumus » ?**

Le *New York Times* écrit en avril 1952 que les responsables gouvernementaux en Europe qui se sont spécialisés dans les problèmes de commerce avec les pays communistes « sont beaucoup moins convaincus que les cercles de Washington semblent l'être et que l'accent mis actuellement par le gouvernement soviétique sur la relance du commerce Est-Ouest est principalement motivé par la réaction de Moscou à la pression du quasi-blocus imposé par les États-Unis »<sup>1324</sup>.

La devise du journal, affichée dans le coin supérieur gauche de la première page, *All the News That's Fit to Print* (« Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées »), fait référence à sa volonté de se différencier des quotidiens qui pratiquaient le journalisme jaune. Ainsi, il fallait bien comprendre que les nouvelles sur la *Conférence de Moscou* « méritaient d'être imprimées » en même temps qu'elles posaient beaucoup de questions. Pourquoi maintenant ? Qui sont les participants à la conférence et qu'est-ce qui les motive ? La décision de tenir la conférence a été prise par qui, par Moscou uniquement ?

*Les raisons de l'intérêt de l'URSS pour la tenue d'une Conférence en 1952 dans le format Est-Ouest*

La Conférence internationale de 1952 s'est tenue du 3 au 12 avril 1952 à Moscou et a rassemblé 471 personnes venues des 48 pays<sup>1325</sup>, à savoir des chefs d'entreprises commerciales et industrielles, des économistes scientifiques, des représentants de syndicats et de coopératives.

L'intérêt de l'URSS pour l'organisation de la *Conférence de Moscou* était dû à un certain nombre de circonstances. À une époque où (comme on l'a montré dans ce sous-chapitre) l'URSS était plus dépendante des importations de biens stratégiques que les pays occidentaux, l'affrontement des pays de l'Est et de l'Ouest avait entraîné une baisse énorme du chiffre

---

<sup>1324</sup> « Soviet Trade Talk Extended 2 Days. Soviet Motives Suspected », *The New York Times*, 1952, le 10 avril, p.4.

<sup>1325</sup> Il s'agit des pays suivants : Albanie, Allemagne occidentale, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Cuba, Danemark, Égypte, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Islande, Israël, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pologne, République Démocratique Allemagne, République Démocratique Populaire de Corée, République Populaire de Mongolie, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Uruguay, Vietnam, Vénézuela.

Dans AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, l. 91, « Annexe n° 5. Communiqué sur la Rencontre internationale économique de Moscou ».



d'affaires du commerce extérieure de l'URSS avec tous ses correspondants étrangers (à l'exception du commerce avec six pays d'Europe de l'Est politiquement subordonnés à l'URSS).

Le commerce avec les pays anglo-saxons, en particulier les États-Unis, a considérablement diminué après que ceux-ci avaient interdit la vente de biens stratégiques à l'Union soviétique (les importations américaines vers l'URSS sont passées de 422 millions de dollars (en 1946) à 1 million de dollars (en 1951).<sup>1326</sup> « Les restrictions imposées depuis 1950 par les États-Unis sur leurs livraisons, se sont fait gravement sentir en Europe orientale. De 1949 à 1950, les exportations américaines de machines destinées à l'Est soviétique ont diminué de plus de 93% »<sup>1327</sup>.

Ci-dessous figurent les statistiques du commerce extérieur de l'URSS sur la base d'un ouvrage de Prokopovitch, *l'Économie nationale de l'URSS*, qui, étant dans les années 1950 à l'étranger, a effectué une analyse de l'économie soviétique, en s'appuyant sur les statistiques soviétiques officielles (son professionnalisme et son insubordination aux autorités soviétiques permettent de compter sur l'impartialité de ses jugements).

Figure 3. Statistiques du commerce extérieur soviétique, 1946-1950, millions de dollars<sup>1328</sup>

	1946	1947	1948	1949	1950
	Exportations de l'URSS à la destination de				
Six pays européens-alliés de l'URSS	215	192	409	662	813
Europe occidentale (le Royaume Uni non inclus)	78	93	230	232	171
Royaume-Uni		27	105	47	86
États-Unis	101	77	78	42	40
Au total	400	394	877	1024	1141
	Importations en URSS de provenance de				
Six pays européens-alliés de l'URSS	225	173	389	553	636
Europe occidentale (le Royaume Uni non inclus)	94	95	191	229	257
Royaume-Uni		50	21	32	32
États-Unis	422	149	27	6	1
Au total	793	497	804	943	1049

<sup>1326</sup> *Idem.*

<sup>1327</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 26.

<sup>1328</sup> S. N. PROKOPOVIČ, *L'économie nationale de l'URSS* (Narodnoe hozjajstvo SSSR), New York : Izdatel'stvo imeni Čehova, 1952, vol. 2, Chapitre XI : Commerce extérieur. <http://istmat.org/node/48235>. Consulté le 20 juin 2022.

Les importations vers la Russie sont comptabilisées aux prix *FOB* des pays exportateurs, et les exportations - à leurs prix *CIF* (en millions de dollars). Les données pour les années 1947-1950 sont prises : *Economic Survey of Europe in 1948*, tableau XVI ; *Economic Bulletin for Europe*, 1960, N° 2, tableau XXI. 1961, N° 2, tableau XXII. Les données pour 1946: A. GERSCHENKRON, *Russia's Trade in the Postwar Years*, The Annals of the American Academy of Political and Social Science, May 1949, p. 87.

Les restrictions que les États-Unis imposaient sur les livraisons en Europe orientale se sont fait gravement sentir en URSS. De 1946 à 1950, les exportations américaines destinées en URSS ont diminué de 422 millions dollars à presque rien (*Figure 3*). Dans la même période la dynamique de livraisons en URSS en provenance d'autres pays occidentaux n'a pratiquement pas changé – manifestement l'effet retard a joué son rôle car les pays européens ont rejoint le *CoCom* avec un léger décalage.

Le président de la *Chambre de commerce* de l'URSS, M.V. Nesterov, lors de la *Conférence* a noté que l'URSS avait besoin de beaucoup de marchandises importées et pouvait constituer un bon marché pour l'Europe occidentale et l'Amérique. Ces exportations pourraient être constituées de pain de céréales, de bois, de lin et de papier, de fourrures, minéraux de fer et de chrome, d'engrais minéraux, de charbon, de produits pétroliers, d'amiante etc.<sup>1329</sup>

L'intérêt de l'Union soviétique pour l'intensification des rapports commerciaux entre l'Est et l'Ouest-européen était également perçu comme une tentative de miner les rapports et les échanges entre les États-Unis d'Amérique et l'Europe Occidentale et, dans le même temps, de dégager l'Europe de l'emprise financière américaine en affirmant la supériorité des théories économiques et des techniques soviétiques.

En effet, dès le mois d'août 1951, une réunion fut organisée à Genève entre le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, l'URSS, la Hongrie, la Pologne, la Grande-Bretagne, le Danemark et la France (les États-Unis n'avaient envoyé qu'un observateur) afin « d'examiner s'il existe une base pour un nouvel effort visant à développer le commerce Est-Ouest »<sup>1330</sup>. Cette réunion était clairement décrite comme « n'étant pas une réunion de négociations mais une réunion visant à voir si des négociations sont possibles ». Pourtant, comme l'a fait valoir M.J. Hoffman dans le *New York Times*, la réunion de Genève a vu le jour après la réduction de l'aide américaine à l'Europe, qui a conduit l'Europe occidentale à envisager la possibilité de commercer avec l'Est.<sup>1331</sup> Les médias occidentaux se posaient des questions à ce propos :

---

<sup>1329</sup> S. N. PROKOPOVIČ, *L'économie nationale de l'URSS* (Narodnoe hozâjstvo SSSR), New York : Izdatel'stvo imeni Čehova, 1952, vol. 2, Chapitre XI : Commerce extérieur. <http://istmat.org/node/48235>. Consulté le 20 juin 2022.

<sup>1330</sup> « Un précédent historique : M. Ernest Mercier à Moscou en 1935 », « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales), Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, n°65, 1/15 avril 1952, p. 1.

<sup>1331</sup> *The New York Times*, 21 August 1961, p. 15.

« A quoi tendaient Staline et les siens ? A obtenir pour l'économie soviétique une partie des matières premières ou des machines qui leur manquent, certes. Mais aussi et surtout à provoquer dans les milieux économiques occidentaux un mouvement en faveur du développement des relations avec l'URSS, à contraindre un certain nombre de gouvernements occidentaux, et notamment celui de la France, à changer de politique à leur égard. »<sup>1332</sup>

La conférence de Moscou d'avril 1952 était bien la preuve que Staline ne manquait pas une occasion pour tenter de diviser le front occidental. Après les réunions préparatoires du Comité d'initiation à Copenhague en 1951, des comités nationaux de préparation ont été créés dans chaque pays participant à la *Conférence*.

### *Qui est à l'origine de l'organisation de la Conférence économique de 1952 ?*

Formellement, la conférence de Moscou fut organisée à l'initiative du *Conseil mondial pour la paix*. Ce dernier créé en 1948 par des intellectuels des deux blocs (celui de l'Est et de l'Ouest) était présidé depuis 1949 par le physicien français Frédéric Joliot-Curie. Lors de son second congrès tenu à Varsovie en 1950, le *Conseil mondial pour la paix* avait fait du développement des échanges économiques l'un des vecteurs de son influence.

Cette nouvelle forme d'action politico-économique recommandée par le *Conseil mondial pour la Paix* a été accueillie positivement par les adhérents de ce mouvement. En France, en particulier, cette nouvelle forme d'action politico-économique recommandée par le *Conseil mondial pour la Paix* a été amorcée avec le voyage en Pologne en septembre 1950 d'une délégation d'industriels français, conduite par Grosjean (« German, de Maisons-Alfort »<sup>1333</sup>), dont les « déclarations furent, lors de son retour en France, reprises en chœur par les journaux communistes »<sup>1334</sup>. Il suffit de relire certaines des publications parues avant ou immédiatement après le congrès du *Conseil mondial pour la Paix* de 1950 pour apprécier « la température de ce congrès ». Ainsi, l'article de Dominique Desanti<sup>1335</sup> traduit l'atmosphère du congrès, qu'elle définit en un mot : l'enthousiasme. Et cet enthousiasme était compréhensible – les gens avaient des souvenirs traumatiques de la guerre, qui sont encore frais dans leurs esprits, marqués par l'expérience de la perte de proches (les parents de Dominique Desanti ont

---

<sup>1332</sup> « Un précédent historique : M. Ernest Mercier à Moscou en 1935 », « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales), Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, n°65, 1/15 avril 1952, p. 1.

<sup>1333</sup> ANF, f. 4AG/68.

<sup>1334</sup> *Idem*.

<sup>1335</sup> Dominique DESANTI, « Le congrès des yeux qui s'ouvrent », *Démocratie Nouvelle*, Janvier 1951.

été assassinés le 5 juillet 1944 au camp d'Auschwitz-Birkenau), de la participation à la résistance, de l'enfermement dans des camps de concentration.

Dominique Desanti semble avoir assisté, selon ses mots, à l'enfantement du « microcosme de la coexistence pacifique » :

« [...] la lumière fluorescente, les drapeaux de 80 nations (toutes représentées) ; les projecteurs, les caméras, l'appareillage de la radio et de la traduction simultanée, toute la magie du siècle n'est rien. Rien, même son contraste avec les costumes séculaires élaborés par la tradition populaire en Chine, en Mongolie, au Pakistan, en Roumanie, en Albanie, en Pologne... Sous le pittoresque apparent, une chose nouvelle se crée ici : la présence côte à côte d'évêques hongrois, d'abbés italiens, ecuadoriens, français, de métropolitains russes, arméniens, albanais, de pasteurs américains noirs et blancs ; de rabbins, de dignitaires musulmans... et de membres du Bureau politique des parties communistes de l'est et de l'ouest.

[...] « Le microcosme de la coexistence pacifique », me fit gentiment observer un humoriste, ancien officier de marine très gradé, en montrant quelques groupes que rien, semblait-il ne pouvait réunir. Rien... sinon la paix.

La température de ce congrès a été agitée, comme il est inévitable pour les enfantements. Nous avons connu la réflexion attentive, la discussion parfois violente au sein des commissions ou des délégations. Nous avons vu, souvent, le congrès entier debout et criant d'enthousiasme. »<sup>1336</sup>

Si Dominique Desanti est très émotive dans sa vision de la coexistence pacifique, Jacques Duclos, qui publie un article<sup>1337</sup> dans le même numéro, ne cache pas, lui, son inquiétude face à la menace représentée par l'utilisation des armes nucléaires qui émane des États-Unis :

« La déclaration faite par le président Truman le 30 novembre dernier [1950] sur le sujet de l'emploi de la bombe atomique a provoqué dans le monde entier une inquiétude et une vague de protestations auxquelles le gouvernement de Washington ne s'attendait pas.

Ce qui est apparu nettement aux yeux de centaines de millions d'hommes et des femmes de tous les pays, c'est que la paix du monde n'est mise en péril que par les impérialistes américains qui, en menaçant de lancer la bombe atomique en Corée et en Chine, mettent en évidence leurs criminels projets [...] de la guerre à l'univers tout entier. »<sup>1338</sup>

Peu après le congrès de 1950 l'idée d'une réunion économique internationale émerge. Cependant, en prenant l'initiative de l'organisation de la conférence économique mondiale, le *Conseil pour la paix* n'avait pas voulu en prendre lui-même le patronage afin de donner un caractère strictement technique à cette initiative. L'historien Lipkin soutient sans équivoque

---

<sup>1336</sup> Dominique DESANTI, *Idem*, p. 7.

<sup>1337</sup> Jacques DUCLOS, « La France veut la paix », *Démocratie Nouvelle*, Janvier 1951, pp. 15-18.

<sup>1338</sup> *Ibid.*, p. 15.

l'idée que dans le contexte du *Conseil mondial pour la paix*, « c'est la délégation soviétique qui a été la première à la lancer en février 1951 »<sup>1339</sup>.

Peu de publicité a été faite sur la *Conférence* elle-même avant son déroulement. Mais le 2 août, la revue soviétique de langue anglaise, *News*, publie un « éditorial soulignant l'importance que pourrait avoir la conférence économique internationale dont [...] une organisation dite des « combattants de la Paix », a décidé la convocation à Moscou »<sup>1340</sup>.

On n'en avait point parlé officiellement avant que la *Pravda*, organe officiel du parti communiste de l'URSS (« cette feuille de la plus haute orthodoxie »<sup>1341</sup>, selon les médias antistaliniens) dans son numéro du 30 octobre 1951 ne fasse savoir qu'un *Comité d'Initiative Internationale*<sup>1342</sup> s'était réuni à Copenhague les 27 et 28 octobre où fut précisée la date d'une *Conférence économique internationale* à Moscou, du 3 au 10 avril 1952.

L'affirmation selon laquelle les préparatifs de la conférence ont reçu une audience faible en URSS en raison de l'intérêt extrême pour cette conférence aurait pu sembler contradictoire seulement en surface.

Les observateurs occidentaux, en opposition avec l'URSS, ont noté que si la propagande communiste était fort « prolix » sur le principe général de la reprise des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest, « elle était en revanche très discrète sur la [...] *Conférence de*

---

<sup>1339</sup> M. A. LIPKIN, *L'Union soviétique et les processus d'intégration en Europe: le milieu des années 1940 - fin des années 1960* (Sovetskij Soûz i integracionnyye processy v Evrope: seredina 1940-h —konec 1960-h godov), Moscou, Russkij fond sodejstvîâ obrazovaniû i nauke, 2016, p. 174.

<sup>1340</sup> Claude-Joseph GIGNOUX, « Conférence de Moscou », *Revue des Deux Mondes*, 1952, p. 366. <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/6cf891b47119dbed69e69d279c2c7550.pdf>  
Mise à jour 15/07/2021.

<sup>1341</sup> Claude-Joseph GIGNOUX, « Conférence de Moscou », *Revue des Deux Mondes*, 1952, pp. 553. <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/6cf891b47119dbed69e69d279c2c7550.pdf>  
Mise à jour 15/07/2021.

<sup>1342</sup> La présidence du *Comité d'Initiative Internationale* a été assuré par le professeur polonais Oscar Lange. Le Comité était composé de délégations des pays suivants : Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, France, Allemagne, Grande Bretagne, Indes, Iran, Italie, Japon, Hollande, Pakistan, Pologne, Roumanie, URSS et Syrie.

Oscar Lange est un économiste polonais qui, après avoir émigré aux États-Unis, enseigna dans différentes universités américaines, puis, de retour dans son pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale, communiste, il entama une carrière de diplomate tout en continuant son œuvre économique et pédagogiques aux universités de Cracovie et de Varsovie. L'œuvre d'Oskar Lange est essentiellement marquée par le souci d'intégrer les théories marginalistes et néo-marginaliste, utiles pour expliquer le processus de formation des prix, à la théorie marxiste, indispensable à ses yeux pour expliquer l'évolution du système capitaliste.

En ligne : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/oskar-lange/>

*Moscou*»<sup>1343</sup>. Derrière cela, du point de vue des observateurs, se cachait « une manœuvre mise en œuvre par des staliniens »<sup>1344</sup>.

Même selon les staliniens du « camps occidental », il s'agissait d'une « manœuvre » de la part des Soviétiques. Selon le journaliste français Yves Farges, cette manœuvre était conçue « précisément pour entraîner les hommes d'affaires [occidentaux] dans cette politique » et pour aboutir à un succès, la *Conférence économique internationale* « ne devra pas aborder l'examen de problèmes politiques, mais éviter tout ce qui pourrait être considéré comme une ingérence politique dans les affaires intérieures des délégations »<sup>1345</sup>.

L'aspect politique de la Conférence devient un sujet délicat et pour ses adeptes. *La Pravda* rendant compte de la réunion d'un *Comité d'initiative* pour la convocation de la *Conférence économique*, jugeait nécessaire de mettre l'accent sur les aspects suivants : *primo*, la « Conférence n'est pas gouvernementale » ; *secundo*, « aucun membre du *Comité d'initiative*<sup>1346</sup> n'appartenait aux organisations communistes »<sup>1347</sup>.

George Frost Kennan, diplomate, politologue et historien, chef de mission américaine à Moscou de mai 1944 à avril 1946 qui a essayé de donner un sens aux « sources de la conduite soviétique », publie en juillet 1947 anonymement (sous le nom de *Monsieur X*) dans la revue américaine *Foreign Affairs* un « virulent réquisitoire » contre la politique internationale et les pratiques diplomatiques soviétiques. Selon Kennan, ces pratiques sont « la circonspection, la souplesse et la tromperie ». De plus, « le Kremlin n'hésite pas à reculer devant une force supérieure [...] L'important est qu'il y ait une pression continue, une pression constamment accrue en direction du but désiré »<sup>1348</sup>, « mais quand nous parlons, d'opération en demi-teinte

---

<sup>1343</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 35.

<sup>1344</sup> *Idem*.

<sup>1345</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales.

<sup>1346</sup> Le journal *Pravda* publiait la liste des membres du Comité d'initiative, venus de 19 pays, parmi lesquels la France, la Grande Bretagne, la Belgique, l'Inde, le Japon, l'URSS (les USA n'étaient pas représentés). Dans Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales) n°64, 15 mars 1952, Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, p. 36.

<sup>1347</sup> *Pravda*, le 30 octobre 1951.

<sup>1348</sup> Monsieur X, « The sources of Soviet conduct », *Foreign Affairs.*, Juillet 1947, N° 4, Vol. 25, New York, Council of Foreign Affairs., pp. 566-582.

En français :

[https://www.cvce.eu/obj/les\\_sources\\_de\\_la\\_conduite\\_sovietique\\_dans\\_foreign\\_affairs\\_juillet\\_1947-fr-a0f03730-dde8-4f06-a6ed-d740770dc423.html](https://www.cvce.eu/obj/les_sources_de_la_conduite_sovietique_dans_foreign_affairs_juillet_1947-fr-a0f03730-dde8-4f06-a6ed-d740770dc423.html)

», ajoute Claude-Joseph Gignoux, « toute la presse communiste [...] a épuisé toutes les ressources d'un vocabulaire généreux à la louange des capitalistes intelligents désireux de travailler avec l'Est »<sup>1349</sup>.

En résumé, nous constatons que l'initiative de la tenue de la conférence, comme le montrent les documents, appartenait à l'URSS. Mais les efforts étaient présentés de manière déguisée et son origine a été soigneusement dissimulée : formellement, la date de la conférence a été annoncée dans le cadre du *Comité pour la protection de la paix*, une organisation supranationale. Derrière la « délicatesse » de l'annonce de la conférence et le refus de Moscou de s'engager dans une propagande explicite, il semble y avoir eu l'intention d'attirer l'attention du plus grand nombre possible de membres du monde des affaires qui avait tendance à réagir négativement à toutes formes de pression politique.

#### *L'orchestration de la Conférence de Moscou*

Le soutien à la conférence dans les pays occidentaux a été organisé par les « réseaux d'influence » de Moscou.

L'historien russe contemporain Lipkin qui traite de la question de la conférence de 1952 estime qu'en « Occident, [...] cette conférence ] a été présentée comme un élément de propagande soviétique »<sup>1350</sup>. *L'Humanité* a publié en janvier 1952 un éditorial entièrement consacré au « Commerce Est-Ouest ». Il était simplement signé « H. ». À son style, on reconnaissait aisément un document officiel du Kremlin, traduit du russe ligne à ligne.<sup>1351</sup>

Les diverses associations, telles que « France-URSS », « France-Hongrie », « France-Tchécoslovaquie », et « Amitiés franco-polonaises » ont repris la cause avec vigueur. En leur sein, furent constituées des commissions chargées de trouver les bases de l'amélioration recherchée et de participer à la campagne menée par la presse communiste internationale.<sup>1352</sup>

---

<sup>1349</sup> Claude-Joseph GIGNOUX, « Conférence de Moscou », *Revue des Deux Mondes*, 1952, p. 553. <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/6cf891b47119dbed69e69d279c2c7550.pdf>

<sup>1350</sup> Mikhail LIPKIN, « Avril 1952, la conférence économique de Moscou : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne ? », *Relation Internationale*, 2011/3 (n°147), pp. 19-33. <https://www-cairn-info.janus.bis-sorbonne.fr/revue-relations-internationales-2011-3-page-19.htm#pa2> Consulté le 10 juillet 2021.

<sup>1351</sup> Pierre BEAULIEU, *L'U.R.S.S. lance un SOS. La Conférence économique de Moscou d'avril 1952*, Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales), Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, n°64, 15 mars 1952, p. 38.

<sup>1352</sup> ANF, f. 4AG/68 Papiers des chefs de l'État, IVe République (1947-1959), « Participants à la conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952, 1951-1953 ».

La presse communiste française à son tour, orchestra une campagne avec l'apparition de nouvelles revues, rubriques et publications. L'une dans l'*Humanité*, dirigée par Michel Limbourg<sup>1353</sup> (selon les documents disponibles aux Archives nationales Michel Limbourg était un « Inspecteur des Finances suspendu à la suite d'une affaire touchant l'espionnage économique »<sup>1354</sup>) ; l'autre dans l'hebdomadaire *France Nouvelle*<sup>1355</sup>, confiée à Auguste Lecarpentier (selon les Renseignement généraux, c'est un « agent soviétique et technicien des questions internationales »<sup>1356</sup>). La *Tribune des Nations* lança un appel aux techniciens signé par un « Comité d'Initiative Internationale » composé de personnalités du monde économique.

Une nouvelle revue fut créée : *Problèmes de planification*<sup>1357</sup>, dirigée par Charles Bettelheim<sup>1358</sup>, « membre de nombreuses associations satellites du PCF, collaborateur de journaux et revues sous contrôle communiste »<sup>1359</sup>, elle visait à pour propager l'idée de la rencontre internationale économique.

La machine médiatique communiste comprenait 16 quotidiens, 82 hebdomadaires et 28 revues et périodiques, sans compter les innombrables bulletins de cellules, de quartiers, d'entreprises, d'arrondissements<sup>1360</sup>. Toute la presse « pro-stalinienne » produisit un gros effort en faveur de cette campagne.

Du côté des cercles officiels des pays occidentaux, dominait le principe de la non-ingérence. Ainsi, les autorités officielles économiques françaises n'ont pas donné leur « bénédiction » aux délégués pour aller à la *Conférence économique de Moscou*, mais elles ne l'ont pas interdit et aucune restriction n'a été imposée aux délégués.

---

<sup>1353</sup> Cahiers du Communisme. 30<sup>e</sup> année. Novembre-Décembre 1954. N°11-12. Michel Limbourg : *Dixième anniversaire du traité du 10 décembre 1944 : les caractéristiques de l'alliance franco-soviétique*, p.1298

<sup>1354</sup> Archives nationales de France (ANF), Papiers des chefs de l'Etat, IV<sup>e</sup> République (1947-1959), 4AG/68, « Participants à la conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952, 1951-1953 ».

<sup>1355</sup> *La France nouvelle* - Hebdomadaire central du Parti communiste français 24 novembre 1945 - 22 février 1980.

<sup>1356</sup> Archives nationales de France (ANF), Papiers des chefs de l'Etat, IV<sup>e</sup> République (1947-1959), 4AG/68, « Participants à la conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952, 1951-1953 ».

<sup>1357</sup> Charles BETTELHEIM, *Problèmes théoriques et pratiques de la planification, cours professé à l'École nationale d'organisation économique et sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1951.

<sup>1358</sup> Charles Bettelheim était un économiste et historien français de renommée internationale, fondateur du *Centre d'études des modes d'industrialisation* (CEMI) à l'École des hautes études en sciences sociales. Conseiller économique des gouvernements de plusieurs pays en voie de développement pendant la période de la décolonisation, il fut très influent dans le milieu de la nouvelle gauche française et considéré par *Le Monde* (du 4 avril 1972), au début des années 1970, comme l'un « des marxistes les plus en vue dans le monde capitaliste » en Europe occidentale de même qu'en Amérique latine et en Inde.

<sup>1359</sup> ANF, f. 4AG/68, *ibid.*, « Participants à la conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952, 1951-1953 ».

<sup>1360</sup> « Faut-il tirer sur les Américains ? » (Préface) Supplément au « B.E.I.P.I. » (Bulletin d'études et d'informations politiques internationales), Paris, Association d'études et d'informations politiques internationales, Mai 1952.



J.-J. Caburol, le « président de la Chambre syndicale des industries métallurgiques de la région de Thiers, délégué à la rencontre économique de Moscou »<sup>1361</sup> en présentant ses impressions sur les jours précédant immédiatement la *Conférence économique internationale* de Moscou, se rappelle la séance du 26 février 1952 de la commission des Finances de l'Assemblée nationale de France. Robert Buron, ministre des Affaires économiques d'alors, répondant à différentes questions, déclarait à propos de la rencontre économique de Moscou : « Si donc nos industriels veulent aller à la Conférence de Moscou, je suis d'accord avec eux ». Et Edouard Depreux de répondre alors : « Il faut aussi qu'ils en reviennent »<sup>1362</sup>.

L'humour noir ? Pas tout à fait. J.-J. Caburol et tous ses collègues français l'ont pris comme une sollicitude à leur égard et ils en ont été touchés.

La remarque faite par J.-J. Caburol dans son article *Paris-Moscou-Paris : Impressions d'un participant à la Conférence économique internationale* et publiée à *posteriori*, aide à comprendre les sentiments d'inquiétude que les délégués français ressentaient en partant pour un voyage en URSS. J.-J. Caburol : « Nous avons bien éprouvé, à Moscou, le frisson de la peur, lorsque, pénétrant pour la première fois dans le vestibule de la magnifique salle à manger du *Savoy*<sup>1363</sup>, nous nous sommes trouvés, tout à coup, en face d'un gigantesque ours brun naturalisé, à l'allure très agressive »<sup>1364</sup>.

Cette réaction à l'ours empaillé, qui est apparue soudainement à la vue des participants à la conférence alors qu'ils se rendaient à leur petit déjeuner, est assez révélatrice. Elle suggère qu'en allant en URSS, quelque part à l'intérieur d'eux-mêmes, les délégués ressentaient de la peur.

La réaction plutôt neutre de la part du gouvernement français pourrait aussi s'expliquer par une particularité du moment à savoir que « les banques et entreprises françaises devancèrent les pouvoirs publics tant dans l'ouverture d'un dialogue avec les pays de l'Est du continent européen que dans le redéploiement partiel de leurs activités dans des régions n'appartenant pas

---

<sup>1361</sup> Alexandre BIGAY, *Thiers, capitale de la coutellerie*, Thiers : C. Paris ; (Clermont-Ferrand : Impr. de Mont-Louis), 1953.

<sup>1362</sup> J.-J. CABUROL, « Paris-Moscou-Paris : Impressions d'un participant à la Conférence économique internationale », *La Tribune des nations*, n° 340, vendredi 25 avril 1952.

<sup>1363</sup> L'hôtel *Savoy*. En 1926, suite à la création d'Intourist, plusieurs hôtels, dont le *Savoy*, sont transférés sous son contrôle. De nombreuses grandes personnes ont séjourné ici : Romain Roland, Henri Bordeaux, A. Girardot, J. Belmondo, Jacques Chirac.

<sup>1364</sup> J.-J. CABUROL, « Paris-Moscou-Paris : Impressions d'un participant à la Conférence économique internationale », *La Tribune des nations*, n° 340, vendredi 25 avril 1952.

à la zone franche »<sup>1365</sup>. L'historienne Laurence Badel note que « les années 1960 virent le développement d'une communication inédite sur le commerce extérieur français et une mobilisation nouvelle des entreprises pour qu'elles se tournent vers les marchés les plus lointains »<sup>1366</sup>.

« Répudiant la vision libre-échangiste mécaniciste classique – « L'exportation-réflexe, celle qui permet la satisfaction des besoins-limites en matières premières ou en biens d'équipement, serait à la mesure médiocre d'un pays découragé, vieilli » – et la vulgate keynésienne qui avait prévalu depuis la Libération, l'État entendit faire de l'exportation plus qu'un élément d'équilibre de la balance des paiements, le véritable moteur de la croissance économique : « Non, nous sommes contraints d'exporter parce que nous avons choisi l'expansion : l'essor de notre industrie, celui de notre agriculture dépendent de l'ouverture de débouchés extérieurs ; un marché plus étendu est la condition d'un niveau de vie plus élevé pour tous les Français. [...] Sans doute, sur le terrain, il y avait des constatations des difficultés des entreprises françaises à rompre avec les caractéristiques des échanges français comme « le tropisme du « marché privilégié » et les autres. Mais les mots d'ordre du discours volontariste marquant l'entrée de la politique économique extérieure française dans une nouvelle phase furent : « expansion », « croissance », « initiative » et de « goût du risque ». »<sup>1367</sup>

L'économie française des années 1960 connaît une profonde mutation avec le renoncement à la vision libre-échangiste mécaniciste classique à la faveur des débouchés extérieurs nouveaux et de marchés les plus lointains. Lorsque ce genre de sentiment est « suspendu dans l'air », lorsque les espoirs se fondent sur l'initiative, l'esprit de compétition, le goût du risque des producteurs, il semble peu probable qu'une interdiction de participer à une conférence économique dans un pays d'intérêt commercial potentiel, même communiste, soit possible.

Les raisonnements des pouvoirs économiques de pays occidentaux sur la *Conférence économique de Moscou* deviennent plus compréhensibles lors d'un dîner à l'Hôtel « Lutetia », boulevard Raspail le 10 Mars 1951 où plusieurs dirigeants de l'industrie automobile italienne de passage à Paris dînèrent en compagnie de certains membres du Conseil d'Administration des Usines *Simca*<sup>1368</sup> de Nanterre. Au cours de ce dîner, on aurait notamment fait allusion à la

---

<sup>1365</sup> Laurence BADEL, *Diplomatie et grands contrats : l'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, pp. 275-331. <https://books.openedition.org/psorbonne/43006?lang=fr> Consulté le 10 juillet 2021.

<sup>1366</sup> *Idem.*

<sup>1367</sup> *Idem.*

<sup>1368</sup> La marque à l'emblème à hirondelle fut un temps la quatrième entreprise automobile française avec une large gamme de voitures populaires et prestigieuses. Son fondateur, Enrico Teodoro Pigozzi, naît à Turin en 1898.

participation italienne à la *Conférence économique de Moscou*, prévue pour avril 1952. Ces industriels auraient estimé unanimement qu'aucun résultat pratique ne pouvait être attendu de la conférence, étant donné que les échanges commerciaux avec l'URSS se font obligatoirement dans le cadre d'accords conclus avec le gouvernement de Moscou, puisqu'en Union soviétique, toutes les industries dépendent de l'Etat.<sup>1369</sup>

*Les délégués français sont les plus nombreux à la Conférence*

La délégation française de 36 membres fut la plus nombreuse à Moscou. La délégation britannique comptait 29 membres, les entrepreneurs ouest-allemands n'étaient pas en reste, avec une vingtaine de représentants.<sup>1370</sup>



Figure 4.  
Robert Chambeiron sur la tribune dans la Salle des Colonnes de la Maison des Syndicats pendant la *Conférence économique de Moscou*<sup>1371</sup>

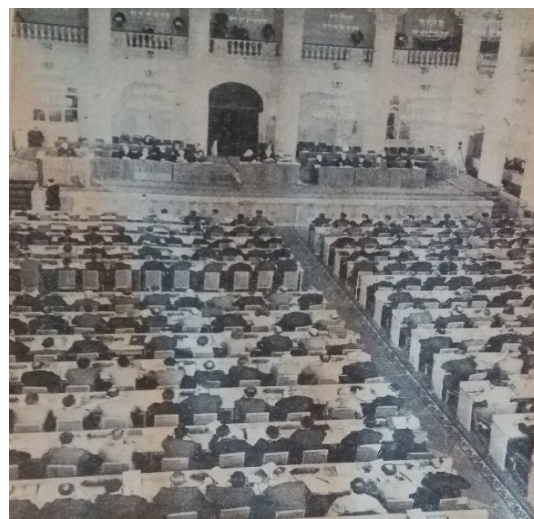


Figure 5.  
La session plénière (le 11 avril) dans la Salle des Colonnes de la Maison des Syndicats. La photo a été publiée par le bureau new-yorkais de *Sovfoto*, agence photographique russe.<sup>1372</sup>

---

Héritier d'une entreprise de transport qu'il vend après la Première Guerre mondiale, il s'installe à Paris pour y diriger une société d'import-export de métaux principalement destinés à la FIAT.

À partir de 1926, il importe et commercialise en France des véhicules de la marque turinoise. Il travaille d'abord à l'assemblage de ces voitures arrivées d'Italie en pièces détachées au sein de la Société anonyme française des automobiles Fiat (SAFAF). Il crée ensuite, en 1934, la Société industrielle de mécanique et de carrosserie automobile (SIMCA) qui produit ses propres véhicules. Le Directeur Henri Théodore Pigozzi dirige l'entreprise jusqu'à ce qu'elle soit rachetée, en 1963, par la société américaine Chrysler. <https://www.histoire-immigration.fr/collections/usine-simca> Consulté le 10 juillet 2021.

<sup>1369</sup> ANF, f. 4AG/68. Paris, 11 Mars 1952, « Les milieux économiques italiens et la prochaine *Conférence économique de Moscou* ».

<sup>1370</sup> Laurence BADEL, *Diplomatie et grands contrats : l'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, pp. 275-331. <https://books.openedition.org/psorbonne/43006?lang=fr> Consulté le 10 juillet 2021.

<sup>1371</sup> <http://commons.wikimedia.org/>

<sup>1372</sup> « Economic Conference Under Way in Moscow », *The New York Times*, April 12, p. 3.

Les Archives contiennent une liste établie par le quai d'Orsay<sup>1373</sup> des participants français à la rencontre économique internationale. Nous avons aussi réussi à trouver aux Archives Nationales des notes à propos des départs de diverses délégations à la *Conférence économique de Moscou* où figurent les noms des personnes non mentionnées dans cette « liste du quai d'Orsay ». Ainsi il y est noté que la délégation de personnalités qui ont assisté à partir du 3 avril à la Conférence économique organisée à Moscou « a quitté l'aérodrome du Bourget à 16 h.20 par l'avion régulier, à destination d'Oslo. La délégation est ainsi composée de [...] Joliot-Curie, Pierre Cot (député progressiste) ; Gabriel d'Arboussier (Conseiller de l'Union française, Président du *Rassemblement Démocratique Africain*) ; Roger Mayer (employé) ; Eugénie Cotton (présidente de la *Fédération Mondiale des Femmes*) »<sup>1374</sup>. Ces noms précités sont absents dans la « liste du quai d'Orsay ». La pleine liste « composée » de la délégation française est présentée ci-dessous (*Figure 6*).

Figure 6. La liste des participants français à la *Conférence économique de Moscou*<sup>1375</sup>

<i>Membres du Comité d'Initiative Internationale</i>		
1	Robert Chambeiron	
2	Pierre Lebrun <sup>1376</sup>	
<i>Membres de la Délégation</i>		
3	Bouchard	Membre du Conseil Economique CGT
4	Maurice Albaric	Bonnetier, Nîmes
5	Ernest Armengaud	Mégissier, industriel à Graulhet (Cuirs et Peaux)
6	Paul Bastid	Economiste
7	Jean Bernard	
8	Bergamaschi	Vice-Président de la Chambre de Commerce de Marseille
9	Berthon	Maison <i>Bervervelt</i> , Velours et Soieries, Lyon
10	Guigou	Etablissements <i>Guigou</i> , soieries à Lyon
11	Borrel	Constructions navales - Métaux non ferreux
12	Jacques Bounin <sup>1377</sup>	Ingénieur-conseil
13	Bonneton	Négociant en bois
14	Broche	Délégué Général de l'Union des Fabricants d'Huile-Savonnerie
15	Brochut	Président de la Société d'Etirage
16	Caburoi	Président de la Chambre Syndicale de la coutellerie

<sup>1373</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, f. 80 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952. Annexe 1. Liste de la participation française à la rencontre économique internationale ».

<sup>1374</sup> ANF, f. 4AG/68, « 28 mars 1952. Départ pour la Conférence Economique de Moscou ».

<sup>1375</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, f. 80.

<sup>1376</sup> Département économique CGT, 7, rue Treilhard à Paris (9ème), ingénieur. Secrétaire confédéral (CGTK). Il a dirigé l'UNITEC (Union des Ingénieurs, Techniciens et Cadres) sous l'occupation. Membre du Bureau de la Fédération Syndicale Mondiale, dirigeant de la Commission Economique et Financière de la CGT - membre du Conseil Economique, il est en liaison directe avec les Services Economiques Soviétiques. Non inscrit au Parti, il est membre de la Commission Exécutive de l'Union Progressiste et responsable de la Commission des Echanges Economiques au Mouvement de la Paix.

<sup>1377</sup> Commissaire honoraire de la République, Ingénieur-conseil. 33, rue de la Bienfaisance (8ème). Ancien Commissaire de la République, il est membre de la Commission Exécutive de l'Union Progressiste.

17	Champeaux	Secrétaire Général du Centre d'Etudes et des Recherches des petites et moyennes entreprises métallurgiques
18	Chatain	Administrateur de Société, ancien Président de l'Union Chambres de Commerce Françaises à l'étranger
19	Chauvin	« Ogres du Vaucluse »
20	Raymond Delprat	Groupe d'Etudes ; « Economie et Humanisme »
21	François Koral dit Jean Duret <sup>1378</sup>	
22	Gadras	Président de la CGA de la Charente
23	D'Hombres	Directeur Général de l'Union Africaine Agricole & Coloniale Européen d'Importation
24	Charles Hilsum	Directeur Général de la Banque de l'Europe du Nord
25	Michel Goldschmidt	Administrateur de sociétés Céréales
26	Malcouronne	Directeur Général du Comptoir et d'Exportation
27	Morin	Conseiller Municipal de Paris, Conseiller Général de la Seine Importateurs de produit (R.P.F.).
28	Morot	Secrétaire Général de la Fédération de produits Alimentaires
29	René Picard <sup>1379</sup>	Président de l'Union des Ingénieurs et Techniciens Français
30	Reaud	Membre du Conseil National des Transports, Gouverneur international du Rotary
31	De Robinet de Plas	Président de la Fédération Française de la Publicité
32	Jean-Baptiste Doumeng	Membre du Conseil National de la C.G.A.
33	Jean Baby	Professeur d'histoire au Lycée Jacques Decour. animateur de la Commission Centrale d'Etudes Economiques du C.C., Conseiller du Secrétariat du Parti. Chargé de la synthèse sur le plan économique. Il a des contacts internationaux très élevés. Domicilié : 18, rue de Grenelle à Paris (7ème).
34	Charles Bettelheim <sup>1380</sup>	Directeur du Centre des Hautes Etudes
35	Jacques Arnel	L'Observateur (Charrière)
36	Jacques Fischbacher <sup>1381</sup>	
<b>Invités officiellement, non membres de la Délégation</b>		
	Claude Alphandéry <sup>1382</sup>	Rédacteur au Ministère des Finances
	Claude Morgan <sup>1383</sup>	Homme de lettres
	Maurice Druon	Homme de lettres
<b>Délégation de la Fédération Syndicale Mondiale</b>		
	Louis Saillant	Président de la F.S.M.

<sup>1378</sup> Membre du Conseil Economique, Directeur du Centre d'Etudes Economiques de la CGT DURET, Jean (de son vrai nom KORAL, François), 10, rue Quatrefages. S'est fait également appeler « DUREWSKI ». Directeur des *Cahiers Internationaux*, dirigeant du Département Economique de la CGT. Il est membre de la Commission Exécutive de l'Union Progressiste.

<sup>1379</sup> Pseudonymes Roux, Morel, Maurel. Président de l'Union Nationale des Ingénieurs et Techniciens. PICARD, René, 115, boulevard Jourdan à Paris (14ème). Polytechnicien - Vice-Président de l'UNITEC. Membre de l'Union Nationale des Intellectuels (UNI). Avec SAUVY, il a lancé le questionnaire aux Techniciens dans la *Tribune des Nations* (lancement de la Conférence économique.) Très actif aux Amitiés Franco Polonaises (Vice-Président), il est en contact personnel avec l'Ambassade d'URSS et l'Ambassade Polonaise. Membre du Parti Communiste.

<sup>1380</sup> BETTELHEIM, Charles, 7, rue Michelet à Paris (6ème). Economiste, professeur. Non Membre du Parti, il écrit surtout dans les revues communistes étrangères en France (Parallèle 50) ou à l'étranger (Politique Etrangère - Prague). Rédacteur à *la Revue Internationale*, directeur de *Problèmes et Planifications*, membre du Comité National France-URSS, rédacteur occasionnel à *L'Observateur*.

<sup>1381</sup> Jacques Fischbacher. Président du *Comité de Liaisons Economiques Franco-Chinoises*.

Dans le cadre des échanges économiques entre les pays d'Occident et ceux de l'Est, on rapporte les propos tenus ces jours derniers par M. Jacques Fischbacher, administrateur de Sociétés, agent d'affaires, Conseiller technique du « Comité pour les relations Economiques Franco-Chinoises », Secrétaire du « Comité Franco-Chinois ». M. Jacques Fischbacher qui assista à la « Conférence économique de Moscou », s'est rendu depuis et tour à tour à Berlin, au Siam, et en Malaisie. Il compte partir prochainement pour Pékin.

Représentant de plusieurs firmes très importantes, parmi lesquelles figurent les Acieries et Forges d'Ugines, de Saint-Gobain, les Acieries de Longwy, Jacques Fischbacher est le mandataire unique de ces groupes pour l'Extrême-Orient, en tant que Directeur de l'« Agence Franco-Européenne d'Inspections et de Représentations Extrême-Orientales » - A.F.I.R.E. Israélite, d'esprit à gauche, il avait joué un rôle important pour le Général de Gaulle en Extrême-Orient, et plus particulièrement en Indochine où il fut le Chef des Informations, et le Conseiller de l'Amiral THIERRY d'ARGENLIEU. Il faisait en même temps des affaires.

<sup>1382</sup> Claude Alphandéry, chargé par le P.C. de l'organisation matérielle de la Conférence, était parti pour Moscou porteur d'une quantité très considérable de "propositions" à lui confiées par son ami BELLON, (des Laboratoires).

<sup>1383</sup> Lecomte, dit Claude Morgan, journaliste.

	H. Jourdain	F.S.M.
	Jacques Charrière	Journaliste
	Jacques Harmel	Journaliste à <i>L'Observateur</i>
	Madeleine Rumlei	Sténo-dactylographe

Les participants à la conférence n'étaient pas politiquement « homogènes ». Les entrepreneurs français qui firent le déplacement, comme Jean-Baptiste Doumeng<sup>1384</sup> ou Charles Hilsum, étaient très proches ou engagés au sein du Parti communiste français.<sup>1385</sup> Il y avait également des anticommunistes parmi les participants à la conférence.

Les remarques de l'un d'eux, Fischbacher<sup>1386</sup>, qui avait certainement un bon sens de l'humour, sont intéressantes (par exemple, il classait les délégués de la conférence selon les couleurs du drapeau français : les « Rouges », les « Blancs » et les « Bleus »).

Les « Rouges » étaient les organisateurs situés du côté soviétique et des divers partis communistes nationaux, ainsi que les représentants des organisations économiques internationales relevant des Soviets ou des partis communistes nationaux - en définitive des militants, des agents, ou pour le moins des sympathisants communistes. Parmi de nombreux autres en faisaient notamment partie René Picard et Pierre Lebrun.

Les « Blancs » correspondaient aux représentants de grosses firmes, qui relèvent de l'anti-communisme, ou même, pour la France, du *Vichysme*. Ils géraient des affaires importantes et, apparemment, semblaient ne s'occuper que de leurs intérêts économiques, industriels ou financiers. Ils jouaient en même temps un jeu beaucoup plus subtil de « prises de garantie » au côté de l'Est, ou un jeu « mondial » qui leur échappait d'ailleurs en partie.

Les « Bleus », c'est-à-dire, ceux qui étaient « du côté du manche »<sup>1387</sup> (selon la propre expression de Fischbacher) étaient ceux qui « font des affaires » et qui se trouvent partout à leur place dans le monde, ne se mêlant aux « jeux » divers que pour « faire leur métier ».

<sup>1384</sup> Le groupe « Inter-Agra à Moscou a paru se tenir toujours à l'écart sous l'impulsion de son animateur Doumeng » ». (Archives nationales. 4AG/68).

<sup>1385</sup> Laurence BADEL, *Diplomatie et grands contrats : l'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, pp. 275-331. <https://books.openedition.org/psorbonne/43006?lang=fr> Consulté le 10 juillet 2021.

<sup>1386</sup> Lors de la Conférence Economique de Berlin, M. FISCHBACHER réussit à obtenir des commandes pour un total de 42.000 livres. Il s'agit surtout de matériel de précision, d'appareils photographiques, d'outillage. Le bénéficiaire de ces commandes est particulièrement la firme St-Gobain. Le chargé d'affaires de cette maison, qui, avec FISCHBACHER, fait les démarches nécessaires auprès des divers Ministères est le propre neveu du Général de GAULLE. Tous deux se seraient heurtés à de grosses difficultés dans les Ministères, mais en définitive les licences auraient été obtenues "quand même".

<sup>1387</sup> Expression utilisée dès la fin du XIXe siècle, l'objet devient métaphorique. Le manche est en effet la partie qui donne une impulsion, une dynamique. Il est donc préférable d'être de son côté. Au sens figuré, le manche représente le pouvoir, le plus puissant. Il vaut donc mieux être du côté du pouvoir que du côté de celui qui le subit.

Fischbacher se place lui-même dans cette dernière catégorie. Selon un anonyme dans les documents des Renseignement généraux, c'est lui d'ailleurs qui, lors de la réunion organisée par le *Comité d'échanges économiques avec l'Est*, à la Brasserie *Gambrinus*, avait lancé la formule « Capitalistes de tous les pays unissez-vous »<sup>1388</sup>.

Mais il y avait aussi une autre catégorie de députés que Fischbacher ne mentionne pas – ceux qui se sont rendus à Moscou en *touristes* « pour contrôler leur usage de la langue russe » comme de Broche, délégué général de l'Union des Fabricants d'Huiles, qui « n'a suivi [pour cette raison] que de très loin les pourparlers et conférences successives »<sup>1389</sup>.

La délégation française à la *Conférence économique de Moscou* « a subi l'influence prépondérante de Jean Baby, de Claude Alphanéry<sup>1390</sup> (chargé par le Parti communiste de l'organisation matérielle de la conférence, il est parti pour Moscou porteur d'une quantité considérable de « propositions ») et de Jean Duret<sup>1391</sup>. Mais l'animateur véritable de la délégation française, le « délégué le plus représentatif moralement et physiquement, fut, à n'en pas douter, Bernard de Plas »<sup>1392</sup>. Ce dernier fit montre d'une grande intimité dans ses rapports avec Raymond Aubrac<sup>1393</sup> (sur le plan commercial, Aubrac fut le maître incontesté, le conseiller le plus écouté) d'une part et Charpentier d'autre part, démontrant ainsi qu'une fréquentation suivie avait existé antérieurement entre ces trois personnes.

---

<sup>1388</sup> ANF, f. 4AG/68, « 3 février 1953, Prolongement de la *Conférence de Moscou*. Activités de M. Fischbacher Jacques ».

<sup>1389</sup> ANF, f. 4AG/68.

<sup>1390</sup> Claude Alphanéry est un résistant, banquier et économiste français. Après avoir été attaché d'ambassade à Moscou, Claude Alphanéry est élève de la 2<sup>e</sup> promotion de la nouvelle *École nationale d'administration* (ENA) en 1946. Il devient membre du Parti communiste français en 1945. Il milite au *Mouvement de la Paix* et contribue à la revue *Économie et politique*. Il quitte le PCF en 1956 à la suite du 20<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste soviétique et de la parution du rapport Khrouchtchev.

<sup>1391</sup> Jean Duret était avant tout un homme engagé, militant aux Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, dont il devient Président, avant de rejoindre l'Action Catholique Ouvrière. Dessinateur industriel aux ACB de 1950 à 1986, il fut très engagé en faveur de la formation professionnelle, conseiller enseignant technologique. En 1973, il devient administrateur de l'Institut Lamoricière, dont il sera Président de 1985 à 2004. Militant au Parti Socialiste et à la CFDT, Jean Duret plaçait la justice et l'égalité au cœur de son engagement.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/nantes-necrologie-jean-duret-figure-historique-de-la-butte-sainte-anne-7779e93c-6b5d-3b94-90eb-30498558a393>

<sup>1392</sup> Archives nationales (ANF), 4AG/68.

<sup>1393</sup> Raymond Aubrac, né Raymond Samuel est un résistant français à l'Occupation nazie et au régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Ingénieur civil des ponts et chaussées (promotion 1937), il est spécialement connu pour s'être engagé avec son épouse Lucie Aubrac dès 1940 dans la Résistance intérieure française. À la Libération, il est nommé commissaire de la République à Marseille, puis responsable du déminage au ministère de la Reconstruction. Compagnon de route du PCF, il crée ensuite BERIM, un bureau d'études investi dans les échanges Est-Ouest.

L'exemple de la délégation française, la plus nombreuse à la *Conférence*, montre qu'elle contient un grand nombre d'hommes d'affaires : des industriels, des ingénieurs et des techniciens, des représentants des petites et moyennes entreprises métallurgiques. Les objectifs commerciaux déclarés ont-ils été atteints ? Les objectifs recherchés par les organisateurs de la *Conférence* pour réaliser la vision à long terme de la coopération Est-Ouest ont-ils été atteints ?

### C. La Conférence de Moscou : l'analyse *a posteriori*

*Les premières impressions de la Conférence par leurs participants : la « diversité » des opinions*

La *Conférence économique de Moscou* ouverte le 3 avril a tenu sa séance de clôture le 12 avril allongeant ainsi de deux jours son calendrier initial.<sup>1394</sup> C'était « le premier événement international organisé en URSS depuis la chute du rideau de fer en 1947 et son ampleur était impressionnante. Le coût total pour l'organisation de la Conférence atteignait plus de 7,18 millions de roubles »<sup>1395</sup>.

Des avis des participants directs à l'événement divergent mais la plupart des délégués ont évalué l'organisation de la conférence comme étant un succès. À leurs avis, tout avait été fait pour assurer le confort des délégués : le voyage depuis Prague s'effectuait aux frais du gouvernement soviétique ; les délégués étaient répartis dans les quatre meilleurs hôtels d'une ville (Moscou). On a déjà noté que le délégué J.-J. Caburol habitait à l'hôtel *Savoy* qui figurait au bilan comptable d'*Intourist*, monopoliste sur le marché des services touristiques pour les étrangers. Les délégués avaient à leur disposition un parc d'automobiles neuves du dernier modèle et étaient invités à table ouverte, au début du moins, car l'avidité de certains devait, dès le second jour, les faire mettre au régime des tickets de repas. Il faut noter que la bienveillance partie d'accueil fut poussée jusqu'à offrir à chacun 1000 roubles d'argent de poche (un grand nombre de délégués, au moins dans la délégation française, déclinèrent la proposition). En dehors de séances plénières et de leurs entretiens d'affaires, les délégués pouvaient visiter les

---

<sup>1394</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, f. 67 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1395</sup> M. A. LIPKIN, *L'Union soviétique et les processus d'intégration en Europe: le milieu des années 1940 - fin des années 1960* (Sovetskij Soûz i integracionnye processy v Evrope: seredina 1940-h —konec 1960-h godov), M.: Russkij fond sodejstviâ obrazovaniû i nauke, 2016, p. 173.



expositions ouvertes à leur intention, les théâtres où ils jouissaient d'une priorité absolue. Quelques visites en groupe furent organisées pour eux, notamment au Kremlin, à l'usine d'automobiles et au petit kolkhoze généralement montré aux diplomates.<sup>1396</sup>

A Moscou, chaque délégué était accompagné d'un ou d'une interprète. La visite du circuit habituel : théâtres, usines, métro, était pratiquement obligatoire. Les réceptions furent chaleureuses, les discussions courtoises, le matériel de propagande massivement mobilisé. Dès leur arrivée, les congressistes avaient été invités à leur séjour après la Conférence tant pour des entretiens d'affaires qu'en vue d'éventuels voyages dont on leur demandait de fixer l'itinéraire. Tous ceux d'un naturel curieux demandèrent à voir le *Canal Volga-Don* ou de grands chantiers. Il se révéla cependant plus tard que ces voyages devaient être effectués aux frais des intéressés ce qui, au taux officiel du rouble, en rendait l'exécution difficile et, dans la délégation française au moins, personne ne fit plus que la très classique visite de Léninegrad. »<sup>1397</sup>

J.-J. Caburol décrit l'organisation de la conférence et son ambiance en termes élogieux :

« L'organisateur de la rencontre fut impeccable. Sur la proposition de M. Nestérov, président de la chambre de commerce d'URSS, un bureau des contacts fut établi facilitant les rapports des hommes d'affaires. M. Ivachine, ancien attaché commercial d'URSS à Paris, fut pour les Français l'homme de la situation. Il mit à notre disposition le charme et la compétence que nous lui avons toujours connus, il facilita dans une très large mesure nos relations avec la machine soviétique économique remarquable de précision dans ses rouages les plus compliqués. Il serait prétentieux de vouloir tirer des conclusions définitives sur la vie à Moscou en y résidant seulement quelques jours.

Le Russe de la rue est éminemment sympathique, il converse avec plaisir avec l'étranger, il est obligeant, plus encore s'il devine en vous un Français. Merveilleux ballets russes, inoubliables chœurs de l'Armée Rouge, admirable basilique Saint-Basile, étonnant Kremlin et ses trésors, cité de palais et d'églises encloses dans Moscou, mausolée de Lénine où tout un peuple se recueille, musées d'arts et d'histoire, larges avenues où la circulation est intense et paisibles rues provinciales, formidable usine [de] Staline et petites échoppes où se vendent les cigarettes, imposants gratte-ciel et rustiques maisons de bois, telle est Moscou, ville des contrastes immense, disciplinée, souriante et accueillante. »<sup>1398</sup>

Paul Bastid pendant le déjeuner organisé à son retour de Moscou pour les médias anglo-américains a noté « l'activité débordante de sept à huit millions d'habitants » de Moscou ce que lui rappelaient « les foules japonaises laborieuses, taciturnes et obstinées ». L'imitation du

---

<sup>1396</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, l. 68 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1397</sup> *Ibid.*, l. 69.

<sup>1398</sup> J.-J. CABUROL, « Paris-Moscou-Paris : Impressions d'un participant à la Conférence économique internationale », *La Tribune des nations*, n° 340, 25 avril 1952.

« gigantisme américain, architectural, industriel », a également impressionné Paul Bastid. La conclusion à laquelle il est parvenu est que : « Il faut reconnaître les faits : le monde soviétique est capable d'atteindre la productivité de pays capitalistes ». En même temps, l'orateur dit avoir vu devant le mausolée de Lénine, des scènes de ferveur et d'extase comparables à celles qui ont pour personnages les chrétiens visitant les Lieux Saints. « Les Russes veulent-ils conquérir le monde par la force ? » Je ne le crois pas. Ils estiment avoir à leur service des moyens autrement puissants, moins dangereux et plus efficaces. Ils pensent que le capitalisme est voué à disparaître. Répondant ensuite à quelques questions, Paul Bastid a donné des précisions sur les salaires en Union Soviétique. Mais la question se pose de savoir « où passe l'argent car tout le monde est vêtu médiocrement et de façon uniforme et [...il n'a pas] vu une seule femme élégante ». A la question « Vous êtes-vous demandé pourquoi vous aviez été invité ? », l'orateur a répondu : « Peu à peu les Russes désirent voir quelques étrangers chez eux, mais ils ouvrent très lentement leurs barrières »<sup>1399</sup>.

Cette évaluation positive de la *Conférence de Moscou* par leurs participants signifie-t-elle que les objectifs de l'événement ont été atteints ?

#### *Les résultats de la conférence : succès ou fiasco ?*

Pour obtenir une évaluation objective des résultats de la *Conférence de Moscou*, il faut prendre en compte le point de vue des participants directs de cet événement et celui des observateurs extérieurs.

Célébrés par la presse soviétique<sup>1400</sup>, ignorés par la presse occidentale, selon Sulzerberger de *New York Times*, les pourparlers de Moscou sur le commerce furent « mort-nés ». Sulzerberger déclarait que peu de dirigeants du monde occidental, de l'Inde, du Moyen-Orient et du Japon s'étaient présentés, l'Amérique latine était la seule région du monde d'où venaient plus de délégués que prévu initialement. On ne peut pas attendre « grand-chose » de la *Conférence de Moscou*, affirmait l'article. Pourtant, à la fin du texte, après avoir expliqué en détail comment pratiquement plus d'une centaine d'invitations envoyées à des hommes d'affaires américains avaient été refusées, Sulzerberger admettait que « des Britanniques

---

<sup>1399</sup> ANF, f. 4AG/68. Paris, 30 Avril 1952. « Déjeuner de la presse anglo-américaine ».

<sup>1400</sup> La *Pravda*, 3 April 1952, p 3.

assistent aux sessions », aux côtés d'hommes d'affaires français, autrichiens, suédois, norvégiens, finlandais et ouest-allemands.<sup>1401</sup>

Alors que la presse occidentale avait d'abord considéré la *Conférence* avec un mélange de suspicion et d'indifférence, le succès indéniable de l'événement l'oblige à reconsidérer sa position. Le *Manchester Guardian* a notamment rapporté que les industriels ouest-allemands de Cologne étaient en colère contre Bonn non pas parce que des hommes d'affaires allemands s'étaient rendus à Moscou, mais parce que l'Allemagne de l'Ouest n'avait pas envoyé de délégation officielle à la conférence, signalant ainsi que « les industriels allemands étaient réellement intéressés par la conférence et ne la considéraient pas simplement comme une « action de propagande » »<sup>1402</sup>. Le *New York Times* lui-même a publié le 12 avril 1952 une photographie de la conférence et a déclaré que des accords de troc d'une valeur de quatre millions de livres avaient été signés entre des hommes d'affaires britanniques, l'Allemagne de l'Est et la Roumanie.<sup>1403</sup>

L'idée que la *Conférence* fut un « succès indéniable »<sup>1404</sup> n'est pas juste une figure de rhétorique. La CIA (la *Central Intelligence Service*) a mis en place une équipe spéciale, « the panel », « dans le but de suivre et d'étudier l'impact de la stratégie soviétique dans le domaine commercial et de faire l'inventaire de toutes les contre-mesures possibles »<sup>1405</sup>.

Les conclusions de cette équipe sont les suivantes : « l'un des principaux thèmes de la propagande soviétique, ainsi que l'une de leurs principales manœuvres de guerre froide pendant le reste de cette année au moins, consistera à tirer tous les avantages possibles de la *Conférence économique de Moscou* et de l'atmosphère que cette conférence a créée »<sup>1406</sup> ; « en l'absence de lignes définitives de contre-propagande et de contre-manœuvre, on peut s'attendre à ce que notre camp subisse perte sur perte »<sup>1407</sup>.

---

<sup>1401</sup> C. L. Sulzberger, « Moscow's Parley on Trade Shunned; Economic Conference Opening Today Draws Few Leaders from the Western Bloc », *The New York Times*, 3 April 1952, p. 11.

<sup>1402</sup> *The Manchester Guardian*, 8 April 1952, p. 10.

<sup>1403</sup> « Economic Conference Under Way in Moscow », *The New York Times*, 12 April 1952, p. 3.

<sup>1404</sup> « 23 April 1952. Memorandum for Director of Central Intelligence on the Psychological Aspects of East-West Trade » <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP80R01731R003300070004-9.pdf> Consulté le 13 juillet 2021.

<sup>1405</sup> « 23 April 1952. Memorandum for Director of Central Intelligence on the Psychological Aspects of East-West Trade » <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP80R01731R003300070004-9.pdf> Consulté le 13 juillet 2021.

<sup>1406</sup> *Idem*.

<sup>1407</sup> *Idem*.

En résumé, ce Mémoire de la CIA dont les mots clés étaient « la propagande soviétique », « l'atmosphère », « l'absence de contre-propagande » met l'accent sur les aspects psychologiques de la *Conférence*.

Le point de vue de l'ambassadeur de France en URSS Yves Chataigneau ne s'éloigne pas de cette vision. Dans son rapport à Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, Yves Chataigneau note : « le succès psychologique [de la Conférence] sera le plus éclatant de ceux remportés par l'initiative soviétique »<sup>1408</sup>. Et il continue :

« Quelles qu'aient pu être leurs capacités ou leurs opinions, les hommes d'affaires présents à Moscou partageaient le sentiment de jouer un rôle personnel dans un événement d'extrême importance, celui d'être venus, quelque peu auréolés de martyr, réaliser par eux-mêmes ce que leur Gouvernement n'avait jamais été capable de faire. Il va sans dire qu'ils ont été entretenus par leurs hôtes dans cette agréable illusion. Quelles qu'aient pu être leurs déceptions, leur irritation devant des procédés commerciaux inattendus ou celle qu'inspirait à leur bon sens certaines manifestations de la Conférence, ils ne se dépouilleront pas facilement de cet état d'esprit et même, s'ils ont été intérieurement désappointés, ils ne voudront pas à leur retour se présenter pour battus devant ceux de leurs collègues qui ont été plus prudents. Cette attitude leur sera considérablement facilitée par le fait que nombre de petits producteurs autonomes semblent avoir bénéficié de ce que le Conseiller Commercial de cette Ambassade appelle fort justement des « jetons de présence » sous forme de contrats dont l'importance absolue est minime mais qui, à l'échelon des entreprises qu'ils concernent ou à celui d'une Chambre de Commerce de province, sont néanmoins susceptibles de susciter envie et émulation. Sans même préjuger du résultat des sondages qu'ont pu faire indirectement effectuer ici les grands organes de production, il est donc à prévoir que, lors du travail d'agitation qui précédera la convocation de la prochaine Conférence, les Gouvernements occidentaux auront à faire face à un désir de participation beaucoup plus fort et généralisé que celui provoqué par la campagne précédente. »<sup>1409</sup>

Si « le succès psychologique [de la Conférence] sera le plus éclatant de ceux remportés par l'initiative soviétique », quelle était l'opinion de la presse occidentale sur l'aspect commercial de la *Conférence* ?

Le 8 avril, jour de déroulement de la conférence, le *Manchester Guardian* déclarait ouvertement que la conférence de Moscou s'était achevée sur « un rapprochement commercial substantiel entre les hommes d'affaires britanniques participant à la réunion et l'Union soviétique, la Chine communiste et l'Europe de l'Est et que des accords commerciaux estimés

---

<sup>1408</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, f. 77 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1409</sup> *Idem*.

à 200 millions de dollars »<sup>1410</sup> avaient été conclus représentant près de la moitié de la valeur des accords. Le porte-parole du Trésor britannique aurait même commenté l'important volume d'accords signés par la phrase suivante : « rien ne pourrait nous faire plus plaisir »<sup>1411</sup>.

Les commentaires sur les résultats commerciaux de la *Conférence de Moscou* rédigés dans les documents du ministère des Affaires étrangères français furent plus mesurés. Tout en admettant le succès des accords commerciaux conclus entre les délégations des différents pays, les documents du quai d'Orsay notèrent la participation très modeste de la partie soviétique au dialogue. Ainsi, selon ces documents, dès avant l'ouverture les délégués étrangers présents avaient été encouragés à engager le dialogue et le gouvernement soviétique « avait été jusqu'à lever une partie du voile qui couvre traditionnellement son organisation administrative et sa production industrielle pour leur remettre un annuaire, d'ailleurs sommaire, du ministère du Commerce extérieur et quelques catalogues de machines et produits »<sup>1412</sup>. En même temps, « hors de l'énoncé de généralités et de phrases de courtoisie, les représentants du bloc oriental ne semblaient cependant manifester aucune hâte d'entrer dans le vif des transactions »<sup>1413</sup>.

Les observateurs occidentaux considèrent que les estimations de la *Conférence* ne devraient être accueillies qu'avec les plus expresses réserves. L'avenir seul dirait quelque chose du volume réel des affaires traitées lors de la *Conférence*. Ils estimaient qu'une fois la « mousse tombée », ces dernières seraient en dessous des estimations faites lors de la *Conférence*. Les transactions ou promesses de transactions conclues à la hâte de la *Conférence* ne peuvent pas avoir tenu compte des possibilités pratiques de livraison ou de modalités de paiement et négligent aussi les interdictions de commerce.<sup>1414</sup>

En ce qui concerne la délégation française « moins bien préparée que les délégations étrangères »<sup>1415</sup>, selon les documents de *Renseignement généraux*, elle s'est trouvée défavorisée dans cette concurrence pour les contrats. Le sentiment qui dominait chez les congressistes français de leur retour à Moscou fut que contrairement à eux, la délégation britannique avait réussi à s'imposer à ses interlocuteurs du bloc soviétique. « Les Français ont donné l'impression

---

<sup>1410</sup> *The Manchester Guardian*, 8 April 1952, p. 7.

<sup>1411</sup> *Idem*.

<sup>1412</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, l. 72 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1413</sup> *Idem*.

<sup>1414</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, l. 74 « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1415</sup> ANF, f. 4AG/68, « Paris, le 3 mai 1952, La conférence commerciale à la conférence de Moscou ».

d'être venus davantage en curieux, en touristes, qu'en véritables hommes d'affaires animés du souci de passer des commandes »<sup>1416</sup>. Ils manquaient, pour la plupart, d'échantillons et de documents et, en général, leurs prix de base, pour une marchandise de qualité équivalente, étaient bien supérieurs à ceux de la concurrence étrangère.<sup>1417</sup>

L'un des adversaires de la *Conférence*, Claude-Joseph Gignoux, a estimé que la probabilité d'avoir un commerce mutuellement avantageux entre l'URSS et la France n'était pas très élevée. Indépendamment des considérations politiques, les réalités économiques des marchés des deux pays furent telles que, selon C.-J. Gignoux, chacun d'eux avait une forte demande pour les mêmes biens stratégiques.

« Les marchandises en question sont identifiables par la recherche dont elles font l'objet de la part des agents soviétiques dans tous les points de l'Europe et du monde : il s'agit essentiellement de métaux non ferreux, d'équipements électriques, de machines-outils, de roulements à bille, de coton, de laine, de caoutchouc, etc. On observera immédiatement que ces produits sont aussi ceux dont nous manquons : on ne peut pas espérer que pour sauver l'économie française, l'URSS s'en démunisse à notre profit en échange des produits finis : tissus, vêtements, chaussures, automobiles, etc. »<sup>1418</sup>

Certains historiens ont l'impression que la *Conférence* était destinée à stimuler les critiques dans les cercles occidentaux bourgeois sur les affaires à l'égard du blocus économique défavorable contre l'URSS, générant ainsi un mécontentement intérieur à l'Ouest.

Selon l'historien M. Lipkin, les dirigeants soviétiques avaient l'intention d'utiliser la *Conférence* comme un moyen de « promouvoir une percée dans le blocus commercial et le système de mesures pour la discrimination économique contre l'URSS »<sup>1419</sup>.

Les impressions des diplomates occidentaux qui ont observé la *Conférence* attestèrent également que des tentatives pour encourager les critiques à l'égard du blocus économique contre l'URSS ont été faites, en particulier, à « l'aube » de la *Conférence*. Ainsi l'Ambassadeur de France en URSS Yves Chataigneau nota que la teneur des interventions de certains intervenants et le ton adopté par M. Nestérov, président de la délégation soviétique, laissaient

---

<sup>1416</sup> *Idem.*

<sup>1417</sup> *Idem.*

<sup>1418</sup> Claude-Joseph GIGNOUX, « Conférence de Moscou », *Revue des Deux Mondes*, 1952, p. 558.

<https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/6cf891b47119dbed69e69d279c2c7550.pdf>

<sup>1419</sup> M. LIPKIN, « Moskovskoye Ekonomicheskoye Soveshchaniye 1952 : Takticheskiy Manevr ili Novaya 50 Strategicheskaya Liniya SSSR ? », *Vestnik RUDN*, ser. Istoriya Rossii, 2010, n° 2, p. 53.

M. LIPKIN, « Avril 1952, la Conférence économique de Moscou : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne ? », *Relations Internationales*, vol. 147, n° 3, 2011.

supposer que les recommandations des documents finals de la Conférence contiendraient, au moins sous une forme indirecte, une condamnation des mesures de guerre économique prises par Washington. La présentation par Louis Saillant d'un projet en cinq points couvrant ce sujet ne pouvait que confirmer dans cette impression.<sup>1420</sup>

« La violence du ton dont avait usé Louis Saillant et le caractère nettement politique de son intervention avaient en effet choqué nombre d'auditeurs occidentaux qui s'abstinrent d'applaudir - et, parmi eux, Bastid qui siégeait au Bureau. Tout ce qui, dans la Conférence, était venu là à des fins commerciales ressentit une impression de « gaffe » dont la responsabilité était généralement rejetée sur le caractère bouillant de Louis Saillant. Pour qui connaît les charges confiées à ce dernier dans l'organisation syndicaliste du *Kominform*, une explication aussi subjective est bien peu satisfaisante. Il est donc beaucoup plus probable qu'il avait été chargé de lancer un ballon d'essai et que, devant la réaction défavorable d'un public qu'ils avaient tout intérêt à ne pas brusquer les Soviétiques se décidèrent à abandonner officiellement l'argument de propagande politique qu'ils avaient paru rechercher au début des travaux de la Conférence. »<sup>1421</sup>

Constatant l'ambiguïté des bilans de la conférence fluctuants d'extrêmement négatifs à très positifs, on est en train de se demander combien de temps a duré l'effet de la *Conférence de Moscou*.

#### *Les retombées de la Conférence de Moscou*

Dans certains cas on peut démontrer que la *Conférence de Moscou* eut des effets prolongés pour certains participants. C'est le cas pour Jean-Baptiste Doumeng, *le milliardaire rouge* - surnom que lui ont donné les médias français plus tard, qui a largement profité de ses liens privilégiés avec l'URSS et le bloc de l'Est. Jean-Baptiste Doumeng fut l'un des seuls hommes d'affaires à installer plus tard un bureau à Moscou malgré le rideau de fer, pour devenir un négociateur incontournable dans le domaine agroalimentaire. Quelques années avant sa mort, « le chiffre d'affaires de son groupe était évalué à 30 milliards de francs, soit 4,5 milliards d'euros »<sup>1422</sup>. De surcroît, selon Jacques Attali, ancien conseiller spécial de François

---

<sup>1420</sup> AMAE, Europe, URSS 1949-1955, Congrès des économistes pour la paix. Avril 1952 – Juillet 1952, d.173, f. 71, « M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, à son Excellence M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères (Direction générale des Affaires politiques), Moscou, 16 avril 1952 ».

<sup>1421</sup> *Idem*.

<sup>1422</sup> Muriel FRAT, « Un patron au pays des soviets », *le Figaro*, le 09 septembre 2013. <https://tvmag.lefigaro.fr/programme-tv/article/documentaire/77070/un-patron-au-pays-des-soviets.html>  
Consulté le 14/07/2021

Mitterrand, Jean-Baptiste Doumeng « a notamment fait profiter le président socialiste de ses précieuses informations sur l'Union soviétique »<sup>1423</sup>.

De retour de la *Conférence*, Jean-Baptiste Doumeng<sup>1424</sup>, président de l'*Union des coopératives du Sud-Ouest*, membre fédéral du bureau du Parti communiste français de la Haute Garonne, a fait dans le *Patriote de Toulouse* une déclaration publiée le 23 avril 1952. Il y fait état d'accords signés entre la délégation française et la République démocratique de l'Allemagne de l'Est, prévoyant l'achat en France, en 1952, de vins de consommation courante, fruits, légumes, beurre, fromages.<sup>1425</sup>

À leur retour, les communistes et les syndicalistes français entreprirent des tentatives pour créer un courant d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest sur la base de l'implication du patronat et de la large publicité des initiatives prises par le *Comité français pour le développement du commerce extérieur* en particulier.

Le 8 mai 1952 Pierre Lebrun rentrait de Moscou. À la fin du mois de juin, à Paris, il participa à une réunion d'études du *Comité français pour le développement du commerce extérieur*. La réunion fut suivie par les membres des instances nationales de la direction du Parti communiste français Waldeck-Rochet<sup>1426</sup>, François Billoux<sup>1427</sup> et Victor Michaut.

Au cours d'entretiens Lebrun souligna que « l'Union Soviétique ne s'attendait pas à retirer un bénéfice réel de la *Conférence économique de Moscou* »<sup>1428</sup>. C'étaient plutôt des tentatives pour intensifier sa propagande visant à démontrer la possibilité d'un système d'échanges économiques entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est. Pierre Lebrun a insisté sur le fait que le *Comité français pour le développement du commerce extérieur* était appelé à jouer un rôle important dans « le cadre général de la propagande du PCF en faveur de l'URSS » et que « Moscou tenait à ce que ce comité prenne, dans le courant de l'été [1952], des initiatives spectaculaires pour retenir l'attention de l'opinion »<sup>1429</sup>. Billoux et Michaut ont étudié, avec Lebrun, les moyens de développer, par l'intermédiaire de la « Convention Collective de

---

<sup>1423</sup> *Idem.*

<sup>1424</sup> Numéro 32 dans la *Liste de la participation française à la rencontre économique internationale*.

<sup>1425</sup> ANF, f. 4AG/68, « Paris, le 26 avril 1952. « La Conférence économique de Moscou ».

<sup>1426</sup> Waldeck Rochet est un homme politique français, membre des instances nationales de la direction du *Parti communiste français* dès le *Front populaire*, il est le successeur de Maurice Thorez, à la mort de celui-ci, en 1964, au secrétariat général du parti. Il exerce, dans les faits, cette fonction jusqu'en 1969.

<sup>1427</sup> François Billoux, un homme politique français, membre du Parti communiste français, il a été député des Bouches-du-Rhône et ministre de la Santé publique, puis ministre de l'Économie nationale, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme et ministre de la Défense nationale.

<sup>1428</sup> ANF, f. 4AG/68. « Paris, le 21 Mai 1952, Les tentatives de l'URSS pour créer un courant d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest ».

<sup>1429</sup> *Idem.*



Travail » (CCT), un courant d'opinions favorable aux initiatives que devra prendre le *Comité français* pour le développement du commerce extérieur. Il a été décidé de demander à tous les comités d'entreprise de se pencher spécialement sur cette question et de « préparer des séries de résolution auxquelles les patrons seront invités à s'associer »<sup>1430</sup>.

De retour en France, les congressistes ont rédigé leur rapport et ont eu, non seulement, à répondre aux questions de leur entourage, « curieux d'apprendre du nouveau sur la vie en Russie et de connaître les perspectives ouvertes au négoce français par la conférence »<sup>1431</sup>, mais aussi à « se prêter à l'interview des journaux régionaux, communistes ou non en satisfaisant la curiosité que leur voyage à Moscou a éveillée dans le grand public et auprès des exportateurs-importateurs »<sup>1432</sup>.

Maurice Albaric<sup>1433</sup>, ancien polytechnicien et officier de carrière, qui dirigeait à Nîmes une fabrique de bonneterie, fit part de ses impressions au journal quotidien régional *La Voix de la Patrie. Le Provençal*<sup>1434</sup>, de son côté, inséra « divers articles, inspirés de ses [de Maurice Albaric] comptes-rendus », et deux périodiques protestants, *Cité-Nouvelle* de Marseille, et la *Revue du Christianisme Social*<sup>1435</sup>, publièrent « des articles ayant trait au même objet ». M. Albaric prévoyait, en outre, un rapport sur son voyage au cercle privé protestant de Nîmes.<sup>1436</sup>

Dans leur ensemble, les congressistes français croyaient à la possibilité d'améliorer les échanges Est-Ouest pour le plus grand avantage de l'économie française. Le *Parti Communiste* diagnostiquait l'intérêt que la *Conférence de Moscou* avait suscité dans les milieux économiques français « après avoir adressé des questionnaires à ce sujet à ses fédérations »<sup>1437</sup>.

Sur cette base les communistes mirent au point la forme de la propagande à entreprendre sur tout le territoire français. Pour Paris et la banlieue, à l'occasion des *Journées de Paris* des 17 et 18 mai (1952) furent organisées des conférences économiques dont le programme prévoyait « des protestations contre le marasme des affaires, l'augmentation des impôts, et aussi des pétitions pour le développement des échanges économiques avec tous les pays »<sup>1438</sup>. De même, il était prévu que l'UNITEC (*Association communiste d'ingénieurs et de cadres*),

---

<sup>1430</sup> *Idem.*

<sup>1431</sup> ANF, f. 4AG/68, « Paris, le 26 avril 1952. La Conférence économique de Moscou ».

<sup>1432</sup> *Idem.*

<sup>1433</sup> Numéro 4 dans la *Liste de la participation française à la rencontre économique internationale (Figure)*.

<sup>1434</sup> *Le Provençal* était le quotidien régional de Marseille et du sud-est de la France publié entre 1880 et 1944. En même temps, selon les documents de RG cités ci-dessus, *Le Provençal* fonctionne en 1952. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_Proven%C3%A7al](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Proven%C3%A7al)

<sup>1435</sup> L'adresse de l'édition : 52 rue de Londres à Paris.

<sup>1436</sup> ANF, f. 4AG/68, « Paris, le 26 avril 1952. « La Conférence économique de Moscou ».

<sup>1437</sup> *Idem.*

<sup>1438</sup> *Idem.*

réunirait ses adhérents le 17 mai 1952 à Paris pour étudier les possibilités du commerce Est-Ouest, et l'association « France-URSS » organisera une réunion d'informations de même objet. En province, dans les régions touchées par le chômage, les élus communistes s'employaient à montrer aux chefs d'entreprises tout l'intérêt des débouchés offerts par l'URSS et ses satellites.

A leur retour de Moscou, les délégués français ne restèrent pas inactifs. Certains, comme M. Chauvin<sup>1439</sup> poussés principalement par des mobiles politiques tentaient au cours de réunions publiques d'intéresser les industriels à l'idée même des échanges avec l'Est. La situation difficile de certains secteurs de l'économie française apportait des arguments à la campagne qu'ils ont entreprise en faveur du rapprochement commercial avec le bloc soviétique.<sup>1440</sup>

D'autres, qui n'étaient ni communistes ni même sympathisants considèrent le marché oriental comme un débouché important pour la production nationale. Tel M. Caburo<sup>1441</sup>, président de la *Chambre Patronale de la Coutellerie à Thiers* « qui n'hésita pas « à déclarer [ces considérations] au cours de l'interview qu'il a accordée au journal communiste, la *Patriote de Lyon* ». <sup>1442</sup>

Cette activité de promotions des résultats de la *Conférence de Moscou* effectuée par des groupes et des individus représentant le large spectre de gauche, était-elle alimentée financièrement par Moscou ? Jacques Lamalle, un journaliste français spécialisé dans les affaires agro-alimentaires écrit dans son ouvrage *Le milliardaire rouge* :

« Le parti communiste français a toujours été accusé de recevoir des subsides de l'étranger. En 1948, Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur, avait affirmé publiquement en séance à l'Assemblée nationale l'existence d'envois clandestins de fonds de l'étranger en France en vue de maintenir la publication de la presse communiste. [...] En 1952, des enquêtes judiciaires ordonnées par le gouvernement tentaient de dévoiler le dispositif mis en place par la Banque commerciale de l'Europe du Nord (BCEN) pour approvisionner le PCF et ses filiales. Il n'y eut pas de suite. Aussi en est-on toujours resté aux mêmes suppositions : l'argent de Moscou finance les

---

<sup>1439</sup> Numéro 19 de la *Liste de la participation française à la rencontre économique internationale (Figure 6)*.

<sup>1440</sup> ANF, f. 4AG/68. « Paris, le 21 Mai 1952, Les tentatives de l'URSS pour créer un courant d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest ».

<sup>1441</sup> Numéro 16 de la *Liste de la participation française à la rencontre économique internationale (Figure 6)*.

<sup>1442</sup> ANF, f. 4AG/68. « Paris, le 21 Mai 1952, Les tentatives de l'URSS pour créer un courant d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest ».

campagnes du PCF, affirme-t-on, grâce à la BCEN [...] Personne n'a jamais pu le prouver. »<sup>1443</sup>

Que cette campagne ait été alimentée financièrement par Moscou ou pas, il n'en demeure pas moins que les communistes français et leurs sympathisants de gauche ont milité énergiquement dans cette campagne pour les « prolongements de la *Conférence de Moscou* »<sup>1444</sup>. C'est ce que nous pourrions conclure en observant les documents d'archives à notre disposition. Les documents d'archives des Renseignements généraux notaient que « les résonances économiques et politiques de la *Conférence de Moscou* ne se sont pas atténuées. Beaucoup d'industriels sont attachés à son principe, et le *Parti Communiste* exploite les réactions favorables qu'elle a provoquées »<sup>1445</sup>.

## Conclusion

L'analyse effectuée dans ce chapitre nous permet de suggérer l'hypothèse que le transfert de technologies dans le cadre des deux blocs antagonistes a été réduit au strict minimum voire n'a pas eu lieu entre 1947 et 1953 et que la nature de réaction soviétique à cette situation souligne sa dépendance profonde à l'égard des exportations technologiques des pays occidentaux.

Les chercheurs occidentaux ne sont pas parvenus à un avis définitif sur l'efficacité des restrictions à l'exportation de technologies dans le cadre du *CoCom*. Selon David M. Kemme, « il est toutefois assez difficile de déterminer dans quelle mesure la croissance économique en Union soviétique et en Europe de l'Est a été entravée par les contrôles occidentaux des exportations »<sup>1446</sup>. Josef Brada a observé que les études sur le progrès technologique soviétique dans les années 1950 et au début des années 1960 en Union soviétique attestent que ce dernier était un peu plus rapide qu'aux États-Unis. Depuis lors, les études montrent une forte baisse de la croissance.<sup>1447</sup>

---

<sup>1443</sup> Jacques LAMALLE, *Le milliardaire rouge*, édition du Kindle, p. 197, <https://www.amazon.fr/milliardaire-rouge-Jean-Baptiste-Doumeng-ebook/>. Mis à jour le 14/07/2021.

<sup>1444</sup> ANF, f. 4AG/68, « Paris, le 8 mai 1952. Les prolongements de la *Conférence de Moscou* ».

<sup>1445</sup> *Idem*.

<sup>1446</sup> David M. KEMME, *Technology Markets and Export Controls in the 1990s*, New York, New York university press, cop. 1991, p. 4.

<sup>1447</sup> Josef BRADA, « *The Soviet Union and trade with the West: Soviet-Western Trade and Technology Transfer: An Economic Overview* ». Dans Bruce PARROTT, *Trade, Technology, and Soviet American Relations*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1985.

Dans les années 1980, les niveaux du progrès technologique des économies socialistes ont encore reculé. Selon David M. Kemme (David M. KEMME, *Technology Markets and Export Controls in the 1990s*, New York, New

Quelles que soient les appréciations des historiens contemporains sur les conséquences pour des pays du bloc communiste du blocus technologique dans le cadre du *CoCom*, notre analyse montre que des innovations se repèrent dans le « comportement » de l'URSS quelque temps après la création du *CoCom*. Ainsi de l'organisation de la Conférence dont le coût fut impressionnant ; de la propagande soviétique qui, durant l'organisation de la *Conférence de Moscou et a posteriori*, s'est montrée très efficace et magistralement orchestrée etc.). Derrière ces « innovations », se cache en fait l'aspiration à briser le blocus technologique. L'étude détaillée de la *Conférence* nous a amenée à supposer que c'est pour cette raisons que l'URSS fut extrêmement intéressée à rassembler chez elle de tant d'hommes d'affaires que d'intellectuels étrangers.

Nous n'avons pas obtenu de réponse univoque à la question de savoir si ces efforts de l'URSS ont été couronnés de succès. L'exportation de la technologie occidentale vers l'URSS a été freinée par le *CoCom* pendant plus de cinq décennies (il fut tenu secret et n'a été dissous qu'après l'effondrement de l'URSS). Mais cela ne signifie pas autant que la « libéralisation » des exportations des technologies occidentales vers l'URSS n'ait pas possible qu'après la chute de l'URSS. C'est ce que nous allons observer dans le chapitre suivant en analysant la coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie de 1953 à 1989.

---

York University Press, cop. 1991, p. 4), ce déclin a été causé en grande partie par des inefficacités internes ou systémiques, mais aussi par des politiques économiques malavisées, comme celles qui garantissaient le plein emploi, l'absence d'un système de motivation pour encourager l'innovation dans les entreprises, et les restrictions sur les voyages, qui limitaient l'accès des chercheurs aux technologies étrangères et aux échanges scientifiques.

## **Chapitre VIII. La coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie, 1953-1989**

La Conférence économique internationale de 1952 a montré (même de manière indirecte) que le blocus technologique par l'Occident fut un problème sensible pour l'économie soviétique. On peut constater qu'il en fut de même pour la sidérurgie soviétique qui, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, à l'époque de l'industrialisation des années 1930, puis dans l'après-guerre, était liée aux technologies occidentales.

Dans ce chapitre, se limitant intentionnellement aux relations franco-soviétiques (en choisissant la France comme un exemple de pays occidental), nous allons nous pencher sur la question de savoir si la sidérurgie soviétique dans les deux-trois dernières décennies de l'existence de l'URSS a réussi à se développer dans la cohésion avec l'industrie sidérurgique française. Et si c'est le cas, quels facteurs ont-ils contribué à ce développement ? Quels furent les grands projets franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie ? Ont-ils été bénéfiques à chacun des deux pays participants ?

Pour répondre à ces questions, dans le premier sous-chapitre nous allons analyser la dynamique du développement du système institutionnel de la coopération scientifique, technique et économique franco-soviétique dans les années 1953-1989. Ensuite dans le deuxième sous-chapitre nous étudierons plusieurs cas concrets de projets franco-soviétiques menés dans le domaine de la sidérurgie.

### **A. Le cadre institutionnel de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique franco-soviétique d'après-guerre**

Dans le chapitre précédent, nous avons constaté que jusqu'en 1953 les contacts et les échanges d'équipements et de technologies entre l'URSS et les pays occidentaux furent réduits au minimum.

Le 15 juillet 1953 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'URSS a été signé un accord commercial à long terme qui fut parmi des « premières hirondelles », annonciatrices du dégel poststalinien. Il fut prorogé à nouveau le 30 octobre 1964

par la signature de l'*Accord entre la France et l'URSS relatif aux livraisons réciproques de produits pour la période 1965-1969*<sup>1448</sup> et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969.

Il convient de noter que les accords de 1953 et 1964 ont été signés au niveau ministériel et ne purent modifier les bases mêmes de la coopération globale. C'est ainsi que l'accord de 1964 fut signé à Paris par V. Giscard d'Estaing (anciennement ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances) pour le gouvernement de la République française et par N. Patolitchev<sup>1449</sup> pour le gouvernement de l'URSS.

Des livraisons de produits prévues par l'accord de 1964 s'effectuèrent conformément aux dispositions de l'accord commercial conclu en 1953. Les deux accords précisaient les prix ; ils définissaient les listes d'exportations et d'importations des deux parties. Si hélas, nous n'avons pu trouver aucune information à propos des échanges franco-soviétiques dans la sidérurgie tels qu'envisagé par l'accord de 1953, en revanche, nous en avons pour l'accord de 1964.

Dans la liste des produits à livrer par l'URSS à la France pour les années 1965-1969 figuraient des équipements divers, y compris sidérurgiques. Dans la liste des produits à livrer par la France à l'URSS, une ligne distincte fut réservée aux produits sidérurgiques (*Figure 1*). Toutefois, il n'est pas possible de faire une analyse sur la base de ces statistiques en comparant les flux d'équipements sidérurgiques des pays occidentaux vers l'URSS et vice versa. Les données sont évaluées en différentes unités métriques. Cela étant on peut noter que dans cette période de 1953 à 1966 des échanges des produits sidérurgiques entre la République française et l'URSS furent effectués dans les deux sens et pour des montants très modestes.

*Figure 1. Les statistiques des échanges franco-soviétiques dans la sidérurgie*<sup>1450</sup>, 1965-1969

	1965	1966	1967	1968	1969
Produits à livrer par l'URSS à la France : Équipements divers, y compris sidérurgiques, milliers de francs	2000	3500	4500	9000-29000	13600-33600
Produits à livrer par la France à l'URSS : les produits sidérurgiques laminés, tonnes	15 000	20 000	20 000	20 000	20 000

Après le voyage historique de Charles de Gaulle en URSS en 1966 et la signature d'un accord de coopération scientifique, technique et économique le 30 juin 1966<sup>1451</sup>, un mécanisme

<sup>1448</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « *Accord entre la France et l'URSS relatif aux livraisons réciproques de produits pour la période 1965-1969*, signé à Paris le 30 octobre 1964 ».

<sup>1449</sup> Nikolai Patolitchev, ministre du Commerce extérieur de l'URSS. Il a occupé ce poste de 1958 à 1985.

<sup>1450</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « *Annexe à L'accord entre la France et l'URSS relatif aux livraisons réciproques de produits pour la période 1965-1969* », Liste I, p. 2, Liste II, p. 3.

<sup>1451</sup> « *Texte de l'accord de coopération scientifique, technique et économique de 30 juin 1966* », *Journal Officiel*, le 9 mai 1967, p. 4589.

de livraisons réciproques de produits fut mis en place. Par ailleurs, alors que dans le cadre de l'accord commercial franco-soviétique du 30 octobre 1964, avait été prévue l'organisation d'une *Commission mixte*, elle ne se réunira pour la première que le 4 mai 1966<sup>1452</sup>.

L'accord de 1966 développa encore plus la structure institutionnelle de la coopération scientifique, technique et économique franco-soviétique. Elle comprenait notamment une grande « commission mixte permanente » avec au-dessous d'elle, une « petite commission » : ensemble, elles organisaient et supervisaient la coopération pratique dans les différents domaines, et des réunions annuelles rythmaient bien cette coopération.

Bien que « l'accord commercial du 30 octobre 1964 se soit traduit par un développement important des échanges »<sup>1453</sup>, c'est en 1966 que le cadre institutionnel de la future coopération franco-soviétique a vraiment été élaboré, faisant de la France en Europe occidentale « l'interlocuteur privilégié de l'URSS »<sup>1454</sup>.

#### *L'amélioration des rapports avec la Russie : l'humanisation par des contacts*

Dans les années 1960, dans l'atmosphère de reconnaissance de « l'importance exceptionnelle de la coopération scientifique et technique pour le développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays [la France et l'URSS] »<sup>1455</sup> des tentatives sont faites pour trouver des formules mutuellement avantageuses à la collaboration économique bilatérale, dans un contexte international lui-même ouvert au dialogue. En janvier 1969 Richard Nixon accède à la présidence de Etats-Unis qui « est alors favorable à un rapprochement avec l'Union soviétique »<sup>1456</sup>. La République démocratique de l'Allemagne après la victoire aux élections de 1969 de la coalition social-démocrate-libérale et l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt marquant « le début d'une ère nouvelle en politique extérieure [se montrait] favorable à la détente ».<sup>1457</sup>

---

<sup>1452</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « Note pour le ministre de l'Economie et des Finances faite par la Directions des Relations économiques extérieures, le 25 avril 1966. Objet : Commission mixte franco-soviétique », p. 1.

<sup>1453</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « Protocole relatif aux entretiens qui se sont tenus du 8 au 28 octobre 1966 entre une délégation française et une délégation commerciale et économique soviétique, signé à Paris, le 28 octobre 1966. (Protocole est signé du côté français par Alphand, du côté soviétique par Komarov) », p. 1.).

<sup>1454</sup> Marie-Pierre REY, « Les fruits de la détente dans les relations franco-soviétiques », *Relations Internationales*, n°45, 1986, p. 72, [www.jstor.org/stable/45342373](http://www.jstor.org/stable/45342373). Consulté le 19.06.2021.

<sup>1455</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « Protocole relatif aux entretiens qui se sont tenus du 8 au 28 octobre 1966 entre une délégation française et une délégation commerciale et économique soviétique, signé à Paris, le 28 octobre 1966. (Protocole est signé du côté français par Alphand, du côté soviétique par Komarov) », p. 5.

<sup>1456</sup> Marie-Pierre REY, « Les fruits de la détente dans les relations franco-soviétiques », *Relations Internationales*, n°45, 1986, p. 69, [www.jstor.org/stable/45342373](http://www.jstor.org/stable/45342373). Consulté le 19.06.2021.

<sup>1457</sup> *Idem*.

Selon Alexandre Orlov, ancien ambassadeur soviétique en France, les années 1970 furent « très fécondes sur le plan bilatéral »<sup>1458</sup>. La partie française partageait cette appréciation. Hervé Alphand, diplomate français, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1966 et l'un des signataires du protocole de 1966 à Moscou, notait dans son ouvrage *L'Étonnement d'être, journal 1939 - 1973*<sup>1459</sup> l'amélioration des rapports avec l'URSS qui se caractérisait par de nombreux échanges de délégations et par le désir d'accroître les relations dans tous les domaines conduisant à « l'humanisation par le contact ».<sup>1460</sup>

Ainsi, Hervé Alphand décrit la visite de la délégation soviétique en France à la fin de 1966 :

« Kossyguine vient [11 décembre 1966] de passer dix jours en France. A la fin du séjour, lui, sa fille, ses suivants me paraissent humanisés par le contact avec Paris, Lyon, Toulouse, Grenoble, Rambouillet. Mme Gvishiani se fait coiffer par Alexandre<sup>1461</sup>, Kossyguine sourit, Gromyko parle et plaisante. A Rambouillet, le dernier soir, après la session de travail, dîner à trente dans ce château un peu triste et sombre [...] Nous écoutons la déclaration télévisée de Kossyguine, longue, mal composée, assommante mais évidemment amicale. Nos bons communistes français doivent rager. Ils sont cependant invités à l'ambassade soviétique où le grand de Gaulle serre la main du minuscule Duclos [...] Politique de rapprochement avec les Russes. »<sup>1462</sup>

Dans la suite des années 1960, les taux de croissance économique des pays occidentaux tendent à se différencier : la croissance se ralentit aux Etats-Unis et en RFA et à partir de 1967 l'écart se creuse entre l'Allemagne et la France en pleine expansion.<sup>1463</sup>

Peu de temps après la signature du traité de Rome, un dirigisme éclairé orientait en Europe l'épargne vers les secteurs lourds, les industries de base et les grandes infrastructures de transport, et contrôlait les prix tandis que le taux de croissance annuel du PNB n'était jamais inférieur à 5%. Le commerce international supérieur fut encouragé par « l'amenuisement des

---

<sup>1458</sup> Alexandre ORLOV, *Un ambassadeur russe à Paris : Mémoires* (Documents) (French Edition) (pp. 80-81). Fayard. Édition Kindle.

<sup>1459</sup> Hervé ALPHAND, *L'Étonnement d'être, journal 1939- 1973*. Fayard, 1977. (French Edition). (Fayard) réédition numérique FeniXX. Édition Kindle.

<sup>1460</sup> *Idem*.

<sup>1461</sup> Alexandre de Paris, né Louis Alexandre Albert Raimon est un maître coiffeur français. C'est par lui que la haute couture parisienne donna ses lettres de noblesse à la profession de coiffeur, et Alexandre et de ses équipes purent pénétrer dans les cabines de mannequins lors des défilés et y réaliser des coiffures décidées et agréées à l'avance pour les plus grands couturiers. La très célèbre académie de coiffure Alexandre de Paris, nichée dans l'arrière-cour d'un hôtel particulier avenue Hoche, abrite désormais un véritable salon de coiffure : Le Salon de l'Académie.

<sup>1462</sup> Hervé ALPHAND, *L'Étonnement d'être, journal 1939-1973*, Fayard, 1977, pp. 9110, 9116, 9121. (Édition Kindle).

<sup>1463</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine d'industries*, Paris, Editions Odile Jacobe, 1994, p. 20.



barrières douanières, avec une « Dillon Round » puis d'un « Kennedy Round » au sein du GAAT.<sup>1464</sup>

En France, le développement économique nourri par des « spécialisations les plus prometteuses » permit à l'économie de s'ouvrir à l'extérieur.<sup>1465</sup> Pendant le mandat de George Pompidou, fidèle aux thèses gaulliennes, favorable au progrès économique et à l'esprit d'entreprise, la France a été qualifiée de « Japon de l'Europe ». Elle avait une croissance et des investissements les plus importants parmi les pays développés<sup>1466</sup>. C'est à George Pompidou « qu'on doit la création de grands groupes industriels français »<sup>1467</sup>. Au moment de la présidentielle de Georges Pompidou, d'après Bernard Esambert<sup>1468</sup>, la reconstruction économique de la France d'après-guerre était terminée.

Dès le milieu des années soixante, la politique économique et la politique étrangère sont liées par une dynamique particulièrement spectaculaire. Il suffit d'observer l'environnement des rencontres internationales ou les déplacements des chefs d'Etat, Premiers ministres ou Ministres des Affaires étrangères pour s'en convaincre.<sup>1469</sup>

Le voyage de G. Pompidou à Moscou marque un tournant aussi car c'est la « première fois que des chefs d'entreprises seront associés à un déplacement à l'étranger d'un chef d'Etat français »<sup>1470</sup>. G. Pompidou insistait sur « la nécessité d'un effort important en faveur de l'exportation en convoquant symboliquement à Moscou une quinzaine de grands industriels à l'occasion de l'un de ses déplacements en Union soviétique, afin de les pousser à accélérer la conclusion d'accords commerciaux avec ce pays »<sup>1471</sup>.

### *L'intensification de la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie*

Le 28 avril 1979, lors d'une nouvelle rencontre soviéto-française au sommet, fut signé *le Programme à long terme de développement de la coopération économique, industrielle et*

---

<sup>1464</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>1465</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>1466</sup> Carl MEEUS, Publié le 17/06/2011. <https://www.lefigaro.fr>, consulté le 30/07/2021.

<sup>1467</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine d'industries*, Paris, *op. cit.*, p. 20.

<sup>1468</sup> Polytechnicien (1954) et ingénieur du corps des mines, il occupe différents postes au ministère de l'Industrie puis rejoint le cabinet de Georges Pompidou, alors Premier ministre (1967–1968), puis celui de Maurice Couve de Murville (1968–1969) et enfin, à nouveau, celui de Georges Pompidou devenu président de la République (1969–1974). Il y est alors son conseiller industriel, et ainsi « un des auteurs des grands programmes industriels du pompidolisme »

<sup>1469</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine d'industries*, *op. cit.*, 1994, p. 23.

<sup>1470</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>1471</sup> *Idem.*

*technique entre ces deux pays pour la période 1980-1990.*<sup>1472</sup> L'un des accords obtenus lors de la rencontre soviéto-française au sommet en avril 1979 visait à prendre toutes les mesures pour assurer une croissance ultérieure considérable des échanges commerciaux. L'autre accord prévoyait la fourniture supplémentaire à la France à partir de 1984 de gaz naturel soviétique.<sup>1473</sup>

Les documents d'archives démontrent de manière non équivoque la bonne volonté de la partie soviétique et son « souhait qu'un tel accord [le deuxième accord pluriannuel franco-soviétique sur les exportations françaises de produits sidérurgiques] puisse être conclu »<sup>1474</sup>.

Ainsi, le diplomate Claude Arnaud décrit sa visite à Patolitchev, ministre du Commerce extérieur soviétique :

« J'ai rendu visite le 16 septembre [1983] à M. Patolitchev pour lui remettre la lettre de notre ministre du Commerce extérieur proposant que nous cherchions un accord sur la définition pour les cinq prochaines années du niveau des ventes de produits sidérurgiques français à l'Union soviétique. Le ministre du Commerce extérieur de l'URSS, après avoir pris connaissance des termes du message, en a d'emblée approuvé le principe. Répondant à mon souhait qu'un tel accord puisse être conclu lors de la venue de Mme Cresson<sup>1475</sup> fin novembre prochain, il a estimé ce délai raisonnable. »<sup>1476</sup>

En conformité avec ce *Programme pour la période 1980-1990* et avec toute une série de documents mentionnés ci-dessus, dans la lettre (datée du 22 novembre 1983) du ministre du Commerce extérieur N.S. Patolitchev à son homologue français, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme Edith Cresson, le gouvernement de l'URSS et le gouvernement de la France se fixèrent comme objectif de « multiplier par plus de deux les ventes françaises de produits sidérurgiques en 1984 et d'en poursuivre l'accroissement en 1985 notamment par la vente de tubes de gros diamètre pour gazoducs »<sup>1477</sup>.

Après l'entrée en vigueur en 1983 du deuxième accord pluriannuel franco-soviétique sur les exportations françaises de produits sidérurgiques (il est venu à expiration le 31 décembre 1988) les ventes ont en effet été multipliées par deux (en termes quantitatifs), passant de 330 000 tonnes à 570 000 tonnes (*Figure 2*).

---

<sup>1472</sup> CAEF (à Bercy), carton B0078278, « Paris, le 17 février 1989. La note du Ministre du Commerce Extérieur Jean Marie Rausch ».

<sup>1473</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. La lettre de N.S. Patolitchev au E. Cresson. Moscou, le 22 novembre 1983.

<sup>1474</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Le papier est signé par Claude Arnaud. Le 19 septembre 1983. Objet : Entretien avec M. Patolitchev. Lettre de MME Cresson concernant les ventes de produits sidérurgiques à l'URSS.

<sup>1475</sup> Édith Cresson a tenu le poste du ministre du Commerce extérieur et du Tourisme.

<sup>1476</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Le papier est signé par Claude Arnaud. Le 19 septembre 1983. Objet : Entretien avec M. Patolitchev. Lettre de MME Cresson concernant les ventes de produits sidérurgiques à l'URSS.

<sup>1477</sup> *Idem*.

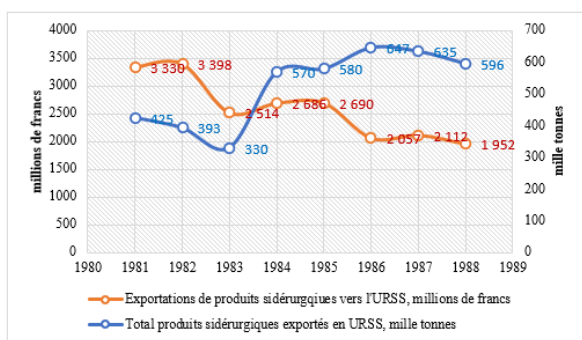


Figure 2. Exportations de produits sidérurgiques français vers l'URSS, 1981-1988<sup>1478</sup>

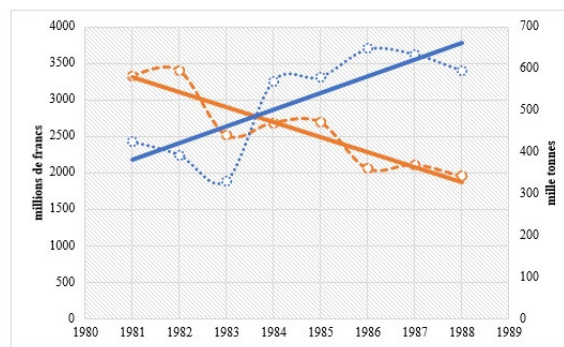


Figure 3. Exportations de produits sidérurgiques français vers l'URSS, 1981-1988<sup>1479</sup>, les courbes de tendance

Cette multiplication doit être considérée comme une avancée spectaculaire. Les ventes des produits sidérurgiques français vers l'URSS ont continué d'augmenter jusqu'en 1986, mais à un rythme plus lent. Toutefois, les prix de vente baissaient régulièrement alors que leurs volumes augmentaient (la Figure 3 montre une divergence caractéristique des courbes de tendance de prix et de volumes des ventes). Cela ne pouvait que contrarier la partie française et ne pouvait pas rester en l'état longtemps.

Pourquoi les prix ont-ils baissé ? Plusieurs facteurs ont joué. Mais en premier lieu, il y avait un « manque de disponibilités en devises de l'URSS »<sup>1480</sup>. À partir de début de l'année 1986 les prix du pétrole sur le marché mondial ont été divisés par quatre en termes réels. L'Union soviétique restant l'exportateur principal de ce produit perdait annuellement 20 milliards de dollars de recettes d'exportation et sa dette extérieure atteignait 50 milliards de dollars.<sup>1481</sup> Dans ces conditions l'URSS avait du mal à s'acquitter de ses engagements dans le cadre convenu.

En même temps, de l'autre côté du spectre, du côté des fournisseurs français de produits sidérurgiques vers l'URSS, deux tendances contradictoires se dessinèrent. D'une part, on observait « la concurrence acharnée [...] pour sauvegarder en URSS des parts de marchés qui

<sup>1478</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le ministre du Commerce extérieur. Le 3 février 1989.

<sup>1479</sup> *Idem*.

<sup>1480</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Les notes du ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme (en la personne d'Alain Bonneville, adjoint du Délégué aux Affaires Internationales) au directeur des Relations économiques extérieures (à l'attention de Mme Laurence Dors). Objet : Respect par l'URSS des engagements d'Achats à la France de produits sidérurgiques et de produits chimiques. Le 5 décembre 1986.

<sup>1481</sup> Lancement à la HSE de l'ouvrage de Iegor Gaïdar *La chute de l'empire*, le 14 juin 2006, pp. 16-17. <http://gaidar-arc.ru/file/bulletin-1/DEFAULT/org.stretto.plugins.bulletin.core.Article/file/1714>

a abouti à des acceptations de prix très bas »<sup>1482</sup> et d'autre part, la recherche d'une plus grande rentabilité et des marchés plus rémunérateurs « suite de la reconstruction au niveau européen »<sup>1483</sup>.

La signature d'un accord prévoyant une augmentation aussi radicale des exportations françaises de produits sidérurgiques vers l'URSS, obligeait à effectuer des démarches politiques « non conventionnelles » visant à prévenir les objections à l'encontre du projet d'accord de la part de « Bruxelles ».

Ainsi, ces objections furent exprimées dans la lettre envoyée le 27 octobre 1983 (« suite à la réunion tenue à Matignon le 26 octobre sous la présidence de Patrick Lefas<sup>1484</sup> »<sup>1485</sup>) par François Scheer, directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures, à Michel Delebarre, directeur de cabinet du Premier ministre. Tout en reconnaissant les avantages de l'accord, F. Scheer attirait également « l'attention des services du Premier ministre sur les risques politiques et juridiques sérieux que pourrait entraîner la signature par le ministre du Commerce extérieur et du Tourisme d'un document commun avec les autorités soviétiques »<sup>1486</sup>. Un tel document, selon F. Scheer, ne manquerait pas d'être considéré comme incompatible avec les obligations communautaires de la France :

« Un tel accord serait, pour les produits CEE<sup>1487</sup> qui représentent environ les 2/3 des exportations envisagés contraire à l'article 113 du traité<sup>1488</sup> et pour les produits CECA,

---

<sup>1482</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Les notes du ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme (en la personne d'Alain Bonneville, adjoint du Délégué aux Affaires Internationales) au directeur des Relations économiques extérieures (à l'attention de Mme Laurence Dors). Objet : Respect par l'URSS des engagements d'Achats à la France de produits sidérurgiques et de produits chimiques. Le 5 décembre 1986.

<sup>1483</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Les notes du ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme (en la personne d'Alain Bonneville, adjoint du Délégué aux Affaires Internationales) au directeur des Relations économiques extérieures (à l'attention de Mme Laurence Dors). Objet : Respect par l'URSS des engagements d'Achats à la France de produits sidérurgiques et de produits chimiques. Le 5 décembre 1986.

<sup>1484</sup> Patrick Lefas, chargé de mission au cabinet du premier ministre (1981-1984)

<sup>1485</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. François Scheer, directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures à Michel Delebarre, directeur de cabinet du Premier ministre. Paris, le 27 octobre 1983.

<sup>1486</sup> *Idem.*

<sup>1487</sup> CEE – la *Communauté Economique Européenne*.

<sup>1488</sup> « Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de la Communauté ». Dans Traité instituant la Communauté européenne (version consolidée Nice) - Troisième partie : Les politiques de la communauté - Titre IX : La politique commerciale commune - Article 133 - Article 113 - Traité CE (version consolidée Maastricht) - Article 113 - Traité CEE

*Journal officiel n° C 325 du 24/12/2002 p. 0090 - 0091*

*Journal officiel n° C 340 du 10/11/1997 p. 0237 - version consolidée*

*Journal officiel n° C 224 du 31/08/1992 p. 0044 - version consolidée*

*(traité CEE - pas de publication officielle disponible)*

*En ligne : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12002E133>*

contraire à l'article 75 du traité CECA<sup>1489</sup> qui impose aux Etats membres la consultation préalable de la Commission avant toute signature d'un accord avec un pays tiers. »<sup>1490</sup>

Ce problème de la « cohésion » par rapport à la politique communautaire « né de la décision « politique » de libérer les importations soviétiques »<sup>1491</sup> apparut au début des années 1970 alors que le rythme des libéralisations opérées par l'Etat français en matière des relations commerciales franco-soviétiques, très rapide jusqu'en 1972, commençait à se ralentir.

Malgré divers obstacles, tant la France que l'URSS démontrèrent leur désir de développer le commerce dans le domaine de la sidérurgie à un « rythme » très intense.

À partir de janvier 1984 dans le cadre de l'accord entre la centrale soviétique *Soyuzgaz Export* et la firme française *Gaz de France* des livraisons de gaz naturel à la France prirent place. Dans la lettre du ministre du Commerce extérieur et du tourisme Edith Cresson envoyée le 2 février 1984 à son homologue soviétique N. D. Komarov, premier vice-ministre du Commerce extérieur de l'URSS, il était noté que « compte tenu de l'échange de lettres signées le 22 novembre 1983 à Moscou, prévoyant le développement des ventes françaises à l'URSS de produits sidérurgiques pendant la période 1984-1985 »<sup>1492</sup>, le gouvernement français et l'URSS « se sont fixé l'objectif d'atteindre un volume de ventes françaises de produits sidérurgiques à l'URSS de 900 000 tonnes en 1985 et de 1 200 000 tonnes par an pour les années 1986-1988 »<sup>1493</sup>.

Les perspectives des échanges franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie semblaient très prometteuses. Si l'accord conclu en novembre 1983 entre E. Cresson et N. Patolitchev prévoyait un doublement des exportations de produits sidérurgiques en 1984 (soit 600 000 tonnes environ), l'échange de lettres en date du 2 novembre 1984 intervenu à l'occasion de la visite en France d'Arkhipov<sup>1494</sup> fixait définitivement les objectifs suivants dans le cadre du rééquilibrage des échanges franco-soviétiques : 900 000 tonnes en 1985 et

---

<sup>1489</sup> CECA ou la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* était une organisation internationale fondée sur le traité de Paris, entré en vigueur le 23 juillet 1952. Elle n'existe plus depuis le 23 juillet 1992.

<sup>1490</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. François Scheer, directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures à Michel Delebarre, directeur de cabinet du Premier ministre. Paris, le 27 octobre 1983.

<sup>1491</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 120.

<sup>1492</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. La lettre du ministre du Commerce extérieur et du tourisme Edith Cresson envoyée le 2 février 1984 à son homologue soviétique N. D. Komarov.

<sup>1493</sup> *Idem.*

<sup>1494</sup> Premier vice-premier du Conseil des Ministres de l'URSS.

1 200 000 tonnes par an de 1986 à 1988 « compte tenu notamment de l'achat de tubes de 56 pouces de diamètre pour gazoducs »<sup>1495</sup>.

Le 24 mai 1985 à Moscou un accord fut conclu entre « la centrale d'achat « Promsyrimport » et la société *Usinor*. Il fut signé par le président-directeur général d'*Usinor* R. Loubert et le directeur-général de *Promsyrimport* G.S. Afanasiev. Le vendeur s'engageait à vendre en 1986 et 1987 les quantités annuelles suivantes<sup>1496</sup> :

	1986, tonnes	1987, tonnes
Plaques pour tubes	60 000	100 000
Tôles laminées à froid	100 000	100 000
Coils à chaud pour tubes 56'' multicouches	30 000	30 000
Tubes jusqu'à 48''	250 000	250 000
Tubes de 56''	150 000	300 000
Tôles laminées à chaud	30 000	30 000
Environ	620 000	810 000

Le 17 janvier 1986, cet accord fut élargi « à la gamme nouvelle couverte par *Usinor* et en particulier aux tôles magnétiques et électriques, aux tôles inox laminées à chaud et à froid, aux tôles lourdes »<sup>1497</sup>. Ce protocole entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1986 et prit fin le 31 décembre 1990. Il se substitue au Protocole signé le 24 mai 1985 pour les années 1986 et 1987.<sup>1498</sup>

« Le vendeur s'engage à acheter certains équipements à la V/O *Machinoexport* pour un montant de 15 millions de francs français par an »<sup>1499</sup>. Il s'agissait de la part de l'URSS d'une manifestation de sa volonté de diminuer son déficit commercial.

Les exportations sidérurgiques françaises vers l'URSS furent effectuées par les sociétés françaises suivantes : *GTS Industries*, *Usinor Export*, *Ascométal* du groupe *Sacilor*, *Vallourec*.<sup>1500</sup>

Toutefois, malgré la signature des accords, l'objectif fixé dans l'engagement intergouvernemental qui concernait les produits sidérurgiques prévus pour des exportations

<sup>1495</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le Cabinet du Ministre (Sur le papier en tête du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur). Le 6 septembre 1985. Objet : Exportations françaises de produits sidérurgiques en URSS. Pièces jointes : échange de lettres du 22 novembre 1983 entre Mme Cresson et M. Patolitchev. Echange de lettres du 2 février 1984 entre Mme Cresson et M. Komarov.

<sup>1496</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290.

<sup>1497</sup> *Idem*.

<sup>1498</sup> *Idem*.

<sup>1499</sup> *Idem*.

<sup>1500</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Les notes du ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme (en la personne d'Alain Bonneville, adjoint du Délégué aux Affaires Internationales) au directeur des Relations économiques extérieures (à l'attention de Mme Laurence Dors). Objet : Respect par l'URSS des engagements d'Achats à la France de produits sidérurgiques et de produits chimiques. Le 5 décembre 1986, p. 1.

françaises (en 1985 de 900 000 tonnes et de 1 200 000 tonnes par an de 1986 à 1988) ne fut réalisé qu'à hauteur de 70% en 1985 et encore moins en 1986.

La partie soviétique a eu beau jeu de faire savoir que le non-respect en 1986 de l'arrangement intergouvernemental n'était pas de son fait. De façon générale, les prix pratiqués étaient « très en deçà des prix mondiaux, ce qui conduit les producteurs à fournir en priorité les marchés américain et européen »<sup>1501</sup>. Des appels d'offres correspondants ont été effectivement présentés aux sociétés françaises privées pour qui la question de la rentabilité était une priorité primordiale et qui « n'y ont pas répondu [à ces appels d'offres] en raison des prix extrêmement bas offerts par l'URSS »<sup>1502</sup> (prix inférieurs de 9% en 1986 par rapport à 1985<sup>1503</sup>).

Quelles ont été les conséquences de ce déséquilibre de prix pour les relations franco-soviétiques ?

#### *La réduction des échanges franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie*

La sidérurgie a fait partie intégrante de la coopération bilatérale franco-soviétique jusqu'en 1988. Dans l'organigramme des institutions de la coopération scientifique, technique et économique franco-soviétique des années 1953-1989 (*Figure 4*) le groupe de la sidérurgie est présenté parmi les autres groupes sectoriels dont les activités et l'objectif principal étaient la signature de contrats industriels.

En même temps, les différences dans la composition des groupes sectoriels français et soviétiques qui reflétaient les structures socio-économiques radicalement différentes des deux pays finirent par poser problème. Tandis que du côté soviétique l'État siégeait au sein des groupes, du côté français on comptait dans les groupes sectoriels tant des représentants de l'État français que des représentants des grandes entreprises publiques et privées. Aussi, en dépit du rôle très actif que les groupes sectoriels voulaient jouer dans le développement de la coopération industrielle bilatérale, leur hétérogénéité structurelle conduisit à de l'inertie et à des lenteurs.

---

<sup>1501</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le Cabinet du ministre (sur le papier en tête du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur). Le 6 septembre 1985. Objet : Exportations françaises de produits sidérurgiques en URSS. Pièces jointes : échange de lettres du 22 novembre 1983 entre Mme Cresson et M. Patolitchev. Echange de lettres du 2 février 1984 entre Mme Cresson et M. Komarov, p. 2.

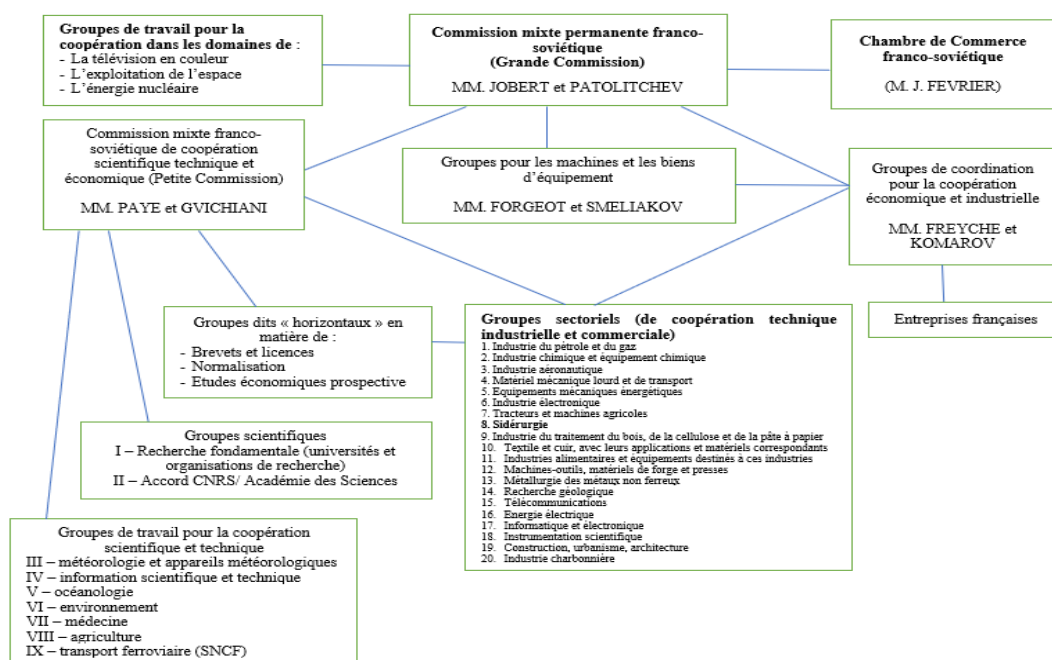
<sup>1502</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Les notes du ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme (en la personne d'Alain Bonneville, adjoint du Délégué aux Affaires Internationales) au directeur des Relations économiques extérieures (à l'attention de Mme Laurence Dors). Objet : Respect par l'URSS des engagements d'Achats à la France de produits sidérurgiques et de produits chimiques. Le 5 décembre 1986.

<sup>1503</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le Cabinet du ministre (sur le papier en tête du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur). Le 6 septembre 1985. Objet : Exportations françaises de produits sidérurgiques en URSS. Pièces jointes : échange de lettres du 22 novembre 1983 entre Mme Cresson et M. Patolitchev. Echange de lettres du 2 février 1984 entre Mme Cresson et M. Komarov, p. 2.

Dans certains cas, en particulier dans le projet de coopération sidérurgique de *Fos-sur-mer*, les différences de vue apparues entre fonctionnaires du ministère de l'Économie et des Finances et sidérurgistes de la *Sollac* amenèrent même à l'échec du projet, on y reviendra plus loin.

La Grande et la Petite Commission ainsi que les groupes sectoriels ont joué un rôle capital dans la coopération scientifique et technologique franco-soviétique. Ainsi, le groupe « Brevets et Licences » attaché à la Petite Commission contribua à simplifier les formalités relatives au dépôt des brevets en renforçant en même temps la protection réciproque de la propriété industrielle. Quant à la Chambre de Commerce, fondée en 1967, elle fit figure d'intermédiaire en apportant une aide pratique, quotidienne, à ses adhérents français et soviétiques.

Figure 4. La structure de la coopération scientifique, technique et économique franco-soviétique avant 1989<sup>1504</sup>



La coopération franco-soviétique connut une nouvelle impulsion après la visite de M. Gorbatchev à Paris en juillet 1989. Le 4 juillet, le secrétaire général du Comité central du PCUS, président du Soviet suprême de l'URSS, M. Gorbatchev se rendit à Paris en visite officielle à l'invitation du président de la République française F. Mitterrand.

<sup>1504</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le ministre d'Etat. Le 10 janvier 1990. Objet : Réforme des structures de coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre la France et l'Union Soviétique.



Dans le cadre de cette visite, le Premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS L. A. Voronine, du côté soviétique, et Pierre Bérégovoy<sup>1505</sup>, ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget ainsi que le ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire Roger Fauroux et le ministre de l'Agriculture et de la Forêt Henri Nallet, du côté français, signèrent la *Déclaration sur les principes de la coopération du 5 juillet 1989* qui prévoyait la réorganisation de mécanismes de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique bilatérale entre l'URSS et la France.<sup>1506</sup>



Figure 5 : Signature de la *Déclaration franco-soviétique sur les principes de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique* (la délégation française à la table des négociations).<sup>1507</sup>

À cette occasion, les chefs d'Etat des deux pays décidèrent de simplifier le fonctionnement et la nature des structures de coopération bilatérales qui s'étaient alourdies depuis 1966. Les deux parties furent convenues de créer un organe unique de coopération intitulée désormais *Commission intergouvernementale de coopération économique, industrielle, scientifique et technique*. Cette Commission devait coordonner l'activité des groupes sectoriels qui connurent de grandes modifications : leur nombre fut réduit, une plus grande synergie fut recherchée entre les travaux scientifiques et techniques et l'activité industrielle et commerciale.

<sup>1505</sup> Capitaine russe blanc et menchevik, Adrian Berehovoy émigre en 1920 après la Révolution d'octobre, vit un an en Pologne, puis deux ans en Allemagne, avant de s'installer en 1923 en France. Il devient ouvrier métallurgiste à Déville-lès-Rouen quand il y épouse, le 11 avril 1925, Irène Baudelin, puis tient un café-épicerie. Il obtient sa naturalisation française en 1930. Dans Doan Bui et Isabelle Monnin. *Ils sont devenus français. Dans le secret des archives*. [Paris] : Points, DL 2011.

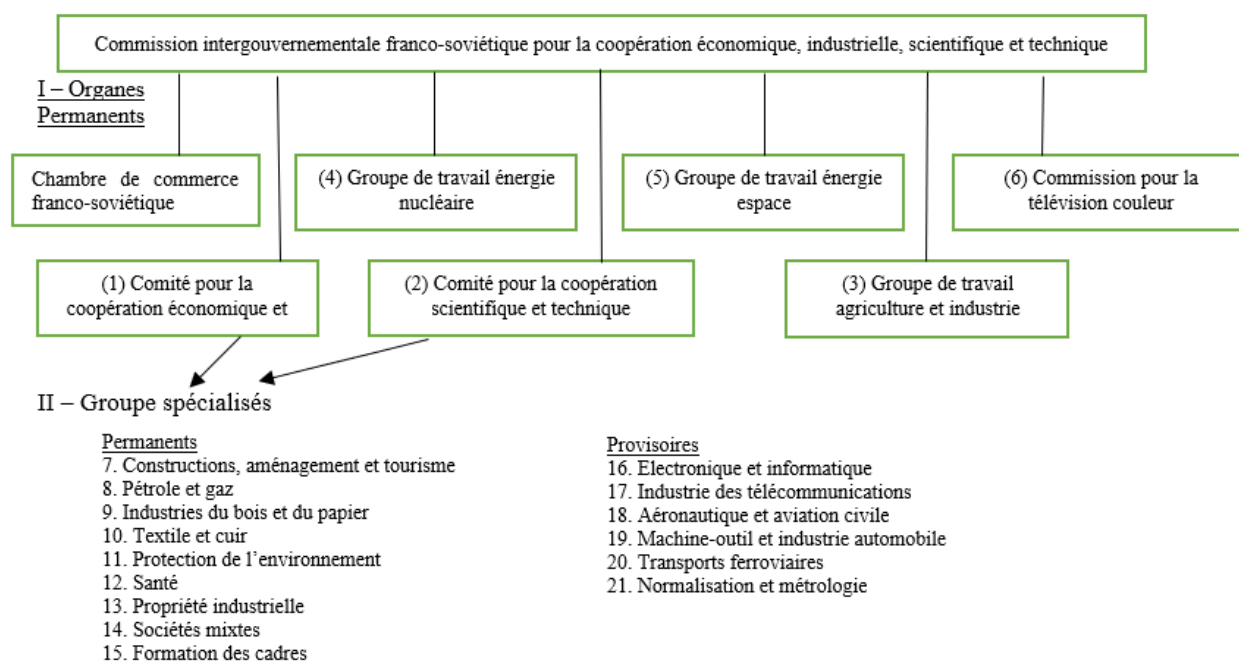
<sup>1506</sup> *La visite de M. S. Gorbatchev en France, 4-5 juillet 1989 : Documents et matériaux* (Vizit M. S. Gorbačeva vo Franciû, 4-5 iulâ 1989 : Dokumenty i materialy), Moscou, Politizdat, 1989, p. 51.

<sup>1507</sup> *Ibid.*, p. 62.

Par la suite, cette réforme a été fixée dans ses grandes lignes par *l'Accord de coopération économique, industrielle, scientifique et technique* signée le 15 janvier 1990 par Beregovoy et Voronine, co-présidents de la nouvelle commission mixte<sup>1508</sup>.

La structure définitive de la *Commission intergouvernementale* fut décidée le 26 mars 1990 lors de la première session de la nouvelle Commission. Dans le Protocole de la première session de la *Commission intergouvernementale franco-soviétique de coopération économique, industrielle, scientifique et technique* qui s'est tenue à Moscou les 26 et 27 mars 1990, ne figure plus parmi les groupes sectoriels permanents et provisoires, celui de la sidérurgie (*Figure 6*).

*Figure 6.* Structure de la Commission intergouvernementale franco-soviétique après la réorganisation de 1989<sup>1509</sup>



D'après les notes du ministère français des Affaires étrangères destinées à la réunion des présidents des groupes sectoriels franco-soviétiques, tous les groupes sectoriels furent classés dans quatre catégories ainsi énoncées : « les groupes à dominante commerciale déjà assurée» (pétrole et gaz, construction/aménagement, textiles et cuirs, agro-alimentaire), « les groupes

<sup>1508</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Le directeur des relations économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères Remond (Olivier) écrit le 24 janvier 1990 à Bernard Trentini, président du Groupe Sectoriel franco-soviétique « Sidérurgie », Association Technique de la Sidérurgie française. 196, Le Parvis 92072 Paris, la Défense CEDEX 35.

<sup>1509</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note pour le ministre d'Etat. Le 10 janvier 1990. Objet : Réforme des structures de coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre la France et l'Union Soviétique.

dont l'activité est entravée par les restrictions *CoCom* » (télécommunications, informatique et électronique, aéronautique, machines-outils), «les groupes en sommeil» (recherche géologique, industrie charbonnière, tracteurs et machines agricoles) ainsi que les groupes « dans lesquels la vocation commerciale reste embryonnaire » (sidérurgie, industrie électrotechnique, énergie électrique, transports ferroviaires).<sup>1510</sup>

L'objectif de la réorganisation des groupes sectoriels était d'introduire une plus grande souplesse dans le dispositif en évitant la pérennisation des structures inadaptées à travers le réexamen périodique de l'activité des groupes »<sup>1511</sup>. La sidérurgie dans cette logique « réorganisationnelle » fut rangée parmi les groupes « dans lesquels la vocation commerciale reste embryonnaire »<sup>1512</sup>. Mais la partie soviétique proposa finalement de ne plus le rattacher à la Commission intergouvernementale. Le président de la partie française, pour aller dans le sens des propositions soviétiques visant à alléger et à simplifier les structures de la coopération, accepta cette proposition<sup>1513</sup>.

Ainsi, les deux parties étaient convenues que le groupe sectoriel *Sidérurgie* n'existerait plus dans la structure institutionnelle franco-soviétique. Des explications supplémentaires ont été données le 31 janvier 1989 par le président du groupe *Sidérurgie* Bernard Trentini<sup>1514</sup>. En fait le groupe était selon lui déjà en déclin : le séminaire du groupe d'experts français en URSS pour travailler sur *L'automatisation de la conduite des hauts fourneaux* prévu en mai/juin 1988 n'avait pas eu lieu ; la proposition d'une visite d'une délégation française en URSS (visite du Combinat sidérurgique de Tcherepovetsk et de l'Institut Tchermetenergootchistka de Kharkov) pour le travail sur *Les études des mesures propres à lutter contre les rejets néfastes dans l'atmosphère et contre la pollution des eaux, et l'utilisation des sous-produits et déchets*

---

<sup>1510</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note sur les groupes sectoriels franco-soviétiques, faite à Paris le 27 septembre 1989. Le ministère des Affaires étrangères, direction d'Europe, Annexe. Bilan de l'activité des groupes à vocation totalement ou partiellement économique.

<sup>1511</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note (du ministère des Affaires étrangères) pour la réunion des Présidents des groupes sectoriels franco-soviétiques. Paris, le 31 janvier 1989, p.2.

<sup>1512</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note sur les groupes sectoriels franco-soviétiques, faite à Paris le 27 septembre 1989. Le ministère des Affaires étrangères, direction d'Europe, Annexe. Bilan de l'activité des groupes à vocation totalement ou partiellement économique.

<sup>1513</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Le directeur des relations économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères Remond (Olivier) écrit le 24 janvier 1990 à Bernard Trentini, président du Groupe Sectoriel franco-soviétique « Sidérurgie », Association Technique de la Sidérurgie française. 196, Le Parvis 92072 Paris, la Défense CEDEX 35.

<sup>1514</sup> Bernard Trentini, président du Groupe Sectoriel franco-soviétique « Sidérurgie », président de l'Association Technique de la Sidérurgie française située : 196, Le Parvis 92072 Paris, la Défense CEDEX 35.

*sidérurgiques* n'avait pas eu de suite etc.<sup>1515</sup> De surcroît, la 20<sup>ème</sup> session initialement prévue en URSS au 2<sup>ème</sup> trimestre 1988 avait été reportée en 1989.<sup>1516</sup>

Dans leur lettre du 2 février 1989 au directeur des Relations économiques extérieures du ministère du Commerce extérieur B. Trentini et Claude Beernaert (respectivement président et secrétaire du groupe sectoriel *Sidérurgie* franco-soviétique) soulignaient que « l'examen de cette liste [de l'activité du groupe en 1988] montre que les échanges franco-soviétiques sont restés en 1988 très modestes, et que les différents secteurs, tant du côté français que du côté soviétique ont montré peu d'intérêt à les poursuivre »<sup>1517</sup>. Et Bernard Trentini de conclure que: « l'intérêt de la coopération scientifique avec l'URSS est limité, car la technique soviétique est très en retard »<sup>1518</sup>.

Après l'expiration le 31 décembre 1988 du deuxième accord pluriannuel franco-soviétique sur les exportations françaises de produits sidérurgiques, le nouvel accord ne fut pas renouvelé. Par conséquent, on peut considérer 1989 comme la date à laquelle la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie a pris fin définitivement.

La suppression de la commission sectorielle sidérurgique en 1989 de la structure institutionnelle de la coopération franco-soviétique a signifié à la fois l'arrêt des exportations des produits sidérurgiques français vers l'URSS et l'interruption des contacts scientifiques. La question se pose de savoir pourquoi la tendance à la hausse de ces contacts qui s'est amorcée après 1966 et a culminé en 1984-1985, s'est inversée jusqu'à s'interrompre définitivement en 1989. Les baisses de prix ont joué leur rôle bien évidemment. Mais d'autres facteurs sont également intervenus comme on va le voir ci-dessous.

Dans le sillage des relations franco-soviétiques en matière de technologies, en particulier, ainsi que sur le *Grand échiquier*<sup>1519</sup> (selon la terminologie de Z. Brzezinski) l'URSS s'est vu attribuer le rôle de fournisseur de ressources naturelles, en particulier, du gaz de Sibérie

---

<sup>1515</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. La lettre de B. Trentini et Claude Beernaert (le président et le secrétaire du Groupe sectoriel « Sidérurgie » franco-soviétique) au Directeur des Relations économiques extérieures du ministère du Commerce extérieur. Paris, le 2 février 1989. (Le document est sur le papier en tête de l'Association technique de la sidérurgie française).

<sup>1516</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note (du ministère des Affaires étrangères) pour la réunion des Présidents des groupes sectoriels franco-soviétiques. Paris, le 31 janvier 1989, p. 5.

<sup>1517</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. La lettre de B. Trentini et Claude Beernaert (le président et le secrétaire du Groupe sectoriel « Sidérurgie » franco-soviétique) au Directeur des Relations économiques extérieures du ministère du Commerce extérieur. Paris, le 2 février 1989. (Le document est sur le papier en tête de l'Association technique de la sidérurgie française).

<sup>1518</sup> CAEF (à Bercy), carton 0078290. Note (du ministère des Affaires étrangères) pour la réunion des Présidents des groupes sectoriels franco-soviétiques. Paris, le 31 janvier 1989, p. 5.

<sup>1519</sup> Zbigniew BRZEZINSKI, *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde* [« The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives »], Bayard, coll. « Actualité », 1997.

occidentale. L'URSS était-elle à l'aise avec ce rôle de fournisseur de ressources naturelles, *a priori* épuisables, ce qui, à long terme, risquerait d'aboutir à l'impasse de la « malédiction des ressources » ?

*Se voir attribuer le rôle de fournisseur de ressources naturelles : causes et conséquences*

Le fait est que la totalité des opérations au bénéfice de l'industrie soviétique de 1967 à 1974 (la période de la détente) « n'a représenté en valeur que le cinquième du montant annuel des contrats signés au profit de l'industrie française »<sup>1520</sup>. En se référant aux statistiques des contacts économiques franco-soviétiques du début des années 1970, on peut voir que la France a souvent joué le rôle de fournisseur d'équipement et de technologies. Parmi les grands projets franco-soviétiques, il convient de citer: le contrat entre *Renault* et les organismes soviétiques sur l'usine de camions de la Kama ; le complexe de cellulose d'Oust-Ilimsk (les fournitures des équipements français et les livraisons de cellulose à la France) ; l'exploitation de la mine de cuivre d'Oudokhan et du gisement du nickel de Bourouktal ; la participation française au transport et à la livraison du gaz liquéfié soviétique en Europe ; les ventes des équipements pour l'industrie gazière soviétique. Dans le même temps, l'URSS vendit à la France 2,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an pendant 20 ans à partir de 1976 (ces ventes devraient atteindre un montant annuel de 250 millions de francs, conformément aux termes de l'accord-gaz du 6 août 1971).<sup>1521</sup>

Manifestement, tous les projets mentionnés étaient destinés à exporter des ressources naturelles (pâte à papier, cuivre, gaz) depuis l'URSS. La partie française dans ces accords fournissait la technologie tandis que la partie soviétique en était le bénéficiaire. Mais la partie française jouait aussi dans le cadre de ces relations un rôle d'investisseur pour les projets de ressources dans lesquels elle était intéressée cimentant ainsi le paradigme de la dépendance de l'URSS vis-à-vis de ces ressources. Pour ainsi dire, « les fournitures françaises de biens d'équipement » furent financées par des crédits. En d'autres termes, les exportations technologiques françaises vers l'URSS furent soutenues principalement par des prêts français. Cela, de toute vraisemblance, convenait à l'URSS qui pouvait se permettre de recevoir la

---

<sup>1520</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *op.cit.*, p. 156.

<sup>1521</sup> CAEF (à Bercy), carton B44153.

technologie occidentale et de la payer en disposant de ressources naturelles, sans avoir à chercher ses propres investissements.

Les auteurs de l'ouvrage *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* affirment que la partie la plus difficile de la négociation sur la fourniture d'équipements pour les gazoducs porta sur les conditions commerciales définies par le prêt.

« Par conséquent, parallèlement au consortium allemand dirigé par la *Deutsche Bank AG*, l'Union soviétique a négocié avec des associations similaires de France, de Belgique, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Italie et même du Japon. Un consortium de banques françaises dirigé par le *Crédit Lyonnais*, établissement public, a proposé à l'Union soviétique un prêt de 16,5 milliards de francs (environ 3,7 milliards de dollars) pour acheter des équipements aux fabricants français. La banque belge *Société Générale*, comme les médias de l'époque le rapportent, proposait de prêter environ 1 milliard de dollars et le même montant à la banque néerlandaise *ABN*. Le gouvernement italien envisageait un prêt de 4 milliards de dollars et 3 milliards de dollars devaient être prêtés par l'*Eximbank* japonaise pour l'achat de tuyaux japonais. »<sup>1522</sup>

Il convient de noter un détail important sur le financement des exportations de produits sidérurgiques français vers l'URSS envisagé par l'accord de 1964<sup>1523</sup> ainsi que par des dispositifs de l'accord de 1966 (tous les deux sont mentionnés au début de ce sous-chapitre).

Au cours des négociations qui aboutirent à la conclusion de l'accord du 30 octobre 1964 entre la France et l'URSS relatif aux livraisons réciproques de produits pour la période 1965 - 1969, le gouvernement français accepta que ces ventes soient financées de la façon suivante. Pour la moitié de ces ventes<sup>1524</sup> (à concurrence de 1780 millions de francs) « les fournitures françaises de biens d'équipement [...] bénéficieront de crédits pour une durée de 7 ans, après la fin des livraisons ou après la mise en marche des usines, selon ce qui était prévu dans les contrats »<sup>1525</sup>. Pour le solde, soit 1780 millions de francs, « les ventes de biens d'équipement

---

<sup>1522</sup> A. I. GRIVACĀ, K. V. SIMONOV, *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* (Velikaâ gazovaâ vojna. Polveka bor'by SŠA protiv Evropy), *op. cit.*, p. 77.

<sup>1523</sup> Ce détail était un élément nécessaire de presque tous les contrats franco-soviétiques.

<sup>1524</sup> Dans l'accord fut prévu que les ventes des biens d'équipement français atteindront 3 560 millions de francs. Dans CAEF (à Bercy), carton B44154, « La lettre du 30 octobre 1964 signée par le président de la délégation française V. Giscard d'Estaing envoyée au président de la délégation soviétique Patolitchev ».

<sup>1525</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « La lettre du 30 octobre 1964 signée par le président de la délégation française V. Giscard d'Estaing envoyée au président de la délégation soviétique Patolitchev ».

Notes : L'ensemble des opérations prévues des crédits de 7 ans sera admis au bénéfice de la garantie du gouvernement français selon les règles habituelles de l'assurance-crédit. La procédure française de crédit-acheteur implique l'émission d'un crédit accordé à l'acheteur par la banque du fournisseur pour financer des exportations dans le cadre des garanties accordées par l'une des compagnies françaises d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE, Bpifrance). Les banques françaises autorisées à accorder les crédits mis à disposition des exportateurs français furent la *Banque de Paris, des Pays-Bas, l'Union Européenne Industrielle et Financière*, la *Société Générale*, le *Crédit Lyonnais*. Les dernières, d'une part, et la *Banque pour le Commerce extérieur de l'URSS*, d'autre part, bénéficièrent donc de cette garantie du gouvernement français pour la durée de 7 ans.

français seront payables au comptant ou financées par des crédits d'une durée limitée à 5 ans »<sup>1526</sup>.

Dans ce cas, l'affirmation selon laquelle les conséquences de la malédiction des ressources pour le pays et la négligence des percées technologiques étaient connues des dirigeants de l'État soviétique, est évidente. Ont-ils essayé de changer l'état des choses ou la tentation de se satisfaire par la rente naturelle fut-elle si grande que les conséquences ont été négligées ? L'analyse des études de cas de la coopération franco-soviétique dans les projets sidérurgiques donne des éléments de réponse supplémentaires.

### **B. Etude de cas de projets franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie**

L'analyse des deux exemples de la coopération franco-soviétique du gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » et du projet *Fos-sur-mer* permet de clarifier la situation.

#### *Le gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod »*

L'un des exemples les plus significatifs de la coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie fut la construction d'un gazoduc reliant la Sibérie occidentale à l'Europe dont le démarrage eut lieu en août 1983<sup>1527</sup> (des travaux du projet ont été initiés bien avant). Les hydrocarbures (gaz et pétrole) étaient les principaux produits d'exportation de l'URSS qui lui permettaient d'obtenir des devises fortes et d'acheter à l'Ouest aussi bien des technologies que des produits alimentaires. Par ailleurs, de nombreux articles nécessaires à la construction d'un gazoduc ne pouvaient être fournis que par des pays occidentaux (toute une série d'équipements et de technologies de pointe pour le transport et le traitement du gaz ainsi que les tuyaux sans soudure de grand diamètre qui n'étaient pas produits en URSS). L'URSS les achetait à l'Occident et en France en particulier.

---

<sup>1526</sup> CAEF (à Bercy), carton B44154, « La lettre du 30 octobre 1964 signée par le président de la délégation française V. Giscard d'Estaing envoyée au président de la délégation soviétique Patolitchev ». Le devoir à examiner « les conditions de crédit applicables aux contrats de biens d'équipement » fut imposées à la *Commission mixte*. Dans CAEF (à Bercy), carton B44154, « Note pour le ministre de l'Economie et des Finances faite par la Directions des Relations économiques extérieures, le 25 avril 1966. Objet : Commission mixte franco-soviétique », p. 1.

<sup>1527</sup> S.V. SAVČENKO (dir.), *Un demi-siècle de victoires et d'accomplissements : jusqu'au 50e anniversaire de la société par actions « Giprogazcentr »* (Polveka pobed i sveršenij : k 50-letiu AO « Giprogazcentr »), Nižnij Novgorod, 2018, p. 83.

La construction du gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » ne fut pas la première expérience de coopération franco-soviétique dans le domaine des hydrocarbures.

Ainsi, toute l'année 1967 eurent lieu des négociations entre le ministère de l'Industrie du gaz de l'URSS et les sociétés françaises. Le 14 octobre 1967 une délégation soviétique conduite par le ministre Kortounov<sup>1528</sup> arriva à Paris pour des négociations qui durèrent jusqu'au 22 octobre<sup>1529</sup>. La société française *Air Liquide* était impliquée dans les négociations et des options pour l'achat d'équipements et d'une licence pour produire du gaz naturel liquéfié (GNL) en Union soviétique furent envisagées. Au départ, il n'y avait pas de tracé de gazoduc, si bien que l'option du gaz naturel liquéfié provenant d'une usine à construire sur la mer Baltique fut discutée. Le choix fut quand même fait en faveur des pipelines.<sup>1530</sup>

Le premier contrat à long terme pour la fourniture de gaz soviétique en France fut conclu en 1975 (en la personne de *Soyuznefteexport* du côté soviétique)<sup>1531</sup>. Le contrat avait été précédé de négociations parmi lesquelles celles ayant eu lieu au Kremlin le 4 mai 1972 entre Valéry Giscard d'Estaing (ministre de l'Économie et des Finances) et A. Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS.<sup>1532</sup> Lors de cet entretien de 1972 la réputation de la France dans les technologies de l'industrie de gaz, déjà bien connue, fut affirmée. A. Kossyguine s'est prononcé littéralement de la façon suivante : « la technologie française est bonne. Les six unités françaises achetées désulfureront 30 milliards de mètres cubes de gaz. Les gisements de gaz du Nord de l'URSS sont très purs, mais non ceux qui sont proches de l'Europe et qui contiennent 2,5% de soufre »<sup>1533</sup>.

Au moment où le projet du gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » était proposé, en 1978, la coopération franco-soviétique dans le secteur du gaz initiée dès la fin des années 1960 était donc à son apogée, les Français fournissant des technologies avancées et l'URSS exportant des ressources naturelles vers la France.

---

<sup>1528</sup> Alexey Kortounov est le premier ministre de l'Industrie du gaz de l'URSS.

<sup>1529</sup> V.I. ANDRIÂNOV, *Kortounov*, M. : Molodaâ gvardiâ, 2007, pp. 332-333.

<sup>1530</sup> A. I. GRIVAČ, K. V. SIMONOV, *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* (Velikaâ gazovaâ vojna. Polveka bor'by SŠA protiv Èvropy), M : Izdatel'skaâ gruppâ « Točka », 2019, p. 29.

<sup>1531</sup> À l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la signature du premier contrat de fourniture de gaz naturel à la France, des célébrations ont eu lieu à Tsarskoye Selo, à Saint-Pétersbourg. La cérémonie s'est déroulée en présence d'Alexey Miller, président de *Gazprom*, ainsi que de Gérard Mestrallet, PDG d'Engie (anciennement GDF Suez S.A.).

[http://proekt-gaz.ru/news/pervomu\\_kontraktu\\_na\\_postavki\\_rossijskogo\\_gaza\\_vo\\_franciju\\_40\\_let/2015-11-12-2520](http://proekt-gaz.ru/news/pervomu_kontraktu_na_postavki_rossijskogo_gaza_vo_franciju_40_let/2015-11-12-2520)

<sup>1532</sup> CAEF (à Bercy), carton B44153, « Entretien de Valéry Giscard d'Estaing avec Kossyguine au Kremlin le 4 mai 1972 », pp. 13-14.

<sup>1533</sup> *Idem*.



Le projet du gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » était dédié à la fourniture de gaz naturel provenant des gisements du nord de la Sibérie occidentale aux consommateurs des républiques de l'Union soviétique et des pays d'Europe centrale et occidentale. Le projet consistait à poser le pipeline en utilisant la technologie et l'équipement occidentaux ainsi que des tuyaux de grand diamètre (1420 mm ou 56 pouces) de provenance des pays occidentaux. Les tuyaux pour le gazoduc furent achetés à des producteurs occidentaux sur la base du même schéma : « crédit - gaz - tuyaux ». Les analystes du marché des produits énergétiques A.I. Grivač et K.V. Simonov notent que pendant cette période de la construction du gazoduc, « les normes russes pour les tuyaux de grand diamètre de 1420 mm sont nées »<sup>1534</sup> mais que celles de 1520 mm, de 1620 mm et même de 2500 mm ont également été discutées.

Lors de la conception du gazoduc « Ourengoï-Pomary-Oujhorod » les négociations sur l'achat de tuyaux de grand diamètre ont été menées parallèlement aux négociations sur l'achat d'équipements auprès de diverses sociétés occidentales. En outre, les dirigeants soviétiques ont décidé de prendre une mesure non conventionnelle et même révolutionnaire pour l'époque. Un groupe d'ingénieurs a été envoyé en Allemagne pour concevoir le gazoduc. « En fait, l'URSS a annoncé, le premier au monde, un appel d'offres ouvert de plusieurs milliards de dollars pour la fourniture de turbines à gaz, de vannes, d'unités de refroidissement par air et d'une foule d'autres articles nécessaires à équiper des stations de compression modernes et hautement efficaces »<sup>1535</sup>.

La France n'était pas alors un fournisseur clé d'équipements pour le gazoduc. Au milieu des années 1980, Paris avait déjà axé son développement énergétique sur les centrales nucléaires, et le gaz naturel n'était qu'une source d'appoint pour l'économie française. C'est l'Allemagne de l'Ouest qui jouait un rôle central en tant que partenaire de l'Union soviétique dans la construction du gazoduc. Cependant, lorsque le projet gazier a été menacé en décembre 1981 la France s'est retrouvée à la pointe de la lutte pour le droit souverain du Vieux Continent à mener sa propre politique énergétique.

L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan (le Politburo en a décidé ainsi lors d'une réunion le 12 décembre 1979) et les premières troupes soviétiques ont franchi la frontière

---

<sup>1534</sup> A. I. GRIVAČ, K. V. SIMONOV, *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* (Velikaâ gazovaâ vojna. Polveka bor'by SŠA protiv Evropy), *op. cit.*, p. 37.

<sup>1535</sup> *Ibid.*, p. 79.

afghane le 25 décembre) suivie d'une augmentation des tensions politiques en Pologne en 1980 ont suscité des sanctions américaines contre l'Union soviétique. Les États-Unis ont annoncé un embargo sur la livraison d'équipements américains pour la construction du gazoduc « Ourengoï-Pomary-Oujhorod ». En outre, Washington a exigé de ses alliés qu'ils se joignent à l'embargo ou, au minimum, qu'ils suspendent le projet.

Dans son discours de Noël 1981, Ronald Reagan promulguait des sanctions économiques contre la Pologne et, quelques jours plus tard, des sanctions contre l'URSS en réponse à la « répression en Pologne ». Les actions de Reagan relevaient de la section 6 de la loi américaine sur l'administration des exportations de 1979, qui autorise le président à interdire les exportations. L'administration de Ronald Reagan imposa donc un embargo sur les exportations d'équipements américains de haut de gamme vers l'URSS.

Les socialistes arrivés au pouvoir en France, à l'automne 1981 avaient annoncé des plans de nationalisation de grandes entreprises. *Alstom Atlantique*<sup>1536</sup> et *Thomson-Brandt*<sup>1537</sup>, fournisseurs d'équipements pour « Ourengoï-Pomary-Oujhorod » ont rejoint la liste des entreprises nationalisées et en décembre 1982, *Alstom Atlantique* réalisait une commande reçue de l'URSS pour 40 turbines rotatives. Les sanctions imposées la veille du Nouvel An 1982 ne s'appliquaient pas à ce contrat car la technologie avait été transférée à l'entreprise française avant qu'elles ne soient imposées. *Alstom Atlantique* n'avait pas le droit de transférer la technologie à d'autres fabricants de turbines en Europe, qui dépendaient toujours des fournitures de rotors des États-Unis, mais avait déjà négocié avec l'Union soviétique la production de 100 rotors supplémentaires.<sup>1538</sup>

---

<sup>1536</sup> Claude BARJONET, Denis FAINSLBER, Anne FEITZ, « Alstom, l'histoire d'un gâchis », Publié le 28 avr. 2014. <https://www.lesechos.fr/2014/04/alstom-lhistoire-dun-gachis-1102039>

La CGE d'Ambroise Roux, le programme électro-nucléaire, le TGV, les Chantiers de l'Atlantique... Depuis la fin des années soixante, l'histoire d'Alstom se confond avec celle de l'industrie française tout entière. Son probable démantèlement en illustre les fragilités. Après de glorieuses années de conquête, Alstom s'apprête aujourd'hui à céder la majeure partie de ses activités à GE ou Siemens.

Manuel Brun, « Alstom à travers la crise 1974-1984 ». Dans Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf (dir.), *1974-1984, une décennie de désindustrialisation ?* Picard, 2009, pp. 159 – 174.

<sup>1537</sup> Thomson-Brandt était une entreprise française, créée en 1966. En 1982, Thomson-Brandt et Thomson-CSF sont nationalisées par le gouvernement de Pierre Mauroy. Les deux entreprises sont fusionnées sous le nom de Thomson SA. Au sein de ce nouvel ensemble, les activités électroménagères de Thomson-Brandt se retrouvent dans le pôle Thomson Consumer Electronic Company (TCE) en 1987.

<sup>1538</sup> A. I. GRIVAC, K. V. SIMONOV, *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* (Velikaâ gazovaâ vojna. Polveka bor'by SŠA protiv Evropy), *op. cit.*, p. 94.

En juin 1982, les autorités américaines renforcèrent l'embargo en étendant l'interdiction non seulement aux produits des firmes américaines mais aussi aux équipements produits par leurs filiales à l'étranger. Le 24 juin 1982, le sous-secrétaire américain au commerce international Lionel Olmer annonça le volet procédural du nouvel embargo. En cas de violation de l'interdiction par des titulaires de licences européennes, ces derniers recevraient d'abord une lettre d'avertissement. Cette mesure sera suivie d'un refus d'obtenir des pièces de rechange ou de la documentation technique de la part du titulaire de la licence. En dernier recours, le contrevenant s'exposait à des poursuites pénales et à des amendes pouvant atteindre 100 000 dollars. L. Olmer n'expliquait toutefois pas comment une entreprise étrangère pouvait se voir infliger une amende.<sup>1539</sup>

Les gouvernements européens donnèrent des instructions à leurs entreprises leur permettant de désobéir aux nouvelles règles imposées par les États-Unis et de remplir leurs obligations contractuelles envers l'Union soviétique comme prévu par le contrat. Le 23 août 1982 le gouvernement français donna l'ordre à *Dresser-France S.A.* de livrer trois compresseurs dans le cadre du contrat d'Ourengoï. Le piquant de la situation résidait dans le fait que *Dresser-France S.A.* était une filiale à part entière du fabricant américain de compresseurs *Dresser Industries Inc.*<sup>1540</sup> La société française choisit d'exécuter les instructions du gouvernement français. Le 26 août 1982, la précieuse cargaison fut embarquée sur le navire français portant le nom symbolique de Borodine dans le port du Havre et fait route vers Riga.

Après que des sociétés européennes aient livré des équipements pétroliers et gaziers à l'URSS en août 1982 les États-Unis prirent des mesures de rétorsion à l'encontre de *Creusot-Loire* et de *Dresser-France*.<sup>1541</sup> Le ministère américain du commerce plaça immédiatement la *Dresser-France S.A.* et l'entreprise mère *Creusot-Loire* sur une liste noire interdisant toute exportation des États-Unis vers ces entreprises. Le même jour, les autorités américaines émirent un ordre révoquant tous les privilèges précédemment accordés aux contrevenants pour s'engager (directement ou indirectement) dans des transactions, la production et d'autres activités impliquant des biens, des équipements et des données techniques importés des États-

---

<sup>1539</sup> Clyde H. FARNSWORTH, « US to Penalize Those Violating Curbs on Soviet », *The New York Times*, June 24, 1982, Section A, p. 1.

<sup>1540</sup> A. I. GRIVAČ, K. V. SIMONOV, *La grande guerre du gaz. Un demi-siècle de lutte des États-Unis contre l'Europe* (Velikaâ gazovaâ vojna. Polveka bor'by SŠA protiv Evropy), *op. cit.*, p. 98.

<sup>1541</sup> « La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France », *Le monde*, le 30 août 1982. <https://www.lemonde.fr/>.

Unis. La *Dresser-France* se vit également retirer ses licences d'exportation et fit l'objet de mesures restrictives supplémentaires.<sup>1542</sup>

Le *Federal Register*, journal officiel du gouvernement des États-Unis stipulait :

« Par ordonnance du 28 août 1982, 47 FR 38170 (30 août 1982), l'intimée, Dresser (France) S.A., Cedex L 192, SILIC 5 Rue d'Antony, 94563 Rungis, France, a été provisoirement déboutée, en application du paragraphe 388.19 des Export Administration Régulations [...] tous les privilèges de participer de quelque manière ou capacité à l'exportation de produits ou de données techniques d'origine américaine. »<sup>1543</sup>

Ces mesures de rétorsion à l'encontre de *Creusot-Loire* et de *Dresser France* soulevèrent de nombreuses réactions tant de la part des milieux d'affaires français que parmi les syndicats français et au sein des organisations patronales. Les syndicats des deux sociétés françaises concernées réagirent vivement. La section CFDT de chez *Creusot-Loire* jugeait la décision américaine « hypocrite ». *Dresser France* (une entreprise de droit français et à capitaux américains), l'exportateur des compresseurs pour gazoduc soviétique, estimait que les sanctions américaines ne relevaient pas d'une démarche constructive étant donné que faute de pièces et de fournitures nécessaires *Dresser France* ne pouvait pas « tenir au-delà de deux mois ». <sup>1544</sup>

Les Français furent profondément mécontents de la décision américaine, notamment des caractéristiques extraterritoriales des mesures, qu'ils considérèrent comme une grave atteinte à leur souveraineté. Les avocats de la filiale française de *Dresser Industrie* firent appel le 27 août 1982 auprès du département américain du commerce pour qu'il revienne sur sa décision.<sup>1545</sup>

En conséquence, les Français comme les autres Européens de l'Ouest cherchaient des moyens de faire échouer ou de contourner l'extension des sanctions américaines. En juillet-août 1982, les gouvernements ouest-allemand, français, britannique et italien soutinrent leurs producteurs en déclarant illégales les sanctions américaines. Paris et Rome ordonnèrent aux entreprises d'honorer leurs contrats soviétiques. Parmi les dirigeants ouest-européens c'est le président Mitterrand qui fut le plus franc en déclarant que la France ne s'engagerait pas dans une guerre économique contre l'URSS. Paris se montrait convaincu que les revendications

---

<sup>1542</sup> « Dresser (France) S.A.; Order Modifying Temporary Denial of Export Privilege », *Federal Register*, Vol. 47, N° 175, September 9, 1982, pp. 39708-39709. <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-1982-09-09/pdf/FR-1982-09-09.pdf>

<sup>1543</sup> *Idem.*

<sup>1544</sup> « La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France », *Le monde*, le 30 août 1982. <https://www.lemonde.fr/>

<sup>1545</sup> *Idem.*

américaines d'extraterritorialité et de rétroactivité étaient inadaptées. Les Français insistaient également sur le fait que les contrats déjà conclus devaient être exécutés. Les responsables français étaient déterminés à voir le gazoduc achevé.

Les négociations menées avec les représentants des gouvernements européens le 13 novembre 1982 finirent par aboutir à une levée des sanctions par les États-Unis et un compromis parut avoir été trouvé.

La situation du gazoduc, résolue par la levée des sanctions américaines contre les producteurs occidentaux, suscita une large polémique dans les médias français sur l'indépendance technologique et les ressources naturelles dans le cadre de « l'exigence des intérêts nationaux ». *Le Monde* publia un article intitulé *La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines, M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France*<sup>1546</sup> dont le résumé était clair : « il faut engager une réflexion sur les dépendances technologiques, qui ont atteint un seuil »<sup>1547</sup>.

Les Européens de l'Ouest dont les Français considéraient le gaz soviétique comme un substitut au pétrole du Moyen-Orient et considéraient aussi que les commandes d'équipements de gazoduc soviétiques atténuaient d'importants problèmes de chômage. En outre, l'interdépendance économique Est-Ouest accrue pouvait à terme, pensaient-ils, conduire à une évolution du régime soviétique.<sup>1548</sup> Quant aux entreprises françaises, la construction du gazoduc leur permettait aussi de disposer d'un grand marché pour leurs produits.

Après l'achèvement du premier tube du gazoduc « Ourengoï - Pomary - Oujhorod » en 1984, la France a continué à vendre des tubes de grand diamètre à l'URSS dans le cadre d'un accord de coopération à long terme avec un volume cible de 1 200 000 tonnes de tubes de grand diamètre qui n'a jamais été atteint car les besoins soviétiques pour ce type de produits se réduisaient. Parallèlement, dans le camp soviétique des tentatives étaient menées afin de modifier la structure des échanges commerciaux dans le sens d'une réduction des achats de tuyaux en faveur de la diversification des exportations avec des produits à plus forte valeur ajoutée. En exerçant une certaine « pression » sur les Soviétiques pour qu'ils achètent la

---

<sup>1546</sup> « La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France », *Le monde*, le 30 août 1982. <https://www.lemonde.fr/>  
<sup>1547</sup> *Idem*.

<sup>1548</sup> « An Intelligence Assessment. Outlook for the Siberia-to-Western Europe Natural Gas Pipeline », le 25 mai 2006, p. IV. <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP84B00049R001202890013-1.pdf>, Consulté le 28/07/2021.

production de l'unité d'*Usinor* à Dunkerque comportant notamment des tubes de 56 pouces de diamètre, le groupe *Sacilor-Usinor* a fait au profit de l'URSS « une proposition de participation dans l'usine de Dunkerque »<sup>1549</sup> en matière de livraison d'arceaux pour le tunnel sous la manche et broyeur concasseur<sup>1550</sup>. Ainsi, en préservant ses positions du fournisseur de produits sidérurgiques vers l'URSS, la France fit preuve de sa volonté de coopération mutuellement avantageuse dans la mesure envisagée par la position officielle par rapport au transfert de technologie vers l'URSS.

Dans les grandes lignes, dans les années 1980 la question de la dépendance technologique aboutit à des débats animés dans les médias français. La France était considérée comme « trop dépendante de ses approvisionnements énergétiques »<sup>1551</sup>. De surcroît, les dépendances technologiques dont « les compresseurs [la production de la société *Dresser-France*] en sont un bon exemple »<sup>1552</sup> et « la légèreté avec laquelle certains groupes français préféreraient l'achat d'une licence américaine à des dépenses de recherche-développement « semblait » appartenir à une époque révolue ».<sup>1553</sup> Selon le *Monde*, « la clarté des grands principes n'empêche pas un certain flou sur les problèmes concrets posés par les sanctions américaines »<sup>1554</sup>. On ne comprenait toujours pas les mesures prises à l'encontre de *Creusot-Loire* et les multiples textes réglementaires avancés par le département du commerce des États-Unis pour fonder juridiquement sa décision « étaient encore à l'étude à l'hôtel de Clermont ».<sup>1555</sup> Il semblait, selon Dominique Moisi, que dans l'esprit des socialistes et spécialement de François Mitterrand « l'impérialisme économique des Américains était dangereux »<sup>1556</sup>.

Toutefois, F. Mitterrand prit des positions fermes sur bon nombre de problèmes qui opposaient l'Est et l'Ouest en réduisant « au point de lui faire perdre toute signification pratique,

---

<sup>1549</sup> CAEF (à Bercy), carton B0078278, « Paris, le 7 février 1989. La note sur le renouvellement de l'accord intergouvernemental sidérurgique signé par le Directeur des relations économique extérieures François David ».

<sup>1550</sup> CAEF (à Bercy), carton B0078278, « Paris, le 7 février 1989. La note sur le renouvellement de l'accord intergouvernemental sidérurgique signé par le Directeur des relations économique extérieures François David ».

<sup>1551</sup> « La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France », *Le monde*, le 30 août 1982. <https://www.lemonde.fr/>.

<sup>1552</sup> *Idem*.

<sup>1553</sup> *Idem*.

<sup>1554</sup> « La construction du gazoduc euro-sibérien et les sanctions américaines M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France », *Le monde*, le 30 août 1982. <https://www.lemonde.fr/>.

<sup>1555</sup> *Idem*.

<sup>1556</sup> D. MOISI, « Mitterrand's foreign policy: the limits of continuity », *Foreign Affairs*, Vol. 60, No. 2 (Winter, 1981), pp. 347-357, p. 355.

la notion des relations « privilégiées » franco-soviétiques »<sup>1557</sup>. Si les dirigeants soviétiques n'appréciaient pas l'approche de Mitterrand à leur égard, ils réalisaient cependant que cette approche différait de celle des Américains, au moins à propos du gazoduc.

Pour l'Europe occidentale « l'aboutissement serait un marché politico-économique implicite : du gaz et pétrole soviétiques [...] en échange de crédits et de fournitures à l'Europe de l'Est »<sup>1558</sup>. Les Soviétiques, eux aussi, ont une quantité de raisons de vouloir le gazoduc, « pressés qu'ils sont de tenir l'Europe de l'Ouest sous la dépendance de leur approvisionnement de gaz »<sup>1559</sup>.

### *L'usine métallurgique de Fos-sur-Mer*

« Il y a un lien évident entre le potentiel en industrie mécaniques et métallurgiques d'une nation et sa capacité à construire des usines en dehors de ses frontières... »<sup>1560</sup>

*Fos-sur-Mer* est un exemple du domaine sidérurgique à travers lequel les dirigeants soviétiques ont consciemment essayé de changer le modèle d'emprunt de technologies occidentales afin de faire de l'URSS un donateur de technologie.

Alexandre Orlov, l'ancien ambassadeur russe à Paris, note en relevant les principaux domaines de la coopération technologique franco-soviétique dans les années 1970 que « les ouvriers soviétiques travaillaient sur la construction du haut fourneau à l'usine métallurgique, à *Fos-sur-Mer*, près de Marseille »<sup>1561</sup>. A. Orlov considère que l'URSS était intéressée au projet car il s'agissait d'un des rares exemples où la partie soviétique pouvait exporter de la technologie en direction d'un pays occidental. Plus de cinq décennies après, au moment de la publication de ses mémoires en 2020 l'ancien diplomate soviétique continuait à considérer le projet *Fos* comme l'un des exemples rares de la coopération « très fécondes sur le plan bilatéral »<sup>1562</sup>. Est-ce que ce fut le cas ? Les objectifs de cette expérience furent-ils atteints ? Et quels ont-ils été ?

---

<sup>1557</sup> Robert LEVGOLD, « La politique soviétique vis-à-vis de la France socialiste », *Politique étrangère*, 1982, 47-4, p. 881. En ligne : [https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1982\\_num\\_47\\_4\\_3263](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1982_num_47_4_3263)

<sup>1558</sup> *Ibid.*, p. 891.

<sup>1559</sup> *Ibid.*, p. 899.

<sup>1560</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine d'industries*, Paris, Editions Odile Jacobe, 1994, p. 32.

<sup>1561</sup> Alexandre ORLOV, *Un ambassadeur russe à Paris : Mémoires* (Documents), Paris, Fayard, DL 2020, pp. 80-81.

<sup>1562</sup> *Ibid.*, p. 80.

C'est à la charnière des années soixante-neuf et soixante-dix que fut prise la décision de lancer une sidérurgie sur l'eau à Fos, usine sidérurgique littorale intégrée.<sup>1563</sup> Il était clair dès les années soixante qu'en Lorraine on ne pourrait plus faire de l'acier dans des conditions convenables, «tant le minerai de fer que l'on sortait du sous-sol lorrain coûtait plus cher que celui qui arrivait dans les ports en provenance de mines étrangères»<sup>1564</sup>. Le projet *Fos-sur-Mer* fut qualifié par le journaliste, essayiste et homme politique français Jean-Jacques Servan-Schreiber de projet sidérurgique de « super-Concorde »<sup>1565</sup>.

Pour construire une nouvelle usine sidérurgique côtière à Fos-sur-Mer la société *Solmer* fut constituée en 1970 comme le « deuxième souffle » de la Lorraine. Les usines de Dunkerque du groupe *Usinor*, et celle de Fos-sur-Mer (la *Solmer*) prirent le nom « Sollac » mais le groupe privé *Usinor* confronté à de graves difficultés économiques, fit appel à l'aide de l'État français. Et en 1971, fut lancé le « Plan DHERSE »<sup>1566</sup> pour restructurer la sidérurgie lorraine avec l'annonce de 16 000 suppressions d'emplois.

Les principes d'ouverture à l'URSS proclamés en 1969 par le programme de De Gaulle et développés pendant la période pompidolienne en matière de coopération industrielle a été matérialisés par l'accord franco-soviétique de « coopération industrielle et technique » adopté lors de la visite de L. Brejnev en France le 27 octobre 1971. Si le texte de l'accord de 1969 sur *Les relations franco-soviétiques* évoquait la construction de certaines complexe industriels comme « répondant à l'intérêt commun des deux économies »<sup>1567</sup>, le document de 1971, lui, mentionnait les secteurs où la coopération franco-soviétique devait tout particulièrement s'exercer.<sup>1568</sup> Rappelons aussi qu'une année auparavant, le 23 novembre 1970, avait été signé un accord de coopération franco-soviétique dans le domaine de l'industrie sidérurgique de long terme.

*Le Monde* écrivit :

« Dans une déclaration commune, les gouvernements soviétique et français ont confirmé que les deux parties sont intéressées par l'apport de techniques et éventuellement par la fourniture de matériels soviétiques au groupe sidérurgique qui a décidé de construire l'usine de *Fos-sur-Mer*. La déclaration a été signée, du côté

---

<sup>1563</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine d'industries*, op. cit., 1994, p. 244.

<sup>1564</sup> *Ibid.*, pp. 244-245.

<sup>1565</sup> *Ibid.*, p. 243.

<sup>1566</sup> Président Directeur Général de la Sollac et de la Solmer.

<sup>1567</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, op.cit., p. 121.

<sup>1568</sup> Texte de l'accord franco-soviétique de coopération industrielle et technique du 27 octobre 1971, in archives du Crédit Lyonnais, service des Relations Internationales, dossier France-URSS.



français, par Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, et, du côté soviétique, par I. P. Kazanietz, ministre de la sidérurgie de l'URSS. »<sup>1569</sup>

*Figure 8.* Un reportage photographique sur la signature le 23 novembre 1970 d'un accord de coopération dans le domaine de l'industrie sidérurgique entre I. P. Kazanietz, ministre de la sidérurgie de l'URSS et Valéry Giscard d'Estaing.<sup>1570</sup>



Dans la déclaration commune de l'accord de coopération du 23 novembre 1970, il était stipulé que les organismes du commerce extérieur soviétiques « accorderont aux sociétés françaises qui achèteront l'équipement pour le complexe de Fos des crédits à des conditions analogues à celles accordées par les exportateurs français de biens d'équipement aux organismes soviétiques »<sup>1571</sup>. L'accord de 27 octobre 1971, dans son article 4, abordait l'aspect financier de cette coopération bilatérale en mettant en avant la nécessité d'engagements équitables pour les deux parties.

<sup>1569</sup> « Les Soviétiques pourraient participer à la construction de la deuxième partie de l'usine de Fos-sur-Mer ». Publié le 18 novembre 1970. <https://www.lemonde.fr/archives/>

<sup>1570</sup> CAEF (à Bercy), carton 3F1-0000070/46. Reportage photographique sur signature le 23 novembre 1970 d'un accord de coopération dans le domaine de l'industrie sidérurgique entre I. P. Kazanietz et Valéry Giscard d'Estaing.

<sup>1571</sup> « Les Soviétiques pourraient participer à la construction de la deuxième partie de l'usine de Fos-sur-Mer ». Par A. T. Publié le 18 novembre 1970. <https://www.lemonde.fr/archives/>

La participation soviétique au projet de *Fos* se limita en réalité à la livraison d'équipements destinés aux hauts-fourneaux dans le cadre de la première tranche de l'élaboration du complexe métallurgique (des contrats ont été signés entre décembre 1971 et mai 1972 d'un montant total de 65 millions de francs).<sup>1572</sup>

L'étape de la réalisation de la première tranche montra que les responsables soviétiques « ont éprouvé une certaine déception devant la lenteur des choix et la faiblesse des commandes à l'URSS pour la première tranche du complexe »<sup>1573</sup> et qu'en maintes occasions (notamment, le 14 octobre 1970 et le 4 mai 1972)<sup>1574</sup> lors de rencontres au plus haut niveau ils « ont sollicité l'aide du gouvernement français pour remédier à cette situation »<sup>1575</sup>.

Ainsi, le 4 mai 1972, A. Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, accorde une audience à Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances accompagnés par Roger Seydoux, ambassadeur de France en URSS et Jean *Chapelle*, directeur des Relations économiques extérieures au ministère de l'Économie et des Finances. Du côté soviétique était représenté Kirilline, président du Comité d'Etat pour la science et la technique.

Lors de la réunion, il fut rappelé, mais c'était un leitmotiv qu'une « approche plus fine » de problèmes économiques était nécessaire. Valéry Giscard d'Estaing exprima le regret que les choses n'avancent pas comme souhaité, en particulier dans l'affaire de *Fos-sur-Mer*. Mais il assura que pour la seconde tranche l'État français exercerait son influence, de manière à ce que des décisions plus positives soient prises.

A. Kossyguine quant à lui, exprima explicitement un intérêt extrême à la participation soviétique au projet *Fos* :

« A. Kossyguine : Quand sera réalisée cette deuxième tranche ?

Valéry Giscard d'Estaing : Nous réexaminons, en ce moment, tout le calendrier. La deuxième tranche débutera en 1975 -1976 pour le commencement de la construction.

A. Kossyguine : Ce sera donc pour le prochain quinquennat.

Valéry Giscard d'Estaing : Oui, mais les commandes seront passées avant cette date.

A. Kossyguine : S'agira-t-il de plusieurs hauts fourneaux ou d'un seul ?

Valéry Giscard d'Estaing : Ce n'est pas décidé.

---

<sup>1572</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *op.cit.*, pp. 156, 160.

<sup>1573</sup> CAEF (à Bercy), carton B44153, « Entretien de Valéry Giscard d'Estaing avec Kossyguine au Kremlin le 4 mai 1972 », p. 6.

<sup>1574</sup> - CAEF (à Bercy), carton B44153, « Entretien de Valéry Giscard d'Estaing avec Kossyguine au Kremlin le 4 mai 1972 ».

- Archives du ministère du Développement Industriel et Scientifique, Ambassade de France, télégramme de Roger Seydoux adressé au Quai d'Orsay, 14 octobre 1970, n° 7668/7694, IDN 2827-2828. Voir la référence 24, page 157 dans Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *op.cit.*

<sup>1575</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *idem*.

*A. Kossyguine* : Je pensais qu'il ne s'agissait que d'un haut fourneau. Quant à nous, nous lançons vers 1973 un haut fourneau de 5000 tonnes avec une production annuelle de 4,5 millions de tonnes de fonte.

*Valéry Giscard d'Estaing* : À Fos, on a d'abord commencé par les unités de laminage et l'aciérie. La production de fonte ne viendra qu'ensuite.

*A. Kossyguine* : Où prendrez-vous donc la fonte d'abord ?

*Valéry Giscard d'Estaing* : *USINOR* à Dunkerque a un excédent de fonte disponible jusqu'en 1975 - 1976 après, la fonte produite à Dunkerque sera transformée sur place avec la construction, notamment, d'un nouveau laminoir - ultérieurement, Fos utilisera des minerais essentiellement africains. »<sup>1576</sup>

La raison pour laquelle le ministre français ne pouvait rassurer son vis-à-vis soviétique tenait en l'absence d'une position française nette et franche sur la participation soviétique au projet de Fos. D'un côté, cette participation avait « été acquise à l'unanimité des trois départements ministériels »<sup>1577</sup>. Mais de l'autre côté, les industriels et les entreprises françaises privées s'opposaient à la participation de l'URSS au projet, ce que l'Administration ne pouvait ignorer.

Le 4 février 1971 eut lieu une réunion au ministère de l'Économie et des Finances à laquelle participaient Valérie Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères. François-Xavier Ortoli, ministre du Développement industriel et scientifique était représenté par George Dominjon, directeur de son Cabinet. Au cours de cette réunion les relations économiques franco-soviétiques, en particulier, autour du complexe de Fos, firent l'objet d'un examen sur la base duquel des décisions et des orientations furent arrêtées.<sup>1578</sup>

Lors de la réunion, fut exprimée, l'intention de prendre toutes les dispositions pour donner aux Soviétiques le sentiment que le « gouvernement favorise ce projet et que l'industrie ne l'écarte pas *a priori* ». <sup>1579</sup> Les choses étaient claires : les autorités françaises étaient prêtes à influencer les entreprises métallurgiques privées françaises pour qu'elles répondent à leurs souhaits. « A cet égard, Valéry Giscard d'Estaing est disposé à rappeler à Dherse, président de Sollac, l'intérêt que le gouvernement français porte à la contribution soviétique au projet de Fos. »<sup>1580</sup>

Des mesures spécifiques furent exposées :

---

<sup>1576</sup> CAEF (à Bercy), carton B44153, « Entretien de Valéry Giscard d'Estaing avec Kossyguine au Kremlin le 4 mai 1972 », pp. 7-8.

<sup>1577</sup> : Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *op.cit.*, p. 159.

<sup>1578</sup> CAEF (à Bercy), carton B44153, « Relations économiques et coopération franco-soviétiques. Relevé de décisions et d'orientations. Paris, le 26 février 1971 ».

<sup>1579</sup> *Idem.*

<sup>1580</sup> *Idem.*

« Sorine, vice-président du Comité de Direction de la Société *Creusot-Loire*, est désigné à l'unanimité des trois Département ministériels intéressés comme Président, du côté français, du groupe de travail mixte franco-soviétique chargé de suivre les problèmes relatifs à la participation de l'industrie soviétique pour la réalisation du complexe sidérurgique de *Fos*.

Il apparaît, par ailleurs, souhaitable que la Société *Creusot-Loire* chargée d'établir pour la *Sollac* un rapport objectif sur les conditions d'une participation soviétique à la construction du complexe de *Fos* et qui, selon le ministère du développement Industriel et Scientifique, pourrait éventuellement lui fournir des garanties de bonne fin, examine dans un esprit positif toutes les possibilités de fournitures par les Soviétiques. »<sup>1581</sup>

Or, à *Fos* c'était bien le problème : l'entreprise privée voulait bien répondre aux demandes de l'Etat français mais jusqu'à un certain point et c'est précisément la méfiance (injustifiée mais alors réelle), des dirigeants de la *Sollac* à l'égard de la sidérurgie soviétique qui fit échouer une partie du projet. En outre, l'inertie bureaucratique soviétique provoqua des retards à adresser à la *Sollac* des propositions concrètes suscitérent l'opposition de sidérurgistes français à une coopération « qu'ils jugent inutiles, - les entreprises françaises étant, selon eux et d'une manière plus sûre, parfaitement à même de répondre aux besoins créés par le projet de *Fos* »<sup>1582</sup>.

La participation soviétique au projet de *Fos* se limita donc à des contrats signés entre décembre 1971 et mai 1972 d'un montant total de 65 millions de francs réalisés essentiellement à travers une livraison d'équipements destinés aux hauts-fourneaux<sup>1583</sup>. Et la participation soviétique à la deuxième tranche de la construction de *Fos* mentionnée lors de la réunion franco-soviétique au sommet le 4 mai 1972 n'eut finalement pas lieu.

Les impressions *aposteriori* de Bernard Esambert, haut fonctionnaire entrant dans le cercle des personnes clés de la politique économique française au moment de la réalisation du projet de *Fos*, admet ouvertement que la prétention de l'URSS à mettre en œuvre un partenariat avec la France n'aboutit pas. Bernard Esambert note dans son ouvrage *Pompidou, capitaine l'industrie* que le projet de *Fos* faillit d'ailleurs avoir des conséquences tragi-comiques sur les relations franco-soviétiques :

« En effet, dès le lancement du projet, les Soviétiques avaient fait savoir leur souhait de nous fournir plusieurs des hauts fourneaux géants du nouveau complexe. Cette demande répercutée par la puissance politique française au groupe sidérurgique maître d'œuvre avait conduit à des atermoiements que Moscou comprenait mal, compte tenu des

---

<sup>1581</sup> *Idem.*

<sup>1582</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, *op.cit.*, p. 160.

<sup>1583</sup> *Ibid.*, pp. 156, 160.

« moyens de coercition » dont nous disposions vis-à-vis de la sidérurgie. Roger Martin a vécu un épisode des tractations qui permirent en définitive à l'Union soviétique de fournir quelques plaques de blindage des hauts-fourneaux de Fos.

En 1974 [...] son Excellence, Stepan Tchervonenko exprima le souhait de visiter l'usine de Pont-à-Mousson et vint passer à Nancy la nuit du 11 au 12 novembre. Pendant le dîner, qui fut, à sa demande, strictement privé, il raconta avec humour qu'au cours d'une conversation entre MM. Brejnev et Pompidou la décision de principe avait été prise de faire livrer par l'industrie russe quelques équipements destinés à la construction de l'usine de Fos. Dès son retour à Moscou, le premier secrétaire avait demandé à l'administration soviétique de concrétiser l'accord et le ministre compétent s'était présenté chez le ministre français de l'Industrie. Celui-ci l'avait accueilli fort aimablement, mais avait expliqué qu'il n'était pas directement concerné et lui avait conseillé de voir le président de la chambre syndicale, lequel, avec une courtoisie qui ne le cédait en rien à celle du ministre, avait déclaré que l'affaire relevait du président de la société qui construit l'usine, et ce dernier, avec toute la déférence requise, avait affirmé qu'il n'était pas compétent pour traiter les affaires entre États. Il avait vivement conseillé à son visiteur de voir le ministre de l'Industrie. Le pauvre Soviétique était reparti pour Moscou avec une forte migraine. »<sup>1584</sup>

Cette situation décrite par Bernard Esambert montre que « la décision de principe » prise au plus haut niveau, par l'État, rencontrait des obstacles dans son exécution au sein des industriels français. De surcroît, une moquerie mal cachée qui se fait entendre dans le commentaire de Bernard Esambert montre sans équivoque le mécontentement de la participation soviétique au projet.

Marie-Pierre Rey qui a beaucoup travaillé ce sujet propose une interprétation intéressante sur l'échec du projet, en soulignant le poids des stéréotypes négatifs à l'encontre de la technologie soviétique qui dominait alors les milieux industriels français :

« [...] on constate que ces préjugés (éloignement, distance et « infériorité technologique ») sont une « spécificité » française et qu'ils ont bien moins affecté les industriels ouest-allemands, l'existence de l'Allemagne de l'Est et la coupure de l'Allemagne en deux ont contribué à rendre plus « familier » et moins lointaine la réalité de l'Union Soviétique et bien avant les débuts de l'Ostpolitik du chancelier Brandt, les industriels ouest-allemands, par l'intermédiaire de maison internationale de commerce [...] ont pris le chemin de Moscou, moins rebutés par les contraintes du système soviétique que les homologues français... »<sup>1585</sup>

En parallèle, du côté soviétique, à la suite de dissensions internes dans l'appareil central (en particulier au ministère du Commerce), souvent plus germanophile que francophile,

---

<sup>1584</sup> Bernard ESAMBERT, *Pompidou, capitaine l'industrie*, op. cit., pp. 246-247.

<sup>1585</sup> Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, op.cit., p. 316.

émergeait aussi une tendance « à freiner l'exécution concrète de décisions de principe »<sup>1586</sup> en matière de coopération avec la France.

Ce projet de *Fos* qui pourrait offrir l'opportunité de démontrer aux yeux du monde et de l'Occident, en particulier, la qualité et la fiabilité de la sidérurgie soviétique ne conduisit pas à de grandes réalisations : une méfiance réciproque fit échouer une partie du projet de *Fos*, les appréhensions nées de la guerre froide ne pouvaient être encore dépassées.

## Conclusion

La coopération franco-soviétique d'après-guerre dans la sidérurgie a duré plus de trois décennies. Son début a coïncidé avec le dégel poststalinien de 1953 et les contacts (au moins officialisés) dans ce domaine se sont achevés complètement en 1989. Les bornes chronologiques de cette coopération bilatérale ainsi que les faits montrent qu'elle fut dans une grande mesure déterminée par la conjoncture politique.

Après le voyage historique de Charles de Gaulle en URSS et la signature d'un accord de coopération scientifique, technique et économique le 30 juin 1966, un mécanisme de coopération réciproques franco-soviétique prit une forme définitive, en particulier avec la création d'un système institutionnel commun (français et soviétique) et des niveaux de prises des décisions au sommet. Les principes d'ouverture proclamés par le programme de C. de Gaulle et développés pendant la période pompidolienne en matière de la coopération industrielle se sont matérialisés en un accord de coopération franco-soviétique dans le domaine de l'industrie sidérurgique de long terme signé le 23 novembre 1970. Sur les marges de cet accord la décision principale a été prise d'intégrer les sidérurgistes soviétiques au grand projet d'infrastructure français de *Fos-sur-mer*. C'est lors de ces années soixante-dix, « très fécondes sur le plan bilatéral », que l'on s'efforça, mais sans grand succès de remettre en cause les stéréotypes sur l'infériorité technologique soviétique qui, nés durant l'affrontement Est-Ouest, continuaient d'être nourris par une méfiance réciproque.

Cette tentative ne conduisit donc pas à de grandes réalisations. La volonté politique seule, aussi bonne soit-il, n'était pas suffisante. Enfin et surtout la composition de groupes sectoriels français et soviétiques (des éléments intégrants du système institutionnel de la coopération bilatérale) qui reflétait aussi les différences structurelles qui séparaient les deux pays sur le plan socio-économique, joua son rôle. Les industriels français de grandes entreprises publiques et privées (dans ce cas précis de *Fos* il s'agissait de sidérurgistes de la *Sollac*)

---

<sup>1586</sup> *Ibid.*, p. 287.

s'opposaient à la participation des Soviétiques au projet de *Fos-sur-mer* et leur décision ne put être amendée par les décisions de représentants de l'État français (fonctionnaires du ministère de l'Économie et des Finances).

Toutefois, on peut considérer que la construction du gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » constitua un exemple de la réussite de coopération franco-soviétique dans la sidérurgie, que ce succès fut observé dans un contexte politique moins favorable que dans les années de « tentation du rapprochement » franco-soviétique. Les sanctions américains contre les producteurs soviétiques prise à la suite de l'invasion de troupes soviétiques à l'Afghanistan, les sanctions américaines prises contre les producteurs occidentaux en réponse de refus à désobéir aux nouvelles règles imposées par les États-Unis, la réflexion menée dans les médias français sur la dépendance technologiques à l'égard des États-Unis et sur la dépendance énergétique de l'URSS, continuaient autant de facteurs qui ne dessinaient pas un climat favorable au développement de contacts franco-soviétiques. Pourtant, le projet du gazoduc «Ourengoï – Pomary – Oujhorod» réussit alors que celui de *Fos* échoua.

Pour résumer, on peut se permettre de rappeler l'épigraphe utilisé dans ce chapitre : « Il y a un lien évident entre le potentiel en industrie mécaniques et métallurgiques d'une nation et sa capacité à construire des usines en dehors de ses frontières... ».

En même temps, comme nous avons cherché à le montrer, tout ne s'explique pas par des considérations techniques et technologiques et le cadre institutionnel et mental ainsi que les appréhensions nées de la guerre froide, doivent être mentionnés et pris en compte.

## Conclusion générale

Globalement, notre analyse s'est développée durant deux périodes socio-économiques complètement différentes (tsariste et soviétique).

Bien que le chapitre consacré aux transferts de technologies occidentales sous le tsarisme ait été conçu comme un préambule, il nous a permis d'amorcer notre réflexion sur les origines et les fondements de la sidérurgie dans la Russie bolchévik.

En Russie, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle s'est développée une spécialisation régionale dans la sidérurgie. L'Oural, longtemps fournisseur essentiel de fer et de fonte, a perdu sa place face à la concurrence avec les producteurs étrangers regroupés au Sud du pays, où une enclave technologique innovante a vu le jour. La production des entreprises sidérurgiques à capitaux russes en grande partie localisées dans l'Oural était basée sur des technologies obsolètes, comme la production de fer au charbon de bois (remplacée au Sud par le coke dans les hauts fourneaux), une technologie innovante à l'époque de Pierre le Grand mais considérée comme archaïque au XIX<sup>ème</sup> siècle.

La formation de cette enclave de sud a été rapide - il a fallu un peu plus d'une décennie pour que vers la fin de XIX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs dizaines de grandes usines métallurgiques soient construites sur des fonds levés sur les marchés occidentaux. Notre analyse a montré que les usines qui ont vu le jour dans le Sud employaient des ingénieurs occidentaux et utilisaient la technologie occidentale par excellence. Les raisons de ces préférences sont claires. Même une courte analyse des découvertes majeures et de leurs pays-donateurs dans la sidérurgie au XIX<sup>ème</sup> siècle nous a montré qu'il n'y avait aucun ressortissant russe parmi eux.

Parmi les facteurs liés à cet écart technologique entre des entreprises sidérurgiques « russes natives » et celles « d'origine étrangère » figuraient la dégradation de la base de production de l'Oural, le principal centre de la métallurgie dont l'équipement était déjà devenu obsolète vers le début du XIX<sup>ème</sup> siècle ; le protectionnisme accru du commerce extérieur russe sous le règne d'Alexandre III et de Nicolas II, qui a paradoxalement provoqué un afflux de capitaux étrangers dans la sidérurgie russe en comblant les lacunes du marché intérieur ; l'inertie de la sidérurgie de l'Oural attaché technologiquement aux ressources forestières inépuisables de la région; l'éradication lente des vestiges du servage où les résultats de l'abolition de 1861 n'eut pas un effet immédiat.

Nous avons ainsi montré, dans ce contexte, que vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle les « emprunts étrangers » dans la sidérurgie russe s'élevait à 70%.



Le point de départ de notre analyse de la période soviétique débute à partir du communisme de guerre où nous nous sommes concentrés sur les sociétés à participation étrangère dite concessions. Cette « déférence » envers les capitaux privés (cette « concession » au sens littéral de ce mot) était un compromis forcé de la part du pouvoir soviétique, le signe de sa bonne volonté d'être intégré à l'économie mondiale ainsi que de son incapacité à le faire sans l'aide de l'Occident. Durant le communisme de guerre (mars 1918 - mars 1921), en l'absence de relations diplomatiques avec la Russie soviétique (suspendues par plusieurs pays occidentaux) et compte tenu du manque de ressources financières permettant d'initier le commerce avec l'Occident, les concessions constituèrent le seul instrument pour vitaliser les contacts entre des pays occidentaux et la Russie soviétique. Bien que les tentatives de concessions se soient faites pendant le communisme de guerre, c'est au début de la NEP (qui remplaça le communisme de guerre et se prolongea de 1921 à 1928) que furent signés les premiers contrats de concessions. On a constaté que le nombre de concessions mises en œuvre a atteint un sommet à la fin de 1928 (avec 114 au niveau fédéral et 53 au niveau régional) dont 17 dans la sidérurgie. L'exclusivité des concessions comme instrument des rapprochements économique et technologique entre la Russie bolchévique et les pays occidentaux est attestée par la multiplicité des objectifs poursuivis par des concessions. Au cours des dix premières années du pouvoir soviétique il n'y avait pas d'autre moyen d'attirer la technologie occidentale.

Nous avons effectué une analyse détaillée de l'évolution du système des concessions soviétiques afin de démentir l'opinion bien ancrée dans l'historiographie russe (soviétique) sur la brièveté des concessions. Les faits et des documents nous ont convaincus du contraire - cette pratique des concessions s'est poursuivie jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre patriotique. La dualité des deux perspectives se fonde sur les considérations suivantes.

D'un côté, la libéralisation économique lors de la NEP a rendu possible la mise en place d'une structure institutionnelle servant à la gestion des concessions en URSS. Mais à partir de la fin de la NEP ce système s'est dégradé et les structures gérant les gestions des concessions furent supprimées à partir d'octobre 1930 ; seul le *Glavkontsesskom*, organe principal, fut conservé tout étant « mutilé » par les purges de 1930. Et bien que la suppression formelle du *Glavkontsesskom* ait eu lieu en 1937, en réalité ses purges de 1930 ont mis fin au système de la gestion des concessions. Tous ces faits ont amené des historiens à l'idée de la brièveté des concessions.

En réalité, la revalorisation des priorités du pouvoir soviétique en matière de concessions (qui a abouti à la résiliation de 130 contrats sur 170 vers 1930) n'a pas du tout

signifié une perte d'intérêt pour la coopération avec les pays occidentaux parce que si les concessions jugées traditionnelles ont disparu, dans le même temps, on observe un recours grandissant aux accords d'assistance technique.

Dans notre travail nous avons cherché à savoir pourquoi un tel « déplacement » de l'intérêt des autorités soviétiques vers des accords d'assistance technique avait jusqu'à présent échappé aux historiens. En réponse, nous considérons que cette réorientation de la politique concessionnaire vers les accords techniques s'est accompagnée faite de manière ponctuelle et confidentielle. Les entreprises de haute technologie ont été cherchées en dehors des frontières nationales et ont été engagées ponctuellement, au cas par cas et quels qu'en soient les coûts. Ce fait explique qu'en grande partie les entreprises concessionnaires impliquées dans les exportations de technologies occidentales vers la sidérurgie soviétique aient été majoritairement américaines. Ce fait explique également le recrutement des confidents proches de chefs d'État chargés des missions de nature « délicate » sur les marchés étrangers.

Tout au long de notre travail, nous avons constaté qu'en ce qui concerne la prise de décisions économiques, les autorités soviétiques étaient principalement guidées par des considérations politiques ou idéologiques et que les concessions n'y échappèrent pas.

Ainsi, l'analyse des motifs de démantèlement des concessions a montré qu'officiellement ils de nature économique (par exemple, le manque de solvabilité etc.). Mais les considérations politiques étaient invariablement présentes. La Commission de l'épuration du *Glavkontsesskom* se plaignait au sujet de sa direction (Trotski, Joffé, Piatakov) considérant que cette dernière était « en opposition avec la ligne générale du Parti ».

En outre, le processus de démantèlement du système de concession, accompagné de la cessation d'activité d'un certain nombre d'entreprises, a été délibérément étiré pour donner l'impression d'une liquidation des concessions progressive et évolutive. Du point de vue des autorités soviétiques, la liquidation massive des concessions aurait pu faire une impression défavorable sur la communauté internationale et affecter son attitude à l'égard de l'URSS.

L'histoire de la coopération bilatérale franco-soviétique d'après-guerre dans la sidérurgie dont le début a coïncidé avec le dégel poststalinien de 1953 (ce qui est en soi symptomatique) a montré qu'elle fut également dans une grande mesure déterminée par la conjoncture politique.

Les premières tentatives du rapprochement de technologies entre les sidérurgistes soviétiques et occidentaux ont eu lieu à la veille du premier plan quinquennal. Nous avons

retrouvé pratiquement toutes les sociétés occidentales impliquées dans la conception, la construction et la reconstruction d'entreprises sidérurgiques durant l'industrialisation de l'URSS menée à marche forcée. Les sociétés américaines *Kahn, Freyn, McKee, Farquhar*, les métallurgistes allemands Puppé, Digfoch, Seidel ont été embauchés par le *Gipromez*, premier Institut d'État pour la construction des usines métallurgiques (fondé en 1926 et qui s'est trouvé dans les années 1930 à la pointe pour créer la sidérurgie soviétique).

L'analyse des accords d'assistance technique passés entre l'URSS et des entreprises occidentales dans le domaine de la sidérurgie dans les années 1930 a été extrêmement importante pour nous. Les résultats de cette analyse nous ont fourni les grandes bases de modèle soviétique d'emprunts aux technologies occidentales.

En revenant aux années 1930, on constate, premièrement, que les conditions de l'engagement des sociétés étrangères étaient supérieures et que de cette façon les pouvoirs soviétiques manifestaient leur vif intérêt pour le recours à ces sociétés. Le fait même qu'en dépit des contraintes énormes imposées par le manque de ressources financières, l'URSS signait ces contrats avec des sociétés étrangères pour des montants très élevés et sans précédent, indiquait en soi un intérêt extrême pour leurs services.

Deuxièmement, les priorités des autorités soviétiques lors de la réalisation du programme des premiers quinquennats étaient la fonctionnalité, les coûts peu élevés, la rapidité de la conception et de la construction des édifices industriels. À ces exigences, ne pouvait répondre que des sociétés telles que la société *Albert Kahn Inc.* dont le succès était fondé sur la polyvalence. La société de Kahn emploie à la fois des architectes, des ingénieurs – spécialistes du chauffage, de la ventilation, de la plomberie, des sanitaires, de l'électricité, de la sélection des équipements etc.), elle fait la promotion de matériaux nouveaux (le béton armé, breveté par le frère de Kahn etc.), s'est dotée d'une organisation scientifique du travail (taylorisme). Dans le langage académique, cette alliance des compétences, ce « regroupement de plusieurs technologies issues de disciplines différentes qui cherche à exploiter avantageusement les innovations et les connaissances acquises de chacune, dans le but de créer de nouvelles techniques, de nouveaux produits ou de nouveaux services »<sup>1587</sup> porte le titre de la « convergence technologique ». Conceptualisée dans ses paramètres technologiques et sociaux, « la convergence technologique » provoqua un « changement de paradigme de

---

<sup>1587</sup> Grand dictionnaire terminologique. En ligne : <https://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/>

l'évolution des métiers et ses usages divers »<sup>1588</sup>. Ce paradigme alla à l'encontre du concept qui se résume *grosso modo* à l'idée d'étapes technologiques, rendant obsolètes les « anciennes » méthodes.

Troisièmement, même au stade de la formulation des objectifs de l'industrialisation, l'observateur impartial aurait pu prévoir que les autorités soviétiques n'avaient pas l'intention de se tourner vers les services de leurs propres ingénieurs. Nous avons montré qu'en effet, si en 1924 l'atmosphère autour des cadres de l'ancienne intelligentsia technique et la position des autorités à ce propos furent marquées par l'ambivalence, à partir de 1928 une série de procès dont des « spets » sont devenus les principaux accusés, montrait la rapide métamorphose dont ils étaient victimes. Cette dynamique de la dégradation qui ne cessait d'augmenter atteint un point de non-retour avec l'arrestation le 21 avril 1928 de Pal'chinskij (qui représentait près de la moitié du corps des ingénieurs soviétiques) dans le cadre du processus dit de *Prompartija* (le parti industriel dont Pal'chinskij a été présenté comme le chef) et son exécution un an plus tard sous l'inculpation de sabotage.

Tout porte à croire qu'il était plus pratique pour les autorités soviétiques d'engager ces porteurs de nouvelles technologies de conception industrielle occidentales que d'être obligés de recourir aux ingénieurs soviétiques ou au moins de les préserver. D'autant plus que quels qu'aient été les motifs des autorités, il est peu probable que les ingénieurs soviétiques auraient été capables de saisir les nouvelles tendances de leur champ de compétence, du fait qu'ils avaient été privés depuis une dizaine d'années par les turbulences économiques des premières années du pouvoir soviétique d'une vie « normale ». Or, pendant que les ingénieurs soviétiques se battaient pour survivre aux purges et aux conditions précaires de la vie quotidienne, un nouveau paradigme de design industriel émergea dans l'environnement professionnel américain. Pal'chinskij était le défenseur le plus cohérent de l'idée alternative d'une industrialisation qui devait se dérouler à un rythme moins « dynamique » - son prestige d'ingénieur réputé ne lui permettait pas d'accepter la ligne du Parti favorable à l'industrialisation forcée. Mais la position de Pal'chinskij peut être définie d'une autre manière.

---

<sup>1588</sup> Joanna VOVOU, Notes de lecture sur Henry JENKINS, « *La Culture de la convergence. Des médias au transmédia*. Bibliographical reference », *Questions de communication*, 28 | 2015, 363-364. Online since 31 December 2015, connection on 21 October 2022.

URL: <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10262>;

Références : Henry JENKINS, *La Culture de la convergence. Des médias au transmédia*, trad. de l'anglais par C. Jaquet, Paris, A. Colin/Ina Éd., coll. Médiacultures, 2013 [2006], 336 p.

Ce dernier, en effet, ainsi que d'autres ingénieurs soviétiques ne maîtrisat pas les méthodes de conception modernes.

Quatrièmement, l'analyse des résultats de la participation étrangère dans le développement de la sidérurgie soviétique dans l'industrialisation des années 1930 nous a permis de constater que les attentes des autorités soviétiques se sont réalisées. Compte tenu du fait que les relations contractuelles établies entre l'institut d'Etat d'études industrielles *Gipromez* et ses prestataires de l'étranger ont été rompues ou non renouvelées vers 1933-1934, on a constaté qu'il a fallu 5-6 ans pour que la mission assignée par les planificateurs soviétiques aux ingénieurs étrangers soit accomplie et que les objectifs de cette mission soient atteints. La seule firme de Détroit de Kahn a procédé à quelques 570 installations industrielles sur le sol de l'URSS – une vraie épine dorsale industrielle de la nouvelle Russie soviétique.

Cinquièmement, une partie importante des connaissances technique et technologique est « socialisée » et leur transmission optimale exige des formes personnelles (orales ou au moins écrites). En Russie, à un degré assez fort, des technologies occidentales dans l'industrie sidérurgique ont été transmises de fournisseurs étrangers vers des bénéficiaires soviétiques par un mécanisme très personnel. Les formes impersonnelles de communication (telles que les revues spécialisées, dessins de conception d'ensembles et sous-ensembles etc.) étaient souvent importantes pour susciter de l'intérêt, mais elles ne fournissaient presque jamais suffisamment d'informations hautement spécifiques nécessaires à la transmission réussie d'une nouvelle technique de production.

L'analyse du phénomène de la « socialisation » lors du transfert de technologie nous a permis de tirer les conclusions suivantes. Premièrement, au début du développement de la sidérurgie soviétique, il n'était pas nécessaire d'engager de nombreuses équipes de spécialistes étrangers. Ces derniers étaient nécessaires en petite quantité, comme un catalyseur, un « substance » qui augmente la vitesse d'une réaction ou comme la levure de boulangerie qui donne une fermentation alcoolique. Ainsi, la filiale de la société *Albert Kahn Inc.* à Moscou (nommée *Gosproektstroj*) employa 25 ingénieurs américains qui dirigèrent environ 2500 employés russes. Il s'agissait du plus grand bureau d'architecture au monde. L'accord avec *Frey* sur l'assistance technique prévoyait l'arrivée de 14 ingénieurs de diverses spécialités dans le domaine de la sidérurgie à la disposition du *Gipromez* (nous avons réussi à récupérer tous leurs noms).

Ce phénomène de la « socialisation » de transferts des technologies est aussi celui de la « proximité physique », ou celui de savoir-faire, ou de *know-how* dans le monde anglo-saxon. Ainsi, le premier accord entre la société *Freyn Engineering Co.* et le *Gipromez* sur l'assistance technique conclu en 1927 était basé sur le fait que l'assistance technique était effectuée par le bureau de *Freyn* à Chicago, c'est-à-dire à l'extérieur de l'URSS. Mais cette méthode d'assistance technique s'est révélée insatisfaisante pour le côté soviétique. Il est devenu clair qu'il était plus opportun de maintenir les relations *Gipromez-Freyn* sur une base différente, à savoir : qu'au lieu de consultations sur le territoire américain, les spécialistes américains devaient apporter une assistance technique directe à la construction des installations, c'est-à-dire in situ, en Russie. Il est évident que le côté soviétique était extrêmement intéressé par le transfert de savoir-faire de *Freyn* aux ingénieurs soviétiques.

Pour résumer ce modèle, il convient de noter la réticence des autorités soviétique à la participation étrangère dans l'industrialisation des années 1930. Une indication en est que quasiment toutes les mentions d'Albert Kahn ainsi que des autres vrais protagonistes de la construction industrielle en URSS ont été retirées de la littérature spécialisée.

Mais cette participation peut être attestée même par des signes indirects. Nous avons constaté d'après les statistiques du commerce extérieur de l'URSS de 1924-1940 qu'un pic des importations technologiques pour la sidérurgie (plus précisément, des équipements de laminoirs, des produits fabriqués en métaux ferreux, des profilés en acier, des aciers en tôles) a été atteint en 1931-1932, après quoi elles commencent à diminuer. Des documents d'archives ont également permis de préciser l'ampleur des achats d'équipements étrangers pour les entreprises sidérurgiques. Ainsi, la liste exhaustive des usines sidérurgiques nouvelles et reconstruites en URSS en 1928-1933 et le coût de l'équipement importé destiné à ces usines ont montré que presque la moitié (50%) des équipements dans la sidérurgie a été importée de l'étranger, c'est-à-dire, en moyenne une pièce d'équipement sur deux. La temporalité des séjours en URSS des ingénieurs étrangers et le plafonnement des importations sidérurgiques constituent d'autres indicateurs clairs de l'implication directe de ces derniers dans le développement de la sidérurgie soviétique.

Tout au long de notre travail nous avons mobilisé des statistiques pour vérifier la pertinence de nos conclusions descriptives. En particulier, notre analyse quantitative de la délivrance des brevets et d'inventions à l'époque tsariste, indicateur *sui generis* du potentiel technologique du pays, a montré qu'à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et jusqu'au début de la

Première Guerre mondiale, la Russie occupait la dernière place par rapport aux pays occidentaux dans le nombre total de brevets déposés.

L'analyse descriptive de transfert des technologies intellectuelles de l'Allemagne en URSS en 1945 – 1953 a révélé les différences d'approches à propos de l'appropriation des brevets par les Soviétiques et les Occidentaux. Les documents montrent que les Occidentaux ont donné plus d'importance aux brevets. L'une des raisons se cache, selon notre hypothèse, dans les subtilités du droit soviétique des brevets dont le règlement sous-entend l'altruisme de la part de l'inventeur qui n'est pas rémunéré.

Ainsi, quelle que soit l'époque et quels que soient les facteurs déterminant le transfert de brevets d'invention, on a constaté que l'activité en matière de brevets en Russie (soit tsariste, soit soviétique) était plus faible que celle des pays occidentaux.

Si on choisissait des « mots-clés » pour caractériser les exportations vers l'URSS de la technologie depuis l'Allemagne occupée, les plus appropriés seraient ceux-ci : « à grande échelle » et « un grand rassemblement ». Il est difficile de s'attendre à autre chose étant donné que la guerre a duré cinq ans et que la saisie ultérieure de la technologie de l'Allemagne a duré huit ans, jusqu'en 1953. De surcroît, dans la campagne pour saisir les butins de guerre furent impliqués autant de participants que ceux lors de la campagne militaire antérieure.

Ces considérations générales concernent l'organisation des exportations de technologies allemandes vers l'URSS en 1945-1953. Avant de présenter nos conclusions plus en détail nous aimerions dire que le choix de la sidérurgie nous a donné l'occasion d'avoir accès aux fonds de l'administration militaire soviétique en Allemagne (SVAG) et par conséquent, d'avoir une image exhaustive du transfert de technologies sidérurgiques de l'Allemagne vers l'URSS. Dans les cas de l'industrie nucléaire ou de l'industrie aéronautique par exemple, nous n'aurions pas eu cette possibilité à cause de la fermeture des fonds d'archives concernés.

Nous pouvons constater qu'en dépit du fait que dans la zone d'occupation soviétique le nombre d'installations sidérurgiques était très faible (on a précisé qu'il y en avait 7) en raison de la répartition disproportionnée des entreprises allemandes entre les Alliés (les productions des grandes entreprises sidérurgiques Thyssen, Krupp, Mannesmann se trouvaient dans la zone d'occupation britannique), elles ont toutes été démantelées et évacuées. Les prises de technologies sidérurgiques allemandes sous la forme d'équipements a pris fin dès la publication en mars 1952, plus de 7 ans après la fin de la guerre, d'un décret du chef du département de l'équipement du Ministère de la sidérurgie de l'URSS. Officiellement, cette décision était motivée par des raisons comptables : en raison de la grande vétusté des équipements. Mais

prenant en compte la date « sacrale » de la mort de Staline en mars 1953, on pourrait suggérer des raisons politiques à la cessation des saisies allemandes vers l'URSS. Nous avons retracé les opérations logistiques de redistribution des matériaux depuis l'Allemagne et le schéma de « transport » (incluant le réseau de chemins de fer, le système des bases de transbordement de stockage temporaire) du matériel reflète toute la géographie de l'URSS.

L'opération économique à grande échelle de l'évacuation des équipements et des usines complètes sidérurgiques s'est déroulée longtemps après la fin de la guerre et a pris fin non pas pour des raisons politiques, mais en toute vraisemblance, en raison de l'épuisement des ressources précieuses destinées à être déplacées sur le territoire de l'URSS, pays victorieux.

En faisant référence à un autre « mot-clé » caractéristique, tel que « un grand rassemblement », nous aimerions aussi mettre en évidence que l'une des approches de nos recherches à travers les représentations des acteurs essentiels impliqués dans les transferts de technologies allemandes nous a permis d'obtenir des réponses à toute une série des questions.

Premièrement, l'analyse des composantes essentielles de la structure institutionnelle du système d'exportations soviétique en Allemagne d'après-guerre ainsi que leurs rôles a été menée afin d'observer que toutes les forces de la machine étatique soviétique avaient été concentrées pour mener à bien ces exportations. Nous avons établi et analysé une liste d'acteurs qui inclut, plus précisément : le GKO (l'organe supérieur d'urgence disposant des pleins pouvoirs militaires, politiques et économiques en URSS durant la Grande Guerre patriotique), le SVAG (l'administration militaire soviétique dans la zone d'occupation d'Allemagne), la GUSIMZ (organisme ayant le rang de ministère chargé des exportations de biens matériels allemands et de ceux de l'Europe de l'Est vers l'URSS) et un grand nombre de ministères (on a constaté que presque tous les ministères soviétiques ont été présents) dont les objectifs furent tant les saisies des équipements allemands que les recherches dans des laboratoires sur le terrain accompagnées par des scientifiques allemands.

Deuxièmement, en retraçant les « parcours » sur le sol allemand des acteurs cités ci-dessus, on a confirmé la temporalité d'opérations de grande envergure en Allemagne occupée et on a éclairci les changements de priorités des autorités soviétiques au fur et à mesure du déroulement de ces opérations. Ainsi, la dissolution le 8 janvier 1947 du GKO qui était chargé du démantèlement des biens saisis attesta l'achèvements de ces opérations. Le SVAG, dont l'une des missions était de mener des études de réalisations scientifiques et techniques en Allemagne resta en activité jusqu'en novembre 1949. La dissolution des succursales dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne avec la participation de scientifiques et de



spécialistes allemands créés par le SVAG et les branches des ministères soviétiques a eu lieu à la fin de 1949. Mais le point final date du départ en 1953 du dernier institut impliqué dans le transfert de la technologie allemande, la GUSIMZ. Institutionnellement on peut considérer cette date comme la fin de l'épopée du transfert de la technologie allemande vers l'URSS qui a donc duré environ dix ans.

Troisièmement, dans cette optique du « grand rassemblement » en Allemagne c'est la question du savoir-faire qui se pose. En formulant ce type de problème, nous nous appuyons dans notre cas précis sur les idées de nos prédécesseurs, en particulier, sur l'ouvrage de l'historien américain Douglas M. O'Reagan. Ce dernier a noté qu'il ne fait aucun doute que des artefacts et des matières premières provenant de l'Allemagne et constituant la base du programme de fusées soviétiques ont été recueillis grâce aux voyages d'affaires des spécialistes soviétiques clés en Allemagne. « Sergei Pavlovich Korolev, Valentin Petrovich Glushko, Boris Evseyevich Chertok et Alexei Mikhailovich Isayev ont passé des mois dans les installations allemandes. Là, ils ont appris le savoir-faire allemand ainsi que les conceptions »<sup>1589</sup>. Douglas M. O'Reagan cite aussi un autre historien Norman Naimark selon l'opinion duquel, « le système des Soviétiques pour recueillir la technologie des fusées allemandes était très différent de celui des Américains. Les spécialistes soviétiques [...] se sont immergés non seulement dans les innovations technologiques allemandes, mais aussi dans les méthodes et l'organisation allemandes de la production de fusées »<sup>1590</sup>.

Nous avons déjà défini la question du savoir-faire selon l'historien Nathan Rosenberg comme relevant de la « proximité physique » entre ceux qui fournissent la technologie et ceux qui la reçoivent (entre le fournisseur et l'utilisateur de la technologie). La durée de l'accueil et de l'assimilation par l'URSS des technologies occidentales dans les années 1930 qui nécessitait la « proximité physique » entre ingénieurs et architectes américains et les consommateurs de leurs produits, quoique réduite à 5 - 6 ans, semblait impérative.

On constate que la durée de l'accueil et l'assimilation par l'URSS de technologies allemandes dans les années 1945 – 1953 nécessitait la « proximité physique » entre des scientifiques allemands et les consommateurs de leurs produits, tels que 31 entreprises de 9 ministères soviétiques. C'est pour cette raison que des spécialistes allemands issus des prisonniers de guerre ont travaillé dans des laboratoires de recherche établis derrière des barbelés. C'est pour cette raison que l'appareil répressif du ministère de l'intérieur de l'URSS

---

<sup>1589</sup> Douglas M. O'REAGAN, *Taking Nazi technology: Allied exploitation of German science after the Second World War*, Baltimore, Johns Hopkins university press, 2019, p.107.

<sup>1590</sup> *Idem.*

qui gérait les camps de prisonniers de guerre et d'internement fut également impliqué dans cet énorme effort de transfert de la science et de la technologie allemandes vers l'URSS. Le rapatriement de l'URSS des scientifiques allemands a démarré en 1953.

Certains chercheurs estiment que c'est la division de la technologie en Allemagne occupée entre les Alliés qui a marqué le début de l'affrontement Est-Ouest d'après-guerre. Nous considérons, nous, que la naissance de la Guerre froide qui débuta en 1947 et culmina dans les années 1948-1953 vit le jour suite à des saisies de technologies allemandes par les pays-vainqueurs.

La « polarisation » Est-Ouest d'après-guerre a connu ses manifestations dans le champ des technologies. Nous les avons analysés. Créé dans le cadre du bloc occidental le *CoCom*, structure supranationale fut dédiée à bloquer des exportations de technologies vers les pays de l'Est. Mais cela n'a pas empêché certains pays du bloc du *CoCom*, et notamment la France, d'adapter sa propre politique technologique envers la Russie soviétique ce que nous a montré notre analyse de la coopération franco-soviétiques dans la sidérurgie de l'après-guerre (1953-1989).

Nous avons constaté (encore une fois) le rôle primordial du pragmatisme politique. Un mécanisme de coopération réciproque franco-soviétique prit une forme définitive à suite au voyage historique de Charles de Gaulle en URSS en 1966. La contextualisation des relations bilatérales sur la base des deux projets sidérurgiques nous a permis de préciser les facteurs favorisant les transferts de technologies françaises vers l'URSS ainsi que ceux qui les ont freiné.

La réussite du projet de gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod » et l'échec de la participation de l'URSS au projet de *Fos* nous a montré que la volonté politique seule, aussi bonne soit-il, n'était pas suffisante.

Après avoir finalisé le manuscrit de notre thèse, nous avons de manière inopinée reçu un nouveau témoignage au sujet de l'échec du projet *Fos-sur-mer*. Ce témoignage provient Vincent Piron, le fils d'un homme qui a été directement impliqué dans le développement du projet. Il notait :

« Ce qui est amusant, c'est que le plan « Dherse » a été fait par mon père [Robert Piron], qui était son homme de confiance pour la technique depuis la création de *Sollac*. Une des raisons également pour lesquelles la coopération (les coopérations) avec les pays étrangers ne s'est pas faite, est la chute violente du marché avec la crise énergétique

de 1973, dont les prémisses sont apparues dès 1972. De plus, l'idée de créer *Solmer* en plus de ce qu'avait fait *Usinor* à Dunkerque conduisait la France à une forte surcapacité de production. Mais la Lorraine n'avait pas le choix ; autrement dit, c'était une mort certaine à cause des minerais suédois très riches en fer, et qui arrivaient par la mer, beaucoup plus riches en fer que la minette de Lorraine, ou une mort non moins certaine par la chute des prix dus à la surproduction française et même européenne. Bref, la catastrophe, qui s'est d'ailleurs produite rapidement. Par conséquent, l'idée de nouer un partenariat avec l'URSS n'était pas venue au bon moment. »<sup>1591</sup>

Le résumé de V. Piron nous donne encore une raison de dissocier causes et conséquences. De toute évidence, il n'y avait pas de liaison directe entre l'incapacité de l'URSS de s'intégrer au projet de *Fos* et sa capacité à le faire. Dans ce cas précis certains facteurs économiques externes ont joué un rôle négatif.

Et en conclusion V. Piron écrit :

« Dans les transferts de technologie, le but principal est l'indépendance du pays. On le voit bien pour l'acier au siècle dernier, parce que cela permettait de fabriquer des canons pour tuer les gens, et des logements pour en loger d'autres. Aujourd'hui, la technologie critique est numérique, surtout pour l'armement et l'espace. Il n'y a que 3 entreprises au monde capables de fabriquer des composants avec la gravure de 3 nm : TSMC (Chinois de Taïwan), Intel (USA) et Samsung (Corée). Autrement dit, l'Europe et la Russie ont déjà perdu leur indépendance. Dans le futur, sauf changement, seul TSMC sera capable de fabriquer la technologie de 2nm, et éventuellement de 1 nm, vu l'énormité des coûts d'investissement. Cela sera intéressant dans le futur de voir comment les pays réagiront par rapport à la soumission aux Chinois. Déjà le gouvernement américain interdit aux Chinois (main land) de vendre des antennes 5 G. Peut-être que d'autres pays se réveilleront ? »<sup>1592</sup>

Ainsi, selon l'opinion de ce diplômé de l'Ecole de Mines et de l'Ecole polytechnique, le sujet des transferts de technologies se développe dans le futur non pas en « tonnes d'acier » mais en « puces gravées en 3 nanomètres ».

Qui vivra, verra ?

---

<sup>1591</sup> Email envoyé par V. Piron à l'auteur de ce travail.

<sup>1592</sup> *Idem.*

## Tables des matières

<b>Avertissement concernant la transcription</b> .....	3
<b>Liste des acronymes et des sigles utilisés</b> .....	3
<b>Remerciements</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	7
<i>Le sujet et ses enjeux</i> .....	7
<i>Définir l'objet de la recherche : les transferts de technologie</i> .....	8
<i>Définir les directions principales de ce travail</i> .....	11
<i>L'état des lieux historiographique</i> .....	13
<i>La présentation des sources</i> .....	27
<i>Les matériaux imprimés</i> .....	30
<i>Annonce du plan</i> .....	33
<b>Chapitre introductif : Les technologies occidentales sont-elles aux origines du développement de la sidérurgie russe (1860-1914) ?</b> .....	34
<b>A. Les facteurs prédéterminants de l'omniprésence technologique étrangère dans la sidérurgie russe au croisement des XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle: causes et conséquences</b> .....	37
<i>Les causes du retard de la Russie dans la sidérurgie vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle</i> .....	37
<i>Les conséquences du retard de la Russie dans la sidérurgie vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle</i> ..	42
<b>B. De l'abolition du servage à la montée industrielle : treize ans de « répit » après les réformes d'Alexandre III et les grandes lignes du développement économique durant le règne de Nicolas II</b> .....	44
<i>Les politiques protectionnistes d'Alexandre III et de Nicolas II</i> .....	46
<i>La sidérurgie russe à la veille de la guerre</i> .....	51
<b>C. Le sud de la Russie vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : une enclave technologique de l'Occident et un « point de croissance » de la métallurgie pré-soviétique</b> .....	57
<i>Les nationalités des capitaux dans la sidérurgie du sud de la Russie</i> .....	57
<b>Conclusion</b> .....	68
<b>Chapitre I. Les transferts des technologies occidentales vers la <i>Russie nouvelle</i> : les concessions étrangères (1918-1937)</b> .....	70
<b>A. La Russie soviétique lors de sa première décennie : l'émergence des concessions étrangères</b> .....	71
<i>Les concessions du communisme de guerre (mars 1918 - mars 1921)</i> .....	71
<i>Les éléments de restitution dans la politique concessionnaire soviétique dans les années 1920</i> .....	83

<i>Les concessions de la NEP (mars 1921 - 1928)</i> .....	87
<b>B. Au tournant des décennies 1920-1930 : la dégradation du système institutionnel de concessions en URSS</b> .....	97
<i>Le Glavkontsesskom est brisé</i> .....	97
<i>Amtorg – un des éléments principaux dans le système de l’acquisition de la technologie américaine</i> .....	102
<i>Les accords d’assistance technique sur le marché américain</i> .....	106
<b>C. Samuel Carpe vs Amtorg ? L’« aquaculture» pour les espèces telle que la carpe qui est « un très gros poisson »</b> .....	117
<i>Une flotte océanique digne de la grande cause de l’URSS mais ... fabriquée avec la technologie américaine</i> .....	117
<i>Qui est Samuel Carp, concurrent de la société Amtorg Trading Corporation ?</i> .....	120
<i>Pourquoi S. Carp ?</i> .....	122
<b>Conclusion</b> .....	129
<b>Chapitre II. L’industrialisation soviétique à marche forcée, mirage ou vrai virage ?</b> ..	131
<b>A. Le premier plan quinquennal : se consacrer à l’industrie lourde</b> .....	133
<i>Les écueils des estimations du commerce extérieur soviétique</i> .....	135
<i>L’insuffisance des recettes en devises étrangères pour l’industrialisation : le réglage</i> .	141
<b>B. La sidérurgie soviétique : le point de départ</b> .....	151
<i>Quelle était la provenance des équipements destinés aux usines sidérurgiques dans les années 1930 ?</i> .....	152
<i>Les activités d’études et de réalisations industrielles</i> .....	158
<i>Maîtriser l’expérience étrangère par les voyages d’affaires des ingénieurs soviétiques et étrangers</i> .....	164
<b>C. Le rôle d’Albert Kahn dans l’industrialisation soviétique</b> .....	168
<i>Pourquoi Kahn ?</i> .....	168
<i>Les contrats de la société Albert Kahn Inc. en URSS</i> .....	171
<i>Kahn était-il partie prenante de l’histoire de l’industrialisation de l’URSS ?</i> .....	175
<b>D. Giprometz : le premier institut d’études industrielles dans la sidérurgie soviétique</b> .....	179
<i>L’accord du Giprometz avec l’ingénieur allemand Puppé</i> .....	180
<i>Les accords du Giprometz avec Freyn Engineering Co.</i> .....	182
<i>Qui étaient les ingénieurs du Freyn Co. envoyés en Russie en voyages d’affaires ?</i> .....	183
<b>Conclusion</b> .....	188
<b>Chapitre III. Les ingénieurs des trusts industriels dans les années 1930, quels choix pour les autorités soviétiques : les « leurs » ou ceux de l’étranger ?</b> .....	190
<b>A. Le corps des ingénieurs soviétiques : aspects socio-politiques</b> .....	190

<i>L'ingénieur Pal'chinskij : un « compagnon de route » ou un « ennemi intérieur » ?</i> ....	190
<i>La rapide métamorphose à l'égard des « spets »</i> .....	199
<b>B. 1928 - 1937 : les procès sur les « sabotages industriels »</b> .....	203
<i>L'affaire de Jugostal'</i> .....	204
<i>L'affaire « Sur le sabotage dans l'industrie papetière »</i> .....	206
<i>Le procès « Sur le sabotage du Commissariat du peuple des postes et télégraphes en URSS »</i> .....	208
<b>C. Le choix en faveur d'un corpus d'ingénieurs étrangers</b> .....	216
<i>Le manque extrême d'ingénieurs et d'architectes nationaux</i> .....	216
<i>L'institutionnalisation du nouveau corps des architectes et des ingénieurs soviétiques</i>	220
<i>Le rôle des architectes et des ingénieurs étrangers en URSS au cours des premiers plans quinquennaux</i> .....	235
<b>Conclusion</b> .....	236
Partie II. Sur des épaules des géants : la « germanisation » des industries soviétiques (1941-1953).....	239
<b>Chapitre IV. La grande guerre patriotique et l'occupation de l'Allemagne : du butin de guerre au démantèlement industriel (1941-1945)</b> .....	241
<b>A. La politique de réparations en Allemagne : très sensible à la logique de la délimitation des anciens alliés</b> .....	241
<i>Yalta et Potsdam : l'établissement des principes de la politique de réparation des pays-vainqueurs</i> .....	242
<i>Les réparations et la reconnaissance de facto des deux sphères d'intérêt en Europe</i> ...	247
<i>Du butin de guerre aux réparations : le droit international de la guerre</i> .....	256
<b>B. Le dilemme de l'enlèvement des biens saisis : le pour et le contre</b> .....	260
<i>Les démantèlements dans la zone d'occupation soviétique, priorité inconditionnelle ?</i>	260
<i>Un dilemme : revitaliser l'industrie allemande ou la démanteler ?</i> .....	263
<i>L'organisation institutionnelle du système soviétique de démantèlements des technologies allemandes à la fin de la guerre</i> .....	267
<i>L'efficacité de l'opération d'exportation de la technologie allemande vers l'URSS</i> .....	280
<b>Conclusion</b> .....	287
<b>Chapitre V. L'organisation des exportations de technologies allemandes vers l'URSS en 1945-1953</b> .....	291
<b>A. L'évolution des institutions soviétiques impliquées dans le transfert de technologies allemandes</b> .....	291
<i>Les institutions principales impliquées dans le transfert de technologies allemandes : les mandataires du GKO, le SVAG, la GUSIMZ</i> .....	292
<i>Le rassemblement des ministères soviétiques en Allemagne</i> .....	297

<i>La routine du SVAG en 1946-1947 est-elle la manifestation d'un intérêt pour les spécialistes allemands ?</i> .....	304
<i>Le cercle est bouclé : le GKNT et les réorganisations des activités scientifiques en URSS</i> .....	308
<b>B. Le transfert de technologies intellectuelles en forme de brevets de l'Allemagne vers l'URSS</b> .....	323
<i>Les brevets et les grandes découvertes dans la sidérurgie</i> .....	324
<i>Les origines du système de brevets en Russie/URSS</i> .....	327
<i>Les particularités de la législation sur les brevets en Allemagne</i> .....	330
<i>L'organisation de transfert de la propriété intellectuelle dans la forme de brevets de l'Allemagne vers l'URSS</i> .....	333
<b>Conclusion</b> .....	341
<b>Chapitre VI. La « germanisation » de la sidérurgie soviétique sous le stalinisme tardif</b> .....	342
<b>A. Le stalinisme tardif et la sidérurgie soviétique: l'économie de mobilisation</b> .....	344
<i>Le stalinisme tardif et la sidérurgie</i> .....	344
<i>Le parcours typique du sidérurgiste soviétique d'avant-guerre</i> .....	347
« <i>L'effet salutaire</i> » de la Grande Terreur pour l'industrie soviétique .....	351
« <i>L'économie de mobilisation sui generis</i> » dans le domaine de la sidérurgie pendant la Grande guerre patriotique .....	354
<b>B. Le crédit-bail (Lend-Lease), un mécanisme de transfert des technologies en provenance des pays occidentaux vers l'URSS pendant la Grande guerre patriotique</b> .....	362
<i>Le Lend-Lease et les aciers spéciaux</i> .....	364
<i>A l'origine de l'acier blindé : à qui appartient la priorité de l'invention</i> .....	367
<i>Les applications de l'acier blindé : marcher dans le sillage des grands puissances technologiques</i> .....	369
<b>C. Le transfert vers l'URSS des technologies et des équipements allemands dans la sidérurgie après la Seconde Guerre mondiale</b> .....	372
<i>La « maîtrise » des réalisations scientifiques et techniques allemandes dans la sidérurgie lors de l'occupation de l'Allemagne</i> .....	373
<i>Le démantèlement et l'évacuation des équipements sidérurgiques de la zone d'occupation soviétique : ont-ils eu lieu ou non ?</i> .....	385
<i>La réception des équipements allemands sur le territoire de l'URSS</i> .....	391
<b>Conclusion</b> .....	396
Partie III. L'affrontement Est-Ouest d'après-guerre et la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie (1947-1989).....	399
<b>Chapitre VII. Le sommet de l'affrontement Est – Ouest (1947-1952) : le CoCom et la Conférence économique de Moscou</b> .....	402

<b>A. Les contrôles des exportations vers les pays de l'Est : le régime du Cocom</b> .....	402
<i>L'évolution de la nature des échanges entre l'Est et l'Ouest : les matériaux stratégiques</i> .....	403
<i>La création du CoCom (le Coordinating Committee for Multilateral Export Controls)</i>	408
<i>Maintenir le régime du CoCom secret</i> .....	410
<b>B. Les tentatives de la part de l'URSS de la reprise des échanges économiques Est-Ouest : opposer un « non possumus » ?</b> .....	415
<i>Les raisons de l'intérêt de l'URSS pour la tenue d'une Conférence en 1952 dans le format Est-Ouest</i> .....	415
<i>Qui est à l'origine de l'organisation de la Conférence économique de 1952 ?</i> .....	418
<i>L'orchestration de la Conférence de Moscou</i> .....	422
<i>Les délégués français sont les plus nombreux à la Conférence</i> .....	426
<b>C. La Conférence de Moscou : l'analyse a posteriori</b> .....	431
<i>Les premières impressions de la Conférence par leurs participants : la « diversité » des opinions</i> .....	431
<i>Les résultats de la conférence : succès ou fiasco ?</i> .....	433
<i>Les retombées de la Conférence de Moscou</i> .....	438
<b>Conclusion</b> .....	442
<b>Chapitre VIII. La coopération franco-soviétique dans le domaine de la sidérurgie, 1953-1989</b> .....	444
<b>A. Le cadre institutionnel de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique franco-soviétique d'après-guerre</b> .....	444
<i>L'amélioration des rapports avec la Russie : l'humanisation par des contacts</i> .....	446
<i>L'intensification de la coopération franco-soviétique dans la sidérurgie</i> .....	448
<i>La réduction des échanges franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie</i> .....	454
<i>Se voir attribuer le rôle de fournisseur de ressources naturelles : causes et conséquences</i> .....	460
<b>B. Etude de cas de projets franco-soviétiques dans le domaine de la sidérurgie</b> .....	462
<i>Le gazoduc « Ourengoï – Pomary – Oujhorod »</i> .....	462
<i>L'usine métallurgique de Fos-sur-Mer</i> .....	470
<b>Conclusion</b> .....	477
Conclusion générale .....	479
<b>Tables des matières</b> .....	491



## **Summary**

The starting point for the transfer of Western technology into the Soviet steel industry was the wartime communism in the 1920s. Foreign-owned companies, known as concessions, were the only way to attract Western technology. The development of the concession system continued until the outbreak of the Great Patriotic War. This evolution, punctuated by the needs of forced industrialisation, led to the disappearance of concessions perceived as less efficient in comparison with the recourse to technical assistance agreements. The requirements of the five-year plans (functionality, low costs construction of industrial buildings) could only be met by foreign concessionary companies. In the post-war years, occupied Germany became the main source of technology for the USSR. The seizure of technology from Germany carried out on a large scale and lasted eight years, until 1953. As many people were involved in this campaign as in the previous military campaign. The post-war East-West “polarization” had its manifestations in the technological field. Created within the framework of the Western bloc, the CoCom, a supranational structure, was dedicated to blocking technology exports to Eastern countries until the fall of the Soviet Union. However, this did not prevent some CoCom bloc countries, notably France, from adapting its own technology policy towards Soviet Russia in the post-war steel industry.

Based on archival and bibliographic sources, this research highlights the different modes of transferring Western technologies to the Soviet steel industry, with their temporality and rhythm.

## **Keywords**

Russia-USSR 1860-1989 - Technology transfers - Industrialization in the USSR - Industrial technologies - Soviet steel industry - Foreign concessions - Economic history of the USSR

## Résumé

Le point de départ des transferts de technologies occidentales dans la sidérurgie soviétique débute à partir du communisme de guerre, dans les années 1920. Des sociétés à participation étrangère dite concessions furent un seul moyen d'attirer la technologie occidentale. L'évolution du système des concessions s'est poursuivie jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre patriotique. Cette évolution rythmée par des besoins de l'industrialisation à marche forcée a amené à la disparition des concessions jugées traditionnelles au profit du recours grandissant aux accords d'assistance technique. Aux exigences de la réalisation du programme des premiers quinquennats (la fonctionnalité, les coûts peu élevés, la rapidité de la conception et de la construction des édifices industriels) ne pouvaient répondre que des sociétés concessionnaires étrangères. Dans les années d'après-guerre l'Allemagne occupée devient la principale source des technologies vers l'URSS. La saisie de la technologie depuis l'Allemagne effectuées à grande échelle a duré huit ans, jusqu'en 1953. Dans cette campagne furent impliqués autant de participants que ceux lors de la campagne militaire antérieure. La « polarisation » Est-Ouest d'après-guerre a connu ses manifestations dans le champ des technologies. Créé dans le cadre du bloc occidental le *CoCom*, structure supranationale fut dédiée à bloquer des exportations de technologies vers les pays de l'Est jusqu'à la chute de l'Union soviétique. Toutefois cela n'a pas empêché certains pays du bloc du *CoCom*, et notamment la France, d'adapter sa propre politique technologique envers la Russie soviétique dans la sidérurgie de l'après-guerre.

Basée sur des sources archivistiques et bibliographiques, cette recherche met en évidence les différents modes de transfert des technologies occidentales dans la sidérurgie soviétique avec leur temporalité et leur rythme.

## Mots-clés

Russie-URSS 1860-1989 - Transferts de technologies - Technologies industrielles - Concessions étrangères – Histoire économique de l'URSS – Industrialisation en URSS – Sidérurgie soviétique